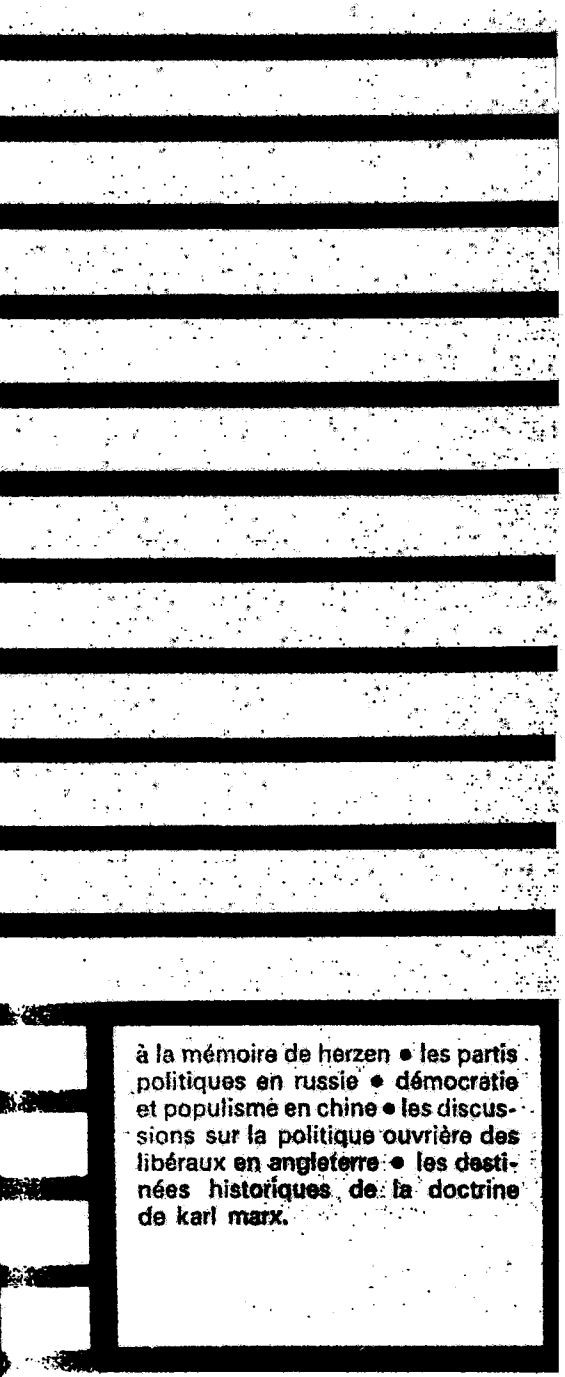
LENINE

œuvres

tome
18
avril
1912
mars
1913

LÉNINE



à la mémoire de herzen • les partis politiques en russie • démocratie et populisme en chine • les discussions sur la politique ouvrière des libéraux en angleterre • les destinées historiques de la doctrine de karl marx.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

18

L'ÉDTIION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU IXe CONGRÈS DU P.C.(b)R.
ET DU IIe CONGRÈS DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА—ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME
18
Avril 1912-mars 1913

ÉDITIONS SOCIALES • PARIS
ÉDITIONS DU PROGRÈS • MOSCOU

PRÉFACE

Le tome dix-huit comprend les œuvres de V. Lénine écrites entre avril 1912 et mars 1913, l'époque du nouvel essor révolutionnaire en Russie.

L'essentiel de ce volume est constitué par des écrits dans lesquels Lénine fait l'analyse des causes socio-économiques et politiques du mûrissement de la nouvelle révolution en Russie ; il y élabore la tactique du parti bolchevique dans les conditions du nouvel essor révolutionnaire, démasque l'esprit contre-révolutionnaire de la bourgeoisie libérale et le rôle de traîtres joué dans le mouvement ouvrier par les mencheviks liquidateurs, les trotskistes et le groupe « Vpériod ». Ce sont notamment les articles « L'essor révolutionnaire », « Les partis politiques en Russie », « La situation actuelle dans le P.O.S.D.R. » (brochure), « Les liquidateurs contre le Parti », « Comment P. Axelrod démasque les liquidateurs », etc.

« La campagne des élections à la IVe Douma et les tâches de la social-démocratie révolutionnaire », « La plate-forme des réformistes et la plate-forme des social-démocrates révolutionnaires », « Bilan des élections », « De quelques interventions des députés ouvriers », etc., forment une importante série d'articles consacrée à la campagne des élections à la IVe Douma d'Etat, à l'évaluation du bilan des élections et de l'activité du groupe social-démocrate de la Douma.

Dans les articles « Nature de la « question agraire en Russie », « Comparaison du programme agraire de Stolypine et de celui des populistes », « La dernière soupape », etc.,

Lénine dévoile ce qui constitue le fond de la politique agraire de Stolypine et montre qu'elle devait inévitablement échouer.

Dans les résolutions, reproduites dans ce volume, de la conférence « de février » du C. C. du P.O.S.D.R. élargie aux militants du parti, on trouve des directives sur toutes les questions principales du travail social-démocrate en Russie.

Ce volume comprend quinze articles inclus pour la première fois dans les Œuvres de V. Lénine. Ils sont consacrés à la lutte contre les liquidateurs et à l'élaboration des problèmes tactiques du Parti bolchevique.

Dans la « Lettre à J. Staline » Lénine donne des directives aux députés bolcheviques de la IVe Douma.

Le document « A propos des députés ouvriers à la Douma et de leur déclaration » est un projet de déclaration destiné au groupe social-démocrate à la Douma.

« Parti illégal et travail légal », « Réponse aux liquidateurs », « Premier état du post-scriptum à la brochure : « La situation actuelle dans le P.O.S.D.R. », « Le slogan « liberté de coalition » peut-il constituer maintenant la base du mouvement ouvrier? », « Lettre aux ouvriers suisses », « De l'attitude à l'égard du courant liquidateur et sur l'unité. Thèses », « Premier état du post-scriptum à l'article « Le développement des grèves révolutionnaires et des manifestations de rue » sont des articles où V. Lénine critique les conceptions des liquidateurs et de Trotski, qui soutenait entièrement ces derniers.

Les articles « Les cadets et la grande bourgeoisie » et « La faillite des illusions constitutionnelles » démasquent la tactique parlementaire des cadets, parti de la bourgeoisie libérale contre-révolutionnaire.

Dans « Mutineries dans l'armée et dans la flotte », « Les ouvriers et la *Pravda* », « Avant et maintenant » sont analysés l'essor du mouvement révolutionnaire et le développement de la presse légale bolchevique.

Dans l'« Avis » sur la conférence « de février » du C.C. du P.O.S.D.R. élargie aux militants du parti, on trouve le bilan de ladite conférence.

LA CAMPAGNE DES ÉLECTIONS À LA IVe DOUMA ET LES TÂCHES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE

Les grèves politiques et les premières manifestations provoquées par les massacres de la Léna [1] illustrent la montée du mouvement révolutionnaire des masses ouvrières en Russie. Cette épaississement de l'atmosphère révolutionnaire jette une éclatante lumière sur les tâches du parti aussi bien que sur son rôle dans la campagne électorale.

La crise mûrit dans une situation nouvelle. La Douma noire [2], qui donne aux propriétaires fonciers le pouvoir, à la bourgeoisie une arène pour ses transactions, au prolétariat une petite tribune, constitue un indispensable attribut de ladite situation. Nous avons besoin de cette tribune, nous avons besoin de la campagne électorale *pour* mener le travail révolutionnaire dans les masses. Nous avons besoin d'un parti illégal pour *diriger* tout ce travail dans son ensemble, c'est-à-dire au palais de Tauride et sur la place de Kazan [3], dans des meetings ouvriers et, pendant les grèves, aux réunions de district des ouvriers social-démocrates et aux réunions syndicales ouvertes. Seuls d'incurables aveugles peuvent continuer à ne pas voir toute la sottise, toute la nocivité pour la classe ouvrière de l'otzo-

visme et du liquidationnisme [4], fruits du chaos et de la désagrégation qui font suite au triomphe de la contre-révolution. L'exemple des populistes nous a clairement montré quel *zéro* scandaleux résulte de l'addition du *liquidationnisme* des « troudoviks », aussi bien que de celui des littérateurs légaux du *Rousskoïé Bogatstvo* [5] et du *Sovrémennik* [6], avec l'*otzovisme* du « parti » des socialistes-révolutionnaires.

Faisons le bilan général de ce qu'a montré la mobilisation préélectorale des forces politiques. *Trois* camps se sont clairement manifestés: 1) *Les hommes de droite*, de Pourichkévitch à Goutchkov, ont pris parti en faveur du gouvernement. Le propriétaire Cent-Noirs [7] et le marchand traditionnaliste ont fait de même avec ardeur. 2) Les bourgeois *libéraux* —« progressistes » et cadets, plus des groupes de divers « nationaux »— ont pris parti à la fois contre le gouvernement *et contre* la révolution. Ce caractère contre-révolutionnaire du libéralisme constitue l'une des particularités essentielles du moment historique actuel. Qui ne voit pas ce caractère contre-révolutionnaire de la bourgeoisie « cultivée », celui-là a tout oublié et n'a rien appris, celui-là ne mérite pas le nom de démocrate, et encore moins de socialiste. Or justement les troudoviks et « nos » liquidateurs voient mal et comprennent mal ! 3) Le camp de la démocratie, dans lequel *seuls* les social-démocrates révolutionnaires, les antiliquidateurs ont fermement et sans ambiguïté déployé, dans l'unité et l'organisation, *leur* étendard de la révolution. Quant aux troudoviks et à nos liquidateurs, ils hésitent *entre* le libéralisme et la démocratie, entre l'opposition légale et la révolution.

Les racines de classe qui ont séparé le premier camp du second sont claires. Mais les libéraux ont réussi à dérouter beaucoup de gens, de Vodovozov jusqu'à Dan, à propos des racines de classe qui ont séparé le second camp du troisième. La « stratégie » du libéral, naïvement révélée par Blank dans les *Zaprossy Jizni* [8], n'a rien de sorcier: les cadets représentent le centre de l'opposition, le limonier; les bricoliers (les « flancs-gardes ») sont représentés par les progressistes à droite, par les troudoviks et les liquidateurs à gauche. C'est sur cette « troïka» que les Milioukov comp-

tent « aller » au triomphe, dans le rôle d'« opposition responsable ».

L'hégémonie des libéraux dans le mouvement de libération russe a *toujours* signifié et signifiera toujours son échec. Le libéral manœuvre entre la monarchie des Pourichkévitch et la révolution des ouvriers et des paysans, trahissant la seconde *chaque* fois que l'heure est grave. La tâche de la révolution est d'*utiliser* la lutte des libéraux contre le gouvernement et de *neutraliser* les hésitations et les trahisons du libéralisme.

Agiter comme épouvantail la révolution, partager ainsi le pouvoir avec Romanov et Pourichkévitch et écraser la révolution de concert avec eux, telle est la politique des libéraux. Et ce qui préside à cette politique, c'est la situation de classe de la bourgeoisie. De là, le « démocratisme » à fleur de peau des cadets, et leur union *réelle* avec le « progressisme » très modéré des Efrémov, Lvov, Riabouchinski et autres.

Utiliser la lutte des libéraux contre les Pourichkévitch pour le pouvoir, *sans aucunement* laisser le peuple se mettre à « croire » dans le libéral, tout cela afin de développer, de renforcer la poussée révolutionnaire des masses qui renversera la monarchie, fera place nette des Pourichkévitch et des Romanov, voilà quelle doit être la tactique du parti prolétarien. Aux élections, il lui faut unir les démocrates *contre* les hommes de droite et *contre* les cadets, et à cette fin, lors des scrutins de ballottage, « utiliser » dans la presse et aux réunions la lutte des libéraux contre les hommes de droite. De là, la nécessité d'une plate-forme révolutionnaire, qui déborderait dès maintenant les cadres de la « légalité ». De là, le mot d'ordre de république, pour faire contrepoids aux libéraux, qui jouent avec les mots d'ordre « constitutionnels », avec les mots d'ordre de Constitution à la Raspoutine-Tréchtchenkov [9]. Notre tâche est de préparer l'armée des combattants révolutionnaires et cela, partout, à tout moment et en tous lieux, dans toutes les formes de travail, dans tous les champs d'activité, à chaque tournant, dans toutes les situations où pourraient nous mettre une victoire de la réaction, une trahison du libéralisme, une prolongation de la crise, etc.

Regardez un peu les troudoviks. Ce sont des liquidateurs populistes *sans phrases* *. Nous sommes des révolutionnaires, « laisse entendre » M. Vodovozov, *mais*... on ne peut quand même pas contrevenir à l'article 129 [10], ajoute-t-il. Cent ans après la naissance de Herzen, le « parti » de millions de paysans n'est pas capable de publier un tract, même polycopié, parce que ça serait désobéir à l'article 129!! Séduits par un bloc avec les social-démocrates « au premier chef », les troudoviks ne savent pas mettre clairement en évidence le caractère contre-révolutionnaire des cadets, ne savent pas poser les bases d'un parti paysan *républicain*. Or la leçon des années 1905-1907 et 1908-1911 a posé le problème de la manière suivante : lutter pour la république ou lécher les bottes de Pourichkévitch et rester couché sous le fouet de Markov et de Romanov. Il n'y a pas d'autre alternative pour les paysans.

Regardez un peu les liquidateurs. Les Martynov, Martov et Cie ont beau biaiser, tournicoter, tout lecteur sensé et scrupuleux reconnaîtra que c'est *bien leur* point de vue que R-kov [11] a résumé en disant : « Il ne faut pas se faire d'illusions : le triomphe d'un progressisme bourgeois très modéré se prépare. » Voici quel est le sens *objectif* de cette formule lapidaire : la révolution est illusion ; c'est le soutien aux « progressistes » qui est réalité. En vérité, tous ceux qui ne ferment pas les yeux exprès ne voient-ils pas que les Martov et les Dan disent *précisément la même chose*, avec des mots à peine différents quand ils lancent le mot d'ordre : « Arracher la Douma (la quatrième Douma, la Douma des seigneurs terriens) aux mains de la réaction » ? Quand ils reprennent des centaines de fois l'idée des deux camps ? Quand ils crient « ne sabotez pas » le travail progressiste des bourgeois libéraux ? Quand ils luttent contre « le bloc de gauche » ? Quand ils crachent avec suffisance dans *Jivoïé Diélo* [12] sur « la littérature de l'étranger que personne ne lit » ? Quand ils se contentent *en pratique* d'une plate-forme légale, de tentatives légales d'organisation ? Quand ils créent des « groupes d'initiative » [13] liquidateurs et rompent avec le P.O.S.D.R. révolutionnaire ? N'est-il pas clair que c'est la même antienne que chantent les

* En français dans le texte. (*N.R.*)

Lévitski qui approfondissent en philosophes les idées libérales sur la lutte pour les droits, les Névédomski qui « réexaminent » les idées de Dobrolioubov [14] à l'envers, c'est-à-dire en remontant *du* démocratisme *au* libéralisme, les Smirnov qui font les yeux doux au « progressisme », et puis tous les autres chevaliers de *Nacha Zaria* [15] et de *Jivoïé Diélo* ?

En réalité, les démocrates et les social-démocrates ne pourraient jamais, même s'ils le voulaient, « saboter » la victoire des « progressistes » parmi les propriétaires et les bourgeois ! Ce sont phrases en l'air. Les divergences sérieuses ne se trouvent pas là. La politique ouvrière des *libéraux* et celle des *social-démocrates* diffèrent sur d'autres points. « Soutenir » les progressistes car leurs « victoires » « rapprochent du pouvoir le bourgeois cultivé », telle est la politique ouvrière libérale.

Nous autres, social-démocrates, voyons dans la « victoire » des progressistes l'expression *indirecte* de l'essor démocratique. Il faut utiliser les querelles des progressistes avec les hommes de droite, un mot d'ordre brut de soutien aux progressistes ne convient pas. Notre tâche est de développer l'essor démocratique, de prendre soin de la nouvelle démocratie révolutionnaire qui se développe de manière nouvelle dans une Russie nouvelle. Si elle ne sait pas devenir vigoureuse et vaincre en dépit des libéraux, alors *aucun* « triomphe » des progressistes et des cadets aux élections n'apportera de changement sérieux à la situation en Russie.

Il est maintenant indiscutable qu'il existe un essor démocratique. Il progresse d'une manière plus pénible, plus lente, plus compliquée que nous ne l'aurions désiré, mais il progresse quand même. C'est *lui* qu'il faut « soutenir » et développer par un travail électoral et d'autres actions. Organiser la démocratie révolutionnaire, forger le parti républicain paysan en critiquant sans pitié le liquidationnisme populiste et l'otzovisme populiste, mais avant tout et surtout débarrasser « la maison » de toutes traces de liquidationnisme et d'otzovisme, renforcer le travail social-démocrate révolutionnaire dans le prolétariat et renforcer le parti ouvrier social-démocrate illégal, telle

est notre tâche. Comment se résoudra la crise révolutionnaire qui est en train de mûrir, cela ne dépend pas de nous mais de milliers de causes comme la révolution en Asie ou le socialisme en Europe ; mais ce qui dépend de nous, c'est de mener dans les masses un travail conséquent et sans défaillance inspiré du marxisme, le seul travail qui laisse *toujours* des traces.

Le « Social-Démocrate » n° 26, 8 mai (25 avril) 1912

Conforme au texte du journal

LES LIQUIDATEURS CONTRE LE PARTI

Les liquidateurs de toutes nuances mènent dans la presse légale russe une campagne dirigée contre la conférence du parti [16], dont l'impudence gracieuse doit rendre jaloux Boulgarine, Bourénine et consorts [17]. Les articles de *Jivoïé Diélo*, qui questionnent ouvertement les délégués sur celui *qui* les a envoyés et s'attaquent sous le couvert de la censure à ce qu'il est impossible de défendre dans la presse légale, offrent un tel exemple d'oubli des règles élémentaires de la probité journalistique qu'ils devraient éveiller non seulement la protestation des partisans de la conférence mais le dégoût de tous les hommes politiques scrupuleux. Quant aux articles de l'informateur anonyme de *Vorwärts* [18], ils fleurent si fort la vantardise effrontée et le mensonge verbeux qu'il n'est pas permis de douter que leurs commanditaires liquidateurs se sont adressés à des mains expertes *.

Les groupes et cercles de liquidateurs mis au pied du mur ne se limitent pas, cependant, à une campagne de calomnie contre le parti. Ils s'efforcent de convoquer leur propre conférence. Toutes les mesures sont évidemment prises pour donner au Comité d'organisation [19] une allure « proparti », de « non-fractionnisme », d'« unité ». Ces mots sont tellement commodes en effet... quand il est nécessaire de prendre à l'hameçon liquidateur tous ceux qui pour une raison

* Pour informer les camarades allemands de la situation effective au P.O.S.D.R., la rédaction de l'Organe central a édité en allemand une brochure spéciale, qui dévoile, entre autres, les procédés de l'auteur anonyme de *Vorwärts*. (Voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 17, pp. 541-554.— *(N.R.)*

ou pour une autre sont mécontents de la conférence du parti. On a chargé Trotski de chanter les vertus du Comité d'organisation et de la conférence liquidatrice projetée : à qui, sinon à un « unificateur professionnel », pouvait-on confier pareille tâche ? Et Trotski de chanter... avec tous les caractères disponibles dans l'imprimerie viennoise : « Les hommes de *Vpériod*, ceux du *Goloss*, les bolcheviks proparti, les mencheviks proparti [20], ceux qu'on appelle les liquidateurs et les non-fractionnistes, tous, en Russie et à l'étranger, soutiennent résolument le travail »... du Comité d'organisation (*Pravda* [21] n° 24).

Le pauvre diable a... menti une fois de plus et, une fois de plus, il a mal calculé son coup. Le bloc qu'on avait préparé avec un tel fracas contre la conférence de 1912, sous l'hégémonie des liquidateurs, craque sous toutes ses coutures, et cela parce que les liquidateurs ont trop visiblement montré le bout de l'oreille. Les Polonais ont refusé de participer au Comité d'organisation. Plékhanov, après une correspondance avec le représentant de ce dernier, a éclairci quelques détails curieux : 1) la conférence se veut « constitutive », c'est-à-dire que ce n'est pas une conférence du P.O.S.D.R. mais celle d'un nouveau parti ; 2) sa convocation est soumise à un principe « anarchiste » ; 3) « la conférence est convoquée par les liquidateurs ». Une fois ces circonstances précisées par le camarade Plékhanov, nous ne pouvions plus nous étonner de ce que les « bolcheviks (?!)-conciliateurs » aient pris leur courage à deux mains et se soient décidés à accuser Trotski... d'avoir menti en les comptant au nombre des partisans du Comité d'organisation. « Ce Comité d'organisation dans sa composition actuelle, avec sa tendance évidente à imposer à tout le parti son attitude envers les liquidateurs, avec les principes d'anarchie organisationnelle qu'il a mis à la base du complètement de ses effectifs, ne garantit pas le moins du monde la convocation d'une conférence concernant réellement tout le parti.» Ainsi parlent maintenant nos « proparti » devenus téméraires. Où est maintenant la gauche des gauches, où sont les hommes de *Vpériod* si pressés en leur temps de manifester leur sympathie au Comité d'organisation ? Nous ne le savons pas, et d'ailleurs c'est sans importance : ce qui est important c'est que le caractère liquidateur de la conférence convoquée par le

Comité d'organisation ait été établi par Plékhanov avec une clarté irréfutable et que les têtes pensantes des « conciliateurs » aient dû s'incliner devant ce fait. Qui reste-t-il alors ? Les liquidateurs notoires et Trotski...

La base de ce bloc est claire : les liquidateurs ont toute liberté de défendre « comme par le passé » leur ligne dans *Jivoïé Diélo* et *Nacha Zaria*, tandis que Trotski, de l'étranger, leur offre la couverture de sa phraséologie « révolutionnaire », qui ne lui coûte rien et eux ne les engage d'aucune manière.

Cette histoire offre une morale aux émigrés hérauts de l'unité qui ont rédigé il y a peu de temps à Paris une feuille intitulée *Za Partiou* [22]. Pour construire un parti, il ne suffit pas de savoir crier : « Unité », il faut encore avoir un programme *politique*, un programme d'actions politiques. Le bloc des liquidateurs, de Trotski, des hommes de *Vpériod*, des Polonais, des bolcheviks (?) proparti, des mencheviks de Paris, etc., etc., etc., était par avance voué à un fiasco scandaleux, construit qu'il était sur le manque de principes, l'hypocrisie et la phraséologie creuse. Quant aux hérauts, il ne ferait pas mal de trancher enfin une question très difficile et très compliquée : avec qui veulent-ils s'unir ? Si c'est avec les liquidateurs, pourquoi ne pas le dire sans minauderies ; s'ils sont contre l'union avec les liquidateurs, quelle unité prônent-ils donc ?

La conférence de janvier et les organes élus par elle sont la seule chose qui unisse actuellement tous les militants du P.O.S.D.R. en Russie. Hors d'elle, il n'y a que la promesse des bundistes [23] et de Trotski de convoquer la conférence liquidatrice du Comité d'organisation et les « conciliateurs » qui cuvent un reste d'ivresse liquidatrice.

Le « Social-Démocrate » n° 26, 8 mai (25 avril) 1912

Conforme au texte du journal

A LA MÉMOIRE DE HERZEN

Cent années se sont écoulées depuis la naissance de Herzen. Toute la Russie libérale le commémore : elle passe strictement sous silence les graves problèmes du socialisme, elle dissimule avec soin ce qui distinguait le *révolutionnaire* Herzen du libéral. La presse de droite, elle aussi, parle de Herzen ; elle assure mensongèrement qu'à la fin de sa vie Herzen a répudié la révolution. Quant aux discours, libéraux et populistes, prononcés à l'étranger sur Herzen, ce ne sont que des mots et encore des mots.

Le parti ouvrier se doit de rendre un hommage au souvenir de Herzen, non pour glorifier banalement sa mémoire, mais pour comprendre les tâches qui lui incombent, pour comprendre la place véritable assignée par l'histoire à l'écrivain qui a joué un rôle considérable dans la préparation de la révolution russe.

Herzen appartient à la génération des révolutionnaires de la première moitié du siècle passé, issus de la noblesse, des seigneurs terriens. Les nobles ont donné à la Russie des Biron et des Araktchéev [24], une infinité « d'officiers ivrognes, de pourfendeurs, de joueurs de cartes, de héros de foire, de piqueurs, de batailleurs, de fouetteurs, de propriétaires de harems », ainsi que des Manilov [25] placides. « Et parmi eux, écrivait Herzen, ont grandi les hommes du 14 décembre [26], une phalange de héros nourris, comme Romulus et Rémus, du lait d'une bête sauvage... C'étaient des preux d'une espèce particulière, des chevaliers d'airain de la tête aux pieds, des combattants héroïques qui, consciemment, avaient accepté une mort certaine pour réveiller à une vie

nouvelle la jeune génération et purifier les enfants nés dans un milieu de tortionnaires et de laquais [27].»

Herzen était de ces enfants-là. L'insurrection dès décembristes l'a réveillé et « purifié ». Dans la Russie féodale de 1840-1850, il a su s'élever à la hauteur des plus grands penseurs de son temps. Il s'est assimilé la dialectique de Hegel. Il a compris qu'elle était « l'algèbre de la révolution ». Il est allé plus loin que Hegel, jusqu'au matérialisme, à la suite de Feuerbach. La première de ses *Lettres sur l'étude de la nature*: « Empirisme et idéalisme », écrite en 1844, nous montre un penseur qui, même aujourd'hui, dépasse d'une tête la multitude des naturalistes empiriques et les innombrables philosophes idéalistes et semi-idéalistes modernes. Herzen est arrivé tout près du matérialisme dialectique et s'est arrêté devant le matérialisme historique.

C'est cet « arrêt » qui a provoqué la faillite spirituelle de Herzen après la défaite de la révolution de 1848. Herzen avait déjà quitté la Russie, et il a observé cette révolution de près. Il était alors démocrate, révolutionnaire, socialiste. Mais son « socialisme » était une des formes et des variétés du socialisme bourgeois et petit-bourgeois, si nombreuses vers 1848, et qui furent définitivement balayées par les journées de juin. Au fond, ce n'était point du socialisme, c'était une belle phrase, une vision généreuse, qui exprimait l'esprit révolutionnaire *d'alors* de la démocratie bourgeoise, et celui du prolétariat encore soumis à son influence.

La faillite spirituelle de Herzen, son profond scepticisme et son pessimisme après 1848 ont marqué la faillite des *illusions bourgeoises* dans le socialisme. Le drame moral de Herzen a été le résultat, le reflet de cette grande époque historique où l'esprit révolutionnaire de la démocratie bourgeoise se mourait *déjà* (en Europe), cependant que l'esprit révolutionnaire du prolétariat socialiste n'était *pas encore* arrivé à sa maturité. C'est ce que n'ont pas compris et ne pouvaient comprendre les chevaliers du verbalisme libéral russe qui, aujourd'hui, dissimulent leur esprit contre-révolutionnaire sous des phrases fleuries à propos du scepticisme de Herzen. Pour ces chevaliers qui ont trahi la révolution russe de 1905, oublieux qu'ils étaient du titre glorieux de *révolutionnaire*, le scepticisme est une forme de transition de la démocratie au libéralisme, à ce libéralisme servile,

infâme, malpropre et féroce qui a fusillé les ouvriers en 1848, rétabli les trônes renversés, applaudi Napoléon III, et que Herzen *a maudit*, ne pouvant comprendre sa nature de classe.

Chez Herzen le scepticisme était une forme de transition des illusions du démocratisme bourgeois « au-dessus des classes » à la lutte de classe du prolétariat, lutte sévère, implacable, invincible. La preuve: les lettres *A un vieux camarade*, adressées à Bakounine, écrites un an avant la mort de Herzen, en 1869. Herzen rompt avec l'anarchiste Bakounine. Il est vrai que, dans cette rupture, Herzen ne voit encore qu'une divergence de tactique, au lieu d'y voir un abîme entre la conception du prolétaire, sûr de la victoire de sa classe, et celle du petit bourgeois qui désespère de son salut. Là encore, il est vrai, Herzen reprend les vieilles phrases démocratiques bourgeoises, à savoir que le socialisme doit diriger également « sa propagande vers le travailleur et le patron, le cultivateur et le petit bourgeois ». Néanmoins, en rompant avec Bakounine, Herzen a porté ses regards non vers le libéralisme, mais vers l'*Internationale*, vers cette Internationale que dirigeait Marx, vers cette Internationale qui avait commencé à « *rassembler les bataillons* » du prolétariat, à grouper le « monde *ouvrier* » qui « répudie le monde de ceux qui vivent sans travailler » [28].

N'ayant pas compris l'essence démocratique bourgeoise de l'ensemble du mouvement de 1848 et de toutes les formes du socialisme prémarxiste, Herzen n'a pu, à plus forte raison, comprendre le caractère bourgeois de la révolution russe. Il est le fondateur du socialisme « russe », du « populisme ». Herzen a vu du « socialisme » dans l'affranchissement du paysan auquel on laisserait *un lopin de terre*, dans la possession communautaire du sol [29] et dans l'idée paysanne du « droit à la terre ». Maintes fois il a développé sur ce thème les pensées qui lui étaient chères.

En réalité, dans cette doctrine de Herzen, comme d'ailleurs dans le populisme russe tout entier — y compris le populisme délavé des «socialistes-révolutionnaires» actuels—, il n'y a pas *un grain* de socialisme. On retrouve ici la même belle phrase, la même vision généreuse, exprimant l'*esprit révolutionnaire* de la démocratie paysanne bourgeoise en

Russie que dans les diverses formes du « socialisme de 1848 » en Occident. Plus les paysans auraient obtenu de terre en 1861 [30] et moins cher ils l'auraient obtenue et plus le pouvoir des propriétaires féodaux aurait été affaibli, plus le capitalisme en Russie aurait pris un développement rapide, large et libre. L'idée du « droit à la terre » et du « partage égalitaire du sol » n'est rien d'autre que la formulation des aspirations révolutionnaires égalitaires des paysans, qui luttent pour l'éradication totale du pouvoir des propriétaires fonciers, pour l'abolition complète de grande propriété féodale.

La révolution de 1905 l'a entièrement confirmé : d'une part, le prolétariat a pris, en tant que force indépendante, la tête de la lutte révolutionnaire, en créant un parti social-démocrate ouvrier ; d'autre part, les paysans révolutionnaires (les « troudoviks » et l'« Union paysanne » [31]), qui luttaient pour toutes les formes d'abolition de la propriété foncière seigneuriale, y compris « la suppression de la propriété privée sur la terre », ont combattu justement en patrons, en petits entrepreneurs.

A l'heure actuelle, les controverses sur le « caractère socialiste » du droit à la terre, etc., ne servent qu'à *obscurcir* et à voiler une question historique réellement sérieuse et importante, à savoir : distinguer entre les *intérêts* de la bourgeoisie libérale et ceux de la paysannerie révolutionnaire dans la révolution *bourgeoise* russe ; autrement dit, entre la tendance libérale et la tendance démocratique, la tendance « conciliatrice » (monarchiste) et la tendance républicaine dans cette révolution. C'est précisément cette question qu'a posée le *Kolokol* [32] de Herzen, si l'on étudie le fond des choses, et non les phrases, si l'on envisage la lutte de classe comme base des « théories » et des doctrines, et non inversement.

Herzen a créé à l'étranger une presse russe libre, voilà son grand mérite. La *Poliarnaïa Zvezda* [33] a repris la tradition des décembristes. Le *Kolokol* (1857-1867) a lutté de toutes ses forces en faveur de l'émancipation des paysans. Le silence servile a été rompu.

Mais Herzen appartenait à un milieu de nobles, de seigneurs terriens. Il a quitté la Russie en 1847, il n'a pas vu le peuple révolutionnaire et ne pouvait pas avoir foi en lui.

De là sa manière libérale d'en appeler aux « grands de ce monde ». De là ses innombrables lettres doucereuses dans le *Kolokol*, adressées à Alexandre II le Pendeur, et qu'on ne saurait lire aujourd'hui sans dégoût. Tchernychevski, Dobrolioubov, Serno-Soloviévitch, qui représentaient la nouvelle génération de révolutionnaires roturiers [34], avaient mille fois raison quand ils reprochaient à Herzen ses reculs de la démocratie *au* libéralisme. Cependant, la vérité oblige à dire que, malgré toutes les oscillations de Herzen entre le démocratisme et le libéralisme, le démocrate en lui prenait tout de même le dessus.

Quand un des types les plus répugnants de la goujaterie libérale, Kavéline, qui s'était enthousiasmé auparavant pour le *Kolokol* précisément à cause de ses tendances *libérales*, se dressa contre la Constitution, attaqua l'agitation révolutionnaire, s'éleva contre la « violence » et les appels à la violence, se mit à prêcher la patience, Herzen *rompit* avec ce sage libéral. Herzen attaqua violemment son « pamphlet médiocre, inepte et nuisible », écrit « pour servir de guide secret au gouvernement libéralisant », il attaqua « les sentences politico-sentimentales » de Kavéline, représentant « le peuple russe comme une brute, et le gouvernement comme un gros malin ». Le *Kolokol* publia l'article : « Oraison funèbre », dans lequel il flétrissait « les professeurs, tissant une toile pourrie avec leurs idées présomptueuses et minuscules, les ex-professeurs, jadis ingénus, plus tard aigris de voir que la saine jeunesse ne pouvait éprouver de sympathie pour leur pensée scrofuleuse ». Kavéline se reconnut immédiatement dans ce portrait.

Quand Tchernychevski fut arrêté, l'infâme libéral Kavéline écrivit : « Les arrestations ne me semblent pas révoltantes... Le parti révolutionnaire estime que tous les moyens sont bons pour renverser le gouvernement, et celui-ci se défend par des moyens à lui. » Herzen semble répondre à ce cadet quand il dit au sujet du procès de Tchernychevski : « Et voilà que des misérables, des hommes bêlants, des hommes-limaces prétendent qu'il ne faut pas vilipender cette bande de brigands et de fripouilles qui nous gouverne. »

Lorsque le libéral Tourguéniev [35] écrivit une lettre privée à Alexandre II en l'assurant de ses sentiments de loyal sujet et qu'il versa deux pièces d'or au profit des soldats blessés

en réprimant l'insurrection polonaise, le *Kolokol* parla « de la Madeleine aux cheveux blancs (du sexe masculin), qui avait écrit au tsar qu'elle ne connaissait plus le sommeil, tourmentée par l'idée que l'empereur ignorait les remords qu'elle éprouvait ». Et Tourguéniev se reconnut immédiatement.

Lorsque toute la bande des libéraux russes s'écarta de Herzen parce qu'il avait défendu la Pologne, que toute la « société cultivée » se détourna du *Kolokol*, Herzen ne se troubla pas. Il continua à défendre la liberté de la Pologne et à flétrir les knouteurs, les bourreaux, les pendeurs d'Alexandre II. Herzen a sauvé l'honneur de la démocratie russe. « Nous avons sauvé l'honneur de la Russie, écrivait-il à Tourguéniev, et cela nous a valu d'être attaqués par la majorité servile. »

Lorsque parvint la nouvelle qu'un serf avait tué un seigneur pour avoir attenté à l'honneur de sa fiancée, Herzen ajouta dans le *Kolokol*: « Il a très bien fait ! » A l'annonce que des chefs militaires allaient être nommés pour procéder à « l'affranchissement » « pacifique » des paysans, Herzen écrivit: « Le premier colonel intelligent qui se joindra avec son détachement aux paysans au lieu de les étrangler montera sur le trône des Romanov. » Lorsque le colonel Reitern se suicida à Varsovie (1860) pour ne pas se faire l'auxiliaire des bourreaux, Herzen écrivit: « Si l'on doit fusiller, il faut fusiller les généraux qui commandent de tirer sur des gens sans armes. » Lorsqu'on massacra cinquante paysans à Bezdna et qu'on exécuta leur chef Anton Pétrov (12 avril 1861), Herzen écrivit dans le *Kolokol*:

« Ah ! Si mes paroles pouvaient parvenir jusqu'à toi, travailleur et martyr de la terre russe !... Comme je t'apprendrais à mépriser tes pasteurs spirituels, qui t'ont été imposés par le synode de Saint-Pétersbourg et par un tsar allemand... Tu hais le propriétaire foncier, tu hais le clerc, tu les crains, et tu as tout à fait raison ; mais tu crois encore au tsar et à l'archevêque... N'y crois pas. Le tsar est avec eux et ils servent le tsar. Tu le vois maintenant, toi, le père du jeune homme assassiné à Bezdna, toi, le fils de celui qui a été tué à Penza... Tes pasteurs sont aussi ingorants que toi, aussi pauvres que toi... Tel fut cet Anton (non pas l'évêque Antoni, mais Anton de Bezdna) qui a souffert pour toi à Kazan... Les corps de tes saints n'accompliront pas les quarante-huit miracles, la prière que tu leur adresses ne guérira pas ton mal de dents, mais leur mémoire vivant en toi peut accomplir un miracle, celui de ta libération. »

Ainsi, l'on voit combien lâches et viles sont les calomnies que déversent sur Herzen nos libéraux, retranchés dans la presse « légale » servile : ils exaltent ses côtés faibles et passent sous silence ses côtés forts. Ce n'est point la faute de Herzen, mais son malheur de n'avoir pu voir le peuple révolutionnaire de la Russie même, en 1840-1850. Quand il l'a vu *en 1860-1870*, il a pris courageusement parti pour la démocratie révolutionnaire contre le libéralisme. Il a combattu pour la victoire du peuple sur le tsarisme, et non pour un arrangement entre la bourgeoisie libérale et le tsar des propriétaires fonciers. Il a levé l'étendard de la révolution.

En commémorant Herzen, nous apercevons clairement trois générations, trois classes qui ont agi dans la révolution russe. D'abord, les nobles et les propriétaires fonciers, les décembristes et Herzen. Le cercle de ces révolutionnaires est restreint. Ils sont terriblement loin du peuple. Mais leur œuvre n'a pas été perdue. Les décembristes ont réveillé Herzen. Herzen a développé l'agitation révolutionnaire.

Elle a été reprise, élargie, renforcée, trempée par les révolutionnaires roturiers, en commençant par Tchernychevski et en finissant par les héros de la *Narodnaïa Volia* [36]. Le cercle des combattants est devenu plus large, leurs liens avec le peuple plus étroits. « Les jeunes pilotes de la tempête future », c'est ainsi que les appelait Herzen. Mais ce n'était pas encore la tempête elle-même.

La tempête, c'est le mouvement des masses elles-mêmes. Le prolétariat, la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, s'est mis à leur tête et, pour la première fois, il a soulevé des millions de paysans en vue d'une lutte révolutionnaire. Le premier assaut de la tempête s'est produit en 1905. Le suivant commence à grandir sous nos yeux.

En commémorant Herzen, le prolétariat apprend à connaître par son exemple la grande signification de la théorie révolutionnaire, à comprendre que le dévouement absolu à la révolution et la propagande révolutionnaire faite dans le peuple ne sont pas perdus, alors même que des dizaines d'années séparent les semailles de la moisson ; il apprend à déterminer le rôle des différentes classes dans la révolution

russe et internationale. Enrichi par ces leçons, le prolétariat se fraiera un chemin vers l'alliance libre avec les ouvriers socialistes de tous les pays, après avoir écrasé l'infâme, la monarchie tsariste, contre laquelle Herzen le premier a levé le grand étendard de la lutte en faisant entendre aux masses *la libre parole russe.*

Le « Social-Démocrate » n° 26, 8 mai (25 avril) 1912

Conforme au texte du journal

LE RÉGIME DE POSSESSION TERRIENNE EN RUSSIE D'EUROPE

La famine qui frappe 30 millions de paysans a une fois encore ravivé la question de la situation de la paysannerie en Russie. Habituellement, dans les discussions de ce problème, on perd de vue l'essentiel, à savoir le rapport entre la grosse propriété, principalement la propriété seigneuriale, et la situation de la paysannerie. C'est sur ce point essentiel que nous voulons attirer l'attention de nos lecteurs.

En 1907, le ministère de l'Intérieur a publié un ouvrage intitulé *Statistique de la propriété foncière pour 1905*. Grâce à ces données officielles, qu'on ne saurait aucunement soupçonner de préjugé en faveur des paysans, on peut se faire une idée assez précise d'une des causes principales des famines.

La statistique gouvernementale a dénombré dans les cinquante provinces de Russie d'Europe 395 millions de déciatines. Mais ce chiffre ne définit pas la situation réelle, car on y a inclus plus de 100 millions de déciatines de terres de l'Etat situées dans l'Extrême-Nord, c'est-à-dire dans les provinces d'Arkhangelsk, d'Olonetz et de Vologda. Ces terres sont en grande partie impropres à l'agriculture; ce sont les toundras et les forêts du Grand-Nord. On les cite habituellement dans le but de *camoufler* la répartition effective des autres terres, celles qui peuvent servir à l'agriculture.

Abstraction faite de ces terres du Nord, on obtient une quantité de terre cultivable de 280 millions de déciatines

(le chiffre est arrondi). Là-dessus, on compte 101 millions de déciatines en propriété privée et 139 millions de déciatines en possession communautaire. Il faut ensuite séparer gros propriétaires et petits paysans.

Pour ce qui est des grosses propriétés, la statistique gouvernementale donne les informations suivantes :

Propriété foncière privée en Russie d'Europe

Superficie des propriétés	Nombre de propriétés	Quantité de terre en déciatines	Moyenne de déciatines par propriété
500 à 2 000 déc.	21 748	20 590 708	947
2 000 à 10 000 déc.	5 386	20 602 109	3 825
10 000 déciatines et plus	699	20 798 504	29 754
Total	27 833	61 991 321	2 227

Ces données sont incomplètes, car on n'a tenu compte ni des apanages, ni des terres des grosses sociétés de commerce, etc. Mais nous pouvons cependant apprendre d'après ces données ce qui est *essentiel* au sujet de la grosse propriété foncière en Russie. *Sept cents* propriétaires possèdent *21* millions de déciatines, c'est-à-dire près de *trente mille déciatines chacun.*

Moins de 28 000 propriétaires possèdent 62 millions de déciatines, c'est-à-dire en moyenne *2 200 déciatines chacun.* Il est indispensable d'ajouter les apanages qui représentent plus de *cinq* millions de déciatines. Ensuite, plus de *trois millions et demi* de déciatines appartiennent à 272 sociétés « de commerce, d'industrie, etc. ». Il s'agit, sans aucun doute, de grosses propriétés, dont l'essentiel est concentré dans la province de Perm ; là, *neuf* compagnies de cette sorte se partagent *presque un million et demi* de déciatines (exactement : 1 448 902).

Par conséquent, les très gros propriétaires, qui ne sont pas *30 000*, détiennent au moins *70 millions* de déciatines, et probablement plus.

Considérons maintenant ce que possèdent les paysans. Selon les données de la statistique gouvernementale, les terres communautaires sont réparties comme suit parmi les paysans qui ont les plus petites parcelles :

Terres communautaires

Superficie des parcelles	Nombre de feux	Quantité de terres en déciatines	Moyenne de déciatines par feu
jusqu'à 5 déciatines	2 857 650	9 030 333	3,1
5-8 »	3 317 601	21 706 550	6,5
8-15 »	3 932 485	42 182 923	10,7
Total	10 107 736	72 919 806	7,0

Ainsi, *dix millions* de familles paysannes — sur un nombre total d'environ 13 millions — possèdent *73 millions de déciatines de terre*. Ce qui fait pour un feu une moyenne de *sept* déciatines. A cela il faut ajouter les petites propriétés privées: on compte 409 864 propriétaires ayant jusqu'à 10 déciatines: ils possèdent 1 625 226 déciatines de terre, c'est-à-dire moins que quatre déciatines par feu. Par conséquent, nous obtenons *environ dix millions et demi* de familles de paysans avec *75 millions* de déciatines de terres.

Maintenant, nous pouvons juxtaposer ces données fondamentales que l'on oublie trop souvent ou qu'on présente de façon inexacte dans les discussions sur la question paysanne:

Grosse propriété foncière: *30 000* propriétaires pour 70 millions de déciatines.

Petite propriété paysanne: *dix millions et demi* de propriétaires pour 75 millions de déciatines.

Bien entendu, il s'agit de données globales. Pour une étude plus détaillée de la situation des paysans et de l'importance des grosses propriétés, il faut prendre les données par régions, parfois même par provinces. Mais les économistes des camps gouvernemental, libéral et même en partie populiste, *obscurcissent* très souvent *le fond* du problème foncier en se référant justement à des régions séparées ou à des aspects particuliers de la question. Pour éclaircir la signification *fondamentale* du problème de la terre et de la situation des paysans, il ne faut pas perdre de vue les données de base que nous avons évoquées ni laisser les particularités masquer l'essentiel.

Nous donnons des exemples de semblables procédés dans l'article suivant *. Maintenant, faisons le premier bilan de

* Voir le présent tome, pp. 69-73. (*N.R.*)

base. La terre, en Russie d'Europe, est répartie de telle manière que les gros propriétaires ayant plus de 500 déciatines possèdent 70 millions de déciatines, alors que leur nombre n'atteint pas même 30 000.

L'énorme majorité des paysans, par contre, précisément dix millions et demi de familles, sur un nombre global de 13 millions de familles paysannes, possède 75 millions de déciatines.

La superficie moyenne d'une très grosse propriété est de *2 200 déciatines*. La superficie moyenne d'une petite exploitation paysanne est de *sept* déciatines.

Si les terres des trente mille gros propriétaires passaient aux dix millions de familles paysannes, la propriété foncière de ces familles *doublerait presque*.

Les rapports économiques entre propriétaires fonciers et paysans qui découlent de cette répartition de la terre, nous en reparlerons la prochaine fois.

La « Nevskaïa Zvezda » n° 3, 6 mai 1912.
Signé: R. Siline

Conforme au texte du journal

LES TROUDOVIKS ET LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

La campagne électorale en vue des élections à la IVe Douma avait apporté une légère animation et ravivé l'intérêt pour les questions politiques. L'ample mouvement provoqué par les événements de la Léna a rendu cette animation plus sérieuse, et particulièrement vif cet intérêt. Plus que jamais, il convient d'examiner la question des rapports des troudoviks, c'est-à-dire de la démocratie paysanne, avec la démocratie ouvrière.

M. V. Vodovozov, dans son article «Le groupe troudovique et le parti ouvrier» (n° 17 de *Zaprossy Jizni*), expose le point de vue des troudoviks sur cette question, en réponse à mes articles de la *Zvezda* [37] intitulés: «Libéralisme et démocratie» *. La discussion touche au fond même des deux directions politiques qui expriment les intérêts des *neuf dixièmes* de la population de Russie. C'est pourquoi chaque démocrate doit considérer avec la plus grande attention l'objet de cette discussion.

I

La démocratie ouvrière s'en tient au point de vue de la lutte de classe. Les ouvriers salariés forment une classe définie dans la société contemporaine. La situation de cette classe se distingue d'une manière fondamentale de la situation de la classe des petits possédants, des paysans. C'est pourquoi il ne saurait être question de leur union en un seul parti.

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 17, pp. 577-586. (*N.R.*)

Les ouvriers ont pour but d'anéantir l'esclavage du salariat en supprimant la domination de la bourgeoisie. Les paysans, eux, ont des revendications démocratiques, capables d'anéantir le féodalisme, toutes ses bases et manifestations sociales, mais incapables d'écorner seulement la domination de la bourgeoisie.

Les tâches communes aux uns et aux autres rapprochent en Russie, à l'époque actuelle, la démocratie paysanne et la démocratie ouvrière, qui ne peuvent avancer que séparément, mais peuvent — et doivent si elles veulent réussir — agir ensemble contre tout ce qui est contraire à la démocratie. Si cette communauté d'action n'est pas réalisée, si la démocratie paysanne n'échappe pas à la tutelle des libéraux (des cadets), on ne saurait parler de sérieuses transformations démocratiques en Russie.

Tels sont les points de vue des démocrates ouvriers, des marxistes, que j'ai développés dans deux articles intitulés « Libéralisme et démocratie ».

Les troudoviks, dont M. Vodovozov expose les points de vue, veulent être un parti « au-dessus des classes ». Un seul parti, sont-ils convaincus, «pourrait pleinement servir les intérêts de trois classes sociales »: la paysannerie, la classe ouvrière et l'« intelligentsia laborieuse ».

J'ai répondu que cette « conviction » s'oppose 1) à toutes les vérités de la science économique, 2) à toute l'expérience des pays ayant connu des époques semblables à l'époque actuelle en Russie, 3) à l'expérience de la Russie dans une période particulièrement importante, particulièrement critique de l'histoire russe: l'année 1905. Je me suis moqué de la prétention toute cadette d'« embrasser » des classes différentes et j'ai rappelé que les cadets qualifient les Maklakov d'« intelligentsia laborieuse ».

M. Vodovozov, sans citer mes arguments en entier et d'une manière suivie, tente des objections par à-coups. Par exemple, contre le premier argument, il dit: « La paysannerie apparaît comme une masse vivant de son travail; ses intérêts sont ceux du travail, et elle constitue de ce fait un bataillon dans la grande armée du travail, tout comme les ouvriers en constituent un autre. »

Ceci n'est pas de la science économique marxiste mais de la science économique bourgeoise: les phrases sur les

intérêts du travail masquent ici la différence essentielle entre la situation du petit possédant et celle de l'ouvrier salarié. L'ouvrier n'a aucun moyen de production et se vend lui-même, vend ses bras, sa *force de travail*. Le paysan a des moyens de production: des outils, du bétail, de la terre, qu'elle soit la sienne propre ou prise en fermage; il vend les *produits* de son économie, étant un petit propriétaire, un petit entrepreneur, un petit bourgeois.

Les paysans, jusqu'à maintenant, en Russie, n'engagent pas moins de *deux millions* d'ouvriers salariés agricoles. Et si toutes les terres passaient sans rachat aux paysans, ils se mettraient à employer beaucoup plus d'ouvriers.

Cette remise de la terre aux paysans constitue l'intérêt commun à toute la paysannerie, à tous les ouvriers salariés, à toute la démocratie, parce que la grande propriété foncière est la base du pouvoir politique des seigneurs terriens du type que connaît si bien la Russie grâce à Pourichkévitch, puis grâce à Markov II et à d'autres « membres de la troisième Douma », nationalistes, octobristes, etc.

On voit par là que le but commun vers lequel tendent aujourd'hui les paysans et les ouvriers n'a vraiment rien de socialiste, en dépit de l'avis des Cent-Noirs ignorants et parfois même des libéraux. Ce but est exclusivement démocratique. L'atteindre serait atteindre la liberté pour la Russie, mais pas du tout encore anéantir l'esclavage du salariat.

Pour une mise en place sérieuse des actions communes des différentes classes, pour un succès réel et durable de telles actions, il faut une connaissance claire des points où les intérêts de ces classes se rejoignent et de ceux où ils se séparent. Toutes les erreurs, les « malentendus » à ce sujet, tout le camouflage du problème par des phrases ne peuvent qu'avoir des incidences néfastes, ne peuvent que porter atteinte au succès.

II

« Le travail agricole se distingue du travail en usine, mais le travail en usine se distingue à son tour du travail du commis en boutique, et cependant la *Zvezda* veut prouver à toute force aux commis

qu'ils représentent une seule classe avec les ouvriers et que pour cette raison ils doivent considérer la social-démocratie comme leur porte-parole »...

C'est ainsi que M. Vodovozov réplique aux arguments sur la profonde différence de classe entre petits propriétaires et salariés ! Les raisonnements de M. Vodovozov sont pénétrés ici également de l'esprit habituel de l'économie politique bourgeoise. L'agriculteur petit propriétaire appartient à la même *classe* que le fabricant ou l'artisan petit patron, le commerçant petit patron. Il ne s'agit pas ici de différence de classes, mais de *professions*. L'ouvrier salarié agricole appartient à la même classe que l'ouvrier *salarié* du commerce ou des usines.

Ces vérités sont très élémentaires du point de vue du marxisme. Et M. Vodovozov a tort de penser que, s'il déclare « mon » marxisme « excessivement simpliste », il réussira à masquer *le fond du problème*, à savoir que les troudoviks s'écartent constamment de l'économie politique marxiste pour verser dans l'économie politique bourgeoise.

M. Vodovozov se rend coupable du même écart lorsqu'il tente de réfuter mon argument sur l'expérience de tous les pays et l'expérience de la Russie à propos de la profonde différence de classe entre les petits possédants et les ouvriers salariés en faisant remarquer qu'une seule classe est parfois représentée par plusieurs partis ou inversement. Les ouvriers d'Europe suivent parfois les libéraux, les anarchistes, les cléricaux, etc. Il arrive, d'autre part, que les propriétaires fonciers soient partagés entre différents partis.

Qu'est-ce que cela prouve ? Seulement ceci : outre les différences *de classe*, d'autres, telles que les différences religieuses, nationales, etc., ont une influence sur la formation des partis.

Le fait est certain, mais quel rapport a-t-il avec *notre* discussion ? M. Vodovozov montre-t-il pour la Russie les conditions historiques spécifiques, religieuses, nationales et autres, que l'on pourrait *rattacher* dans le *cas présent* aux différences de classe ?

M. Vodovozov n'a montré et ne pouvait montrer aucune condition de ce genre. La discussion portait exclusivement sur la question de savoir s'il était possible d'avoir en Russie

un parti « au-dessus des classes », « servant les intérêts de trois classes » (à ce propos, il est passablement ridicule de considérer comme classe l'« intelligentsia laborieuse »).

A cette question la théorie répond clairement: c'est impossible ! Une réponse également claire est donnée par l'expérience de 1905, époque où *toutes* les différences de classe, de groupes, de nationalités et autres se sont révélées avec un relief particulier dans les actions les plus ouvertes et les plus massives, à l'un des tournants les plus importants de l'histoire russe. L'expérience de 1905 *a confirmé* la théorie du marxisme, montrant *l'impossibilité* d'un parti ouvrier-paysan uni en Russie.

Les trois Doumas ont toutes montré la même chose.

Alors pourquoi rappeler que dans divers pays d'Europe il y a parfois eu la division en plusieurs partis d'une seule classe ou réunion de plusieurs classes sous la direction d'un seul parti ? Ce rappel n'a rien à faire ici. M. Vodovozov s'écarte seulement de la question, et s'efforce d'entraîner le lecteur à sa suite.

Pour le succès de la démocratie russe il est excessivement important qu'elle connaisse ses forces, qu'elle juge sainement de l'état des choses, qu'elle comprenne avec précision sur quelles *classes* elle peut compter. Se laisser prendre à des illusions, masquer avec des phrases les différences de classe, s'en débarrasser avec des vœux pieux, tout cela est excessivement nocif.

Il faut reconnaître ouvertement la différence de classe profonde entre paysans et ouvriers de Russie, différence insurmontable dans le cadre de la société capitaliste, alors que le marché domine. Il faut reconnaître ouvertement en quoi convergent *maintenant* leurs intérêts. Il faut unifier chaque classe, consolider ses forces, développer sa conscience et définir cette tâche commune.

Un parti paysan « radical » (j'emploie l'expression de M. Vodovozov, bien qu'elle me semble impropre) est utile et indispensable.

Toutes les tentatives d'édifier un parti « au-dessus des classes », les tentatives d'unifier paysans et ouvriers en un parti unique, les tentatives d'ériger en classe « l'intelligentsia laborieuse », sont extrêmement nocives et dangereuses pour la liberté russe, parce que *rien ne peut* sortir de tel-

les tentatives, si ce n'est des désillusions, la perte de forces, l'obscurcissement de la conscience.

Par véritable sympathie pour la formation d'un parti paysan démocrate et *conséquent*, nous sommes obligés de lutter contre les tentatives dont nous venons de parler. Les ouvriers sont obligés de lutter également contre l'influence des *libéraux* sur la paysannerie démocratique.

III

En ce qui concerne l'attitude des libéraux à l'égard de la démocratie bourgeoise et des cadets envers les troudoviks, la conférence de ces derniers n'a rien apporté de clair et de précis [38]. Les troudoviks ne comprennent pas que c'est précisément la dépendance de la paysannerie démocratique vis-à-vis des libéraux qui a été une des causes principales de l'échec du mouvement de libération des années 1905-1906, ne comprennent pas que le succès de ce mouvement est *impossible* si la masse et les dirigeants de la paysannerie ne prennent conscience de la différence entre démocratisme et libéralisme, ne se libèrent pas de la tutelle et de la domination des libéraux.

Cette question d'une importance capitale, M. Vodovozov l'a effleurée trop vite et de façon bien insatisfaisante. Il dit que « le parti cadet est essentiellement le parti des citadins ». Or c'est faux. Une telle définition des racines de classe et du rôle politique du parti des cadets ne vaut rien.

Le parti cadet est le parti de la bourgeoisie libéralo-monarchiste. La base sociale de ce parti (comme celle des « progressistes ») se trouve dans les couches économiquement plus progressives (par comparaison avec les octobristes) de la bourgeoisie et particulièrement dans l'intelligentsia bourgeoise. La partie de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes qui suit encore ce parti le fait seulement par la force de la tradition (c'est-à-dire par simple habitude, par aveugle répétition du passé) et parce qu'elle est victime des supercheries libérales.

Les cadets, en se nommant démocrates, se trompent eux-mêmes et trompent le peuple. En réalité, les cadets sont des libéraux contre-révolutionnaires.

Toute l'histoire de la Russie, surtout au XXe siècle, surtout durant les années 1905-1906, l'*a prouvé*; quant au recueil *Viékhi* [39], il l'a *montré* de manière évidente, claire et complète. Aucune « réserve » des diplomates cadets à propos des *Viékhi* ne saurait démentir les faits.

La première période du mouvement de libération en Russie, la première décennie du XXe siècle, a dévoilé que des masses encore importantes de la population, bien que tendant vers la démocratie sont encore insuffisamment conscientes, *ne distinguent pas* entre le libéralisme et la démocratie, se laissent mener par les libéraux. Aussi longtemps qu'il en sera ainsi, on ne pourra pas parler de transformation démocratique de la Russie. Ce ne seraient là que phrases vaines.

Que rétorque donc M. Vodovozov contre ces prémisses sur lesquelles a été bâti mon article ? « Les troudoviks, écrit-il, dans les circonstances actuelles, considèrent comme un manque absolu de tact (!!) de trop parler de l'esprit contre-révolutionnaire des cadets... »

Ça alors ! Que vient faire ici le « tact » ? Que veut dire « trop parler » ? S'il est vrai que les cadets sont des libéraux contre-révolutionnaires, il faut absolument dire la vérité. Faut-il parler peu ou beaucoup de la droite contre-révolutionnaire et des libéraux contre-révolutionnaires ? Voilà une question tout à fait vaine : *chaque fois* qu'un journaliste parle de la droite, chaque fois qu'il parle des libéraux, il doit dire la vérité. Les troudoviks ont dit la vérité sur la droite. Nous les en félicitons. Les troudoviks ont commencé *eux-mêmes* à parler des libéraux, mais *ils n'ont pas dit la vérité jusqu'au bout* !

C'est pour cela seulement que nous les blâmons.

« Trop » ou trop peu ? Ça n'a pas d'importance. Que les troudoviks consacrent mille lignes à la droite et cinq aux libéraux, nous ne ferons aucune objection. Et ce n'est pas à ce sujet que nous nous sommes opposés aux troudoviks. C'est parce que dans ces « cinq lignes » (prenez-vous-en à vous-même, M. Vodovozov, d'avoir jeté votre malheureux « trop » dans la discussion), c'est parce que dans ces « cinq lignes » on *ne* dit *pas* la vérité sur les libéraux.

M. Vodovozov a éludé la réponse quant au fond : les cadets sont-ils contre-révolutionnaires ou non ?

Le refus des troudoviks de répondre à cette question est une grande faute, qui dénote *en pratique* la dépendance d'une partie des démocrates et d'une partie des anciens marxistes *vis-à-vis* du libéralisme.

Toute l'histoire de la première décennie du XXe siècle pose inéluctablement cette question.

De *nouveaux* éléments démocratiques naissent maintenant partout en Russie, dans les couches les plus différentes de la population. C'est un fait. A mesure qu'ils montent, ces éléments démocratiques doivent être éduqués dans un esprit démocratique *conséquent*. Une telle éducation est impossible sans qu'on éclaircisse la nature véritable des libéraux qui détiennent des centaines d'organismes et une centaine de sièges à la Douma, et qui, pour cette raison, peuvent exercer une influence continuelle sur un nombre de gens infiniment supérieur à celui que peut atteindre notre propagande, et les faire opter pour une *fausse* démocratie.

Les démocrates doivent unir leurs forces. Nous féliciterons toujours les troudoviks pour leurs discours démocratiques sur la droite. Mais leur esprit démocratique sera inconséquent *tant* que, parlant des libéraux, ils le feront *à la manière libérale*, au lieu de parler une langue digne d'un démocrate.

Ce ne sont pas deux camps qui sont en lutte lors des élections, mais trois. Ne mélangez pas, messieurs les troudoviks, le second camp (libéral) avec le troisième (démocratique). Ne voilez pas les différences entre eux : les libéraux se soucient « *trop* » de cette mauvaise affaire.

La « Pravda » n°s 13 et 14
8 et 9 mai 1912.
Signé: P.P.

Conforme au texte du journal

LES PARTIS POLITIQUES EN RUSSIE

Les élections à la Douma d'Etat obligent tous les partis à intensifier leur agitation, à rassembler leurs forces pour faire élire le plus grand nombre possible de députés de « leur » parti.

A cet effet, on déploie chez nous comme dans tous les autres pays une réclame électorale des plus impudentes. Tous les partis bourgeois, c'est-à-dire ceux qui montent la garde autour des privilèges économiques des capitalistes, font de la réclame pour leurs partis respectifs exactement comme les capitalistes font de la réclame pour leurs marchandises. Regardez les annonces commerciales publiées dans les journaux, et vous verrez que les capitalistes inventent pour leurs marchandises les noms les plus « sensationnels », les plus tapageurs, les plus à la mode, et qu'ils les vantent avec un sans-gêne absolu, sans reculer devant aucun mensonge ni aucune supercherie.

Le public — du moins dans les grandes villes et dans les centres de commerce — est habitué depuis longtemps à la réclame commerciale, et sait ce qu'elle vaut. Malheureusement, la réclame politique induit en erreur infiniment plus de monde, il est beaucoup plus difficile de la démasquer, le mensonge s'ancre ici bien plus solidement. Les appellations des partis — en Europe comme chez nous — sont choisies parfois avec le but manifeste de servir de réclame ; les « programmes » des partis sont couramment rédigés à seule fin de mystifier le public. Bien souvent, plus il y a de liberté politique dans un pays capitaliste, plus il y a de démocratie, c'est-à-dire plus il y a de pouvoir populaire et de représen-

tants du peuple, et plus impudente est la réclame que font les partis.

Mais ceci étant, comment s'orienter dans la lutte des partis ? Cette lutte, avec ses mensonges et sa réclame, ne prouve-t-elle pas que les institutions représentatives, les parlements, les assemblées des représentants du peuple sont en général inutiles et même nuisibles, comme le prétendent les réactionnaires enragés, ennemis du parlementarisme ? Non point. En l'absence d'institutions représentatives, *il y a encore beaucoup plus* de mensonges, d'hypocrisie politique, de supercheries de toute sorte, et le peuple a beaucoup moins de ressources pour démasquer le mensonge et trouver la vérité.

Pour s'orienter dans la lutte des partis, il ne faut pas les croire sur parole ; il faut étudier leur histoire véritable, moins ce qu'ils disent d'eux-mêmes que ce qu'ils *font*, comment ils s'y prennent pour résoudre différents problèmes politiques, comment ils *se comportent* dans les questions qui touchent aux intérêts vitaux des différentes classes sociales : propriétaires fonciers, capitalistes, paysans, ouvriers, etc.

Plus un pays possède de liberté politique, plus ses institutions représentatives sont stables et démocratiques, et plus il est facile aux masses populaires de s'orienter dans la lutte des partis et de *s'initier à la politique*, c'est-à-dire d'apprendre à dénoncer le mensonge et à trouver la vérité.

C'est surtout à l'époque des crises profondes qui ébranlent tout un pays que l'on voit apparaître nettement la division de toute société en partis politiques. Les gouvernements sont alors obligés de chercher un appui dans les différentes classes de la société ; l'âpre lutte fait rejeter les phrases, tout ce qui est mesquin, superficiel ; les partis tendent toutes leurs forces, font appel aux *masses* populaires qui, guidées par leur sûr instinct, éclairées par l'expérience de la lutte au grand jour, suivent les partis qui représentent les intérêts de telle ou telle classe.

Ces périodes de crises déterminent toujours pour de nombreuses années, et même pour de nombreuses décennies, le groupement politique des forces sociales d'un pays. En Allemagne, par exemple, les guerres de 1866 et 1870 [40] furent cette crise ; en Russie, ce furent les événements de

1905. Il est impossible de comprendre la nature de nos partis politiques, impossible de démêler quelles *classes* tel ou tel parti représente en Russie, sans revenir aux événements de cette année-là.

C'est par les partis d'extrême-droite que nous commencerons notre aperçu sur les partis politiques de Russie.

A l'extrême-droite, nous trouvons « l'Union du peuple russe ».

Le programme de ce parti est exposé comme suit dans l'organe de cette union, le *Rousskoïé Znamia*, publié par A. Doubrovine :

« L'Union du peuple russe qui, le 3 juin 1907, s'est vue honorée d'un appel que le tsar lui avait adressé du haut du trône en lui demandant d'être son fidèle appui, de donner à tous et en toutes occasions l'exemple de la légalité et de l'ordre, professe que la volonté du tsar ne pourra être accomplie qu'aux conditions suivantes : 1) lorsque se sera pleinement manifestée la force de l'autocratie tsariste, indissolublement et organiquement liée à l'Eglise orthodoxe russe, organisée selon les canons ; 2) lorsque la nationalité russe dominera non seulement dans les provinces intérieures, mais aussi à la périphérie ; 3) lorsque la Douma d'Etat, composée exclusivement de Russes, sera la principale auxiliaire de l'autocrate dans son œuvre politique ; 4) lorsqu'on appliquera avec rigueur les principes fondamentaux de l'Union du peuple russe concernant les Juifs et 5) lorsqu'on aura congédié les fonctionnaires ennemis du pouvoir tsariste autocrate. »

Nous avons reproduit fidèlement cette déclaration solennelle de la *droite*, d'abord pour faire connaître l'original aux lecteurs, et ensuite parce que les motifs essentiels exposés ici valent pour tous les partis de la majorité de la IIIe Douma, c'est-à-dire aussi bien pour les « nationalistes » que pour les octobristes. C'est ce que nous allons voir tout à l'heure.

Au fond, le programme de l'Union du peuple russe reprend le vieux mot d'ordre de l'époque du servage : orthodoxie, autocratie, nationalisme. Pour ce qui est de la reconnaissance ou de la négation des principes « constitutionnels » dans le régime politique russe, question par laquelle on distingue habituellement l'Union du peuple russe des autres partis qui viennent ensuite, il importe de noter que cette Union *n'est pas du tout* contre les institutions représentatives en général. Le programme que nous venons de reproduire montre que l'Union du peuple russe est pour une Douma d'Etat jouant le rôle d'« auxiliaire »,

La particularité de la constitution russe — s'il est permis de l'appeler ainsi — est définie par l'organe de Doubrovine correctement, c'est-à-dire conformément à la situation de fait. Nationalistes et octobristes, dans leur politique réelle, s'en tiennent justement à cette position. La discussion engagée entre ces partis au sujet de la « constitution », n'est en somme qu'une discussion sur des mots: la « droite » n'est pas contre la Douma, mais elle s'attache à souligner que la Douma doit être une « auxiliaire » sans spécifier aucunement quels doivent être ses droits; les nationalistes et les octobristes, pour leur part, ne songent pas le moins du monde à réclamer des droits précis pour la Douma et d'autant moins des garanties réelles de son pouvoir. Et les « constitutionnalistes » de l'octobrisme pactisent fort bien avec les « adversaires de la constitution » en s'accommodant de la constitution du 3 juin.

La haine contre les allogènes en général et les Juifs en particulier s'inscrit dans le programme des Cent-Noirs ouvertement, avec clarté et précision. Comme toujours, ils ne font qu'exprimer avec plus de brutalité, de sans-gêne et d'effronterie ce que les autres partis gouvernementaux cachent avec plus ou moins de « pudeur » ou de diplomatie.

En réalité, tous ceux qui connaissent un peu l'activité de la IIIe Douma, ainsi que les organes de presse tels que *Novoïé Vrémia*, *Svet*, *Goloss Moskvy* [41], etc., savent que les nationalistes et les octobristes participent eux aussi à la campagne d'excitation contre les allogènes.

La question se pose: quelle est la base sociale du parti des droitiers ? quelle classe représente-t-il et sert-il ?

Ce parti est revenu aux mots d'ordre du servage, il défend tout ce qui est périmé, moyenâgeux dans la vie russe; il est pleinement satisfait de la constitution du 3 juin — constitution *des propriétaires fonciers* —, il cherche à sauvegarder les privilèges de la noblesse et des fonctionnaires; voilà qui répond clairement à notre question. La droite, c'est le parti des tenants du servage, du Conseil de la noblesse unifiée [42]. Ce n'est pas pour rien que ce Conseil a joué un rôle aussi important, mieux: un rôle dirigeant dans la dissolution de la IIe Douma, dans la modification de la loi électorale et dans le coup d'Etat du 3 juin [43].

Pour montrer la force économique de cette classe en Russie, il suffit de signaler un fait essentiel, établi par les chiffres de la statistique agraire *gouvernementale* de 1905, publiée par le ministère de l'Intérieur.

Dans la Russie d'Europe, moins de 30 000 propriétaires fonciers détiennent 70 000 000 de déciatines, *autant que* 10 000 000 de familles paysannes parmi celles qui ont les plus petits lots de terre. Ce qui fait qu'un grand propriétaire foncier détient, en moyenne, près de 2 300 déciatines, tandis qu'un paysan pauvre ne dispose que de 7 déciatines pour toute sa famille.

Il est tout naturel, il est certain que le paysan ne peut pas vivre de ce « lot », qu'il est voué à une mort lente ! Des famines répétées — comme celle de l'année en cours — frappent des millions de gens; elles continuent, avec chaque mauvaise récolte, à détruire l'économie paysanne de Russie. Les paysans sont obligés de prendre à bail la terre des propriétaires fonciers moyennant *des prestations* de travail. Pour acquitter le fermage, le paysan doit travailler pour le propriétaire foncier avec son cheval et ses outils. C'est le même servage, moins le nom. Possédant des superficies de 2 300 déciatines, les propriétaires fonciers ne peuvent pas, la plupart du temps, exploiter leur terre autrement que par le système de servitude, c'est-à-dire par le système des redevances, des corvées. Ils ne font cultiver qu'une partie de leurs immenses domaines par des ouvriers salariés.

Ensuite, c'est toujours la même classe de seigneurs terriens qui fournit à l'Etat l'immense majorité des fonctionnaires supérieurs et moyens. Les privilèges des fonctionnaires en Russie, c'est l'autre face des privilèges et du pouvoir terrien des seigneurs. On conçoit donc que le Conseil de la noblesse unifiée et les partis de « droite » qui défendent la politique des vieilles traditions féodales, le font non pas par hasard, mais inévitablement, non par suite de la « mauvaise volonté » de certaines personnes, mais sous la pression des *intérêts* d'une *classe* infiniment puissante. La vieille classe dirigeante — les attardés du féodalisme — tout en restant comme avant la classe dirigeante, a créé à son usage un parti approprié : l'« Union du peuple russe » ou la « droite » de la Douma d'Etat et du Conseil d'Etat [44].

Mais puisque les institutions représentatives existent, puisque les *masses* sont déjà descendues dans l'arène politique, comme elles l'ont fait chez nous en 1905, tout parti doit nécessairement dans telle mesure ou telle autre en appeler au peuple. Mais avec quels arguments les partis de droite peuvent-ils en appeler au peuple ?

Bien entendu, ils ne peuvent pas défendre ouvertement les intérêts des grands propriétaires fonciers. Ils parlent en général de la nécessité de conserver le vieil ordre de choses ; ils font tous leurs efforts pour exciter la méfiance envers les allogènes, envers les Juifs surtout ; ils poussent les gens tout à fait incultes, tout à fait ignorants à faire des pogromes, à traquer le « youtre ». Ils cherchent à dissimuler les privilèges de la noblesse, des fonctionnaires et des propriétaires fonciers en discourant sur l'« oppression » des Russes par les allogènes.

Tel est le parti de la « droite ». Un de ses membres, Pourichkévitch, l'orateur le plus en vue de la droite à la IIIe Douma, a beaucoup travaillé et avec succès pour *montrer* au peuple *ce* que veut la droite, *comment* elle agit, *qui* elle sert. Pourichkévitch est un agitateur de talent.

A côté de la « droite » qui compte à la IIIe Douma 46 députés, se trouvent les « *nationalistes* » qui ont 91 députés. La nuance qui les distingue de la droite est tout à fait insignifiante : au fond, ce ne sont pas deux partis : c'est un seul parti qui a divisé entre ses membres le « travail » d'excitation contre l'allogène, le « cadet » (le libéral), le démocrate, etc. Ils *font* la même besogne, les uns plus brutalement, les autres avec plus de raffinement. D'ailleurs, il est *avantageux* au gouvernement que les gens de l'« extrême »-droite, capables de tous les scandales, de tous les pogromes, de faire assassiner des gens comme Herzenstein, Yollos, Karavaev, se tiennent un peu à l'écart et fassent mine, *eux*, de « critiquer » — de la droite — le gouvernement... Ce qui distingue la droite et les nationalistes ne saurait avoir une importance sérieuse.

Les *octobristes* ont à la IIIe Douma 131 députés, y compris, bien entendu, les « octobristes de droite ». Sans se distinguer sensiblement de la droite dans la politique actuelle, les octobristes s'en distinguent cependant par ceci qu'en plus du propriétaire foncier, ce parti est à la dévotion du

gros capitaliste, du marchand traditionnaliste, de la bourgeoisie qui a eu si peur de voir les ouvriers et, à leur suite, les paysans s'éveiller à une vie indépendante, qu'elle s'est délibérément tournée vers la défense du vieux régime. Il y a en Russie des capitalistes — et en assez grand nombre — qui traitent les ouvriers exactement comme les seigneurs traitaient leurs anciens serfs ; l'ouvrier, le commis ne sont pour eux que de la valetaille, des domestiques. Nul ne saura mieux défendre le vieil ordre des choses que les partis de droite, les nationalistes et les octobristes. Il y a aussi des capitalistes qui ont revendiqué la « constitution » en 1904 et 1905, aux congrès des zemstvos [45] et des municipalités, mais qui, pour *combattre* les ouvriers, sont tout disposés à accepter la constitution du 3 juin.

Le parti des octobristes est le principal parti contre-révolutionnaire des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. C'est le parti dirigeant de la IIIe Douma : 131 octobristes et 137 députés de droite et nationalistes y forment une solide majorité.

La loi électorale du 3 juin 1907 *a assuré* la majorité aux propriétaires fonciers et aux gros capitalistes : dans *tous* les collèges électoraux de province qui envoient des députés à la Douma, la majorité est formée par les propriétaires fonciers et par les grands-électeurs de la première curie urbaine (c'est-à-dire la curie des gros capitalistes). Dans 28 collèges électoraux de province, la majorité est formée même par les propriétaires fonciers seuls. Toute la politique du gouvernement du 3 juin a été réalisée avec l'aide du parti octobriste, qui est ainsi responsable de tous les péchés et de tous les crimes de la IIIe Douma.

En paroles, dans leur programme, les octobristes défendent la « constitution » et même... les libertés ! En réalité, ce parti a soutenu toutes les dispositions prises contre les ouvriers (le projet de loi sur les assurances, par exemple, rappelez-vous le *président* de la commission parlementaire pour la question ouvrière, le baron Tisenhausen !), contre les paysans, contre la limitation de l'arbitraire et de l'asservissement. Les octobristes sont un parti gouvernemental comme les nationalistes. Cette circonstance ne change pas le moins du monde de ce que de temps en temps — avant les élections surtout ! — les octobristes tiennent des discours

d'« opposition ». Partout où il existe des parlements, on a constaté depuis longtemps et l'on constate toujours que les partis bourgeois *jouent à l'opposition* : ce jeu est inoffensif pour eux, puisque aucun gouvernement ne le prend au sérieux : il leur est quelquefois utile devant l'électeur qu'il est bon d'« amadouer » avec des discours d'opposition.

Cependant les spécialistes et les virtuoses experts à jouer à l'opposition, ce sont les *constitutionnels-« démocrates »*, c'est-à-dire le parti cadet, le principal parti d'opposition à la IIIe Douma, le parti de la « liberté du peuple ».

Comédie, le nom seul de ce parti qui en fait *n'est nullement* un parti démocratique, *nullement* un parti populaire, un parti non point de la liberté, mais d'une demi-liberté, sinon d'un quart de liberté.

En réalité, c'est le parti de la bourgeoisie monarchiste libérale, qui craint le mouvement populaire bien plus qu'elle ne craint la réaction.

Le démocrate a confiance dans le peuple ; il a confiance dans le mouvement des masses, il y contribue de toutes les manières, bien qu'il se fasse souvent (tels les démocrates bourgeois, les troudoviks) une fausse idée de l'importance de ce mouvement dans le cadre du régime capitaliste. Le démocrate aspire plus sincèrement à en finir avec *tout* le passé moyenâgeux.

Le libéral craint le mouvement des masses : il l'entrave et il défend *sciemment* certaines institutions médiévales — les plus importantes d'ailleurs — afin de s'assurer un appui contre la masse, surtout contre les ouvriers. Ce que veulent les libéraux c'est partager le pouvoir avec les Pourichkévitch et non détruire toutes les bases de leur pouvoir. Tout pour le peuple, tout par le peuple, dit le petit bourgeois démocrate (le paysan, y compris le troudovik), qui veut de bonne foi détruire toutes les bases du régime de Pourichkévitch et qui ne comprend pas la portée de la lutte des ouvriers salariés contre le capital. Par contre, le but véritable de la bourgeoisie monarchiste libérale, c'est de partager avec Pourichkévitch le pouvoir *sur* les ouvriers et *sur* les petits cultivateurs.

A la Ire et à la IIe Douma, les cadets avaient la majorité ou une situation prépondérante. Ils s'en sont servis

pour *jouer une comédie* absurde et sans gloire : à droite, ils ont joué au loyalisme et au ministérialisme (car enfin, nous pouvons régler pacifiquement tous les antagonismes : ne pas gâter le paysan et ne pas froisser Pourichkévitch) ; à gauche, au démocratisme. A droite, les cadets ont obtenu finalement, à l'issue de cette comédie, un coup de botte. A gauche, ils se sont acquis la réputation méritée de traitres à la liberté du peuple. Dans les deux premières Doumas ils ont constamment lutté non seulement contre la démocratie ouvrière, mais aussi contre les troudoviks. Il suffit de rappeller que le projet troudovique relatif aux comités agraires locaux (Ire Douma), ce projet démocratique élémentaire, démocratique rudimentaire, les cadets *l'ont fait couler* en défendant la *prépondérance* du grand propriétaire foncier et du fonctionnaire *sur* le paysan dans les commissions de réglementation agraire !

A la IIIe Douma, les cadets ont joué à « l'opposition responsable », à l'opposition de Sa Majesté [40]. Et c'est pour cette raison qu'ils ont voté maintes fois les budgets du gouvernement (les « démocrates » !), ils ont fait comprendre aux octobristes que leur principe de rachat « forcé » (forcé pour les paysans) était sans danger, inoffensif — rappellez-vous le discours de Bérézovski I —, ils ont envoyé Karaoulov à la tribune pour prononcer des discours « dévots » ; ils ont renié le mouvement des masses, ils ont fait appel aux « sommets » et *empêché de parler* les niveaux inférieurs (lutte des cadets *contre* les députés ouvriers dans la question des assurances), etc., etc.

Les cadets sont le parti du libéralisme contre-révolutionnaire. Par leur prétention au rôle d'« opposition responsable », c'est-à-dire reconnue, légale, *admise* à faire concurrence aux octobristes, opposition non au régime du 3 juin, mais celle du régime du 3 juin, par cette prétention, les cadets se sont définitivement compromis en tant que « démocrates ». L'impudente propagande dans l'esprit des *Viékhi* faite par les idéologues cadets, les Strouvé, Izgoev et Cie portés aux nues par Rozanov et par Antoni de Volhynie, et le rôle d'« opposition responsable » à la IIIe Douma, voilà les deux faces de la même médaille. La bourgeoisie monarchiste libérale tolérée par les Pourichkévitch désire s'asseoir à côté de Pourichkévitch.

Aujourd'hui le bloc des cadets avec les « progressistes », conclu pour les élections à la IVe Douma, a confirmé une fois de plus que les cadets étaient profondément contre-révolutionnaires. Les progressistes n'ont pas la moindre prétention au démocratisme: ils ne soufflent mot sur la nécessité de combattre l'ensemble du régime du 3 juin, ils ne rêvent d'aucun « suffrage universel ». Ce sont des libéraux modérés, qui ne cachent pas leur parenté avec les octobristes. L'alliance des cadets et des progressistes doit ouvrir les yeux même aux plus aveugles d'entre les «sous-fifres cadets » sur la nature véritable du parti cadet.

La *bourgeoisie démocratique* en Russie est représentée par les populistes de toutes nuances, depuis les socialistes-révolutionnaires les plus radicaux jusqu'aux socialistes-populistes et troudoviks. Tous ils emploient volontiers des phrases « socialistes », mais il n'est pas permis à un ouvrier conscient de se tromper sur leur signification. En réalité, *il n'y a pas une goutte* de socialisme dans le « droit à la terre », non plus que dans la « répartition égalitaire » et la « socialisation du sol ». C'est ce que doit comprendre quiconque sait que l'abolition de la propriété privée de la terre et son partage nouveau, fût-il le plus « équitable », loin de compromettre la production marchande, le pouvoir du marché, de l'argent, du capital, les développe au contraire encore plus largement.

Mais les phrases sur le « principe du travail » et sur le « socialisme populiste » expriment la foi profonde (et le désir sincère) du démocrate en la possibilité et la nécessité d'abolir *toutes* les formes médiévales de la possession de la terre et du régime politique. Si les libéraux (les cadets) désirent partager avec les Pourichkévitch le pouvoir politique et les privilèges politiques, les populistes sont des démocrates justement parce qu'ils désirent et doivent désirer, à l'heure actuelle, anéantir *tous* les privilèges attachés à la possession du sol et *tous* les privilèges politiques.

La situation de la paysannerie russe, dans sa grande masse, est telle qu'elle ne saurait même songer à passer avec les Pourichkévitch un compromis (parfaitement possible, faisable, et tout *cher* aux libéraux). Voilà pourquoi le démocratisme de la petite bourgeoisie a en Russie, pour bien longtemps encore, ses racines dans les masses; et la réforme

agraire de Stolypine [47], cette politique bourgeoise des Pourichkévitch dirigée contre le moujik, n'a jusqu'ici rien créé de solide, si ce n'est... la famine qui a frappé 30 millions d'hommes !

Les millions de petits cultivateurs affamés ne peuvent pas ne pas aspirer à une *autre* réforme agraire, réforme démocratique, qui, sans sortir du cadre du régime capitaliste, sans abolir l'esclavage salarié, *peut* balayer de la face de la terre russe les formes *médiévales*.

Les troudoviks sont infiniment faibles à la IIIe Douma, mais ils représentent les *masses*. Les oscillations des troudoviks entre les cadets et la démocratie ouvrière découlent nécessairement de la position de classe des petits possédants ; et la difficulté extrême à les grouper, à les organiser et les éduquer fait que les troudoviks, en tant que parti, ont un caractère extrêmement imprécis et amorphe. C'est pourquoi les troudoviks aidés par l'« otzovisme » stupide des populistes de gauche offrent l'image lamentable d'un parti liquidé.

La différence entre les troudoviks et nos liquidateurs quasi-marxistes, c'est que les premiers sont liquidateurs par faiblesse, les seconds par mauvaise foi. Venir en aide aux faibles démocrates petits-bourgeois, les arracher à à l'influence des libéraux, former un camp de la démocratie contre les cadets contre-révolutionnaires, et non pas simplement contre les droitiers : telle est la tâche de la démocratie ouvrière.

Quant à cette dernière, qui avait son groupe à la IIIe Douma, nous ne pouvons dire ici que peu de chose.

Partout en Europe, les partis de la classe ouvrière se sont formés en s'arrachant à l'influence de l'idéologie démocratique générale, en apprenant à faire la distinction entre la lutte des ouvriers salariés contre le capital et la lutte contre le féodalisme, afin notamment d'accentuer cette dernière lutte, afin de la débarrasser de tout élément d'hésitation et d'incertitude. En Russie, la démocratie ouvrière s'est nettement séparée tant du libéralisme que de la démocratie bourgeoise (de la tendance troudovique) pour le grand profit de la cause de la démocratie en général.

Le courant de liquidation dans la démocratie ouvrière *(Nacha Zaria* et *Jivoïé Diélo)* partage la faiblesse des troudo-

viks, glorifie l'amorphisme, aspire au rôle d'opposition « tolérée », rejette l'hégémonie des ouvriers, se borne à *parler* d'organisation « légale » (en accablant celle qui ne l'est pas) ; il prêche une politique ouvrière libérale. Il est clair que ce courant est dû à la décadence et à l'état d'abattement de l'époque de contre-révolution, et il devient évident que ce courant se sépare de la démocratie ouvrière.

Les ouvriers conscients, sans rien liquider, en se groupant pour contrecarrer les influences libérales, en s'organisant comme classe, en développant toutes les formes possibles de groupement syndical, etc., agissent à la fois comme les représentants du *salariat* contre le capital, comme les représentants de la démocratie conséquente contre l'ensemble du régime périmé en Russie et contre toutes velléités de faire de concessions à ce régime.

A titre d'illustration, nous publions les données relatives à la composition politique de la IIIe Douma, que nous empruntons à l'*Annuaire* officiel de la Douma, 1912.

Les partis à la IIIe Douma

Grands propriétaires fonciers	
Droite	46
Nationalistes	74
Nationalistes indépendants	17
Octobristes de droite	11
Octobristes	120
Total des partis gouvernementaux	*268*
Bourgeoisie	
Progressistes	36
Cadets	52
Union polonaise (Kolo)[48]	11
Groupe des Polonais, Lituaniens et Biélorusses	7
Groupe musulman	9
Total des libéraux	*115*
Démocratie bourgeoise	
Groupe des troudoviks	14

Démocratie ouvrière	
Social-démocrates	13
Total des démocrates	*27*
Sans-parti	27
Total	*437*

La IIIe Douma comptait deux majorités: 1) la droite et les octobristes=268 sur 437; 2) octobristes et libéraux= 120 + 115 = 235 sur 437. Les deux majorités étaient contre-révolutionnaires.

La « Nevskaïa Zvezda» n° 6, 10 mai 1912.
Signé: V. Iline

Conforme au texte du journal

ENQUÊTE SUR LES ORGANISATIONS DU GROS CAPITAL [49]

Le bureau de l'économie et de l'industrie de la Société technique impériale russe a aussi mené une enquête sur les « organisations sociales de la classe commerçante et industrielle en Russie », ou, plus exactement, sur les organisations du gros capital. On peut trouver maintenant les résultats de cette enquête dans le livre de M. Gouchka [50] intitulé *Les organisations représentatives de la classe commerçante et industrielle en Russie* (St-P. 1912). Tous les matériaux qui y sont contenus ainsi que les conclusions assez claires de l'auteur méritent la plus grande attention.

I

L'enquête de la Société technique portait, à proprement parler, sur les organisations « représentatives » des capitalistes, qui constituent environ 80 % de l'ensemble des organisations. Environ 15 % reviennent aux cartels, aux trusts, aux syndicats; environ 5 % aux unions des employeurs; le reste aux comités de bourse, aux conseils des congrès, etc. Ce sont ces dernières organisations qui se nomment le plus volontiers « représentatives ». Leur tâche est d'influer sur les organes du pouvoir.

Les unions des employeurs, selon l'avis de M. Gouchka, mènent une lutte de classe « directe » contre les ouvriers salariés, alors que les organisations représentatives mènent une lutte de classe « indirecte », « une lutte contre les autres

classes en faisant pression sur le pouvoir d'Etat et sur l'opinion publique ».

Certes, cette terminologie est incorrecte. Elle révèle immédiatement l'un des défauts essentiels que M. Gouchka partage avec la majorité des représentants de l'économie politique bourgeoise « professorale ». La notion de lutte de classe est apparemment acceptée, on fait apparemment reposer sur elle toute l'analyse. Or, en réalité, cette notion est rétrécie et altérée. En effet, chez M. Gouchka, la lutte des capitalistes contre les ouvriers salariés dans le cadre du régime politique actuel serait une lutte de classe « directe », alors que la lutte *pour le régime politique lui-même* serait une lutte de classe « *indirecte* » ! Où placer, dans ce cas, la lutte pour « le pouvoir d'Etat » ?

Mais nous aurons l'occasion de revenir en temps et lieu à ce défaut fondamental de la « conception du monde » de M. Gouchka. L'importance de son travail n'est pas dans la théorie mais dans les faits qu'il regroupe. Ses données sur les organisations du type prépondérant présentent dans tous les cas un grand intérêt.

Le total des organisations « représentatives » du gros capital en Russie pour 1910 se monte à 143. Ce chiffre comprend 71 sociétés de bourse avec leurs comités. Viennent ensuite 14 comités du commerce et des manufactures, 3 conseils de marchands, 51 organisations du groupe « uni » (les congrès, leurs conseils, les bureaux consultatifs, etc.) et 4 organisations du type indéterminé. Ont répondu à l'enquête 62 organisations en tout, c'est-à-dire moins de la moitié. Sur les 51 organisations du groupe « uni », le plus intéressant, 22 ont répondu à l'enquête.

Les données sur l'époque de la naissance des organisations sont bien caractéristiques. Sur les 32 comités de bourse ayant répondu à l'enquête, 9 sont nés en cent ans, de 1800 à 1900 ; 5 en quatre ans, de 1901 à 1904 ; *9 pendant les deux années de la révolution*, 1905-1906, et 9 autres de 1907 à 1910.

« Nous voyons ici avec une parfaite clarté, écrit M. Gouchka, l'impulsion donnée par le mouvement social de la tumultueuse année 1905 au processus d'auto-organisation des représentants du capital. »

Sur 22 organisations du groupe uni, 7 seulement sont nées entre 1870 et 1900; 2 entre 1901 et 1904 ; 8 durant *les*

deux années de la révolution, 1905-1906 ; 5 entre 1907 et 1910. Tous ces « conseils de congrès » des représentants de l'industrie en général, de l'industrie minière, de l'industrie pétrolière, etc., etc., sont essentiellement le produit de l'époque révolutionnaire et contre-révolutionnaire.

Voici comment se distinguent les organisations d'après les branches industrielles qu'elles représentent. Le groupe des comités de bourse est essentiellement mixte : les comités en question unissent habituellement toutes les branches de l'industrie et du commerce, d'un lieu déterminé. Dans le groupe des comités du commerce et des manufactures, c'est l'industrie textile qui prédomine. Dans le groupe le plus important, le groupe uni, presque la moitié des organisations revient à l'industrie, et non au commerce, plus précisément à l'industrie minière et à la métallurgie.

« C'est ce groupe de branches (industrie minière et métallurgie) qui constitue la base économique des organisations de la « garde » industrielle contemporaine en Russie », écrit M. Gouchka, qui donne dans le « style relevé » quand il parle de l'objet de ses recherches.

Il n'a été possible de déterminer le montant du chiffre d'affaires ou de la production pour toute la branche du commerce et de l'industrie à laquelle appartient une organisation donnée que pour une partie des organisations seulement. Le total obtenu est de 1 570 millions de roubles, dont 1 319 millions reviennent aux membres des organisations. Donc 84 % sont organisés. Le chiffre d'affaires de 3 134 membres des organisations se monte à 1 121 millions de roubles, ce qui fait en moyenne 358 000 roubles par membre. Le nombre des travailleurs pour 685 membres des organisations est d'environ 219 000 (l'auteur fait une erreur en indiquant 319 000 à la page 111), c'est-à-dire en moyenne plus de 300 ouvriers pour un membre.

Il est évidemment question des organisations du *gros* et même, plus exactement, du *très gros* capital. M. Gouchka en est parfaitement conscient, puisqu'il souligne, par exemple, que les comités de bourse et les comités du commerce et des manufactures prennent seulement comme membres de gros et de très gros commerçants et industriels ; que les congrès des représentants de l'industrie et du commerce englobent les « plus grosses » entreprises capitalistes.

C'est pourquoi l'auteur parle à tort dans le titre de son livre d'organisations « de la *classe* industrielle et commerçante en Russie ». Le mot est incorrect et encore une fois la notion de classe est rétrécie. Il est question en réalité chez M. Gouchka de *couche* et non de classe. Certes, la couche des très gros capitalistes domine économiquement toutes les autres et les écrase incontestablement si l'on considère le montant du chiffre d'affaires. Il n'y a aucun doute à cela. Mais elle n'en reste pas moins une couche et non une classe. Il y a une distance énorme, par exemple, entre le rôle politique des organisations représentatives de cette couche et sa domination politique, entre sa domination politique et la domination politique de la classe commerçante et industrielle.

A ce propos, il faut noter le raisonnement suivant de M. Gouchka : « Nous sommes habitués en Russie à appliquer une très grande échelle pour définir ce qu'on nomme une grande ou une petite entreprise, et cela à cause de la concentration extraordinaire, comme on le sait, du capital chez nous, concentration supérieure à celle existant même en Allemagne »...

La comparaison avec l'Allemagne est impropre. Chez nous, par exemple, dans l'Oural, s'il n'y a pas ou très peu de petites entreprises dans l'industrie minière et métallurgique, c'est pour des raisons très particulières, par suite du manque d'une pleine liberté de l'industrie, par suite des survivances moyenâgeuses. Quant à notre distinction officielle (ou, ce qui est la même chose, notre distinction populiste) entre industrie de fabriques et d'usines et industrie « artisanale », ne rend-elle pas notre statistique industrielle impossible à comparer avec la statistique allemande? Ne trompe-t-elle pas bien souvent l'observateur sur la « concentration extraordinaire » existant en Russie, en masquant *le morcellement* « extraordinaire » de la multitude des petites entreprises paysannes?

II

Il est intéressant de noter certaines données de l'enquête citée illustrant l'activité des organisations représentatives du très gros capital. L'auteur donne, par exemple, un relevé

de l'état de leurs budgets. Le budget de 22 organisations du groupe uni fait état de 3 950 000 roubles de revenu, alors que le bilan général des recettes de toutes les organisations est de 7 250 000 roubles. « Ce budget annuel de 7 250 000 roubles de nos 56 organisations, écrit M. Gouchka, augmenterait de 50 à 100 pour cent si l'on prenait en considération les comptes financiers des autres organisations n'entrant pas dans l'enquête. »

Mais la plus grosse moitié de ce budget, 4 500 000 roubles exactement, est utilisée à des fins économiques et de bienfaisance. Les fonctions purement représentatives des 56 organisations absorbent 2 700 000 roubles. « La majorité des réponses ou des comptes rendus financiers met au premier plan de ces dépenses pour la représentation les traitements des employés, puis la location des locaux. En outre, la plus grande part des dépenses est consacrée aux traitements des employés dans 64,4 % des organisations, aux locaux dans 26,7 %. »

Ces chiffres, étant donné le chiffre d'affaires de 1 319 millions de roubles qui est celui des unions de capitalistes examinées, témoignent du montant fort modeste des dépenses; aussi la conclusion emphatique de M. Gouchka — le budget des dépenses est « *l'indice de la puissance financière* (italiques de l'auteur) des organisations représentatives de la bourgeoisie industrielle et commerçante en Russie » ! — aussi cette conclusion montre-t-elle une fois de plus le goût démesuré de l'auteur pour les « grands mots ».

L'auteur consacre le 9e chapitre de son livre au « troisième élément », c'est-à-dire aux intellectuels au service des unions de capitalistes. Il se trouve que les 29 comités de bourse comprennent 77 représentants du troisième élément employés dans ces comités; d'autre part, les 22 organisations du groupe uni ont à leur service 180 employés du même genre. Dans la plupart des cas il est fait état de 2 à 4 représentants du troisième élément par organisation. Vu que les unions des capitalistes minimisent souvent pareilles données, l'auteur considère comme vraisemblable la conclusion qu'« au service des organisations représentatives du capital, à des postes responsables, se trouve une armée (! !) d'intellectuels dont le nombre *n'est pas inférieur à mille*

hommes », secrétaires, comptables, statisticiens, jurisconsultes, etc.

Il en faut donc bien peu pour que M. Gouchka se mette à parler d'une « armée ».

Les éditions des unions des capitalistes peuvent être caractérisées par les chiffres suivants. En réponse à l'enquête, en plus des formulaires remplis, on s'est trouvé à la tête d'une petite bibliothèque de 288 volumes — travaux des congrès, comptes rendus, chartes, mémoires — qui n'ont jamais été mis en vente.

Neuf organisations publient des revues périodiques: l'*Industrie Minière*, l'*Industrie Pétrolière*, *le Commerce et l'Industrie*, *Nouvelles de la Société Russe des Distillateurs*, etc. L'auteur fixe le nombre total de numéros de ces éditions à 2 624 « volumes », y ajoutant 452 volumes de « travaux », de comptes rendus annuels, etc., ainsi que 333 volumes d'éditions non périodiques; M. Gouchka fixe le total à à 3 409 « volumes » et le qualifie de « sérieux ». Le nombre total des éditions atteint, vraisemblablement, 4 000 à 5 000 volumes.

« Cette bibliothèque recèle, sans exagération, un véritable trésor, s'exclame M. Gouchka, un très riche matériel pour l'étude, si l'on peut ainsi s'exprimer, de l'anatomie et de la physiologie de la grosse bourgeoisie de Russie... Sans étudier ce précieux matériel il est impossible de se faire une idée juste de la balance des forces sociales dominantes de Russie, en particulier de la nature sociale et du rôle du pouvoir d'Etat russe aussi bien avant 1905 qu'après cette date. »

M. Gouchka fait très souvent de telles escapades dans le problème de la nature sociale et du rôle du pouvoir d'Etat russe. Il faut les considérer à part, compte tenu de l'importance de cette question et de la déformation que lui inflige l'auteur, qui exagère démesurément, et pour cela même affirme à l'occasion qu'il parle « sans exagération ».

III

« Le centre de gravité de l'activité des organisations considérées, écrit M. Gouchka, en tant que représentatives, c'est-à-dire consacrées à la représentation des intérêts de la classe industrielle et commerçante, se trouve naturellement dans *la formulation de la position* des représentants de cette classe sur diverses questions qui touchent à ses intérêts, et dans *la défense de cette position* par des moyens divers. »

Il ne fait aucun doute que le « centre de gravité » se trouve précisément là. Les formulaires d'enquête sont rédigés de façon à révéler quelles ont été les questions débattues par les organisations des capitalistes et les démarches subséquentes. Regroupant les renseignements obtenus, l'auteur établit une longue liste des « questions de nature », à son avis, « *générale* ». Voici quelles sont d'après lui les questions les plus importantes : a) assurances ouvrières, jours fériés, etc. ; b) impôt sur le revenu, taxe artisanale, etc. ; c) politique douanière ; d) voies de communication ; e) compagnies par action, crédit, etc. ; f) consulats étrangers, statistiques, organisation du département minier ; g) participation des marchands aux organisations des zemstvos, au Conseil d'Etat, à l'examen préalable des projets de loi gouvernementaux, etc.

M. Gouchka conclut à ce propos : « En tout cas, comme on peut le voir d'après ces groupes de questions et de démarches, la sphère d'activité de nos organisations est très large »... Devant une telle conclusion, on s'arrête involontairement et on se demande si la particule négative n'a pas été par hasard oubliée. Car il est évident que la sphère citée par l'auteur *n'est pas* très large. Mais il n'est pas question ici de lapsus, il s'agit de la « tournure d'esprit » propre à l'auteur. « Il est difficile de nommer, dit-il, un domaine plus ou moins important de la vie sociale et politique du pays que n'embrasserait pas la sphère d'activité des organisations représentatives du capital. »

Invraisemblable mais vrai : M. Gouchka, avec le plus grand sérieux, énonce ce mensonge criant et va le répétant sur tous les tons !

« Il est difficile de nommer »... Bon, et la loi électorale ? Et la question agraire ? Est-ce que ce ne sont pas là « des domaines importants de la vie sociale et politique du pays » ?

M. Gouchka regarde la « vie sociale et politique du pays » par l'étroite fenêtre de la position *des marchands*. Il ne peut absolument pas comprendre que son affirmation absolue est précisément une preuve d'étroitesse et non du contraire. C'est l'étroitesse qui caractérise les questions soulevées par les marchands, car elles intéressent les marchands *seuls*. Les capitalistes *ne* se haussent *pas* jusqu'aux questions de *politique générale*. « L'admission de représentants de l'industrie et du commerce » dans telle ou telle institution locale

ou centrale, voilà la limite de l'« audace » de leurs démarches. Quant à la manière dont ces institutions doivent être organisées *en général*, ils *ne savent pas* la concevoir. Ils prennent telles quelles les institutions formées d'après des prescriptions venues d'ailleurs et y mendient une petite place. Ils se placent servilement sur le terrain de l'Etat, qui n'est pas une création de leur classe, et, sur ce terrain, « font des démarches » dans l'intérêt de *leur propre* condition, de *leur propre* groupe, de *leur propre* couche sociale, sans se hausser même là jusqu'à une compréhension large des intérêts de toute la *classe*.

M. Gouchka qui déforme scandaleusement la question, sombre littéralement dans le panégyrique. « Pression énergique et constante sur les organes du pouvoir », écrit-il, « nos organisations » « comprennent ceci parfaitement (! !) »... « Les organisations du gros capital se sont transformées en une véritable *pré-Douma*, qui a peut-être en fait une plus grande influence sur la législation que la Douma d'Etat, d'autant plus », ajoute l'auteur, qui se veut spirituel, « que l'article 87 [51] ne s'applique pas au parlement capitaliste, et que les organisations du capital n'ont pas encore une seule fois été dissoutes exprès pour 3 jours... »

Ce trait d'esprit témoigne à l'évidence de l'étroitesse de vues infinie et de la présomption de ces messieurs les gros bonnets industriels et de leur panégyriste. Un rien, un tout petit rien est laissé dans l'ombre : la Douma pose des questions concernant toute la gestion de l'Etat et toutes les classes, en entrant dans les institutions nationales, alors que les organisations des gros pontes du commerce considèrent comme intrépide de ne poser *que* des questions concernant les marchands, *que* des questions sur les droits des marchands.

M. Gouchka va jusqu'à citer ces paroles du comité de bourse d'Oufa, extraites du compte rendu pour 1905-1906 : « Le gouvernement lui-même, par une série de réformes radicales des établissements boursiers, s'est pourvu... *d'auxiliaires dignes de lui* et », trouve ces paroles « justes », les écrit en italiques, parle de « collaboration vivante et active avec le gouvernement ».

On se rappelle involontairement, en lisant de telles choses, le mot allemand *Lobhudelei*, c'est-à-dire louange servile ou servilité louangeuse. Parler, en 1905-1906, avec un air

suffisant, de « réformes radicales » dans le domaine des « établissements boursiers » ! Mais c'est là un point de vue de laquais à qui le maître permet de « délibérer » avec le cuisinier sur l'ordonnance du repas, etc., les nommant tous deux « auxiliaires dignes de lui ».

On peut voir à quel point M. Gouchka se rapproche de ce point de vue si l'on consulte la subdivision du chapitre XV sur les résultats des démarches des organisations qu'il a intitulée : « Positions perdantes ». « On ne peut nier, peut-on lire, qu'il y a *quelques domaines* dans lesquels les démarches et les exigences des représentants du capital rencontrent effectivement une opposition de la part du gouvernement. » Suivent des exemples, dans cet ordre:1) les forêts du Domaine; l'Etat est lui-même propriétaire d'exploitations forestières ; 2) les tarifs des chemins de fer ; c'est encore l'Etat qui les exploite ; 3) la question de la représentation dans les zemstvos et 4) la question de la représentation à la Douma d'Etat et au Conseil d'Etat. « Dans les deux cas, dit l'auteur à propos de ces deux derniers points, on voit, bien entendu, l'intimité de la bureaucratie avec une autre classe dominante, celle des gros propriétaires. »

« Mais si on laisse de côté quelques-uns des problèmes cités, continue M. Gouchka, fort satisfait, on est obligé de constater que dans tous les autres domaines... les données de notre enquête montrent que la position de la classe commerçante et industrielle est une position gagnante »...

La belle perle en vérité ! Les positions perdantes, ce sont les forêts, les chemins de fer, les zemstvos et le parlement. « Mais si on laisse de côté quelques-uns des problèmes cités », on a une position gagnante !

Puis, dans la « conclusion » de son livre, luttant contre le « préjugé traditionnel » qui veut que la classe commerçante et industrielle soit en position d'infériorité et traitée injustement, M. Gouchka s'élève, si l'on peut dire, jusqu'à une *Lobhudelei* pathétique :

« Ce n'est pas en classe humble et sans droits que la bourgeoisie marchande et industrielle occupe sa place à la table de l'Etat russe, mais c'est en hôte et collaborateur désiré, « en digne auxiliaire » du pouvoir d'Etat qu'elle parle, occupant une place de choix qu'elle doit à la coutume aussi bien qu'à la loi, qu'au droit écrit, et de plus cela ne date pas d'hier. »

Voilà qui conviendrait admirablement à un discours officiel d'un quelconque Krestovnikov, Avdakov, Tienhausen ou consorts à un dîner offert par un ministre. De tels discours, écrits dans le même style, sont connus de chaque Russe. On se demande seulement comment appeler le « savant » qui prétend analyser « scientifiquement » une enquête sérieuse, qui transporte dans la littérature, en guise de « conclusion », de pareils discours de banquet dignes de marchands serviles ?

« Le bon vieux temps, continue M. Gouchka, nous a légué un point de vue ayant acquis la force d'un préjugé, et d'après lequel on observerait dans la Russie capitaliste la contradiction suivante: la grosse bourgeoisie, dominant *économiquement*, continuerait à rester *politiquement* asservie. Tous les matériaux de notre enquête entament fortement cette conception traditionnelle. »

Il faut avoir bien banalisé le marxisme, avec la terminologie duquel flirte M. Gouchka, pour considérer l'enquête sur les organisations des capitalistes comme capable de fournir des « matériaux » sur la question de l'asservissement politique de la bourgeoisie par l'absolutisme et par les propriétaires fonciers. L'auteur n'a presque pas touché — et c'était impossible vu les limites de l'enquête — aux matériaux qui donnent une réponse effective à cette question.

L'enquête, qui touche à un aspect de la vie de notre bourgeoisie, *confirme*, au contraire, son asservissement politique. Elle montre que la bourgeoisie connaît un progrès économique, que certains droits particuliers de la bourgeoisie s'accroissent, qu'elle s'organise de plus en plus comme classe, que son rôle dans la vie politique devient plus important. Mais précisément parce que ces changements ont lieu, la contradiction devient encore *plus profonde* entre la conservation de 99 % du pouvoir politique dans les mains de l'absolutisme et des propriétaires, d'une part, et le renforcement économique de la bourgeoisie, d'autre part.

M. Gouchka, bien qu'il fasse étalage de termes marxistes, partage en réalité le point de vue du social-libéralisme banal. Le maquillage de ce libéralisme sous une phraséologie marxiste est une des particularités spécifiques, ou si vous voulez, une des maladies de la Russie. En s'en tenant au point de vue du libéralisme, M. Gouchka s'est heurté à la question de la nature sociale du pouvoir d'Etat russe, sans comprendre

même approximativement toute l'étendue et toute la signification de cette question.

La nature de classe du pouvoir d'Etat russe s'est sérieusement modifiée après 1905. Cette modification s'est faite en faveur de la bourgeoisie. La Troisième Douma, le libéralisme « vékhiste » et une série d'autres signes témoignent d'un nouveau « pas sur la voie de la transformation de notre vieux pouvoir en monarchie bourgeoise ». Mais, tout en faisant un nouveau pas sur cette nouvelle voie, *il n'en demeure pas moins*, et la somme des contradictions politiques augmente en conséquence. M. Gouchka s'est heurté à une question sérieuse et a montré son incapacité à la démêler.

IV

En analysant les matériaux de son enquête assez spéciale, M. Gouchka a abordé encore une autre question de principe d'une énorme importance, à laquelle il convient spécialement de s'arrêter. C'est celle du « rôle de l'année 1905 », comme le dit le titre d'une des subdivisions du chapitre XIII du livre de M. Gouchka.

La 41e question du formulaire de l'enquête, portant sur le nombre des réunions tenues par l'organe exécutif de chaque organisation durant les cinq dernières années, avait pour but d'éclaircir jusqu'à quel point s'était accrue l'activité des organisations pendant l'année 1905. Les matériaux obtenus par l'enquête « n'ont pas », pour reprendre les mots de M. Gouchka, « révélé semblable phénomène dans la vie de nos organisations », c'est-à-dire qu'il n'y a pas eu de renforcement notable d'activité.

« C'est d'ailleurs bien compréhensible », remarque M. Gouchka.

Par quoi explique-t-il donc ce phénomène ?

Les unions « d'employeurs », estime-t-il, auraient dû accroître leur activité en 1905, vu le renforcement de la lutte gréviste.

« Quant aux organisations de type purement représentatif, continue M. Gouchka, elles se trouvaient, jusqu'à un certain point, dans une situation contraire : leur partenaire principal, le pouvoir gouvernemental, précisément dans le courant de l'année 1905, se trouvait sur la défensive, avait au plus haut point peu de confiance en soi et

n'en inspirait pas plus aux autres. En cette année « de folie », « où les autorités s'en étaient allées », il semblait à tous, y compris aux industriels (particulièrement à la fin de l'année), que les vieilles « autorités » ne reviendraient plus du tout.

Voici pourquoi les organisations représentatives du capital n'avaient pas à cette époque de raison de renforcer l'activité de leur représentation face aux organes du pouvoir gouvernemental. »

Cette explication ne vaut rien. Si « les autorités s'en étaient allées », pour de bon, la disparition du vieux pouvoir politique aurait dû alors inévitablement renforcer l'activité de la nouvelle autorité économique, la transformer en nouvelle autorité politique. Si le pouvoir était principalement sur la défensive, comment « le collaborateur et le digne auxiliaire » de ce pouvoir (c'est de ce titre que M. Gouchka pare la bourgeoisie marchande et industrielle) aurait-il pu ne pas renforcer *son* activité, en défendant ce pouvoir et lui-même à la fois ? Notre auteur n'a absolument pas réfléchi à ce qu'il dit, il s'est limité simplement à accumuler des paroles, les plus faciles et les plus habituelles. Il a senti, peut-être, qu'il s'agissait d'une question excessivement importante, dont la solution conditionne directement ou indirectement la réponse à une question de portée plus générale, celle du rôle politique de la bourgeoisie; il a peut-être senti cela, mais il a craint, pour ainsi dire, d'aborder sérieusement une question aussi importante et a pris la fuite devant elle.

Réfléchissez bien au raisonnement suivant de l'auteur toujours à propos du rôle de l'année 1905:

...« Les organisations du capital n'ont pas non plus éprouvé l'envie de se réunir souvent pour définir leur position vis-à-vis des questions sociales et politiques qui agitaient alors tout le pays : repoussées à l'arrière-plan par la puissante vague du mouvement populaire, elles ont préféré attendre un certain temps les résultats de la lutte qui bouillonnait autour d'elles; et à la fin, quand les « autorités » ont montré sans équivoque leur désir de « revenir » de nouveau à leur place, les organisations de la classe marchande et industrielle, elles aussi, se sont mises peu à peu à revenir à la forme et au degré habituels d'intensité de leur activité représentative. »

« Les organisations du capital ont été repoussées à l'arrière-plan par la puissante vague du mouvement populaire »... Très bien ! Seulement M. Gouchka ne réfléchit pas, encore une fois, à ce qu'il dit. Contre qui était dirigée cette

puissante vague de mouvement populaire ? Contre le vieux pouvoir. Comment a-t-il pu se faire alors que « le collaborateur et le digne auxiliaire » de ce pouvoir ait été repoussé à *l'arrière*-plan ? En réalité, s'il était vraiment un collaborateur et un digne auxiliaire, plus grande était sa force économique, indépendante de l'ancienne organisation du pouvoir politique, et plus énergiquement il aurait dû passer au *premier* plan.

De quelle manière « le collaborateur et le digne auxiliaire » du vieux pouvoir a-t-il pu se trouver dans une situation telle qu'il ait « préféré attendre » ?

M. Gouchka s'est proposé de combattre la théorie de l'asservissement politique de la bourgeoisie économiquement dominante, mais il s'est embrouillé dès son premier pas ! Tout au contraire, la « théorie » qu'il a promis de renverser, s'est renforcée avec la marche des événements de 1905.

Le gros capital marchand et industriel ainsi que le libéralisme bourgeois russe n'ont pas fait qu'« attendre » en 1905 ; ils ont pris une position tout ce qu'il y a de contre-révolutionnaire. Les faits qui en témoignent sont connus de tous. Mais il ne fait aucun doute que, comparé aux forces de l'absolutisme et de la classe des propriétaires fonciers, le très gros capital ait été jusqu'à un certain point « *repoussé à l'arrière-plan* ».

Comment se fait-il que dans une révolution bourgeoise l'essor maximum de « la vague du mouvement populaire » ait repoussé la bourgeoisie à l'arrière-plan plus que tout autre chose ?

Cela a pu se produire parce que seule une complète dénaturation de la notion de « révolution bourgeoise » amène à l'idée que cette dernière s'affaiblit lorsque la bourgeoisie s'en écarte. Cela devait se produire parce que la principale force motrice du mouvement de la révolution bourgeoise en Russie est le prolétariat et la paysannerie, alors que la bourgeoisie hésite. Politiquement asservie par les propriétaires fonciers et l'absolutisme, la bourgeoisie, d'un autre côté, occupe une position contre-révolutionnaire lorsque le mouvement ouvrier se renforce. De là ses hésitations et son recul à « l'arrière-plan ». Elle est à la fois contre l'ordre ancien et pour lui. Elle est prête à l'aider contre les ouvriers, mais tout à fait capable de « s'arranger »

et même de renforcer et d'élargir sa domination sans propriétaires fonciers et sans vestiges de l'ancien régime politique: l'expérience de pays comme l'Amérique, etc., en témoigne clairement.

On comprend alors pourquoi l'essor maximum de « la puissante vague du mouvement populaire » et le plus grand affaiblissement de l'ancien pouvoir peuvent provoquer un fort recul à « l'arrière-plan » de la bourgeoisie marchande et industrielle. Elle est précisément la classe qui peut être neutralisée dans la lutte du nouveau et de l'ancien, de la démocratie avec le Moyen Age; bien qu'elle se sente plus habituée, plus tranquille, plus à l'aise auprès de l'ancien, cette classe peut dominer même en cas de victoire complète du nouveau.

V

En parlant de l'enquête de la Société technique impériale russe, il est impossible de passer sous silence les articles de M. A. Ermanski dans les nos 1-2 et 3 de la revue liquidatrice *Nacha Zaria*. M. Ermanski fait un compte rendu de l'ouvrage de M. Gouchka avec force détails, sans indiquer une seule fois cependant son désaccord avec lui ! Comme si un homme qui se considère comme marxiste pouvait se solidariser avec le libéralisme falot d'un thuriféraire des gros bonnets de l'industrie et du commerce !

M. Ermanski va même plus loin que M. Gouchka dans le même sens du social-libéralisme légèrement teinté de marxisme à la Brentano et Sombart [52].

« Les organisations de type représentatif, écrit M. Ermanski, sont des organisations de la lutte de classe dans sa pleine extension et à une échelle nationale (en partie même internationale). Les enquêtes citées tracent le tableau du domaine presque infini des questions que les organisations étudient. L'activité de nos organisations s'étend presque à tous les problèmes d'importance nationale, comme l'énonce justement le comité de bourse d'Ekatérinoslav.» Ainsi raisonne M. Ermanski dans une revue prétendant au marxisme ! Ces raisonnements sont faux du tout au tout. Le concept de lutte de classe, comme l'entendait Marx, est remplacé ici par le concept *libéral* de la lutte de classe.

On déclare d'importance nationale ce qui précisément n'est spécifiquement ni à l'*échelle* de la nation ni à celle de l'Etat: l'organisation du pouvoir d'Etat et tout le domaine de l'administration nationale, de la politique nationale, etc.

Considérez jusqu'à quelles colonnes d'Hercule M. Ermanski arrive dans son zèle furieux. Contestant le point de vue courant sur « la bourgeoisie capitaliste en Russie » (il veut dire la grosse bourgeoisie marchande et industrielle) qu'il qualifie de molle et sous-développée, etc., il cherche une « formulation moderne » exprimant « la situation de fait de la grosse bourgeoisie en Russie ».

Et que voit-on ? M. Ermanski prend pour pareille formulation les paroles qu'Avdakov a prononcées au conseil de l'industrie minière au moment des débats (écoutez bien!) sur le passage *à une nouvelle organisation des congrès de l'industrie minière avec un président élu.* La pratique (russe) est telle, a dit Avdakov, « que jusqu'à maintenant personne ne nous a jamais contraints en quoi que ce soit ».

« Voici une formule, écrit M. Ermanski, qui convient on ne peut mieux à l'époque actuelle. »

Pour sûr ! Est-ce qu'on irait gêner les marchands bornés qui portent servilement le joug des privilèges politiques des propriétaires fonciers à organiser des congrès de l'industrie minière ! Au lieu de se moquer de l'emphatique Kit Kitytch [53] qu'est Avdakov, M. Ermanski se met en quatre pour prouver qu'Avdakov n'est pas un Kit Kitytch, qu'il a donné « une formulation moderne », exprimant la « situation de fait de la grosse bourgeoisie en Russie » ! Mais Kit Kitytch Avdakov est tout à fait semblable à un valet de chambre bedonnant qui n'oserait même pas penser à devenir maître absolu *à la place* du seigneur et s'attendrit de ce que le seigneur lui permette de tenir conseil à l'office avec la femme de chambre, le cuisinier, etc.

La tirade suivante de M. Ermanski montre que justement il ne veut pas comprendre cette différence entre la situation du valet de chambre et celle du seigneur:

« Il ne serait pas superflu, écrit-il, de procéder ici à une confrontation : chacun se rappelle avec quelle énergie et avec quelle publicité, si l'on peut dire, les désirs des membres des zemstvos de « participer aux affaires de gestion interne » furent qualifiés de « rêves insensés »; d'autre part, le comité de bourse de Pétersbourg, dès avant la Cons-

titution déclarant nécessaire l'« extension aussi large que possible des droits de participation des sociétés de bourse (notez ceci !) aux affaires du gouvernement », ajoutait avec raison : « Ce droit des sociétés de bourse ne constituera pas une nouveauté, puisque les sociétés de bourse en jouissent déjà en partie. » Ce qui était « rêve insensé » pour les uns, n'était pas rêve mais réalité, élément d'une constitution réelle pour les représentants du gros capital. »

C'est « ça » mais ce n'est pas ça, M. Ermanski ! Votre « confrontation » démontre votre incapacité ou votre non-vouloir à distinguer le désir (de la classe des propriétaires fonciers) de devenir elle-même un maître *absolu* du désir (du bourgmestre enrichi, de Fédor ou Ivan) de tenir conseil avec *les autres serviteurs* du maître. Ce sont « deux grandes différences ».

Il est absolument naturel que les conclusions de M. Ermanski soient tout à fait dans l'esprit de Larine. Les représentants du gros capital, écrit M. Ermanski, « occupent depuis longtemps déjà en Russie une position de classe dominante dans le plein sens de l'expression ».

Entièrement faux. M. Ermanski oublie *et* l'autocratie *et* le fait que le pouvoir et les revenus restent comme auparavant entre les mains des propriétaires fonciers tenants du servage. M. Ermanski pense à tort que c'est « *seulement* à la fin du XIXe siècle et au début du XXe » que notre autocratie « a cessé d'être *exclusivement* féodale ». Cette « exclusivité » n'existait déjà plus à l'époque d'Alexandre II par comparaison avec l'époque de Nicolas Ier. Mais confondre le régime féodal, qui perd ses qualités *exclusivement* féodales, qui fait des pas vers la monarchie bourgeoise, le confondre avec « une domination absolue des représentants du gros capital » est absolument inadmissible.

VI

La rédaction de *Nacha Zaria* a, selon la coutume, flanqué l'article de M. Ermanski d'une « petite réserve » : l'auteur, dit-on, « sous-estime la signification que revêt pour elle (la grosse bourgeoisie) une participation directe au pouvoir politique ».

Le système des petites réserves a fait solidement son nid chez les liquidateurs. Dans une série d'articles, Erman-

ski, de la manière la plus détaillée, développe des points de vue sur la lutte de classe dans un esprit libéral. La propagande de la revue est une propagande libérale... Quant aux « souvenirs des beaux jours » du marxisme, ils sont cachés dans une note de deux lignes ! Les lecteurs de *Nacha Zaria* sont éduqués dans l'esprit du libéralisme, qui se substitue au marxisme, mais la rédaction se met « hors du coup » au moyen d'une petite réserve, tout à fait comme dans la *Retch* [54] des cadets.

Le problème est loin d'être seulement dans le fait que M. Ermanski « sous-estime » un certain aspect de la question. Le problème est que son point de vue sur la lutte de classe est absolument faux. Le problème est qu'il se trompe radicalement dans son appréciation de la structure sociale de l'autocratie. Nous avons dit depuis longtemps, et nous ne nous lasserons pas de dire que *cette* question *ne peut être éludée* au moyen de petites plaisanteries à propos des « réponses de 1908 » (ou de 1912), etc. *Il est impossible* de laisser de côté cette question quand on fait du journalisme sérieux.

Le différend entre Ermanski et Larine, d'une part, la rédaction de *Nacha Zaria*, de l'autre, est un différend de liquidateurs sincères et honnêtes à leur manière avec les diplomates de la liquidation. Il ne faut pas se faire d'illusions à ce sujet.

Larine a écrit : chez nous le pouvoir est déjà devenu bourgeois. C'est pourquoi les ouvriers doivent s'organiser non dans l'attente de la révolution (ni « pour la révolution », a-t-il ajouté), mais pour une participation à la rénovation constitutionnelle du pays. Ermanski, approchant la question d'un *autre* côté, répète au fond *la première* thèse de Larine, tout en faisant seulement allusion aux conséquences, sans en parler ouvertement.

Martov « corrige » Larine tout comme la rédaction de *Nacha Zaria* corrige Ermanski : le pouvoir, n'est-ce pas, n'est pas encore bourgeois, et il « suffit » aux ouvriers de se cramponner à la contradiction opposant constitutionnalisme et absolutisme.

Martov (plus la rédaction de *Nacha Zaria*) et Larine-Ermanski aboutissent ainsi à un accord sur les conclusions, ce qui est tout à fait naturel puisqu'ils sont déjà d'accord

sur les prémisses fondamentales du point de vue libéral quant à la politique ouvrière.

Quant à nous, nous continuons à penser que ce point de vue est faux à la base. La question n'est pas de savoir si Ermanski « sous-estime » ou si Martov « surestime » le « tournant à gauche » pris par Goutchkov, Riabouchinski et Cie. La question n'est pas de savoir si Ermanski « sous-estime » ou si Martov « surestime » « l'importance pour la *bourgeoisie* d'une participation directe au pouvoir politique ». La question est que *tous les deux* non seulement « sous-estiment », mais tout simplement ne *comprennent* pas l'importance pour *la classe ouvrière* et pour la démocratie bourgeoise qui la suit, libre des hésitations actuelles du libéralisme, d'une « participation directe au pouvoir politique » ! Tous les deux pensent seulement à *un seul* « pouvoir politique » et oublient *l'autre*.

Tous les deux regardent vers les sommets et ne voient pas les niveaux inférieurs. Mais si dix Riabouchinski et cent Milioukov grognent et s'indignent libéralement, cela *signifie* que pour des dizaines de millions de petits bourgeois et de gens du « menu peuple » leur condition est devenue intolérable. Or, ces millions aussi sont une source possible de « pouvoir politique ». Seule la cohésion de ces éléments démocratiques contre la droite et indépendamment des hésitations des libéraux, est capable de « résoudre » les questions posées par l'histoire à la Russie au début du XXe siècle.

Le « Prosvéchtchénié » n° 5-7, avril-juin 1912.
Signé : V. I l i n

Conforme au texte de la revue

NATURE DE LA «QUESTION AGRAIRE EN RUSSIE»

La « question agraire », pour employer cette terminologie couramment employée, existe dans tous les pays capitalistes. Mais en Russie, *à côté* de la question agraire à laquelle tous les pays capitalistes sont confrontés, existe *une autre* question agraire « purement russe ». Pour noter brièvement la différence entre les deux questions agraires, indiquons que dans aucun pays capitaliste civilisé il n'existe le moindre mouvement démocratique des petits cultivateurs en faveur d'une remise des terres de la grosse propriété entre leurs mains.

En Russie ce mouvement existe. C'est pourquoi nulle part ailleurs en Europe qu'en Russie, les marxistes ne formulent et ne soutiennent la revendication de la remise de la terre aux petits cultivateurs. La question agraire russes a inévitablement engendré la reconnaissance par *tous* les marxistes d'une telle exigence, indépendamment des divergences qui portent sur la manière dont vent doi être organisées la possession et la gestion des terres remises (partage, municipalisation, nationalisation).

D'où vient la différence entre « l'Europe » et la Russie ? Ne serait-ce pas à cause de l'originalité du développement de la Russie, à cause de l'absence de tout capitalisme dans ce pays ou à cause du caractère spécialement sans issue de notre capitalisme ? C'est ce que pensent les populistes de diverses nuances. Mais ce point de vue est faux à la base et la vie l'a depuis longtemps réfuté.

La différence entre « l'Europe » et la Russie provient du retard extrême de la Russie. En Occident, le régime

agraire bourgeois s'est déjà entièrement constitué, le servage est depuis longtemps balayé, ses infimes survivances ne jouent plus de rôle sérieux. La relation sociale essentielle dans l'agriculture en Occident est la relation de *l'ouvrier salarié* avec l'entrepreneur, le fermier ou le propriétaire de la terre. Le petit cultivateur y occupe une position intermédiaire, passant, d'une part, dans la classe des salariés qui vendent leur force de travail (voire les formes nombreuses de travail dit d'appoint ou de gains accessoires du paysan), et, d'autre part, dans la classe des employeurs (le nombre d'ouvriers employés chez les petits cultivateurs est beaucoup plus important qu'on ne le pense habituellement).

Sans aucun doute, un régime agraire tout aussi capitaliste s'est déjà implanté et se développe sans défaillance en Russie. L'économie du paysan comme celle du propriétaire évoluent précisément dans ce sens. Mais les relations purement capitalistes resteront encore *très fortement* comprimées par les relations *féodales*. La lutte que la masse de la population, en premier lieu la masse de la paysannerie, mène contre ces relations, voici ce qui constitue l'originalité de la question agraire russe. En Occident une *telle* « question » a jadis existé partout, mais elle a été résolue depuis longtemps. En Russie, on a pris du retard, la « réforme » agraire de 1861 n'a pas résolu cette question, la politique agraire de Stolypine *ne peut pas* dans les conditions actuelles la résoudre.

Dans l'article « Le régime de possession terrienne en Russie d'Europe » (*Nevskaïa Zvezda* [55] n° 3) * nous avons cité les données les plus importantes qui éclaircissent l'essence de la question agraire russe contemporaine.

Environ 70 millions de déciatines de terre appartiennent à 30 000 très gros propriétaires et à peu près autant à 10 millions de foyers paysans, voici le fond du tableau. De quelles relations économiques témoigne ce tableau ?

Les 30 000 très gros propriétaires, en majeure partie, sont des représentants de l'ancienne noblesse et de l'ancienne économie fondée sur le servage. Sur 27 833 possesseurs de propriétés de plus de 500 déciatines, il y a environ 18 102 nobles, c'est-à-dire *presque les deux tiers*. Les très

* Voir le présent tome, pp. 26-29. (*N.R.*)

grands latifundia qui se trouvent entre leurs mains — ils atteignent en moyenne plus de 2 000 déciatines de terre pour chacun de ces très gros propriétaires ! — ne peuvent être cultivés avec l'outillage dont dispose le propriétaire et par les ouvriers salariés; vu la situation, on aboutit presque inévitablement au vieux système des corvées, c'est-à-dire à l'existence de la petite culture, de la petite économie sur de gros latifundia, et au travail des terres des gros propriétaires à l'aide de l'outillage du petit paysan.

C'est justement ce système des corvées qui est, on le sait, très largement répandu dans les provinces centrales, purement russes, de la Russie d'Europe, *au cœur* de notre agriculture. Ce qu'on appelle les redevances en travail ne représente rien d'autre qu'une suite directe et une survivance du système des corvées. Les procédés asservissants comme la louée d'hiver [56], le travail pour les *otrezki* [57], la « déciatine » [58], etc., etc., c'est encore la corvée. Le « lot » paysan est, dans un tel système d'agriculture, le moyen pour le *propriétaire foncier* d'avoir de la main-d'œuvre, et pas seulement de la main-d'œuvre, mais aussi de l'outillage, qui, quelque pitoyable qu'il soit, sert à cultiver les terres seigneuriales.

L'excessive misère de la masse des paysans rivés à leur petit lot et ne pouvant en vivre, le caractère excessivement primitif du matériel agricole, un marché intérieur trop restreint pour l'industrie sont les résultats de cet état de choses. La preuve éclatante de ce que, fondamentalement, le problème est demeuré inchangé jusqu'à nos jours, c'est la famine actuelle qui frappe 30 millions de paysans. Seuls l'étouffement féodal, la détresse, l'impuissance de la masse des petits cultivateurs asservis *peuvent* conduire à une famine de masse aussi effroyable, à une époque où la technique agricole (dans les meilleures exploitations capitalistes) est en train de se développer rapidement et atteint un niveau assez élevé.

La contradiction fondamentale qui conduit à d'aussi effroyables calamités, inconnues du paysan d'Europe occidentale depuis le Moyen Age, est la contradiction entre le capitalisme hautement développé dans notre industrie, considérablement développé dans notre agriculture, et le

système de possession du sol qui reste moyenâgeux, féodal. Il est impossible de sortir de cette situation sans casser l'ancien régime de possession foncière.

Ce n'est pas seulement la grande propriété seigneuriale qui est féodale, mais aussi la petite propriété des paysans. Pour la première, la chose est tellement évidente qu'elle ne soulève aucun doute. Notons seulement que l'anéantissement des latifundia féodaux, des exploitations de plus de 500 déciatines, ne ruinera pas la grosse *production* en agriculture, mais au contraire la renforcera, la développera. Car les latifundia sont le fondement de la *petite* agriculture d'asservissement, et pas du tout de la grosse production. Sur les très grands terrains, de plus de 500 déciatines, il est presque impossible, ou, du moins, il est excessivement difficile, dans la plupart des localités russes, de lancer de *grosses exploitations*, de cultiver le sol avec l'outillage du propriétaire et des salariés. *La restriction* de l'étendue de semblables propriétés est une des conditions de la disparition de la petite agriculture d'asservissement et du passage à la grosse production capitaliste dans l'agriculture.

D'autre part, la propriété parcellaire paysanne en Russie demeure également moyenâgeuse, féodale. Et le problème n'est pas seulement dans sa forme juridique, modifiée maintenant par la destruction *manu militari* de la communauté rurale et l'implantation de la propriété foncière privée, le problème est également dans sa physionomie *de fait*, qui n'est nullement entamée par la destruction de la communauté rurale.

La situation de fait de la masse énorme des petites et très petites parcelles pour la plupart enclavées, caractérisées par la mauvaise qualité des terrains par suite de la délimitation des terres des paysans en 1861 sous la direction des propriétaires fonciers féodaux et par suite de l'épuisement du sol, cette situation les place inévitablement dans une relation d'asservissement vis-à-vis du propriétaire héritier des latifundia, de l'ancien « barine ».

Imaginez avec plus de relief ce tableau: pour 30 000 propriétaires possédant 2 000 déciatines de terre, il y a 10 000 000 de foyers paysans ayant une petite parcelle de 7 déciatines par famille « moyenne ». Il est clair qu'aucune destruction de la communauté rurale, qu'aucune création

de la propriété foncière privée *ne sera* encore en état de modifier l'asservissement, les corvées, les travaux obligatoires, la misère des paysans et les formes de dépendance féodale qui en découlent.

La « question agraire », engendrée par un tel état de choses, c'est l'élimination des survivances du servage, qui sont devenues un obstacle insupportable empêchant le développement capitaliste de la Russie. La question agraire en Russie, c'est la démolition radicale du régime agraire hérité du Moyen Age, tant en ce qui concerne les gros propriétaires que les paysans, démolition devenue absolument inévitable par suite du caractère excessivement arriéré du système de possession foncière, de la disparité totale entre ce dernier et tout le système d'une économie nationale devenue capitaliste.

La démolition doit être radicale parce que la disparité est beaucoup trop grande, parce que l'ancien est beaucoup trop ancien, « la maladie beaucoup trop avancée ». La démolition dans tous les cas et dans toutes ses formes, ne peut être autre que bourgeoise, par son contenu, puisque toute la vie économique de la Russie est déjà bourgeoise et que la possession foncière s'y soumettra inévitablement, s'adaptera inévitablement aux nécessités du marché, à la pression du capital tout-puissant dans notre société actuelle.

Mais si la démolition ne peut pas ne pas être radicale, ne peut pas ne pas être bourgeoise, il reste encore un point non résolu : *quelle* classe parmi les deux classes intéressées directement, celle des propriétaires et celle des paysans, appliquera cette réforme ou l'orientera et en définira les formes. Nous consacrerons à cette « question non résolue » un article intitulé : « Comparaison du programme agraire de Stolypine et de celui des populistes » *.

La « Nevskïa Zvezda » n° 6, 22 mai 1912. Signé : R.S.

Conforme au texte du journal

* Voir le présent tome, pp. 142-148. *(N.R.)*

BILAN PARTIEL DE LA MOBILISATION ÉLECTORALE

Les forces politiques participant aux élections à la Douma d'Etat se sont déjà presque toutes définitivement organisées. En tout cas, les regroupements fondamentaux des partis ont déjà assez de précision pour qu'il ne puisse être question d'aucune modification sérieuse et essentielle.

Le gouvernement a commencé depuis longtemps la campagne électorale. Les hommes de droite, les nationalistes, les octobristes « travaillent » avec l'aide notoire de l'administration. La circulaire publiée il y a peu dans la *Retch* et reproduite dans de nombreux journaux, que les gouverneurs ont adressée aux chefs de police de district pour qu'ils prennent des « mesures » afin de n'admettre les candidats de « gauche » ni comme délégués (des paysans en particulier), ni comme grands-électeurs, cette circulaire a légèrement soulevé le voile qui couvrait la machine « électorale » du ministère de l'Intérieur. Sans aucun doute, tout le possible — et tout l'impossible — sera fait de ce côté contre l'opposition. Ce n'est pas pour rien que le premier ministre Kokovtsov, dans un discours devant les marchands de Moscou, a souligné avec tant de force la nocivité de « l'opposition pour l'opposition ».

Mais, s'il est permis de ne pas douter du zèle du gouvernement et de la police en ce qui concerne les élections, il ne fait également aucun doute qu'un net virage à gauche s'est produit et continue à se produire dans l'état d'esprit des électeurs. Aucune ruse du gouvernement n'est capable de

changer ce fait. Au contraire, les ruses et les « mesures » ne peuvent que renforcer le mécontentement. Et l'on comprend facilement que si ce mécontentement s'exprime chez la grosse bourgeoisie par le discours « d'opposition » de Choubinski ou par l'allusion « prudente » de Riabouchinski à l'opportunité de « procédés de gouvernement civilisés » ou bien encore par les pointes acerbes du journal cadet la *Retch* à l'adresse du gouvernement, dans les grandes masses des « petites gens », qui dépendent des Riabouchinski, Golovine et autres, le mécontentement est beaucoup plus aigu et beaucoup plus sérieux.

Quels sont donc les regroupements politiques dans le camp de l'opposition qui exprime politiquement ce mécontentement ? Il y a l'opposition « responsable », libéralo-monarchiste, des cadets et des progressistes. Le bloc qu'ils ont formé indique clairement que les cadets sont beaucoup plus à droite qu'ils ne paraissent.

Il y a la démocratie ouvrière, qui s'est fixé pour tâche non le « soutien » de l'opposition cadette et progressiste, mais l'*utilisation* des conflits de cette dernière avec les hommes de droite (dont les nationalistes et les octobristes) aux fins de l'instruction et de l'organisation des démocrates. Il y a, enfin, la bourgeoisie démocratique : à la conférence des troudoviks, elle s'est prononcée pour un accord « au premier chef avec les social-démocrates », sans donner pour autant de mot d'ordre défini de lutte contre le libéralisme contre-révolutionnaire des cadets, ce qui signifie qu'elle hésite toujours entre les uns et les autres.

Quel est donc le bilan de cette « mobilisation politique » électorale des partis ? La première conclusion, fondamentale, tirée depuis longtemps par la démocratie ouvrière, c'est l'existence non pas de deux mais de *trois* camps dans la lutte. Les libéraux voudraient vivement faire croire que dans le fond deux camps seulement sont en lice, et les liquidateurs, comme on a pu le voir plus d'une fois, glissent constamment vers ce point de vue. Pour la constitution ou contre la constitution ? C'est ainsi que la divergence entre les deux camps est formulée par les cadets. En réalité, cette formule ne définit strictement rien, puisque les octobristes protestent eux aussi de leurs sentiments constitutionnalistes : et d'ailleurs, plus généralement, il ne doit pas être question de ce

que l'on peut nommer ou non constitution, mais du contenu précis des revendications libérales et démocratiques.

Le contenu des revendications, les différences réelles de tendances de classe répartissent les partis en trois camps: le camp de droite ou gouvernemental; le camp libéral ou de la bourgeoisie libéralo-monarchiste, qui adopte un point de vue contre-révolutionnaire; enfin, le camp démocratique. Le problème, en outre, n'est pas tellement celui des « chances » de chaque camp eu égard au système électoral actuel; non, le problème va beaucoup plus profond, le problème concerne l'ensemble du caractère de la propagande politique en période d'élections, l'ensemble du contenu idéologique et politique de la campagne électorale.

La « stratégie » des libéraux, dans cette perspective, se définit comme l'aspiration quotidienne à prendre en main l'hégémonie de « tout » le mouvement d'opposition. Et les *Zaprossy Jizni* libéraux ont dévoilé le « secret » de cette stratégie, soigneusement dissimulé par la *Retch*. « Les progressistes, écrit M. R.B. [50] dans le n° 13 des *Zaprossy*, ont ouvert leur campagne par une mesure qui promet beaucoup (!): ils ont constitué un « bloc progressiste sans-parti », qui s'est révélé dès les premiers jours comme un puissant point d'attraction pour les milieux politiques d'opposition situés plus à droite que les cadets. » D'autre part, « la plateforme électorale du groupe du Travail en dépit de son imprécision — en partie peut-être grâce à elle — répond aux exigences de larges couches de l'intelligentsia démocratique ». «Sous certaines conditions, le groupe du Travail pourrait jouer à la gauche des cadets le même rôle que le groupe des progressistes s'est chargé de jouer à leur droite. Le front d'opposition consisterait alors en flancs mobiles et hésitants, mais doués de souplesse, et en un centre immobile mais obstiné, ce qui, du point de vue stratégique, présente des aspects profitables dans la lutte politique ».

Ce que MM. Milioukov et Chingarev ont en tête, R.B. l'a sur la langue ! C'est justement de deux flancs « souples » que les cadets ont besoin: des progressistes pour appâter l'électeur bourgeois du 3 juin et des démocrates « imprécis » pour appâter le public d'humeur démocrate. Cette « stratégie » découle en vérité de la nature même du parti cadet. Il s'agit en effet d'un parti de libéraux contre-révolution-

naires, qui entraîne par supercherie certaines couches démocratiques comme une partie des commis, des petits employés, etc. Un tel parti a justement besoin d'un « progressiste sans-parti » comme véritable soutien de classe et d'un démocrate imprécis comme enseigne.

On peut prendre comme type de progressiste le propriétaire foncier Efrémov et le millionnaire Riabouchinski. Le type du démocrate imprécis est le troudovik du camp populiste et le liquidateur du camp marxiste. Prenez toute l'histoire du parti cadet, et vous verrez qu'il a justement *toujours* agi de telle sorte que dans ses discours il y avait du démocratisme, alors qu'en réalité il s'agissait d'un libéralisme « à la Efrémov et à la Riabouchinski ». Qu'on prenne ne serait-ce que l'échec du plan des comités agraires locaux en 1906, les votes budgétaires à la IIIe Douma ou bien les mots d'ordre « londoniens » de Milioukov [60], etc., l'on verra précisément la *nature* du parti des cadets derrière sa *façade* faussement démocratique.

La gaucherie du sieur R.B. des *Zaprossy* est si grande qu'il a par inadvertance dit la vérité si obstinément dissimulée aux démocrates et embrouillée par les libéraux. Le programme des progressistes, reconnaît-il, « pose la question sur un terrain solide et réel » ! Or dans ce programme, excepté des généralités de style purement octobriste (par exemple la « pleine application du manifeste du 17 octobre » [61]), il n'y a absolument rien. On nous propose comme solide et réel le terrain de la bourgeoisie libérale, si modérée, si humble et si impuissante qu'il est simplement ridicule de fonder quelque espoir sur elle. Ceux qui ont été « rénovateurs pacifiques » [62] en 1907, ceux qui tenaient le milieu entre cadets et octobristes à la IIIe Douma, on nous les propose comme terrain solide et réel !

Le millionnaire Riabouchinski est progressiste. L'organe de ces progressistes et de ceux qui leur ressemblent c'est *Outro Rossii* [63]. Or la *Retch* en personne, organe des cadets qui ont formé bloc avec les progressistes, a déclaré : « Le plus satisfait (par le discours de Kokovtsov) est l'organe des industriels de Moscou *Outro Rossii*... Cet organe fait écho à Krestovnikov : « La Moscou industrielle et marchande est en droit de se considérer satisfaite. » Et la *Retch* ajoute en son propre nom : « Pour autant que cela dépende de *Goloss*

Moskvy et d'*Outro Rossii*, ils sont prêts à n'adopter aucune ligne et à se considérer satisfaits. »

Mais où est-il dit qu'Efrémov ou les autres progressistes *ont* leur « ligne » ? Nulle part. Soutenir un tel progressisme qu'il se nomme progressisme ou cadettisme, c'est abandonner les positions des démocrates. Autre chose est d'utiliser les conflits entre la bourgeoisie et les propriétaires fonciers, entre les libéraux et les hommes de droite. C'est ainsi seulement qu'un démocrate peut poser les problèmes.

Une claire conscience du caractère contre-révolutionnaire du libéralisme des cadets et des progressistes est indispensable pour résoudre ce problème, pour éduquer politiquement et pour organiser les masses extrêmement importantes placées sous la dépendance économique des Efrémov et des Riabouchinski. L'absence d'une telle conscience est le défaut essentiel, commun aux troudoviks et aux liquidateurs. Les troudoviks n'ont tout simplement pas donné de définition de classe du libéralisme ; quant aux liquidateurs, leurs phrases sur « la *Douma* qu'il faut arracher des mains des réactionnaires », sur le rapprochement des cadets et des progressistes du pouvoir, sur le travail historiquement progressiste que ces hommes accomplissent (voir Martov et Dan), tout cela a quand même pour résultat de leur faire jouer ce rôle de « flanc » cadet dont R.B. lui aussi est si satisfait.

Les désirs subjectifs des troudoviks et des liquidateurs, certes, ne sont pas tels, pourtant ce n'est pas de leurs plans subjectifs qu'il s'agit, mais du regroupement objectif des forces sociales. Or ce regroupement, en dépit de tous les partisans de l'idée des deux camps, en dépit des clameurs de joie maligne à propos de la désorganisation de la démocratie ouvrière (voir le même article de M. R.B.), ce regroupement nous montre clairement qu'un troisième camp s'est formé. Sa ligne, établie avec précision, est connue de tous. Les ouvriers antiliquidateurs appliquent cette ligne, en unissant tous les démocrates dans la lutte contre les hommes de droite et le libéralisme. Sans se faire aucune illusion sur le compte du libéralisme impuissant des cadets qui, pour toutes les questions fondamentales, rampent devant la réaction, les ouvriers utiliseront ses heurts avec la réaction pour eux-mêmes, pour leur organisation de classe, pour leur démocratie qui mûrit maintenant sans bruit dans l'épaisseur des

masses populaires asservies aux Efrémov et aux Riabouchinski.

La lutte de la droite avec l'opposition « responsable » doit servir et servira — grâce à la tactique antiliquidatrice des ouvriers — au développement de la conscience et de l'organisation autonome d'une « opposition » qui ne prétend pas, elle, au titre peu honorable de « responsable ».

La « Nevskaïa Zvezda » n° 6, 22 mai 1912.
Signé: B. G.

Conforme au texte du journal

GRÈVE ÉCONOMIQUE ET GRÈVE POLITIQUE

Depuis 1905, la statistique officielle des grèves établie par le ministère du Commerce et de l'Industrie utilise constamment une subdivision des grèves en économiques et politiques. C'est la vie qui, ayant engendré des formes *originales* de mouvement gréviste, a amené à utiliser cette subdivision. La combinaison de la grève économique et de la grève politique constitue un des traits principaux de cette originalité. Et à l'époque actuelle, qui voit un regain d'activité des mouvements grévistes, les intérêts scientifiques, les intérêts d'un point de vue conscient sur les événements exigent que les ouvriers considèrent avec attention ce trait original du mouvement gréviste russe.

Citons avant tout quelques chiffres fondamentaux empruntés à la statistique gouvernementale des grèves. Durant trois ans (1905-1907), le mouvement gréviste en Russie a atteint une ampleur *inconnue jusqu'alors dans le monde.* La statistique gouvernementale tient seulement compte des fabriques et des usines, de sorte que les entreprises minières, les chemins de fer, les entreprises de construction et beaucoup d'autres branches du travail salarié ne sont pas prises en considération. Mais dans les seules usines et fabriques ont fait grève en 1905 2 863 milliers de personnes, c'est-à-dire presque trois millions; en 1906 — 1 108 milliers, en 1907 — 740 milliers. Pour les quinze années qui vont de 1894 à 1908, époque à laquelle l'Europe a commencé à établir systématiquement la statistique des grèves, le chiffre le plus important de grévistes pour une année atteignait en Amérique 660 000 personnes.

Par conséquent, les ouvriers russes ont, *les premiers au monde*, développé une lutte de grève aussi massive que celle que nous avons vue dans les années 1905-1907. Maintenant, les ouvriers anglais ont donné dans le domaine de la grève économique une nouvelle et grande impulsion au mouvement. Le rôle d'avant-garde des ouvriers russes s'explique non parce qu'ils sont plus forts, plus organisés, plus développés que ceux d'Europe occidentale, mais parce qu'en Europe il n'y a pas encore eu de grandes crises nationales avec une participation indépendante des masses prolétaires. Quand ces crises se produiront, les grèves de masse en Europe seront encore plus fortes que dans la Russie de 1905.

Quelle a donc été le rapport entre grève économique et grève politique à cette époque ? La statistique gouvernementale donne la réponse suivante :

Nombre des grévistes en milliers :

	1905	1906	1907
grèves économiques	1 439	458	200
grèves politiques . .	1 424	650	540
Total	2 863	1 108	740

Nous voyons là le lien étroit et indissoluble entre les deux sortes de grèves. La plus grande ampleur atteinte par le mouvement (1905) se distingue par une plus large base *économique* de la lutte : la grève politique, cette année-là, repose sur la base ferme et solide d'une grève économique. Le nombre des grévistes économiques est *plus élevé* que le nombre des grévistes politiques.

A mesure que le mouvement décline, en 1906 et 1907, nous voyons *l'affaiblissement* de la base économique : le nombre des grévistes économiques tombe à quatre dixièmes du nombre total des grévistes en 1906 et à trois dixièmes en 1907. La grève politique et la grève économique, par conséquent, se soutiennent l'une l'autre, constituant l'une pour l'autre une source d'énergie. Sans lien étroit entre ces formes de grèves, un mouvement véritablement ample et massif — et doué de plus d'une signification *nationale* — est impossible. Au début d'un mouvement la grève économi-

que a souvent la propriété d'éveiller et d'ébranler les attardés, de généraliser le mouvement, de le porter à un degré supérieur.

Par exemple, dans le premier trimestre de 1905, la grève économique a sensiblement pris le pas sur la grève politique : la première comptait 604 000 grévistes, la seconde 206 000 seulement. Dans le dernier trimestre de 1905, le rapport s'est inversé : la grève économique comptait 430 000 grévistes, la grève politique 847 000. Cela signifie qu'au début du mouvement, beaucoup d'ouvriers ont placé au premier plan la lutte économique, et qu'à l'époque du plus grand essor, ils ont fait le contraire. Mais le *lien* entre grève économique et grève politique a existé *tout le temps*. Sans ce lien, nous le répétons, un mouvement vraiment grand et visant à de grandes fins est impossible.

La classe ouvrière, pendant une grève politique, devient la classe d'avant-garde du peuple entier. Le prolétariat joue en de telles circonstances non seulement le rôle d'une des classes de la société bourgeoise, mais celui de force dominante, c'est-à-dire de dirigeant et de guide. Les idées politiques qui voient le jour dans le mouvement revêtent un caractère national, c'est-à-dire qu'elles touchent aux conditions fondamentales, aux conditions les plus profondes de la vie politique de tout le pays. Ce caractère de la grève politique, comme le notent les statisticiens de l'époque 1905-1907, intéressait dans le mouvement toutes les classes, et en particulier, bien sûr, les couches de la population les plus larges, les plus nombreuses et les plus démocratiques, comme la paysannerie, etc.

D'autre part, sans revendications économiques, sans amélioration directe et immédiate de sa situation, la masse des travailleurs ne consentira jamais à se représenter un « progrès » général du pays. La masse participe de plus en plus au mouvement, y prend énergiquement part, l'apprécie hautement et développe des qualités d'héroïsme, d'abnégation, d'endurance et de fidélité à une grande cause dans le seul cas où la situation économique du travailleur s'améliore. Il ne peut en être autrement car les conditions de vie des travailleurs en temps « habituel » sont incroyablement pénibles. En luttant pour une amélioration des conditions de vie, la classe ouvrière s'élève également sur le plan moral,

intellectuel et politique, elle devient plus capable de réaliser ses grands buts de libération.

La statistique des grèves publiée par le ministère du Commerce et de l'Industrie confirme pleinement cette importance gigantesque de la lutte économique des ouvriers dans une époque de regain d'activité générale. Plus forte est la pression des ouvriers, plus nombreuses sont les améliorations qu'ils obtiennent. La « sympathie de la société », aussi bien que l'amélioration de la vie sont le résultat d'un haut développement de la lutte. Là où les libéraux (et les liquidateurs) disent aux ouvriers: vous êtes forts quand la « société » sympathise avec vous; le marxiste, lui, leur dit: la « société » sympathise avec vous quand vous êtes forts. Par société il convient d'entendre dans ce cas les diverses couches démocratiques de la population, la petite bourgeoisie, les paysans, l'intelligentsia qui a des rapports étroits avec la vie ouvrière, les employés, etc.

C'est en 1905 que le mouvement de grève a été le plus fort. Et que voyons-nous ? Nous voyons que c'est précisément cette année-là que les ouvriers ont obtenu le plus d'améliorations. La statistique gouvernementale montre que sur 100 grévistes, en 1905, 29 *seulement* ont abandonné la lutte sans avoir *rien* obtenu, c'est-à-dire en essuyant une défaite totale. Pendant les 10 années allant de 1895 à 1904, 52 grévistes sur 100 ont cessé la lutte sans avoir rien obtenu ! Ainsi, le caractère de masse du mouvement a augmenté le *succès* de la lutte dans d'énormes proportions, il l'a presque doublé.

En revanche, quand le mouvement a commencé à faiblir, le succès de la lutte s'est mis à diminuer: en 1906, sur 100 grévistes, 33 ont cessé la lutte sans avoir rien obtenu, ou, plus exactement, ont essuyé une défaite; en 1907, il y en eut 58 dans ce cas; en 1908, il y en eut même 69 sur cent !!

Ainsi, les données scientifiques des statistiques pour toute une série d'années confirment pleinement l'expérience et les observations personnelles de chaque ouvrier conscient en ce qui concerne la nécessité d'unir grève économique et grève politique et l'inéluctabilité d'une pareille union dans un mouvement large et général.

La vague actuelle du mouvement de grève, également, confirme entièrement cette conclusion. En 1911, le nombre

des grévistes avait doublé par rapport à 1910 (100 000 contre 50 000), mais il était quand même fort réduit. Les grèves purement économiques restaient comparativement « étroites », sans importance générale. Au contraire, comme chacun le voit maintenant, le mouvement de grève, qui a suivi les événements bien connus d'avril dernier [64], a acquis *cette importance.*

Il est extrêmement important pour cette raison de repousser dès l'abord avec vigueur la *déformation* du caractère du mouvement que les libéraux et les politiciens ouvriers libéraux (les liquidateurs) s'efforcent de lui imprimer. Le libéral Sévérianine, dans les *Rousskié Viédomosti* [65], a publié un article *contre* « l'addition » à la grève du premier mai de « revendications » économiques ou « de quelque sorte qu'elles soient » (eh, oui !), et le journal cadet *Retch* a reproduit avec sympathie les points essentiels de cet article.

« Il n'y a, le plus souvent, aucune raison de lier de telles grèves, écrit monsieur le libéral, précisément au premier mai... Et n'est-ce pas plutôt étrange: nous célébrons la journée internationale des travailleurs et à cette occasion nous exigeons une augmentation de 10 % pour le calicot de telle ou telle sorte » (La *Retch* n° 132).

Ce que l'ouvrier comprend parfaitement paraît « bizarre » au libéral. Seuls les défenseurs de la bourgeoisie et de ses profits démesurés peuvent se moquer de ceux qui réclament une « augmentation ». Les ouvriers, eux, savent que c'est précisément le caractère *large* d'une revendication d'augmentation, le caractère *multilatéral* d'une grève qui a surtout le pouvoir d'attirer une foule de nouveaux participants, d'assurer une offensive vigoureuse, de susciter la sympathie de la société et de garantir tant le succès des ouvriers eux-mêmes que l'importance générale de leur mouvement. C'est pourquoi il faut lutter résolument contre la déformation libérale prônée par M. Sévérianine, par les *Rousskié Viédomosti*, par la *Retch*, et prévenir de toutes ses forces les ouvriers contre de si piètres conseillers.

Le liquidateur V. Ejov, dans le premier numéro du journal liquidateur *Nevski Goloss* [66], se rend coupable lui aussi d'une telle déformation, purement libérale, bien qu'il aborde la question d'un côté légèrement différent. M. V. Ejov s'arrête particulièrement aux grèves provoquées par l'amende pour avoir fêté le Premier mai. Bien qu'il souligne

à juste titre l'organisation insuffisante des ouvriers, l'auteur, à partir de cette remarque justifiée, tire les conclusions les plus fausses et les plus nuisibles aux ouvriers. M. Ejov voit du manque d'organisation dans le fait que dans telle fabrique on a fait grève simplement pour protester, alors que dans telle autre on a assorti la protestation de revendications économiques, etc. En fait, dans cette *variété* de formes des grèves, il n'y a absolument aucun manque d'organisation : il est stupide de se représenter obligatoirement l'organisation comme de l'uniformité ! Le manque d'organisation ne se trouve pas du tout là où M. Ejov le croit.

Mais bien pire encore est sa *conclusion* :

« Grâce à quoi » [c'est-à-dire à la variété des grèves et aux formes variées de combinaison de l'économique et du politique] « dans un nombre considérable de cas, le caractère de principe de la protestation (ce n'est pas pour vingt-cinq kopecks qu'on faisait grève) a été estompé, compliqué de revendications économiques »...

Voilà en vérité un raisonnement révoltant, tout à fait mensonger, tout à fait libéral ! Penser que la réclamation des « vingt-cinq kopecks » *est capable* « d'effacer » le caractère de principe de la protestation, signifie qu'on s'abaisse au niveau d'un cadet. Non, M. Ejov, la réclamation des « vingt-cinq kopecks » ne mérite pas la moquerie mais doit être reconnue à sa pleine valeur ! Non, M. Ejov, cette revendication *n'*« efface » *pas*, mais *renforce* le « caractère de principe de la protestation » ! Premièrement, la question de l'amélioration de la vie est *aussi* un problème de principe et des plus importants ; deuxièmement, je n'affaiblis pas, mais je renforce ma protestation quand je proteste non contre une seule, mais contre deux ou trois, etc., manifestations d'assujettissement.

Chaque ouvrier repoussera avec indignation l'odieuse déformation libérale révoltante de la question par M. Ejov.

Mais ce n'est pas là un lapsus. M. Ejov écrit plus loin des choses encore plus odieuses :

« Leur expérience personnelle aurait dû suggérer aux ouvriers qu'il est inopportun de compliquer leur protestation par des revendications économiques, tout comme de compliquer une grève ordinaire par des revendications qui engagent des principes. »

C'est faux, mille fois faux ! Honte au journal *Nevski Goloss* pour avoir imprimé de tels discours. Ce qui semble

inopportun à M. Ejov est absolument opportun. *L'expérience personnelle* de chaque ouvrier aussi bien que l'expérience d'un très grand nombre d'ouvriers russes dans un passé récent disent *le contraire de ce que* M. Ejov enseigne.

Seuls les libéraux peuvent protester contre la « complication » d'une grève, fût-elle la plus « ordinaire », par des « revendications qui engagent des principes » ; ceci est un premier point. Deuxièmement, notre liquidateur se trompe profondément, en mesurant le mouvement actuel à l'aune des grèves « ordinaires ».

Et c'est en vain que M. Ejov s'efforce de cacher sa contrebande libérale sous un drapeau étranger, c'est en vain qu'il embrouille la question de la *combinaison* de la grève politique et de la grève économique avec celle de la *préparation* de l'une et de l'autre ! Certes, préparer et se préparer, et cela de la manière la plus positive possible, la plus harmonieuse, la plus unie, la plus réfléchie, la plus ferme, tout cela est fort souhaitable. Il ne peut y avoir de discussion à ce sujet. Mais ce qu'il faut préparer, quoi qu'en dise M. Ejov, c'est précisément la *combinaison* des deux sortes de grèves.

« Nous traversons une période de grèves économiques, écrit M. Ejov. Ce serait une faute irréparable si elles venaient se mêler aux manifestations politiques des ouvriers. Un tel mélange aurait des conséquences néfastes tant pour la lutte économique des ouvriers que pour la lutte politique. »

On ne saurait aller plus loin, semble-t-il ! La chute d'un liquidateur jusqu'au niveau du libéral vulgaire nous est plus que clairement montrée par ces mots. Pas une phrase qui ne renferme une erreur ! Il faut modifier chacune en son contraire *exact* pour qu'elle devienne correcte !

Il est faux que nous traversions une période de grèves économiques. C'est justement le contraire. Il ne s'agit pas seulement de grèves économiques. Nous avons affaire à des grèves politiques. Les faits, M. Ejov, sont plus forts que vos déformations libérales, et si vous aviez pu recevoir les cartes statistiques des grèves, recueillies au ministère du Commerce et de l'Industrie, *même* cette statistique gouvernementale vous aurait infligé un démenti.

Il est faux que le « mélange » serait une faute. C'est justement le contraire. Ce serait une faute irréparable si les ouvriers ne comprenaient pas toute l'originalité, toute

la signification, toute la nécessité, toute l'importance de principe d'un tel « mélange ». Mais les ouvriers, par bonheur, comprennent ceci parfaitement et rejettent loin d'eux avec mépris la propagande des politiciens ouvriers libéraux.

Il est faux, enfin, qu'un tel mélange puisse être « néfaste » pour les deux formes. C'est justement le contraire. Il leur est *bénéfique*. Il les renforce.

M. Ejov sermonne quelques « têtes chaudes » qu'il a découvertes. Ecoutez-le :

« Il est indispensable de renforcer par l'organisation l'état d'esprit des masses ouvrières »... Vérité sacrée !... « Il est indispensable de renforcer la propagande en faveur des syndicats, de leur recruter de nouveaux membres »...

Ceci est parfaitement juste, *mais*... mais, M. Ejov, il n'est pas permis de *ramener* ce « renforcement par l'organisation » aux seuls syndicats ! Rappelez-vous ceci, M. le liquidateur !

...« Ceci est d'autant plus indispensable que parmi les ouvriers on trouve maintenant un grand nombre de têtes chaudes entraînées par le mouvement de masse et prenant position aux meetings *contre les syndicats*, qu'ils déclarent inutiles et sans profit. »

Ceci est une calomnie libérale sur le compte des ouvriers. S'ils sont intervenus, ces ouvriers qui ont causé bien des ennuis aux liquidateurs et en causeront toujours, « ce n'est pas contre les syndicats ». Non, les ouvriers ont agi contre la tentative faite pour ramener ce renforcement par l'organisation aux seuls « syndicats », tentative que traduit si clairement la phrase précédente de M. Ejov.

Les ouvriers interviennent non « contre les syndicats », mais contre la déformation libérale du caractère de leur lutte, dont est imprégné tout l'article de M. Ejov.

L'ouvrier russe a suffisamment de maturité politique pour comprendre la grande importance générale de son mouvement. Il a suffisamment de maturité pour comprendre toute la fausseté, toute la médiocrité de la politique ouvrière libérale, et il la rejettera toujours avec mépris.

Publié le 31 mai 1912 dans le journal « Nevskaïa Zvezda » n° 10. Signé : Iv. Pétrov

Conforme au texte du journal, collationné avec le texte du recueil « Le marxisme et le courant liquidateur », IIe partie, S.P.B. 1914

LE PROBLÈME DES TRANSFERTS

Comme on le sait, le gouvernement et les partis contre-révolutionnaires ont mis de grands espoirs dans les transferts de paysans. Ils étaient appelés, dans l'esprit de tous les contre-révolutionnaires, sinon à résoudre radicalement la question agraire, du moins à l'émousser considérablement, à la rendre moins dangereuse. Voilà pourquoi cette émigration a commencé à être particulièrement vantée et encouragée par tous les moyens justement à l'époque de l'approche, puis du développement, du mouvement paysan en Russie d'Europe.

Ce qu'ont en tête les représentants du gouvernement et les politiciens plus clairvoyants comme, par exemple, certains octobristes, est sur la langue de réactionnaires aussi avérés que le coriace Markov II de Koursk.

Ce député a déclaré ouvertement, avec une louable sincérité, lors de l'examen de la question à la Douma : « Oui, le gouvernement doit résoudre la question agraire précisément par les «transferts » (1re session).

Il ne fait aucun doute que si l'organisation des transferts était correcte, ils pourraient jouer un rôle considérable dans le développement économique de la Russie. Bien sûr, il ne faut pas surestimer ce rôle, même maintenant où la situation des paysans est à ce point insupportable que le moujik russe est prêt à fuir non seulement en Sibérie mais jusqu'au bout du monde, même maintenant où l'on encourage par tous les moyens les paysans ayant peu ou pas de terre à émigrer et à s'installer ailleurs comme colons pour éviter la séduction que pourraient exercer sur eux les latifundia ; où l'édit du

9 novembre [67] a considérablement simplifié pour les émigrants la liquidation de ce qui leur reste de leur exploitation sur leur terre natale ; même maintenant, comme doivent même le reconnaître les défenseurs de la théorie de l'accroissement naturel de la population. C'est seulement dans les provinces où le pourcentage d'émigrants est le plus fort (le sud, l'ouest, les régions centrales à terres noires de la Russie) que leur nombre égale ou dépasse quelque peu l'accroissement naturel.

Il n'en existe pas moins encore une réserve importante de terres libres en Sibérie, propres à coloniser. Il est vrai qu'on a encore fait très peu pour l'évaluer, ne serait-ce qu'approximativement. Koulomzine en 1896 fixait la réserve de terres à coloniser à 130 000 lots individuels. Depuis, dix fois plus de lots ont été répartis, et la réserve n'est pas encore épuisée. Au contraire, d'après les calculs du service des transferts, la réserve de terres propres à la colonisation se montait vers 1900 à 3 millions de lots pour 6 millions d'immigrants. Nous le voyons, ces chiffres sont fort différents : le diapason de leur oscillation est très important.

Quoiqu'il en soit, même si l'on attribue un certain pourcentage dans ces derniers chiffres à la complaisance habituelle de la bureaucratie, il ne fait absolument aucun doute qu'il existe encore une réserve de terres en Sibérie et que, par conséquent, les transferts pourraient avoir une certaine importance tant pour la Sibérie que pour la Russie, si seulement ils étaient organisés de manière rationnelle.

Cette condition *sine qua non*, précisément, n'est pas remplie par le gouvernement actuel. L'organisation actuelle de l'émigration montre et prouve une fois de plus que notre « vieil ordre » est absolument incapable de contenter les besoins économiques les plus élémentaires de la population ; l'organisation incorrecte des transferts montre encore une fois que les maîtres actuels sont impuissants à réaliser quoi que ce soit pour le progrès économique du pays.

Les discours des députés social-démocrates, chaque année, pendant la discussion du budget du service des transferts, ont été justement consacrés à l'orientation, au caractère et à la réalisation de la politique de transferts.

Quel but poursuit le gouvernement en déplaçant les paysans ? Voici la question fondamentale dont se déduisent

toutes les autres, car le but de la politique gouvernementale des transferts détermine son caractère.

Le député Voïlochnikov, parlant au nom du groupe social-démocrate à la 2e session de la Douma, a défini en ces termes les tâches que se fixe le gouvernement dans ce domaine. « La politique des transferts, a dit le député Voïlochnikov, apparaît comme un des chaînons de toute la politique agraire du gouvernement. Des paysans faibles et mal assurés étaient nécessaires aux propriétaires fonciers en qualité de main-d'œuvre à bon marché, et le gouvernement s'est par tous les moyens efforcé d'entraver l'émigration et de laisser sur place le surplus de population. Mais ce n'est pas tout: il a lutté avec force contre les départs volontaires et s'est efforcé par là de fermer cette soupape de sûreté ; mais l'accroissement naturel de la population poursuivait son chemin, de plus, les temps avaient changé ; la nuée menaçante du prolétariat et de la paysannerie affamée s'était formée avec toutes ses conséquences. Le gouvernement et les propriétaires fonciers se sont accrochés aux transferts, les mettant, de pair avec l'édit du 9 novembre, à la base de leur politique agraire ; mais pour la mise en application de l'édit du 9 novembre, l'attention a été concentrée sur les forts et les solides, l'idée étant de prendre leurs terres aux paysans faibles pour les donner aux paysans forts ; alors que maintenant il est question d'envoyer le plus possible de paysans faibles en Sibérie ; bien que, ces derniers temps, on note une certaine augmentation de la proportion d'émigrants aisés, selon la terminologie de Stolypine, les faibles continuent à en constituer la grande masse. A ce travail de pompage participent aussi, ou, plutôt, ont été associées, les commissions de réglementation agraire.

Ces commissions ont pour tâche de distribuer les lots aux immigrants, de s'occuper des formalités et de régler ainsi leur compte aux anciens désordres agraires. Ainsi donc, messieurs, l'édit du 9 novembre, la publicité renforcée pour les transferts, le pompage renforcé des faibles en Sibérie et les commissions de réglementation sont deux aspects étroitement liés d'une seule et même question, d'une seule et même politique. Il n'est pas difficile de voir que l'application de l'édit du 9 novembre contribue à l'établissement des paysans forts et solides sur les lots aux dépens des paysans faibles et qu'elle contribuera par là à repousser ces éléments

faibles, peu avantageux du point de vue de la colonisation, sur des terres périphériques qui leur sont étrangères. Pour la communauté rurale comme pour l'émigration, la politique des transferts du gouvernement est commandée par les seuls intérêts d'un petit groupe de propriétaires fonciers semi-féodaux, et, généralement, des classes dominantes, qui assujettissent les masses ouvrières et la paysannerie laborieuse. La compréhension des exigences élémentaires du pays et des besoins économiques du peuple lui est étrangère » (séance 77, 2e session).

C'est le député Tchkhéidzé qui a montré le mieux cet aspect de la question (dans son discours à la 2e session de la Douma d'Etat), lorsqu'il a brossé en détail le tableau de la politique des transferts au Caucase.

L'orateur social-démocrate, avant tout, a prouvé par des chiffres et des faits que toutes les communications officielles concernant les terres libres au Caucase contredisent la vérité de la manière la plus criante. Nous soulignons doublement que le député Tchkhéidzé, pour éviter d'être accusé de parti pris de falsification, a tout le temps utilisé les données officielles et les rapports des fonctionnaires gouvernementaux. Selon les données réunies dans les années 1880 par l'ancien ministre des Biens Nationaux, « parmi les seuls paysans de la Couronne installés sur les terres du Domaine dans le Caucase, on a dénombré dans quatre provinces de Transcaucasie 22 000 personnes absolument dépourvues de terres, 66 000 ayant des parcelles de moins d'une seule déciatine par personne, 254 000 ayant des parcelles de une à deux déciatines, 5 013 ayant des parcelles de deux à quatre déciatines, en tout environ 1 000 000 de personnes pourvues de parcelles moins grandes que la norme minimale assignée aux colons installés dans le Caucase. Dans la province de Koutaïs, sur 29 977 foyers, on en dénombrait 2 541 sans terres ou ayant des parcelles de moins d'une déciatine par feu, 4 227 possédant une à deux déciatines, 4 016 de deux à trois, 5 321 de trois à cinq. Selon les informations les plus récentes, le nombre des villages ne possédant absolument pas ou presque pas de terres d'Etat atteint dans quatre provinces de Transcaucasie environ 46 pour cent, et dans la province de Koutaïs on dénombre environ 33 pour cent de foyers dans ce cas. D'après le rapport du comité de Bakou

sur les besoins de l'industrie agricole, nous savons que ces villages dotés de peu de terre envoient les paysans sans terre s'installer à proximité de ceux qui possèdent des parcelles importantes et ils restent dans cette position de dépendance pendant de nombreuses années. Quant au sénateur Kouzminski, dans son rapport très respectueux soumis à l'empereur, il dit la chose suivante : « Il est à noter que parfois le corps des émigrants se compose de personnes ayant abandonné l'agriculture et qui cèdent la terre reçue en fermage à des concitoyens ou à des paysans indigènes d'un village voisin. » C'est ainsi qu'il y a encore 25 ans, on comptait en Transcaucasie des centaines de milliers de paysans du Domaine, qui, semble-t-il, auraient dû être plus aisés que d'autres catégories de paysans, qu'on pouvait sans exagération nommer des salariés agricoles. Il y a quelque 25 ans, les paysans locaux étaient obligés de prendre en fermage les terres que leur cédaient les colons. »

Telles sont les données qui vous permettent de juger dans quelle mesure les paysans du Domaine étaient pourvus de terre dans le Caucase.

« En ce qui concerne les paysans qu'on nomme temporairement redevables [68], continuait l'orateur, sur la base des documents établis, on voit que dans la province de Tiflis 1 444 foyers ont été laissés absolument sans terre et que 386 foyers n'ont même pas reçu de jardin potager. Ceci constitue 13 pour cent du chiffre total des paysans seigneuriaux de la province de Tiflis. Dans la province de Koutaïs, le nombre des paysans sans terre au moment de la réforme était encore plus grand. Si l'on prend la même proportion du nombre total des serfs que pour la province de Tiflis on obtient pour la province de Koutaïs le nombre total de 5 590 foyers ou 25 000 âmes n'ayant pas reçu un lopin de terre lors de l'affranchissement des paysans du Caucase. Vingt ans après la réforme, en 1895, continue l'auteur du mémoire sur la liquidation du régime seigneurial, on dénombrait dans la province d'Élisavetpol 5 308 foyers ou 25 000 âmes des deux sexes sans terre. Dans la province de Bakou, on avait 3 906 foyers ou 11 709 âmes des deux sexes sans terre. Et voici les données relatives aux paysans temporairement redevables, n'ayant pas racheté leur parcelle mais possédant une quelconque exploitation. Dans la province de Tiflis, on a pour une âme 0,9 déciatine, et dans la province de Koutaïs 0,6 déciatine. Parmi ceux qui ont racheté, on a dans la province de Tiflis 1,7 déciatine et dans la province de Koutaïs 0,7 déciatine. Telle est la quantité de terre à la disposition des paysans possédant une quelconque propriété. On trouve une caractéristique générale de la situation économique des paysans dans le Caucase dans le rapport du comité de la province de Koutaïs sur les besoins de l'industrie agricole. Selon les données puisées dans les diverses études officielles, la quantité

de paysans ayant un grand besoin de terre atteint, dans la province de Koutaïs, jusqu'à 70 pour cent. Ce n'est pas tout, on mentionne même que 25 % des nobles de cette province en manquent.

Ces propriétaires de parcelles, continue le rapport, ne peuvent conserver leur indépendance économique que grâce à des revenus auxiliaires et sont absolument dépourvus de la possibilité de faire des frais pour l'amélioration, l'outillage et la bonification des terres. La forte demande a eu évidemment son influence sur le prix des parcelles affermées qui atteint 60 % du revenu global dans le système du métayage : parfois même, les mauvaises années, lorsque le métayer doit donner une quantité déterminée de la récolte, ce prix dépasse le revenu global. L'affermage de la terre payable en espèces est rarement pratiqué, le prix de fermage atteint jusqu'à 30 roubles la déciatine par an. Ceci pour la province de Koutaïs. Voici les données relatives à la quantité de terre possédée par les paysans dans quatre districts de la province d'Elisavetpol. Là, sur la base d'informations concernant tous les paysans vivant sur les terres des propriétaires, nous voyons que dans les quatre districts d'Elisavetpol, à savoir : Djibraïl, Zanguézour, Chouchine et Djevanchir, les parcelles atteignent jusqu'à 0,6 déciatine par âme. D'après le calcul du sénateur Kouzminski, dans le district de Lenkoran (province de Bakou), le lot moyen, pour un colon mâle installé sur des terres appartenant à des propriétaires, atteint 0,5 déciatine. Dans le district de Kouba, il atteint 0,9 déciatine. Telle est, messieurs, conclut l'orateur, la quantité de terre possédée par les paysans en Transcaucasie. »

Si, en ce qui concerne le manque de terre, la situation des paysans du Caucase se distingue peu de la situation des paysans de Russie, on se demande alors d'où vient le fonds de terres à coloniser dans le Caucase, dans quel but on effectue des transferts dans cette contrée au lieu d'installer des natifs de la région.

Le fonds des transferts est constitué au moyen d'une violation flagrante des droits des paysans indigènes, et c'est le vieux principe nationaliste de « russification de la périphérie » qui préside aux transferts des paysans de Russie.

Le député Tchkhéidzé a cité une série de faits, encore une fois puisés dans les sources officielles, sur la manière dont des villages entiers ont été chassés de leur habitat, afin de constituer un fonds de terres à coloniser, sur la manière dont on a manigancé des procès afin de justifier l'expropriation de certains montagnards (rapport du maréchal de la noblesse, le prince Tsérétéli, au ministre de l'Intérieur au sujet du village de montagne de Kiknavéléti dans le district de Koutaïs), etc. Et tous ces faits ne sont ni particuliers

ni exceptionnels, mais « typiques », comme le constate le sénateur Kouzminski lui-même.

Le résultat est qu'une hostilité ouverte oppose les colons et les indigènes. Ainsi, par exemple, quand la communauté alare a été chassée de ses terres, a été « expulsée », comme le déclare le sénateur Kouzminski, « sans qu'on lui donne d'autres terres, abandonnée à son sort », alors les colons qui se saisissaient de la terre de ladite communauté étaient armés aux frais de l'Etat; il fut prescrit aux intendants locaux de district « de songer à fournir aux paysans des villages nouveaux de Mougane, y compris ceux de Pokrovka, des fusils Berdan, à raison de 10 par 100 foyers ». Intéressante illustration du « cours nationaliste » de la politique actuelle.

Néanmoins, les députés de droite à la Douma d'Etat ont déclaré triomphalement qu'il existait un fonds de peuplement de 1 700 000 déciatines de terre, comme en témoigne le gouverneur général du Caucase. Seulement, comme en témoigne le gouverneur général lui-même, si presque la moitié de ce fonds est déjà occupée par les colons, une partie importante se trouve en des lieux tels que, comme l'affirme encore une fois le gouverneur général lui-même, il est matériellement impossible à un cultivateur non habitué aux conditions de l'endroit de faire marcher une exploitation.

Le député Tchkhéidzé a aussi exposé la manière dont le gouvernement a installé les nouveaux habitants. « Le système de distribution en eau insuffisant, dit le mémoire du gouverneur général, et l'irrigation insuffisante des parcelles colonisées, spécialement dans les régions orientales de Transcaucasie, sont une des causes essentielles d'une nouvelle émigration des colons déjà installés. Les colons fuient la région de la mer Noire, car il n'y a pas de routes propres à la communication non seulement entre les diverses localités mais à l'intérieur d'un même secteur. Il convient d'ajouter à ceci que les conditions climatiques défavorables, auxquelles les colons ne sont pas habitués, entraînant dans de nombreuses localités du Caucase des épidémies de malaria qui, frappant non seulement les gens mais encore le bétail, concourent non moins que le manque de routes à la fuite des colons les moins résistants. Sous l'influence de ces causes,

on observe constamment une émigration des provinces d'Elisavetpol, de Bakou et de la région du Daghestan, et aussi des provinces de Tiflis et de la mer Noire. »

En définitive, voici quel est le bilan des transferts dans le Caucase tel que l'a dressé le gouverneur général lui-même. « Le traitement dont fait l'objet la population caucasienne dans les affaires agraires, ne peut être plus longtemps toléré, ne serait-ce que parce qu'il joue un rôle assez manifeste dans l'état d'esprit révolutionnaire de la population rurale. »

Le gouvernement et les classes dirigeantes poursuivent des buts totalement analogues en ce qui concerne les transferts en Sibérie ; ici non plus, vu les buts politiques, on ne tient absolument pas compte ni des intérêts des émigrants ni des droits de la paysannerie locale.

Sur les lieux de départ, en Russie, la mise en œuvre des transferts est confiée maintenant aux commissions de réglementation agraire, aux fonctionnaires des zemstvos [69] et aux gouverneurs. Les commissions, qui souhaitent vivement la raréfaction de la paysannerie locale avec peu ou pas de terre, qui ne désirent la laisser en place que dans la mesure où elle est utile aux gros propriétaires fonciers (pour leur fournir de la force de travail), ont expulsé les paysans pauvres avec une énergie telle qu'elles ont suscité les murmures du service des transferts : « Les commissions de réglementation agraire », a protesté un des fonctionnaires, « forment des groupes de véritables mendiants, qui ont besoin de subventions pour le voyage, de prêts non pour installer leur maison mais pour se nourrir ; mais si, par exception, un colon possède de petites économies, il dépense tout pour le voyage et la nourriture. »

Et ces « faibles » parias de la politique agraire qui a pris comme devise la « mise sur les forts », sont dirigés vers la Sibérie par nuées entières dans de simples wagons à bestiaux, pleins à craquer de vieillards, d'enfants, de femmes enceintes. Dans ces wagons (portant la fameuse inscription 40 hommes, 8 chevaux) les colons préparent leur nourriture, lavent leur linge, on y voit aussi souvent des malades contagieux, que les colons cachent, de crainte qu'on ne les fasse descendre et qu'ils ne restent ainsi séparés du groupe. Aux points d'arrivée et dans les gares on fait descendre les colons, dans le meilleur des cas, pour les installer sous des tentes montées

spécialement, ou, dans le pire des cas, à la belle étoile, sous le soleil ou la pluie. Le député Voïlochnikov a raconté à la Douma comment il a lui-même vu à Srétensk des typhiques, couchés sans abri sous la pluie. Pourtant, deux ministres (Stolypine et Krivochéine) ont trouvé « supportables » ces conditions de voyage : « les conditions sanitaires de voyage sont supportables », déclarent-ils dans un rapport très respectueux, « beaucoup y trouvent même un confort inhabituel ». En vérité, il n'y a pas de bornes à la complaisance bureaucratique !

Après avoir subi de tels tourments en voyage, « vers la terre promise », les misérables immigrants ne trouvent pas davantage le bonheur en Sibérie. Voici comment le député Voïlochnikov a décrit, d'après des citations de rapports officiels, leur installation dans leur nouvel habitat.

Un fonctionnaire (des commissions spéciales du service des transferts) écrit : « La plupart des terrains sont éparpillés dans la taïga, sans eau, sans surfaces cultivables, sans pâturages. » Un autre ajoute : « L'octroi de prêts n'a plus du tout le sens qu'il devait avoir : c'est-à-dire aider à s'installer ; les sommes sont beaucoup trop faibles pour être d'un réel secours. L'ordre établi dans le versement des prêts a fait de cette affaire une question de pure philanthropie, il est impossible de s'installer et de se nourrir pendant deux ans avec les 150 roubles alloués. »

Et voici, à titre d'exemple, la description de la situation sanitaire des arrivants relevée dans les rapports officiels.

« Après le typhus, écrit un fonctionnaire*, le scorbut s'est installé ici avec la même ampleur ; dans presque tous les villages, dans presque toutes les isbas, il y a des malades atteints de cette maladie ou qui y sont candidats. Il n'est pas rare de voir en promiscuité des gens atteints de différentes maladies. A Okour-Chaski, il m'est arrivé de voir le tableau suivant : le maître du logis a le typhus, il en est à la phase de la desquamation, sa femme enceinte est excessivement affaiblie par manque de nourriture, le fils, un gamin d'environ 12 ans, a les glandes enflées et le scorbut, la sœur de la femme qui a un enfant au sein est atteinte de scorbut, elle ne peut pas marcher, son garçon de dix ans a le scorbut, saigne du nez, a des faiblesses dans les jambes ; de toute la famille, son mari est le seul à être valide.

Après le scorbut et le typhus vient l'héméralopie. On peut rencontrer des villages où tous les immigrants sans exception sont aveugles. Des groupes de lots le long de la rivière Emna sont en pleine

* « Mémoire », p. 8.

taïga ; il n'y a pas de terres arables, de prés et en deux à trois ans les immigrants ont à peine pu déboiser le terrain et se construire de misérables refuges. Pas question de vivre sur sa production. Ils vivent exclusivement du prêt et quand ce dernier est épuisé, le pain vient à manquer ; beaucoup jeûnent littéralement. Au manque de pain il faut ajouter le manque d'eau potable. »

On trouve de tels rapports à chaque pas. Quelque effroyables que soient ces communications officielles, elles ne disent visiblement pas toute la vérité dont elles enjolivent ce qui est. Le prince Lvov, un homme, comme on le sait, aux vues modérées, qui a visité l'Extrême-Orient comme représentant officiel de l'organisation des zemstvos, caractérise ainsi la colonisation dans la région du Primorié :

« L'isolement du monde, comme sur une île déserte, au milieu de mottes marécageuses d'une épaisse taïga, de collines marécageuses et de montagnes marécageuses, des conditions de vie, de travail et de subsistance absolument sauvages brisent naturellement la résistance d' un immigrant faible déjà d'esprit et misérable. Il sombre dans l'apathie, ayant épuisé sa maigre provision d'énergie au début de la lutte avec une nature sévère, en se construisant une pauvre masure. Le scorbut et le typhus s'emparent de cet organisme épuisé et l'amènent au cimetière. Dans beaucoup de villages, en 1907, la mortalité est absolument incroyable, de 25 à 30 pour cent. Dans ces villages, il y a autant de croix que de maisons et de nombreux villages sont condamnés à être transférés ailleurs ou dans les cimetières. Combien de larmes amères pour ces familles malheureuses, combien de funérailles coûteuses aux frais du gouvernement dans une région lointaine au lieu de la colonisation ! Les restes de la forte vague de colons de l'année passée brisés par la taïga ne se remettront pas de sitôt. Beaucoup encore mourront, beaucoup s'enfuiront, reviendront en Russie, déshonoreront le pays par les récits de leurs malheurs, terroriseront et retarderont les départs suivants. Ce n'est pas pour rien que, cette année, il s'est produit un mouvement de retour, dans des proportions encore jamais vues, de la région du Primorié et que le flot des colons y est cinq fois moindre. »

Le prince Lvov, avec raison, s'effraie de l'isolement et de l'abandon des émigrants dans les immenses taïgas sibériennes, en particulier avec l'absence de routes en Sibérie. On peut s'imaginer avec quel éclat se fait l'implantation de fermes isolées et le découpage des otroubs [70], car ces mêmes dirigeants de la politique agraire ont proclamé « la nécessité d'un tournant décisif (!) dans la politique agraire de la Sibérie », la nécessité de « bien asseoir et de favoriser la propriété privée », de « lotir » les paysans isolés sur la base

de l'édit du 9 novembre 1906 », d'« attribuer des terrains à coloniser, de préférence selon le système des otroubs » *, etc.

Il est absolument naturel que dans de telles conditions de colonisation, d'après les données du service des transferts sur le nombre d'immigrants installés en 1903-1905, 10 pour cent n'aient pas une seule bête de trait, 12 pour cent aient seulement une bête, 15 pour cent n'aient pas de vaches, et 25 pour cent n'aient pas de charrue (d'après le discours du député Gaïdarov à la première session, intervenant au nom du groupe social-démocrate). C'est pourquoi le député Voïlochnikov, s'appuyant sur ces communications officielles, tirait à plein droit le bilan suivant de la politique des transferts dans les années 1906-1908.

« En trois ans, 1906, 1907 et 1908, on a transféré au-delà de l'Oural 1 552 439 personnes des deux sexes, pour moitié des traîne-misère trompés par la réclame gouvernementale, elles sont venues dans des régions inconnues où on les a abandonnées à la merci du destin. Parmi elles se sont installées, comme l'écrit le service des transferts, 564 041 personnes ; alors que 284 984 personnes des deux sexes sont revenues. Ainsi, on sait, d'après les informations du service des transferts, ce qu'il en est de 849 025 personnes ; mais où sont donc passées les autres ? Où sont les 703 414 autres ? Messieurs, le gouvernement est parfaitement au courant de leur triste sort, mais il ne dira rien à leur sujet : une partie de ces gens sont allés vivre dans les villages existants, une partie a composé les rangs du prolétariat sibérien et marche la main tendue, en mendiant son pain.

Le gouvernement a pris à sa charge les funérailles coûteuses d'une très grande partie de ces paysans déplacés et voilà pourquoi il se tait à leur sujet. »

C'est ainsi que se réalisent les espoirs de Markov II de « résoudre la question agraire » au moyen des transferts. Face à de tels faits, même les représentants octobristes du gros capital ont été obligés d'avouer « les défauts des transferts ». A la première session, les octobristes ont exprimé le souhait (et la Douma l'a accepté) « d'un changement et d'une amélioration des conditions de transplantation des émigrants », « de la création dans ces régions de conditions d'installation indispensables à leur développement culturel et économique », « d'observation, pendant la distribution des terres et l'installation des émigrants, des intérêts et des

* « Mémoire », pp. 60, 61, 62.

droits des paysans indigènes et de la population allogène ». Bien entendu, ces souhaits prudents et sciemment ambigus restèrent jusqu'à ces derniers temps « une voix criant dans le désert ». Et les piverts octobristes les répètent patiemment d'année en année...

La « Nevskaïa Zvezda » n° 11, 3 juin 1912.
Signé: V.I.

Conforme au texte du journal

L'ESSOR RÉVOLUTIONNAIRE[71]

La grève grandiose déclenchée au mois de mai par le prolétariat de Russie et les manifestations de rue qui s'y rattachent, les tracts révolutionnaires et les discours révolutionnaires prononcés devant des foules d'ouvriers ont montré avec éclat que la Russie est entrée dans une phase d'essor de la révolution.

Cet essor n'a pas été un coup de tonnerre dans un ciel serein. Non, il était préparé depuis longtemps par toutes les conditions de la vie russe : les grèves de masse provoquées par le massacre de la Léna et celles observées à l'occasion du 1er mai n'ont fait que marquer son avènement définitif. Le triomphe momentané de la contre-révolution était indissolublement lié au déclin de la lutte des masses ouvrières. Le nombre des grévistes donne une idée de l'étendue de cette lutte, idée approximative il est vrai, mais absolument objective et précise.

Au cours des dix années qui ont précédé la révolution, de 1895 à 1904, le nombre de grévistes était en moyenne de 43 000 par an (en chiffres ronds). En 1905, 2 750 000 ; en 1906, 1 million ; en 1907, 750 000. Les trois années de la révolution ont été marquées par un essor du mouvement gréviste du prolétariat, *tel que le monde n'en avait encore jamais vu.* Son déclin, qui commença en 1906 et 1907, s'est définitivement précisé en 1908 : 175 000 grévistes. Le coup d'Etat du 3 juin 1907, qui rétablit l'autocratie du tsar en alliance avec la Douma des propriétaires fonciers Cent-Noirs et des gros bonnets du commerce et de l'industrie, fut le résultat certain d'une dépression de l'énergie révolutionnaire des masses.

Les trois années de 1908 à 1910 furent marquées par le déchaînement de la contre-révolution des Cent-Noirs, par la trahison de la bourgeoisie libérale, par l'abattement et la désagrégation au sein du prolétariat. Le nombre des grévistes ne cessait de diminuer, tombant à 60 000 en 1909 et à 50 000 en 1910.

Mais dès la fin de 1910, un tournant très net s'annonce. Les manifestations à l'occasion de la mort du libéral Mouromtsev et de Léon Tolstoï de même que le mouvement estudiantin montrent clairement que le vent a tourné, qu'un certain revirement est survenu dans l'esprit des masses démocratiques. En 1911, les masses ouvrières passent graduellement à l'*offensive*: le nombre des grévistes atteint les 100 000. Partout des signes apparaissent, témoignant que la lassitude, la torpeur causées par le triomphe de la contre-révolution disparaissent, et que de nouveau *l'on est sollicité* vers la révolution. Résumant la situation, la Conférence nationale du P.O.S.D.R., tenue en janvier 1912, constatait qu'« on observe dans les larges milieux de la démocratie et en premier lieu dans le prolétariat, un début d'animation politique. Les grèves ouvrières de 1910-1911, la reprise des manifestations et des meetings prolétariens, du mouvement dans la démocratie bourgeoise urbaine (grèves d'étudiants), etc., sont des manifestations d'une prise de position toujours plus révolutionnaire des masses contre le régime du 3 juin ». (Voir l'*Avis* sur la Conférence, p. 18 *.)

Vers le deuxième trimestre de l'année en cours, cet état d'esprit s'était accru au point de s'affirmer dans l'action des masses, et il a suscité un *essor révolutionnaire*. Le cours des événements depuis dix-huit mois montre à l'évidence que cet essor n'a rien d'accidentel, que son avènement est tout à fait logique et qu'il est forcément déterminé par tout le développement antérieur de la Russie.

Le massacre de la Léna fut un stimulant pour transformer l'esprit révolutionnaire des masses en essor révolutionnaire des masses. Rien de plus mensonger que l'assertion libérale reprise à la suite des liquidateurs par Trotski dans la *Pravda* de Vienne, assertion suivant laquelle « la lutte pour la liberté de coalition est à la *base* du drame de la Léna comme

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 17, p. 472. (*N.R.*)

dupuissant retentissement qu'il eut dans le pays ». La liberté de coalition n'était ni la revendication spécifique ni la revendication principale de la grève de la Léna. Ce n'est nullement l'absence de liberté de coalition que la fusillade de la Léna a révélée, mais l'absence de liberté... garantissant contre les provocations, la servitude et l'arbitraire généralisés.

Le massacre de la Léna, comme nous l'avons déjà établi dans le numéro 26 du *Social-Démocrate* [72], fut l'image saisissante de *tout* le régime de la monarchie du 3 juin. Ce qui caractérise les événements de la Léna ce n'est point la lutte pour un des *droits* du prolétariat, fût-ce le plus cardinal, le plus important. Ce qui les caractérise c'est, sous *tous* les rapports, l'absence complète de la légalité la plus élémentaire. Le caractéristique, c'est qu'un provocateur, un espion, un agent de la police secrète, un valet du tsar se soit engagé dans la voie des fusillades en masse, sans aucun motif politique. L'arbitraire qui pèse sur toute la vie russe, la désespérance et l'impossibilité de toute lutte pour les différents *droits*, l'incorrigibilité de la monarchie du tsar et de tout son régime, voilà précisément ce qu'ont révélé les événements de la Léna avec tant d'éclat, *enflammant* les masses du feu *révolutionnaire*.

Si les libéraux se sont mis et se mettent en quatre pour présenter les événements de la Léna et les grèves de mai comme un mouvement syndical et une lutte en faveur des « droits », il en va tout autrement pour quiconque n'est pas aveuglé par les discussions des libéraux (et des liquidateurs). Le caractère *révolutionnaire* de la grève de masse apparaît clairement, caractère particulièrement souligné dans la proclamation du 1er mai, publiée à Pétersbourg par divers groupes social-démocrates (et même par un groupe d'ouvriers socialistes-révolutionnaires). Proclamation [73] que nous reproduisons intégralement dans notre chronique et qui reprend les mots d'ordre lancés en janvier 1912 par la Conférence nationale du P.O.S.D.R.

Au reste, ce n'est point dans les mots d'ordre qu'il faut chercher la confirmation essentielle du caractère révolutionnaire des grèves de la Léna et des grèves de mai. Les mots d'ordre n'ont fait que *formuler* ce qu'attestaient les faits. Les grèves de masse gagnant une région après l'autre, leur

développement considérable, la rapidité de propagation, le courage des ouvriers, la fréquence des meetings et des discours révolutionnaires, la revendication de la suppression des amendes pour avoir fêté le 1er mai, la combinaison de la grève politique et de la grève économique, que nous connaissons depuis la première révolution russe: tout cela montre à l'évidence le vrai caractère du mouvement, c'est-à-dire *l'essor révolutionnaire des masses.*

Voyez l'expérience de 1905. Les événements nous montrent que la *tradition* de la grève révolutionnaire de masse *n'est pas morte* parmi les ouvriers, et que ceux-ci s'en sont aussitôt emparés pour la faire revivre. La vague de grèves qui déferla sur la Russie en 1905, et dont la puissance n'a pas d'égale au monde, compta 810 000 grévistes au premier trimestre et 1 277 000 au quatrième, la grève économique étant combinée avec la grève politique. D'après des estimations approximatives, près de 300 000 ouvriers ont participé aux grèves de la Léna, près de 400 000 à celles de mai; et le nombre des grèves ne fait qu'augmenter. A chaque édition, les journaux — même libéraux — annoncent que l'incendie des grèves gagne de proche en proche. Le deuxième trimestre de 1912 n'est pas encore tout à fait passé, et cependant l'on peut constater dès à présent que, à en juger par l'extension du mouvement gréviste, le début de l'essor révolutionnaire de 1912 *n'est pas moindre, mais plus grand même* que le début de l'essor révolutionnaire de 1905 !

La révolution russe a, la première, développé sur une vaste échelle cette méthode prolétarienne d'agitation, ce moyen d'éveiller, de grouper et d'entraîner les masses dans la lutte. Cette méthode, le prolétariat, aujourd'hui, l'applique de nouveau et d'une main plus ferme encore. Aucune force au monde ne serait capable de réaliser ce que l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat réalise par cette méthode. Un immense pays, d'une population de 150 millions d'habitants, disséminée sur un vaste territoire, morcelée, asservie, privée de droits, ignorante, protégée contre toute « influence pernicieuse » par les autorités, par une nuée de policiers, d'espions, ce pays *tout entier* entre en effervescence. Les couches les plus retardataires des ouvriers et des paysans entrent en contact direct ou indirect avec les grévistes. On voit apparaître subitement des centaines de

milliers d'agitateurs révolutionnaires, dont l'influence est infiniment accrue du fait qu'ils sont étroitement liés à la base, aux masses; qu'ils restent dans leurs rangs, luttent pour les besoins les plus pressants de *chaque* famille ouvrière; qu'ils savent lier cette lutte immédiate pour les besoins économiques pressants à une protestation politique et à la lutte contre la monarchie. Car la contre-révolution a fait naître parmi des millions et des dizaines de millions d hommes une haine implacable contre la monarchie, un commencement de compréhension du rôle qu'elle joue; et maintenant le mot d'ordre des ouvriers avancés de la capitale: «Vive la république démocratique ! » se répand, après chaque grève, par des milliers de canaux, dans les couches retardataires, dans les provinces reculées, dans le « peuple », « au fin fond de la Russie ».

Très caractéristiques sont les propos que tient sur la grève le libéral Sévérianine, auxquels les *Rousskié Viédomosti* font bon accueil, et que s'empresse de reproduire la *Retch*:

« Les ouvriers ont-ils quelque raison de mêler des revendications économiques ou autres (!) à la grève du 1er mai ? interroge M. Sévérianine, et il répond: j'ose affirmer qu'ils n'en ont aucune. On ne peut et on ne doit commencer une grève économique qu'après avoir soigneusement pesé ses chances... Aussi bien il n'y a, le plus souvent, aucune raison de lier de telles grèves précisément au premier mai... Et n'est-ce pas plutôt étrange: nous célébrons la journée internationale des travailleurs et à cette occasion nous exigeons une augmentation de 10 % pour le calicot de telle ou telle sorte. »

Ainsi raisonne un libéral ! Et cette platitude sans nom, cette bassesse et cette abjection sont acceptées avec sympathie par les journaux libéraux « les meilleurs », ceux qui se prétendent démocratiques !

La cupidité la plus grossière du bourgeois, la plus basse lâcheté du contre-révolutionnaire, voilà ce que cachent les phrases à effet d'un libéral. Il voudrait qu'on ne touche pas aux coffres-forts du patronat. Il voudrait une manifestation bien « ordonnée » et « inoffensive » en faveur de la « liberté de coalition » ! Or, au lieu de tout cela, le prolétariat entraîne les masses dans une grève *révolutionnaire*, qui lie intimement le politique à l'économique, une grève qui attire les couches les plus arriérées par le succès de la lutte en faveur d'une amélioration immédiate de la vie des ouvriers,

t qui, en même temps, soulève le peuple *contre la monarchie lu tsar*.

Oui, l'expérience de 1905 a créé une grande, une profonde tradition, celle des grèves de masse. Et il ne faut pas oublier à quoi aboutissent ces grèves en Russie. Les grèves de masse persistantes sont indissolublement liées, chez nous, à l'*insurrection armée*.

Que l'on n'aille pas mal interpréter ces mots. Il ne s'agit point là d'un *appel* à l'insurrection. Pareil appel serait chose bien déraisonnable à l'heure présente. Il s'agit d'établir une *liaison* entre grève et insurrection en Russie.

Comment l'insurrection s'est-elle *développée* en 1905 ? Premièrement, les grèves de masse, les manifestations et les meetings multipliaient les collisions de la foule avec la police et la troupe. Deuxièmement, les grèves de masse ont poussé les paysans à des soulèvements partiels, sporadiques, à demi spontanés. Troisièmement, les grèves de masse ont rapidement gagné l'armée et la marine, provoquant des collisions sur le terrain économique (« révoltes des fayots » et autres) et puis des mutineries. Quatrièmement, la contre-révolution *elle-même* commençait la guerre civile par des pogroms, des massacres de démocrates, etc.

Si la révolution de 1905 s'est terminée par une défaite, ce n'est pas parce qu'elle est allée « trop loin », que l'insurrection de décembre [74] était « artificielle », comme se l'imaginent les renégats libéraux, etc. Au contraire, la raison de sa défaite provient de ce que l'insurrection n'a pas été *assez* loin ; de ce que la conscience de sa nécessité n'était pas suffisamment répandue ni solidement ancrée chez les classes révolutionnaires ; de ce que l'insurrection n'a pas été unanime, décisive, organisée, simultanée, offensive.

Voyons maintenant si l'on observe à l'heure actuelle des signes de *croissance de l'insurrection*. Pour ne pas se laisser emporter trop loin par l'enthousiasme révolutionnaire, prenons les *octobristes* à témoin. L'union allemande des octobristes de Pétersbourg appartient en majeure partie aux octobristes « de gauche » et aux octobristes « constitutionnels », que les cadets aiment particulièrement et qui sont très capables (en comparaison des autres octobristes et cadets) d'observer avec « objectivité » les événements, sans chercher à effrayer les autorités par le spectre de la révolution,

L'organe de ces octobristes, la *St.-Petersburger Zeitung*, écrivait dans son aperçu sur la politique de la semaine le 6 (19) mai :

« Voici le mois de mai. Indépendamment du temps, ce mois est ordinairement peu agréable pour les habitants de la capitale, car il commence par *la « fête » des prolétaires*. Cette année, les ouvriers se trouvant encore sous l'impression des manifestations de la Léna, le 1er mai était particulièrement dangereux. Saturé par toutes sortes de rumeurs sur les grèves et les manifestations, l'air de la capitale sentait l'orage. Notre fidèle police était visiblement agitée : elle opérait des perquisitions, procédait à des arrestations, alertait de forts détachements afin d'empêcher les manifestations de rue. Le fait que la police n'a rien trouvé de plus intelligent que de perquisitionner les rédactions des journaux ouvriers et d'en arrêter les rédacteurs ne témoigne guère d'une connaissance trop profonde des fils qui faisaient mouvoir les régiments de marionnettes ouvrières. Or ces fils existent. Témoin la discipline de la grève et beaucoup d'autres circonstances. C'est ce qui rend si redoutable cette grève de mai la plus grande que l'on ait jamais vue jusqu'ici : y ont participé 100 000 ou même 150 000 ouvriers de grands et petits ateliers. Cela n'a été qu'une paisible parade, mais la cohésion de cette armée était remarquable. D'autant plus que parallèlement à l'effervescence récente des ouvriers, d'autres symptômes inquiétants ont pu être notés. Sur divers bâtiments de notre flotte, des *matelots* ont été arrêtés pour propagande révolutionnaire. A en juger par les informations parues dans la presse, la situation est loin d'être bonne sur nos navires de guerre, déjà peu nombreux... Les *cheminots*, eux aussi, provoquent des inquiétudes. Nulle part, il est vrai, on n'a enregistré même de velléités de grève ; cependant des arrestations aussi saillantes que celle, par exemple, du sous-chef de gare sur la ligne Nicolas, Ouchakov, montrent que là aussi il y a quelque danger.

Les tentatives révolutionnaires de masses ouvrières sans maturité ne peuvent évidemment qu'exercer une mauvaise influence sur l'issue des élections à la Douma. Ces velléités sont d'autant plus absurdes que... le tsar a fait nommer Manoukhine et que le Conseil d'Etat a approuvé les assurances ouvrières ! ! »

Ainsi raisonne l'octobriste allemand. Indiquons de notre côté qu'en ce qui concerne les marins, nous avons reçu des informations précises de première main, témoignant que le *Novoïé Vrémia* a exagéré, grossi les choses. L'*Okhrana* [75] « travaille » manifestement à coups de provocations. Des tentatives prématurées d'insurrection seraient archi-déraisonnables. L'avant-garde ouvrière doit comprendre que les conditions essentielles d'une insurrection armée opportune, c'est-à-dire victorieuse en Russie, c'est, pour la classe ouvrière,

de s'assurer l'appui de la paysannerie démocratique et la participation active de l'armée.

Les grèves de masse aux époques révolutionnaires ont leur force logique. Elles jettent des centaines de milliers, des millions d'étincelles dans toutes les directions, cependant que le matériau inflammable est disséminé alentour : irritation la plus extrême, souffrances inouïes de la faim, arbitraire sans nom, outrages impudents et cyniques envers les « pauvres », le « moujik », le simple soldat. Ajoutez à cela la frénésie des persécutions et des pogroms déchaînés contre les Juifs par les Cent-Noirs, persécutions que soutient et dirige sous main la clique de la cour du stupide et sanglant Nicolas Romanov... « Il en a été et il en sera toujours ainsi [76] », paroles symptomatiques prononcées par le ministre Makarov, et qui se retournent contre lui-même, contre sa classe et contre son tsar des propriétaires fonciers !

L'essor révolutionnaire des masses impose de grandes responsabilités à tout ouvrier social-démocrate, à tout démocrate honnête. « Soutenir de toutes les manières le mouvement naissant des masses (il faudrait dire aujourd'hui : le mouvement *révolutionnaire* des masses *qui a commencé*) et assurer son extension sous les mots d'ordre du parti, appliqués sans réserve » : c'est ainsi que la Conférence nationale du P.O.S.D.R. a défini ces responsabilités. Les mots d'ordre du parti — république démocratique, journée de 8 heures, confiscation de toutes les terres appartenant aux propriétaires fonciers — doivent devenir les mots d'ordre de *l'ensemble* de la démocratie, ceux de la révolution *du peuple*.

Pour soutenir et étendre le mouvement des masses, il faut de l'*organisation et encore de l'organisation*. Sans un parti illégal, on ne peut mener ce travail, et il est inutile de s'attarder là-dessus en vains bavardages. Tout en favorisant et développant l'offensive des masses, il faut soigneusement tenir compte de l'expérience de 1905 et tout en soutenant que l'insurrection est nécessaire et inéluctable, prévenir et contenir toute tentative *prématurée* de ce genre. L'extension des grèves de masse, l'entraînement des autres classes à la lutte, l'état des organisations, le moral des masses, tous ces indices marqueront d'eux-mêmes le moment où toutes les forces devront s'unir dans un assaut unanime, décisif,

offensif, intrépide de la révolution contre la monarchie du tsar.

Sans une révolution victorieuse, pas de liberté en Russie.

Sans le renversement de la monarchie du tsar par l'insurrection des prolétaires et des paysans, pas de révolution victorieuse en Russie.

Le « Social-Démocrate » n° 27, 17 (4) juin 1912

Conforme au texte du journal

LES MOTS D'ORDRE DE LA CONFÉRENCE DE RUSSIE DU P.O.S.D.R. EN JANVIER 1912 ET LE MOUVEMENT DE MAI

En un autre endroit du présent numéro, le lecteur trouvera le texte complet de la proclamation imprimée et diffusée par les ouvriers de Pétersbourg avant la journée désormais célèbre du premier mai. Il faut s'arrêter encore et encore à cette proclamation, car elle représente le document le plus important dans l'histoire du mouvement ouvrier en Russie et dans l'histoire de notre parti.

La proclamation reflète une *certaine* désorganisation du Parti social-démocrate dans la capitale, car elle porte non pas la signature du Comité de Pétersbourg mais celles de groupes social-démocrates indépendants et même celle d'un groupe ouvrier socialiste-révolutionnaire. Dans la majorité des localités de Russie, la situation de notre parti est précisément telle que les comités et centres directeurs sont constamment arrêtés et qu'ils surgissent de nouveau, grâce à la présence de toute sorte de groupes social-démocrates dans les usines, dans les syndicats de groupes d'arrondissement, de quartiers, c'est-à-dire ces mêmes « cellules » qui ont toujours provoqué la haine des libéraux et des liquidateurs. Dans le dernier cahier de la revue de ces messieurs (*Nacha Zaria*, 1912, n° 4), le lecteur peut observer encore une fois comment, agité d'une haine impuissante et *vomissant* des injures, M. V. Lévitski fulmine contre « la renaissance du parti au moyen d'une réanimation artificielle de cellules politiques mortes ».

Ce qui rend ladite proclamation particulièrement significative et remarquable c'est précisément le fait qu'à cause de l'arrestation du comité de Pétersbourg ce sont justement *les cellules* qui devaient monter sur la scène, délivrées par la volonté de la police du « centre directeur » si haï des liquidateurs. Grâce à cette circonstance, regrettable pour tout révolutionnaire, la vie *indépendante* des cellules est apparue au grand jour. Il a fallu que les cellules, en hâte, sous les persécutions de la police, véritablement enragée à la veille du 1er mai, unissent leurs forces, établissent leurs contacts, restaurent la « *clandestinité* ». Les groupes, représentants, etc., dont le nom est inscrit sous la proclamation, sont précisément la *clandestinité* si détestée des libéraux et des liquidateurs. Au moment où ce même dirigeant liquidateur, M. Lévitski, au nom de *Nacha Zaria* et *Jivoïé Diélo*, s'en prend, évidemment, l'écume à la bouche, au « *culte de la clandestinité* » (voir p. 33 du cahier cité), nous recevons avec la proclamation de Pétersbourg un document précis et complet qui nous révèle l'existence de cette organisation clandestine, sa vitalité, *le contenu* et l'importance de son travail.

Le Comité de Pétersbourg a été démantelé par les arrestations. C'est maintenant que l'on pourra voir ce que sont en elles-mêmes les cellules clandestines, ce qu'elles font et ce qu'elles peuvent faire, quelles idées elles ont en réalité assimilées et nourries en elles-mêmes, et non pas seulement empruntées à l'instance suprême du parti, quelles idées jouissent en réalité de la sympathie des ouvriers.

La proclamation montre ce que font les cellules: elles continuent le travail du Comité de Pétersbourg momentanément détruit (détruit pour la joie de tous les ennemis variés de la clandestinité). Elles continuent les préparatifs en vue du premier mai. Elles restaurent à la hâte les liaisons entre les *différents* groupes clandestins social-démocrates. Elles attirent aussi les ouvriers socialistes-révolutionnaires, car elles ont bien compris l'importance de l'union du prolétariat dans le travail révolutionnaire vivant. Elles rassemblent ces différents groupes social-démocrates et même un « groupe d'ouvriers socialistes-révolutionnaires » autour de mots d'ordre de lutte *déterminés*. Et c'est là que se dessine justement le *caractère* véritable du mouvement, *l'état*

d'esprit véritable du prolétariat, *la force* véritable du P.O.S.D.R. et de *sa* Conférence de Russie *de janvier*.

L'instance hiérarchique qui pourrait décréter valable tel mot d'ordre et non tel autre n'existe plus, à cause des arrestations. Cela signifie que l'on peut unir la masse des prolétaires, unir les ouvriers social-démocrates et même une partie des socialistes-révolutionnaires *seulement* autour de mots d'ordre effectivement indiscutables pour la masse, de mots d'ordre qui puisent leur force non dans un « décret d'en haut » (ainsi s'expriment les démagogues et les liquidateurs) mais dans la *conviction* des ouvriers révolutionnaires eux-mêmes.

Et qu'est-il advenu ?

Il est advenu qu'*après* la destruction du Comité de Pétersbourg, alors qu'il était impossible de le reconstituer immédiatement, que les groupes ouvriers ne pouvaient s'influencer mutuellement que par des moyens idéologiques et non pas organisationnels, *les mots d'ordre qui ont été adoptés ont été ceux de la Conférence de Russie du P.O.S.D.R. réunie en janvier 1912* et qui souleva la haine véritablement enragée des libéraux, des liquidateurs, de Liber, Trotski et Cie !

« Que nos mots d'ordre soient Assemblée constituante, journée de travail de huit heures, confiscation des terres des propriétaires fonciers », ont écrit les ouvriers de Pétersbourg dans leur proclamation. Plus loin, cette même proclamation propose les mots d'ordre : « A bas le gouvernement tsariste ! A bas la constitution autocratique du 3 juin ! Vive la République démocratique ! Vive le socialisme ! »

Nous voyons à partir de ce document instructif que *tous* les mots d'ordre formulés par la conférence du P.O.S.D.R. ont été adoptés par le prolétariat de Pétersbourg et ont marqué les premiers pas de la nouvelle révolution russe. Tous les calomniateurs et détracteurs de la conférence de janvier peuvent continuer, autant qu'il leur plaira, leur sale besogne. Le prolétariat révolutionnaire de Pétersbourg leur a répondu. Le travail qu'a mené longtemps avant la dernière conférence la social-démocratie révolutionnaire, qui a appelé le prolétariat au rôle de guide de la révolution *populaire*, a porté ses fruits malgré toutes les persécutions de la police, malgré l'avalanche d'arrestations à la veille du premier mai et la chasse aux révolutionnaires, malgré

les flots de mensonge et d'injures de la presse libérale et liquidatrice.

Des centaines de milliers de prolétaires de Pétersbourg (et derrière eux les ouvriers de tous les coins de Russie) ont fait des grèves et des manifestations de rue non pas en tant qu'une des classes de la société bourgeoise, non pas avec seulement « leurs propres » mots d'ordre professionnels, mais en tant que force d'avant-garde, levant l'étendard de la révolution *pour* le peuple entier, *au nom* du peuple entier, *pour* l'éveil et la participation à la lutte de *toutes* les classes à qui la liberté est nécessaire et qui sont capables de lutter pour elle.

Le mouvement révolutionnaire du prolétariat en Russie a atteint un degré supérieur. Si, en 1905, il a commencé par des grèves de masse et la gaponade [77], en 1912, malgré l'écrasement par la police des organisations de notre parti, le mouvement commence par des grèves de masse *et on brandit l'étendard républicain* ! Les « cellules » isolées, les « groupes » d'ouvriers morcelés ont accompli leur tâche en dépit des conditions les plus pénibles et les plus difficiles. Le prolétariat a créé ses « comités de mai » et a commencé la lutte avec une plate-forme *révolutionnaire*, digne de la classe à qui il est assigné de libérer l'humanité de l'esclavage du salariat.

Le mouvement de mai nous montre aussi quelle signification ont certains *mots* sur « l'unification » et comment s'accomplit l'unification des ouvriers *en réalité*. Roubanovitch, représentant du Parti socialiste-révolutionnaire, écrit dans le journal parisien de Bourtsev *L'Avenir* [78] : « Qu'il nous soit permis de signaler une particularité significative de cette manifestation du Premier mai : dans les réunions préparatoires, les ouvriers pétersbourgeois se refusaient à admettre des divisions entre les différents groupements socialistes ; ...la même tendance à l'entente s'observe . » La proclamation que nous reproduisons montre clairement quels *faits* ont rendu possible une telle conclusion. Il s'agit du fait que les cellules social-démocrates, qui ont perdu leur centre directeur, ont rétabli leurs liens avec tous les groupes, attirant les ouvriers de quelque tendance de pensée qu'ils puissent être et leur *prônant à tous* leurs mots d'ordre du parti. Et ces mots d'ordre du parti, précisément parce qu'ils sont justes, qu'ils répondent aux tâches révolutionnaires

du prolétariat, qu'ils embrassent les tâches de la révolution de tout le peuple, ont été acceptés par *tous* les ouvriers.

L'*unification* s'est faite parce que la conférence de janvier du P.O.S.D.R. a abandonné le vain jeu des accords parmi les groupes étrangers, a abandonné le flirt oiseux avec les liquidateurs du parti révolutionnaire et a établi *à temps* des mots d'ordre de lutte précis et clairs. L'unification du prolétariat dans l'action révolutionnaire n'a été atteinte ni par des accords éntre parti prolétarien (social-démocrate) et non prolétarien (socialiste-révolutionnaire), ni par des accords avec les liquidateurs qui se sont détachés du parti social-démocrate, mais par l'unification des ouvriers militants des organisations social-démocrates russes et leur juste analyse des tâches du moment.

C'est une bonne leçon pour ceux qui, influencés par le verbiage des libéraux du Bund et des Trotski de Vienne, sont encore capables de croire à « l'unification » ...avec les liquidateurs. La fameuse « Commission d'organisation » de Liber, Trotski et des liquidateurs a poussé sur tous les toits le cri d'« unification », mais en réalité elle ne pouvait pas donner et n'a pas donné *un seul* mot d'ordre capable d'unir en fait la lutte révolutionnaire des ouvriers. Les liquidateurs ont donné *leurs propres* mots d'ordre non révolutionnaires, mots d'ordre de la politique ouvrière libérale, mais le mouvement en fit peu de cas. Voici ce qui forme l'assise des fables trotskistes au sujet de l'« unification » !

Le 23 avril (6 mai), à Vienne, Trotski, en jurant ses grands dieux qu'il « unifiait », en maudissant la conférence sur tous les tons, assurait les bonnes âmes que « la lutte pour la liberté de coalition était *à la base* » (!!) des événements de la Léna et de leurs répercussions, que « cette revendication était et serait toujours *au centre* (!!) de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat ». Une semaine à peine a passé et ces phrases pitoyables du sous-fifre des liquidateurs ont été balayées comme poussière par les « représentants de tous les ouvriers organisés de Saint-Pétersbourg », par « le groupe social-démocrate Unification », par « le groupe urbain central social-démocrate », par « le groupe des ouvriers socialistes-révolutionnaires », par le « groupe des ouvriers social-démocrates » et par les « représentants des comités de mai ».

Le prolétariat social-démocrate de Pétersbourg a compris que ce n'est pas au nom d'un seul des droits, même le plus essentiel et le plus important pour la classe ouvrière, mais au nom de la *liberté du peuple entier* que doit être commencée la nouvelle lutte révolutionnaire.

Le prolétariat social-démocrate de Pétersbourg a compris qu'il doit unifier les revendications et non pas les morceler, que la république comprend la liberté de coalition et non le contraire, qu'il faut frapper dans le centre, attaquer le mal à la racine, détruire tout le système, tout l'ordre tsariste et Cent-Noirs de la Russie.

Le prolétariat social-démocrate de Pétersbourg a compris qu'il était ridicule et absurde de présenter une revendication de liberté de coalition *à* Nicolas Romanov, *à* la Douma noire, ridicule et absurde de supposer *compatible* le régime politique actuel de la Russie, notre « constitution autocratique du 3 juin », *avec* la liberté de coalition, que dans un pays d'injustice générale et aveugle, où règnent un solide arbitraire et les provocations du pouvoir, dans un pays où il n'y a pas de « liberté » même pour aider simplement des dizaines de millions d'affamés, que dans un tel pays seuls des bavards libéraux et des politiciens libéraux ouvriers peuvent mettre « au centre de la mobilisation révolutionnaire » la liberté de coalition.

Le prolétariat social-démocrate de Pétersbourg a compris tout cela et a déployé l'étendard *républicain*, exigeant la journée de huit heures et la confiscation des terres des propriétaires fonciers, uniques garanties d'une révolution de caractère vraiment démocratique.

Le « Social-Démocrate » n° 27, 17 (4) juin 1913 — *Conforme au texte du journal*

LES LIQUIDATEURS CONTRE LES GRÈVES RÉVOLUTIONNAIRES DE MASSE

L'éditorial du présent numéro était déjà sous presse quand nous avons reçu le n° 1 du journal liquidateur *Nevski Goloss*. Le liquidateur bien connu V. Ejov de *Nacha Zaria* a dès l'abord offert au nouvel organe une perle qui vous laisse pantois ! Ecoutez seulement :

« Grâce à quoi » [c'est-à-dire à la variété des grèves, qui tantôt se sont ramenées à la seule protestation contre l'amende pour avoir chômé le 1er mai, tantôt ont ajouté à cette protestation des revendications économiques, etc.] « dans un nombre considérable de cas, le caractère de principe de la protestation [ce n'est pas pour vingt-cinq kopecks qu'on faisait grève] a été estompé [! ? ? !], compliqué de revendications économiques...

Leur expérience personnelle aurait dû suggérer aux ouvriers qu'il est inopportun [! !] de compliquer leur protestation par des revendications économiques, tout comme de compliquer [! ?] une grève ordinaire par des revendications qui engagent des principes.

Il est indispensable de renforcer par l'organisation l'état d'esprit des masses ouvrières. Il est indispensable de renforcer la propagande en faveur des syndicats, de leur recruter de nouveaux membres. Ceci est d'autant plus indispensable que parmi les ouvriers on trouve maintenant un grand nombre de têtes chaudes, entraînées par le mouvement de masse et prenant position aux meetings *contre les syndicats*, qu'ils déclarent inutiles et sans profit.

Nous traversons une période de grèves économiques [seulement ?] Ce serait une faute irréparable si elles venaient se mêler aux manifestations politiques des ouvriers [!!!]. Un tel mélange aurait des conséquences néfastes (!!??), tant pour la lutte économique que pour la lutte politique. »

Voilà bien le libéral Sévérianine, copié fidèlement par un liquidateur ! Complète incompréhension du fait qu'une

grève de masse *révolutionnaire* contient *obligatoirement* à la fois une grève politique et une grève économique ; étroitesse d'esprit, dénaturation monstrueuse du caractère révolutionnaire de l'essor et tentatives de le mesurer à l'aune des « grèves ordinaires » ; conseil ultra-réactionnaire de « ne pas compliquer » le politique par l'économique, de ne pas les « entremêler » ; attaque digne de Strouvé et de Maklakov dans la presse légale contre les ouvriers social-démocrates révolutionnaires : « têtes chaudes » qui sont « contre les syndicats » !

Un libéral *ne peut pas* comprendre un social-démocrate révolutionnaire autrement que comme un homme qui est « contre les syndicats ». Or les ouvriers, bien sûr, n'ont pas pris position aux meetings « contre les syndicats » mais contre la *substitution* aux mots d'ordre révolutionnaires de mots d'ordre libéraux, objectif qui occupe justement M. Ejov et Cie. Notre mot d'ordre n'est pas la liberté de coalition, disaient les ouvriers, ce n'est pas « au moyen des syndicats » seulement ou essentiellement que l'on peut « renforcer par l'organisation » notre mouvement. Notre mot d'ordre est la république (voir l'appel des ouvriers de Pétersbourg), nous construisons un parti *illégal*, capable de diriger la poussée révolutionnaire des masses contre la monarchie du tsar. Voici ce qu'ont dit les ouvriers aux meetings.

Et pendant ce temps, les Liber et les Trotski assurent les ouvriers que l'« union » est possible entre le prolétariat social-démocrate et son parti et les libéraux à la Ejov, Potressov et Cie !

Le « Social-Démocrate » n° 27, 17 (4) juin 1912

Conforme au texte du journal

LES «UNIFICATEURS»

Les liquidateurs font des pieds et des mains pour « s'unir ». Ces jours-ci n'ont-ils pas failli « s'unir » au P.P.S. [79], plus précisément à la fraction de gauche (Lewica) du social-nationalisme polonais ?

Cela fait plus de dix ans que la social-démocratie combat en Pologne le social-nationalisme du P.P.S. Le résultat a été qu'une série de préjugés nationalistes a pu être chassée de la tête de certains membres du P.P.S. (Lewica). Mais la lutte continue. Les ouvriers social-démocrates polonais se prononcent *contre* l'union avec cette fraction du P.P.S. en tant qu'organisation, considérant que cela serait nuisible à leur cause. Des ouvriers et des groupes isolés de la « gauche » qui ne veulent pas reviser à moitié seulement les principes nationalistes du P.P.S. passent dans les rangs de la social-démocratie. Et c'est à ce moment-là que nos liquidateurs veulent « s'unir » avec la gauche du P.P.S. !

C'est comme si les social-démocrates russes se mettaient à « s'unir » sans le Bund avec, disons, les « socialistes-sionistes » [80], ou bien, sans la social-démocratie lettonne, avec l' «union social-démocrate lettonne » [81] (en fait socialiste-révolutionnaire).

Cela, sans parler du côté formel de la question. La social-démocratie polonaise, au congrès de Stockholm, a conclu avec le P.O.S.D.R. un accord selon lequel tout groupe de Pologne peut entrer au P.O.S.D.R., à la condition qu'il soit entré dans une organisation de la social-démocratie polonaise [82]. Quant à la Conférence de Russie du P.O.S.D.R. de décembre 1908, elle a même rejeté à une majorité écrasante

une proposition tendant à discuter la question de l'union avec la « gauche ».

Il est parfaitement clair qu'en criant sans cesse à « l'unification », Trotski et ses amis les liquidateurs ne font qu'*aggraver la scission* en Pologne. Fort heureusement pour le P.O.S.D.R., cette équipe de liquidateurs, avec les « conciliateurs » dans leur sillage, est absolument impuissante à faire quoi que ce soit *en pratique*, et ceci s'applique aussi bien à la Pologne. S'il en était autrement, certes, l'union des liquidateurs avec le P.P.S. aurait entraîné une scission très brusque en Pologne.

Pourquoi donc les liquidateurs se sont-ils embarqués dans une aventure aussi manifeste ? Certainement pas «pour avoir eu la vie trop belle ». Il faut bien qu'ils s'unissent avec quelqu'un, il faut bien qu'ils créent un « parti ». Les social-démocrates, la social-démocratie polonaise, ne veulent pas d'eux ? Ils sont contraints de prendre, au lieu de social-démocrates, des P.P.S., qui n'ont rien de commun avec notre parti. Nos vieilles organisations du parti dans les villes russes ne veulent pas d'eux ? Ils sont contraints de prendre à la place des cellules social-démocrates les soi-disant « groupes d'initiative » des liquidateurs, qui n'ont rien de commun avec le P.O.S.D.R.

« Quand la vie ne vous gâte pas »... N'est-il pas temps, messieurs les liquidateurs, de commencer à vous unir aux socialistes-révolutionnaires (aux *liquidateurs* socialistes-révolutionnaires ?). Ces messieurs aussi, en effet, aspirent à « l'unification ». Oh, le « grand » parti que ça vous ferait ! Larine lui-même serait satisfait... [83]

* * *

Tandis que les liquidateurs s'« unissent » aux « puissances étrangères », le marchandage continue entre eux et les « conciliateurs » à propos des conditions d'« unification » de ce camp liquidateur-conciliateur lui-même. M. V. Lévitski publie dans *Nacha Zaria* un article-manifeste adressé à « toutes les tendances » qui sont d'accord pour lutter avec la récente conférence du P.O.S.D.R.

M. Lévitski a intitulé son article « Pour l'union contre la scission ». N'est-ce pas Trotski tout craché ? Depuis que

les proparti ont fermement repoussé les liquidateurs *dans toutes* les sphères d'activité, Lévitski et Cie ont fait leur un langage très « conciliateur ». Oh, ils sont tout à fait pour « l'unité » ! Ils posent simplement à l'« unification » les quatre conditions bien modestes qui suivent :

1) La lutte contre la conférence du P.O.S.D.R , qui a réuni tous les social-démocrates, à l'exception d'une petite poignée d'hésitants.

2) La création, à la place du parti, d'un « *groupe central d'initiative* » (italiques de M. Lévitski, *Nacha Zaria* n° 4, p. 31). (Ce que sont les groupes liquidateurs « d'initiative », Plékhanov l'a expliqué il y a peu de temps dans la presse : voir ses *Cahiers du Social-Démocrate* [84] n° 16. Le Bund et Trotski, pour servir les liquidateurs, s'appliquent à cacher à leurs lecteurs l'explication de Plékhanov. Ça ne marchera pas, messieurs !)

3) Ne pas ranimer « *les cellules politiquement mortes* » (ibid. p. 33).

4) Reconnaître le mot d'ordre « *contre le culte de la clandestinité* » (ibid. p. 33).

Le programme est assez éloquent, bien qu'il ne soit pas esquissé aussi ouvertement et avec autant d'assurance que par le passé. Et Lévitski d'expliquer en détail à tous les Trotski : vous n'avez pas le choix, messieurs. Acceptez nos conditions, en échange de quoi nous (c'est-à-dire Lévitski et Cie) consentirons volontiers à ceci : « en guise de consolation », vous (c'est-à-dire Trotski et ses semblables) pourrez dire que ce n'est pas vous qui avez fait un pas vers les liquidateurs, mais que c'est les liquidateurs qui l'ont fait vers vous.

Dans ce même cahier de *Nacha Zaria*, Martov menace à l'avance le futur groupe social-démocrate de la IVe Douma en ces termes : si lui aussi est antiliquidateur à l'instar de son intrigant de devancier, alors « les cas à la Béloussov [85] seront non plus l'exception mais la règle », c'est-à-dire, plus simplement, que les liquidateurs *diviseront* le groupe de la Douma. Horrible vision... messieurs les liquidateurs. Si vous en aviez la force, vous auriez depuis longtemps créé votre propre groupe parlementaire...

La cause de l'« unification » est entre de bonnes mains, il n'y a pas à dire...

La pitoyable comédie de l'« unification » jouée par les liquidateurs et Trotski dégoûte les moins regardants. L'unification, pourtant, suit son cours: non pas avec les liquidateurs mais *contre* eux.

* * *

Pour ce qui est de l'incroyable comportement à la Khlestakov [86] que se sont permis Trotski, Liber (« Le Bund ») et les liquidateurs, avec leur fameuse « Commission d'organisation », nous estimons suffisant de signaler aux lecteurs — à ceux qui préfèrent vérifier les questions douteuses en analysant soigneusement des documents et non pas croire sur parole — de leur signaler les *faits* suivants:

En juin 1911 est formée à Paris la Commission d'organisation à l'étranger [87], cela après que Liber et Igorev ont quitté la réunion des membres du Comité central. La première organisation de Russie à laquelle s'est adressée la commission a été celle de *Kiev*. Même Trotski reconnaît que son existence est indiscutable. En octobre 1911, avec la participation de Kiev, est fondée la Commission d'organisation de Russie. En janvier 1912, elle convoque la conférence du P.O.S.D.R.

En janvier 1912 se tient une réunion à laquelle assistent des représentants du Bund, du Comité central letton et du comité local du Caucase (les trois groupes sont liquidateurs). Les Polonais partent *aussitôt*, déclarant que toute l'affaire est montée par des liquidateurs. Ensuite ce sont les « conciliateurs » et Plékhanov qui *refusent d'y participer* et ce dernier, dans le n° 16 des *Cahiers du Social-Démocrate*, écrit que *cette* conférence *a été convoquée par les liquidateurs*. Nous sommes maintenant en juin 1912, et ni le Bund ni Trotski n'ont « uni » *personne*, excepté les partisans du *Goloss* et du *Vpériod*, n'ont recruté *une seule* organisation sérieuse et *indiscutable* en Russie, n'ont répondu un seul mot, quant au fond, à Plékhanov, n'ont pas changé d'un iota les sermons des liquidateurs dans *Nacha Zaria* et autres organes de presse analogues.

Mais des phrases et des vantardises à propos de « l'unification », ils en offrent à revendre.

Le « Social-Démocrate » n° 27, 17 (4) juin 1913

Conforme au texte du journal

CARACTÈRE ET SIGNIFICATION DE NOTRE POLÉMIQUE AVEC LES LIBÉRAUX

Un représentant connu du révisionnisme et de la politique ouvrière libérale, M. Prokopovitch, a publié dans les *Rousskié Viédomosti* un article intitulé « Face au danger ». Le danger, d'après ce politicien, est que les élections à la IVe Douma d'Etat seront faites par les chefs de police. Pour lutter contre ce danger, il propose « d'unir tous les éléments constitutionnels du pays », c'est-à-dire aussi bien les social-démocrates et les troudoviks que les cadets et les progressistes.

Les *Rousskié Viédomosti* des cadets de droite, dans une note spéciale de la rédaction, font part de leur « *satisfaction* » à propos de l'article de M. Prokopovitch. « Une telle union des forces d'opposition, écrit le journal, est, croyons-nous, un impératif de l'heure. »

La *Retch*, journal officiel des cadets, citant le contenu de l'article de M. Prokopovitch et l'avis des *Rousskié Viédomosti* remarque de son côté :

« Cependant, à lire les organes de tendance social-démocrate qui concentrent tous leurs efforts sur la lutte contre l'opposition, on peut difficilement accorder une signification réelle à cet appel (c'est-à-dire l'appel à « l'union »). »

Ainsi est soulevée une fois de plus la question importante de la tactique électorale et des relations des ouvriers avec les libéraux. Une fois de plus, on est obligé de conclure que les libéraux ne posent pas la question comme des politiciens sérieux mais comme des marieuses. Ils ne cherchent pas à éclaircir la vérité, mais à l'obscurcir.

En effet, réfléchissez à la circonstance suivante. Les libéraux entendent-ils par « union » une fusion des partis ? Pas le moins du monde. M. Prokopovitch, les *Rousskié Viédomosti* et la *Retch* le déclarent d'une seule voix.

Alors, cela signifie-t-il que par « union » ils entendent des actions collectives contre la droite, de Pourichkévitch jusqu'à Goutchkov ? Il semblerait que oui !

Qui de la « gauche » refuse de telles actions collectives ? Personne. Tout le monde le sait.

L'accord avec les libéraux pour voter contre la droite, voilà l'« union » des démocrates et des libéraux aux élections. Mais pourquoi alors les libéraux ne sont-ils pas contents ? Pourquoi taisent-ils que la « gauche » a accepté les accords de manière précise et définie ? Pourquoi passent-ils pudiquement sous silence le fait que ce sont *précisément les libéraux* qui n'ont *rien dit* de précis, de défini, de clair, de formel au sujet des accords avec la gauche, avec les démocrates, avec les marxistes ? Pourquoi, parlant de la tactique électorale, *ne disent-ils* pas un mot de la décision bien connue de la conférence des cadets qui reconnaît comme admissibles les blocs avec « les octobristes de gauche » ?

Les faits sont là, messieurs, et on ne saurait les éluder. C'est justement la gauche, ce sont justement les marxistes qui se sont prononcés d'une manière claire, précise et formelle *pour* l'accord avec les libéraux (y compris les cadets et les progressistes) contre la droite. Ce sont *justement les cadets* qui se sont abstenus d'une réponse absolument claire et précise en ce qui concerne la gauche !

M. Prokopovitch connaît parfaitement ces faits, et c'est pourquoi il est absolument impardonnable qu'il ait dénaturé la vérité en passant sous silence le fait que les marxistes aient pris une décision précise et que les cadets s'en soient abstenus.

Pourquoi ce silence ? L'explication se trouve dans la phrase déjà citée de la *Retch*, selon laquelle nous « concentrons surtout nos efforts sur la lutte contre l'opposition ».

La phrase de la *Retch* est construite de façon telle qu'il en découle obligatoirement cette conclusion : les démocrates, pour s'unir avec les libéraux, *ne doivent pas* « concentrer tous leurs efforts » sur la lutte contre l'opposition. Dites-le donc clairement, messieurs ! Posez vos conditions avec

précision, en bonne et due forme ! Votre malheur c'est justement que *vous ne pouvez* pas le faire. Tout le monde éclaterait de rire si vous tentiez de formuler une telle condition. Vous vous démentiriez vous-mêmes en la posant, car vous avez tous reconnu à l'unanimité les « *profondes divergences* » qui existent entre les libéraux et les démocrates (sans même parler des marxistes).

Mais s'il existe des divergences, et si elles sont profondes, comment peut-on alors éviter qu'il y ait lutte ?

L'hypocrisie du libéralisme consiste justement en ce que, d'une part, il repousse la fusion, reconnaît de profondes divergences, souligne l'impossibilité de «renoncer aux thèses fondamentales du programme de chacun des partis » (*Rousskié Viédomosti*), et que, d'autre part, il *se plaint* de la « lutte contre l'opposition » ! !

Mais considérons le problème de plus près. Premièrement, est-il vrai que les journaux et les revues dont parle la *Retch* concentrent *tous* leurs efforts sur la lutte contre l'opposition ? Non, c'est absolument faux. Les libéraux ne pourraient pas indiquer une seule question, mais pas une, au sujet de laquelle les démocrates n'auraient pas concentré *tous* leurs efforts sur la lutte contre la droite ! ! S'il se trouve quelqu'un qui veuille vérifier ces paroles, il y a une expérience à faire. Prenez n'importe quels numéros, par exemple trois numéros consécutifs, de n'importe quel journal des marxistes. Choisissez trois questions politiques et voyez les données *documentaires* correspondantes, voyez contre qui surtout est « dirigée » la lutte des marxistes d'après les questions que vous aurez choisies, d'après les numéros que vous aurez choisis !

Vous ne ferez pas cette exprérience simple et accessible à tous, messieurs les libéraux, car *toute* expérience de la sorte montrerait que vous avez tort.

Ce n'est pas tout. Une deuxième raison, particulièrement importante, parle d'une manière encore plus convaincante contre vous. *Comment* les démocrates en général et les marxistes en particulier *mènent-ils* leur lutte contre les libéraux ? Ils la mènent de telle sorte et seulement de telle sorte que dans chaque reproche, dans chaque accusation, quels qu'ils soient, à l'adresse des libéraux, est contenu *un reproche encore plus cinglant*, une accusation *encore plus lourde* contre la droite.

C'est là le fin mot de l'affaire, c'est là le nœud de la question ! Quelques exemples illustreront d'une manière concrète notre pensée.

Nous accusons les libéraux, les cadets, d'être des contre-révolutionnaires. Indiquez-nous *une seule* de nos accusations de cette espèce qui n'aille pas rejaillir avec plus de force encore sur la droite.

Nous accusons les libéraux de « nationalisme », d'« impérialisme ». Indiquez-nous une seule de nos accusations de cette espèce qui ne soit pas dirigée avec encore plus de force contre la droite.

Nous avons reproché aux libéraux de craindre les mouvements de masse. Eh bien, seriez-vous capables de trouver dans nos journaux une formulation de cette accusation telle qu'elle ne s'adresserait pas aussi à la droite ?

Nous avons reproché aux libéraux de défendre « certaines » institutions moyenâgeuses capables d'« agir » contre les ouvriers. Accuser de *cela* les libéraux signifie accuser *de la même chose*, et de plus encore, toute la droite.

Le nombre de ces exemples peut être multiplié autant de fois qu'on voudra. Toujours et partout, sans exception, vous verrez que la démocratie ouvrière accuse exclusivement les libéraux d'être proches de la droite, de mener une lutte indécise et *fictive* contre elle, de s'arrêter à mi-chemin, accusant *par cela même* la droite non plus d'un « demi-péché » mais d'un « péché entier ».

La « lutte contre les libéraux » menée par les démocrates et les marxistes est plus profonde, plus logique, plus étoffée, elle instruit et unifie davantage les masses que *la lutte contre la droite*. Voici comme se présente le problème, messieurs !

Et, pour ne laisser aucun doute sur ce point, pour prévenir une déformation absurde du sens et de la signification de notre lutte contre les libéraux, pour repousser, par exemple, la théorie absurde de « la masse réactionnaire unique » (c'est-à-dire la confusion des libéraux et de la droite dans un concept politique unique de bloc ou de masse réactionnaire), nous parlons toujours, dans nos déclarations officielles, *différemment* de la lutte contre la droite ou de celle contre les libéraux.

M. Prokopovitch, comme tout libéral cultivé, sait parfaitement cela. Il sait, par exemple, que dans notre définition

de la nature sociale, de la nature de classe des différents partis, on souligne toujours le caractère moyenâgeux de la droite, le caractère bourgeois des libéraux. Ce sont « deux choses totalement différentes. » On peut (et on doit) anéantir le Moyen Age, même si l'on reste dans les limites du capitalisme. Dans ces limites, il est impossible d'anéantir le caractère bourgeois, mais on peut (et on doit) « faire appel » du propriétaire bourgeois au paysan bourgeois, du libéral bourgeois au démocrate bourgeois, de la demi-liberté bourgeoise à la pleine liberté bourgeoise. C'est précisément dans de tels appels, c'est seulement dans de tels appels que consiste notre critique du libéralisme à l'époque que traverse la Russie, critique que nous axons sous l'angle des problèmes immédiats posés par ladite époque.

Prenez, par exemple, la phrase suivante de M. Prokopovitch : « La création de conditions saines pour la vie politique des masses populaires, tel est le but immédiat qui unit à l'époque actuelle la gauche à l'opposition. »

Rien n'est plus creux, plus vain, plus trompeur que cette phrase. Même un « nationaliste » adroit, un octobriste pourraient y souscrire, car elle n'exprime rien de clair. C'est une promesse vide, une pure déclamation, un camouflage diplomatique de ses propres pensées. Mais si la parole a été donnée à M. Prokopovitch, comme à beaucoup d'autres libéraux, pour cacher ses propres pensées, nous essaierons alors d'accomplir notre devoir, qui est de dévoiler ce qui se cache ici. Prenons, par prudence, un exemple mineur, quelque chose qui n'ait que peu d'importance.

Le système bicaméral est-il une condition saine pour la vie politique ? Nous pensons que non. Les progressistes et les cadets pensent que si. Pour de tels points de vue, nous accusons les libéraux d'être des antidémocrates et des contre-révolutionnaires. Et quand nous formulons une telle accusation à l'égard des libéraux, nous accusons par cela même encore plus fort toute la droite.

Mais, peut-on se demander, comment considérer l'« union de la gauche et de l'opposition » ? Refusons-nous, à cause de cette divergence, l'union avec les libéraux contre la droite ? Pas le moins du monde. Les points de vue contre-révolutionnaires des libéraux sur ce sujet, et sur toutes les questions similaires, *bien plus importantes*, touchant la

liberté politique, nous sont connus depuis longtemps, depuis 1905, si ce n'est plus tôt, mais cependant, même en 1912, nous répétons : et aux scrutins de ballottage et au second tour des élections, un accord avec les libéraux contre la droite est admissible. Car le libéralisme monarchiste bourgeois, avec toute son ambiguïté, n'est pas du tout la même chose que la réaction féodale. Ne pas utiliser cette différence serait une bien piètre politique ouvrière.

Continuons. *Comment* l'utiliser ? *A quelles* conditions une « union de la gauche et de l'opposition » est-elle possible ? Le libéral répond : inutile de discuter d'union si la gauche mène une lutte inflexible contre l'opposition. Et le libéral précise sa pensée de la manière suivante : plus une revendication est modeste, plus il y a de gens qui sont d'accord, plus ils sont unis, plus grande est la force capable de réaliser la revendication ; une constitution « supportable » avec un système bicaméral (et d'autres petites... comment le dire avec plus de douceur ?... dérogations à la démocratie) recueillera les suffrages de tous les démocrates et de tous les libéraux ; c'est déjà beaucoup ; mais si l'on s'appuie sur le démocratisme « pur », les progressistes lâcheront, de nombreux cadets seront « rebutés », il y aura division et affaiblissement des « éléments constitutionnels ».

Ainsi raisonne le libéral. Nous, nous raisonnons autrement. Il ne peut y avoir aucune amélioration tant que les masses manquent de conscience politique. C'est là notre prémisse fondamentale. Le libéral regarde vers les sommets et nous vers les « niveaux inférieurs ». En renonçant à expliquer ce que le système bicaméral a de nuisible ou en affaiblissant, même à peine, notre « lutte » contre tous les points de vue antidémocratiques sur ce problème, nous « attirons » vers nous le propriétaire foncier libéral, le marchand, l'avocat, le professeur, tous proches cousins de Pourichkévitch, et qui ne peuvent rien faire de sérieux contre ses semblables. En les «attirant», nous écartons de nous les masses : premièrement, celles-ci, pour lesquelles le démocratisme n'est pas une étiquette diplomatique, une phrase de façade, mais une affaire vitale qui les touche de près, une question de vie ou de mort, celles-ci perdront leur confiance dans les partisans du système bicaméral ; deuxièmement, l'affaiblissement des attaques contre le

système bicaméral correspond à une conscience insuffisante des masses, or en présence de masses inconscientes, assoupies, indécises, *aucune* amélioration n'est possible.

Par votre polémique avec les libéraux vous divisez la gauche et l'opposition, nous disent les cadets et MM. Prokopovitch. Nous répondons qu'un esprit démocratique conséquent rebute les libéraux les plus instables, les plus précaires, les plus indulgents vis-à-vis du pourichkévitchisme; ils sont une poignée; mais l'esprit démocratique, lui, attire des millions d'hommes, qui s'éveillent maintenant à une vie nouvelle, une « vie politique saine »; précisons que par cette expression nous entendons bien autre chose que M. Prokopovitch.

Au lieu du système bicaméral, on pourrait prendre pour exemple la composition des commissions de réglementation agraire: convient-il de donner un tiers de l'influence aux propriétaires fonciers, un second tiers aux paysans, un troisième aux fonctionnaires, comme le voudraient les cadets, ou bien les élections doivent-elles être absolument libres avec un droit électoral *entièrement* démocratique ? Que convient-il d'entendre sur ce point par « conditions saines de la vie politique des masses populaires », M. Prokopovitch ? Qui rebuterons-nous et qui attirerons-nous par une attitude démocratique conséquente sur cette question ?

Et que les *Rousskié Viédomosti* ne nous disent pas qu'« actuellement, au-dessus de tous les autres points des programmes, domine un point commun à tous les partis progressistes, celui qui réclame la réalisation de la liberté politique ». C'est précisément parce que ce point *domine* — c'est absolument indiscutable, c'est la pure vérité — qu'il est indispensable que les masses les plus larges, que des millions et des millions de gens distinguent la demi-liberté de la liberté et comprennent le lien indissoluble du démocratisme politique avec celui des réformes agraires.

Sans l'intérêt, sans la conscience, sans le courage, sans l'efficacité, sans la décision, sans l'autonomie des masses, absolument rien ne peut être accompli dans l'un ou l'autre domaine.

La « Nevskaïa Zvezda » n° 12, 10 juin 1912. Signé: V.I.

Conforme au texte du journal

CAPITALISME ET «PARLEMENT»

Les vérités de la démocratie ne doivent pas nous cacher le fait, souvent négligé par les démocrates bourgeois, que les institutions représentatives engendrent inévitablement dans les pays capitalistes des formes originales d'influence du capital sur le pouvoir d'Etat. Nous n'avons pas de parlement, mais du crétinisme parlementaire parmi les libéraux, de la *dépravation parlementaire* parmi tous les députés bourgeois, nous en avons à revendre.

Les ouvriers doivent bien assimiler cette vérité s'ils veulent apprendre à utiliser les institutions représentatives *pour* le développement de la conscience, de la cohésion, de l'efficacité, de l'activité de la classe ouvrière. Toutes les forces sociales hostiles au prolétariat —« bureaucratie », propriété foncière, capital — utilisent déjà ces institutions représentatives *contre* les ouvriers. Il faut savoir comment ils font afin d'apprendre à défendre les intérêts propres à la classe ouvrière et son développement indépendant.

La IIIe Douma a décidé d'accorder des primes aux constructeurs de machines nationaux. A quels nationaux ?— A « ceux qui travaillent » en Russie !

Mais si l'on réfléchit, on voit que c'est justement les capitalistes étrangers qui ont transporté leurs usines en Russie. Les droits de douane sont élevés, les bénéfices immenses, et le capital étranger de s'installer *à l'intérieur* de la Russie. Un trust américain — une union de capitalistes millionnaires — a construit, par exemple, une énorme usine de machines agricoles près de Moscou, à Lioubertsy. Le capitaliste Melhose à Kharkov, le capitaliste Jonh

Grieves à Berdiansk construisent des machines agricoles. Certes, voilà des entrepreneurs « purement russes » et « nationaux » !

Mais, évidemment, sans être aidés de tous côtés par les capitalistes russes ils *n'auraient pas pu* du tout agir en Russie. Un barbier rase l'autre. Les capitalistes américains, anglais, allemands amassent du bénéfice avec l'aide des capitalistes russes, à qui revient une très belle part. Prenez, par exemple, les mines d'or de la Léna ou les exploitations minières de l'Oural. Combien de millions se sont partagés là les capitalistes étrangers et russes !

C'est là que la Douma est très utile à messieurs les industriels. Les capitalistes ont à la Douma, comme au Conseil d'Etat, un nombre considérable de leurs représentants ; de plus même le propriétaire foncier, de nos jours, n'est rien sans capital. Capitalistes et propriétaires fonciers ont avec la Douma un appareil prêt à passer des lois sur les « primes » (qui *leur* reviennent), sur la protection douanière (autre forme de prime pour eux), sur les concessions (troisième forme de prime pour eux), et ainsi de suite *à l'infini*.

Le « Sceptique » libéral du journal libéral la *Retch* a dit là-dessus des choses fort sensées. Il a mis une telle émotion dans ses attaques contre les « nationalistes » (qui se sont accordé des « primes » pour l'encouragement de la construction mécanique « nationale » de MM. Grieves, Melhose, Elworthy et autres compagnies) qu'il m'a inoculé, à moi aussi, un peu de son scepticisme.

Oui, M. le « Sceptique » libéral démasque les « nationalistes » avec passablement de talent. Mais pourquoi ne dit-il rien des cadets ? Quand Golovine, par exemple, cherchait à obtenir des concessions, sa situation de *député à la Douma* et d'ancien président de la Douma ne l'aidait-elle pas dans cette occupation utile et profitable ?

Quand Maklakov croquait à belles dents les honoraires « de Taguiev », sa situation de député à la Douma ne lui rendait-elle pas plus facile l'obtention d'affaires aussi «profitables » [88] ?

Et combien encore de cadets propriétaires fonciers, marchands, capitalistes, financiers, avocats, hommes d'affaires n'ont-ils pas élargi leurs opérations, renforcé

leurs « relations », réglé leurs « affaires », grâce à leur titre de député et aux avantages, commodités que ce titre procure ?

Pourquoi ne ferait-on pas une enquête sur les opérations financières menées par les députés à la Douma et avec leur participation ?

Pourquoi pas ? Mais parce que dans tous les pays capitalistes des mesures sont prises pour que le « secret commercial » soit sauvegardé, pour qu'*aucun* « parlement » ne tolère une telle enquête.

Cependant, les députés ouvriers savent, sans aucun doute, beaucoup de choses à ce propos, et si l'on s'en donnait la peine, si l'on faisait un effort, si l'on réunissait des renseignements, si l'on recueillait des matériaux, si l'on cherchait dans les journaux, si l'on se renseignait à la bourse, etc..., on pourrait soi-même faire une « enquête » très utile et très instructive sur les opérations *financières* menées par les députés à la Douma et avec leur participation.

Dans les parlements européens, ces opérations sont connues de tous, et les ouvriers les démasquent constamment en donnant les noms des hommes d'affaires impliqués, pour instruire le peuple.

La « Nevskaïa Zvezda » n° 13, 17 juin 1912.
Signé: Un Sceptique non libéral

Conforme au texte du journal

LES ÉLECTIONS ET L'OPPOSITION

Les marxistes ont depuis longtemps défini leur attitude fondamentale vis-à-vis des élections. Les partis de droite, de Pourichkévitch à Goutchkov, la bourgeoisie libérale monarchiste (cadets et progressistes) et la démocratie (ouvrière et bourgeoise, c'est-à-dire les troudoviks), tels sont les *trois* camps principaux qui s'affrontent pendant les élections. La différence entre ces trois camps est essentielle : ils représentent des classes différentes, ils se distinguent par tout leur programme et toute leur tactique. Seule une claire compréhension des principes de la politique de chacun de ces camps permet de tirer des conclusions pratiques correctes quant à la campagne électorale.

Depuis que les marxistes ont situé les choses *, il y a environ six mois, les propos tenus par l'opposition libérale sont venus confirmer à l'évidence l'exactitude de leurs thèses. Nos « voisins et ennemis à droite », qui ne partagent aucunement nos idées, nous ont confirmé leur exactitude avec un zèle digne de louange. On peut poser la *loi* suivante : le développement de l'activité et des points de vue politiques des cadets apporte une éclatante confirmation aux points de vue des marxistes. Ou bien : quand un cadet commence à parler, soyez assurés qu'il réfutera aussi bien que n'importe quel marxiste le point de vue des politiciens ouvriers libéraux.

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 17, pp. 483-488. *N.R.*)

Voici pourquoi, entre autres, il est doublement utile aux ouvriers de considérer avec attention la politique des cadets : premièrement, cela leur permettra de connaître parfaitement le bourgeois libéral, deuxièmement, cela leur apprendra à voir plus nettement les fautes de certains défenseurs de la classe ouvrière.

C'est précisément ce double avantage qu'apportera sans doute la récente prise de position de la *Retch* à propos des importantes déclarations préélectorales faites dans les *Rousskié Viédomosti*. Il s'agit des déclarations de M. Akimov (VI. Makhnovetz), vieil « économiste », c'est-à-dire opportuniste de l'époque 1897-1902. Elles constituent une défense directe du « bloc progressiste », dont la « plate-forme » (*non* publiée, notez-le !) est considérée par M. Akimov, qui se veut social-démocrate, comme « tout à fait acceptable pour la social-démocratie ».

De nombreux novices de la politique (de Paris jusqu'à Krasnoïarsk) et des diplomates experts (de Vienne jusqu'à Vilna) [89], nous ont dit et continuent à nous dire que la politique ouvrière libérale est un « épouvantail ». Considérez un peu M. Akimov, chers opposants ! Vous ne pourrez pas, en vérité, ne pas reconnaître chez lui les traits évidents de la politique ouvrière libérale. Et il vous sera impossible de dire qu'Akimov est « un isolé », un phénomène unique en son genre et impossible à reproduire. Car, quel que soit le nombre de ses qualités inimitables, M. Akimov n'est pas un cas isolé, le dire serait un mensonge flagrant. Il s'est manifesté après M. Prokopovitch et de concert avec lui. Il s'est trouvé un organe libéral largement diffusé, une tribune pratique portant loin ses discours. Il s'est trouvé une « bonne presse » parmi les journalistes libéraux. Non, vraiment, ce n'est pas un cas unique. Peu importe qu'il n'appartienne depuis longtemps à aucun groupe, que ses droits à la dénomination de social-démocrate soient absolument fictifs, il n'en est pas moins le représentant d'une *ligne* politique qui a des racines, qui est vivante et qui, bien qu'elle se cache souvent, revient *constamment* à la surface à la moindre animation politique.

La *Retch* « rend pleine justice au réalisme lucide » des réflexions de M. Akimov, soulignant avec un plaisir particulier son avis selon lequel « les social-démocrates doivent,

à l'époque actuelle, mettre en avant la partie de leurs tâches politiques qui trouvera un soutien dans des cercles suffisamment larges et politiquement forts du peuple ».

La *Retch* a tout lieu de se réjouir ! Ce que *Nacha Zaria* dit avec mille détours et mille grimaces, entassant réserves sur réserves, effaçant ses traces et faisant parade d'expressions prétendument marxistes éventées depuis bien longtemps, cela M. Akimov le débite tout droit, sans façons et avec une simplicité qui frise l'innocence.

Formellement, *Nacha Zaria* et *Nevski Goloss* ont, bien sûr, la possibilité de décliner toute responsabilité en ce qui concerne M. Akimov. Mais, en fait, le grand public des lecteurs, non rompu aux subtilités et ne s'y intéressant pas, retient de ces publications des liquidateurs l'« akimovisme » et rien d'autre. « Ne pas saboter » les activités des progressistes, écrivait Martov. « Mettre en avant la partie des tâches », qui aura le soutien des *progressistes*, écrit Akimov, en spécifiant, bien sûr, que le caractère sans-parti des progressistes rend plus facile pour chaque parti de maintenir (sur le papier) son indépendance. *Mettre en avant une plus grande* partie des tâches qu'il ne plaît aux progressistes, voilà ce qui signifie « saboter » leurs activités : voilà comment le mot d'ordre de Martov est déchiffré par la lutte politique animée, par la *foule* que représente fort bien Akimov.

Les cadets et les progressistes, selon la conviction d'Akimov, sont des « cercles larges et politiquement forts du peuple ». C'est là précisément ce mensonge libéral dont a parlé il y a peu la *Nevskaïa Zvezda* dans un article sur le caractère et la signification de la polémique marxiste avec les libéraux *. En réalité, la bourgeoisie libérale monarchiste, prise dans sa totalité, embrassant les cadets, les progressistes et bien d'autres, représente un cercle du peuple très restreint et particulièrement débile politiquement.

La bourgeoisie ne peut jamais constituer un large cercle dans le peuple. Mais politiquement forte, elle peut l'être et elle l'est, par exemple, dans toute une série de pays capitalistes, sauf en Prusse et en Russie. Là, son impuissance politique frappante, monstrueuse, presque incroyable,

* Voir le présent tome, pp. 121-127. (*N.R.*)

s'explique par le fait que cette bourgeoisie craint bien plus la révolution que la réaction. La débilité politique découle obligatoirement de là. Aussi, toute discussion sur la « force politique » de la bourgeoisie qui laisse de côté cette particularité *essentielle* de la situation en Russie est fausse à la base et pour cette raison ne vaut rien.

M. Akimov s'est exprimé en libéral très modéré et très sincère : nous vous considérons, messieurs les cadets et les progressistes, comme une force, nous acceptons entièrement votre plate-forme (bien que cette plate-forme n'existe pas !) ; quant à nous, nous mettons actuellement en avant *la partie* des tâches qui a votre soutien. Tout ce que nous vous demandons, c'est que « la liste du bloc (progressiste) comprenne également les social-démocrates ». C'est ainsi, littéralement, qu'écrivait Akimov ! Je consens à tout, à tout absolument, si seulement vous m'inscrivez sur la liste libérale !

La *Retch* a fait preuve d'un véritable manque de charité *en refusant* une demande aussi modérée. C'est qu'il s'agit des électeurs du trois juin, rappellent les cadets à Akimov. Or que sont parmi *eux* les social-démocrates ? Rien du tout, « à l'exception des villes importantes, dont il n'est pas question ». Et l'organe officiel des cadets de faire avec indulgence la leçon au modeste et docile Akimov : « A l'exception de la périphérie, ils (les social-démocrates) devront presque partout penser non à présenter leurs propres candidatures, mais à baser leurs calculs sur une victoire possible du bloc progressiste sur le bloc noir des oppresseurs du peuple. »

Le libéral a grossièrement refusé la main humblement tendue du politicien ouvrier libéral ! Voilà la récompense méritée pour avoir refusé de lutter dans les villes importantes. Les villes importantes nous appartiennent parce que nous sommes forts, disent les cadets : quant au reste de la Russie, il nous appartient parce que sont forts les hommes du trois juin et leur loi du trois juin, qui nous garantit le monopole de l'opposition.

La réponse n'est pas sotte. La leçon reçue par Akimov est cruelle mais c'est une leçon utile.

La « Nevskaïa Zvezda » n° 14
24 juin 1912.
Signé : K.F.

Conforme au texte du journal

L'IMPORTANCE DES ÉLECTIONS DE PÉTERSBOURG

Les journaux nous apprennent que la date de la convocation de la IVe Douma d'Etat et l'époque des élections qui doivent la précéder ont suscité des doutes dans les milieux dirigeants. Les uns étaient pour le renvoi de la convocation de la Douma d'Etat au mois de janvier, les autres au mois d'octobre. Maintenant, dit-on, la question a été résolue au profit des seconds.

Cela signifie que les élections sont toutes proches, sept à neuf semaines seulement nous en séparent. Il faut songer à *décupler* notre énergie dans tout le travail électoral.

Je voudrais, dans cet article, m'arrêter sur une question particulière, qui est, cependant, d'une très grosse et très générale importance pour la démocratie ouvrière. Il s'agit du rôle des élections de Pétersbourg.

Les élections à la deuxième curie municipale de Pétersbourg apparaissent comme le point central de *toute* la campagne électorale pour les élections à la IVe Douma d'Etat.

C'est seulement à Pétersbourg qu'il existe une presse ouvrière tant soit peu organisée et qui, malgré les persécutions acharnées dont elle est l'objet, malgré les amendes et les arrestations des rédacteurs, malgré toute la fragilité de sa situation, toute la pression de la censure, est capable de donner un faible reflet des points de vue de la démocratie ouvrière.

Sans presse quotidienne, les élections restent une affaire obscure, et leur importance en matière d'éducation politique des masses diminue de moitié, si ce n'est plus.

Les élections de Pétersbourg prennent, à cause de cela, une valeur de *modèle* de la campagne électorale qui, dans les conditions infiniment dures existant en Russie, échoit à la démocratie ouvrière. Nulle part ailleurs les ouvriers n'ont la possibilité de mener une campagne électorale *visible* pour tous. Dans la curie ouvrière, les élections ont, évidemment, une signification extrêmement importante, mais les ouvriers ne peuvent y avoir des contacts avec les autres classes de la population, ne peuvent pas, par suite, développer *assez* largement les revendications intéressant l'*ensemble du peuple*, les points de vue sur les tâches d'une *politique commune* qui ont été élaborés par la démocratie prolétarienne d'avant-garde *pour* servir de guide à toute la démocratie en général.

A Pétersbourg, les élections sont directes. C'est pourquoi la lutte électorale peut s'y développer d'une manière beaucoup plus définie, plus claire, plus marquée de l'esprit de parti qu'ailleurs. Les autres grandes villes auraient pu avoir une signification aussi importante que Pétersbourg si la pression administrative en province n'était *encore* plus forte que dans la capitale, empêchant la démocratie ouvrière de se frayer un chemin, de se faire entendre.

A Pétersbourg, enfin, la lutte doit se développer à la deuxième curie entre les libéraux et la démocratie. Les cadets considèrent la deuxième curie comme *leur propre* bien. C'est Milioukov, Roditchev et Kutler qui représentent Pétersbourg.

Il est inutile de dire que cette représentation d'une masse assez large d'électeurs démocrates par des libéraux n'est pas normale. Les élections de la IIe Douma ont montré que la « domination » des cadets parmi les électeurs démocrates des villes est très loin d'être solide. A Pétersbourg même, lors des élections à la IIe Douma, le « bloc de gauche », c'est-à-dire le bloc de la démocratie ouvrière et bourgeoise (des populistes), non seulement *aurait pu* vaincre mais aurait *certainement* vaincu si des mencheviks du genre de Dan et Cie n'avaient pas saboté la campagne électorale des ouvriers et provoqué de cette manière parmi les populistes

des hésitations et des tergiversations extrêmement nuisibles au succès de la cause. Il suffit de rappeler que même « les socialistes-révolutionnaires », lors des élections à la IIe Douma, ont jusqu'au dernier moment suivi les mencheviks et défendu le bloc avec les cadets !

D'après l'actuelle loi électorale, des scrutins de ballottage sont possibles, de telle sorte qu'aucun bloc n'est utile ni admissible au premier stade.

A Pétersbourg, la partie va se jouer entre la démocratie ouvrière et les libéraux. Les populistes ne seront guère assez forts pour agir de manière indépendante : ils « se sont liquidés » eux-mêmes avec beaucoup trop de zèle en suivant la ligne de nos liquidateurs. C'est pourquoi le soutien de la démocratie bourgeoise (troudoviks et populistes) est acquis aux démocrates ouvriers presque à coup sûr, sinon au premier stade des élections, en tout cas aux scrutins de ballottage.

Les libéraux ont à Pétersbourg leur propre chef M. Milioukov. Jusque-là leur majorité a été importante. Les moyens financiers que leur donne la bourgeoisie libéralo-monarchiste, les outils de propagande que constituent deux journaux quotidiens, une organisation tolérée en fait, presque légalisée *de facto*, tout cela donne d'énormes avantages aux cadets.

Du côté des ouvriers, il y a la masse ouvrière, un esprit démocratique conséquent et honnête, l'énergie et le dévouement à la cause du socialisme et de la démocratie ouvrière. Les ouvriers *peuvent* vaincre en s'appuyant sur *ces* forces et en possédant un quotidien ouvrier. La lutte des ouvriers pour les sièges de députés de Pétersbourg revêt sans conteste une signification énorme et valable *pour toute la Russie*, dans toute la campagne électorale de la IVe Douma.

Les amateurs de discussions sur l'« union » de toute l'opposition — que ce soit les progressistes et les cadets ou le liquidateur Martov, aux prudentes dérobades, avec Prokopovitch et Akimov, à la naïveté un peu crue —, tous s'efforcent d'éluder ou de laisser dans l'ombre la question des élections de Pétersbourg. Ils évitent le centre politique et se faufilent volontiers dans ce qu'on pourrait appeler les coins perdus de la politique. Ils parlent beaucoup, avec flamme et éloquence, de ce qui devrait avoir lieu au deuxième

stade des élections, c'est-à-dire quand la partie essentielle, principale, décisive de la campagne électorale sera déjà terminée, et ils « gardent un silence éloquent » au sujet de Pétersbourg, qui a été gagné par les cadets et qu'il faut *regagner* sur eux et restituer à la démocratie.

Il n'y avait pas de députés-démocrates pour Pétersbourg ni d'après la loi du 11 décembre 1905, ni d'après la loi du trois juin 1907[90], de telle sorte que le terme restituer ne semble pas convenir. Pourtant, Pétersbourg appartient à la démocratie par la force de toute la marche du mouvement libérateur en Russie, et à un certain degré du développement de ce mouvement, *même* le barrage monstrueusement élevé de la loi électorale du trois juin ne pourra plus contenir « le flot démocratique ».

La majorité des électeurs de la deuxième curie, sans aucun doute, provient des couches démocratiques de la population. Les cadets les entraînent en les *trompant ouvertement*, en faisant passer leur parti bourgeois libéralo-monarchiste pour de la démocratie. *Tous* les libéraux du monde ont pratiqué et pratiquent une telle tromperie lors des élections à tous les parlements. Et les partis ouvriers de tous les pays mesurent leurs succès, entre autres, au nombre de petits bourgeois démocrates qu'ils réussissent à arracher à l'influence des libéraux.

Les marxistes russes, eux aussi, doivent se fixer cette tâche avec clarté, précision et fermeté. C'est pourquoi, à propos des grandes villes, ils ont dit ouvertement dans leurs décisions bien connues de janvier que les blocs *n'*y sont permis, considérant l'absence notoire de danger Cent-Noirs, *qu'*avec des démocrates contre les libéraux *. Cette décision « prend le taureau par les cornes ». Elle donne une réponse directe à une des questions les plus importantes de la tactique électorale. Elle définit *l'esprit*, la direction, le caractère de *toute* la campagne électorale.

En revanche, ces liquidateurs qui aiment parler des cadets comme de « représentants » de la « démocratie urbaine » commettent une profonde erreur. De tels discours *faussent* le problème: les victoires électorales *des libéraux sur* les démocrates, les fourberies électorales des libéraux

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 17, p. 475. (*N.R.*)

№ 15. НЕВСКАЯ № 15.

ЗВѢЗДА

Годъ изданія первый.

Цѣна 5 коп.

№ 15 Воскресенье 1-го іюля 1912 г. № 15

Поступилъ въ продажу
„Спутникъ Избирателя".

ЗАВѢТЫ

Значеніе выборовъ въ Петербургѣ.

Уроки классовой борьбы.

Сравненіе столыпинской и аграрной программъ.

Première page du n° 15 du journal *Nevskaïa Zvezda*, 1er juillet 1912, où furent publiés les articles de V. Lénine « L'importance des élections de Pétersbourg » et « Comparaison du programme agraire de Stolypine et de celui des populistes »

Réduction

aux dépens des électeurs démocrates sont données ainsi pour des preuves de l'esprit « démocratique » des cadets. Comme si l'Europe ne connaissait pas des dizaines d'exemples montrant la manière dont les partis *anti*démocrates ont conduit en laisse pendant des années différentes couches démocratiques, tant que de véritables démocrates bourgeois, et plus souvent des social-démocrates, n'ont pas arraché ces couches à l'influence de partis politiques dont l'esprit leur était *étranger*.

La lutte électorale à Pétersbourg est la lutte pour l'hégémonie entre les libéraux et la démocratie ouvrière dans tout le mouvement libérateur de Russie.

Ce rôle excessivement important des élections de Pétersbourg nous conduit à deux conclusions pratiques. On exige beaucoup de celui qui a beaucoup reçu. Les ouvriers de Pétersbourg sont obligés de mener la campagne électorale à la deuxième curie de Pétersbourg au nom de *toute* la démocratie ouvrière de toute la Russie. Une tâche difficile et belle leur échoit. Ils doivent servir de modèles. Il leur faut déployer le maximum d'initiative, d'énergie et de persévérance. Ils l'ont fait avec un journal ouvrier quotidien. Ils doivent continuer lors des élections la tâche qu'ils ont si magnifiquement commencée.

L'attention de toute la Russie est fixée sur la lutte électorale à Pétersbourg. Toute la Russie doit *aider* Pétersbourg. Sans une aide multilatérale venue de tous les coins de Russie, les ouvriers de la capitale ne pourront pas vaincre « l'ennemi » en combat singulier.

La « Nevskaïa Zvezda » n° 15, 1er juillet 1912. Signé: F.F.

Conforme au texte du journal

COMPARAISON DU PROGRAMME AGRAIRE DE STOLYPINE ET DE CELUI DES POPULISTES

Dans de précédents articles (voir les nos 3 et 6 de la *Nevskaïa Zvezda* *), nous avons cité les données de base concernant la possession terrienne en Russie d'Europe et nous avons situé l'essentiel de la question agraire en Russie, qui est d'anéantir le Moyen Age dans la *possession terrienne*.

La contradiction est insoluble entre le capitalisme, qui domine dans le monde entier y compris en Russie, et le *régime de possession terrienne* moyenâgeux, tout autant les domaines seigneuriaux que les parcelles communautaires. Le vieux mode de possession de la terre doit inévitablement être anéanti, et plus cette démolition sera décisive, sans pitié et audacieuse, mieux cela vaudra pour le développement de toute la Russie, pour les ouvriers et pour les paysans qu'étouffe et qu'oppresse, *outre* le capitalisme, une infinité de survivances moyenâgeuses.

Comment peut-on alors, dans un tel état de choses, comparer le programme agraire de Stolypine et celui des populistes ? Ne sont-ils pas complètement opposés l'un à l'autre ?

Certes, mais cette opposition n'efface pas une *ressemblance* fondamentale entre le programme agraire de Stolypine et celui des populistes. A savoir : *tous les deux* reconnaissent la nécessité *d'anéantir* le vieux mode de possession

* Voir le présent tome, pp. 26-29 et 69-73. (*N.R.*)

du sol. Il faut anéantir l'ancien, le plus vite possible, avec le plus de fermeté possible, disent les agents de la « réglementation agraire » stolypinienne, mais il faut le faire de manière telle que tout le poids de cet anéantissement retombe sur la majorité des paysans, les plus ruinés, les plus déshérités. Les propriétaires fonciers ne doivent rien perdre dans l'opération. Si la perte d'une partie des terres est inévitable, l'expropriation doit se faire uniquement avec l'accord des propriétaires et selon l'évaluation qu'ils auront trouvée « juste ». Les paysans aisés recevront une aide; quant à la ruine de la masse des « faibles », ce ne doit pas être un obstacle.

Telle est la nature du programme agraire de Stolypine. Le Conseil de la noblesse unifiée, qui l'a imposé à Stolypine, a agi en véritable représentant des réactionnaires qui ne sont pas de beaux parleurs mais des hommes d'affaires. Le Conseil de la noblesse unifiée était entièrement fidèle à ses intérêts de classe en misant sur les forts. Et de fait, après 1905, il est devenu clair que la police et la bureaucratie étaient une protection insuffisante contre les paysans.

Où le Conseil de la noblesse unifiée pouvait-il encore se chercher des alliés ? Seulement parmi la minorité insignifiante des paysans aisés, des « koulaks », des « requins ». A la campagne, il lui était impossible d'en trouver d'autres. Et c'est ainsi que pour attirer de leur côté les « nouveaux propriétaires fonciers », les réactionnaires n'ont pas hésité à livrer *toute la campagne* à leur merci.

Puisqu'il faut démolir, démolissons la propriété *communautaire* à *notre* profit et au profit des *nouveaux propriétaires fonciers.* Voilà l'essence de la politique agraire qui fut dictée à Stolypine par le Conseil de la noblesse unifiée.

Mais, d'un point de vue purement théorique, il est nécessaire de reconnaître qu'une démolition, non moins décisive et même bien plus, est possible *de l'autre côté.* Le bâton a deux bouts. Par exemple, si les 70 millions de déciatines de terre qui appartiennent à 30 000 propriétaires fonciers passaient aux mains des 10 000 000 de familles paysannes, en plus de leur 75 millions de déciatines, si ces deux catégories de terres étaient *réunies* et ensuite réparties entre les paysans aisés et moyens (de toute manière les pauvres n'auraient rien pour labourer, ensemencer, bonifier

et soigner la terre), quel serait le résultat d'une telle transformation ?

Posez cette question d'un point de vue purement économique, considérez cette possibilité de principe sous l'angle des conditions générales de l'économie capitaliste dans le monde entier. Vous verrez que le résultat de la transformation que nous proposons serait une démolition du régime de possession *moyenâgeux* beaucoup *plus logique*, beaucoup plus décisive, beaucoup plus impitoyable que ne le veut le programme de Stolypine.

Pourquoi précisément du régime moyenâgeux et seulement moyenâgeux ? Parce que la possession *capitaliste* de la terre *ne peut*, à proprement parler, être anéantie par un passage de la terre de mains en mains, ni même par un passage de toutes les terres aux mains de l'Etat (c'est ce qu'on nomme en économie politique la « nationalisation » des terres). La possession terrienne capitaliste est la possession de la terre par celui qui possède le capital et qui sait le mieux s'adapter au marché. A qui que la terre puisse appartenir — ancien propriétaire, Etat ou paysan loti — elle reste de toutes manières entre les mains d'un *propriétaire*, qui pourra toujours l'affermer. L'affermage se développe dans *tous* les pays capitalistes, quelles que soient les formes de possession terrienne. Aucune interdiction n'a le pouvoir d'empêcher le capitaliste, le propriétaire nanti de capital et connaissant le marché, de prendre possession de la terre, puisque le marché domine toute la production sociale, c'est-à-dire puisque cette production demeure capitaliste.

Ce n'est pas tout. L'affermage des terres est *même plus pratique* pour le capitalisme pur, pour l'adaptation complète, libre, « idéale » au marché que la propriété privée de la terre. Pourquoi ? Parce que la propriété privée de la terre *complique* son passage de mains en mains, *ralentit* l'adaptation de l'exploitation du sol aux conditions du marché, *fixe* la terre dans les mains d'une famille donnée, ou d'un individu et de ses descendants, même s'ils sont de mauvais patrons. L'affermage est une forme plus souple, où l'adaptation de l'exploitation du sol au marché se fait très simplement, facilement, très rapidement.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'Angleterre n'est pas une exception parmi les pays capitalistes, du

point de vue du capitalisme, mais le pays qui possède l'organisation agraire la plus parfaite, ainsi que l'a montré Marx dans sa critique de Rodbertus [91]. Or en quoi consiste l'organisation agraire de l'Angleterre ? Il s'agit d'un aincien mode de propriété foncière, du landlordisme, avec un affermage nouveau, libre, purement capitaliste.

Et si ce landlordisme existait sans landlords, c'est-à-dire si la terre était propriété privée non des landlords mais de l'Etat ? Ce serait une organisation agraire *encore plus* parfaite du point de vue du capitalisme, une adaptation encore plus libre de l'exploitation de la terre au marché, avec une mobilisation encore plus facile de la terre comme objet de l'économie, avec une lutte de classe, propre à toute propriété capitaliste de la terre, encore plus libre, plus large, plus nette et plus définie.

Ainsi, plus un pays donné a pris du retard sur le capitalisme mondial, plus il doit faire d'efforts pour rattraper ses voisins, plus il a « négligé » sa « maladie », la maladie de la propriété foncière moyenâgeuse et de la petite économie de servitude, plus il est indispensable pour ce pays donné de démolir de façon *radicale tous* ses rapports de possession, tout son système agraire, et plus seront naturels l'essor et le large développement dans un tel pays, parmi la population agricole, de toutes sortes d'idées et de plans de nationalisation de la terre.

L'année 1905 et les deux premières Doumas ont prouvé sans aucun doute — et la troisième Douma l'a confirmé indirectement, par l'intermédiaire de ses députés « paysans » (passés au crible des propriétaires fonciers) — que parmi la population russe agricole sont très largement répandues toutes sortes d'idées et de plans de nationalisation de la terre. Avant d'approuver ou de critiquer ces idées, il faut se demander *pourquoi* elles ont connu une si large expansion, *quelle* nécessité économique les a provoquées ?

Il est insuffisant de critiquer ces idées du point de vue de leur logique intérieure, de leur harmonie ou de leur exactitude théorique. Il est nécessaire de les critiquer du point de vue de la nécessité économique qui s'est reflétée dans ces idées, aussi « capricieux », incorrect, « déformé » qu'ait pu être parfois ce reflet.

La nécessité économique qui a engendré les idées de nationalisation de la terre dans la paysannerie russe au début du XXe siècle est la nécessité d'une démolition brutale du vieux mode de possession terrienne. Les idées de « répartition égalitaire » de toute la terre sont des idées *d'égalité*, nécessairement engendrées par la lutte contre les vestiges du servage et reportées *inévitablement* sur la terre, dans une situation où 30 000 « attardés du servage » possèdent 70 millions de déciatines, alors que 10 000 000 de paysans asservis en ont 75 millions.

Il n'y a rien d'utopique dans le passage des premières terres dans la catégorie des secondes, ou plus exactement dans les mains des propriétaires des secondes. Ce qui est utopique, c'est le rêve d'égalité entre les propriétaires de la terre alors que le marché règne en maître, c'est le rêve du « *droit* à la terre » de tous « les citoyens et citoyennes » (y compris les non-propriétaires) alors que règne le capitalisme. Mais le caractère utopique de *ces* idées ne doit pas nous faire oublier la réalité vivante et authentique qu'elles cachent *en pratique*.

Dans l'anéantissement de *toutes* les différences moyenâgeuses dans le régime de possession terrienne — propriétaires fonciers, paysans parcellaires, etc.—, il n'y a rien d'utopique. La rupture avec les vieilles relations agraires n'a rien d'utopique. Au contraire, le développement du capitalisme exige *cela* de la manière la plus insistante. Mais, *il ne peut y avoir* ni « répartition égalitaire », ni « socialisation » de la terre sous le capitalisme. C'est de l'utopie.

La nationalisation de la terre sous le capitalisme est tout à fait possible économiquement, et son importance *réelle* dans tous les cas, c'est-à-dire de quelque manière qu'elle soit réalisée, par qui que ce soit, dans quelques conditions que ce soit, d'une manière stable et durable, ou fragile et de courte durée, dans tous les cas, son importance réelle résiderait dans l'élimination maximale de tout ce qui est moyenâgeux dans la propriété foncière et dans le mode de vie agricole de la Russie, dans l'adaptation la plus *libre* possible d'une *nouvelle* exploitation et possession du sol aux nouvelles conditions du marché mondial.

Imaginons un instant que soit réalisé le plan des populistes de gauche, par exemple sous la forme d'un partage

égal de toutes les terres entre tous les citoyens et citoyennes. Un tel partage sous le capitalisme serait une grande absurdité. Il ne durerait pas, ne pourrait pas durer un an sous le capitalisme. Mais cela signifie-t-il que ses résultats seraient nuls ou négatifs ?

Pas le moins du monde ! Ses résultats seraient très *positifs*, pas du tout au sens attendu par les populistes de gauche, mais quand même très réellement positifs. Ces résultats ce serait que toutes les différences actuelles de catégories de propriété foncière seraient anéanties. Ce serait un énorme bénéfice pour toute l'économie nationale, pour le capitalisme, pour le prolétariat, car il n'y a rien de plus nuisible au développement de la Russie que notre vieux mode de possession des terres. Grande propriété foncière et propriété parcellaire sont *de part en part* des formes de possession terrienne féodales.

Une répartition égalitaire des terres ne tiendrait pas, mais le *retour à l'ordre ancien* serait impossible ! Les lignes de partage une fois détruites, aucune « restauration » ne pourrait les ressusciter. Aucune force politique au monde ne pourrait empêcher l'établissement de *nouvelles* lignes de partage, limites, formes d'exploitation du sol qui répondraient aux *nouvelles* exigences du marché.

« Décloisonner la terre », disait, il m'en souvient, à la IIe Douma, un populiste de gauche. Il s'imaginait que cela aboutirait à « une jouissance égalitaire du sol ». Il se trompait. Mais *par sa bouche* — telle est l'ironie de l'histoire ! — parlait le *bourgeois* radical le plus conséquent et le plus audacieux, sensible à l'absurdité des *vieux* « cloisonnements » moyenâgeux de notre propriété « parcellaire », « seigneuriale », « ecclésiastique », etc., sensible à la nécessité de *briser tous* ces cloisonnements pour une *nouvelle* répartition de la terre. Seulement, cela ne se fera pas « per capita », comme le rêve le populiste, mais *selon le capital*, comme *l'exigera le marché*.

Les plans constructifs des populistes sont utopiques. Mais dans ces plans, il y a un élément de destruction en ce qui concerne le Moyen Age. Et cet élément, lui, n'est pas du tout utopique. C'est une réalité très vivante. C'est la réalité la plus logique et la plus progressiste du point de vue du capitalisme et du prolétariat.

Résumons brièvement nos points de vue. La ressemblance réelle entre le programme de Stolypine et celui des populistes consiste en ce que *tous les deux* veulent une *démolition* radicale du vieux mode de possession foncière moyenâgeux. Et c'est très bien. Elle ne mérite rien d'autre. *Les plus* réactionnaires de tous sont les cadets de la *Retch* et des *Rousskié Viédomosti* qui reprochent à Stolypine d'entreprendre cette démolition, au lieu de prouver la nécessité d'une démolition encore plus conséquente et décisive. Nous verrons dans un prochain article que la démolition prônée par Stolypine *ne peut pas* éliminer les servitudes et les corvées, tandis que le programme populiste *le peut* *.

Notons pour l'instant que l'unique résultat tout à fait réel de la réforme de Stolypine c'est la famine dont souffrent 30 millions de personnes. On ne sait pas encore si la réforme de Stolypine apprendra au peuple russe *comment il faut* procéder pour appliquer une réforme plus radicale. Elle est en train de le lui apprendre, sans aucun doute. Mais le fera-t-elle jusqu'au bout ? Qui vivra verra.

La « Nevskaïa Zvezda » n° 15, 1er juillet 1912. Signé: R.S.

Conforme au texte du journal

* Voir le présent tome, pp. 250-255. (*N.R.*

LA SITUATION DANS LE P.O.S.D.R. ET LES TÂCHES IMMÉDIATES DU PARTI

Le P.O.S.D.R. a traversé les années excessivement pénibles d'une féroce contre-révolution et il se trouve maintenant sur la voie qui mène au rétablissement de son organisation, au raffermissement de ses forces et de son influence en tant que guide du prolétariat russe, qui a porté à l'autocratie des coups puissants en 1905 et qui le renversera lors de la révolution à venir.

Les années pénibles de 1908 à 1911 ont été des années de scission ; c'est précisément à cette époque que s'est séparée du P.O.S.D.R. l'actuelle Direction centrale de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie, qui, en 1906, était entrée dans notre parti et avait attaqué avec nous, bolcheviks, les mencheviks opportunistes.

Les ouvriers social-démocrates de Pologne doivent évaluer avec esprit critique la séparation de la Direction centrale d'avec le P.O.S.D.R. C'est pourquoi j'accepte très volontiers la proposition que m'a faite le *Comité de Varsovie* de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie d'expliquer très brièvement dans la *Gazeta Robotnicza* [92] les raisons de la scission dans le parti et le rôle regrettable qu'a joué à ce propos l'actuelle Direction centrale, ainsi que de montrer les tâches immédiates du prolétariat social-démocrate de toute la Russie.

I

Nos camarades, les ouvriers polonais, savent bien quelles ont été les divergences entre mencheviks et bolcheviks à l'époque de la révolution de 1905. Plusieurs représentants éminents de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie, comme par exemple Rosa Luxembourg, se sont d'abord rangés du côté des mencheviks en 1904, mais la révolution a vite montré leur erreur en prouvant clairement l'opportunisme des mencheviks.

La contre-révolution de 1908 à 1911 a engendré une nouvelle étape dans l'histoire de la Russie. Le vieil absolutisme a encore avancé d'un pas vers la monarchie bourgeoise. Une Douma des propriétaires fonciers et de la grosse bourgeoisie a surgi. Le tsarisme n'a pas encore perdu son caractère féodal, mais il a mené une politique agraire bourgeoise dont le but était d'installer le plus vite possible la propriété privée de la terre au prix de la ruine et du massacre inouïs de millions de paysans. Le libéralisme bourgeois a fait un brusque crochet vers la contre-révolution et célébré de véritables orgies d'apostasie.

Parmi les intellectuels, c'étaient des dissensions et un désordre inconnus jusqu'alors. Quant au prolétariat, il était écrasé sous les persécutions du tsarisme qui se vengeait de la révolution et sous les flots de calomnie des renégats.

La tâche du P.O.S.D.R. était de sauvegarder le parti social-démocrate *révolutionnaire* de la classe ouvrière, *en s'adaptant aux nouvelles* conditions de travail.

Dès les premiers pas vers la solution de ce problème, on vit apparaître de nouveaux courants antiprolétariens dans le P.O.S.D.R. qui mettaient en danger *l'existence même* du parti. Ils étaient engendrés par la situation historique de notre contre-révolution. Ces courants bourgeois sont le *liquidationnisme et l'otzovisme.*

Les liquidateurs, pris dans la vague de désertion bourgeoise, ont renié la révolution. Ils ont fait une croix sur le parti clandestin et se sont mis à rechercher un terrain légal dans le régime gouvernemental soi-disant « constitutionnel » du 3 (16) juin dont ils prônaient la rénovation constitutionnelle. « Un parti ouvrier au grand jour » et les mots d'ordre de *réformes constitutionnelles*, voilà l'essentiel

de leur politique. Ce n'était pas une politique social-démocrate mais une politique ouvrière libérale.

Il est clair que comparer les liquidateurs aux opportunistes de l'Europe occidentale à l'intérieur des partis ouvriers social-démocrates (comme le fait l'actuelle Direction centrale sous l'influence de Tyszka) est tout simplement ridicule. Nos liquidateurs ne reconnaissent pas le parti sous sa forme clandestine, c'est-à-dire actuelle, et ils organisent un *nouveau* parti légal. Ce n'est pas une tendance à l'intérieur du parti mais un divorce d'avec lui. Le reniement évident et la destruction du parti par les liquidateurs ont provoqué une résistance tenace de la part des mencheviks eux-mêmes. Les ouvriers mencheviques en Russie *n'ont pas* suivi les liquidateurs et à l'étranger le menchevik Plékhanov a pris la tête des mencheviks « proparti » (antiliquidateurs). Plékhanov a reconnu maintenant clairement et ouvertement dans la presse que les liquidateurs *organisent un nouveau* parti.

Pour plus ample information des ouvriers polonais, ajoutons que les organes principaux des liquidateurs sont: à l'étranger *Goloss Sotsial-Démokrata* [93] (Martov, Dan, Axelrod et autres gens du *Goloss*); en Russie *Nacha Zaria* (Potressov, Lévitski, Tchérévanine, etc.). Les « otzovistes » (ceux qui voulaient « rappeler » (*otozvat*) les députés social-démocrates de la IIIe Douma) ont boycotté la IIIe Douma, ne comprenant pas la nécessité d'utiliser la tribune de la Douma et tous « les moyens légaux » pour le travail révolutionnaire social-démocrate. Ils ont transformé les mots d'ordre de la tactique révolutionnaire de 1905 en phrases vides de contenu. L'expérience a vite montré que le boycottage de la IIIe Douma était une absurdité qui, même contre la volonté des boycotteurs social-démocrates russes, les menait sur la voie de l'anarchisme. Si, en été 1907, la majorité des bolcheviks prenait parti pour le boycottage, au printemps 1908, elle avait déjà su comprendre la leçon de l'expérience et faisait preuve d'une résistance très soutenue à la propagande des « otzovistes » à Pétersbourg et à Moscou. Après cette pleine défaite en Russie, les otzovistes et leurs partisans ont végété à l'étranger sous la forme du petit groupe impuissant de « Vpériod » (Lounatcharski, Alexinski, etc.).

Il est inutile d'ajouter que par suite de la faiblesse de la majorité des organisations de Russie, par suite de la rupture des liens des groupes de l'étranger avec le travail fait en Russie, la majorité de ces groupes détruisait et démoralisait en toute « liberté » le parti, ne reconnaissant absolument aucune discipline, et n'ayant aucun mandat d'une quelconque organisation de Russie pour la direction d'un organe, l'édition de brochures et de proclamations. Outre les petits groupes aux principes différents, surgissaient, comme à l'ordinaire, des groupes sans principe aucun qui s'efforçaient d'acquérir un petit capital politique en faisant du courtage, de la menue diplomatie, des intrigues sous prétexte de « réconciliation » et d'« unification » du parti. Les grands maîtres en ce domaine étaient Trotski avec la *Pravda* de Vienne et Tyszka avec la Direction centrale.

II

La question s'est posée au P.O.S.D.R. : comment restaurer le parti ?

Il est clair qu'il était impossible de le faire *de concert* avec ceux qui voulaient *liquider* le parti ou avec ceux qui boycottaient la Douma et les moyens légaux ; ou bien les petits groupes de l'étranger qui menaient cette politique bourgeoise devaient y renoncer et se soumettre à la majorité écrasante des organisations, des groupes et des cercles de Russie, ou bien la Russie devait restaurer le parti *malgré* ces petits groupes de l'étranger.

En janvier 1910 eut lieu pour la dernière fois une réunion plénière du Comité central du P.O.S.D.R., qui tenta de sauver les liquidateurs et les otzovistes en train de se détacher de la social-démocratie en les poussant vers le travail de parti. L'absurdité et le caractère non social-démocrate de ces deux déviations étaient tellement évidents que *personne* ne se décida à les défendre. *A l'unanimité*, il fut reconnu que ces tendances étaient *bourgeoises* et que seul leur rejet pouvait créer les conditions d'une rénovation du parti.

Mais une décision unanime est insuffisante si elle n'est pas suivie d'une action unie. Les liquidateurs et les otzo-

vistes, nonobstant les décisions du plénum du Comité central, loin de l'affaiblir *intensifièrent* leur travail destructeur. Celui qui lutta *pour le parti* fut son Organe central sous la direction des bolcheviks et des Polonais, et cela pendant un an et demi (janvier 1910-juin 1911) ; en outre, le menchevik Plékhanov apporta un concours énergique à la lutte contre les liquidateurs.

Contre le parti, on vit « travailler » de toutes leurs forces les liquidateurs, le groupe « Vpériod », Trotski et le Bund. Les Lettons eurent des flottements et se rangèrent le plus souvent du côté des liquidateurs. Les liquidateurs poussèrent leur travail de destruction jusqu'à l'anéantissement du Comité central du parti ! Le plénum avait décidé de restaurer le Comité central en Russie et de coopter de nouveaux membres, mais les liquidateurs ne consentirent même pas à participer à une seule réunion, ayant déclaré « nuisibles » tant le parti clandestin que le Comité central clandestin. Peut-on après cela, dans un but autre que celui de l'intrigue, comparer les liquidateurs aux opportunistes d'Europe occidentale ?

Le parti resta donc sans Comité central. Sa décomposition était inévitable. Seules des organisations *russes*, c'est-à-dire agissant en Russie, pouvaient le restaurer. Et c'est là que se montra dans tout son éclat la politique d'intrigues hypocrites de Tyszka qui à la Direction centrale prit sous sa coupe les partisans d'une politique plus fidèle aux principes et mena la Direction principale à rompre avec le P.O.S.D.R., au point qu'elle se retrouva *entre* le parti et les liquidateurs du parti.

Pour comprendre cette politique, qui fait grand tort au mouvement social-démocrate polonais, considérons d'abord un fait pris dans le domaine de la lutte *idéologique* au sein de notre parti.

Le plénum du Comité central, comme nous l'avons indiqué plus haut, avait condamné à l'unanimité le courant liquidateur. Mais une partie de la résolution la plus importante (son paragraphe 1) avait été rédigée dans un sens absolument opposé et faisait le jeu des liquidateurs. Ce paragraphe exprime l'idée que la social-démocratie, *pour la première fois* à l'époque actuelle, c'est-à-dire à l'époque de la contre-révolution, applique entièrement les métho-

des de la social-démocratie internationale. Ce paragraphe, ménageant une entrée aux théories renégates, avait été proposé par Tyszka, qui s'efforçait de louvoyer entre les liquidateurs et le parti. Naturellement, les liquidateurs soutinrent avec chaleur ce paragraphe et aidèrent Tyszka à « vaincre » ; une partie des bolcheviks, le groupe dit des « conciliateurs » (c'est-à-dire en fait les trotskistes), avait lui aussi glissé du côté des liquidateurs.

Après le plénum, Plékhanov ridiculisa ce point avec force et brio (sans savoir qui en était l'auteur) pour sa « redondance » et son imprécision. Je pris la parole après Plékhanov et parlai de ma lutte stérile contre l'union de Tyszka avec les « conciliateurs » et liquidateurs *.

Aucun des nombreux littérateurs de la Direction centrale n'a écrit en deux ans *un seul mot* pour la défense de ce paragraphe.

Le louvoiement de Tyszka a uniquement conduit à une dénaturation liquidatrice des points de vue du parti.

Les résultats de cette politique ont été plus regrettables encore en matière d'organisation.

Le Comité central n'existe plus. Seule une conférence des organisations de Russie peut restaurer le parti. Mais comment la convoquer ? De toute évidence *pas de concert* avec ceux qui liquident le parti, mais *sans eux*.

Tyszka balance, louvoie et joue à « l'unification » du parti avec ceux qui le liquident. D'abord, Tyszka plus un petit groupe de « conciliateurs » (un petit groupe de l'étranger absolument impuissant, qui en une année n'a pas reçu une seule commande pour ses publications de la part d'aucune organisation de Russie) s'unissent aux bolcheviks, se chargent de *contrôler* la convocation de la conférence, donnent de l'argent aux agents chargés de cette convocation, envoient ces agents en tournée tout en affirmant qu'ils « unifient » le parti (affirmation qui provoque un rire homérique aussi bien chez les liquidateurs que chez nous).

Ces agents commencent leur tournée *à partir de Kiev*, où l'organisation était à tel point menchevique que même nos ennemis les plus acharnés, Trotski et les Lettons, l'ont

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, pp. 237-243 *(N.R.)*

avoué dans la presse. Etant donné les invectives enragées des liquidateurs contre notre conférence, les ouvriers polonais doivent savoir que c'est avec la participation de l'organisation précitée, justement, qu'a été formée (en octobre 1911) la Commission d'organisation de Russie pour la convocation de la conférence. Et que c'est précisément le délégué de cette organisation (de Kiev) qui fut président de la commission des mandats à la conférence !

Il est clair que dans la Commission d'organisation de Russie la majorité se compose de bolcheviks et d'une partie des mencheviks « proparti » (c'est-à-dire antiliquidateurs). Les autres groupuscules n'y furent pas représentés, car il s'agit seulement de fictions de l'étranger sans liens avec la Russie.

Alors Tyszka désespéré de ne plus pouvoir s'entremettre ni d'intriguer, jouant à l'unification avec les liquidateurs, est sorti de la Commission d'organisation de Russie et n'est pas venu à la conférence, bien qu'invité *à trois reprises*.

Au lieu de cela, il a pris part à une réunion de *liquidateurs* [94] où il devait être discuté de la convocation d'une autre conférence (liquidatrice) et... l'a quittée en déclarant qu'elle groupait des liquidateurs ! ! Un pareil « conciliateur » n'est-il pas un bateleur ? *

III

La conférence de janvier du P.O.S.D.R. a réuni la majorité des organisations russes: Pétersbourg, Moscou, la Volga, le Caucase, le Sud, la région occidentale. Elle a montré que les liquidateurs (*Nacha Zaria*) se sont placés hors du parti. Elle a décliné toute responsabilité en ce qui concerne les petits groupes de l'étranger qui décomposent le parti par leurs actions.

Lors de ses vingt-trois sessions, elle a examiné en détail toutes les questions de tactique, a pris toute une série de

* Dans *Vorwärts*, la Direction centrale traite Trotski d'agent des liquidateurs et dans *Czerwony Sztandar* [95] elle déclare impossible l'union non seulement avec la « gauche » liquidatrice du Parti socialiste polonais, mais aussi avec le Bund liquidateur en Pologne !! Tyszka, lui, promet d'unir le P.O.S.D.R. avec les liquidateurs russes.

décisions dans l'esprit du précédent travail de quatre années de l'Organe central et de toutes les instances dirigeantes du parti. Enfin, elle s'est constituée comme la plus haute instance du parti et a élu un Comité central.

Que les liquidateurs et, avec eux, tous les petits groupes impuissants de l'étranger attaquent la bave aux lèvres la conférence du parti, est tout à fait compréhensible. La conférence les a condamnés. Tout condamné a le droit, pendant 24 heures, d'invectiver ses juges.

Mais *il n'y a pas* d'autre Comité central ni d'autre parti social-démocrate en Russie. Tyszka et la Direction centrale, en refusant de participer à cette conférence et en assurant aux ouvriers polonais qu'il est possible (avec l'aide de courtiers) d'« unir » le parti avec les liquidateurs, trompent les ouvriers. Par suite de cette tromperie, les ouvriers polonais ont manqué l'occasion de conférer avec les camarades russes, de discuter avec eux de la tactique et des mots d'ordre, en un moment aussi important que celui de l'essor révolutionnaire des journées d'avril et de mai, ainsi que des élections à la IVe Douma.

L'intensification de l'essor révolutionnaire parmi le prolétariat russe est évidente. Aider à cette intensification, fortifier l'organisation illégale, donner au mouvement des mots d'ordre révolutionnaires corrects, résister à l'opportunisme des liquidateurs légalistes, imprégner les organisations légales d'un esprit antiliquidateur et mener dans ce sens les élections à la IVe Douma, telles sont les tâches immédiates que le P.O.S.D.R. résout à l'heure actuelle en pratique, tâches qui ont été définies en théorie à la conférence de Russie de janvier.

Pour l'orientation de leur travail, les ouvriers social-démocrates révolutionnaires polonais marchent avec nous. Aussi me permettrai-je de terminer en exprimant ma confiance dans le fait que le prolétariat de Pologne pourra s'unir également à nous, c'est-à-dire au P.O.S.D.R., sur le plan de l'organisation, et cela malgré les hésitations sur le plan des principes de l'actuelle Direction centrale.

Publié le 16 juillet 1913 dans le journal « Gazeta Robotnicza » n° 15-16. Signé: N. Lénine

Conforme au texte du journal

RÉPONSE AUX LIQUIDATEURS[96]

Les liquidateurs du *Nevski Goloss* se mettent en quatre pour *détruire* l'unité des élections ouvrières à Pétersbourg. Ils n'y parviendront pas. Les clameurs hypocrites à l'« unité »... (*de la part des liquidateurs ! !*) ne tromperont personne.

L'unité de la démocratie ouvrière est assurée.

Les ouvriers ne suivent pas ceux qui liquident la démocratie ouvrière et promettent seulement de la remplacer... par un « parti » légal faisant une politique ouvrière libérale. L'unité de la masse ouvrière, et non une « entente » au détriment de cette unité avec les petits cercles scissionnistes des intellectuels liquidateurs, voilà ce que veulent les ouvriers conscients. Et la *Pravda*[97] suit ce mot d'ordre.

Nous ne sommes pas troublés par les viles incartades des liquidateurs qui demandent *légalement où* « trouver » ce qui ne se vante pas de sa « légalité »... Composez, messieurs, votre programme « légal », construisez votre nouveau parti « légal », libre à vous !

P.-S. Je demande instamment qu'on me réponde sans attendre ou le plus vite possible à la question que j'ai soulevée ici. *Il est impossible de se taire.* On peut tout gâter et provoquer une protestation des ouvriers *à gauche* en se taisant à ce sujet. Il est nécessaire d'infliger une riposte aux liquidateurs. *Impossible* de diriger les élections si l'on

cache *p o u r q u i* est fait ce travail (ne serait-ce pas pour les liquidateurs ?). Si vous ne voulez pas aggraver et gâcher *t o u t* « à gauche », publiez cette « réponse aux liquidateurs ». Dans le cas *contraire*, retournez-moi cette feuille *sans retard*. Ceci est *i m p o r t a n t* pour moi !

Ecrit en juillet 1912.
Publié pour la première fois en 1933 dans le Recueil Lénine XXV

Conforme au manuscrit

EN SUISSE

Les socialistes locaux appellent la Suisse une « république de laquais ». Pays petit-bourgeois où l'une des branches les plus importantes était de longue date l'industrie hôtelière, elle dépendait outre mesure des riches parasites qui viennent gaspiller des millions pour se promener l'été en montagne. Un petit patron courbé devant le riche touriste, tel était jusqu'à ces temps derniers le type le plus répandu du bourgeois suisse.

Mais maintenant cela change. La grosse industrie se développe en Suisse. L'utilisation des cascades et des rivières de montagne pour l'obtention directe d'énergie électrique joue un rôle important dans cet essor industriel. On nomme souvent « houille blanche » cette force des chutes d'eau qui remplace le charbon dans l'industrie.

L'industrialisation de la Suisse a mis fin au marasme du mouvement ouvrier. La lutte du capital et du travail devient plus aiguë. L'esprit assoupi et petit-bourgeois, qui bien souvent dominait dans quelques syndicats de Suisse, disparaît et se voit remplacé par l'état d'esprit militant du prolétariat organisé et conscient de sa force.

Les ouvriers suisses se rendent parfaitement compte que leur république est une république bourgeoise qui soutient l'esclavage du salariat existant dans tous les pays capitalistes sans exception. Mais en même temps, les ouvriers suisses ont merveilleusement appris à utiliser la liberté de leurs institutions républicaines pour l'instruction et l'organisation de larges masses ouvrières.

Les fruits de ce travail se sont montrés à l'évidence pendant la grève générale du 12 juillet (29 juin, ancien calendrier) à Zurich.

Voici ce qui s'est passé. Les peintres et les serruriers de Zurich faisaient grève depuis déjà quelques semaines pour obtenir une hausse de salaire et une diminution de la journée de travail. Les patrons se sont fâchés et ont décidé de briser l'obstination des grévistes. Le gouvernement de la république bourgeoise, faisant du zèle devant les capitalistes, leur est venu en aide et s'est mis à *expulser* des grévistes étrangers! (Il y a en Suisse beaucoup d'ouvriers étrangers, particulièrement des Italiens.) Mais cet acte grossier de violence n'a servi à rien. Les ouvriers unis ont tenu bon.

Les capitalistes ont alors utilisé le procédé suivant. A Hambourg (Allemagne), il existe une firme appartenant à un certain Ludwig Koch spécialisée dans la fourniture de briseurs de grèves. Les capitalistes zurichois — patriotes et républicains en diable — ont commandé à cette firme des jaunes parmi lesquels se trouvaient toutes sortes de criminels notoires condamnés en Allemagne pour proxénétisme, bagarres, etc. Les capitalistes ont fait distribuer des révolvers à cette racaille, cette bande de forbans (lumpenprolétaires). Enhardis, les briseurs de grèves se sont éparpillés dans les cabarets du quartier ouvrier et s'y sont livrés à un tapage incroyable. Quand les ouvriers, rassemblés en foule, ont voulu éloigner les voyous, l'un d'eux *a abattu* un gréviste d'un coup de revolver.

La patience des ouvriers était à bout. Le meurtrier a été passé à tabac. On décida de déposer une interpellation au conseil municipal de Zurich au sujet des violences dont les voyous s'étaient rendus coupables. Puis, quand le conseil municipal, soutenant les capitalistes, a eu interdit les piquets de grève, les ouvriers ont décidé de protester par une *grève générale d'une journée.*

Tous les syndicats se sont prononcés à l'unanimité pour la grève. Seule regrettable exception: les imprimeurs. Ils ont pris parti contre la grève, et l'assemblée des 425 représentants de toutes les organisations ouvrières de Zurich a accueilli cette décision aux cris formidables de « quelle honte ! ». La grève a été décidée, malgré l'opposi-

tion des dirigeants des organisations politiques (le vieil esprit des dirigeants petits-bourgeois et opportunistes de Suisse !).

Sachant que les capitalistes et l'administration s'efforceraient de briser une grève pacifique, les ouvriers ont appliqué l'adage : « A la guerre comme à la guerre. » A la guerre, on ne communique pas à l'ennemi *quand* sera déclenchée l'attaque. Aussi les ouvriers ont-ils annoncé jeudi que la grève aurait lieu mardi ou mercredi alors qu'en réalité elle était décidée pour *vendredi*. Les capitalistes et l'administration ont été pris de court.

La grève a réussi avec éclat. Dès l'aurore 30 000 tracts en allemand et en italien étaient distribués. Environ 2 000 grévistes occupaient les dépôts de tramways. Tout s'est arrêté. La vie de la ville s'est éteinte. Le vendredi est jour de marché à Zurich, mais la ville était comme morte. La consommation de boissons alcoolisées avait été interdite par le comité de grève, et les ouvriers ont strictement observé cette décision.

A 2 heures de l'après-midi a eu lieu une imposante manifestation de masse. A la fin des discours tous se sont séparés tranquillement et sans chanter.

Le gouvernement et les capitalistes, qui espéraient amener les ouvriers à des actes de violence, ont vu leur insuccès et maintenant ils ne se sentent plus de rage. Un édit spécial interdit dans tout le canton de Zurich non seulement les piquets de grève mais aussi les réunions en plein air et les manifestations. La police a occupé la maison du peuple à Zurich et a arrêté plusieurs chefs ouvriers. Les capitalistes, pour se venger de la grève générale, ont annoncé un lock-out de trois jours.

Les ouvriers demeurent calmes, observent strictement le boycottage de l'alcool et du vin et répètent entre eux : « Pourquoi l'ouvrier ne se reposerait-il pas trois jours dans l'année, alors que les riches se reposent l'année entière ? »

La « Pravda » n° 63, 12 juillet 1912. *Conforme au texte du journal*
Signé : B.J.

DÉMOCRATIE ET POPULISME EN CHINE

L'article de Sun Yat-sen, président intérimaire de la République de Chine, que nous empruntons au journal socialiste de Bruxelles *Le Peuple*, offre un intérêt absolument exceptionnel pour nous autres Russes.

On voit mieux les choses de l'extérieur, dit le proverbe. Sun Yat-sen est un témoin « de l'extérieur » extrêmement intéressant car, bien qu'éduqué à l'européenne, il n'est visiblement pas du tout familier avec la Russie. Or, voici que, indépendamment de la Russie, de l'expérience russe, de la littérature russe, ce représentant, éduqué à l'européenne, de la démocratie chinoise militante et victorieuse qui a fait la république, soulève des questions purement russes. Ce démocrate chinois progressiste raisonne littéralement comme un Russe. Sa ressemblance avec un populiste russe est telle qu'il y a identité parfaite des idées de base et de nombreuses expressions.

On voit mieux les choses de l'extérieur. Le programme de la grande démocratie chinoise — car c'est cela l'article de Sun Yat-sen — nous oblige à examiner et nous offre une excellente occasion de considérer encore une fois, sous l'angle des nouveaux événements mondiaux, la question des rapports entre démocratie et populisme dans les révolutions bourgeoises actuelles de l'Asie. C'est là une des questions les plus sérieuses qui se sont posées à la Russie à son époque révolutionnaire, c'est-à-dire depuis 1905. Et pas seulement à la Russie, mais à toute l'Asie, comme on peut le voir d'après le programme du président intérimaire de la République de Chine, surtout si l'on associe ce

programme au développement des événements révolutionnaires en Russie, en Chine, en Turquie ou en Perse. Sur bien des points très importants la Russie est sans aucun doute un Etat asiatique et qui plus est un des plus sauvages, des plus moyenâgeux, des plus honteusement arriérés.

La démocratie bourgeoise russe a une teinte populiste, depuis son lointain et solitaire précurseur, le noble Herzen, jusqu'à ses représentants de masse, les membres de l'Union paysanne de 1905, les députés troudoviks des trois premières Doumas, de 1906 à 1912. Or, nous voyons maintenant que la démocratie bourgeoise de la Chine a, elle aussi, la même teinte populiste. Considérons, avec l'exemple de Sun Yat-sen, quelle est la « signification sociale » des idées engendrées par le mouvement révolutionnaire de centaines et de centaines de millions de gens, qui sont maintenant entraînés irréversiblement dans le courant de la civilisation capitaliste universelle.

Un esprit démocratique militant et sincère imprègne chaque ligne du programme de Sun Yat-sen. Compréhension absolue des insuffisances d'une révolution « raciale ». Pas une goutte d'apolitisme, ni même de mépris pour la liberté politique, ou de tentation d'accepter l'idée d'une coexistence de l'absolutisme chinois avec une « réforme sociale » chinoise, avec des transformations constitutionnelles chinoises, etc. Un esprit démocratique total avec revendication de la république. Une manière directe de poser la question de la situation des masses, de la lutte des masses; une sympathie ardente pour les travailleurs et les exploités, la foi dans leur droit et leur force.

Nous avons là une idéologie véritablement grande d'un peuple véritablement grand qui sait non seulement déplorer son esclavage séculaire et rêver de liberté et d'égalité, mais aussi *lutter* contre les oppresseurs séculaires de la Chine.

On ne peut s'empêcher de comparer le président intérimaire de la république d'une Chine asiatique sauvage et engourdie avec les différents présidents des républiques d'Europe, d'Amérique, des pays de culture avancée. Les présidents *de là-bas* ne sont que les hommes d'affaires, les agents ou les marionnettes d'une bourgeoisie pourrie des pieds à la tête, souillée de boue et de sang, et non du sang

des padichahs et des bogdykhans, mais du sang des ouvriers tués pendant des grèves faites au nom du progrès et de la civilisation. Les présidents de là-bas sont les représentants de la bourgeoisie, qui a renié depuis longtemps tous les idéaux de sa jeunesse, qui s'est prostituée jusqu'au bout, qui s'est vendue tout entière à des millionnaires, à des milliardaires, à des féodaux embourgeoisés, etc.

Le président intérimaire de la République de Chine, lui, est un démocrate révolutionnaire, plein de la générosité et de l'héroïsme propres à une classe ascendante et non déclinante qui ne craint pas l'avenir mais croit en lui et lutte pour lui avec abnégation, la classe qui hait le passé et sait rejeter sa pourriture morte qui étouffe tout ce qui est vivant, au lieu de s'accrocher à la sauvegarde et à la restauration du passé pour défendre ses privilèges.

Eh alors ? Cela signifie-t-il que l'Occident matérialiste est pourri et que la lumière vient seulement de l'Orient mystique et religieux ? Non, c'est justement le contraire. Cela signifie que l'Orient a définitivement choisi la route de l'Occident, que de nouvelles *centaines de millions* de gens participeront dorénavant à la lutte pour des idéaux que l'Occident a déjà fait siens. Elle est pourrie, la bourgeoisie occidentale, déjà confrontée à son fossoyeur, le prolétariat. En Asie, par contre, il y a *encore* une bourgeoisie capable de représenter une démocratie conséquente, sincère et militante, une bourgeoisie qui est la digne compagne des grands prédicateurs et des grands hommes d'action de la fin du XVIIIe siècle français.

Le principal représentant ou le principal étai social de cette bourgeoisie asiatique encore capable d'une tâche historiquement progressiste, c'est le paysan. Près de lui existe déjà une bourgeoisie libérale, dont les dirigeants, tel Yuan Shi-kaï, sont plus que tout capables de trahison: hier ils craignaient le bogdykhan et lui faisaient des courbettes; puis, quand ils ont vu la force, quand ils ont senti la victoire de la démocratie révolutionnaire, ils ont trahi le bogdykhan; demain, ils trahiront les démocrates pour traiter avec quelque ancien bogdykhan ou quelque nouveau bogdykhan « constitutionnel ».

Sans le grand et sincère élan démocratique qui enflamme les masses ouvrières et les rend capables d'accomplir des

miracles, sans cet élan que l'on voit dans chaque phrase du programme de Sun Yat-sen, la libération du peuple chinois de son esclavage séculaire serait impossible.

Mais cette idéologie de la démocratie militante s'unit chez le populiste chinois, premièrement, à des rêves socialistes, avec l'espoir de sauter l'étape du capitalisme en Chine, de prévenir le capitalisme, et deuxièmement, à un plan de réforme agraire radicale. Ce sont justement ces deux dernières tendances idéologiques et politiques qui constituent l'élément qui caractérise le *populisme* au sens spécifique de ce terme, c'est-à-dire par opposition à la démocratie, comme supplément à la démocratie.

Qu elle est l'origine et la signification de ces tendances ?

La démocratie chinoise ne pouvait pas renverser l'ancien régime en Chine et faire la république sans un immense élan spirituel et révolutionnaire des masses. Un tel élan suppose et engendre la sympathie la plus sincère envers la situation des masses ouvrières et la haine la plus ardente pour ceux qui les oppressent et les exploitent. Mais en Europe et en Amérique, à qui les Chinois d'avant-garde, *tous* les Chinois, pour autant qu'ils ont vécu cet élan, ont emprunté leurs idées libératrices, ce qui est à l'ordre du jour c'est déjà la libération *du* joug de la bourgeoisie, c'est-à-dire le socialisme. De là découle inévitablement la sympathie des démocrates chinois pour le socialisme, leur socialisme *subjectif*.

Ils sont subjectivement socialistes, parce qu'ils sont contre l'assujettissement et l'exploitation des masses. Mais les conditions *objectives* de la Chine, pays arriéré agricole, semi-féodal, mettent à l'ordre du jour dans la vie d'un demi-milliard ou presque d'hommes une forme spécifique, historiquement définie de cet assujettissement et de cette exploitation : le féodalisme. Le féodalisme était fondé sur la prédominance de l'agriculture et de l'économie naturelle ; la source de l'exploitation féodale du paysan chinois a été sa *fixation* sous telle ou telle forme à la terre ; les porte-parole politiques de cette exploitation étaient les féodaux, tous ensemble et chacun séparément avec le bogdykhan, chef du système.

Et voici que les idées et les programmes subjectivement socialistes du démocrate chinois donnent naissance en

réalité à un programme de « changement de tous les fondements juridiques » *de la seule* « propriété immobilière », un programme d'anéantissement *de la seule* exploitation féodale.

Là est l'*essence* du populisme de Sun Yat-sen, de son programme progressiste, militant et révolutionnaire de transformations agraires bourgeoises démocratiques et de sa théorie prétendument socialiste.

Cette théorie, si on la considère du point de vue de la doctrine, est une théorie de « socialiste » petit-bourgeois réactionnaire. Car c'est un rêve parfaitement réactionnaire que de vouloir « prévenir » le capitalisme en Chine, que de croire qu'une « révolution sociale » serait plus facile en Chine du fait de son retard, etc. Et Sun Yat-sen avec une candeur incomparable, virginale, pourrait-on dire, détruit lui-même sa théorie populiste réactionnaire en reconnaissant ce que la vie force à avouer, à savoir que « la Chine est à la veille d'un gigantesque développement industriel » (c'est-à-dire capitaliste), qu'en Chine « le commerce » (c'est-à-dire le capitalisme) « prendra d'énormes proportions », que « dans 50 ans il y aura chez nous beaucoup de Shanghaïs », c'est-à-dire des centres populeux de prospérité capitaliste et de besoin et de misère prolétariens.

Mais — et c'est là le centre du problème, le point le plus intéressant, *devant* lequel s'arrête souvent le quasi-marxisme libéral, châtré et vidé de sa substance — est-ce que Sun Yat-sen, sur la base de sa théorie économique réactionnaire, défend un programme agraire réactionnaire ?

Eh bien, non justement. La dialectique des relations sociales de la Chine consiste justement en ceci que les démocrates chinois, sympathisant très sincèrement avec le socialisme d'Europe, l'ont transformé en une théorie réactionnaire, et que *sur la base* de cette théorie réactionnaire de « prévention » du capitalisme, ils appliquent un programme agraire *purement capitaliste*, on ne peut plus capitaliste !

En fait, qu'est-ce que la « révolution économique » dont parle si pompeusement et avec tant d'obscurité Sun Yat-sen au début de son article ?

C'est la remise de la rente à l'Etat, c'est-à-dire la nationalisation de la terre au moyen d'un impôt unique à la Henry George. Il n'y a rien d'autre de vraiment *réel* dans la

« révolution économique » proposée et prônée par Sun Yat-sen.

La différence entre la valeur de la terre dans un coin perdu de la campagne et à Shanghaï est la différence dans le taux de la rente. La valeur de la terre est une rente capitalisée. Agir de telle sorte que la valeur « accrue » de la terre devienne « propriété du peuple » signifie remettre la rente, c'est-à-dire la propriété de la terre, à l'Etat ou, en d'autres termes, nationaliser la terre.

Une telle réforme est-elle possible dans le cadre du capitalisme ? Non seulement elle est possible, mais elle représente le capitalisme le plus pur, le plus conséquent, le capitalisme idéal. Marx en a parlé dans *Misère de la philosophie*, l'a démontré en détail dans le IIIe tome du *Capital* et l'a développé avec une clarté particulière lors de sa polémique avec Rodbertus dans les *Théories de la plus-value*.

La nationalisation de la terre donne la possibilité d'anéantir la rente absolue et de ne laisser subsister que la rente différentielle. Elimination maxima des monopoles moyenâgeux et des rapports moyenâgeux dans l'agriculture, liberté maxima dans la circulation marchande de la terre, facilité d'adaptation maxima de l'agriculture au marché, voilà ce qu'est la nationalisation de la terre d'après la doctrine de Marx. L'ironie de l'histoire veut que le populisme, au nom de la « lutte contre le capitalisme » dans l'agriculture, applique un tel programme agraire, dont la complète réalisation marquerait le développement *le plus* rapide du capitalisme, dans l'agriculture.

Quelle est la nécessité économique qui a provoqué dans un des pays agricoles les plus arriérés de l'Asie le développement des programmes bourgeois démocratiques les plus progressistes en ce qui concerne la terre ? C'est celle de détruire le féodalisme dans tous ses aspects et toutes ses manifestations.

Plus la Chine prenait du retard sur l'Europe et sur le Japon, plus le fractionnement et la désagrégation nationale la menaçaient. Seul pouvait la « rénover » l'héroïsme des masses populaires révolutionnaires, un héroïsme capable, dans le domaine politique, de créer une république chinoise, et dans le domaine agraire de garantir, au moyen de la

nationalisation de la terre, le progrès capitaliste le plus rapide.

Ceci réussira-t-il et dans quelle mesure, c'est là une autre question. Divers pays, dans leur révolution bourgeoise, ont réalisé différents degrés du démocratisme politique et agraire, et cela dans les combinaisons les plus variées. C'est la situation internationale et le rapport des forces sociales en Chine qui décideront. Le bogdykhan unira vraisemblablement les féodaux, la bureaucratie, le clergé chinois et préparera la restauration. Yuan Shi-kaï, représentant de la bourgeoisie qui de libérale-monarchiste vient seulement de se transformer en libérale-républicaine (pour combien de temps ?), mènera une politique de louvoiement entre la monarchie et la révolution. La démocratie bourgeoise révolutionnaire, représentée par Sun Yat-sen, cherche à juste titre la voie vers la « rénovation » de la Chine en développant au maximum l'autonomie, la décision et la hardiesse des masses paysannes dans le domaine des réformes politiques et agraires.

Enfin, plus le nombre des Shanghaïs croîtra en Chine, et plus le prolétariat chinois se développera. Il formera vraisemblablement tel ou tel parti ouvrier social-démocrate chinois, qui, en critiquant les utopies petites-bourgeoises et les points de vue réactionnaires de Sun Yat-sen, saura probablement isoler avec soin, sauvegarder et développer le noyau démocratique révolutionnaire de son programme politique et agraire.

La « Nevskaïa Zvezda » n° 17, 16 juillet 1912.
Signé: Vl. Iline

Conforme au texte du journal

LE CONGRÈS DES SOCIALISTES ITALIENS

Il y a quelques jours le XIIIe Congrès du Parti socialiste italien a terminé ses travaux dans la ville de Reggio nell'-Emilia.

La lutte intérieure dans le Parti socialiste italien a pris des formes particulièrement aiguës ces dernières années. Au début, il y avait deux tendances principales: les révolutionnaires et les réformistes. Les premiers défendaient le caractère prolétarien du mouvement et combattaient toutes les manifestations d'opportunisme, c'est-à-dire l'esprit de modération, les transactions avec la bourgeoisie, le rejet des buts finaux (socialistes) du mouvement ouvrier. La pierre angulaire, le fondement des points de vue de cette tendance c'est la lutte de classe.

Les réformistes, dans leur lutte pour des réformes, c'est-à-dire des améliorations partielles de la situation politique et économique, oubliaient constamment le caractère socialiste du mouvement, prônaient des blocs et des unions avec la bourgeoisie, jusqu'à laisser entrer un socialiste dans le ministère bourgeois, jusqu'à abandonner des convictions républicaines conséquentes (dans la monarchie italienne, la propagande républicaine n'est pas en elle-même considérée comme illégale), jusqu'à défendre la « politique coloniale », la politique de mainmise sur les colonies, d'asservissement, de pillage et d'extermination des indigènes, etc.

Ces deux tendances de base qui existent sous telle ou telle forme dans *tous* les partis socialistes ont donné naissance en Italie à deux autres tendances extrêmes qui se sont tout à fait éloignées du socialisme et, pour cette raison, ont tendu à se séparer du parti ouvrier socialiste. Une de

ces tendances extrêmes non socialistes est le *syndicalisme* qui a été un certain temps « à la mode » en Italie. Les syndicalistes inclinaient vers l'anarchisme, s'enfonçaient dans la phraséologie révolutionnaire, détruisaient la discipline de la lutte ouvrière, refusaient l'utilisation de la tribune parlementaire par les socialistes ou défendaient cette position de refus.

L'influence des anarchistes est faible partout, et le mouvement ouvrier se débarrasse vite de cette maladie.

Les syndicalistes italiens (à commencer par leur chef Arturo Labriola) sont désormais *en dehors* du parti socialiste. Leur rôle dans le mouvement ouvrier est insignifiant. Les révolutionnaires marxistes en Italie, comme dans les autres pays, ne se laissent pas aller à des tendances et dispositions d'esprit anarchistes qui décomposent le mouvement du prolétariat.

Les réformistes sont moins fermes vis-à-vis des réformistes d'extrême-droite qui, glissant vers une politique ouvrière libérale, passent définitivement dans le camp des libéraux et se rangent du côté de la bourgeoisie. C'est pourquoi l'éviction de ces traîtres à la cause ouvrière hors du parti socialiste se passe rarement sans une lutte excessivement sévère des révolutionnaires marxistes contre *tous* les réformistes. Il en fut ainsi en France, par exemple, quand l'opportuniste et le réformiste Millerand a fini par transiger avec la bourgeoisie et est entré dans un ministère bourgeois.

Il en est de même en Italie. Les réformistes se sont divisés en réformistes de gauche (avec Turati à leur tête) et en réformistes de droite (avec Bissolati à leur tête). Le congrès de Reggio nell'Emilia a marqué le dernier acte de cette scission.

Trois tendances étaient représentées au congrès : 1) les révolutionnaires (ils avaient environ 12 500 voix d'après le nombre de leurs partisans dans le parti) ; 2) les réformistes de gauche (9 000 à peu près) et 3) les réformistes de droite (environ 2 000). Les révolutionnaires ont proposé d'exclure du parti Bissolati et trois autres réformistes extrémistes de droite. Parmi les réformistes de gauche, un tiers était aussi pour leur exclusion, mais avec une formulation plus « délicate » des motifs, et les deux autres tiers contre l'exclusion, pour un simple blâme.

Les révolutionnaires qui avaient la majorité, comme l'indiquent les chiffres, ont remporté la victoire, et Bissolati et Cie ont été exclus.

Quels étaient les points de vue et les actions de Bissolati pour qu'ils aient nécessité son expulsion du parti ? Bissolati, en dépit de décisions répétées du parti, a soutenu à tel point le ministère bourgeois qu'il est presque devenu lui-même « ministre sans portefeuille » (c'est-à-dire que, sans être ministre, il a agi en partisan et membre du ministère bourgeois).

Malgré les convictions républicaines auxquelles les socialistes italiens tiennent fort, Bisssolati s'est mis à faire des excursions au Quirinal pour rendre visite au roi et mener des pourparlers avec lui ! Bissolati est allé jusqu'à défendre la guerre actuelle de l'Italie avec la Turquie, bien que *tout* le parti ait vigoureusement condamné cette guerre comme un pillage bourgeois honteux, et une sale affaire qui a conduit au massacre des indigènes africains à Tripoli à l'aide d'armes meurtrières perfectionnées.

A la suite de l'exclusion de Bissolati et Cie, *tous* les réformistes de droite ont quitté le parti et ont fondé *leur propre* parti qu'ils ont nommé « Parti socialiste réformiste ». Sous cette enseigne se cache *en réalité* « le parti » des politiciens « ouvriers » libéraux-monarchistes.

Une scission est toujours pénible et douloureuse. Mais elle devient parfois indispensable, et dans de tels cas toute faiblesse, toute « sentimentalité » (mot utilisé à Reggio par notre compatriote Balabanova) est un crime. Les chefs de la classe ouvrière ne sont pas des anges, des saints, des héros, mais des hommes comme tout le monde. Ils font des fautes. Le parti les corrige. Il est arrivé au parti ouvrier allemand de corriger les fautes opportunistes d'aussi grands dirigeants que Bebel.

Mais si on persiste dans une faute, si pour la défendre un groupe se constitue qui foule aux pieds toutes les décisions du parti, toute la discipline de l'armée du prolétariat, la scission est nécessaire. Aussi le parti du prolétariat italien socialiste, ayant exclu de son sein les syndicalistes et les réformistes de droite, a-t-il pris le bon chemin.

La « Pravda » n° 66
15 juillet 1912.
Signé: I.

Conforme au texte du journal

LA «LIBERTÉ D'EXPRESSION» EN RUSSIE

Le journal *A votre service*, appelé communément *Novoïé Vrémia*, reproduit une correspondance de son digne confrère *Péterbourgskié Viédomosti*, en provenance d'Ivanovo-Voznessensk.

« Dans les rues de notre ville industrielle, le langage grossier a évincé la parole humaine. Les grossièretés fusent de la bouche des ouvriers, des cochers, des gens bien mis et des sergents de ville pendant leur service. »

Et *Novoïé Vrémia*, à propos de cette peinture de mœurs, remarque :

« Heureuse ville ouvrière où sont réalisés les souhaits les plus hardis des social-démocrates à propos de la liberté d'expression. »

Très instructive, cette saillie goujate, n'est-il pas vrai ? N'est-il pas de notoriété générale, messieurs les rédacteurs d'un journal, fidèle serviteur du gouvernement, que ce sont précisément les partis de droite les plus proches du gouvernement qui ont « réalisé » à la IIIe Douma la liberté d'expression grossière ? Qui ignore donc que MM. Pourichkévitch, Markov et *leurs* collègues se sont rendus célèbres dans toute la Russie ?

Novoïé Vrémia a agi là avec imprudence, vraiment avec imprudence ! Il aurait pu accomplir plus adroitement son rôle de valet... Or voici qu'un journal dévoué corps et âme au gouvernement rappelle soudain la « liberté d'expression » que pratiquent Pourichkévitch et Cie et celle des députés social-démocrates à la Douma.

La liberté d'expression des Pourichkévitch et Cie à la Douma des propriétaires fonciers et la liberté d'expression dans les réunions ouvrières... *Novoïé Vrémia*, maladroit dans son zèle de goujat, a effleuré là un bon thème électoral !

La « Pravda » n° 66, 15 juillet 1912. *Conforme au texte du journal*
Signé: V.

COMMENT P. AXELROD DÉMASQUE LES LIQUIDATEURS

I

P. Axelrod est voué à jouer un rôle original dans l'évolution de la tendance opportuniste parmi les marxistes. Son idée d'un « congrès ouvrier », par exemple, a fait en son temps pas mal de bruit. Un certain nombre d'ouvriers ont été attirés et séduits par sa propagande. Mais plus cette propagande était forte, plus on approchait d'une réalisation pratique, et plus clairement on s'apercevait que toute l'entreprise était une *fumisterie*. Elle devait d'ailleurs s'écrouler d'elle-même. L'expérience a confirmé ce que les bolcheviks ont noté plus d'une fois : les « idées » d'Axelrod sont une invention des intellectuels opportunistes, une tentative chimérique pour « contourner » une lutte de classe et une lutte politique sévères.

La même histoire vient de se répéter mot pour mot avec l'idée d'une maison d'édition ouvrière et d'un journal ouvrier « non fractionnel ». Qui parmi les ouvriers de Pétersbourg ne se rappelle pas comme les liquidateurs ont été obsédés, il y a encore peu de temps, par cette idée ? Comme ils ont cherché à séduire les ouvriers avec leur rêve de « contourner » la lutte à l'intérieur de la démocratie ouvrière ? Comme ils se sont indignés de façon comique contre la *Zvezda* qui expliquait qu'il est impossible d'éviter la question de la politique ouvrière libérale (rappelez-vous la décision des boulangers [98]), et que les discussions sur le contrôle par les ouvriers d'un journal non fractionnel ne sont que démagogie ?

Et voici qu'Axelrod, dans le n° 6 du journal liquidateur *Nevski Goloss*, a très bien démasqué — a été contraint de démasquer — la démagogie de ses propres amis. La démagogie est la distribution de promesses que l'on ne peut tenir. L'idée d'un large congrès ouvrier, d'une maison d'édition ouvrière légale, d'un journal ouvrier non fractionnel est certes séduisante. Mais tout le problème, c'est que ces choses si séduisantes qu'elles soient sont *irréalisables sans* une lutte préliminaire, tenace et pénible, pour la liberté politique en général, pour la victoire du marxisme à l'intérieur de la démocratie ouvrière, etc. Il est facile de faire des promesses de démagogue. Mais la vie prouve rapidement qu'elles sont impossibles à tenir et démasque l'opportunisme des « rêves bleus ».

Dans le n° 6 de *Nevski Goloss*, Axelrod se livre à un nombre surprenant de déclarations creuses pour nous assurer, par exemple, que ses amis et lui sont les « représentants progressistes du parti » et que leurs ennemis sont « réactionnaires ». Il est très agréable à Axelrod, cela va de soi, de le penser, très agréable aux liquidateurs de l'imprimer. Mais ces déclarations sont quand même un peu trop faciles ! Se vanter d'être « progressiste »... Ne vaut-il pas mieux *expliquer* l'essence et la signification des divergences ?

« L'idée d'un organe social-démocrate non fractionnel (réellement social-démocrate, sans guillemets) est à l'époque actuelle une utopie, et de plus une utopie objectivement contraire aux intérêts du développement politique et de l'union organisationnelle du prolétariat sous l'étendard de la social-démocratie. Chassez le naturel, il revient au galop. »

Ainsi s'exprime Axelrod. Ces idées ne sont pas mauvaises du tout. Elles sont absolument correctes à la base. Cela prouve que les amis d'Axelrod, les liquidateurs, avaient complètement tort, hier encore, de lancer dans la masse ouvrière la pensée que condamne aujourd'hui Axelrod. Seulement, nous ne voyons pas de « progressisme » dans la distribution de promesses irréalisables...

« On peut dire qu'il n'y a pas chez nous de fractions organisées, écrit Axelrod ; à la place on a divers petits cercles et groupuscules, dont les uns soutiennent des points de vue politiques, tactiques et organisationnels plus ou moins définis et dont les autres tirent à hue et à dia toujours dans les jambes des premiers. »

La première partie de la phrase n'est pas absolument vraie. Axelrod sait parfaitement qu'il existe quelque chose de *pleinement* organisé, c'est-à-dire autant qu'il est possible actuellement. Mais la deuxième partie est vraie : beaucoup de groupuscules, en effet, hésitent et se mettent dans les jambes des autres. En disant cette vérité, sous la pression des événements, Axelrod démasque une fois de plus ses amis. Qui ne sait que précisément maintenant les amis d'Axelrod font parade d'une « union » spectaculaire sur le papier des petits groupes hésitants ? N'est-ce pas justement dans ce même n° 6 de *Nevski Goloss* que l'on promet une « union » fictive de tous les liquidateurs avec tous les hésitants ? ?

« Le point central et la source principale des dissensions, continue Axelrod, se trouvent être, d'une part, l'attitude différente des divers cercles du parti envers le nouveau mouvement ouvrier social-démocrate légal » (ne serait-ce pas plutôt envers le *parti* légal, cher P. Axelrod ? C'est mal de dénaturer le fond des dissensions !) « et, d'autre part, des divergences considérables dans le domaine des tâches politiques immédiates et dans la tactique politique de la social-démocratie russe. Les problèmes de l'une et l'autre catégorie deviennent précisément maintenant que commence un nouveau mouvement politico-social particulièrement urgents et d'actualité. Et c'est autour d'eux que la social-démocratie russe s'est divisée en deux camps principaux. On se demande si l'organe ouvrier projeté saura occuper une position neutre entre ces deux camps opposés et si une telle position sera acceptable dans son principe ? De toute évidence, non ...»

C'est une conclusion parfaitement correcte. Axelrod a très bien battu non seulement ceux de ses amis qui hier réclamaient à grands cris un organe neutre et non fractionnel, mais également ceux qui aujourd'hui assurent les gens naïfs de leur « accord », de leur « union », de leur cohésion, etc., avec les petits groupes *neutres*.

Il y a effectivement deux camps principaux. L'un des deux est pleinement organisé. Ses réponses à toutes les questions citées par Axelrod sont absolument formelles, précises, définies, et ne ressemblent pas aux petits articles dispersés et contradictoires de certains écrivains. Dans l'autre camp, à savoir celui des liquidateurs, auquel appartient Axelrod, il est notoire qu'il n'y a aucune organisation (à sa place seulement des promesses d'un *parti* ouvrier déclaré, seulement des discussions sur des associations politiques ouvrières déclarées, encore plus impossibles

que le congrès ouvrier en 1906-1907), il n'y a aucune réponse définie, précise aux questions posées par Axelrod lui-même (au lieu de réponses définies nous avons seulement les exercices de style d'Ejov, Lévitski, Klénov, Tchatski, etc.).

...« Dès qu'un groupe ouvrier d'édition se décidera à appliquer un programme d'action défini, à prendre une position définie ne serait-ce que dans les questions liées à la campagne électorale, à proposer aux ouvriers tel ou tel problème ou mot d'ordre dans cette campagne et à se prononcer pour telle ou telle tactique vis-à-vis des divers partis politiques, dès, dis-je, que la société d'édition voudra donner à son journal le caractère d'un organe politique de principe prolétarien, elle se trouvera confrontée aux questions douloureuses et aux divergences qui agitent et déchirent la social-démocratie russe. Et alors, il pourrait se produire que cette société elle-même devienne un nouveau foyer de semblables dissensions si ses membres ne s'entendent pas au préalable et ne parviennent pas à un accord sur lesdites questions. »

Axelrod massacre les liquidateurs avec beaucoup de justesse et de bonheur. Ce qui est nécessaire à la « société » l'est encore plus à *Nacha Zaria* et au *Nevski Goloss*. Mais pourquoi ne *s'entendent-ils pas* sur *les questions douloureuses et les divergences* ? Pourquoi ne donnent-ils pas de *réponses précises* ne serait-ce qu'aux questions les plus importantes soulevées par Axelrod (attitude envers les différents partis, tâches, mots d'ordre, tactique) ?

« Médecin, guéris-toi, toi-même. » Axelrod a tellement bien démontré *aux ouvriers* la nécessité de réponses claires et précises aux « questions douloureuses » que les *écrivains* de *Nacha Zaria* et du *Nevski Goloss* (et peut-être pas seulement du *Nevski*...) doivent prêter l'oreille aux propos d'Axelrod. Il *est impossible* de s'en tirer sans donner des réponses précises et définies aux « questions douloureuses », il est impossible de se limiter à des articles, ce qui serait justement de l'esprit de coterie ! Il faut *des décisions* précises, élaborées, définies en bonne et due forme. Ce n'est pas en vain qu'Axelrod parle — fort bien ! — *d'un programme défini d'action, de tâches et de mots d'ordre*, etc.

Si les liquidateurs sont nommés liquidateurs, c'est parce qu'ayant rejeté l'ancien, ils ne donnent rien de nouveau. Qu'un parti légal soit utile, et des associations politiques légales indispensables, tous les liquidateurs nous

en ont rabattu les oreilles. Seulement, parler ne suffit pas, et d'*action*, il n'y en a pas, mais pas le moindre petit soupçon, chez les liquidateurs. Ce qui manque, c'est précisément ce qu'Axelrod exige des ouvriers !

Dans la chronique du *Nevski Goloss*, en *bas* de page, Axelrod a fourni des documents particulièrement accusateurs contre les liquidateurs qui se font imprimer en *début* de page, ceux de l'éditorial. Relisez avec attention le feuilleton d'Axelrod et vous verrez que les liquidateurs dupent les autres et se dupent eux-mêmes quand ils réclament à grands cris « l'union » sur la plate-forme électorale, une plate-forme « unie », etc.

Le « Partisan de la *Zvezda* », dans le n° 16 de la *Nevskaïa Zvezda*, avait déjà démasqué cette supercherie. Mais la mise à jour faite par Axelrod est encore plus profonde et plus précieuse puisqu'elle provient d'Axelrod.

Nous sommes tout à fait pour une plate-forme *unie*, précisément celle, selon la juste remarque du « Partisan de la *Zvezda* », que les bolcheviks et les mencheviks pro-parti ont adoptée et appliquent depuis longtemps. Nous sommes absolument pour une campagne électorale *unie*, fondée précisément sur ladite plate-forme, sur lesdites décisions, sur les réponses précises et définies à *toutes* les « questions douloureuses ».

Quand les liquidateurs réclament à grands cris « l'unité », ils essaient d'attirer les ouvriers arriérés grâce au charme du mot. L'« unité », c'est agréable, les « organes non fractionnels », c'est plus sympathique ! Mais relisez *ne serait-ce* qu'Axelrod, et il vous expliquera que le non-fractionnisme est *impossible*, que c'est une utopie, qu'il y a *deux camps* dans la démocratie ouvrière, et que ces deux camps *sont opposés*.

Et alors ? Les liquidateurs ne vont-ils pas défendre une « plate-forme » *pour cacher* leur point de vue ? une plate-forme *diplomatique* comme celle que la bourgeoisie aime tant ? une plate-forme qui ne proposera aucune réponse aux « questions douloureuses », mais qui s'occupera « seulement » et « simplement » d'« entrer à la Douma » ?

Ce serait le comble de l'absence de principes. Mais les ouvriers ne marcheront jamais. De telles plates-formes, aussi « ouvertes » qu'elles soient, ne tiendront pas un seul jour.

Non. Nous en avons eu assez d'illusions. Il est temps de regarder en face la vérité que, cette fois-ci, a carrément avouée le chef des liquidateurs, Axelrod. Messieurs les liquidateurs, si vous tenez à avoir « votre » plate-forme (bien que, jusqu'à cette date, vous ne l'ayez pas publiée, nous ne croyons pas à des programmes forgés six semaines avant les élections !), si vous tenez à avoir « votre » tactique (bien que, jusqu'à présent, vous ne l'ayez définie nulle part avec précision, dans les formes, comme un parti se doit de le faire !), eh bien, prenez-vous-en à vous-mêmes. C'est *vous*, alors, qui serez les destructeurs de l'unité qui existe *déjà*. C'est sur *vous*, alors, que retombera *toute* la responsabilité de cette destruction.

Non. Nous en avons eu assez d'illusions. Les cris des liquidateurs au sujet de « l'unité » ne sont qu'une manière de donner le change. Sachant parfaitement que les ouvriers sont contre eux, les liquidateurs savent tout aussi parfaitement quelle défaite absolue, foudroyante ils subiraient s'ils se présentaient seuls. C'est pourquoi ils sont prêts à promettre ce que l'on voudra pourvu qu'ils soient élus à la Douma.

Mais ça ne marchera pas. Il n'y a que les bourgeois pour agir de cette manière. La démocratie ouvrière croit seulement aux programmes, aux décisions, à la tactique, aux mots d'ordre qui ont été prônés *pendant des années* avant les élections et que l'on ne fait que *répéter* aux élections pour la centième fois. Et ceux qui, *sans de telles décisions*, uniquement pour les élections, fabriquent une « plate-forme » qui ne veut rien dire, ceux-là ne méritent aucune confiance.

Le feuilleton d'Axelrod est chose utile pour la destruction des illusions, pour l'instruction des différents fabricants de plates-formes « nouvelles », « ouvertes », « générales ».

II

La fin de l'article d'Axelrod dont nous avons parlé dans le n° 18 de la *Nevskaïa Zvezda* est parue maintenant dans *Nacha Zaria*. Dans l'ensemble, cette fin a pleinement confirmé notre analyse, et nous ne pouvons que répéter: l'article d'Axelrod est chose utile pour détruire les illu-

sions, faire la lumière sur la véritable nature du courant liquidateur, apprécier la totale inanité du célèbre « non-fractionnisme » dont on fait si grand cas actuellement dans certains groupuscules.

Axelrod massacre d'une manière particulièrement suggestive et convaincante Trotski, qui se trouve actuellement l'allié (mais cette alliance est-elle solide ?) des liquidateurs. « L'union idéologique et organisationnelle des éléments progressistes »..., écrit Axelrod qui s'amuse à appeler progressistes les liquidateurs du parti et à nous traiter, nous, de réactionnaires du parti, « en une fraction autonome, dans l'état présent des choses, apparaît comme leur obligation immédiate, comme leur tâche la plus urgente ». « Parler, avec une pareille situation dans le parti, de « non-fractionnisme » comme du seul remède revient à agir comme l'autruche, qui se cache la tête dans le sable à l'approche du danger, à se tromper soi-même et à tromper les autres sur la situation réelle dans la social-démocratie »... (*Nacha Zaria*, n° 6, p. 15).

Pauvre Trotski ! De la part d'Axelrod, c'est un manque absolu de charité et d'indulgence que de s'en prendre ainsi à un ami fidèle des liquidateurs et un collaborateur de *Nacha Zaria*. A quoi devons-nous nous attendre ? Trotski publiera-t-il un article fulminant contre le fractionnaire Axelrod, ou bien Martov réussira-t-il à réconcilier le conciliateur Trotski avec le fractionnaire Axelrod, recollant, comme à son habitude, ce qui ne tient plus avec une douzaine de petites réserves en guise d'emplâtres ?

Allons, peut-on maintenant parler sérieusement du fameux bloc * de Trotski, des pseudo-marxistes lettons et juifs, etc., avec Axelrod ?

Dans l'article d'Axelrod, il y a un point qui mérite une sérieuse analyse : celui qui concerne « l'européisation » de notre mouvement social-démocrate. Mais avant d'en venir à ce point, il sera bon de dire quelques mots sur un des procédés des liquidateurs.

---

* L'article d'Axelrod est daté du 17 mai 1912, ce qui fait *cinq mois* après qu'a été solennellement scellé le bloc des trotskistes et des liquidateurs créé en vue de faire la guerre aux antiliquidateurs sous l'étendard du « non-fractionnisme » !

Une des pages de l'article d'Axelrod (la page 16) est une collection des injures les plus senties et les plus méchantes contre les antiliquidateurs en général et contre l'auteur de ces lignes en particulier. Il ne faudrait pas y répondre du tout (dans la position d'Axelrod, il ne reste rien d'autre à faire que de jurer et maudire), s'il n'existait pas de documents prouvant que d'aucuns utilisent spécialement de semblables injures et que d'autres en sont troublés.

M. Tchernov, dans les *Zavéty*[99], par exemple, *en réponse* aux preuves de Kaménev, selon lesquelles lui, chef des populistes « de gauche », passe de la démocratie au libéralisme, cueille un bouquet des expressions les plus injurieuses chez les liquidateurs et les antiliquidateurs, et rit de sa trouvaille. Le procédé de M. Tchernov est tellement méprisable qu'il suffit de le montrer du doigt et de passer outre.

Aucune lutte pour les principes entre groupes à l'intérieur du mouvement social-démocrate ne s'est déroulée *où que ce soit au monde* sans une série de conflits mettant en jeu des questions personnelles ou organisationnelles. Aller repêcher les expressions les plus « conflictuelles » est un agissement de sale type. Etre troublé par ces conflits, leur tourner le dos par désespoir ou mépris — comme pour dire : chamaillerie que tout cela ! — est un agissement propre aux dilettantes aux nerfs fragiles qu'on trouve parmi les « sympathisants ». Ceux qui s'intéressent sérieusement au mouvement ouvrier apprendront toujours — on peut et il faut le faire — ne serait-ce qu'en étudiant le rôle historique des grands dirigeants du mouvement ouvrier, à distinguer entre l'aspect « conflictuel » de la lutte *des idées*, de la lutte des courants et l'aspect de principe. Les hommes sont des hommes, et les « conflits », la « chamaillerie » ont accompagné nécessairement les heurts historiques des courants marxiste et anarchiste (Marx et Bakounine), guesdiste et jauressien, lassallien et eisenachien, etc.

Il existe encore des écrivains malpropres qui cueillent « dans ces temps-là » des bouquets d'accusations de mille et une noirceurs. Mais il existe des social-démocrates sérieux pour montrer les racines *idéologiques* qui, lors des scissions au sein des divers groupes, dans le cadre de l'exil politique, ont immanquablement pris la forme de conflits, de chamailleries passionnés.

Et que les lecteurs ne pensent pas que nous voulons « décourager » qui que ce soit d'étudier les données auxquelles fait allusion — seulement allusion — Axelrod dans les passages les plus injurieux de son article. Tout au contraire. Nous *invitons* celui qui veut tout savoir sur le mouvement social-démocrate à étudier ces données. Elles existent *au complet* à l'étranger: on y trouve non seulement des accusations passionnées, mais aussi des documents et des témoignages de personnes neutres. L'étude de ces documents et de ces témoignages donnera la réponse à la question de savoir *pourquoi* la tentative de paix complète entre les liquidateurs et les antiliquidateurs, au mois de janvier 1910, n'a pas réussi.

Un des passages les plus intéressants et les plus importants du point de vue des principes dans l'article d'Axelrod est le suivant:

...« La mise en forme et la cohésion des fractions apparaissent comme le premier devoir, comme la tâche à ne pas remettre au lendemain pour les partisans de la réforme ou, plus précisément... » (écoutez ça !) ...« de la révolution dans le parti, car c'est la seule voie qui leur donnera la possibilité d'accomplir la tâche suivante: européiser, c'est-à-dire changer fondamentalement, le caractère de la social-démocratie russe, tel qu'il s'est formé avant la révolution et développé plus tard à l'époque de la révolution, c'est-à-dire l'organiser suivant les mêmes principes que ceux ayant présidé à la formation de la social-démocratie européenne. »

Ainsi les liquidateurs sont partisans d'une révolution dans le parti. Notons cette déclaration étonnamment franche d'Axelrod car une vérité amère est plus utile qu'une illusion « qui nous élève »[100], plus précieuse que les détours et les réserves diplomatiques. Faites donc la révolution dans le parti, cher P. Axelrod ! Nous verrons bien si vous et vos amis serez plus heureux que les « révolutionnaires » qui ont essayé il y a peu de faire la « révolution » (contre la république) au Portugal[101].

Mais l'essentiel, dans le raisonnement que nous venons de citer, est la fameuse « européisation », dont parlent sur tous les tons Dan, Martov, Trotski, Lévitski et tous les liquidateurs. Là se trouve l'un des points cruciaux de leur opportunisme.

« Européiser, c'est-à-dire changer fondamentalement le caractère de la social-démocratie russe »... Réfléchissez à ces mots. Par quoi se définissent le « caractère » de *toute* social-démocratie et ses changements *fondamentaux* ? Sans aucun doute par les conditions économiques et politiques générales dans le pays donné. Sans aucun doute, c'est *seulement* des changements *fondamentaux* de ces conditions qui rendent possibles des changements fondamentaux du caractère de la social-démocratie de tel ou tel peuple.

Que voilà des vérités élémentaires, indiscutables. Mais ce sont justement elles qui révèlent l'erreur opportuniste d'Axelrod ! Son malheur, c'est justement qu'il veut *éviter* de lutter avec ténacité et constance pour les changements *fondamentaux*, encore non accomplis, des conditions politiques russes, en rêvant d'un changement *fondamental* du « caractère de la social-démocratie russe ».

De même que les cadets qui discutent volontiers d'européisation (les liquidateurs ont emprunté aux cadets tant leur vocabulaire que leurs pensées) dissimulent sous ce mot vague une notion précise des fondements solides de la liberté politique et « *jouent* » à « l'opposition constitutionnelle », de même les liquidateurs *jouent* à la « social-démocratie européenne », bien que, dans le pays où ils s'amusent à ce jeu, *il n'y ait pas encore* de constitution, *il n'y ait pas encore* de fondements pour une « européisation », bien qu'une lutte tenace *soit encore nécessaire* pour les obtenir.

Un sauvage nu qui se mettrait un haut-de-forme sur la tête et se croirait devenu européen aurait l'air passablement drôle. C'est justement ce sauvage que rappellent le partisan de la bourgeoisie Milioukov, quand il affirme à la IIIe Douma : « Chez nous, grâce à Dieu, il y a une constitution », et le partisan des ouvriers Axelrod, quand il se met sur la tête un haut-de-forme avec l'inscription : « Je suis un social-démocrate européen ». Tous les deux, Milioukov et Axelrod, sont ridicules avec leur naïveté. Tous les deux sont des opportunistes, car avec des phrases oiseuses sur « l'européisation » ils éludent un problème fondamental et difficile : comment telle ou telle classe doit-elle se conduire dans une situation non européenne *pour* une lutte obstinée destinée à créer les *fondements* de l'européisation.

Qu'en fin de compte une question brûlante et essentielle est éludée au moyen de phrases creuses, c'est ce que l'article d'Axelrod a justement *prouvé*. Trotski a préparé le projet européen — tout à fait, mais tout à fait européen — de créer une « *commission de presse* » en tant qu'« organe de contrôle électif » des ouvriers sur les journaux ouvriers (p. 18 de l'article d'Axelrod). Trotski a même vraisemblablement conféré à ce sujet avec des « social-démocrates européens » et a obtenu d'eux comme un don leur bénédiction qu'il affectionne particulièrement.

Et voici que le « social-démocrate européen » Axelrod, après avoir attendu près de deux mois, pendant lesquels Trotski a embêté tous les social-démocrates de Pétersbourg par ses lettres sur « les organes de contrôle électifs », qui ont excité l'hilarité générale, Axelrod donc a eu finalement pitié de Trotski et lui a expliqué que la « commission de presse » ne servait à rien, qu'elle était impossible, qu'à sa place il fallait un « *accord* » des ouvriers avec le journal liquidateur *Jivoïé Diélo* (pp. 18 et 19 de l'article d'Axelrod) !!

Ceci n'est qu'un petit exemple, auquel, malheureusement, nous sommes contraints de nous limiter. Mais c'est un exemple très caractéristique. Le même résultat amusant obtenu par le plan « européen » de Trotski à propos de sa « commission de presse » est aussi obtenu par les plans « européens » de tous les liquidateurs sur le «parti ouvrier légal », les « sociétés ouvrières politiques légales », la « campagne » de « lutte pour la liberté de coalition », etc.

Les plans « européens » de Trotski relatifs à une « commission de presse », à un « organe de contrôle électif » du journal ouvrier de « toutes les organisations ouvrières officielles », etc., ont eu ce *seul* résultat : le jeu légaliste à « l'édition ouvrière » a infligé une leçon édifiante aux ouvriers et, en réalité, les liquidateurs *n'ont réussi à créer ni* une « commission de presse » *ni* une presse ouvrière ! Tels sont les faits.

La « commission de presse » était un rêve d'intellectuel opportuniste qui, pour éluder les pénibles conditions non européennes du mouvement ouvrier de Russie, a créé un magnifique plan européen et, à ce propos, s'est vanté sur tous les toits de son « européisme ».

Cette malchance décevante des liquidateurs n'est pas un hasard mais une nécessité. Dès que leurs plans d'« européisation » s'approchent de la réalisation, on voit aussitôt clairement que ce ne sont que bulles de savon, qu'inventions d'intellectuels opportunistes. C'est ce qui s'est produit pour le congrès ouvrier, pour la « commission de presse », pour la société politique légale des ouvriers (les réserves embrouillées grâce auxquelles Martov voudrait « sauver » ce « plan » dans le n° 5 de *Nacha Zaria* n'arrangent en rien l'affaire), enfin pour la campagne de lutte pour la liberté de coalition.

Les liquidateurs nomment « européisme » les conditions d'action des social-démocrates dans les principaux Etats d'Europe *après 1871*, c'est-à-dire justement à la période où toute l'époque historique des révolutions bourgeoises s'est terminée, où les *fondements* de la liberté politique se sont établis de manière solide et durable. Le « changement de caractère » de la social-démocratie dans ces Etats est apparu, premièrement, *après* un changement fondamental des conditions politiques, après l'institution d'une structure constitutionnelle relativement solide; et, deuxièmement, ce changement n'a été qu'un changement temporaire pour une période définie (période qui, justement, ces derniers temps, de l'aveu général des social-démocrates européens les plus prudents, tire à sa fin).

Dans ces conditions d'un constitutionnalisme bourgeois fermement établi, une campagne, disons, pour la liberté de coalition ou pour le suffrage universel, ou, plus généralement, pour des *réformes constitutionnelles*, pourrait être, certaines circonstances aidant, une campagne de la classe ouvrière, une campagne politique effective, une lutte effective pour des réformes constitutionnelles.

Chez nous, par contre, les intellectuels opportunistes transportent les mots d'ordre de ces campagnes « européennes » *sur un terrain* privé des bases *les plus élémentaires* du constitutionnalisme européen, et s'efforcent *d'éluder* l'évolution historique originale qui *précède* habituellement la création de ces fondements.

Le réformisme de notre Axelrod et de ses amis, qui prennent de grands airs de « social-démocrates européens », diffère du réformisme de Bissolati, cet Européen véritable,

en ce que Bissolati sacrifie les principes de la lutte de classe, de la théorie et de la pratique marxistes conséquentes *au profit de réformes* effectivement accomplies (bien que tronquées) par une bourgeoisie libérale qui gouverne effectivement. Axelrod, lui, fait le même sacrifice que Bissolati, mais *au profit de réformes* qui ne sont que vains bavardages de libéraux impuissants, rêvasseurs et dépourvus de sérieux.

La bourgeoisie libérale ne deviendra une force réelle en Russie que lorsque le développement du pays sera passé par-dessus la timidité des libéraux, par-dessus leurs mots d'ordre conciliateurs et boiteux. Il en a été partout ainsi. Les liberaux ne deviennent une autorité que lorsque la démocratie a vaincu *en dépit* des libéraux.

Rédigé fin juillet 1912.
Publié le 22 et le 29 juillet 1912 dans le journal « Nevskaïa Zvezda » n°s 18 et 19.
Signé: V.I.

Conforme au texte du journal collationné avec le texte du recueil «Marxisme et courant liquidateur », IIe partie, St-Pétersbourg, 1914

BILAN DE SIX MOIS DE TRAVAIL [102]

En fondant un quotidien ouvrier, les travailleurs de Pétersbourg ont accompli une œuvre qu'on peut sans exagération qualifier d'historique. La démocratie ouvrière s'est affermie et cimentée dans des conditions incroyablement difficiles. Certes, il n'y a pas lieu de parler de la *solidité* de la presse ouvrière démocratique chez nous. Tout le monde sait parfaitement quelles persécutions subissent les journaux ouvriers.

Ceci étant, la fondation de la *Pravda* demeure une preuve remarquable de la conscience, de l'énergie et de la cohésion des ouvriers russes.

Il est utile de jeter un regard rétrospectif et d'examiner quelques résultats de six mois de travail des ouvriers russes pour créer *leur propre* presse. Justement depuis janvier dernier l'intérêt manifesté par les milieux ouvriers de Pétersbourg pour leur presse s'est affirmé définitivement, et on a vu paraître une série d'articles sur le quotidien ouvrier dans les organes de toutes nuances ayant quelque rapport avec le monde ouvrier.

I

Par bonheur, on possède des renseignements relativement complets sur la question de savoir *qui* a créé et *comment* la presse ouvrière quotidienne en Russie. Il s'agit des *collectes* pour le quotidien ouvrier.

Commençons par celles qui ont permis de fonder la *Pravda*. Nous disposons de comptes rendus de la *Zvezda*, de

la *Nevskaïa Zvezda* et de la *Pravda* pour six mois exactement, du 1er janvier au 30 juin. Grâce à la publicité qui leur a été faite, ces listes sont absolument exactes: les erreurs fortuites étaient corrigées immédiatement sur les indications des personnes intéressées.

Le plus important et le plus intéressant pour nous, ce n'est pas le montant total des collectes mais la *caractéristique des donateurs*. Quand, par exemple, la *Nevskaïa Zvezda*, dans son numéro 3, dresse le bilan général des collectes et indique la somme totale de 4 288 roubles 84 kopecks recueillis pour un quotidien ouvrier (de janvier au 5 mai, non comprises les collectes parvenues directement à la *Pravda* à partir du 22 avril, jour de sa parution), nous nous posons aussitôt la question suivante: quel rôle ont joué les ouvriers et les groupes ouvriers eux-mêmes dans la collecte de cette somme? Est-elle le produit de gros versements des sympathisants? Ou bien les ouvriers ont-ils fait preuve eux-mêmes dans ce domaine d'un vif intérêt personnel envers la presse ouvrière et obtenu une somme importante grâce aux versements d'un *grand* nombre de groupes ouvriers?

Du point de vue de l'initiative, de l'énergie des ouvriers *eux-mêmes*, 100 roubles recueillis, disons, par 30 groupes d'ouvriers, sont infiniment plus importants que 1 000 roubles collectés par des dizaines de « sympathisants ». Un journal fondé avec les *sous* réunis par de petits cercles ouvriers dans les usines et dans les fabriques a une base bien plus solide, plus durable, plus *sérieuse* (sous l'angle financier et—*chose primordiale*—du point de vue du développement de la démocratie ouvrière) qu'un journal créé avec des dizaines et des centaines de roubles versés par des intellectuels sympathisants.

Afin d'avoir des données précises sur cette question fondamentale et majeure, nous avons examiné les chiffres publiés dans les trois journaux indiqués. Nous avons retenu *seulement* les collectes faites sûrement par des *groupes* d'ouvriers ou d'employés.

Ce qui nous intéresse à présent, ce sont uniquement les collectes faites par les ouvriers *eux-mêmes*, non pas par des ouvriers isolés qui ont rencontré peut-être par hasard le collecteur dont ils ne partagent pas les idées, les convictions, mais précisément par des *groupes* ouvriers qui, à coup

ПРАВДА

ЕЖЕДНЕВНАЯ РАБОЧАЯ ГАЗЕТА.

№ 80. Среда, 1 Августа 1912 г. ЦѢНА 2 коп.

Годъ изданія первый.

Просвѣщеніе

ПРОСВѢЩЕНІЕ.

„Бюллетень Конторщика".

20 шт. 5 коп. Добрый Молодецъ

Средства больничныхъ кассъ.

„Больное мѣсто".

Обзоръ печати.

Итоги полугодовой работы.

Биржа труда.

Première page du n° 80 de la *Pravda*, 1er août 1912, où fut publiée la suite de l'article de V. Lénine « Bilan de six mois de travail »

Réduction

sûr, *ont discuté* d'avance pour savoir s'il convenait de donner de l'argent, *à qui* le donner, dans quel but.

Chaque fois que la *Zvezda*, la *Nevskaïa Zvezda* et la *Pravda* indiquent qu'il s'agit bien d'un *groupe* d'ouvriers ou d'employés qui ont versé de l'argent pour un quotidien ouvrier, nous avons noté *une collecte de groupe* des ouvriers eux-mêmes.

Combien donc y a-t-il eu de collectes de ce genre pendant le premier semestre de 1912 ?

Cinq cent quatre collectes de groupes !

Plus de cinq cents fois, les ouvriers ont effectué par groupes des versements pour fonder et soutenir *leur* journal : tantôt c'est le montant d'une journée de travail, tantôt des versements uniques, tantôt des versements échelonnés. *504 groupes ouvriers*, sans compter les ouvriers et les sympathisants individuels, ont pris la part la plus active à la fondation de leur journal ; ce chiffre indique, sans nul doute, qu'au sein des *masses* ouvrières, un intérêt profond et conscient s'est éveillé pour le journal ouvrier, non pas un journal ouvrier quelconque, mais bien un journal ouvrier démocratique. Du moment qu'une telle activité et une telle conscience existent dans les masses, il n'est pas de difficultés, il n'est pas d'obstacles qui soient redoutables. Il n'y a et ne peut y avoir de difficultés et d'obstacles que la conscience, l'activité et l'intérêt des masses ouvrières ne soient capables de surmonter d'une manière ou d'une autre.

Ces 504 collectes de groupes se répartissent mensuellement comme suit :

Janvier	1912	14
février	1912	18
mars	1912	76
avril	1912	227
mai	1912	135
juin	1912	34
Total pour un semestre . .		504

Ce petit tableau montre nettement toute la signification des journées d'avril et de mai *qui ont marqué un tournant*. Un tournant allant des ténèbres à la lumière, de la passivité à l'activité, des actions individuelles à des actions massives.

En janvier et en février, les collectes de groupes ouvriers sont absolument insignifiantes. Il est évident que le mouvement vient à peine de naître. En mars, la montée est déjà nette, sensible. 76 collectes de groupes ouvriers en un mois, cela atteste, en tout état de cause, un mouvement sérieux parmi les ouvriers, la volonté opiniâtre des masses de l'emporter coûte que coûte, sans craindre les sacrifices. Cela indique la confiance profonde des masses ouvrières dans leurs propres forces, dans la façon dont est organisée l'affaire, dans l'orientation du journal, et ainsi de suite. En mars, le quotidien ouvrier n'existait pas encore: les groupes ouvriers ramassaient donc de l'argent qu'ils remettaient à la *Zvezda* en lui faisant, pour ainsi dire, crédit.

Avril marque d'emblée une poussée *gigantesque* qui décide de l'affaire. 227 collectes de groupes ouvriers en un mois, soit plus de sept collectes par jour en moyenne ! La digue est rompue, le quotidien ouvrier est assuré. Chaque collecte de groupe ne signifie pas seulement une somme en kopecks, elle signifie quelque chose d'infiniment plus important: une somme d'énergie commune, massive, la volonté des *groupes* de soutenir le journal ouvrier, de le diffuser, de l'orienter, de le créer par leur propre participation.

On peut se demander si, en avril, les collectes n'ont pas prédominé *après* le 22, c'est-à-dire après la parution de la *Pravda*. Non. *Avant* le 22 avril, la *Zvezda* annonce *188 collectes de groupes*. La *Pravda* signale 39 collectes de groupes, du 22 avril jusqu'à la fin du mois. Donc, du 1er au 21 avril, avant la parution de la *Pravda*, on compte *9 collectes* par jour en moyenne et seulement 4 collectes de groupes par jour pendant les 9 derniers jours d'avril.

Il en découle deux conclusions importantes:

Premièrement, les ouvriers ont manifesté l'énergie la plus grande précisément *avant* la parution de la *Pravda*. En « faisant crédit », en faisant confiance à la *Zvezda*, les ouvriers exprimaient leur volonté de parvenir à leurs fins.

Ensuite, cela montre que c'est *bien la poussée d'avril* des ouvriers qui a créé le journal ouvrier la *Pravda*. Il est hors de doute que le lien le plus étroit existe entre la montée générale du mouvement ouvrier (non pas sous une forme étroitement corporative, professionnelle, mais à l'échelle du *peuple tout entier*) et la création de l'organe quotidien

de la démocratie ouvrière de Pétersbourg. Les publications syndicales ne nous suffisent pas, nous avons besoin de notre propre journal politique, voilà le sentiment qui a mûri dans la conscience des masses pendant ces journées d'avril ; nous avons besoin non pas de n'importe quel journal ouvrier politique, mais bien d'un journal de la démocratie ouvrière avancée ; nous en avons besoin non seulement pour appuyer notre lutte ouvrière, mais pour donner un modèle et un flambeau au peuple tout entier.

Au mois de mai, la poussée est encore très marquée. On compte, en moyenne, plus de quatre collectes de groupes par jour. D'une part, on y retrouve la montée générale d'avril et de mai. D'autre part, les masses ouvrières se rendent compte que, bien que le quotidien ait déjà commencé à paraître, sa situation est au début particulièrement difficile : l'appui des groupes est particulièrement indispensable.

En juin, le nombre de collectes de groupes est inférieur à ce qu'il était en mars. Naturellement, il faut prendre en considération le fait qu'*après* la parution du quotidien ouvrier, une *autre* forme d'aide au journal est née et a revêtu une portée décisive, à savoir : l'abonnement et la diffusion parmi les camarades, les connaissances, les pays, etc. Tous les amis conscients de la *Pravda* ne se contentent pas de s'abonner eux-mêmes, ils la distribuent et l'envoient comme un modèle pour la faire connaître dans d'autres fabriques, dans les logements et les maisons voisins, au village, et ainsi de suite. Malheureusement, nous ne pouvons avoir une statistique complète de *ce genre* d'aide collective.

II

Il est extrêmement instructif d'examiner comment se répartissent ces 504 collectes de groupes ouvriers *par villes* et cités ouvrières. Dans quelles localités de la Russie et avec quelle énergie les ouvriers ont-ils répondu à l'appel de fonder un journal ouvrier quotidien ?

Par bonheur, on possède ces renseignements pour toutes les collectes de groupes ouvriers annoncées par la *Zvezda*, la *Nevskaïa Zvezda* et la *Pravda*.

Quand on en fait le bilan, on voit tout de suite que Pétersbourg a été, naturellement, à la tête du mouvement pour la création d'un journal ouvrier pétersbourgeois; viennent ensuite 14 villes et cités ouvrières où les collectes ont été faites *par plus d'un* groupe ouvrier, et enfin toutes les autres villes, au nombre de 35, qui ont fourni chacune, en six mois, des collectes d'un seul groupe ouvrier. On obtient le tableau suivant:

	Nombre total de collectes faites par des groupes
Pétersbourg	412
14 villes (2 à 12 collectes) . .	57
35 villes (1 collecte)	35
Total pour 50 villes	504

Il apparaît donc que *presque toute* la Russie a pris une part plus ou moins active à la fondation du quotidien ouvrier. Si l'on pense à toutes les difficultés auxquelles se heurte la diffusion de la presse démocratique ouvrière en province, on est frappé par le *grand nombre* de villes qui ont répondu en six mois à l'appel des ouvriers de Pétersbourg.

Quatre-vingt-douze collectes de groupes ouvriers pour 49 villes de la Russie *, sans compter la capitale, c'est un nombre fort impressionnant, du moins pour le début. En l'occurrence, il ne peut être question de donateurs occasionnels, indifférents, passifs: il est certain que nous sommes en présence de représentants des masses prolé-

* Voici la liste complète de villes et de bourgs. Environs de St-Pétersbourg: Kronstadt, Kolpino, Sestroretsk. Le Sud: Kharkov — 4 collectes de groupes, Ekatérinoslav —8, Ananiev — 2, Lougansk — 3, Kherson, Rostov-sur-le Don, Pavlograd, Poltava, Kiev — 12, Astrakhan — 4, Tchernigov, Yousovka — 3, Minakovo, mines de Chtcherba, de Rykov, Belgorod, Elisavetgrad, Ekatérinodar, Marioupol — 2, Nijné-Dniéprovsk, Nakhitchévan. Région de Moscou: Rodniki — 2 Riazan, Toula — 2, Béjetsk — 2. Le Nord: Arkhangelsk — 5, Vologda. L'Ouest: Dvinsk, Vilna, Gomel, Riga, Libau, Mulgraben. L'Oural: Perm, Kychtym, Miniar, Orenbourg. Région de la Volga: Sormovo, bourg de Balakovo. Caucase: Bakou — 2, Grozny, Tiflis. Sibérie: Tioumen et Blagovechtchensk. Finlande: Helsingfors.

tariennes dispersés à travers toute la Russie, mais unis par une sympathie consciente à l'égard de la démocratie ouvrière.

Notons que Kiev vient en tête des villes de province (12 collectes), ensuite Ekatérinoslav (8 collectes) et que Moscou n'occupe que la 4e place (6 collectes). Ce retard de la ville et de toute la région de Moscou apparaît encore plus nettement dans les chiffres d'ensemble pour toutes les régions de la Russie :

Nombre de collectes effectuées par des groupes ouvriers pour un quotidien ouvrier pendant six mois, janvier-juin 1912

Pétersbourg et ses environs	415
Sud	51
Ville et région de Moscou	13
Nord et Ouest	12
Oural et région de la Volga	6
Caucase, Sibérie, Finlande	7
Total pour toute la Russie	504

Ces chiffres peuvent être interprétés de la manière suivante.

Du point de vue du regain d'activité de la démocratie ouvrière en Russie, Pétersbourg prolétarien s'est déjà éveillé, monte vaillamment la garde. Le Sud s'éveille. Et le vieux Moscou, avec le reste de la Russie, est encore plongé dans le sommeil. Il serait temps que lui aussi commence à s'éveiller.

Le retard de toute la région de Moscou apparaît quand on la compare aux autres régions *provinciales*. Le Sud est plus éloigné de Pétersbourg et beaucoup plus que Moscou. Et cependant, bien qu'il *compte moins* d'ouvriers industriels que la région de Moscou, le Sud la dépasse de *près de quatre fois* pour le nombre de collectes effectuées par des groupes d'ouvriers.

Moscou retarde apparemment même sur l'Oural et la région de la Volga, car le nombre d'ouvriers dans la ville et la région de Moscou dépasse de beaucoup plus du double celui de l'Oural et de la région de la Volga. Et cependant, on y compte en tout 13 collectes de groupes contre 6 dans l'Oural et dans la région de la Volga.

Certes, deux conditions particulières ont exercé une influence sur le retard de Moscou et de sa région. D'abord, ce qui y prédomine, c'est l'industrie textile. Or, la conjoncture, c'est-à-dire les conditions du marché et de l'animation plus ou moins grande de la production, était moins bonne que dans la métallurgie, par exemple. C'est pourquoi les ouvriers du textile ont moins participé aux grèves, se sont moins intéressés à la politique et à la démocratie ouvrière. Et puis, dans la région de Moscou, il y a plus de fabriques dispersées dans des coins perdus où le journal a plus de mal à pénétrer que dans une grande ville.

En tout cas, la leçon qui se dégage, pour nous tous, des chiffres cités est évidente. L'attention la plus soutenue doit être portée sur la diffusion du journal ouvrier à Moscou. On ne saurait admettre le retard de Moscou. Tout ouvrier conscient comprend que Pétersbourg sans Moscou, c'est comme une main sans l'autre.

La masse *prépondérante* des ouvriers des usines et fabriques de Russie est concentrée dans la ville et la région de Moscou. En 1905, par exemple, on y comptait, d'après les statistiques du gouvernement lui-même, 567 000 ouvriers industriels, soit *plus d'un tiers* de leur nombre total en Russie (1 660 000), beaucoup plus que dans la circonscription de Pétersbourg (298 000). Pour cette raison, la région de Moscou est appelée à occuper *la première* place quant au nombre des lecteurs et des amis du journal ouvrier, au nombre des représentants conscients de la démocratie ouvrière. Moscou devra, bien sûr, mettre sur pied *son propre* quotidien ouvrier.

Pour l'instant, Pétersbourg doit l'aider. Les lecteurs de la *Pravda* doivent chaque matin dire à eux-mêmes et à leurs amis: « Ouvriers, pensez aux Moscovites ! »

III

Les chiffres cités doivent encore retenir notre attention d'un autre point de vue, fort important et d'une actualité brûlante. Chacun comprend qu'un journal politique est une des conditions majeures de la participation de n'importe quelle classe de la société moderne à la vie politique du pays en général, notamment à la campagne électorale.

De sorte que les ouvriers ont besoin d'un journal en général, et en particulier pour la campagne électorale à la IVe Douma. Les ouvriers savent parfaitement qu'ils ne peuvent attendre rien de bon ni de la IIIe ni de la IVe Douma ; mais nous devons prendre part aux élections, d'abord pour rassembler et pour éduquer politiquement les masses ouvrières pendant les élections, époque où la lutte des partis et toute la vie politique connaissent un regain d'activité, où *les masses s'initient à la politique* d'une manière ou d'une autre ; et ensuite, pour faire élire leurs députés ouvriers à la Douma. Même à la Douma la plus réactionnaire, purement féodale, les députés ouvriers *ont apporté* et peuvent apporter encore pas mal de profit à la cause ouvrière si ces députés sont de véritables démocrates ouvriers, s'ils sont liés aux masses, et si les masses apprennent à les diriger, à les contrôler.

Pendant le premier semestre 1912, *tous* les partis politiques en Russie ont commencé et *ont déjà terminé*, en somme, ce qu'on appelle la *mobilisation* électorale des forces. Mobilisation est un terme militaire qui signifie : mettre les troupes sur pied de guerre. De même qu'à la veille des hostilités, on met les troupes sur pied de guerre, on appelle la réserve, on distribue les armes et les munitions, de même à la veille des élections tous les partis dressent le bilan de leur activité, confirment leurs décisions concernant les conceptions et les mots d'ordre du parti, rassemblent leurs forces, se préparent à la lutte contre tous les autres partis.

Ce travail, nous le répétons, est virtuellement terminé. Il reste *quelques semaines* jusqu'aux élections ; durant ce laps de temps, on peut et on doit tendre les forces pour accentuer l'influence sur les électeurs, sur les masses ; mais si le parti lui-même (celui de chaque classe) ne s'est pas préparé pendant le semestre, tout sera vain, il n'est plus qu'un *zéro* aux élections.

C'est pourquoi le semestre examiné dans nos statistiques est celui de la mobilisation *résolue* des forces ouvrières à la veille des élections à la IVe Douma. Ce semestre est celui de la mobilisation de toutes les forces de la démocratie ouvrière ; non seulement en ce qui concerne la lutte parlementaire, cela va de soi ; pour l'instant, toutefois, nous portons notre attention précisément sur cette dernière.

A ce propos, on se pose une question soulevée récemment dans le n° 16 de la *Nevskaïa Zvezda* et le n° 61 de la *Pravda*. Il s'agit de ce qu'on appelle les liquidateurs, qui publient à Pétersbourg, depuis janvier 1912, les journaux *Jivoïé Diélo* et *Nevski Goloss*. Les liquidateurs, qui possèdent leurs propres journaux, disent que pour réaliser l'« unité » de la démocratie ouvrière aux élections, il faut un « accord » avec eux, les liquidateurs, et veulent nous faire peur en agitant le spectre des « doubles candidatures » [103].

Il semble bien que ces tentatives d'intimidation ont eu jusqu'à présent fort peu de succès.

On le conçoit parfaitement. Peut-on compter sérieusement avec des gens traités, à juste titre, de liquidateurs et de promoteurs d'une politique ouvrière libérale ?

Mais peut-être de nombreux ouvriers partagent-ils quand même ces conceptions erronées, contraires à la social-démocratie, de ce groupe d'intellectuels ? Ne convient-il pas alors de prêter une attention particulière à ces ouvriers ? Pour répondre à cette question, nous disposons à présent de données objectives, rendues publiques et parfaitement précises. Pendant toute la première moitié de 1912, les liquidateurs, on le sait, ont attaqué avec une énergie particulière la *Pravda*, la *Nevskaïa Zvezda*, la *Zvezda* et, d'une manière générale, tous les adversaires du courant liquidateur.

Quel est donc le succès des liquidateurs parmi les ouvriers ? Les collectes en faveur d'un quotidien ouvrier, annoncées par les journaux liquidateurs *Jivoïé Diélo* et *Nevski Goloss*, en témoignent. Les liquidateurs ont reconnu la nécessité d'un quotidien depuis fort longtemps, depuis 1911, sinon 1910, et de toutes leurs forces, ils ont prêché cette idée parmi leurs adeptes. Le *Jivoïé Diélo* qui paraît depuis le 20 janvier 1912 a commencé à publier à partir de février des informations sur les sommes qu'il collecte à ces fins.

Mettons à part dans ces collectes (dont le montant pour les six premiers mois de 1912 atteint 139 roubles 27 kopecks) *celles des groupes ouvriers*, exactement comme nous l'avons fait pour les journaux non liquidateurs. Faisons le bilan des 16 numéros de *Jivoïé Diélo* et des 5 numéros de *Nevski Goloss* (dont le n° 6 a paru en juillet) ; ajoutons-y aussi les collectes destinées à soutenir le *Jivoïé Diélo* lui-même (bien que nous n'ayons pas tenu compte des renseigne-

ments sur ces collectes parus dans les journaux non liquidateurs). On obtient le tableau suivant sur le nombre total des collectes des groupes ouvriers pendant six mois:

Nombre de collectes effectuées par des groupes ouvriers pour un quotidien ouvrier pendant le premier semestre de 1912:

	Journaux non liquidateurs	Journaux liquidateurs
Janvier	14	0
février	18	0
mars	76	7
avril	227	8
mai	135	0
juin	34	0
Total . . .	504	15

Ainsi, durant un *semestre*, les efforts désespérés d'un cercle d'intellectuels liquidateurs ont réussi à lui assurer le soutien de *15 groupes ouvriers en tout et pour tout* !

Peut-on imaginer une défaite plus complète des liquidateurs depuis janvier 1912 ? Peut-on imaginer une démonstration plus précise du fait que nous sommes bien en présence d'un cercle d'intellectuels liquidateurs, capable de publier une revue et un journal semi-libéraux, mais absolument privé d'un soutien massif tant soit peu sérieux parmi le prolétariat ?

Voici encore des chiffres sur la répartition par régions des collectes recueillies par les liquidateurs:

Nombre de collectes faites par des groupes ouvriers pour un quotidien ouvrier pendant le premier semestre de 1912:

	Journaux non liquidateurs	Journaux liquidateurs
Pétersbourg et ses environs	415	10
Sud	51	1
Ville et région de Moscou	13	2
Nord et Ouest	12	1
Oural et région de la Volga	6	0
Caucase, Sibérie et Finlande	7	1
Total . . .	504	15 *

* Moscou : 2 collectes; Nakhitchévan, Novonikolaevsk et Arkhangelsk : 1 collecte dans chacune de ces trois villes.

Ainsi, dans le Sud, la défaite des liquidateurs durant ces six mois est encore plus grande qu'à Pétersbourg.

Ces chiffres précis des statistiques ouvrières, rendues publiques pendant tout un semestre par des journaux d'orientations contraires, tranchent définitivement la question du « courant liquidateur ». On peut insulter tant qu'on voudra ses adversaires, les calomnier, les chiffres précis sur les collectes des groupes ouvriers sont irréfutables.

Dès lors, on comprend parfaitement pourquoi ni la *Nevskaïa Zvezda* ni la *Pravda* n'ont pris au sérieux la menace de présenter de « doubles candidatures » lancée par les liquidateurs. Il aurait été ridicule de prendre au sérieux des menaces émanant de gens qui en six mois de lutte ouverte ont révélé qu'ils étaient un peu plus que rien. Tous les défenseurs du courant liquidateur se sont groupés dans le *Jivoïé Diélo* et dans le *Nevski Goloss*. Et tous ensemble, en six mois, ils ont attiré à leurs côtés 15 groupes ouvriers !

Dans le mouvement ouvrier, le courant liquidateur n'est rien ; il n'est fort que parmi les intellectuels libéraux.

IV

Les chiffres concernant les collectes ouvrières de tout genre publiés dans la *Pravda* sont, d'une façon générale, extrêmement intéressants. Pour la première fois, nous avons là des données d'une très haute précision sur les aspects les plus différents du mouvement ouvrier et de la vie des démocrates ouvriers russes. Nous espérons que nous aurons encore l'occasion d'analyser plus d'une fois ces statistiques.

Pour l'instant, au terme de cet examen des chiffres touchant les collectes des groupes ouvriers pour notre quotidien, nous devons en dégager une conclusion pratique.

Les groupes ouvriers ont fait 504 collectes pour *leur* presse qu'ils ont versées à la *Zvezda* et à la *Pravda*. Les ouvriers n'avaient absolument aucun autre objectif, si ce n'est de créer et de soutenir leur presse ouvrière. C'est bien pour cette raison que le simple résumé fidèle de ces données pour un semestre offre un tableau extrêmement précieux de la vie de la démocratie ouvrière en Russie. Les kopecks réunis, accompagnés d'une note : « De la part du

groupe ouvrier de telle fabrique », ont permis de juger de l'état d'esprit des ouvriers et du degré de leur conscience, de leur cohésion, de leur attachement à la cause ouvrière.

Voilà pourquoi il est absolument nécessaire de poursuivre, de développer, d'élargir l'habitude des collectes des groupes ouvriers, née avec l'élan d'avril et de mai; bien entendu, des comptes rendus de ces collectes, comme ceux que la *Pravda* a toujours publiés, sont indispensables.

Qu'il s'agisse de la stabilité de la presse ouvrière ou bien des intérêts généraux de la démocratie ouvrière, cette habitude est d'une extrême importance.

La presse ouvrière doit être développée, elle doit gagner en force. A cet effet, il faut de l'argent. Seules des collectes permanentes et massives parmi les ouvriers peuvent permettre, par un travail opiniâtre, de mettre sur pied d'une manière satisfaisante les journaux ouvriers en Russie. En Amérique, il existe un journal ouvrier (*Appeal to Reason*)[104] qui a *plus d'un demi-million* d'abonnés. Piètre est l'ouvrier russe, dirions-nous, en paraphrasant un proverbe russe bien connu, qui n'espère rattraper et dépasser son collègue américain.

Mais un autre aspect de la question, et non le côté financier, est infiniment, incomparablement plus important. Supposons que cent ouvriers des ateliers d'une usine versent chacun *un kopeck* de leur paie pour le journal ouvrier. Cela fera en tout deux roubles par mois. Supposons par ailleurs que dix ouvriers bien payés se rencontrent par hasard et réunissent d'un coup dix roubles.

Les premiers deux roubles sont plus précieux que ces dix roubles. C'est tellement évident pour chaque ouvrier que de longues explications sont ici inutiles.

Il faut que *chaque* ouvrier, à *chaque* paie, verse *un kopeck* pour le journal ouvrier. Cela doit devenir une habitude. Que les abonnements continuent comme avant, que ceux qui peuvent verser davantage continuent à le faire. L'essentiel est de prendre et de propager l'habitude de verser « *un kopeck pour le journal ouvrier* ».

Ce qui fera l'importance de ces collectes, c'est leur régularité à chaque paie, sans interruptions, et c'est la participation d'un nombre toujours plus élevé d'ouvriers à ces collectes permanentes. Les comptes rendus dans la presse

pourraient être simples: « tant de kopecks », signifierait que tant d'ouvriers de l'usine citée ont effectué des versements pour le journal ouvrier ; ensuite, au cas où il y aurait des versements plus importants, on pourrait ajouter: « de plus, tant d'ouvriers ont versé telle somme ».

Si l'habitude de verser *un kopeck pour le journal ouvrier* se propage, les ouvriers russes ne tarderont pas à élever leurs journaux au niveau qui s'impose. Le journal ouvrier doit offrir plus de matériaux et d une plus grande diversité, des suppléments du dimanche, etc. ; il doit avoir ses correspondants et à la Douma et dans toutes les villes de Russie ainsi que dans les plus grandes villes de l'étranger. Le journal ouvrier doit *constamment* se développer et s'améliorer, ce qui est impossible sans des collectes permanentes d'un nombre aussi élevé que possible d'ouvriers pour leurs organes de presse.

Le bulletin mensuel du *kopeck ouvrier* montrera à tous et à chacun comment les ouvriers de tous les coins de la Russie secouent leur indifférence et leur torpeur, comment ils s'éveillent à une vie intellectuelle, raisonnable, non pas dans le sens formel ou libéral de ces mots. On pourra voir nettement comment grandit l'intérêt pour la démocratie ouvrière, comment le jour approche où Moscou ainsi que toutes les grandes villes auront leurs journaux ouvriers.

Nous en avons assez de l'emprise du *Kopeck*[105] bourgeois ! Cette feuille de chou mercantile, sans principes, a suffisamment régné. Les ouvriers de Pétersbourg ont montré en quelque six mois l'immense succès que peuvent avoir les collectes ouvrières. Que leur initiative, leur exemple ne soient pas vains. *Un kopeck ouvrier pour le journal ouvrier* ! Que cette habitude se renforce et devienne générale !

Rédigé les 12-14 (25-27) juillet 1912.
Publié les 29 et 31 juillet et les 1er et 2 août 1912 dans « Pravda » nos 78, 79, 80 et 81.
Signé: Le Statisticien

Conforme au texte du journal

LA SITUATION ACTUELLE DANS LE P.O.S.D.R. [106]

Les camarades allemands ont souvent l'occasion de lire des informations sur la lutte acharnée et les divergences radicales qui existent à l'intérieur du P.O.S.D.R. Malheureusement, ces informations proviennent de groupes isolés d'émigrés politiques ; dans la majorité des cas, ceux qui les donnent sont des gens qui ne sont absolument pas familiers avec la situation réelle des choses en Russie à l'heure actuelle, ou qui veulent consciemment induire en erreur les camarades allemands par un éclairage politique unilatéral. Chaque groupe d'émigrés présente sa propre « orientation », alors qu'en réalité il se compose de gens qui ont perdu tout lien vivant avec le parti ouvrier russe en lutte ou qui n'en ont simplement jamais eu. Un de ces « informateurs » a malheureusement réussi à gagner la confiance de *Vorwärts*. Dans une série d'articles, l'organe central du Parti ouvrier social-démocrate allemand a donné place à un flot de calomnies inouïes sur le parti russe, flot qui découlait de la plume de cet informateur et provenait de sources prétendument «objectives».

En réalité, ces sources étaient entièrement « subjectives », entièrement fausses. Comme *Vorwärts* n'a pas inséré notre *rectificatif*, nous avons été contraints de sortir une brochure intitulée *L'anonyme de « Vorwärts » et la situation dans le P.O.S.D.R.* *, brochure tirée à quelques centaines

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 17, pp. 541-554. (*N.R.*)

d'exemplaires et envoyée aux directions de toutes les organisations allemandes de parti d'une certaine importance, ainsi qu'aux rédactions des organes les plus importants de la presse de parti.

Le *Vorwärts* n'a pu opposer *aucune objection* au matériel contenu dans cette brochure et l'a tacitement reconnu comme authentique.

Pour donner la possibilité à nos camarades allemands de juger de l'authenticité de quelques informations qui leur sont parvenues, nous citons ci-dessous une lettre que le Comité central du P.O.S.D.R. a envoyée à la Direction du parti social-démocrate allemand. Les Lettons avaient proposé à la Direction d'organiser une conférence générale de onze « centres » sur la question du soutien matériel de la campagne électorale, après quoi la Direction avait interrogé ces centres sur cette question. La présente lettre est la réponse du Comité central :

le 30 juillet 1912 *

A LA DIRECTION DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE ALLEMAND

Chers camarades,

Il y a peu de temps, nous avons reçu une copie de la lettre que vous a adressée le 24 juin le Comité de la social-démocratie lettonne à l'étranger. Nous avons considéré comme superflu de vous expliquer l'étrange plan de ces Lettons, car à notre avis aucune personne compétente ne pouvait le prendre au sérieux. Cependant, par votre lettre du 22 juillet, nous avons appris avec étonnement que vous vous apprêtiez à l'accepter. Ceci nous oblige à élever une vigoureuse protestation dont nous vous envoyons ici le texte. Le projet de la Direction n'est en fait rien d'autre qu'une tentative pour provoquer une scission dans notre parti (le P.O.S.D.R.) et pour former un parti nouveau qui nous serait hostile. Voilà qui ne s'était encore jamais vu dans toute l'Internationale. Nous expliquerons la chose en détail aux camarades allemands.

* La lettre telle qu'elle est reproduite ici a subi quelques corrections insignifiantes en ce qui concerne le style.

LA SITUATION DANS LE P.O.S.D.R. DEPUIS JANVIER 1912

En janvier 1912 s'est tenue la Conférence de Russie du P.O.S.D.R., composée de délégués des organisations suivantes: Pétersbourg, Moscou, région de Moscou, Kazan, Saratov, Tiflis, Bakou, Nikolaïev, Kiev, Ekatérinoslav, Vilna et Dvinsk. Cette conférence a restauré le parti, a élu un nouveau Comité central qui a remplacé celui que les liquidateurs avaient anéanti; à ce propos, la conférence a été contrainte de déclarer que ces liquidateurs s'étaient placés en dehors du parti (voir la brochure *L'anonyme de « Vorwärts » et la situation dans le P.O.S.D.R.*, envoyée à la Direction; on y mentionnait les protestations des liquidateurs, des organisations nationales: Polonais, Lettons, Bund et des groupes de l'étranger).

En janvier s'est tenue également une réunion qui devait créer un Comité d'organisation pour la convocation d'une nouvelle conférence, d'une « conférence générale du parti », comme l'ont nommée les liquidateurs et leurs amis.

Dans leur lettre à la Direction du 24 juin, les Lettons affirment que ce « Comité d'organisation » sera formé des organisations et des tendances suivantes: Bund, social-démocrates lettons, comité régional du Caucase, *Goloss Sotsial-Démokrata* menchevique, *Pravda* de Vienne et groupe « Vpériod ».

Ainsi, il y a d'une part le Comité central du P.O.S.D.R. élu à la conférence par les organisations russes, c'est-à-dire par les organisations travaillant en Russie (ses adversaires le nomment tendance léniniste); d'autre part, il y a le « Comité d'organisation » qui promet la convocation d'une conférence « générale » du parti.

QUELLE EST L'ATTITUDE DES SOCIAL-DÉMOCRATES RUSSES RESTÉS NEUTRES JUSQU'À PRÉSENT ENVERS LE « COMITÉ D'ORGANISATION »?

Le plus connu des mencheviks, Plékhanov, qui a fermement lutté contre l'anéantissement du *parti* par les liquidateurs, ne s'est pas montré, bien qu'invité, à la conférence de janvier. En avril 1912, il a publié sa correspondance avec le représentant du Comité d'organisation (cf. ses *Cahiers du Social-Démocrate*, n° 16).

Plékhanov a expliqué son refus de participer au « Comité d'organisation » par le fait que le Bund convoque non pas une conférence des organisations du parti existantes, mais *une conférence « constituante », c'est-à-dire une conférence qui doit fonder un nouveau parti.* Les prétendus groupes d'initiative, les seuls en réalité à soutenir le Comité d'organisation, sont, selon Plékhanov, des groupes liquidateurs qui n'appartiennent pas au parti et veulent en former un nouveau. La « nouvelle conférence est convoquée par les liquidateurs », écrit Plékhanov en avril 1912.

Et voici qu'en juillet sort le n° 3 de la *Feuille* de ce Comité d'organisation. On n'y trouve pas un mot de réponse à Plékhanov. Jugez d'après cela la manière dont les Lettons informent la Direction, ces mêmes Lettons qui se plaignent de ce que le Comité central « léniniste » ne réponde pas aux lettres du Comité d'organisation.

Est-ce donc tellement étrange que le Comité central du parti, du vieux parti, ne réponde pas à ceux qui, selon l'expression de Plékhanov, resté neutre jusqu'à présent, créent un nouveau parti ?

Le Comité d'organisation devrait, avant tout, prouver au neutraliste Plékhanov qu'il ne forme pas de nouveau parti et ne liquide pas l'ancien.

Les Lettons qui participent au Comité d'organisation, en s'adressant à la Direction le 24 juin, après une lutte de six mois de ce Comité d'organisation liquidateur contre le parti, auraient dû montrer par des faits et des documents les résultats de cette lutte ; au lieu de cela, les Lettons montrent à la Direction les **« villages de Potemkine »** [107] **des liquidateurs.**

Les Lettons ont proposé à la Direction de convoquer les onze centres « organisationnels », organisations et fractions de la social-démocratie russe. Littéralement (cf. la lettre du 24 juin des Lettons à la Direction, p. 4).

Dans le monde entier, jusqu'à présent, les partis se sont formés à partir d'organisations locales unies par une seule institution centrale. Mais les liquidateurs russes et lettons ont fait en 1912 une grande découverte : désormais, on peut créer un parti à partir de « centres, d'organisations et de fractions ».

Au nombre des onze centres organisationnels, organisations et fractions, il faut compter, selon la plus récente géométrie électorale des liquidateurs lettons: premièrement, le Comité d'organisation, et, deuxièmement, les six fractions ou organisations ou centres *qui forment ce Comité d'organisation*. C'est ce que dit exactement la lettre des Lettons: « Les points 2 à 7 inclusivement forment le Comité d'organisation ».

De cette manière, les groupes de l'« intelligentsia » qui liquide le parti obtiennent un *triple* droit électoral, tout comme l'aristocratie dans les petites localités pourries:

1) le comité régional du Caucase est une organisation fictive;

2) le *Goloss* de Paris, c'est encore lui, bien que le *Goloss* n'ait pas de mandat constant du Caucase;

3) le « Comité d'organisation », c'est encore lui.

Nous affirmons que les ouvriers russes repousseront avec indignation et mépris l'idée des candidatures doubles, c'est-à-dire la tentative des liquidateurs et de groupes insignifiants de l'étranger de provoquer une scission, d'autant plus que ces groupes ne représentent que des intellectuels désorganisateurs.

Nous affirmons catégoriquement qu'absolument aucun groupe à l'étranger, parmi ceux qui mènent la lutte contre le parti, n'a reçu pendant les six derniers mois de mandat d'une quelconque organisation russe pour diriger son propre organe ou pour publier ses feuilles. Les Lettons veulent prouver le contraire à la Direction; qu'ils montrent donc dans la presse russe un seul mandat de ce genre reçu avant le 22 juillet.

Goloss Sotsial-Démokrata n'est l'organe d'aucune organisation russe.

La *Pravda* publiée par Trotski à Vienne non plus n'est l'organe d'aucune organisation russe. Il y a trois ans, la *Pravda* était l'organe de la *Spilka* [108] ukrainienne (Russie du Sud), mais la *Spilka* a depuis longtemps annulé son mandat.

Ni « Vpériod », ni Plékhanov, ni les « bolcheviks proparti » n'éditent d'organes qui seraient les organes de parti d'une quelconque organisation de Russie.

Il est très facile de se référer à des groupes qui n'existent pas. Il n'est pas difficile non plus d'imprimer des lettres

« de sympathie ». Mais pour diriger, même pendant six mois, l'organe d'une organisation qui travaille en Russie, il faut nécessairement des liens constants, une pleine confiance de la masse ouvrière partout à la base, l'unité des points de vue tactiques, ce qui ne peut être que le résultat d'un long travail en commun. Tout ceci manque aux petits groupes de l'étranger qui sont mobilisés contre le parti par les désorganisateurs lettons et bundistes.

Nous serons brefs à propos du Parti socialiste polonais. *Il n'est pas une organisation social-démocrate.* Il n'a *jamais* appartenu au Parti ouvrier social-démocrate. Une seule chose pourrait le faire accepter: il « promet » de devenir social-démocrate et de se ranger du côté des liquidateurs ! Pour les désorganisateurs et les amateurs de scission, c'est évidemment suffisant ! S'il faut faire participer le Parti socialiste polonais aux discussions communes, pourquoi ne le ferait-on pas aussi pour les socialistes-révolutionnaires, qui participent aux élections à la Douma, pour les socialistes-sionistes, pour l'union socialiste-révolutionnaire lettonne et autres « tendances » semblables ?

LE GROUPE SOCIAL-DÉMOCRATE À LA IIIe DOUMA

Au nombre des centres d'organisation, la Direction a inclus des petits groupes de l'étranger, mais, en revanche, *elle n'a pas invité le groupe social-démocrate à la Douma.* C'est incroyable, mais le fait est là. Ce sera tout profit pour les ouvriers russes d'apprendre de quelle manière Trotski et Cie induisent en erreur nos camarades de l'étranger. Les Lettons écrivent à la Direction dans leur lettre du 24 juin:

« En ce qui concerne le groupe social-démocrate de la Douma, il ne peut être question de ses bons offices en matière d'aide matérielle à la campagne électorale, car la session de la Douma s'achève et, du même coup, le groupe de la Douma perd ses pouvoirs » (p. 2 de la lettre).

C'est là ou bien une supercherie voulue, ou bien une ignorance politique crasse qui caractérise assez clairement le degré d'information des Lettons de Bruxelles en ce qui concerne les élections en Russie.

La lettre est datée du 24 juin. Le 9 juin, c'est-à-dire le 22 juin, nouveau calendrier, la IIIe Douma a été officiellement dissoute *sine die*, mais tous les députés ont conservé leurs pouvoirs, y compris les social-démocrates. Ces derniers, *jusqu'à maintenant*, sont *députés à la Douma*, tout ouvrier de Russie sachant lire et écrire le sait. Mais ceux qui à l'étranger calomnient le parti ne le savent pas.

Les seuls social-démocrates légaux de Russie qui, où qu'ils se trouvent dans le pays, constituent la seule organisation officielle, ce sont précisément les membres du groupe social-démocrate de la IIIe Douma.

Tous les liquidateurs détestent ce groupe. Les feuilles des liquidateurs (*Nacha Zaria*) le mitraillent d'injures et d'insinuations, tous les désorganisateurs de l'étranger colportent des ragots à son sujet. Pourquoi ? Parce que la majorité du groupe, où les mencheviks proparti ont toujours dominé, a sans cesse fermement lutté contre les liquidateurs et a contribué à les rendre absolument inoffensifs à Pétersbourg.

Dans la brochure, *L'anonyme, etc.*, nous avons présenté un fait significatif. Personne n'a rien pu lui objecter. C'est que *deux* membres seulement du groupe collaborent à des journaux liquidateurs. *Huit* de ses membres collaborent constamment à des journaux antiliquidateurs *.

Les Lettons et Trotski proposent à la Direction d'exclure de la conférence ce collectif, le seul de Russie à avoir conservé son unité ! Même si les Lettons s'étaient trompés, ne sachant pas le 24 juin ce que chaque ouvrier savait en Russie, pourquoi ne se sont-ils pas efforcés jusqu'au 22 juillet, c'est-à-dire pendant un mois entier, de corriger leur erreur ? C'est qu'il existe des erreurs qui sont très utiles à ceux qui les font.

L'intention des Lettons et des liquidateurs qui ont trompé la Direction, c'est, en dépit de la majorité du parti en Russie, en dépit de la majorité du groupe social-démocrate à la Douma, d'imposer des candidats liquidateurs avec l'aide d'un bloc de petits groupes fictifs à l'étranger

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 17, p. 552. (*N.R.*)

et de recevoir de l'argent des ouvriérs allemands par supercherie. Tel est, en bref, le sens des longs discours (des Lettons, des bundistes, de Trotski et Cie).

Mais cette supercherie ne demeurera pas impunie.

DONNÉES OFFICIELLEMENT VÉRIFIABLES SUR L'INFLUENCE DES LIQUIDATEURS COMPARÉE À L'INFLUENCE DU PARTI

Tout homme raisonnable comprend que les phrases creuses au sujet des prétendues « organisations » qui sympathiseraient avec les liquidateurs ne méritent aucune confiance.

Nous affirmons que toutes les organisations des liquidateurs en Russie sont fictives.

Celui qui ne dispose pas personnellement de renseignements précis sur la situation dans les cercles social-démocrates de Russie a du mal à établir la vérité. Mais il lui est pourtant possible de la trouver s'il la cherche dans les documents dont il vérifiera le sens sans se fier à la lettre. Nous avons déjà mentionné un premier fait, connu de tous, et vérifiable: la répartition des forces du groupe social-démocrate de la Douma entre les liquidateurs et les anti-liquidateurs.

Mais maintenant, après six mois de lutte des liquidateurs contre le parti, on dispose en plus des faits suivants, absolument objectifs et encore plus convaincants.

Dans leur lettre du 24 juin (pp. 5 et 6), les Lettons parlent des journaux marxistes légaux de Pétersbourg. Ils citent le *Jivoïé Diélo* et le *Nevski Goloss* qui suivent une orientation menchevique (*Goloss Sotsial-Démokrata*) et leur opposent les journaux la *Zvezda* et la *Pravda* de Pétersbourg (ne pas confondre avec la *Pravda* liquidatrice publiée par Trotski à Vienne) qui, d'après les Lettons, « *sont sous l'emprise et la direction du groupe de Lénine* ».

Encore que cette affirmation soit malencontreuse, les Lettons ont signalé ici sans le vouloir un fait sérieux contre les liquidateurs.

Le « parti légal » n'est qu'une expression libérale vide de sens des liquidateurs alors que l'*activité* menée au grand jour à la Douma et dans la presse est le principal aspect de la propagande marxiste. C'est ici, et ici seulement, qu'on

peut relever des faits prouvant objectivement la force des liquidateurs et celle des antiliquidateurs.

Il n'est point d'autres organes politiques pour toute la Russie à part ceux qui sont mentionnés par les Lettons. Les liquidateurs ont *Jivoïé Diélo* et *Nevski Goloss*, les antiliquidateurs ont *Zvezda*, suivie par la *Nevskaïa Zvezda* et la *Pravda* (de Pétersbourg). Il n'y a pas d'autres orientations et fractions en Russie ni dans la presse ni dans l'arène sociale des masses; tous les groupes à l'étranger mentionnés par les Lettons sont de vrais zéros.

Maintenant, nous avons sous les yeux les résultats du travail des deux tendances en six mois.

Durant cette période (janvier-juin 1912), tous les partis de Russie ont commencé et eu le temps de terminer leurs préparatifs en vue des élections. Il ne reste pas plus de six ou huit semaines avant qu'elles ne commencent. La plupart des listes électorales sont déjà prêtes. Pratiquement, l'issue des élections est déjà déterminée, et justement par ces six mois de préparation.

En faveur des liquidateurs ont pris position les « points » 1 à 7 de la liste lettonne (le Comité d'organisation, le Bund, la social-démocratie lettonne, le *Goloss*, la *Pravda* de Vienne, le comité régional du Caucase et *Vpériod*); en faveur des antiliquidateurs, on a le Comité central, qui a uni les organisations russes, c'est-à-dire celles qui travaillent en Russie (d'après les liquidateurs, il s'agirait de la seule « tendance léniniste »).

Ainsi, voyons ce qu'ont fait les uns et les autres.

Les liquidateurs ont publié à Pétersbourg, entre le 1er janvier et le 30 juin (ancien calendrier) 1912, 16 numéros du journal *Jivoïé Diélo* et 5 numéros du journal *Nevski Goloss*, soit en tout 21 numéros.

Les antiliquidateurs, pour la même période, ont publié 33 numéros du journal *Zvezda*, 14 numéros du journal *Nevskaïa Zvezda* et 53 numéros du journal *Pravda*, soit en tout 100 numéros.

21 contre 100.

Tel est le rapport de forces entre les liquidateurs et le parti en Russie. Les données existant sur les journaux ont été publiées; chacun peut les vérifier.

Qu'en est-il du tirage des journaux ? Les Lettons prétendent que les liquidateurs ont sorti 30 000 exemplaires. Admettons que le chiffre ne soit pas exagéré. En ce qui concerne les antiliquidateurs, une personne qu'ont vue le camarade Haase et d'autres membres de la Direction, a fourni à celle-ci le chiffre de 60 000 exemplaires. La comparaison des deux chiffres place l'influence des liquidateurs dans un rapport de 1 contre 10 avec l'influence du parti.

Si les renseignements sur le tirage n'ont pas été rendus publics et peuvent par suite paraître exagérés, par contre d'autres données plus importantes et plus convaincantes, l'ont été.

Il s'agit des renseignements sur les liens des liquidateurs et du parti avec les masses ouvrières en Russie.

CHIFFRES PUBLIÉS ET VÉRIFIABLES SUR LES LIENS DES LIQUIDATEURS ET DU PARTI AVEC LES MASSES OUVRIÈRES EN RUSSIE

Les chiffres concernant le nombre des numéros de journaux publiés et leur tirage ne démontrent pas encore pleinement la supériorité du parti sur les liquidateurs. Même de petits groupes d'intellectuels libéraux peuvent éditer des journaux. Tout journal « ami des ouvriers » ou même un journal libéral de nuance radicale trouvera toujours beaucoup de lecteurs en Russie. Outre les ouvriers, ces journaux seront lus par les libéraux et les démocrates petits-bourgeois.

Mais certains faits attestent d'une manière beaucoup plus simple et plus claire les liens des liquidateurs et du parti avec les masses ouvrières en Russie.

Ce sont les chiffres touchant aux ressources financières destinées aux publications de la presse ouvrière.

Depuis longtemps, on fait de la propagande parmi les ouvriers en Russie en vue de recueillir des fonds pour la publication d'un journal ouvrier. Tout le monde se rendait compte que sans un tel journal la participation aux élections est presque illusoire. Le journal est le principal instrument de la campagne électorale, le principal moyen d'agitation marxiste au sein des masses.

Mais comment se procurer l'argent pour un journal ? Il faut organiser des collectes parmi les ouvriers. Ces collectes constituent un fonds, témoignent de la force des liens de tel ou tel groupe. Elles prouveront l'autorité du groupe, la confiance des ouvriers, l'influence réelle exercée par tel ou tel groupe sur les masses prolétariennes.

Eh bien, de telles collectes pour un journal ouvrier ont été ouvertes à Pétersbourg au début de 1912. Six mois, du 1er janvier au 30 juin, sont un délai suffisant. Les chiffres relatifs aux collectes sont publiés dans tous les journaux mentionnés ci-dessus, liquidateurs aussi bien qu'antiliquidateurs.

Les conclusions qui en découlent pour un semestre constituent la meilleure documentation, la réponse publique, exhaustive, objective, définitive, à la question relative au rapport des forces entre les liquidateurs et le parti en Russie. C'est pourquoi nous publions en annexe la liste complète des collectes pour un quotidien ouvrier annoncées pendant un semestre dans les cinq journaux susmentionnés.

Ici, nous nous bornons à indiquer les chiffres globaux.

En six mois, les journaux antiliquidateurs ont publié des comptes rendus concernant 504 collectes effectuées parmi des groupes ouvriers, c'est-à-dire des collectes à propos desquelles on cite expressément le nom du groupe ouvrier qui les a recueillies. Ces collectes ont été effectuées dans 50 villes et cités ouvrières de Russie.

Durant le même semestre, du 1er janvier au 30 juin 1912, les journaux liquidateurs ont publié des comptes rendus relatifs à 15 collectes effectuées parmi des groupes ouvriers dans 5 villes russes *.

---

* En dépit des commérages répandus par les liquidateurs, ces collectes, qui ont dépassé 12 000 marks, et aussi l'aide prêtée antérieurement par les camarades allemands ont constitué précisément le Fonds principal de notre presse social-démocrate en Russie. La liste complète des collectes annoncées dans les différents journaux social-démocrates au cours d'un semestre, liste mentionnée dans le texte, a été envoyée à la Direction, à la Commission de contrôle et à Bebel.

Voici les chiffres précis:

Collectes effectuées par des groupes ouvriers pour un quotidien ouvrier du 1er janvier au 30 juin 1912

	Journaux liquidateurs	Journaux antiliquidateurs
Janvier	0	14
Février	0	18
Mars	7	76
Avril	8	227
Mai	0	135
Juin	0	34
	15	504

Idem: dans les principales régions de la Russie

Pétersbourg	10	415
Sud de la Russie	1	51
Moscou	2	13
Nord et Ouest de la Russie	1	12
Oural et Volga	0	6
Caucase, Sibérie, Finlande	1	7
	15	504

Après six mois de lutte contre le parti, les liquidateurs ont été entièrement battus.

Les liquidateurs ne représentent absolument rien dans le mouvement ouvrier social-démocrate de Russie. Les chiffres cités ci-dessus, que chacun peut vérifier, le démontrent. Tels sont les faits publiés en Russie pour tout un semestre, en dépit des fanfaronnades de Trotski et des liquidateurs.

A noter que Trotski collabore au *Jivoïé Diélo*. De plus, les Lettons reconnaissent eux-mêmes, dans leur lettre du 24 juin, que les six groupes, y compris Trotski, le *Goloss* menchevique, les dirigeants des journaux *Jivoïé Diélo* et *Nevski Goloss*, forment ce qu'on appelle le Comité d'organisation. C'est pourquoi nos chiffres démontrent que les liquidateurs et aussi tous leurs amis à l'étranger qui font les importants ne représentent absolument rien dans le mouvement ouvrier social-démocrate en Russie.

En moyenne, un seul groupe ouvrier sur trente est à leurs côtés en Russie.

Nous citons ici également les adresses et les jours de parution de tous les journaux social-démocrates à Pétersbourg.

Liquidateurs:

1. *Jivoïé Diélo.* Pétersbourg, Bolchaïa Moskovskaïa, 16, n° 1—20 janvier 1912, n° 16 et dernier—28 avril 1912 (a été interdit).

2. *Nevski Goloss.* Pétersbourg, rue Kolokolnaïa, 3, n° 1 — 20 mai 1912, n° 5—28 juin 1912 (paraît toujours, dernier numéro—29 juillet 1912).

Antiliquidateurs:

3. *Zvezda.* Pétersbourg, rue Raziezjaïa, 10, appart. 14, n° 1 (37)—6 janvier 1912, n° 33 (69)—22 avril 1912 (a été interdit).

4. *Nevskaïa Zvezda.* Pétersbourg, rue Nikolaevskaïa, 33, appart. 57, n° 1—26 février 1912, n° 2—3 mai 1912, n° 14—24 juin 1912 (paraît toujours).

5. *Pravda.* Pétersbourg, rue Nikolaevskaïa, 37, appart. 18, n° 1—22 avril 1912, n° 53—30 juin 1912 (paraît toujours).

CONCLUSION

Les candidats du P.O.S.D.R. aux prochaines élections à la Douma seront désignés par les organisations locales du parti sans distinction de points de vue ni de tendances. La minorité des ouvriers social-démocrates devra partout se soumettre à la majorité.

Les fameuses doubles candidatures ne sont rien d'autre que des sottises destinées à effrayer les camarades de l'étranger et à leur soutirer de l'argent.

Il ne manque qu'une chose: que les dix fameuses « tendances » brandissent comme des épouvantails leurs *dix* candidatures et extorquent de l'argent à l'étranger pour chaque candidat.

Il n'y aura pas de doubles candidatures. Les liquidateurs sont tellement faibles qu'ils ne sont pas en mesure de poser

de secondes candidatures. Nous ne menons aucuns pourparlers avec une poignée de liquidateurs qui a trahi le parti. Ni le Comité central de Russie ni les organisations locales ne prennent sérieusement les liquidateurs en considération. Voyez, par exemple, les derniers événements de Pétersbourg. Les liquidateurs ont déclaré dans le *Nevski Goloss* (n° 6) que des réunions avaient lieu à Pétersbourg avec eux (les liquidateurs) au sujet de l'organisation de la campagne électorale. La *Nevskaïa Zvezda* (n° 16) aussi bien que la *Pravda* (n° 61) datées respectivement du 21 et du 23 juillet, ont communiqué qu'elles n'avaient *pas* envoyé de représentants à cette réunion; en outre, un participant à la réunion déclara dans la *Nevskaïa Zvezda* que dans toute la Russie les ouvriers appliqueraient les décisions de la conférence de janvier du P.O.S.D.R.

« L'unification des diverses tendances», a-t-il déclaré, à propos des liquidateurs, «est absolument inconcevable dans une campagne électorale social-démocrate » (*Nevskaïa Zvezda*, n° 16, 8(21) juillet 1912).

Aucune aide financière au monde ne gagnera aux liquidateurs la confiance des ouvriers russes. Mais, bien entendu, il est possible, avec l'argent de la Direction, de proposer en différents endroits des secondes candidatures fictives. Dans ce cas, la responsabilité de telles candidatures, qui seront en fait des candidatures de la Direction allemande, retombera évidemment sur elle. *L'argent qui sera distribué aux liquidateurs leur servira, à eux qui n'ont pas de journal quotidien, à fonder un organe concurrent. Cet argent sera utilisé pour permettre à ceux qui, dans une lutte de plusieurs années, ont démontré leur nullité de créer une scission; cet argent sera utilisé pour des voyages, etc., pour la fondation d'un nouveau parti.* Si la Direction veut à l'heure actuelle aider les liquidateurs d'une manière ou d'une autre, elle nous obligera alors, malgré tout notre respect pour le parti frère allemand, à en appeler à l'Internationale. Nous *prouverons* alors au Congrès international de Vienne [109], *documents à l'appui*, que la Direction s'est

montrée prête, au moyen de son soutien financier, à contribuer à créer une scission chez nous, à rendre possible des candidatures doubles et à galvaniser le cadavre des liquidateurs écrasés. Si les camarades allemands veulent aider le P.O.S.D.R., ils doivent remettre l'argent au Comité central du vieux parti, et non à ceux qui organisent un parti nouveau.

Le Comité central du P.O.S.D.R.

Après que la Direction eut annulé la conférence prévue, elle nous a communiqué qu'elle « n'était en mesure de donner de l'argent pour la lutte électorale à aucun des groupes de parti en Russie, tant que tous ne nous (à la Direction) auront pas indiqué quelle est l'institution jouissant de la confiance générale et investie du pouvoir de recevoir et de répartir ledit argent ».

Cette neutralité factice de la Direction revient en fait de sa part à refuser son soutien au parti ouvrier de Russie, par suite des calomnies dont ce dernier a souffert par la faute des groupuscules de l'étranger et de la « conférence » des liquidateurs.

Pour compléter les remarques précédentes, nous considérons de notre devoir d'ajouter encore ce qui suit.

Les journaux légaux de Russie dirigés dans un esprit marxiste sont à l'heure actuelle un puissant porte-parole pour les masses ouvrières social-démocrates de Russie dans le travail d'agitation du parti.

Les journaux qui paraissent à l'étranger, illégaux en Russie, ne peuvent prétendre, *somme toute*, à un rôle analogue à celui des journaux cités ci-dessus, bien que leur importance *de principe* pour l'interprétation théorique du mouvement soit, sans conteste, extrêmement grande. On sait avec quelle facilité, et parfois à la légère, de tels journaux sont fondés par de petits groupes d'émigrés russes dispersés à l'étanger; ces journaux traînent une existence misérable parmi ces groupes eux-mêmes et n'arrivent presque jamais entre les mains des membres du parti en Russie. C'est pourquoi on ne saurait finalement leur reconnaître un rôle tant soit peu marquant dans la vie du parti en Russie.

Après six mois de lutte menée par les journaux anti-liquidateurs (de janvier à juin 1912), il ne reste qu'*un seul* journal liquidateur, le *Nevski Goloss*. Comme organe politique

il n'existe presque plus; *deux* numéros seulement (6 et 7) ont paru en un mois et demi (de juin à la mi-août). Il est évident que pas un journal de ce genre ne saurait résister aux persécutions policières qui frappent en Russie *tous* les journaux ouvriers et même beaucoup de journaux libéraux parfaitement modérés, s'il ne puise pas de forces vitales dans la liaison étroite avec les masses ouvrières.

Tels sont aujourd'hui l'hebdomadaire *Nevskaïa Zvezda* et le quotidien la *Pravda*: des journaux ouvriers débouchant directement dans l'actualité et jouant un grand rôle politique. Ils paraissent tous deux à Pétersbourg; nos *adversaires politiques* dans la social-démocratie lettonne les traitent avec mépris d'organes du « groupe de Lénine ». Les données *objectives* citées ci-dessus, que l'on peut toujours vérifier, prouveront clairement à nos camarades allemands que ce « groupe de Lénine » englobe en réalité la majorité écrasante des ouvriers social-démocrates russes.

On comprend maintenant pourquoi toutes les informations provenant du milieu des liquidateurs et des groupes et groupuscules sympathisants ne méritent pas *la moindre confiance*. Tous les bruits que ces groupuscules ainsi que les social-démocrates juifs (le Bund) et les social-démocrates lettons, tous gens qui n'ont aucun lien direct avec le mouvement *russe*, ont répandus au sujet d'une conférence de toutes les « tendances » [110], convoquée ou prétendument sur le point de l'être, s'avèrent être une pure invention. Aucune semblable conférence, même si elle avait effectivement lieu, ne jouerait *un rôle tant soit peu sérieux* dans la lutte du prolétariat russe. Ainsi, au fond, qu'on nous passe le mot, nous avons affaire à une friponnerie.

Pour éclairer encore mieux nos camarades du parti allemand sur des faits dont la signification politique est sans nul doute importante, nous donnerons en conclusion quelques extraits d'un article d'Axelrod, un des leaders des liquidateurs, paru dans le dernier cahier du mensuel *Nacha Zaria*.

Axelrod écrit:

« L'idée d'un organe social-démocrate « non fractionnel » est à l'époque actuelle une utopie, et de plus une utopie... contraire aux intérêts du développement politique du parti... On peut dire qu'il n'y a pas chez nous de fractions organisées; à leur place on a divers

petits cercles et groupuscules dont les uns soutiennent des points de vue politiques, tactiques et organisationnels plus ou moins définis et dont les autres tirent à hue et à dia toujours dans les jambes des premiers... Le point central et la source principale des dissensions à l'intérieur du parti se trouvent être, d'une part, l'attitude différente des divers cercles du parti envers le nouveau mouvement ouvrier social-démocrate légal, et, d'autre part, des divergences considérables dans le domaine des tâches politiques immédiates et dans la tactique politique de la social-démocratie russe. Les problèmes de l'une et l'autre catégorie... deviennent précisément maintenant... particulièrement urgents et d'actualité... Et c'est autour d'eux que la social-démocratie russe s'est divisée en deux camps principaux... On se demande si l'organe ouvrier projeté (par quelques ouvriers de Pétersbourg et par de nombreux intellectuels de l'étranger) saura occuper une position neutre entre ces deux camps opposés et si une telle position sera acceptable dans son principe ? De toute évidence, non... Parler, avec une pareille situation dans le Parti, de « non-fractionnisme » comme du seul remède, revient à... se tromper soi-même et à tromper les autres sur la situation dans la social-démocratie... La mise en forme et la cohésion des fractions apparaissent comme le premier devoir, comme la tâche à ne pas remettre au lendemain, pour les partisans de la réforme du parti, ou, plus précisément, de la révolution » (dans le parti).

Les derniers mots d'Axelrod, visiblement, concernent les liquidateurs... Nous pouvons seulement conseiller à nos camarades de parti allemands, si de divers côtés on se met à leur parler de « non-fractionnisme » ou de conférence non fractionnelle (avec la participation des liquidateurs), d'exiger, pour une meilleure orientation, qu'on traduise tout l'article d'Axelrod aux fins de publication dans la presse social-démocrate allemande. C'est alors seulement qu'on pourra se faire une idée correcte sur certaines fables.

La rédaction du « Social-Démocrate »,
Organe central du P.O.S.D.R.

Confidentiel. **Uniquement à l'usage des membres organisés du Parti social-démocrate !**

POST-SCRIPTUM
À LA BROCHURE : « LA SITUATION ACTUELLE DANS LE P.O.S.D.R. »

Aujourd'hui, 15 septembre 1912, nous avons reçu via Paris la lettre suivante de la Direction, propre à démontrer avec un relief particulier aux camarades allemands à quel

point nous avions raison de protester contre les informateurs de la Direction, qui agissent à titre privé, sont irresponsables et craignent de prendre position ouvertement.

La Direction du parti écrit ce qui suit le 10 courant:

Berlin, le 10 septembre 1912
Cher camarade Kouznetsov !

Nous vous prions de nous faire savoir s'il est vrai que les circonscriptions électorales dans lesquelles l'accord de tous les groupes social-démocrates a été atteint pour les élections à la Douma d'Etat, si ces circonscriptions, donc, comprennent:

Ekatérinoslav, Kharkov, la ville de Moscou et la province de Moscou, la région du Don et la ville d'Odessa. Je vous prie d'envoyer le plus vite possible ces renseignements à l'adresse suivante: G. Müller, *Chemnitz*.

Si nous n'avons reçu aucune nouvelle avant le 17 septembre, nous considérerions que ce qui est exposé plus haut correspond à la réalité.

Salutations fraternelles *G. Müller*

A cette lettre nous avons répondu par la suivante:

A la Direction du Parti social-démocrate d'Allemagne.
Chers camarades,

Il va de soi que ce qui a été communiqué à la Direction est fondé sur un mensonge, que tout n'est que pure invention des liquidateurs. Nous pouvons affirmer avec assurance que cette fable n'a pu être communiquée à la Direction que par les Lettons, les bundistes ou bien les partisans de Trotski, qui ont depuis peu seulement terminé leur « propre » conférence, qu'ils auraient souhaité nommer « conférence du parti », mais qui n'était en réalité qu'une conférence des liquidateurs. Pour ne rien alléguer qui ne saurait être confirmé et pour ne pas citer notre correspondance d'organisation, nous nous contenterons de références à un document publié à Pétersbourg.

Le quotidien marxiste de Pétersbourg, la *Pravda* n° 102, du 28 août (10 septembre nouveau calendrier) 1912 a publié une lettre en provenance d'une des plus grandes usines de Kharkov et spécialement consacrée aux élections à la Douma. Dans cette lettre, il est dit ouvertement et sans détours que « les noms des candidats des liquidateurs *n'ont pas encore été divulgués* » et que ces derniers « *nient la nécessité du parti ouvrier* » (*Pravda* n° 102, p. 4, colonne 1).

Cela est suffisant pour que les camarades allemands voient de quelle manière éhontée les trompent Lettons, bundistes, partisans de Trotski et autres informateurs privés de même acabit. Toute l'affaire se ramène visiblement à ceci: ils voulaient tous, et les Caucasiens aussi, bien sûr,

recevoir de l'argent au nom d'« organisations » fictives dont l'existence ne peut être confirmée et vérifiée ni par la Direction du Parti ni par qui que ce soit d'autre.

On ne nous fera pas croire que le parti allemand, avec ses 90 quotidiens social-démocrates — s'il ne veut pas se compromettre en interprétant de travers la situation au sein du parti russe—ne puisse pas ouvrir une discussion sur le P.O.S.D.R. et forcer publiquement tous les informateurs qui se terrent dans l'ombre à se manifester individuellement et documents en main.

La Russie n'est quand même pas aussi loin que l'Afrique centrale, et les ouvriers social-démocrates allemands pourraient sans grands efforts découvrir la vérité et obtenir de la sorte que les membres allemands de la Direction n'écoutent plus des racontars privés *impossibles à vérifier.*

De la part du Comité central du P.O.S.D.R.

N. Lénine

Rédigé entre le 17 (30) juillet et le 20 août (2 septembre) 1912, post-scriptum écrit le 2 (15) septembre.
Publié sous forme de brochure à Leipzig en 1912.
Imprimé pour la première fois en russe en 1924 dans les Œuvres de N. Lénine (V. Oulianov), t. XII, Ire partie

Conforme au texte de la brochure

PREMIER ÉTAT DU POST-SCRIPTUM À LA BROCHURE «LA SITUATION ACTUELLE DANS LE P.O.S.D.R.» [111]

Alors que les lignes écrites plus haut étaient déjà à la composition, nous avons reçu le n° 7 du *Nevski Goloss*, paru à Pétersbourg le 17 août, ancien calendrier. Ainsi, le journal des liquidateurs reprenait sa publication *après une interruption d'un mois et demi*. (Le numéro précédent, le 6, de cet hebdomadaire était paru le 5 juillet, ancien calendrier.)

Les informations publiées dans le n° 7 du *Nevski Goloss* confirment de la meilleure manière qui soit l'analyse de l'importance *réelle* des liquidateurs en Russie qu'on trouve dans la lettre de notre Comité central au *Vorstand* *.

En effet, au début de juillet, le journal interrompt sa publication. Tous les efforts des liquidateurs et de leurs amis tendent, cela va de soi, à reprendre cette publication. Sur les résultats de ces efforts d'*un mois et demi* (juillet et la moitié d'août) le *Nevski Goloss lui-même* donne les informations suivantes dans le n° 7:

> « Le bureau du journal a reçu, *pour le renforcement des moyens du journal*:
>
> *Juillet*. De la part de 14 personnes, à raison de 25 roubles par personne. (I.F., P., G.,M.I., K., L., K.F., L.,B., Vch., Lv., Vl., V.P., B. de Moscou); par l'intermédiaire de R.—50 r.; de la part de M.—11 r.; Chkh.—11 r.; de la part de 8 personnes, à raison de 10

* Direction du Parti social-démocrate d'Allemagne. (*N.R.*)

roubles par personne (E., I., Is., Ch., Rf., Avg., Ob., P.O.); de la part de Kh. I.—8 r.; de la part de S.—7 r.; de la part de Kh.—5 r.; B.B.—5 r.; de la part de F.—6 r.; M.B.—5 r.; de Libau—5 r.; Gmp.—3 r. Soit en tout 546 roubles.

Août. De la part de Wulfson (Zurich)—10 r.; de la part du même—3 r. 57 k.; Benzia (Zurich)—15 r.; G. (Kichinev)—20 r.; Az. (Astrakhan)—3 r.; Sp. (Bogorodosk)—15 r.; V.V.—6 r.; E.E.F.—59 r.; de Doubbeln par l'intermédiaire de S.—20 r.; de Moscou de la part de B.—25 r.; de la part de E.L.—10 r.; L.L.—12 r.; M.Gr.—3 r.; de la part du groupe d'initiative de Moscou—35 r.; B.B.—5 r.; B.—5 r.; par l'intermédiaire de L.L. de la part de An. Const. de St.-Pétersbourg—6 r.; de la part d'un groupe d'amis de Paris—8 r. 54 k.; de Pavlograd de la part de B.—20 r. Soit en tout 281 roubles 11 kopecks.»

Tel est le compte imprimé par les liquidateurs eux-mêmes. Pour un mois et demi, le tableau de leur travail et *de leurs liens avec la masse* est le suivant:

En tout . . . . . *827 r. 11 k.*

Dont:

Le groupe d'initiative de Moscou	35 r.
Un groupe d'amis de Paris . . .	8 r. 54 k.
Versements privés et individuels:	
35 versements donnant un total de	708 r.
15 » » » » »	75 r. 57 k.
En tout	827 r. 11 k.

Tout le monde sait, et Plékhanov l'a déclaré dans la presse dès avril 1912 (*Cahiers du Social-Démocrate*, n° 16), que les « *groupes d'initiative* » sont des groupes de *liquidateurs*.

Ainsi les liquidateurs ont été aidés au moment le plus difficile, lorsque la parution de leur organe a été interrompue, par:

un groupe de liquidateurs en Russie
un groupe d'amis à Paris
35 personnes aisées à raison de 20 roubles par tête en moyenne (plus de 40 marks par personne)

15 personnes isolées à raison de 5 roubles par tête en moyenne (plus de 10 marks par personne).

Notre Comité central n'avait-il pas raison d'affirmer que dans le mouvement ouvrier russe les liquidateurs ne représentent absolument rien ?

Les liquidateurs se réfèrent au « Comité local du Caucase ». Or ils n'ont pas reçu un seul versement en un mois et demi *d'un seul groupe ouvrier* du Caucase.

Les liquidateurs veulent utiliser l'aide du Bund et de l'organisation social-démocrate lettonne. Or, ils n'ont pas reçu un seul versement en un mois et demi *d'un seul* groupe ouvrier du Bund ou des Lettons.

La *Pravda*, organe quotidien des antiliquidateurs publié à Pétersbourg, pour ce même mois et demi (juillet-14 août), donne les comptes de *41 collectes des groupes ouvriers* en provenance de différentes régions de Russie, y compris les ouvriers des industries pétrolières (industries de Grozny dans la région de Térek) (*Pravda* n° 60) et les ouvriers juifs de Libau (*Pravda* n° 67). Nous nous permettons de croire que cette aide des ouvriers est plus sérieuse que les phrases et les déclamations du « Comité local du Caucase », des Lettons et du Bund.

Aucune aide au monde et aucune « conférence » avec les Lettons, le Bund, etc., ne transformeront en unité le *zéro* liquidateur dans le mouvement ouvrier russe.

Que les camarades allemands se chargent du travail point trop ardu qui consiste à réunir des *documents* sur la situation au P.O.S.D.R. et à les vérifier : la Russie n'est quand même pas l'Afrique centrale, sur laquelle on peut raconter n'importe quelles « histoires de chasseurs ». Il est vraisemblable que les camarades allemands veulent mettre fin à une aussi étrange, *gelinde gesagt* *, situation, qui fait que des documents ouvertement publiés les informent sur le socialisme italien, suédois ou n'importe quel autre, alors que le socialisme russe ne leur est connu que par des fables et des racontars rapportés en privé.

Ecrit entre le 20 et le 24 août (2 et 6 septembre) 1912. Publié pour la première fois

Conforme au manuscrit

* Pour s'exprimer avec douceur. (*N.R.*)

CAPITALISME ET CONSOMMATION POPULAIRE

Il y a peu de temps la publication française *La Revue Scientifique* [112] a publié des données sur la production de *margarine* dans différents pays. Ces données ont une fois de plus rappelé ce fait, noté depuis longtemps, que la nourriture populaire empire de plus en plus à mesure que le capitalisme se développe.

On appelle margarine, comme on sait, de la graisse traitée d'une manière particulière (on en sépare la stéarine). A partir de cette margarine on prépare du beurre artificiel, le beurre de margarine.

La production de margarine dans les principaux pays européens a atteint de très grandes dimensions. L'Allemagne produit 12,5 millions de pouds * de margarine par an, l'Angleterre 7,5 millions, etc.

La margarine est meilleur marché que le vrai beurre. Celui-ci est trop cher pour une énorme majorité de la population des pays capitalistes. Les ouvriers gagnent si peu qu'ils doivent acheter les produits artificiels, de mauvaise qualité et bon marché. Or les ouvriers sont les principaux consommateurs. Il y a des millions d'ouvriers pour des centaines de capitalistes. Et la production de notre produit bon marché et artificiel augmente non pas de jour en jour, mais d'heure en heure, pendant que s'accroît le luxe inouï d'une poignée de millionnaires.

---

* 1 poud=16 kg. (*N.R.*)

La richesse de la bourgeoisie augmente. Augmentent aussi la misère et le dénuement du prolétariat et de la masse des petits propriétaires, des paysans, des artisans, des petits commerçants qui sont en train de se ruiner.

Il est remarquable que la consommation de margarine soit la plus forte justement dans les pays réputés pour leur grande production d'excellent beurre naturel. Pour savoir combien la consommation de margarine est forte, il faut diviser la quantité de margarine produite dans le pays (en ajoutant l'importation et en soustrayant l'exportation) par le nombre d'habitants.

On voit alors qu'à la première place pour la consommation de la margarine se tient le Danemark : 16,4 kilogrammes de margarine par an (environ un poud) pour chaque habitant. Suit la Norvège : 15 livres ; l'Allemagne : $7^1/_2$ livres, etc.

Le Danemark est le pays le plus riche pour la production du beurre. Le beurre danois, véritable beurre naturel, est réputé pour être de très haute qualité. La ville la plus grande et la plus riche du monde, Londres (environ 6 millions d'habitants, en comptant la banlieue), prend le plus volontiers le beurre danois et le paie au prix le plus élevé.

Les riches paysans danois et, plus que tout, les capitalistes danois gagnent beaucoup d'argent dans le commerce du beurre. Et, en même temps, le Danemark est le premier pays du monde pour la consommation du beurre artificiel, la margarine !

Comment expliquer cela ?

C'est très simple. L'énorme majorité de la population danoise, comme la population de tout pays capitaliste, est faite d'ouvriers et de paysans déshérités. Le vrai beurre est trop cher pour eux. Même les paysans moyens qui ont besoin d'argent, vendent à l'étranger le beurre produit dans leurs exploitations, et achètent pour eux-mêmes la margarine bon marché. La richesse des capitalistes danois augmente, la misère et le dénuement des ouvriers et des paysans danois augmentent.

Chez nous, en Russie, il se passe la même chose. Il y a très longtemps, quarante ans environ, quand ce fut la mode de l'implantation d'établissements et d'artels pour la production de fromage, l'écrivain démocrate Engelhardt remarqua que les paysans, ayant besoin d'argent, vendaient

le lait et le beurre, et que les enfants étaient affamés et mouraient.

Depuis cette époque, on a plusieurs fois noté ce fait. La production du fromage augmente, la production du lait pour la vente augmente, quelques paysans et marchands aisés s'enrichissent, mais ceux qui sont pauvres deviennent encore plus pauvres. Les enfants des paysans pauvres, privés de lait, meurent en grand nombre. La mortalité infantile est incroyablement élevée en Russie.

Souvent, le lait entier, est vendu aux fromageries et l'on redonne aux paysans *du lait écrémé*, qui leur sert de nourriture.

Pour les riches, il y a les profits de l'augmentation de la production et du commerce, et pour les ouvriers et les paysans, la margarine et le lait écrémé. Telle est la réalité capitaliste que les savants libéraux et officiels embellissent avec zèle.

La « Pravda » n° 70, 20 juillet 1918. *Conforme au texte du journal*
Signé: B.B.

LIBÉRAUX ET CLÉRICAUX

Le clergé se prépare à envahir la IVe Douma.

Comment accueillir cette descente du clergé dans l'arène politique ?

La démocratie ne peut jamais soutenir le point de vue selon lequel il ne faut pas que le clergé participe à la vie politique. Il s'agit là d'un point de vue archiréactionnaire. Il ne conduit qu'à l'hypocrisie bureaucratique et à rien de plus. Dans la vie, absolument aucune mesure n'est possible, réalisable, qui tienne à l'écart de la politique et de la lutte de classe tel ou tel groupe ou couche de la population.

Rappelons que Bebel et les social-démocrates allemands étaient pour la liberté de propagande des jésuites en Allemagne. Nous sommes contre les phrases libérales sur « l'interdiction » de la propagande des jésuites, disaient les social-démocrates. Nous ne craignons pas les jésuites. Que les jésuites aient *une liberté absolue* de propagande, mais que, à nous aussi, les social-démocrates, on nous garantisse une liberté absolue de propagande. C'est le raisonnement que tenaient Bebel et les social-démocrates allemands.

Les démocrates ouvriers de Russie luttent contre la falsification du droit électoral (et de tout autre droit) au profit des propriétaires fonciers et du clergé, etc., mais absolument pas contre la liberté de participation du clergé à la vie politique. Notre point de vue est celui de la lutte de classe et nous exigeons une liberté absolue de participation dans la politique de toute classe, condition, sexe, peuple, couche ou groupe de la population.

Les libéraux considèrent ce problème d'une manière inexacte, non démocratique. Par exemple, le prince Troubetskoï, sous les applaudissements de la *Retch*, écrivait il y a peu :

« La transformation de l'Eglise en arme politique est atteinte au prix de sa destruction intérieure. » Il nomme le projet d'envahissement de la Douma par le clergé « antichrétien et anticlérical ».

Ceci est faux. C'est de l'hypocrisie. C'est un point de vue profondément réactionnaire.

Troubetskoï et d'autres libéraux adoptent un point de vue *non* démocratique dans leur lutte contre le cléricalisme. Sous couleur de s'opposer à la participation du clergé à la lutte politique, ils travaillent à sa participation dissimulée (donc beaucoup plus nuisible).

La démocratie ouvrière est pour la liberté de la lutte politique pour tous, y compris le clergé. Nous ne sommes pas contre la participation du clergé à la lutte électorale, à la Douma, etc., mais *exclusivement* contre les privilèges moyenâgeux du clergé. Nous n'avons pas peur du clergé, nous discuterons volontiers avec lui à une tribune libre et égale pour tous. Le clergé a toujours participé à la politique *en tapinois*. Ce sera tout profit pour le peuple, si le clergé se met à participer *ouvertement* à la politique.

La « Pravda » n° 74, 25 juillet 1912. *Conforme au texte du journal*
Signé : Mirianine (Un laïque)

LES CADETS ET LA DÉMOCRATIE

« Nous sommes habitués à penser, écrit l'éditorialiste de la *Retch*, que les marxistes reconnaissent aux cadets la valeur de parti démocrate, bien qu'avec l'addition offensante du mot « bourgeois » (c'est-à-dire bourgeois-démocrate).

Il est difficile de se représenter plus grande ignorance politique de la part de « gens cultivés », lecteurs de littérature marxiste. Une question se pose involontairement: le calcul n'oblige-t-il pas parfois à jouer l'ignorant ?

A partir de 1906, des centaines et des milliers de fois nous avons expliqué que les cadets *ne* sont *pas* des démocrates, mais une bourgeoisie libéralo-monarchiste. Au printemps 1907, les décisions officielles des marxistes de tous les coins de Russie, connues de tout homme politiquement cultivé, l'ont confirmé et ont déclaré bien haut que les cadets étaient un parti de la bourgeoisie libéralo-monarchiste, que leur démocratisme était « hypocrite », qu'une partie de la petite bourgeoisie se tenait derrière les cadets « uniquement par la force de la tradition (l'habitude aveugle de s'accrocher à ce qu'on connaît, à ce qui est ancien) et qu'*elle était tout simplement trompée* par les libéraux »[113].

Des centaines et des dizaines de fois, depuis lors, ces pensées ont été répétées et répandues.

Et les cadets d'affirmer, comme si de rien n'était, qu'ils sont « habitués à penser » que les marxistes les considèrent comme des démocrates ! En vérité, il n'est pire sourd que celui qui ne veut entendre.

Les libéraux se distinguent des conservateurs (des Cent-Noirs) parce qu'ils représentent les intérêts de la bourgeoisie

à qui sont *nécessaires* le progrès, un régime juridique quelque peu réglementé, l'observation de la loi et de la constitution, la garantie d'une certaine liberté politique.

Mais cette bourgeoisie progressiste craint encore plus la démocratie et les mouvements des masses qu'elle ne craint la réaction. De là les éternelles tendances des libéraux à faire des concessions à l'ordre ancien, à passer des accords avec lui, à défendre de nombreux étais de l'ancien temps. Or tout cela mène à l'impuissance absolue du libéralisme, à sa pusillanimité, à son ambiguïté, à ses éternelles hésitations.

La démocratie représente une large masse de la population. Le démocrate ne craint pas le mouvement des masses, il a confiance en lui. En Russie, la démocratie, ce sont les troudoviks et en général les « populistes » de gauche. Les marxistes les nomment démocratie *bourgeoise* nullement pour les « offenser », mais parce qu'aucune redistribution de la terre et aucun changement de l'Etat dans le sens du démocratisme *n'élimine encore* la suprématie du capital, la suprématie du régime bourgeois.

La politique des démocrates ouvriers est claire. Nous reconnaissons des accords avec les libéraux contre la droite seulement au second tour des élections et seulement là où il n'est pas possible avec les démocrates de vaincre les libéraux. Nous luttons de front avec tous les démocrates bourgeois aussi longtemps qu'ils sont fidèles à leur esprit démocratique.

La « Pravda » n° 76, 26 juillet 1913 *Conforme au texte du journal*

LA CAMPAGNE DES LIBÉRAUX

On note de l'animation parmi les libéraux et voilà que, tous ensemble, ils ont fait pression sur la *Pravda*. Les éditorialistes du journal cadet la *Retch*, les progressistes sans-parti MM. Prokopovitch et R. Blank dans *Zaprossy Jyzni* ont ouvert le feu contre le journal ouvrier pour sa décision de mener une campagne électorale autonome à Pétersbourg.

« Les efforts de la *Nevskaïa Zvezda* et de la *Pravda* sont absolument vains », affirment les *Zaprossy Jyzni*. « Ils ne peuvent tout de même pas compter sérieusement sur la victoire d'un candidat du parti ouvrier à la curie urbaine de Pétersbourg où la participation des ouvriers est insignifiante ! »

Voici un modèle des raisonnements libéraux, voici les procédés d'intimidation destinés à l'électeur qui ne s'est pas encore élevé au-dessus de l'esprit petit-bourgeois, qui ne s'est pas encore élaboré une politique absolument consciente.

Il fut un temps où les libéraux brandissaient simplement l'épouvantail de la victoire des Cent-Noirs aux élections. Maintenant ce mensonge grossier « ne prend plus ». Tout le monde sait qu'il n'y a aucun, absolument aucun danger Cent-Noirs aux élections à Pétersbourg. Et voici qu'on met en circulation une intimidation d'une autre espèce: « Il est inutile de compter sur une victoire des ouvriers. »

Non, messieurs les libéraux, l'électeur démocrate en général, l'ouvrier en particulier, a beaucoup vécu, beaucoup pensé, beauco up appris pendant les cinq pénibles années

qui se sont écoulées. Vous ne réussirez à rien avec une telle intimidation.

Nulle part au monde, les ouvriers n'ont jamais pu commencer *leur propre* campagne électorale dans de grandes villes sans rencontrer l'opposition de forts partis libéraux. Nulle part au monde, la démocratie ouvrière n'a réussi sans une lutte tenace à arracher aux libéraux l'influence sur les masses des petits fonctionnaires, des commis, des artisans, des petits commerçants, etc.

Celui qui s'oppose à ce que les ouvriers de Pétersbourg commencent dès maintenant cette lutte, ou mieux qu'ils continuent ce qui avait été commencé dans les années 1906, 1907 et 1909, celui-là prend en vain le nom de démocrate, celui-là reste en réalité l'esclave des libéraux.

Des milliers et des milliers de nouveaux électeurs démocrates vont prendre part aux élections à Pétersbourg.

La grande tâche qu'ont accomplie les travailleurs pétersbourgeois en organisant leur quotidien ouvrier nous donne toute raison d'attendre des succès non moins considérables dans la lutte électorale.

Des milliers de vieux électeurs s'éveillent à une nouvelle vie politique plus consciente. Ils apprennent, grâce à leur journal ouvrier, à lutter pour l'amélioration de leur vie, acquièrent l'habitude des actions politiques collectives et la conscience des grandes tâches nationales que résout la démocratie ouvrière.

La victoire sur les libéraux est possible à Pétersbourg. Et de l'agitation et des attaques injurieuses des libéraux, de leur intimidation et de leurs violentes apostrophes le Pétersbourg démocrate retirera l'assurance d'être sur le chemin certain de la victoire.

La « Pravda » n° 77, 28 juillet 1912 *Conforme au texte du journa*

MUTINERIES DANS L'ARMÉE ET DANS LA FLOTTE

Ces derniers temps quelques informations se sont glissées jusque dans notre presse légale faisant état d'une effervescence révolutionnaire dans les troupes. Relevons trois communications importantes.

Flotte de la mer Noire. Le tribunal militaire de la marine à Sébastopol a jugé à huis clos le 27 juin l'affaire de Zélénine, du cuirassé *Ioann Zlatooust*. Il était accusé, avec Karpichine et Siliakov, d'avoir rédigé et répandu un appel à l'insurrection armée. Zélénine, Karpichine et Siliakov ont été condamnés à la peine de mort et fusillés le 10 juillet.

Le même tribunal a jugé le 2 juillet l'affaire de l'équipage de ce même cuirassé. Seize matelots étaient accusés d'avoir poussé à s'emparer du navire. Dix ont été condamnés à la peine capitale, cinq à six ans de travaux forcés. Le 4 juillet on apprenait par des télégrammes officiels que les dix condamnés à mort avaient adressé un recours en grâce.

Flotte de la Baltique. Le 16 juillet le tribunal militaire du port de Cronstadt doit juger l'affaire des *65 matelots* du vaisseau-école *Dvina*, du croiseur *Aurore* et du cuirassé *Slava*. Le 3 juillet, le journal octobriste *Goloss Moskvy* a reçu une communication téléphonique de Saint-Pétersbourg disant que ce procès sensationnel faisait grand bruit dans la capitale. Les 65 matelots sont accusés, dit-on, d'appartenance au parti des socialistes-révolutionnaires et « à une organisation secrète, qui s'était occupée de préparer une

insurrection ouverte et le meurtre d'officiers». Le début de l'affaire se situe, d'après la même information, à l'arrestation d'un matelot de la *Dvina* le 22 janvier 1912.

On sait, de plus, que des matelots de la flotte de la Baltique ont été arrêtés pendant les journées de mai à Helsingfors.

Enfin, le 1er juillet, dans le village de Troïtskoïé, près de Tachkent, des sapeurs ont fait une tentative d'insurrection. Le capitaine en second Pokhvisnev a péri sous les baïonnettes des insurgés. *On n'a pas laissé passer le télégramme qui relatait l'incident.* C'est seulement le 10 juillet qu'a paru à Pétersbourg un extrait des *Tourkestanskié Viédomosti*, journal officiel, reconnaissant qu'*il y avait eu combat* avec les insurgés. Les tirailleurs et les cosaques ont écrasé les sapeurs insurgés qui en tout, semble-t-il, étaient de 100 à 130. L'insurrection avait commencé le soir et s'est achevée, selon les informations officielles, au matin. On a arrêté jusqu'*à 380 sapeurs* dont « plus de la moitié (c'est le journal gouvernemental qui l'affirme) n'avaient certainement (??) pas pris part » à l'insurrection. Outre Pokhvisnev, deux sous-lieutenants, Krassovski et Kochtchénetz, et deux petits gradés ont été tués, cinq officiers et douze petits gradés, blessés. Le journal officiel ne dit mot sur le nombre de morts chez les insurgés.

Telles sont les maigres informations— visiblement incomplètes, visiblement déformées et diminuées par la police — dont nous disposons à l'heure actuelle.

Que prouvent ces faits ?

Ils confirment pleinement ce qui a été dit dans les décisions de la conférence de Russie du P.O.S.D.R. (janvier 1912) et qui a été exposé plus en détails dans le n° 27 de l'Organe central, le *Social-Démocrate*, il y a un mois *.

L'essor *révolutionnaire* de la Russie a commencé. Les grèves de masse d'avril et de mai ont marqué le passage du prolétariat russe à l'offensive *contre* le capital, *contre* la monarchie tsariste, *pour* l'amélioration de la vie des ouvriers éprouvés par les persécutions et l'oppression de la contre-révolution des années 1908-1911, et *pour* la liberté de tout le peuple, pour une république démocratique.

* Voir le présent tome, pp. 100-108. (*N.R.*)

Les libéraux (et à leur suite les liquidateurs du *Nevski Goloss*) répandent une fable creuse selon laquelle le fondement du mouvement d'avril-mai était la lutte pour la liberté de coalition. Les faits sont venus renverser cette fable. Il n'est pas possible de lutter seulement pour un seul des droits politiques dans la Russie asservie, il n'est pas possible de lutter pour des réformes constitutionnelles sous l'absolutisme tsariste. La lutte du prolétariat a déferlé en une vague de grèves sur toute la Russie : ces grèves étaient à la fois économiques *et* politiques. C'est dans la combinaison des deux aspects que consistait et que consiste *la force* du mouvement. Ce ne sont pas des grèves ordinaires, c'est un élan *révolutionnaire* des masses, c'est *le début de l'offensive* des masses ouvrières contre la monarchie tsariste.

Les grèves de masse ne pouvaient pas ne pas allumer *partout* la flamme révolutionnaire. Et les explosions d'insurrection dans les troupes *ont prouvé* que cette flamme s'allume, que *partout* il y a des matériaux inflammables, que *partout* s'intensifie l'état d'esprit révolutionnaire dans les masses, même chez les ouvriers et paysans abrutis par le dressage de la caserne.

Les grèves de masse en Russie sont indissolublement liées à l'insurrection armée. Que les grèves augmentent, l'insurrection augmente.

Voici ce qu'ont prouvé les événements cités au début de l'article.

Ces événements offrent une leçon dont parle le n° 27 de l'Organe central, le *Social-Démocrate*. Les appels à l'insurrection à l'heure actuelle sont excessivement déraisonnables. Les insurrections sont encore *prématurées*. Seule une poussée *combinée* des masses ouvrières, de la paysannerie et de la meilleure partie de l'armée peut créer les conditions d'une insurrection *victorieuse*, c'est-à-dire *opportune*.

Et les ouvriers d'avant-garde doivent utiliser tous leurs efforts à renforcer, à revaloriser, à développer le parti *clandestin* de la classe ouvrière, le P.O.S.D.R. *Seul* un tel parti, en menant une agitation révolutionnaire et en utilisant toutes les possibilités de la propagande légale offertes à la presse ouvrière et aux députés ouvriers à la Douma, sera en mesure d'éviter la perte des forces que représentent de petites insurrections sans espoir et de prépa-

rer l'armée du prolétariat à une grande insurrection victorieuse.

Vivent les soldats et les matelots révolutionnaires !

Vive le travail révolutionnaire commun, soutenu et tenace, pour le développement d'une ample poussée révolutionnaire des masses innombrables, pour l'essor des grèves ouvrières, des mouvements de paysans ! C'est seulement à la tête d'une poussée de millions d'hommes, seulement dans une union indissoluble avec eux que la partie révolutionnaire de l'armée russe peut vaincre et vaincra la monarchie tsariste !

La « Rabotchaïa Gazéta » 114 n° 9, 30 juillet (12 août) 1912

Conforme au texte du journal

A LA VEILLE DES ÉLECTIONS À LA IVe DOUMA

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, malgré les cruelles persécutions, malgré les arrestations en masse, s'est manifesté avant les élections par une tactique, un programme, une plate-forme plus clairs, plus précis et plus définis que ceux d'aucun autre parti.

En janvier 1912, la conférence de Russie du P.O.S.D.R. a dressé le bilan du travail idéologique et politique mené pendant les pénibles années de la contre-révolution. Les décisions de la conférence ont donné des réponses complètes à tous les problèmes essentiels du mouvement. Sur la base de ces résolutions, la plate-forme électorale a fait figure de simple conclusion. Le Comité central a édité cette plate-forme en Russie; ensuite, toute une série d'organisations locales l'ont rééditée [115]. Toute la presse bourgeoise a rendu compte de la conférence et cité certaines de ses décisions.

Au cours des six mois qui se sont écoulés depuis la conférence, un grand travail a été fait grâce à la presse du parti, à des dizaines de rapports et des centaines de discours prononcés dans les petits cercles d'usines ou aux meetings d'avril et de mai pour expliquer et mettre en application les décisions prises.

Les mots d'ordre du parti—république, journée de travail de huit heures, confiscation des terres des propriétaires fonciers—se sont répandus dans toute la Russie et les prolétaires d'avant-garde les ont adoptés. L'élan révolutionnaire des masses, qui s'est traduit tant par des grèves

et des meetings que par des révoltes des soldats, a prouvé la justesse et la vitalité de ces mots d'ordre.

Notre parti a déjà utilisé, et largement, les élections. Aucune « explication » de la police, aucune contrefaçon (par les popes ou n'importe qui d'autre) de la IVe Douma ne supprimera *ce* résultat. La propagande, menée dans un strict esprit de parti, a déjà pénétré partout et *donné le ton* à toute la campagne électorale social-démocrate.

Les partis bourgeois écrivent à la hâte, bâclent des « programmes *pour* les élections », des programmes-promesses, faits pour tromper les électeurs. Les liquidateurs, à la traîne des libéraux, fabriquent aussi maintenant un « programme *pour* les élections » *légal*. Ils réclament à grands cris des programmes dans la presse légale ratissée par la censure, et se préparent à dissimuler leur désarroi absolu, leur désorganisation, leur manque d'idées, sous un « programme pour les élections » décent et licite.

Ce n'est pas un programme « pour les élections », mais des élections pour la mise en œuvre d'un programme *social-démocrate révolutionnaire* ! Voilà le point de vue du parti de la classe ouvrière. Nous avons déjà utilisé les élections dans ce but et le ferons encore à plein ; nous utiliserons même la Douma tsariste des Cent-Noirs pour faire connaître la plate-forme, la tactique et le programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Seuls sont précieux les programmes qui parachèvent le long travail de la propagande *révolutionnaire* qui a déjà donné des réponses *complètes* à *tous* les problèmes du mouvement, et non les programmes (les légaux en particulier !) que l'on fabrique en toute hâte, comme le font les liquidateurs pour boucher les trous, pour dresser une façade criarde.

Six mois se sont écoulés depuis que le parti a été reconstitué, et—surmontant des difficultés incroyables, souffrant des persécutions enragées, essuyant çà et là des interruptions dans le travail des centres locaux et du centre commun, le Comité central—le parti va toujours de l'avant, développant son travail et son influence sur les masses. Ce développement du travail suit *une voie nouvelle* : aux cellules clandestines, secrètes, étroites, plus cachées qu'auparavant, se joint une propagande marxiste légale plus large. C'est justement cette originalité de la nouvelle préparation de la

révolution dans de nouvelles conditions qui est depuis longtemps soulignée et reconnue par le parti.

Et nous pouvons maintenant donner une réponse complète aux bruyantes manifestations des liquidateurs, qui nous menacent de « candidatures doubles ». Vaines menaces qui ne touchent personne ! Les liquidateurs sont si mal en point qu'*aucune aide* ne les ranimera. Ils ne peuvent même pas rêver à se manifester par des « candidatures doubles »: s'ils le faisaient, ils obtiendraient un nombre de voix pitoyable et risiblement insignifiant. Ils le savent et ne tenteront pas l'expérience. S'ils font du bruit, c'est précisément pour donner le change, pour dissimuler la vérité.

« Aucune aide », avons-nous dit. Les liquidateurs comptent sur une aide de l'étranger. Leurs amis—en particulier les Lettons, le Bund et Trotski—ont proclamé la convocation de *dix* « centres, organisations et fractions » ! Ah mais ! L'étranger est riche, vaste et généreux. Il n'y a pas moins de « dix centres » !! Ce sont les mêmes procédés que ceux du gouvernement à la IVe Douma : on prépare la représentation, on transforme une somme de zéros en un semblant de « grands nombres ». Premièrement, Trotski (en Russie, il est égal à zéro, il est seulement le collaborateur de *Jivoïé Diélo*, ses agents sont seulement les défenseurs des « groupes d'initiative » des liquidateurs). Deuxièmement, le *Goloss Sotsial-Démokrata*, c'est-à-dire les mêmes liquidateurs impuissants. Troisièmement, « le Comité local du Caucase », le même zéro sous une troisième forme. Quatrièmement, le « Comité d'organisation », quatrième forme *des mêmes liquidateurs*. Cinquièmement et sixièmement, les Lettons et le Bund, maintenant pleinement liquidateur... Mais suffit !

Inutile de dire que notre parti rit à voir ce jeu de nullités de l'étranger. On ne ranime pas un cadavre. Or les liquidateurs ne sont plus qu'un cadavre en Russie.

Tels sont les faits.

Depuis six mois les liquidateurs et *tous* leurs amis mènent une lutte désespérée contre le parti. Il existe une presse *marxiste* légale. Elle est diablement étranglée et n'ose souffler mot ni de la république, ni de notre parti, ni de l'insurrection, ni de la bande tsariste. Il serait simplement ridicule de penser à vulgariser les mots d'ordre du P.O.S.D.R. par l'intermédiaire de cette presse.

Mais l'ouvrier en Russie n'est déjà plus ce qu'il était. Il est maintenant une force. Il a fait son chemin. Il possède *sa propre* presse, étranglée mais sienne et qui défend *d'un point de vue théorique* le marxisme.

Dans cette arène ouverte, tous et chacun peuvent voir les « succès » de la lutte des liquidateurs contre les antiliquidateurs. S.V.[116] de « Vpériod » a déjà relevé ces succès dans la *Pravda* liquidatrice de Vienne dirigée par Trotski: *les collectes* des ouvriers vont presque toutes, écrit-il, aux antiliquidateurs. Et pour se consoler il ajoute: ce n'est pourtant pas parce que les ouvriers sympathisent avec les « léninistes».

Oh, bien sûr, « ce n'est pas pour ça », aimable ami des liquidateurs !

Pourtant, examinez les faits.

Six mois de lutte au grand jour pour *un quotidien ouvrier*.

Depuis 1910, les liquidateurs le réclament à grands cris. Leur succès ? En six mois, du 1er janvier au 1er juillet 1912, leurs journaux *Jivoïé Diélo* et *Nevski Goloss* ont publié les comptes de 15 (*quinze*) collectes de groupes ouvriers pour un journal ouvrier quotidien !! Quinze groupes ouvriers en six mois !

Prenez les journaux antiliquidateurs. Examinez les comptes rendus des collectes pour le journal ouvrier quotidien pendant ces six mêmes mois. Etablissez le compte du nombre des collectes de groupes ouvriers. Vous totaliserez 504 *contributions de groupes d'ouvriers*.

Voici les données exactes par mois et par régions de la Russie:

	Nombre de collectes de groupes ouvriers pour un quotidien ouvrier pendant le premier semestre de 1912	
	Dans les journaux *anti*-liquidateurs	Dans les journaux liquidateurs
Janvier	14	0
Février	18	0
Mars	76	7
Avril	227	8
Mai	135	0
Juin	34	0
En tout . . .	504	15

	Nombre de collectes de groupes ouvriers pour un quotidien ouvrier pendant le premier semestre de 1912	
	Dans les journaux *anti*-liquidateurs	Dans les journaux liquidateurs
Pétersbourg et sa banlieue . .	415	10
Sud	51	1
Reste de la Russie	38	4
En tout . . .	504	15

Les liquidateurs sont battus à plate couture aux yeux des groupes ouvriers de Russie. Les liquidateurs sont un cadavre, et toutes les redoutables (oh, combien !) « unions de groupes, de centres, de fractions, de tendances, de courants » de l'étranger ne pourront ranimer ce cadavre.

Aucun manifeste bruyant de l'étranger, aucune fausse conférence des « groupes d'initiative » avec les liquidateurs n'éloigneront et n'affaibliront cette défaite complète des liquidateurs aux yeux des *centaines de groupes ouvriers de Russie*.

L'unité de la campagne électorale des ouvriers social-démocrates en Russie est *garantie*. Elle est garantie non par des « accords » avec les liquidateurs, mais par une victoire complète sur les liquidateurs, qui sont déjà réduits à leur rôle véritable, au rôle d'intellectuels libéraux. Voyez comme le liquidateur socialiste-révolutionnaire Savine est tombé à propos dans *Nacha Zaria*. Examinez de quelle manière L.M.[117] dans le *Listok Gollossa Sotsial-Démokrata* célèbre « l'initiative » des socialistes-révolutionnaires qui sont venus plus d'une fois (conséquence de l'ivresse otzoviste !) patauger dans le courant liquidateur. Réfléchissez à la signification du fait que, dans ce même journal, on cite en exemple à Plékhanov le célèbre « dirigeant » socialiste-révolutionnaire Avksentiev. Rappelez-vous comment *tous* les liquidateurs embrassent la « gauche » *non* social-démocrate du Parti socialiste polonais. Liquidateurs de tous les partis, unissez-vous !

Tout le monde trouve à la fin où se nicher. Les groupes d'intellectuels liquidateurs, qu'ils soient anciens marxistes

ou anciens libéraux à la bombe s'unissent à mesure de la marche des événements.

Par contre, le parti de la classe ouvrière, le P.O.S.D.R., en six mois, après s'être libéré de l'asservissement où le tenaient ceux qui le liquidaient, a fait, comme le montrent les faits cités, un énorme pas en avant.

La « Raboïchaïa Gazéta » n° 9, 30 juillet (12 août) 1912

Conforme au texte du journal

LE SLOGAN «LIBERTÉ DE COALITION» PEUT-IL CONSTITUER MAINTENANT LA BASE DU MOUVEMENT OUVRIER?

Dans la presse légale, les liquidateurs, avec Trotski à leur tête, essaient de prouver que c'est possible. Ils s'évertuent à *dénaturer* le caractère véritable du mouvement des ouvriers. Mais leurs tentatives sont vaines. Les liquidateurs s'enfoncent et se raccrochent à un fétu de paille pour sauver leur injuste cause.

En 1910, de petits groupes d'intellectuels ont déclenché une campagne de *pétitions* pour la liberté de coalition. C'était une campagne *inventée*. Les masses ouvrières sont restées indifférentes. Il est impossible d'enflammer le prolétariat avec cette vaine entreprise. C'était bien aux libéraux de croire aux réformes politiques *sous* l'absolutisme tsariste. Mais les ouvriers ont vu immédiatement la fausseté de l'entreprise et sont restés sourds à l'appel.

Les ouvriers ne sont pas contre la lutte pour les réformes, ils ont lutté pour la loi sur les assurances. Ils ont utilisé, par l'intermédiaire de leurs députés, chaque prétexte à la IIIe Douma pour obtenir la moindre amélioration. Mais le problème, c'est justement que la IIIe Douma et la loi sur les assurances ne sont pas des inventions mais des faits politiques. Par contre, la « liberté de coalition » *sous* la monarchie du trois juin des Romanov n'est que vaine promesse de libéraux pourris.

Les libéraux sont les ennemis de la révolution. Même maintenant ils agissent ouvertement contre elle, la IIIe

Douma des Cent-Noirs ne les a pas déshabitués de craindre la révolution. Craignant la révolution, les libéraux se consolent en espérant des *réformes constitutionnelles* et prêchent aux ouvriers une de ces réformes, la liberté de coalition.

Les ouvriers, eux, ne croient pas à la fable d'une « constitution » sous la troisième Douma, alors que l'injustice et l'arbitraire se donnent libre cours. Les ouvriers réclament *sérieusement* la liberté de coalition et *pour cela* luttent pour la liberté du peuple entier, pour *l'abolition de la monarchie*, pour la république.

Les grèves d'avril et mai ont prouvé que le prolétariat est allé jusqu'à la *grève révolutionnaire*. La combinaison de la grève économique et de la grève politique, les meetings révolutionnaires, le mot d'ordre de république lancé le 1er mai par les ouvriers de Pétersbourg, tous ces faits ont définitivement prouvé le début d'un *essor révolutionnaire*.

La situation objective en Russie est celle-ci : le prolétariat a commencé la lutte révolutionnaire de masse pour le renversement de la monarchie, dans les troupes se développe une effervescence qui prouve qu'elles se joignent à cette lutte. La démocratie paysanne, dans sa meilleure partie, se détourne des libéraux et prête l'oreille à l'avant-garde ouvrière.

Mais les libéraux, ennemis de la révolution, défendent *seulement* la voie « constitutionnelle », mettent en avant *contre* la révolution la promesse (vaine et mensongère) de la « liberté de coalition » *sous* la monarchie tsariste russe !

Voilà quelle est en fait la situation politique. Voici quelles sont les forces sociales réelles : 1) la monarchie tsariste qui foule aux pieds toute « constitution » ; 2) les bourgeois libéraux-monarchistes qui, par crainte de la révolution, affirment qu'ils croient à l'union de la « liberté » avec le pouvoir tsariste ; 3) la démocratie révolutionnaire : parmi elle s'est déjà dressé un chef, les masses ouvrières, et à leur appel, d'Helsingfors à Tachkent, matelots et soldats répondent.

Voyez la foncière bêtise, dans une telle situation, des discours des liquidateurs sur la « liberté de coalition » ! Parmi toutes les « réformes », ces sages de la politique ouvrière libérale ont choisi la réforme constitutionnelle,

qui est *impossible*, qui n'est rien d'autre qu'une promesse, et ils s'amusent au constitutionnalisme « européen ».

Non ! Les ouvriers rejettent loin d'eux les libéraux et la politique ouvrière libérale. *Toutes* les réformes qui seront effectivement mises à l'ordre du jour à la IIIe comme à la IVe Douma. depuis les assurances jusqu'à l'augmentation des salaires des esclaves qui sont les fonctionnaires des administrations, ces réformes, les ouvriers les soutiendront, les développeront, en feront l'objet de *leurs* campagnes.

Mais ils accueillent avec un ricanement de mépris la promesse vaine et sotte d'une réforme politique *constitutionnelle sous* l'absolutisme. Vive l'extension et le renforcement de la lutte révolutionnaire des masses déjà engagée pour le renversement de la monarchie, pour la république ! La lutte montrera quelles réformes constitutionnelles ambiguës naîtront de la *défaite* de la nouvelle révolution, mais maintenant—au début de la poussée révolutionnaire—seuls des « hommes sous cloche de verre » [118] peuvent suggérer aux masses une voie *non* révolutionnaire, une réforme constitutionnelle pacifique.

La poussée révolutionnaire commencée exige des mots d'ordre révolutionnaires. A bas la monarchie ! Vive la république démocratique, la journée de travail de huit heures, la confiscation de toutes les terres des propriétaires fonciers !

La « Rabotchaïa Gazéta » n° 9, 30 juillet (12 août) 1912

Conforme au texte du journal

LETTRE AUX OUVRIERS SUISSES [119]

Chers camarades !

Je confirme par la présente devant tous les camarades suisses, au nom du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, que la conférence générale de ce parti a, en janvier 1912, dans une résolution spéciale, *décliné toute responsabilité en ce qui concerne les groupes russes à l'étranger.*

Je confirme également que le Comité central de notre Parti *n'a jusqu'à maintenant reconnu qu'une seule organisation* social-démocrate russe à l'étranger, à savoir *le Comité des organisations de l'étranger* et *sa section de Zürich.* Ci-joint une brochure allemande, éditée par l'Organe central de notre parti, où sont décrits en détail les agissements désorganisateurs des petits groupes de Russes à l'étranger *.

Salutations fraternelles
Lénine (V. Oulianov)

Représentant du Parti social-démocrate de Russie au Bureau Socialiste International [120].

Ecrit en juillet 1912.
Publié en tract polycopié en allemand à Zürich en août 1912

Conforme au texte du tract

* Voir le présent tome, pp. 203-221. (*N.R.*)

QUESTIONS DE PRINCIPE

La campagne électorale connaît une légère animation et aussitôt le journal officiel des cadets la *Retch* se met à parler (enfin !) de ses divergences de principe avec la gauche.

« Nous n'avons jamais eu l'intention ni avant ni maintenant de faire la paix avec le régime du trois juin », écrit la *Retch*.

C'est faux. Vous l'avez pensé et vous continuez à le faire, messieurs les cadets. Pour preuve, vos discours sur l'opposition « responsable » et sur l'opposition de sa Majesté. Ce ne sont pas là seulement des « intentions » de paix, mais bien une politique « de paix » avec le régime du trois juin.

Et les dévots discours de Karaoulov à la dévote IIIe Douma ? Et les votes des cadets pour le budget et ses plus gros chapitres ? Et les discours de Bérézovski II sur la question agraire ? Et les récentes déclarations de Grédéskoul, reprises par la *Retch* ? Est-ce que tout ceci n'est pas précisément une politique *de paix* avec *les fondements* du régime du trois juin ? Mais si, tout à fait.

« Pendant cinq ans nous n'avons pas vu, écrit la *Retch*, que, *dans les limites de la Douma*, la tactique de la social-démocratie ait été autre que celle des autres partis de l'opposition. Or il est question, dans le cas présent, des élections à la Douma. »

Voilà bien un modèle de sophisme et de déformation de la vérité ! Sur aucun des problèmes, la tactique social-démocrate à la IIIe Douma n'a été semblable à la tactique des cadets. Sur toutes les questions, elle a été fondée sur des

principes différents : *ce n'était pas* une tactique de «paix », *ce n'était pas* la tactique du libéralisme ; c'était *toujours* la tactique *de la démocratie*, la tactique *de la lutte des classes*.

Est-ce que la *Retch* osera affirmer que l'on peut voir une *ressemblance* de tactique dans le seul « vote contre », mais pas dans les *principes* adoptés dans les discours des orateurs de la Douma et dans les motions de passage aux affaires courantes.

Est-ce que la *Retch* osera affirmer qu'il est permis de dire une chose à la Douma et autre chose dehors ? Ne serait-ce pas un moyen de masquer le contenu *non* démocratique de la propagande cadette *hors de la Douma* ?

« Nous ne pouvons pas dénier, écrit la *Retch*, à la «démocratie», que nous servons nous-mêmes, le droit de se poser ses propres buts et d'entreprendre des actions indépendantes. »

C'est faux, messieurs les libéraux cultivés ! Essayez d'exposer vos points de vue de principe sur la différence entre le libéralisme et la démocratie. Essayez d'expliquer ces points de vue par des exemples tirés de l'histoire anglaise, française ou allemande, même en laissant de côté la démocratie ouvrière, prolétarienne, marxiste. Vous ne pourrez pas nier la différence entre le libéralisme bourgeois et la démocratie bourgeoise en ce qui concerne leurs rapports avec l'ordre ancien. Et nous vous prouverons toujours que vous êtes le parti de la bourgeoisie libéralo-monarchiste et absolument pas un parti démocratique.

En Russie, la démocratie bourgeoise ce sont les troudoviks et les populistes de toutes sortes.

Quand le vin est tiré, il faut le boire. Vous vous êtes mis à parler des principes des cadets et de la gauche, et bien, expliquez effectivement ces principes. Ainsi seulement peut-on élever la propagande électorale un peu au-dessus de questions comme celle des exactions commises par tel commissaire de police, tel gouverneur ou telle instance administrative.

La « Pravda » n° 79, 31 juillet 1913 *Conforme au texte du journal*

LA DERNIÈRE SOUPAPE

Nous avons terminé notre article précédent sur la question agraire en Russie telle qu'elle se pose actuellement (voir le n° 15 de la *Nevskaïa Zvezda*) par les mots suivants:

« La ressemblance réelle entre le programme de Stolypine et celui des populistes consiste en ce que *tous les deux* veulent une démolition radicale du vieux mode de possession foncière moyenâgeux. Et c'est très bien. Elle ne mérite rien d'autre. Les plus réactionnaires de tous sont les cadets de la *Retch* et des *Rousskié Viédomosti* qui reprochent à Stolypine d'entreprendre cette démolition, au lieu de prouver la nécessité d'une démolition encore plus conséquente et décisive. Nous verrons dans un prochain article que la démolition prônée par Stolypine *ne peut pas* éliminer les servitudes et les corvées, tandis que le programme populiste *le peut*.

Notons pour l'instant que l'unique résultat tout à fait réel de la réforme de Stolypine, c'est la famine dont souffrent 30 millions de personnes. On ne sait pas encore si la réforme de Stolypine apprendra au peuple russe *comment il faut* procéder pour appliquer une réforme plus radicale. Elle est en train de le lui apprendre, sans aucun doute. Mais le fera-t-elle jusqu'au bout ? Qui vivra verra. »*

Ainsi, la question suivante se pose maintenant à nous: pourquoi la destruction de la possession terrienne moyenâgeuse par Stolypine *ne peut-elle pas* éliminer l'asservissement et les corvées alors que la démolition prônée par les paysans troudoviks ou les populistes *le peut* ?

* Voir le présent tome, p. 148 (*N.R.*)

En entreprenant l'examen de cette question, remarquons avant tout que l'une des fautes essentielles des raisonnements les plus répandus sur ce thème — raisonnements des libéraux, des populistes et parfois des révisionnistes (P. Maslov) — consiste dans leur façon abstraite de *poser* le problème et dans l'oubli de la « relève » historique concrète qui se produit effectivement. En Russie a lieu la relève qu'ont connue depuis longtemps déjà les pays d'avant-garde de l'Occident : l'économie féodale est remplacée par une économie capitaliste.

Il est question et il ne peut exclusivement être question que des formes, des conditions, de la rapidité de *ce* changement, des circonstances concomitantes : toutes les *autres* considérations, souvent mises au premier plan, équivalent à tourner *inconsciemment* autour du fond de la question, autour précisément de cette relève.

La forme féodale qui domine l'agriculture russe actuelle consiste dans l'asservissement et les corvées. La conservation relativement importante de l'économie naturelle — l'existence du petit agriculteur qui n'est pas en mesure de joindre les deux bouts, qui exploite une parcelle insignifiante de mauvaise terre avec des outils et des procédés de production caducs et misérables —, la dépendance économique de ce petit propriétaire vis-à-vis d'un propriétaire voisin de latifundium qui l'exploite non seulement en tant qu'ouvrier salarié (ceci est déjà le commencement du capitalisme), mais exactement comme un petit agriculteur (ce qui est le prolongement de la corvée), telles sont les conditions qui engendrent l'asservissement et la corvée ou, plus justement, qui caractérisent l'un et l'autre.

Pour 30 000 très gros propriétaires fonciers en Russie d'Europe, il y a 10 000 000 de familles paysannes très pauvres. Cela donne en moyenne approximativement le tableau suivant : autour d'un seul propriétaire, possédant plus de 2 000 déciatines, vivent environ 300 familles paysannes ayant chacune environ 7 déciatines de mauvaise terre épuisée avec un outillage incroyablement arriéré et primitif (du point de vue européen, sans parler du point de vue américain).

Une partie des paysans aisés « font leur chemin », c'est-à-dire deviennent petits bourgeois et travaillent la terre

avec l'aide de salariés. Le propriétaire, qui est souvent le barine féodal d'hier ou son fils, a lui aussi recours à ces salariés pour une partie de ses terres et pour certaines opérations agricoles.

Mais, excepté ces relations capitalistes, repoussées à l'arrière-plan dans les principales provinces russes de Russie d'Europe, ce qui existe c'est la culture de la terre du propriétaire foncier avec l'outillage du paysan, c'est-à-dire les prestations de travail, prolongement de la corvée d'hier; ce qui existe c'est une «utilisation» de la pauvreté incurable du petit agriculteur (précisément en tant *qu'agriculteur*, en tant que petit propriétaire) pour le « service » de « l'économie » du propriétaire foncier voisin, autrement dit la *servitude*. Les prêts d'argent contre prestations de travail, les prêts de blé, la louée d'hiver, l'affermage de la terre, le droit d'usage des routes, des abreuvoirs, des prairies, des pâturages, des forêts, le prêt d'outillage, etc., etc., voilà quelles sont les formes infiniment variées de l'asservissement actuel.

On en arrive même à voir le paysan obligé d'amender les champs seigneuriaux avec son propre fumier, et la « patronne » obligée d'apporter les œufs, et cela non pas au dix-huitième mais au vingtième siècle après Jésus-Christ !

Il suffit de poser clairement et précisément la question de ces survivances du Moyen Age et du servage dans l'agriculture russe contemporaine pour évaluer la signification de la « réforme » de Stolypine. Cette «réforme» a fourni, assurément, un délai au servage finissant, exactement comme la fameuse réforme de 1861 soi-disant « paysanne » (en réalité faite *pour les propriétaires fonciers*), portée aux nues par les libéraux et les populistes, *avait donné un délai* à la corvée, en la perpétuant sous une nouvelle forme jusqu'à 1905.

Le « délai » accordé par Stolypine à l'ordre ancien et à la vieille agriculture féodale consiste dans l'ouverture d'une nouvelle et *dernière* soupape avant l'expropriation de toutes les terres des propriétaires fonciers. La soupape est ouverte, un peu de vapeur s'est échappée: une partie des paysans complètement appauvris ont acquis des titres de propriété sur leurs lots et les ont vendus, se transformant de prolétaires lotis en prolétaires purs; ensuite, une partie

des paysans aisés, ayant acquis leurs lots et s'étant parfois installés sur des otroubs — fermes isolées, ont mis sur pied une exploitation encore plus solidement capitaliste qu'auparavant.

Enfin, les enclaves les plus intolérables ont ça et là disparu et la mobilisation de la terre des paysans, indispensable sous le capitalisme, a été rendue plus facile.

Mais ce délai a-t-il augmenté ou diminué la somme totale des contradictions à la campagne ? A-t-il augmenté ou diminué le joug des latifundia féodaux ? A-t-il augmenté ou diminué la quantité totale de « vapeur » ? Il est impossible de répondre à ces questions autrement que par « augmenté ».

La famine qui frappe 30 millions d'individus a prouvé qu'à l'époque donnée seule cette dernière réponse est possible. Il s'agit de famine des petits agriculteurs. Il s'agit du tableau de la crise de *l'éternelle* vieille exploitation paysanne asservie, misérable et accablée sous le poids des latifundia féodaux. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de semblables famines avec les grandes propriétés *non* féodales, les latifundia capitalistes existant en Europe.

La masse des paysans, à l'exception des prolétaires qui se sont complètement libérés de la terre (qui ont « acquis » leur lot afin de le vendre) et de la minorité insignifiante de paysans aisés, est restée dans sa situation antérieure, ou rendue pire encore. Ce n'est pas l'acquisition de la terre en propriété privée, les mesures contre le système des enclaves qui pourront rendre quelque peu cultivée, quelque peu « propriétaire » la masse des paysans pauvres, installés sur une mauvaise terre trop labourée, possédant seulement l'outillage complètement usé de leurs grands-pères, ne disposant que de bêtes de trait et de bovins affamés.

Autour du propriétaire foncier (du genre de Markov ou de Pourichkévitch) qui possède 2 000 déciatines de terres, les propriétaires de tout petits terrains de sept déciatines resteront inévitablement de misérables asservis, même si on les disperse, même si on les libère de la communauté rurale, même s'ils peuvent « acquérir » leurs misérables terrains en propriété personnelle.

La réforme de Stolypine *ne peut* éliminer ni la servitude, ni les corvées de la masse des paysans, ni leurs famines.

Il faut des dizaines et des dizaines d'années de famines périodiques pour que meure dans la souffrance la masse des exploitations actuelles, et c'est seulement alors qu'on verra le « succès » de la réforme de Stolypine, c'est-à-dire l'instauration dans nos campagnes de l'ordre bourgeois de type européen. Mais à l'époque actuelle, après six ans d'application de la réforme de Stolypine et la « brillante » progression en six ans du nombre des agriculteurs ayant « acquis » leur terre, etc., on ne saurait douter le moins du monde que cette réforme n'a pas éliminé et ne peut éliminer la crise.

En ce moment précis et dans l'avenir proche de la Russie, il demeure indiscutable que nous sommes en présence de la vieille crise d'une économie encore féodale par toute une série de survivances, de la vieille crise du petit agriculteur appauvri et asservi par les latifundia du type Markov et Pourichkévitch.

Et cette crise, illustrée avec une telle évidence par la famine qui frappe 30 millions d'individus, est là devant nous, bien que Stolypine ait ouvert la *dernière* soupape qui reste aux Markov et aux Pourichkévitch. Ils ne pouvaient (et le Conseil de la noblesse unifiée non plus) rien inventer * d'autre ; on ne saurait encore rien inventer d'autre pour sauvegarder la terre et le pouvoir des Pourichkévitch, sinon la mainmise de ces mêmes Pourichkévitch sur la politique bourgeoise.

La somme de contradictions dans la campagne russe actuelle aboutit à ceci : la politique agraire bourgeoise est menée par d'anciens féodaux qui ont gardé toute leur terre et tout leur pouvoir. Dans le domaine agraire, ceci est aussi « une nouvelle étape dans la transformation en monarchie bourgeoise » **.

Ce pas vers le nouveau a été fait par l'ancien, qui a conservé son plein pouvoir, sa terre, sa physionomie et sa

* Il va de soi qu'il faut comprendre le mot « inventer » « avec un grain de sel » : l'« invention » de la classe au pouvoir était limitée et définie par toute la marche du développement capitaliste de la Russie et du monde entier. Dans le cadre des rapports de classes d'une Russie qui devient capitaliste, le Conseil de la noblesse unifiée ne pouvait pas agir différemment s'il désirait sauvegarder son pouvoir.

** Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, p. 374. (*N.R.*)

situation. Ce pas est le dernier que l'ancien pouvait faire. C'est la dernière soupape. Il n'y a pas et ne peut pas y avoir d'autres soupapes à la disposition des Pourichkévitch qui commandent un pays bourgeois.

Et justement parce que ce pas vers le nouveau a été fait par l'ancien, qui a conservé son plein pouvoir, il ne peut mener et ne mènera à rien de solide. Au contraire, il mène (tous les symptômes des heures que nous vivons le montrent clairement) à l'aggravation de la vieille crise à un stade beaucoup plus élevé du développement capitaliste en Russie.

La vieille crise se développe d'une manière nouvelle, dans de nouvelles circonstances, en présence de rapports beaucoup mieux définis entre les classes; cependant, elle se développe et sa nature économique et sociale (et pas seulement économique) demeure fondamentalement la même qu'auparavant.

Un nombre insignifiant de bonnes exploitations de la bourgeoisie rurale, la diminution du nombre des prolétaires liés à leur lot, la sauvegarde du plein pouvoir des Pourichkévitch, une masse énorme de paysans moyens asservis, appauvris et mourant de faim, l'augmentation du nombre des prolétaires qui ne sont plus liés à leur lot, tel est le tableau de la campagne russe d'aujourd'hui.

Faut-il encore prouver que le programme agraire de Stolypine ne peut pas anéantir l'asservissement et les corvées, alors que le programme populiste (dans le sens historique et social de ce mot) le peut ? La situation actuelle de la campagne peut-elle ne pas inspirer la pensée suivante: les bonnes exploitations du type otroubs avec une mobilisation de la terre entièrement libre, mettraient aussitôt fin à toutes les famines moyenâgeuses, à toutes servitudes et à toutes corvées, si ces exploitations, selon le libre choix des paysans, étaient formées à partir des soixante-dix millions de déciatines de terre des propriétaires fonciers qui sont encore en dehors de la « réglementation agraire » ? Et l'ironie de l'histoire ne nous forcera-t-elle pas à dire que les arpenteurs de Stolypine auront rendu service à la Russie « troudovik » ?

La « Nevskaïa Zvezda » n° 20, 6 août 1913. Signé: R.S.

Conforme au texte du journal

PETITE INFORMATION

Nos cadets sont-ils des démocrates ou sont-ils le parti de la bourgeoisie libéralo-monarchiste ? Voilà une question qui présente un gros intérêt scientifique.

Rappelons que même le troudovik (démocrate bourgeois) Vodovozov a manifesté des hésitations à ce sujet.

En ce qui concerne cette question, la *Pravda* renvoie aux *récentes déclarations de M. Grédeskoul, reprises dans la Retch* *.

La *Retch* répond : « Nous ne savons pas de quelles déclarations de M. Grédeskoul parle la *Pravda*. »

C'est gentil comme tout, n'est-ce pas ? La *Pravda* a dit clairement et avec précision qu'elle parlait des déclarations *reprises* dans la *Retch*. Qu'est-ce à dire ? Ou bien la *Retch ne sait-elle pas* ce qui s'imprime dans la *Retch* ? Mais n'est-il pas plus naturel de supposer que les libéraux *ont envie* d'oublier quelque peu leur passé récent à cause du jeu électoral à la démocratie ?

Quoi qu'il en soit, afin d'éclairer cette importante question scientifique, je citerai les paroles que M. Grédeskoul a prononcées dans une série de conférences publiques et *répétées* sans aucune réserve de la rédaction, dans le n° 117 (2071) de la *Retch* :

« Pour clore ma conférence, écrit M. Grédeskoul, polémiquant avec les affirmations des *Vtékhi* selon lesquelles le mouvement de libération russe a échoué (à cause de l'intelligentsia, prétend-on) et leur comparant l'opinion de ceux qui se situent bien plus à gauche que P. Strouvé, mais qui pensent aussi que le mouvement ne nous a absolument rien donné, j'ai défendu la thèse, en opposition à ce qui

* Voir le présent tome, p. 248 (*N.R.*)

précède, qu'au contraire beaucoup de choses ont été faites, que les bases mêmes d'un édifice constitutionnel futur ont été posées, profondément et solidement, au cœur des masses populaires. Afin de soumettre à la critique ces deux affirmations et, en même temps, d'exprimer une idée que je considère d'une extrême importance politique pour notre époque, j'ai confronté ces deux affirmations à l'avenir, et dit que, du point de vue de la première d'entre elles (si rien n'a été fait en 1905-1906), il faut tout recommencer par le commencement, c'est-à-dire, en d'autres mots, organiser un deuxième mouvement, alors que du point de vue de la deuxième affirmation (qui dit que les bases de la constitution russe ont été posées en 1905-1906), un deuxième mouvement populaire, au contraire, n'est pas nécessaire, il faut seulement un travail constitutionnel serein, persévérant et convaincu.

C'est là que le chef de police de Libava m'a interrompu (l'incident relaté eut lieu à Libava en effet). Il s'en est suivi une intervention de la police à Libava contre la négation publique de la nécessité d'une nouvelle révolution en Russie» (la *Retch* 1912, n° 117 (2071).

M. Grédeskoul a montré pleinement que M. le chef de police de Libava s'était trompé. Mais en outre, M. Grédeskoul a montré encore deux choses importantes : 1) que la polémique de M. Grédeskoul et Cie avec les *Viékhi* est feinte et vaine. En fait, le parti cadet *tout entier* est essentiellement du côté des *Viékhi* ; 2) que l'appréciation marxiste du parti cadet selon des critères scientifiques, économiques et politiques est parfaitement juste.

La « Pravda » n° 85, 8 août 1912. *Conforme au texte du journal*
Signé : N.B.

SALAIRES DES OUVRIERS ET PROFITS DES CAPITALISTES EN RUSSIE

En 1908 a eu lieu une enquête dans les usines et fabriques de Russie [121]. Cette enquête a certainement donné des chiffres exagérés sur les salaires des ouvriers et des chiffres diminués sur la production et les profits des capitalistes; chez nous, en effet, les enquêtes de ce genre se font de façon purement bureaucratique; de plus, on n'interroge que les capitalistes, et on n'estime pas nécessaire d'interroger les ouvriers.

Voyons donc ce qu'a montré cette statistique fort favorable aux capitalistes.

Selon les informations préliminaires, les seules qui ont été publiées jusqu'à maintenant, il y avait alors en Russie presque 20 000 fabriques et usines (le chiffre exact est 19 983; nous citerons les chiffres exacts entre parenthèses mais les arrondirons dans le texte, afin qu'on puisse mieux se représenter et retenir les données importantes).

Le nombre total d'ouvriers des deux sexes était de deux millions un quart (2 253 787). Le chiffre comprend les mineurs et les ouvriers d'entreprises soumises à l'accise.

Le salaire de tous ces ouvriers constitue une somme *supérieure à un demi-milliard* de roubles (555,7 millions).

Pour connaître le salaire moyen d'un ouvrier, il faut diviser la somme totale des salaires par le nombre d'ouvriers. Nous obtenons le chiffre de 246 roubles.

Ainsi, *deux millions un quart* d'ouvriers industriels de Russie ont gagné chacun, en 1908 (chiffre moyen et arrondi), *vingt* roubles et cinquante kopecks par mois !

Sachant qu'il faut entretenir une famille avec cette somme — et cela avec la cherté actuelle des logements et des produits alimentaires — un tel salaire ne peut être qualifié que de misérable.

Voyons maintenant quel a été le profit des capitalistes. Pour déterminer le profit, il faut déduire du total de la production, c'est-à-dire de la recette globale des usines et des fabriques, tous les frais des capitalistes.

Le chiffre total de la production dépasse quatre milliards et demi *de roubles* (4 651 000 000 de roubles). Le total des frais des capitalistes, quatre milliards (4 082 000 000 de roubles).

Le profit des capitalistes est donc de *plus d'un demi-milliard* de roubles (568 700 000 roubles).

En moyenne, pour un établissement, ce profit est égal à *28 500 roubles*. Chaque travailleur apporte au capitaliste un profit de *252 roubles par an*.

Comparons maintenant les salaires des ouvriers et le profit des capitalistes. Chaque ouvrier reçoit par an en moyenne (c'est-à-dire en arrondissant) un salaire de 246 roubles, et apporte par an au capitaliste un profit de 252 roubles *.

Il s'ensuit que l'ouvrier travaille pour lui *moins de la moitié de la journée*, et *plus de la moitié de la journée* pour le capitaliste. Si, par exemple, nous prenons la journée de travail de 11 heures comme moyenne, il s'avère que l'ouvrier ne reçoit un salaire que pour 5 heures 1/2 seulement et même un peu moins. Pendant les autres 5 heures 1/2 l'ouvrier travaille gratuitement, sans recevoir aucun salaire, et toute la production de l'ouvrier pendant cette demi-journée constitue le profit des capitalistes.

La « Pravda » n° 85, 2 août 1913. *Conforme au texte du journal*
Signé: T

* L'ouvrier produit au total pour 498 roubles de nouvelles valeurs par an.

GRÈVES ET SALAIRES

Chacun sait que les fameuses grèves des ouvriers russes de 1905 ont remporté un très gros succès non seulement dans le domaine politique, mais aussi dans le domaine économique. A l'heure actuelle, les données tirées des rapports des inspecteurs de fabriques [122] permettent de se faire une idée suffisamment précise de l'importance de ces succès.

Le salaire moyen de l'ouvrier industriel russe était égal, selon ces données:

en 1901	à 201	roubles	en 1906	à 231	roubles
» 1902	» 202	»	» 1907	» 241	»
» 1903	» 208	»	» 1908	» 242	»
» 1904	» 213	»	» 1909	» 236	»
» 1905	» 205	»	» 1910	» 242	»
en moyenne pour cinq ans	206	»	en moyenne pour cinq ans	238	»

Nous voyons d'après ceci que 1905 a été l'année d'un tournant. C'est après 1905 que le salaire s'élève *d'un coup* de 205 à 231 roubles dans l'année, c'est-à-dire *de 26 roubles*, ou de plus de 10 %.

En ce qui concerne 1905, qui montre une baisse du salaire de 8 roubles par rapport à 1904, il faut prendre en considération le fait suivant: premièrement, 1905 fut une année de dépression économique, c'est-à-dire de déclin de l'industrie; deuxièmement, selon les données du ministère du Commerce, les ouvriers ont perdu cette année-là *dix-sept millions et demi de roubles* pour les jours de grève non payés, c'est-à-dire plus de 10 roubles par an pour chaque ouvrier en moyenne.

Par conséquent, on peut considérer que le salaire réel fut en 1905 de 215 roubles par an, mais sur ces 215 roubles les ouvriers ont consenti chacun 10 roubles pour la lutte gréviste, qui en 1905 s'est caractérisée par un acharnement et une ampleur remarquables, encore jamais vus dans le monde.

En résultat, nous voyons maintenant clairement, en examinant les données pour ces dix années (1901-1910), une différence *frappante* entre l'époque *pré-révolutionnaire* et l'époque *post-révolutionnaire.*

Jusqu'en 1905, le salaire moyen de l'ouvrier industriel russe est de 206 roubles. Après 1905, il est de 238 roubles, c'est-à-dire *de 32 roubles de plus par an.* L'augmentation est de 15,5 %.

En un an les salaires ont fait un tel bond, qu'aucun effort postérieur des capitalistes (qui, comme on le sait, se sont employés à reprendre toutes les conquêtes de 1905 les unes après les autres) n'a pu ramener l'ouvrier au bas niveau de vie antérieur.

1905 a élevé le niveau de vie de l'ouvrier russe plus qu'il ne peut s'élever en temps ordinaire en l'espace de plusieurs décennies.

Les ouvriers ont perdu dans les grèves de 1905, selon les statistiques officielles, dix-sept millions et demi de roubles de salaire non perçu pour les jours chômés. La perte de production pour les capitalistes fut en 1905, toujours selon les mêmes statistiques, de cent vingt-sept millions trois cent mille roubles.

Grâce à l'augmentation du salaire après 1905, les ouvriers ont gagné en cinq ans (1906-1910) en moyenne 32 roubles chacun, c'est-à-dire au total, en comptant un million huit cent mille ouvriers, 57 600 000 roubles par an ou *286 000 000 en cinq ans.*

La « Pravda » n° 86, 9 août 1912 *Conforme au texte du journal*

LA JOURNÉE DE TRAVAIL DANS LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES DE LA PROVINCE DE MOSCOU

L'ingénieur I. Kozminykh-Lanine a sorti un ouvrage sur la durée de la journée et de l'année de travail dans les fabriques et les usines de la province de Moscou.

Les matériaux, recueillis par l'auteur, sont relatifs à la fin de l'année 1908 et englobent 219 669 ouvriers, c'est-à-dire un peu plus des 7/10 du nombre total d'ouvriers industriels de la province de Moscou (307 773).

La journée de travail moyenne déterminée par l'auteur sur la base de ces données est de *9 heures 1/2* pour les adultes et les adolescents, de 7 heures 1/2 pour les enfants.

Il est à noter que dans ces données n'entrent absolument pas celles relatives aux heures supplémentaires (sur celles-ci l'auteur a préparé un ouvrage spécial), et, deuxièmement, que les données de l'auteur sont basées exclusivement sur « le règlement intérieur obligatoire pour les employeurs et les ouvriers ».

Ces règles sont-elles observées en pratique ? C'est une question que notre ingénieur ne se pose pas. Seuls les syndicats ouvriers, en établissant leurs propres statistiques, auraient pu recueillir des données sur cette question.

Cette journée de travail de 9 heures 1/2 est soumise à de grandes variations selon les différentes entreprises.

Les tableaux de l'auteur montrent que *33 466 ouvriers* travaillent *plus de dix heures par jour* ! Cela représente plus de 15 % du nombre total d'ouvriers soumis à l'enquête.

13 189 ouvriers travaillent *plus de 11 heures par jour*, et 75 ouvriers, plus de 12 heures par jour. La grande masse des ouvriers écrasés par des journées de travail aussi démesurément longues se trouve dans l'industrie textile.

Si l'on prend en considération que près du tiers des ouvriers n'entre pas dans l'enquête de l'auteur, on en conclura que *plus de 20 000* ouvriers industriels de la province de Moscou ont une journée de travail monstrueusement longue.

Enfin, les données de l'ingénieur Kozminykh-Lanine montrent que même la loi russe extrêmement surannée de 1897, permettant une journée de travail de 11 heures 1/2 (!!!), *n'est pas observée par les industriels*. Selon cette loi, dans le cas de travail en deux équipes, le temps de travail de chaque ouvrier, calculé sur deux semaines, ne doit pas dépasser 9 heures par jour.

En fait, sur les 83 990 ouvriers travaillant en deux équipes et soumis à l'enquête par notre auteur, 14 376 faisaient *plus de 9 heures*. Ils constituent 17 % du nombre total des ouvriers travaillant en deux équipes. Et sur les 3 733 ouvriers travaillant en deux équipes et employés à des travaux de réparation ou des travaux auxiliaires, 2 173, c'est-à-dire *presque les 3/5*, travaillaient plus de 9 heures par jour ! Au total, 16 500 ouvriers, même d'après les statistiques officielles, sont obligés de travailler plus que ne le permet la loi !

La journée de 8 heures n'existait en 1908 dans la province de Moscou que pour 4 398 ouvriers sur les 219 669 soumis à l'enquête. Ainsi, la journée de travail de 8 heures reste possible, il suffit à 215 000 ouvriers de rattraper ces quatre mille-là.

La « Pravda » n° 33, 11 août 1913. *Conforme au texte du journal*
Signé: V.

LA JOURNÉE ET L'ANNÉE DE TRAVAIL DANS LA PROVINCE DE MOSCOU

Paru sous ce titre, l'ouvrage de l'ingénieur Kozminykh-Lanine (Moscou, 1912, Editions de la Commission permanente du Musée d'assistance au Travail près la section de Moscou de la Société technique impériale russe. Prix 1 rouble 75 kopecks) consiste en un résumé des données relatives à la fin de 1908.

Ces données englobent 219 669 ouvriers, c'est-à-dire 71,37% du nombre total des ouvriers industriels de la province (307 773). L'auteur dit que « les matériaux ont été minutieusement étudiés, séparément pour chaque entreprise, et seule la partie ne pouvant susciter aucun doute est entrée dans le tableau général ».

Des statistiques de ce genre offriraient, malgré un grand retard, un intérêt remarquable, si la présentation des données était plus intelligente. C'est malheureusement le mot qui convient, car si les tableaux de M. Kozminykh-Lanine sont établis très minutieusement, si beaucoup de travail a été consacré à de nombreux calculs de totaux et de pourcentages, ce travail n'a pas été appliqué rationnellement.

On a l'impression que l'auteur a été submergé par la richesse des matériaux. Il a fait des centaines et des milliers de calculs absolument superflus qui encombrent son ouvrage et n'a pas fait les quelques dizaines de comptes qui sont vraiment indispensables, car sans eux on n'obtient pas un tableau général.

En effet, dans les principaux tableaux de l'auteur, qui constituent la presque totalité du livre, on trouve des données trop détaillées; par exemple, les ouvriers travaillant de 9 à 10 heures par jour, sont répartis en 16 *catégories* selon le nombre d'heures de travail de deux semaines consécutives (de 109 à 120 heures), et pour chaque catégorie a été calculé le nombre moyen d'heures de travail par jour ! En outre, tout cela est fait deux fois: pour les ouvriers à la production et pour les auxiliaires.

Il faut bien admettre que tant de détails sont, premièrement, superflus, qu'on assiste ici à un engouement pour la statistique en tant que telle, à une sorte de jeu avec les chiffres, *au détriment* de la clarté et de l'utilité des matériaux à étudier. Et, deuxièmement, que les neufs dixièmes de ces « moyennes », calculées à la précision d'un centième près, sont du travail perdu, car on peut être sûr que sur les mille lecteurs du livre (qui n'en trouvera probablement pas tant), il y en aura peut-être un seul pour trouver cette « moyenne » nécessaire (d'ailleurs, celui-là pourrait la calculer *lui-même*, si par malheur il en avait besoin !).

D'autre part, on ne trouve *pas du tout* dans le livre de classifications absolument indispensables, que l'auteur *pouvait* faire avec incomparablement moins d'effort, et dont on ne peut se passer si l'on veut intelligemment prendre connaissance des données de l'enquête. Il n'y a rien sur: 1) le total, par groupes de production, des ouvriers travaillant à un, deux, ou trois postes; 2) les ouvriers à la production et les auxiliaires; 3) le nombre moyen d'heures de travail selon les groupes de production; 4) le temps de travail des adultes et des enfants; 5) la répartition des usines selon le nombre d'ouvriers.

Arrêtons-nous sur ce dernier point. L'auteur semble si diligent — à en juger par la liste de ses publications et des ouvrages qu'il prépare —, il dispose de matériaux si riches et intéressants, que, peut-être, l'examen critique de ses méthodes pourrait être d'utilité non seulement sur le plan de la théorie mais aussi directement en pratique. Nous avons déjà cité la déclaration de l'auteur, selon laquelle « les matériaux avaient été minutieusement étudiés, *séparément* pour chaque entreprise ».

C'est dire que la classification de ces matériaux était tout à fait possible, ne serait-ce que d'après les groupes d'usines que l'on trouve même dans nos statistiques officielles (moins de 20 ouvriers, de 21 à 50, de 51 à 100, de 101 à 500, de 501 à 1 000, et plus de 1 000). Etait-elle indispensable ?

Certes oui. Les statistiques ne doivent pas donner des colonnes arbitraires de chiffres, mais éclairer au moyen des chiffres les divers aspects sociaux du phénomène étudié qui ont déjà pris figure ou qui sont en train de s'ébaucher. Peut-on douter du fait que les entreprises de 50 et de 500 ouvriers appartiennent à des *types sociaux* différents du phénomène qui nous intéresse ? que l'évolution sociale de tous les pays civilisés renforce la *différence* entre ces types et conduit à l'*évincement* de l'un d'eux par l'autre ?

Prenons justement les données relatives à la journée de travail. Nous pouvons, si nous faisons *nous-mêmes* le travail de statistique indispensable que nous ne voyons pas dans le livre, tirer du tableau global de l'auteur la conclusion que 33 000 ouvriers (sur 220 000 enquêtés) travaillent *plus de 10 heures par jour*. La durée moyenne de la journée de travail pour les 220 000 ouvriers est égale, elle, à 9 heures 1/2. La question suivante se pose : ces ouvriers, écrasés par des journées de travail excessivement longues, ne sont-ils pas employés dans de *petites* entreprises ?

Cette question se pose naturellement et obligatoirement. Elle n'est pas du tout arbitraire. L'économie politique et les statistiques de tous les pays du monde nous *obligent* à poser cette question, car l'allongement de la journée de travail dans les petites entreprises n'a été que trop souvent observé. Les conditions de l'économie capitaliste y obligent les petits patrons.

Or, il se trouve que dans les matériaux de l'auteur les données permettant de répondre à cette question très importante *existaient*, et que dans ses conclusions elles ont disparu ! Dans ses conclusions, l'auteur nous a donné de très longues colonnes de « moyennes » détaillées qui ne servent à rien, mais *n'a pas donné* l'indispensable répartition des usines selon le nombre d'ouvriers.

Pour ce qui concerne la province de Moscou, cette répartition est encore plus nécessaire (s'il est permis ici d'uti-

liser un comparatif) qu'ailleurs, car, à côté d'une énorme concentration de la production, nous y voyons un nombre comparativement grand de petites entreprises. Selon les statistiques de 1910, il y avait en tout 1 440 entreprises et 335 190 ouvriers. La moitié de ces ouvriers (soit 167 199) était concentrée dans *66 entreprises*, et, à l'autre pôle, il y avait 669 entreprises avec un nombre total de 18 277 ouvriers. Il est clair que nous avons là des types sociaux tout à fait différents et que des statistiques qui ne les distinguent pas ne valent rien.

L'auteur s'est tellement absorbé à dresser des colonnes de chiffres sur le nombre d'ouvriers travaillant 94, 95 et jusqu'à 144 heures, pendant deux semaines consécutives, qu'il a *complètement omis* de donner les chiffres relatifs au nombre d'entreprises. Ils sont indiqués dans la deuxième partie de l'ouvrage où il est question de la longueur de l'année de travail; mais la première partie, consacrée à la journée de travail, ne fournit aucunes données sur le nombre des entreprises, bien que ces données aient été sans aucun doute à la disposition de l'auteur.

Les plus grosses usines de la province de Moscou ne sont pas seulement des types originaux d'entreprises industrielles, mais sont aussi des types particuliers de population, avec des conditions de vie et de culture (ou plutôt d'inculture) spécifiques. La répartition de ces usines, l'élaboration détaillée des données, séparément pour chaque catégorie d'entreprises selon le nombre d'ouvriers, sont la condition nécessaire de statistiques économiques rationnelles.

Citons les principaux résultats de l'ouvrage de M. Kozminykh-Lanine.

Son enquête sur la durée de la journée de travail a englobé, comme nous l'avons déjà dit, 219 669 ouvriers industriels de la province de Moscou, c'est-à-dire 71,37 % du nombre total, les ouvriers du textile étant pris en nombre légèrement supérieur à celui des ouvriers des autres industries. 74,6 % des ouvriers du textile ont été soumis à l'enquête, et seulement 49-71 % des ouvriers des autres industries. *Apparemment*, ce sont les données sur les *petites* entreprises qui sont le moins étudiées: les statistiques

sur le nombre de journées de travail dans l'année ont englobé 58 % des entreprises (811 sur les 1 394 qui existaient en 1908) et 75 % des ouvriers (231 130 sur 307 773). Il est clair qu'on a justement omis ici les plus petites entreprises.

L'auteur ne donne les totaux sur la longueur de la journée de travail que pour le nombre total des ouvriers pris ensemble. On obtient une moyenne de 9 heures 1/2 par jour pour les adultes et 7 heures 1/2 pour les enfants. Il faut remarquer que le nombre des enfants est petit : 1 363 contre 218 306 adultes. Ceci conduit à se demander si justement les tout jeunes ouvriers n'ont pas été « dissimulés » aux regards des inspecteurs.

Sur un nombre total de 219 669 ouvriers, 128 628 (58,56 %) travaillaient à un poste, 88 552 (40,31 %) à deux postes, et 2 489 (1,13 %) à 3 postes. Le travail à deux postes est plus important que celui à poste unique dans l'industrie textile : 75 391 ouvriers à deux postes (« à la production », c'est-à-dire sans compter les auxiliaires) contre 68 604 à poste unique. En ajoutant les réparateurs et les auxiliaires, on obtient la somme de 78 107 à deux postes et 78 321 à poste unique. Au contraire, chez les métallurgistes, le travail à poste unique domine (17 821 ouvriers adultes) le travail à deux postes (7 673).

En faisant le total du nombre d'ouvriers travaillant un nombre variable d'heures par jour, on obtient les données suivantes :

Nombre d'heures de travail par jour	Nombre d'ouvriers	
Moins de 8 heures	4 398	
De 8 à 9 heures	87 402	
» 9 à 10 »	94 403	
» 10 à 11 »	20 202	33 466
» 11 à 12 »	13 189	
» 12 et plus	75	
Total	219 669	

On voit par là combien est encore minime en Russie le nombre d'ouvriers ne travaillant pas plus de 8 heures par jour : en tout 4 398 sur 219 669. Par contre, le nombre d'ouvriers effectuant des journées de travail d'une longueur scandaleuse est très élevé : 33 466 sur 220 000, c'est-à-dire

plus de 15 % des ouvriers travaillent *plus de 10 heures par jour* ! Et cela compte non tenu des heures supplémentaires.

Poursuivons. La différence de durée de la journée de travail chez les ouvriers à un poste et à deux postes se voit d'après les données suivantes, qui n'englobent que les « ouvriers adultes à la production », c'est-à-dire sans les réparateurs et les auxiliaires, qui constituent 8 % du nombre total d'ouvriers.

Longueur de la journée de travail	Pourcentage d'ouvriers (travaillant le nombre d'heures indiqué)	
	à poste unique	à deux postes
Moins de 8 heures	1,3	1,0
De 8 à 9 heures	13,3	81,9
» 9 à 10 »	60,7	14,7
» 10 à 11 »	15,2	1,4
» 11 à 12 »	9,5	1,0
12 heures et plus	—	—
Total	100,0	100,0

On voit d'après ce tableau, entre autres, que 17 % des ouvriers à deux postes travaillent *plus de 9 heures* par jour, c'est-à-dire plus que ne le permet même notre loi de 1897, que M. Lanine reconnaît à juste titre comme excessivement en retard. Selon cette loi, en cas de travail à deux postes, le nombre d'heures de travail par jour ne doit pas dépasser neuf heures, en calculant sur deux semaines. Or M. Lanine utilise justement dans tous ses calculs et ses tableaux une période de « 2 semaines consécutives ».

Si on viole de façon si évidente une loi bien déterminée et précise, on peut imaginer ce qu'il advient de la majorité des autres dispositions de notre législation ouvrière.

Le nombre moyen d'heures de travail par jour pour un ouvrier à un poste (adulte et « à la production » seulement) est de 9,89 heures. C'est donc la *journée de travail de 10 heures* qui domine sans aucune diminution, même le samedi, et sans compter les heures supplémentaires. Inutile de dire qu'une telle durée de travail est absolument excessive et ne devrait pas être tolérée.

Le nombre moyen d'heures de travail par jour pour un ouvrier à deux postes est de 8,97 heures ; c'est-à-dire qu'en pratique c'est la journée de neuf heures exigée dans ce cas par la loi qui prédomine. Sa réduction à huit heures s'impose particulièrement, parce que quand il y a deux postes, on considère comme « travail de nuit » celui effectué entre 10 heures du soir et 4 heures du matin (! !), c'est-à-dire, en fait, qu'une bonne partie de la *nuit* est prise comme « *jour* » pour l'ouvrier. La journée de travail de neuf heures, avec la nuit transformée en jour, avec un travail de nuit continu, voilà ce qui domine dans la province de Moscou !

En conclusion de notre examen des données de M. Kozminykh-Lanine, nous indiquerons que la durée moyenne de l'année de travail est estimée par lui à 270 jours. Chez les travailleurs du textile le chiffre est légèrement inférieur, 268,8 jours ; chez les métallurgistes, légèrement supérieur, 272,3 jours.

L'élaboration des données sur la durée de l'année de travail n'est absolument pas satisfaisante non plus. D'un côté, des détails excessifs et absurdes : nous avons bien compté 130 colonnes horizontales dans le tableau récapitulatif sur la durée de l'année de travail ! Les données sur les entreprises, les ouvriers, etc., sont citées ici *séparément* pour chaque nombre relevé de jours ouvrables (de l'année), de 22 à 366. Fournir tant de détails c'est bien ne pas avoir « digéré » les matériaux bruts.

D'un autre côté, là non plus, on ne trouve absolument pas les classifications indispensables suivant le nombre d'ouvriers par entreprise, ni en ce qui concerne la force motrice employée (entreprises où le travail se fait à la main et entreprises où il se fait mécaniquement).

Ainsi, n'obtient-on pas un tableau qui permettrait de *comprendre* comment la durée de l'année de travail dépend de divers facteurs. Les riches matériaux rassemblés par l'auteur *sont perdus* à cause d'un mauvais travail de synthèse.

Nous pouvons évaluer l'importance de la différence entre la grosse et la petite production — grosse modo, sans la précision voulue, il s'en faut ! — même d'après les données de l'auteur, à condition de les élaborer un peu. Prenons les *quatre* principaux groupes d'entreprises selon la durée de

l'année de travail: 1) moins de 200 jours de travail par an; 2) de 200 à 250 jours; 3) de 250 à 270; 4) 270 jours et plus.

Si nous mettons en regard, pour chacune de ces catégories, le nombre d'entreprises et le nombre d'ouvriers des deux sexes, nous obtenons le tableau suivant:

Durée de l'année de travail	Nombre moyen de journées de travail dans l'année	Nombre d'entreprises	Nombre d'ouvriers	Nombre moyen d'ouvriers par entreprise
Moins de 200 jours	96	74	5 676	76
200 à 250	236	91	14 400	158
250 à 270	262	196	58 313	297
270 et plus	282	450	152 741	339
Total	270	811	231 130	285

On voit d'après ce tableau que plus l'entreprise est importante, plus l'année de travail est longue (en général). Par conséquent, les petites entreprises sont encore, en réalité, beaucoup *moins* importantes d'un point de vue socio-économique qu'on pourrait en juger, par exemple, d'après le nombre d'ouvriers. L'année de travail dans ces entreprises est tellement plus courte que dans les grosses que leur part dans le volume de la production doit être insignifiante. En outre, ces petites fabriques, avec leur courte année de travail, ne sont pas capables de créer des effectifs permanents de prolétaires, c'est-à-dire que les ouvriers y sont plus « liés » à la terre, probablement plus mal payés, moins cultivés, etc.

La grosse entreprise intensifie l'exploitation en allongeant l'année de travail au maximum et en créant par cela même un prolétariat qui rompt complètement ses attaches aux campagnes.

Si on examinait les différences dans la durée de l'année de travail selon le niveau technique des entreprises (force motrice manuelle, mécanique, etc.), on pourrait sans doute trouver toute une série d'indications extrêmement intéressantes sur les conditions de vie de la population, la situation des ouvriers, l'évolution de notre capitalisme, etc. Mais l'auteur, on peut le dire, n'a même pas effleuré ces questions.

Il a seulement donné les chiffres sur la durée moyenne de l'année de travail dans les entreprises suivant les différents groupes de production. Les oscillations des moyennes se sont avérées très petites : de 246 jours de travail par an dans le IXe groupe (travail des substances minérales) à 291 jours de travail par an dans le XIIe groupe (industrie chimique).

Ces différences, comme le voit le lecteur, sont beaucoup plus petites que les différences de durée de l'année de travail dans les petites et les grosses entreprises en général, indépendamment du type de production auquel elles appartiennent.

Les différences selon le type de production sont *moins* caractéristiques et moins essentielles pour des statistiques socio-économiques, que les différences selon les *volumes* de production. Cela ne veut pas dire, évidemment, qu'on peut ignorer les premières différences. Mais cela veut dire que des statistiques intelligentes sont impossibles sans tenir compte des secondes.

La « Nevskaïa Zvezda » n° 21, 12 août 1912. Signé : V.I.

Conforme au texte du journal

EN ANGLETERRE

Les libéraux anglais se trouvent au pouvoir depuis six ans et demi. Le mouvement ouvrier en Angleterre grandit de plus en plus. Les grèves deviennent des manifestations de masse et, en outre, cessent d'être purement économiques pour se transformer en grèves politiques.

Robert Smillie, leader des mineurs écossais, qui récemment se sont révélés être une grande force dans la lutte de masse [123], déclare que lors de leur prochaine grande bataille les mineurs vont exiger le transfert à l'Etat de la propriété des mines de charbon. Et cette grande bataille sera livrée sous peu, car tous les mineurs en Angleterre savent très bien que la fameuse loi sur le salaire minimum est impuissante à améliorer sérieusement leur situation.

Les libéraux anglais, sentant qu'ils perdent du terrain, lancent un nouvel appel au combat dans l'espoir de susciter pour quelque temps un regain de confiance dans les masses électorales. « Pour vendre il faut savoir duper », tel est le slogan commercial du capitalisme. Sans duperie pas de mandats au Parlement, tel est le slogan de la politique capitaliste dans les pays libres.

La revendication d'une « réforme agraire » est le slogan « à la mode » inventé dans ce but par les libéraux. Ce que les libéraux et Lloyd George, passé maître en fait de duperie des masses, entendent par là reste obscur. Il semble qu'il est question d'augmenter l'impôt foncier, c'est tout. Or ce qui se cache en fait sous les phrases ronflantes sur le « retour de la terre au peuple », etc., c'est le désir de récolter de nouveaux millions pour des aventures militaires, pour la marine.

En Angleterre, l'agriculture est entièrement capitaliste : les fermiers-capitalistes louent la terre des land-lords par parcelles de dimensions moyennes et la travaillent avec l'aide d'ouvriers agricoles.

Aucune « réforme agraire », dans cette situation, ne peut rien changer au sort des ouvriers agricoles. Le rachat des terres des propriétaires fonciers en Angleterre pourrait même devenir une nouvelle manière de gruger le prolétariat, puisque les propriétaires fonciers et les capitalistes, conservant le pouvoir dans l'Etat, vendraient leurs terres trois fois plus cher. Et le contribuable, c'est-à-dire l'ouvrier, paierait les impôts.

Le bruit soulevé par les libéraux autour de la question agraire a été utile, dans un sens : il a éveillé l'intérêt pour l'organisation des ouvriers agricoles.

Mais lorsque les ouvriers agricoles d'Angleterre s'éveilleront et s'uniront, les libéraux ne pourront se tirer d'affaire en charlatans par des « promesses de réformes » ou des promesses d'attribuer des terrains aux valets de ferme et aux journaliers.

Il n'y a pas longtemps, le collaborateur d'un journal ouvrier anglais a rendu visite à Joseph Arch, vieux chef des ouvriers agricoles, qui s'est donné beaucoup de peine pour les éveiller à une vie consciente. Cela n'a pas réussi du premier coup : le mot d'ordre de Arch était naïf lui aussi : « Trois acres de terre et une vache » à chaque ouvrier agricole. L'association qu'il avait créée a péri, mais pas son œuvre, et l'organisation des ouvriers agricoles en Angleterre est à nouveau à l'ordre du jour.

Arch a maintenant 83 ans. Il vit dans le village et dans la maison où il est né. Au cours de l'entretien, il a montré que l'union des ouvriers agricoles avait réussi à faire augmenter le salaire jusqu'à 15, 16 et 17 shillings par semaine. Or, maintenant, le salaire des ouvriers agricoles anglais est de nouveau tombé, à Norfolk, où vit Arch, à 12 ou 13 shillings par semaine.

La « Pravda » n° 89, 12 août 1912. Signé : P. *Conforme au texte du journal*

LA CONCENTRATION DE LA PRODUCTION EN RUSSIE

En Russie, comme dans tous les pays capitalistes, s'opère une concentration de la production, c'est-à-dire qu'elle est de plus en plus le fait d'un petit nombre de grosses et très grosses entreprises.

En régime capitaliste, chaque entreprise se trouve totalement assujettie au marché. De la sorte, plus l'entreprise est grosse, plus elle est en mesure de vendre sa production à bon marché. Le gros capitaliste achète les matières premières meilleur marché, il les consomme plus économiquement, utilise de meilleures machines, etc. Les petits patrons se ruinent et disparaissent. La production se concentre de plus en plus entre les mains de quelques millionnaires. Les millionnaires, habituellement, augmentent encore leur pouvoir au moyen de sociétés anonymes qui leur cèdent les capitaux des moyens patrons et du « menu fretin ».

Voilà, par exemple, les données sur l'industrie des usines et fabriques de Russie pour l'année 1910 comparée à l'année 1901 [124].

Groupes d'entreprises selon le nombre d'ouvriers	Nombre d'entreprises		Nombre d'ouvriers en milliers	
	1901	1910	1901	1910
Moins de 50	12 740	9 909	244	220
De 51 à 100	2 428	2 201	171	159
» 101 à 500	2 288	2 213	492	508
» 501 à 1 000	403	433	269	303
Plus de 1 000	243	324	526	713
Total	18 102	15 080	1 702	1 903

Ce tableau est habituel dans tous les pays capitalistes. Le nombre de petites entreprises *diminue* : la petite bourgeoisie, les petits patrons se ruinent et disparaissent, passent dans les rangs des employés, parfois des prolétaires.

Le nombre de très grosses entreprises croît très rapidement, et leur part dans la production croît encore plus.

De 1901 à 1910, le nombre de très grosses entreprises, ayant plus de 1 000 ouvriers, a augmenté environ de 50 % : de 243 à 324.

Elles avaient en 1901 environ un demi-million d'ouvriers (526 000), c'est-à-dire moins du tiers du nombre total, mais en 1910 elles en avaient *plus de 700 000*, soit plus du tiers du nombre total.

Les très grosses entreprises étouffent les petites et concentrent de plus en plus la production. Des masses de plus en plus grandes d'ouvriers sont réunies dans un petit nombre d'entreprises, mais tout le profit du travail de millions d'ouvriers réunis revient à une poignée de millionnaires.

La « Pravda » n° 89, 12 août 1912. *Conforme au texte du journal*
Signé : T.

UNE CARRIÈRE

Un millionnaire mort depuis peu, A. Souvorine, éditeur du *Novoïé Vrémia*, a, de par l'histoire de sa vie, reflété et exprimé une période très intéressante de l'histoire de la société bourgeoise russe dans son ensemble.

Pauvre, libéral et même démocrate au début de sa vie, à la fin de sa vie millionnaire, chantre sans vergogne de la bourgeoisie, se complaisant dans sa suffisance et rampant devant toutes les volte-face politiques de ceux qui ont le pouvoir. N'est-ce pas typique de la *masse* des représentants « cultivés » et « intelligents » de ce qu'on appelle la société ? Tous, évidemment, ne jouent pas au renégat avec une chance aussi forcenée et ne deviennent pas millionnaires, mais les neufs dixièmes, si ce n'est les quatre-vingt-dix-neuf centièmes, jouent justement ce jeu, *à commencer* par les étudiants radicaux, pour *finir* par les titulaires de « places lucratives » dans telle ou telle administration ou affaire.

Etudiant pauvre qui ne réussit pas à entrer à l'Université par manque de moyens ; enseignant d'une école de district, et, en outre, secrétaire d'un maréchal de la noblesse ou bien professeur particulier chez les féodaux nobles et riches ; jeune journaliste libéral et même journaliste démocrate avec des sympathies pour Biélinski et Tchernychevski et de la haine pour la réaction, voilà par où *a débuté* Souvorine dans les années 50 à 60 du siècle passé.

Le propriétaire foncier Katkov, un libéral dont les sympathies allaient à la bourgeoisie et à la constitution anglaises, s'est, à l'époque du premier essor démocratique en Russie (au début des années 60 du XIXe siècle), tourné

vers le nationalisme, le chauvinisme et une réaction acharnée.

Le journaliste libéral Souvorine, à l'époque du deuxième essor démocratique en Russie (fin des années 70 du XIXe siècle), s'est tourné vers le nationalisme, le chauvinisme et une servilité scandaleuse envers ceux qui avaient le pouvoir. La guerre russo-turque a aidé ce parvenu à « se trouver » et à trouver sa voie de laquais récompensé par les énormes revenus de son journal *A votre service !*

Le *Novoïé Vrémia* de Souvorine a mérité pour de nombreuses décennies ce surnom d'*A votre service !* Ce journal est devenu en Russie le modèle des journaux vénaux. L'« esprit *Novoïé Vrémia* » est devenu une expression, synonyme de renoncement, de reniement, de flagornerie. Le *Novoïé Vrémia* de Souvorine est à l'image d'un commerce animé d'alcool « à emporter ou à consommer sur place ». Ici on vend de tout, à commencer par les convictions politiques, pour finir par les annonces pornographiques.

Et maintenant, après le troisième essor démocratique en Russie (au début du XXe siècle), combien de libéraux se sont-ils tournés vers la voie des *Viékhi*, du nationalisme, du chauvinisme, du mépris de la démocratie, de la flagornerie devant la réaction !

Katkov, Souvorine, les *Viékhi* sont les étapes historiques du passage effectué par la bourgeoisie libérale russe *de la démocratie à* la défense de la réaction, au chauvinisme et à l'antisémitisme.

Les ouvriers conscients renforcent leurs convictions en comprenant qu'une telle orientation de la bourgeoisie est inévitable, comme l'est l'orientation des masses laborieuses vers les idées de la démocratie ouvrière.

La « Pravda » n° 94, 18 août 1913. *Conforme au texte du journal*
Signé : I.V.

AU SECRÉTARIAT DU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL

Le 31 août 1912.

Cher camarade,

J'ai reçu la circulaire n° 15 (de juillet 1912) que vous m'avez envoyée et dans laquelle la Direction centrale de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie fait état d'une scission dans cette organisation.

En ma qualité de représentant du P.O.S.D.R. au Bureau Socialiste International je suis dans l'obligation de protester catégoriquement contre cette information pour les raisons qui suivent :

1. La Direction centrale de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie déclare que le Comité de Varsovie « n'appartient pas au P.O.S.D.R., dont la social-démocratie de Pologne et de Lituanie constitue une partie autonome ».

Or la Direction centrale de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie n'a aucun droit de décider ou de déclarer qui appartient au P.O.S.D.R. que je représente.

La Direction centrale de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie elle-même n'appartient pas, à ce jour, au P.O.S.D.R., n'étant liée sur le plan organisationnel ni avec le Comité central que je représente et qui a été élu à la conférence de janvier 1912, ni avec son antipode, le centre des liquidateurs (le « Comité d'organisation »).

2. L'affirmation de la Direction centrale de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie, selon laquelle la scission s'est produite « brusquement, juste avant les élections à la Douma d'Etat », ne correspond pas à la vérité.

Je sais personnellement que la Direction centrale, il y a déjà deux ans, quand elle avait provoqué un grave conflit avec ses anciens membres Malecki et Hanecki et éli-

miné Hanecki de la Direction, je sais qu'à cette époque déjà elle devait s'attendre à une scission.

3. C'est de l'hypocrisie de la part de la Direction centrale de déclarer :

premièrement, que des agents provocateurs se seraient faufilés dans l'organisation de Varsovie « comme dans toutes les autres organisations révolutionnaires de la Russie tsariste »,

deuxièmement, que la scission se serait produite avec « l'active participation de l'Okhrana », alors que la Direction centrale n'a pas été en mesure d'indiquer aucun nom et n'ose exprimer aucun soupçon !

Il en faut de l'hypocrisie pour jeter publiquement, dans le but d'anéantir moralement des adversaires politiques, l'accusation infamante d'avoir suscité la « participation de l'Okhrana », alors qu'on n'a pas le courage d'indiquer ne serait-ce qu'un nom, de formuler ne serait-ce qu'un seul soupçon !

Je suis convaincu que tous les membres de l'Internationale réprouveront ces procédés de lutte comme on n'en a encore jamais vu.

Je connais depuis plusieurs années les deux anciens membres de la Direction centrale de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie, Malecki et Hanecki, qui marchent ouvertement la main dans la main avec le Comité de Varsovie. Je viens justement de recevoir du Comité de Varsovie un avis officiel qui confirme ce fait.

Dans la situation actuelle, je considère de mon devoir de porter à la connaissance du Bureau Socialiste International la protestation du Comité de Varsovie de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie.

Etant donné que la déclaration de la Direction centrale a été distribuée à tous les membres du Bureau Socialiste International, je suis dans l'obligation de vous demander, cher camarade, de distribuer aux représentants de tous les partis qui appartiennent à l'Internationale ma présente déclaration ainsi que la protestation du Comité de Varsovie.

Salutations fraternelles *N. Lénine*

La « Gazeta Rabotnicza » n° 19, 21 novembre 1912.

Conforme au texte du journal

LES CADETS ET LA QUESTION AGRAIRE

Dans leur polémique contre la *Pravda*, les cadets n'ont pas pu, malgré leurs efforts, éluder la question de savoir s'ils sont un parti démocrate ou un parti libéralo-monarchiste.

Or cette question est excessivement grave. Elle n'est pas seulement importante du point de vue des principes généraux parce qu'elle fournit des matériaux pour l'explication de notions politiques de base. En outre, cette question de l'essence du parti cadet, qui prétend diriger toute l'opposition, est indissolublement liée à *toutes* les questions fondamentales du mouvement de libération russe dans son entier. C'est pourquoi tous ceux qui ont une attitude consciente vis-à-vis de la campagne électorale, tous ceux qui jugent à sa valeur son importance dans l'éducation politique des masses, doivent suivre avec la plus grande attention cette discussion sur l'essence du parti cadet.

Le journal cadet *Retch* s'efforce maintenant d'étouffer cette discussion, d'écarter les questions de principe par des détours et des faux-fuyants acrimonieux (« mensonge », « dénaturation », etc.), de ressortir telles et telles injures lancées contre nous par les liquidateurs à un moment où leur irritation personnelle suscitée par des conflits d'organisation aigus était au paroxysme. Tout ceci n'est que procédés connus et rebattus de gens qui sentent leur faiblesse dans une discussion sur les principes. C'est pourquoi notre réponse aux cadets doit fournir une nouvelle explication des questions de principe.

Quelles sont les différences entre démocratie et libéralisme en général ? Le démocrate bourgeois, comme le libéral

(tous les libéraux sont des libéraux bourgeois, mais tous les démocrates ne sont pas des démocrates bourgeois) sont tous deux contre le vieil ordre, l'absolutisme, le servage, les privilèges de la caste supérieure, etc., sont tous deux pour la liberté politique et un système «juridique» constitutionnel. Telles sont leurs ressemblances.

Voici leurs différences. Le démocrate représente la masse de la population. Il partage ses préjugés petits-bourgeois, il espère, par exemple, qu'une redistribution « égalitaire » de toutes les terres non seulement abolira toutes les séquelles du servage (une telle attente serait logique), mais encore sapera les fondements du capitalisme (ce qui est absolument illogique, puisqu'*aucune* redistribution des terres ne peut éliminer ni le pouvoir du marché et de l'argent, ni le pouvoir et la toute-puissance du capital). Mais le démocrate a confiance dans le mouvement des masses, dans sa force, dans son droit, et ne craint aucunement ce mouvement. Le démocrate veut l'abolition de *tous* les privilèges moyenâgeux sans exception.

Le libéral représente non pas la masse de la population mais une minorité, à savoir la grosse et la moyenne bourgeoisie libérale. Le libéral craint *plus* les mouvements de masse et une démocratie conséquente que la réaction. Le libéral ne vise pas du tout à une complète abolition de tous les privilèges moyenâgeux, il *défend* même ouvertement certains privilèges très substantiels et tend à les voir partagés entre les Pourichkévitch et les Milioukov et absolument pas à les voir supprimés.

Le libéral défend la liberté politique et la constitution, mais toujours avec des réserves (comme par exemple le système bicaméral, etc.) ; or chacune de ces réserves signifie le maintien des privilèges des féodaux. Le libéral hésite ainsi constamment entre les tenants du servage et la démocratie ; de là provient *la faiblesse* extrême et presque incroyable du libéralisme dans toutes les questions tant soit peu sérieuses.

La démocratie russe, c'est la classe ouvrière (la démocratie prolétarienne), les populistes et les troudoviks de toutes les tendances (la démocratie bourgeoise). Le libéralisme russe, c'est le parti des cadets plus les « progressistes » et la majorité des groupes nationaux de la IIIe Douma.

Derrière la démocratie russe, il y a de sérieuses victoires, derrière le libéralisme russe, pas une seule. La première a su se battre, et ses défaites ont toujours été de grandes défaites historiques pour toute la Russie ; par ailleurs, même après une défaite, une partie des revendications de la démocratie ont toujours été satisfaites. Le second, c'est-à-dire le libéralisme, *n'a pas su* se battre et il n'y a rien derrière lui dans l'histoire russe sinon le constant mépris des tenants du servage pour les libéraux, semblable à celui des seigneurs pour les serfs.

Vérifions ces considérations générales et ces positions de principe fondamentales en examinant le programme agraire des cadets. La *Pravda* avait déclaré aux cadets que leur caractère non démocratique était prouvé par les discours tenus à la IIIe Douma par le cadet Bérézovski II sur la question agraire *.

Le journal cadet *Retch* a répondu dans son n° 208 : « Le discours de Bérézovski II est, comme on le sait, la confirmation du programme des cadets sur la question agraire. »

Voyez combien cette réponse est fuyante ! Nous avions déclaré que le discours de Bérézovski Ier ** était un modèle de la manière *non* démocratique de poser le problème. La *Retch* sait parfaitement ce que nous considérons comme un indice de libéralisme par opposition à l'esprit démocratique. Mais elle ne songe même pas à examiner la question sérieusement, à établir quels indices elle considère comme corrects pour faire la différence entre la démocratie et le libéralisme, elle ne songe pas à vérifier si ces indices existent en réalité dans le discours de Bérézovski Ier. La *Retch* ne fait rien de tout cela. La *Retch* élude la question, trahissant de cette manière sa faiblesse de principe et sa mauvaise conscience.

La *Retch* ne s'est pas résolue à nier la responsabilité de *tout* le parti cadet en ce qui concerne le discours de Bérézovski Ier. Elle a reconnu, elle a dû reconnaître cette responsabilité, et c'est pourquoi elle a déclaré que le discours de Bérézovski Ier était « une confirmation du programme des cadets sur la question agraire ».

---

* Voir le présent tome, p. 248. (*N.R.*)

** La *Pravda* et la *Retch* se trompaient en parlant de Bérézovski *II*. Le cadet, c'est Bérézovski *Ier*, Alexandre Eléazarovitch, propriétaire terrien à Simbirsk.

Fort bien. Nous allons donc citer les points essentiels de ce discours indiscutablement et officiellement cadet tenu par A. Bérézovski, propriétaire à Simbirsk, membre de la IIIe Douma. Nous allons voir, en analysant les raisonnements de l'orateur, s'il soutient un point de vue démocratique ou un point de vue libéral. Et nous verrons si MM. les cadets dans leur vaste presse ou dans leurs assemblées réussiront à nous infliger un démenti.

« Selon ma profonde conviction, déclarait à la IIIe Douma, en octobre 1908, A. Bérézovski (nous citons d'après le compte rendu sténographique de la *Rossia* [125]), ce projet » (le projet agraire des cadets) « est beaucoup plus avantageux également pour les possesseurs de terre » (et non pas seulement pour les paysans) « et cela, messieurs, je le dis en connaissance de cause, m'adonnant depuis toujours à l'agriculture et possédant moi-même des terres. Pour une économie agricole évoluée, le projet du parti de la liberté du peuple serait beaucoup plus profitable que le système actuel. Il ne faut pas considérer à part le fait de l'expropriation forcée, s'en indigner et dire que c'est un acte de violence, il faut examiner et évaluer à *quoi aboutit ce que propose notre projet, et comment se pratique cette aliénation forcée*»...

Nous soulignons ces précieuses paroles d'A. Bérézovski, précieuses par leur rare vérité. Celui qui se rappelle les discours et les articles des marxistes-bolcheviks contre les cadets à l'époque de la Ire Douma d'Etat ou qui fera l'effort de prendre connaissance de ces articles, devra reconnaître qu'A. Bérézovski a confirmé très brillamment en 1908 les bolcheviks de 1906. Et nous osons prédire que toute histoire tant soit peu objective confirmera par trois fois *leur* politique.

Nous disions en 1906 : ne croyez pas *au son* des mots « aliénation forcée ». Toute la question est de savoir *qui* forcera *qui*. Si les propriétaires forcent les paysans à payer un prix exorbitant pour de mauvaises terres, à l'instar du célèbre rachat de 1861, une telle « aliénation forcée » sera la réforme *seigneuriale*, c'est-à-dire profitable aux propriétaires et ruineuse pour les paysans *.

Les libéraux, les cadets ont posé la question de l'expropriation forcée en *louvoyant* entre les propriétaires et les paysans, entre les Cent-Noirs et la démocratie. En 1906,

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 10, pp. 436-439. (*N.R.*)

ils s'adressaient à la démocratie, s'efforçant de faire passer leur « expropriation forcée » pour quelque chose de démocratique. En 1908, ils se sont tournés vers les ultra-réactionnaires de la IIIe Douma d'Etat et ont voulu leur prouver qu'il faut examiner « à quoi aboutit et comment se pratique cette expropriation forcée ».

Ecoutons donc l'orateur officiel du parti cadet:

« Prenez le projet des 42 membres de la Ire Douma d'Etat, dit A. Bérézovski, il reconnaissait seulement » (justement, M. Bérézovski !) « qu'il est indispensable d'exproprier en premier lieu les terres qui ne sont pas exploitées par les propriétaires eux-mêmes. Puis le parti de la liberté du peuple a soutenu la formation de commissions locales qui devaient établir en un temps donné quelles terres étaient passibles d'expropriation, quelles terres ne l'étaient pas et combien de terres il faudrait pour satisfaire les paysans. Ces commissions étaient formées de telle façon qu'une moitié de leurs membres étaient des paysans et l'autre des non-paysans. »

Monsieur A. Bérézovski n'a pas tout dit. Tous ceux qui voudront prendre connaissance du programme agraire de Kutler (représentant reconnu du parti cadet dans la question agraire), paru dans le IIe tome de l'ouvrage cadet *La question agraire*, verront que d'après ce projet les présidents de ces commissions devaient être désignés par le gouvernement, c'est-à-dire qu'ils devaient être eux aussi des représentants des féodaux.

Mais admettons qu'A. Bérézovski ait plus exactement exprimé les points de vue des cadets que Kutler. Admettons qu'A. Bérézovski ait *tout* dit et que les cadets veuillent vraiment des commissions constituées *à égalité* de paysans et de « non-paysans », sans représentants du gouvernement de classe. Et alors ? Quelqu'un osera-t-il pour autant affirmer que ce projet est démocratique ?

La démocratie, c'est la domination de la majorité. On ne peut nommer démocratiques que des élections générales, directes et égales. On ne peut nommer commissions démocratiques que celles qui ont été élues par *toute* la population sur la base du suffrage universel. Ceci découle d'une manière tellement indiscutable de toutes les vérités générales, fondamentales, élémentaires de la démocratie qu'il semble même étrange de rabâcher cela à MM. les cadets.

Sur le papier, les cadets reconnaissent le suffrage universel. *En pratique*, sur la question agraire, l'une des plus fon-

damentales du mouvement de libération russe, ils *ne* reconnaissent *pas* ce suffrage universel ! Aucun faux-fuyant, aucun subterfuge n'éliminera ce fait d'une importance primordiale.

Et n'allez pas penser que les cadets admettent là simplement une dérogation au suffrage universel, au principe de la démocratie. Non. Ils posent comme base un *autre* principe, le principe de « *l'accord* » de l'ancien avec le nouveau, du propriétaire foncier avec le paysan, des Cent-Noirs avec les démocrates. Une moitié de l'un et une moitié de l'autre, voilà ce que proposent les cadets.

C'est justement là le principe typique de la bourgeoisie libéralo-monarchiste hésitante. Elle veut non l'*abolition* des privilèges du Moyen Age, mais leur *partage* entre la bourgeoisie et les propriétaires fonciers. Peut-on en effet contester que l'octroi aux « non-paysans » (c'est-à-dire aux propriétaires, pour parler sans détour) de l'*égalité* avec les paysans, autrement dit avec 7/10 de la population, ne soit *la conservation et la confirmation* des privilèges du Moyen Age? Où résidaient en effet les privilèges du Moyen Age, si ce n'est dans le fait qu'un seul propriétaire foncier avait autant de droits politiques que des centaines et des milliers de paysans ?

L'égalité des propriétaires fonciers et des paysans ne peut objectivement avoir d'autre issue qu'un partage des privilèges entre propriétaires fonciers et bourgeoisie. Il en a exactement été ainsi en 1861 : les propriétaires fonciers ont cédé 1/1 000 de leurs privilèges à la bourgeoisie naissante et la masse paysanne a été condamnée pendant un *demi-siècle* (1861 + 50 = 1911) aux tourments de l'arbitraire, de l'humiliation, d'une mort lente par la faim, des exactions fiscales, etc. Il faut, de plus, ne pas oublier qu'en cédant en 1861 à la bourgeoisie 1/1 000 de leurs privilèges politiques (réforme agraire, réforme municipale, réforme des tribunaux, etc.), les propriétaires fonciers ont commencé eux-mêmes à se transformer économiquement en bourgeois, en fondant des distilleries ou des raffineries de sucre, en entrant dans les directions des sociétés par actions.

Nous allons voir quelle issue définitive monsieur A. Bérézovski a trouvée à cette « égalité » d'un nombre insignifiant de propriétaires fonciers avec une énorme quanti-

té de paysans. Mais d'abord nous devons encore souligner toute la signification des paroles de Bérézovski lorsqu'il affirme que ces fameuses commissions devaient « expliquer quelles terres étaient *passibles* d'expropriation, *quelles terres ne l'étaient pas* et combien de terres *il faudrait* pour satisfaire les paysans ».

Tous les propos sur les différentes « normes » de répartition des terres parmi les paysans, etc., ne sont que phrases vaines, dont, à vrai dire, nos intellectuels populistes, même les plus « à gauche », souvent s'étourdissent et étourdissent les paysans. Une *seule* question a une sérieuse importance : expropriera-t-on toutes les terres ou non ? et dans ce dernier cas, *qui* définira « *quelles sont les terres qui ne doivent pas être expropriées* » ? (je ne parle même pas de *qui* définira le prix du rachat, car le rachat des privilèges moyenâgeux est en soi une institution libéralo-bourgeoise, mais absolument non démocratique, antidémocratique à la base).

Tous les paragraphes détaillés et bien léchés des projets agraires cadets ne sont que vaine bureaucratie. Il n'y a qu'une seule question sérieuse : *qui* définira *quelles* terres et *sous quelles conditions* sont passibles d'expropriation ? Le projet de loi le plus idéal, s'il élude cette question, n'est que charlatanisme, rien de plus.

Or comment monsieur Bérézovski résout-il cette seule question sérieuse ? Il est en effet clair, qu'en donnant la parité aux paysans et aux « non-paysans » il n'y aura pas d'accord dans la majorité des cas. Quant aux accords à l'amiable des nostalgiques du servage avec les serfs d'hier, il n'y a pas besoin d'écrire de lois là-dessus. Les féodaux sont toujours prêts, sans aucune loi, à des « accords *à l'amiable* » avec eux.

Monsieur Bérézovski a donné une réponse fort claire à cette question épineuse aux réactionnaires coriaces de la IIIe Douma d'Etat. Ecoutez la suite de son discours :

« Le travail en commun à l'échelon local aurait aussi, bien sûr, permis de connaître la quantité de terre « *possible* » (écoutez bien !) « à exproprier et la quantité de terre nécessaire aux paysans » (nécessaire pour quoi faire ? pour payer les redevances ? là-dessus les féodaux ont toujours été d'accord !) « et, enfin, les paysans auraient pu voir dans quelle mesure peuvent être satisfaites leurs justes revendications » (hum ! hum ! épargne-nous, mon Dieu, la colère des seigneurs, l'amour des seigneurs, et la « justice » des propriétaires fon-

ciers). « Ensuite tout cela serait passé par la Douma d'Etat et » (écoutez ! écoutez !) « le Conseil d'État, et après élaboration » (hum ! hum !) « serait arrivé à la sanction définitive » (c'est-à-dire la promulgation de la loi). « Le résultat d'un tel travail méthodique » (très « méthodique », en effet !) « aurait été sans aucun doute la satisfaction véritable des besoins réels de la population et, par suite, l'apaisement et la conservation des exploitations évoluées, que *le parti de la liberté du peuple n'a jamais souhaité détruire sans nécessité absolue*».

Ainsi parla le représentant du « parti de la liberté du peuple », qu'il conviendrait de nommer en toute justice parti de l'apaisement des propriétaires fonciers.

On voit ici on ne peut plus clairement que l'« expropriation forcée » des cadets veut dire *la contrainte des paysans par les propriétaires fonciers*. Celui qui voudrait le nier devrait prouver qu'au Conseil d'Etat les paysans dominent les propriétaires fonciers ! Au début on a l'« égalité » des propriétaires fonciers avec les paysans, mais à la fin — si un accord à l'amiable n'est pas intervenu — on a l'« *élaboration* » du projet par le Conseil d'Etat.

« Le parti de la liberté du peuple n'a jamais souhaité supprimer les exploitations évoluées sans nécessité absolue », a déclaré monsieur le propriétaire foncier A. Bérézovski, qui considère certainement sa propre exploitation comme « évoluée ». Mais nous, nous demanderons : *qui* déterminera *quelle* exploitation est « évoluée » et dans quelles de ses parties et où commence « la nécessité absolue » ? Réponse : ceux qui le détermineront seront d'abord les commissions *paritaires* de propriétaires fonciers et de paysans, puis le Conseil d'Etat...

Eh bien ? Le parti cadet est-il démocratique ou est-ce un parti contre-révolutionnaire de la bourgeoisie libéralo-monarchiste ? Est-ce le parti de la « liberté du peuple » ou celui de l'apaisement des propriétaires fonciers ?

La démocratie bourgeoise russe, c'est-à-dire les troudoviks et les populistes de toutes nuances, a commis la lourde faute d'attendre de la remise des terres des propriétaires fonciers aux paysans une « égalisation », une diffusion de « principes du travail », etc., elle a aussi péché en masquant, par de vaines discussions sur les différentes « normes » de possession terrienne, la question de la survie ou de l'anéantissement du régime moyenâgeux ; pourtant cette démocratie a aidé le nouveau à supplanter l'ancien au lieu de

rédiger des projets destinés à *conserver* un certain nombre de privilèges de l'ancien.

Non, nier que les cadets ne sont pas un parti démocratique, mais un parti de la bourgeoisie contre-révolutionnaire libéralo-monarchiste, signifie tout simplement se moquer de faits connus de tous.

En conclusion, examinons très brièvement une question qu'auraient pu poser, peut-être, certains cadets naïfs. Si « l'expropriation forcée » des cadets signifiait la contrainte des paysans par les propriétaires fonciers, pourquoi la majorité des propriétaires fonciers l'a-t-elle rejetée ?

Monsieur Milioukov a donné, sans le vouloir, la réponse dans son discours du 31 octobre 1908 à la IIIe Douma d'Etat où il parlait *en tant qu'historien*. *L'historien* Milioukov dut reconnaître que jusqu'à la fin de 1905 le pouvoir et *les propriétaires fonciers* considéraient la paysannerie comme *une force conservatrice*. A la conférence de Peterhof (19-26 juillet 1905) — c'est elle qui a préparé la Douma de Boulyguine [126] — les piliers du futur Conseil de la noblesse unifiée, A. Bobrinski, Narychkine, etc., *étaient favorables à ce qu'on donne la prédominance aux paysans à la Douma*. Witte a alors soutenu le point de vue selon lequel le soutien de l'absolutisme devait être (et pouvait être) *non pas* la noblesse *ni* la bourgeoisie, mais la « démocratie paysanne » *.

« Messieurs, disait monsieur Milioukov, il s'agit d'un moment intéressant parce que c'est précisément alors qu'apparaît chez le gouvernement l'idée de l'expropriation forcée (Des voix: chez Kutler). Oui, Kutler, messieurs... *Kutler a entrepris de rédiger un projet sur l'expropriation forcée.*

...Il travaillait, messieurs; ce travail a duré, je ne sais pas, un mois ou deux—*jusqu'à la fin de 1905*. Il s'est prolongé sans obstacle jusqu'à ce que se produisent les événements bien connus de Moscou, après lesquels l'état d'esprit a notablement changé. »

Le 4 janvier 1906 s'est réuni le congrès des maréchaux de la noblesse. Il a rejeté le projet de Kutler, qu'il connaissait par ouï-dire et par des communications privées. Il

* Voir *Compte rendu de la fraction de la liberté du peuple* pour la 2e session de la IIIe Douma d'Etat (S.P.B. 1909), p. 43. Il est regrettable, très regrettable, que les cadets *n'aient pas* reproduit les discours de Bérézovski...

a adopté son propre programme agraire (le futur programme de Stolypine). En février 1906, le ministre Kutler prend sa retraite. Le 30 mars 1906, le cabinet de Witte (avec un programme « paysan ») remplace le cabinet Gourko-Gorémykine (avec le programme de Stolypine, un programme de la noblesse et de la bourgeoisie).

Tels sont les faits qu'avait dû reconnaître *l'historien* Milioukov.

La conclusion découlant de ces faits s'impose. Le projet « cadet » d'expropriation forcée était le projet du *ministre* Kutler dans le cabinet de Witte, qui rêvait d'un absolutisme prenant appui sur la paysannerie ! Quand la démocratie paysanne s'est mise à grimper en flèche, on s'est efforcé de la soudoyer, de la dévoyer, de la tromper par un projet d'« expropriation forcée », « pacifique », par un projet de « second affranchissement », par un projet bureaucratique de « contrainte des paysans par les propriétaires fonciers ».

Voilà ce que nous disent les faits historiques. Le projet agraire des cadets est le projet d'un ministre de Witte qui voulait « jouer » au césarisme paysan.

La démocratie paysanne n'a pas justifié ces espoirs. Elle a prouvé — peut-être encore plus nettement à la I^re^Douma d'Etat qu'en 1905 — qu'elle avait acquis une *conscience* politique à partir de 1861. Devant une *telle* paysannerie, le projet kutlérien-cadet devenait impensable : non seulement les paysans n'auraient pas permis qu'on les berne comme par le passé, mais ils auraient même utilisé les commissions agraires locales des cadets pour organiser une nouvelle poussée.

Le 4 janvier 1906, les maréchaux de la noblesse ont décidé avec raison que le projet des propriétaires fonciers libéraux (Kutler et Cie) était chose désespérée et ils l'ont repoussé. La guerre civile a *dépassé* la manie des projets propre aux libéraux bureaucrates. La lutte de classe a détruit les rêves de « paix sociale » et posé la question carrément : « soit à la Stolypine, soit à la troudovik ».

La « Nevskaïa Zvezda » n° 22.
19 août 1912.
Signé : V. Frey

Conforme au texte du journal

PIÈTRE DÉFENSE

Dans l'article « Grèves et salaires » *, publié dans le n° 86 de la *Pravda* (9 août), nous avons cité les données de notre statistique officielle sur le salaire moyen des ouvriers d'usines russes pour la première décennie du XXe siècle.

Il s'est avéré que, par leurs célèbres grèves de 1905, les ouvriers avaient fait passer leurs salaires de 206 roubles (en moyenne, par année et par ouvrier) à 238, c'est-à-dire une augmentation de 32 roubles ou 15,5 pour cent.

Notre conclusion n'a pas plu au journal officiel *Rossia*. Dans son numéro du 15 août, il consacre l'éditorial à un exposé détaillé des données que nous avions citées (sans nommer on ne sait pourquoi, le journal d'où ces données sont tirées) et s'efforce de renverser nos conclusions.

« Que le salaire ouvrier ait fait, en 1906, un brusque bond en avant, c'est vrai, bien sûr, écrit la *Rossia*, mais il est vrai aussi qu'ont augmenté en même temps marchandises et produits alimentaires »... La *Rossia* reproduit plus loin ses calculs selon lesquels le salaire a augmenté de 20 %, alors que le coût de la vie l'a fait de 24 %. Les calculs de la *Rossia* sont inexacts sous tous les rapports. En réalité, l'augmentation du salaire est beaucoup moins forte et celle du coût de la vie bien plus importante.

Mais nous n'allons pas corriger maintenant les erreurs de la *Rossia*. Prenons ses chiffres.

...« Ils ne disent absolument pas, écrit la *Rossia*, que les ouvriers aient gagné quelque chose. A en juger d'après leurs fréquentes plaintes à propos de la dureté des temps, on pourrait même arriver à la conclusion contraire : les ouvriers n'ont pas gagné grand-chose. »

* Voir le présent tome, pp. 260-261. (*N.R.*)

N'est-il pas vrai que la *Rossia* raisonne d'une façon étrange ? Si les salaires ont moins augmenté que les prix des produits de base, il faut augmenter le salaire *encore plus* ! N'est-ce pas évident ?

Mais de quelle manière les ouvriers peuvent-ils, sans lutte économique et sans grèves, obtenir une augmentation de leur salaire ? La *Rossia* a-t-elle jamais vu des capitalistes qui, lorsque les prix des produits de base augmentent, proposent *eux-mêmes* aux ouvriers une augmentation des salaires ?

La *Rossia* reconnaît que les salaires ont fait un brusque bond en avant en 1906, c'est-à-dire grâce à une lutte gréviste, large, massive et d'une ténacité jamais encore vue dans le monde. Quant aux prix des produits alimentaires, ils se sont mis à augmenter *avant 1905*. Le prix du pain, par exemple, n'a pas diminué en Russie *depuis 1903*, mais n'a fait qu'augmenter. Le prix des produits de l'élevage n'a pas diminué depuis 1901, mais n'a fait qu'augmenter.

Donc c'est exclusivement par une lutte gréviste que les ouvriers ont obtenu que les salaires *eux aussi* ont commencé à augmenter en fonction des hausses des prix du pain et autres produits. Si l'augmentation du salaire est insuffisante, ce que reconnaît *même* la *Rossia*, c'est qu'une nouvelle augmentation est indispensable.

La « Pravda » n° 96, 21 août 1912. *Conforme au texte du journal*
Signé : V.

LES LIQUIDATEURS ET L'«UNITÉ» [127]

Impossible de qualifier autrement que d'hystérique le septième numéro du *Nevski Goloss* sorti ces jours-ci. Deux pages ou presque du journal, au lieu de la chronique ouvrière, contiennent un choix d'injures contre la *Pravda* et la *Nevskaïa Zvezda*. Il est curieux que ces injures soient présentées sous couvert du mot d'ordre d'« unité » de la classe ouvrière, d'« unité » de la campagne électorale.

Messieurs, répondrons-nous aux liquidateurs, l'unité de la classe ouvrière est un principe magnifique. Mais n'est-il pas drôle, en vérité, que vous vouliez, en criant à l'« unité », imposer à la classe ouvrière la plate-forme et les candidats du groupe des intellectuels liquidateurs libéraux.

La *Pravda* a prouvé par des chiffres *précis* que « le courant liquidateur ne compte pour rien dans le mouvement ouvrier ; qu'il n'est puissant que dans l'intelligentsia libérale » (*Pravda* n° 80, 1er août 1912 *). Et maintenant le *Nevski Goloss*, dans son n° 7 du 17 août, injurie ces articles de la *Pravda*, les traite de « feuilletons », de « fanfaronnades », etc. Cependant le *Nevski Goloss* n'essaie même pas de nier le simple fait que la *Pravda* a obtenu en six mois *504* collectes, alors que les journaux liquidateurs n'en ont obtenu que *15* en tout.

Quelle autre conclusion tirer de là, si ce n'est que les cris, les injures, le bruit et les appels à l'unité ne servent qu'à couvrir la faiblesse extrême et définitive des liquidateurs dans la classe ouvrière ?

---

* Voir le présent tome, pp. 196-200. (*N.R.*)

Que le *Nevski Goloss* nous injurie tant qu'il veut : nous montrerons tranquillement aux ouvriers des faits irréfutables. Voyez les collectes dénombrées dans le n° 7 du *Nevski Goloss* et faites pendant juillet et août « pour le renforcement des moyens du journal » (c'est-à-dire, à proprement parler, pour la restauration du journal liquidateur, qui avait cessé de paraître par suite d'un soutien insuffisant des masses ouvrières). Le compte de ces collectes fait état de 52 versements se montant à 827 roubles 11 kopecks. Parmi eux, seulement deux collectes de groupe : celle du « *groupe d'initiative de Moscou* » (35 roubles) et celle d'un « *groupe d'amis de Paris* » (8 roubles 54 kopecks). Dans les 50 apports individuels restants, on a 708 roubles pour 35 versements, c'est-à-dire *en moyenne plus de 20 roubles par versement.*

Que le *Nevski Goloss* fulmine et gronde, les faits demeurent. Que les « groupes d'initiative » sont des groupes de liquidateurs, *coupés* de la classe ouvrière, c'est ce que tout le monde sait. Plékhanov lui-même le reconnaissait ouvertement et sans détour dès avril 1912.

Le groupe des liquidateurs scissionnistes a restauré son journal grâce aux apports des intellectuels bourgeois libéraux, afin de lutter contre la presse ouvrière !! Et c'est ce groupe qui crie à l'« unité ». Comment ne pas en rire ?

La « Pravda » n° 99, 24 août 1912 *Conforme au texte du journal*

ENTRETIEN SUR «LA CADÉTOPHAGIE»

La *Pravda* et la *Nevskaïa Zvezda* ont donné une réplique sévère mais tout à fait méritée à Blank, Korobka, Kouskova et Cie pour leurs viles attaques libérales contre la presse ouvrière.

Cependant, aussi bonnes qu'aient été les réponses à « ces messieurs qui boycottent les ouvriers », une question de principe excessivement importante demeurait encore non résolue. Les Blank et les Kouskova se sont efforcés de l'étouffer, de l'obscurcir par de grossiers mensonges. Or, nous ne devons pas laisser camoufler les questions de principe, nous devons mettre à jour toute leur signification, découvrir sous les falsifications, calomnies et injures blanko-kouskoviennes les racines des divergences qui intéressent chaque ouvrier conscient.

On peut nommer l'une de ces racines d'un seul mot: la « cadétophagie ». Prêtez l'oreille aux voix solitaires mais tenaces des liquidateurs, aux remarques de gens dont les options au sujet du parti restent encore vagues, et vous rencontrerez souvent si ce n'est un reproche à l'égard de la *Pravda* et de la *Nevskaïa Zvezda*, du moins un hochement de tête à propos de leur « cadétophagie ».

Examinons donc la question de principe de la « cadétophagie ».

Deux circonstances, avant tout et plus que tout, expliquent l'origine d'un tel reproche adressé à la *Pravda*: 1) l'incompréhension de l'essence de la question concernant « les deux ou les trois camps » dans la campagne électorale et dans la politique contemporaine en général; 2) l'inattention aux conditions particulières dans lesquelles sont placés

maintenant la presse marxiste, les journaux de la démocratie ouvrière.

Commençons par la première question.

Tous les libéraux s'en tiennent à la théorie des deux camps: *pour* la constitution ou *contre* la constitution. De Milioukov à Izgoév, de Prokopovitch à M. Kovalevski, ils sont tous d'accord sur ce point. Nous ne devons pas oublier non plus que la théorie des deux camps découle inévitablement *de l'essence de classe* de tout notre libéralisme.

En quoi consiste cette essence du point de vue économique ? En ce que le libéralisme est le parti de la bourgeoisie, laquelle craint le mouvement des masses paysannes, et encore plus le mouvement des ouvriers, car celui-ci est capable de *limiter* (maintenant, dans un futur proche, sans modification de tout le régime capitaliste) les dimensions et les formes de ses privilèges *économiques*. Or le privilège économique de la bourgeoisie, c'est la propriété du capital, qui rapporte en Russie de deux à trois fois plus de profit qu'en Europe.

Pour sauvegarder ce surprofit « russe », il faut empêcher le troisième camp de conquérir l'indépendance.

Par exemple, la bourgeoisie peut très bien dominer même avec la journée de travail de huit heures. Sa domination sera même plus absolue, plus pure, plus large, plus libre qu'avec la journée de travail de 10 ou 11 heures. Mais la dialectique de la lutte de classe est telle que jamais, si ce n'est à la dernière nécessité, comme ultime remède, la bourgeoisie ne changera la tranquille, habituelle et lucrative (lucrative à la Oblomov [128]) journée de travail de dix heures contre celle de huit heures.

Ce qui vient d'être dit au sujet de la journée de travail de huit heures concerne aussi bien la chambre haute, la propriété terrienne seigneuriale et beaucoup d'autres choses.

La bourgeoisie ne renoncera pas aux vieilles formes russes, tranquilles, pratiques et lucratives, d'exploitation pour les remplacer par des formes *seulement* européennes, *seulement* démocratiques (car la démocratie, ceci soit dit sans vouloir irriter les héros fougueux des *Zavéty*, est *aussi* une forme de domination bourgeoise), elle n'y renoncera pas, disons-nous, sauf en cas d'extrême nécessité, si c'est pour elle l'ultime ressource.

Seul un mouvement de masse ayant atteint un certain degré d'organisation et une certaine force peut créer cette nécessité. Et la bourgeoisie, défendant ses intérêts économiques, lutte contre un tel mouvement, *c'est-à-dire* contre l'indépendance du troisième camp.

En quoi consiste l'essence de classe du libéralisme du point de vue politique ? Dans la crainte du mouvement de ces mêmes éléments sociaux, car ce mouvement est capable de détruire les privilèges politiques si chers à la bourgeoisie. Le libéralisme craint la démocratie plus que la réaction. C'est ce qu'ont prouvé les années 1905, 1906 et 1907.

Pour maintenir les privilèges politiques *dans telle ou telle de leur partie*, il importe d'empêcher le troisième camp de parvenir à l'indépendance, il faut retenir *toute* l'opposition sur la *seule* position exprimée par la formule *pour* ou *contre* la constitution.

Cette formule exprime une position *exclusivement* constitutionnelle. Cette formule *ne sort pas* du cadre des réformes constitutionnelles. Monsieur Grédeskoul, qui en a dit plus qu'il ne voulait, a très bien et justement exprimé l'essence de cette formule dans ses discours que la *Retch*, sans faire aucune réserve, a répétés, et que la *Pravda* a récemment reproduits *.

L'essence de cette formule est absolument dans l'esprit des *Viékhi*, car les *Viékhi* n'en veulent pas plus, car elles n'ont rien prôné d'autre en fin de compte. Les *Viékhi* ne sont pas du tout contre la constitution, contre les réformes constitutionnelles. Les *Viékhi* sont « *seulement* » contre la démocratie et sa critique de toutes les sortes d'illusions constitutionnelles.

Le libéralisme russe s'est montré assez « habile » politicien pour se dire « démocrate » dans le but de lutter contre la démocratie et d'étouffer son indépendance. Telle est la manière d'agir habituelle et normale de toute bourgeoisie libérale dans tout pays capitaliste : tromper les masses avec une étiquette démocratique, afin de les *détourner* de la véritable théorie démocratique et de la véritable pratique démocratique.

---

* Voir le présent tome, pp. 256-257. (*N.R.*)

Mais l'expérience de tous les pays, y compris la Russie, a prouvé d'une manière irréfutable que seule une telle pratique est capable d'aboutir à un véritable progrès, alors que le libéralisme, avec sa crainte de la démocratie, ses théories à la Grédeskoul et à la *Viékhi*, se condamne irrémédiablement à l'impuissance: impuissance du libéralisme russe dans les années 1861-1904, du libéralisme allemand dans les années 1849-1912.

Le troisième camp, le camp de la démocratie, conscient des limites du libéralisme, libre de son ambiguïté et de sa veulerie, de ses hésitations et de ses regards craintifs en arrière, le troisième camp ne peut pas se former, ne peut pas exister sans une critique systématique, inflexible et quotidienne du libéralisme.

Si, avec mépris ou hostilité, on traite cette critique de « cadétophagie », c'est qu'on a adopté consciemment ou inconsciemment des vues *libérales*. Car, en réalité, *toute* la critique du cadétisme est, *par cela même*, du seul fait de poser les problèmes, la critique de la réaction, la critique de la droite. Notre polémique avec les libéraux, a dit très justement la *Nevskaïa Zvezda* (n° 12) *, « est *plus profonde et plus étoffée* que la lutte avec la droite **.

En réalité, pour cent journaux libéraux russes on en trouvera à peine un marxiste; aussi dire que nous « exagérons » dans notre critique des cadets est-il simplement risible: nous ne faisons même pas la centième partie de ce qui serait nécessaire pour que l'état d'esprit « d'opposition générale » qui domine dans la société et le peuple soit remplacé par un état d'esprit antilibéral, une option démocratique bien définie et consciente.

---

* Voir le présent tome, pp. 123-124. (*N.R.*)

** La *Retch* objecte à cela: s'il en est ainsi, pourquoi la droite *cite-t-elle* avec sympathie la *Pravda* contre la *Retch* ? La *Retch* se livre là à une falsification: si la droite donnait plus de *liberté* à la *Pravda* qu'à la *Retch*, ce serait un argument sérieux contre la social-démocratie. Mais chacun sait qu'en réalité c'est juste le contraire. Notre presse a cent fois moins de liberté que la *Retch*, mille fois moins de solidité, 10 000 fois moins de protection « constitutionnelle ». Tout homme sachant lire et écrire comprend que la *Rossia* et le *Novoïé Vrémia font bisquer* la *Retch* avec la *Pravda*, mais qu'ils étouffent la *Pravda* et ne font que grommeler et jurer contre la *Retch*. Voilà « deux choses totalement différentes ».

Sans un semblable « remplacement », il n'y a jamais rien eu et il ne pourra jamais rien y avoir de sensé et de valable en Russie.

Les accusations de « cadétophagie » ou les moues dédaïgneuses à son sujet ne sont qu'une *façon de parler* *, qu'un moyen de faire passer des points de vue libéraux, et si l'on parle devant des ouvriers ou à propos des ouvriers, un moyen de faire passer des points de vue de politique libérale ouvrière.

D'un point de vue liquidateur tant soit peu conséquent et élaboré, ces accusations de « cadétophagie » sont compréhensibles et *indispensables*. Elles expriment justement l'essence du courant liquidateur.

Considérez dans leur ensemble les points de vue des liquidateurs, la logique intérieure de ces points de vue, leur interdépendance, les rapports existant entre leurs thèses: la « liberté de coalition » c'est une réforme constitutionnelle; les grèves économiques sont complétées d'un « *regain d'activité* politique », sans plus; une plate-forme électorale osée est qualifiée de « folie »: le problème est formulé comme problème de lutte pour l'existence légale du *parti*, c'est-à-dire encore une fois comme une réforme constitutionnelle; le pouvoir en Russie est *déjà* déclaré bourgeois (Larine), la bourgeoisie industrielle et commerçante est déjà déclarée classe dominante; on dit aux ouvriers qu'il « suffit » de se cramponner à la contradiction entre absolutisme et constitutionnalisme (Martov).

Bref, c'est le *réformisme*, c'est le système des points de vue de la politique ouvrière libérale. Cela ne change rien à l'affaire que Pierre ou Jean, en défendant ces points de vue (*dans l'une ou l'autre de leur partie* — car le liquidationnisme se trouve en « processus de croissance des tâches croissantes »), se considèrent comme des marxistes.

Il ne s'agit pas de leurs bonnes intentions (chez ceux qui en ont), mais de la signification objective de leur politique: il s'agit de savoir ce qui en découle, *cui prodest*, à qui elle profite, vers quel moulin coule en réalité cette eau.

On a là une défense des intérêts ouvriers *sur le terrain* fourni par la « lutte » (ou les chamailleries ?) des *libéraux*

* En français dans le texte. (*N.R.*)

avec la droite, on n'a pas là une lutte *pour* un *terrain* démocratique, antilibéral d'affaiblissement de la droite. Les liquidateurs sont les partisans des ouvriers, c'est indiscutable. Mais ils *comprennent* les intérêts des ouvriers de telle sorte qu'ils les défendent *dans les cadres de cette* Russie que promettent de construire les libéraux et non de la Russie qu'ont construite hier et que construiront demain (ils construisent même aujourd'hui, mais d'une manière invisible) *les démocrates malgré* les libéraux.

Voici le nœud de tout le problème. La nouvelle Russie n'existe pas encore. Elle n'est pas encore construite. Les ouvriers doivent-ils se faire un petit nid de « classe » (en réalité de corporation) dans la Russie que construisent les Milioukov avec les Pourichkévitch, ou bien les ouvriers doivent-ils *eux-mêmes*, à leur façon, construire une nouvelle Russie absolument sans les Pourichkévitch et en dépit des Milioukov ?

Cette nouvelle Russie sera dans tous les cas bourgeoise, mais de la politique bourgeoise (agraire et non agraire) de Stolypine à la politique *bourgeoise* de Sun Yat-sen il y a « une distance respectable ».

Tout le sens de l'époque traversée par la Russie est dans la définition des dimensions de cette distance.

« En dépit des Milioukov », avons-nous dit. Cet « en dépit » est justement de la « cadétophagie ». C'est pourquoi, sans craindre les mots, nous demeurons et demeurerons des « *cadétophages* » *par principe*, nous n'oublierons pas un instant les tâches particulières de la classe ouvrière à la fois contre Milioukov et contre les Sun Yat-sen.

L'accusation de « cadétophagie » traduit le désir (conscient ou inconscient, peu importe) de voir les ouvriers, pendant la construction de la nouvelle Russie, se traîner à la suite des Milioukov et non mener derrière eux nos petits Sun Yat-sen en dépit des Milioukov...

Il nous reste à dire quelques mots sur la seconde circonstance perdue de vue par ceux qui parlent de « cadétophagie. »

Ils disent : pourquoi ne pas développer d'une manière *positive* ses points de vue ? Pourquoi cette *polémique* démesurée ? Ceux qui parlent ainsi raisonnent, semble-t-il, de la manière suivante : nous ne sommes pas contre une ligne particulière, tout à fait différente de la ligne cadette, nous ne

sommes pas contre les trois camps, nous sommes seulement contre « le remplacement de la politique par la polémique » pour reprendre une petite expression cinglante d'un ami des liquidateurs.

Répondre à ceux qui parlent ainsi n'est pas difficile: premièrement, il est impossible de développer de nouveaux points de vue autrement qu'en faisant de la polémique (les vues marxistes sont nouvelles, et par l'époque de leur apparition et par leur extension comparée à celle des vues libérales). Deuxièmement, l'arène dans laquelle agissent la *Nevskaïa Zvezda* et la *Pravda* est l'arène de la propagande marxiste *purement théorique*. Ce serait une erreur que de considérer cette arène comme quelque chose de plus: il s'agit *seulement* d'un « a b c » théorique, d'un alphabet, d'une approche théorique, d'une indication de l'orientation du travail, ce n'est pas encore le travail lui-même.

Les marxistes n'ont pas la possibilité de donner sous une forme « positive » leurs conclusions pratiques dans l'arène en question en raison de « circonstances indépendantes de leur volonté ». Par suite, surestimer la signification de cette arène serait une erreur *liquidatrice*. Tout ce que l'on peut faire ici c'est d'indiquer une *direction*, et cela *seulement* sous la forme d'une critique des cadets.

Le *Novoïé Vrémia* et la *Zemchtchina* [129], pour *exciter* les cadets, voudraient faire croire que l'on *mange* du cadet et rien de plus. La *Retch*, pour des raisons très compréhensibles, *fait semblant* d'accepter une telle « interprétation ». Les Korobka et les Kouskova, les uns par une extrême étroitesse d'esprit, les autres par une extrême « cadétophilie », font semblant eux aussi.

Mais tout homme politiquement instruit voit très bien que la « cadétophagie » marxiste, absolument sur *chaque* point de sa critique des cadets, montre la *direction* d'une « opposition » différente, si l'on me permet d'utiliser cette expression inadéquate.

Quand un marxiste « mange » du cadet à cause des discours « dévots » de Karaoulov, ce marxiste est dans l'impossibilité de développer son point de vue positif. Mais toute personne instruite comprend que la démocratie ne peut pas être la démocratie si elle est dévote.

Quand un marxiste « mange » du cadet à cause des discours de Grédeskoul, ce marxiste est dans l'impossibilité de développer son point de vue positif. Mais toute personne instruite comprend que la démocratie ne peut pas être la démocratie si elle partage les vues de Grédeskoul.

Quand un marxiste... mais nous n'en aurions jamais fini si nous entreprenions de passer en revue toutes les questions et tous les points de notre « cadétophagie ». Il suffit de deux exemples pour expliquer complètement notre thèse en ce qui concerne la *seconde* circonstance: *les accusations de cadétophagie sont une façon d'exprimer ce préjugé mesquin, nuisible et petit-bourgeois selon lequel une certaine arène est une arène suffisante.*

Nous demeurerons « cadétophages », entre autres, afin de lutter contre ce préjugé nuisible.

La « Nevskaïa Zvezda » n° 23, 26 août 1912.
Signé: K. S—i

Conforme au texte du journal

LES OUVRIERS ET LA *PRAVDA*

La *Pravda* a déjà présenté quelques résultats de six mois de travail.

Ils montrent avant tout et par-dessus tout que c'est *seulement* grâce aux efforts des ouvriers eux-mêmes, *seulement* grâce à l'immense élan de leur enthousiasme, à leur esprit de décision et à leur ténacité dans la lutte, et *seulement* après le mouvement d'avril-mai que le journal ouvrier de Pétersbourg, la *Pravda*, a pu paraître.

Dans le bilan qu'elle a dressé, la *Pravda* s'est bornée au début à des données sur les cotisations qui lui ont été versées par des groupes d'ouvriers. Ces chiffres nous font connaître seulement une *faible part* du soutien ouvrier; on n'y aperçoit pas directement le soutien bien plus précieux et bien plus difficile, l'appui moral, la participation personnelle, le soutien prêté à l'orientation du journal, l'envoi de documentation, les discussions, la diffusion, etc.

Cependant, même les renseignements incomplets dont disposait la *Pravda* témoignent qu'un nombre très imposant de groupes d'ouvriers se sont *directement* associés au journal. Jetons un coup d'œil d'ensemble sur les résultats:

Nombre de cotisations versées par des groupes ouvriers à la « Pravda »	
Janvier 1912	14
Février 1912	18
Mars 1912	76
Avril 1912	227
Mai 1912	135
Juin 1912	34
Juillet 1912	26
Août (au 19 août) 1912	21
Total	551

Au total, *cinq cent cinquante et un* groupes d'ouvriers ont soutenu la *Pravda* par leurs cotisations.

Il serait intéressant de faire le bilan d'un certain nombre d'autres collectes et cotisations ouvrières. Nous avons pu voir constamment dans la *Pravda* des comptes rendus sur les versements destinés à soutenir telle ou telle grève. Nous avons vu des comptes rendus sur des fonds recueillis au profit des « réprimés », de «ceux de la Léna », de quelques rédacteurs de la *Pravda*, pour la campagne électorale, pour l'aide aux affamés, etc., etc.

Vu la diversité de ces collectes, il est beaucoup plus difficile ici d'en faire le bilan, et nous ne pouvons pas encore dire si la statistique est à même d'en présenter un tableau satisfaisant. Il est certain cependant que ces diverses collectes embrassent une tranche bien considérable de la *vie ouvrière*.

En parcourant les comptes rendus sur les collectes ouvrières *en relation* avec les lettres des ouvriers et des employés de tous les points de la Russie, les lecteurs de la *Pravda*, la plupart du temps dispersés et séparés par les dures conditions extérieures de la vie russe, se font *quelque* idée de façon dont les prolétaires de telle ou telle profession, de telle ou telle localité, mènent le combat, s'éveillent à la lutte pour la défense des intérêts de la démocratie ouvrière.

La chronique de la vie ouvrière *commence* seulement à se développer et à s'affermir dans la *Pravda*. Il est évident que par la suite, outre les lettres sur les abus en usines, sur le réveil d'une nouvelle couche prolétarienne, sur les collectes au profit de tel ou tel secteur du mouvement ouvrier, des informations parviendront au journal ouvrier sur les opinions et l'état d'esprit des travailleurs, la campagne électorale, l'élection des délégués ouvriers, les lectures des ouvriers, les questions qui les intéressent particulièrement, etc.

Le journal ouvrier est la tribune des ouvriers. Il importe de poser tour à tour, à l'échelle de toute la Russie, les questions relatives à la vie ouvrière en général et à la démocratie ouvrière en particulier. Les prolétaires de Pétersbourg en ont marqué le début. C'est à leur énergie que le prolétariat de Russie est redevable de son premier quotidien ouvrier, après les sombres années de stagnation sociale. Poursuivons

donc leur œuvre, en soutenant et en développant tous ensemble le journal ouvrier de la capitale, la première hirondelle de ce printemps où toute la Russie se couvrira d'un réseau d'organisations ouvrières avec des journaux ouvriers.

Cette Russie-là nous *devrons* encore, nous autres ouvriers, la créer, et nous la *créerons*.

La « Pravda » n° 103, 29 août 1912. *Conforme au texte du journal*
Signé: S t.

AVANT ET MAINTENANT

Il y a dix-huit ans, en 1894, le mouvement ouvrier de Pétersbourg naissait à peine, sous sa forme toute neuve de mouvement de masse inspiré par la doctrine marxiste.

Les années 70 n'avaient touché qu'une frange supérieure tout à fait insignifiante de la classe ouvrière. Ses éléments d'avant-garde se révélèrent dès alors comme de grands dirigeants de la démocratie ouvrière, mais la masse était encore assoupie. C'est seulement au début des années 90 que commença *son* réveil et, en même temps, une nouvelle période, plus glorieuse, de l'histoire de toute la démocratie russe.

A notre regret, nous devons nous limiter ici, dans notre petit parallèle, à un aspect seulement d'une des manifestations du mouvement ouvrier, à savoir la lutte économique et les « révélations » économiques.

A cette époque, en 1894, des cercles fort peu nombreux d'ouvriers d'avant-garde discutaient avec passion de la nécessité de révéler la situation dans les usines. Les discours écoutés, tenus par des ouvriers à leurs propres camarades pour dénoncer les abus les plus criants du capital, étaient alors fort rares. Qu'on pût parler de ces choses en public était simplement impensable.

Mais la masse ouvrière en train de se réveiller savait saisir ces « révélations » sur les abus dans les usines qui lui étaient adressées, et cela malgré toutes les difficultés et tous les obstacles. La lutte gréviste se développait, la *liaison* entre la lutte économique de la classe ouvrière et les autres formes de lutte plus élevées progressait irrésistiblement. Le bataillon d'avant-garde de la démocratie russe se réveillait, et *dix ans* après, se dressait de toute sa taille.

C'est à cette force seule que la Russie doit d'avoir déchiré sa vieille enveloppe.

Pour celui qui se rappelle les premières « révélations » sur les abus dans les usines que les ouvriers d'avant-garde de Pétersbourg adressèrent aux masses en 1894, il est fort intéressant et profitable de les comparer aux « révélations » de la *Pravda*. Cette petite confrontation d'une des manifestations de la lutte ouvrière montre à l'évidence la croissance de *toute* l'envergure de cette lutte, sa largeur, sa profondeur, sa force, etc.

Alors il n'y avait que quelque cinq ou six « révélations » distribuées en secret par les ouvriers à quelques dizaines d'exemplaires.

Maintenant on a des dizaines de milliers d'exemplaires de la *Pravda* quotidienne, qui publie chaque fois plusieurs révélations concernant les branches industrielles les plus variées.

Alors il y avait quelque cinq ou six « petits cercles » qui discutaient en secret, cela va de soi, de la situation dans les usines, avec la participation de tel ou tel intellectuel marxiste, et qui fixaient le contenu des points susceptibles d'être « publiés ».

Maintenant on a des centaines et des milliers de groupes ouvriers qui surgissent spontanément, qui discutent de leurs besoins essentiels et qui portent d'eux-mêmes à la *Pravda* leurs lettres, leurs révélations, leurs appels à la lutte et à l'unité.

En quelque dix-huit ans les ouvriers sont passés de leurs premiers tâtonnements, de leurs débuts timides à un mouvement *de masse* au sens le plus strict du terme.

A notre regret, nous devons nous limiter *seulement* à ces parallèles des révélations sur les abus dans les usines. Mais ils suffisent à montrer le chemin parcouru et la direction où il mène.

Dix-huit ans, ce n'est qu'un petit laps de temps dans l'histoire de toute une classe appelée à accomplir la tâche magnifique de libérer l'humanité.

Une grande partie de ce chemin a été parcourue à tâtons. Maintenant, la voie est tracée. Allons de l'avant d'un commun accord, avec encore plus de hardiesse et d'assurance !

La «Pravda» n° 104, 30 août 1912. *Conforme au texte du journal*

LE CONGRÈS INTERNATIONAL DES JUGES

A Vienne siègent actuellement le premier congrès international des juges et le 31e congrès des juristes allemands.

Les discours des délégués de haut rang sont empreints d'un esprit très réactionnaire. Messieurs les juristes et juges bourgeois ont lancé une campagne contre la participation du peuple à la procédure judiciaire.

Deux formes principales de cette participation existent dans les Etats modernes: 1) la cour d'assises, où le jury statue seulement sur la culpabilité, mais où c'est aux juges de l'Etat de définir la peine et de diriger le procès; 2) le tribunal des *Schöffen*, qui, semblables à nos « représentants des états », participent à égalité avec les juges de l'Etat à la solution de *toutes* les questions.

Et voici que des juges « éclairés » des Etats constitutionnels fulminent contre toute participation des représentants du peuple à la procédure judiciaire. Un des délégués, Elsner, partant en guerre contre la cour d'assises et le tribunal des *Schöffen*, qui mènent soi-disant à « l'anarchie dans l'application des lois », a défendu à la place l'*inamovibilité* des juges.

Notons, à ce propos, que c'est une revendication libérale qui est mise en avant au lieu d'une revendication démocratique, et cela pour masquer un total reniement de la démocratie. La participation des représentants du peuple au tribunal est, sans aucun doute, un principe démocratique. L'application conséquente de ce principe consiste, premièrement, à élire les jurés sans *cens*, c'est-à-dire sans limiter le droit de vote par des conditions d'instruction, de propriété, de durée de résidence, etc.

Parmi les jurés de l'époque actuelle, par suite de l'exclusion des ouvriers, ce qui domine souvent, c'est une petite bourgeoisie particulièrement réactionnaire. L'antidote à ce mal doit consister dans le développement de la démocratie jusqu'à sa forme conséquente et achevée, et non dans un lâche reniement. On sait que tous les pays civilisés reconnaissent comme deuxième condition d'un principe démocratique conséquent dans la constitution d'un tribunal, l'élection des juges par le peuple.

L'inamovibilité des juges, à laquelle tiennent tant les bourgeois libéraux en général et les bourgeois libéraux russes en particulier, n'est que le *partage* des privilèges du Moyen Age entre les Pourichkévitch et les Milioukov, les attardés du servage et la bourgeoisie. *En pratique*, il est impossible d'appliquer totalement l'inamovibilité, et il serait absurde de la défendre en ce qui concerne des juges négligents et incapables. Au Moyen Age, la nomination des juges était exclusivement aux mains des féodaux et des monarques absolus. La bourgeoisie, qui a maintenant un large accès à la magistrature, *se défend* contre les féodaux au moyen du « principe d'inamovibilité » (puisque la plupart des juges désignés seront inévitablement, en vertu de l'appartenance de la majorité des juristes « cultivés » à la bourgeoisie, des ressortissants de cette bourgeoisie). En se défendant de cette manière *contre les féodaux* la bourgeoisie se défend en même temps *contre la démocratie* en soutenant le principe de la nomination des juges.

Il est intéressant de noter les endroits suivants du discours du Docteur Ginsberg, juge à Dresde. Il a entrepris de discuter de *la justice de classe*, c'est-à-dire des manifestations de l'oppression de classe et de la lutte de classe dans la procédure judiciaire actuelle.

« Celui qui pense, s'exclame le Docteur Ginsberg, que la participation des représentants du peuple au tribunal élimine la justice de classe, se trompe cruellement »...

Exact, M. le juge ! La démocratie n'élimine pas la lutte de classe, elle ne fait que la rendre consciente, libre et ouverte. Seulement, ce n'est pas là un argument contre la démocratie. C'est un argument en faveur de son développement conséquent et complet.

...« La justice de classe existe sans aucun doute, continue notre juge (notons que les juges de Saxe sont célèbres en Allemagne pour leurs sentences impitoyables à l'endroit des ouvriers), seulement ce n'est pas du tout dans le sens où l'entendent les social-démocrates, ce n'est pas dans le sens d'une préférence accordée aux riches par rapport aux pauvres. Au contraire, la justice de classe existe justement dans le sens opposé. J'ai eu à juger le cas suivant. Nous étions trois, deux assesseurs et moi-même. L'un d'eux était un social-démocrate déclaré et l'autre quelque chose dans le même genre. L'accusé était un gréviste qui avait frappé un briseur de grève (« un ouvrier désireux de travailler », a dit littéralement Monsieur le juge de Saxe), puis l'avait saisi à la gorge en criant: « On te tient enfin, saleté de canaille ! »

Habituellement, un délit semblable est puni de 4 à 6 mois de prison, et c'est le minimum qui convient à des actes aussi sauvages. Or, j'ai eu le plus grand mal à obtenir que l'accusé ne soit pas acquitté. L'assesseur social-démocrate me disait que je ne comprenais pas la psychologie des ouvriers. Mais je lui ai répondu que je comprenais fort bien la psychologie de l'homme battu »...

Les journaux allemands qui rapportent le texte du discours du juge Ginsberg notent à cet endroit: « *Rires* ». Messieurs les juristes et messieurs les juges ont ri. Il faut reconnaître que s'il nous avait été donné d'entendre ce juge saxon, nous aurions ri nous aussi de bon cœur.

La doctrine de la lutte de classe est une chose telle qu'on peut encore concevoir que soient consentis des efforts pour argumenter contre elle savamment (ou soi-disant savamment). Mais il suffit de considérer le problème d'un point de vue pratique, d'examiner de plus près les réalités quotidiennes pour que l'adversaire le plus acharné de cette doctrine se révèle un propagandiste aussi talentueux de la lutte de classe que monsieur le juge de Saxe Ginsberg.

La « Pravda » n° 104, 30 août 1912. *Conforme au texte du journal*
Signé: I.V.

EN SUISSE

Dans le n° 63 de la *Pravda* (12 juillet *) nous avons parlé à nos lecteurs de la grève générale qui a eu lieu à Zurich le 29 juin (12 juillet nouveau calendrier). Rappelons que cette grève avait été décidée *en dépit* des chefs des organisations politiques. L'assemblée des 425 représentants de toutes les organisations ouvrières de Zurich, s'étant prononcée pour la grève, avait crié «Honte ! » quand les typographes s'étaient prononcés contre la grève.

A l'heure actuelle ont paru dans la presse des informations qui démasquent cet opportunisme.

Il s'avère que les chefs politiques des ouvriers suisses ont poussé leur opportunisme jusqu'à une véritable *trahison du parti*. Ce sont précisément ces mots sévères mais justes que les meilleurs organes de la presse ouvrière suisse et allemande emploient pour qualifier la conduite des social-démocrates de Zurich, membres du conseil municipal. La municipalité de Zurich, *défendant les capitalistes*, a interdit les piquets de grève (et c'est alors que les ouvriers ont décidé de protester par une grève générale de 24 heures).

La municipalité de Zurich comprend neuf membres, dont quatre social-démocrates: Erissman, Pfluger, Fogelsanger et Klöti.

Et voici que l'on sait maintenant que l'interdiction des piquets a été décidée par la municipalité à *l'unanimité*, c'est-à-dire qu'Erissman et ses trois collègues social-démocrates ont voté *pour* ! ! ! Le gouvernement cantonal de

* Voir le présent tome, pp. 159-161. (*N.R.*)

Zurich avait exigé de la municipalité l'interdiction des piquets de grève *en général*, et les quatre très sages goujons [130], c'est-à-dire les social-démocrates de Zurich, ont proposé un « *compromis* » : n'interdire les piquets que dans les environs des deux ateliers mécaniques où le travail avait été interrompu.

Bien entendu, en pratique, c'est cette interdiction partielle des piquets que réclamait la bourgeoisie ; aussi la proposition des « social-démocrates » (? !) a-t-elle été acceptée par la majorité bourgeoise de la municipalité !

Mieux encore. Récemment, le conseil municipal de Zurich a publié un compte rendu des événements liés à la grève générale. Les capitalistes, pour se venger, ont lancé un lock-out de trois jours. La municipalité de Zurich a décidé *à l'unanimité*, c'est-à-dire avec la participation de ses *quatre* membres social-démocrates, qu'il fallait *faire appel à l'armée* pour aider la police à maintenir l'ordre.

Mais ce n'est pas tout. La municipalité bourgeoise de Zurich a violemment persécuté les fonctionnaires et les ouvriers des entreprises de la ville qui avaient participé à la grève. La municipalité a licencié 13 ouvriers et soumis 116 autres à des punitions disciplinaires (rétrogradation, diminution de salaire). Ces décisions de la municipalité ont été, elles aussi, prises *à l'unanimité*, c'est-à-dire avec la participation d'Erissman et de ses deux collègues.

Il est impossible de qualifier autrement que de trahison du parti la conduite d'Erissman et Cie.

Il ne faut pas s'étonner de ce que les anarcho-syndicalistes aient un certain succès en Suisse, s'il leur arrive de critiquer devant les ouvriers un parti socialiste qui tolère dans ses rangs de pareils traîtres opportunistes. La trahison d'Erissman et Cie a justement une grande importance internationale parce qu'elle nous montre *concrètement d'où et de quelle manière* un danger de décomposition *intérieure* menace le mouvement ouvrier.

Erissman et Cie ne sont pas du tout des transfuges ordinaires dans le camp de l'ennemi, ce sont simplement de pacifiques petits bourgeois, des opportunistes habitués au « vermicelle » parlementaire qui ont succombé à leurs illusions démocratiques et constitutionnelles. Qu'arrive une phase critique de la lutte de classe, et aussitôt les illu-

sions d'un « ordre » constitutionnel et de « république démocratique » ont volé en éclat, et aussitôt nos petits bourgeois, assumant les fonctions de membres social-démocrates de la municipalité, ont perdu leurs moyens et roulé dans la boue.

Les ouvriers conscients peuvent voir par cet exemple regrettable à quoi *doit* mener la diffusion de l'opportunisme dans le parti ouvrier.

La « Pravda » n° 105, 31 août 1912. *Conforme au texte du journal*
Signé: P.P.

LE CLERGÉ ET LA POLITIQUE

Comme on le sait, à l'heure actuelle, on déploie les efforts les plus désespérés pour *soulever* tout le clergé en vue des élections à la IVe Douma d'Etat et pour l'organiser en solide force ultra-réactionnaire.

Il est extrêmement instructif de constater que *toute* la bourgeoisie russe qu'elle soit gouvernementale (octobristes) ou oppositionnelle (cadets), démasque avec le même zèle et le même émoi ces plans du gouvernement et les condamne.

Le marchand russe et le propriétaire russe libéral (ou plutôt libéralisant) craignent le renforcement d'un gouvernement irresponsable, désireux de « ramasser » les voix des popes dociles. Il va de soi que la démocratie, de manière beaucoup plus décidée que le libéralisme, se montre sur ce point « oppositionnelle » (l'expression est faible et inexacte).

Nous avons déjà montré dans la *Pravda* que le problème du clergé est posé de façon non démocratique par les libéraux qui soit défendent ouvertement la théorie archiréactionnaire de la « non-immixtion » du clergé dans la politique, soit tolèrent cette théorie *.

Le démocrate est absolument hostile à la plus légère *falsification* du droit électoral et des élections, mais il est absolument *pour* une participation ouverte et directe des masses les plus larges du clergé à la vie politique. La non-participation du clergé à la lutte politique est la plus nuisible hypocrisie. En pratique, le clergé a *toujours*

* Voir le présent tome, pp. 228-229. (*N.R.*)

fait de la politique en cachette, et le passage du clergé à la politique ouverte n'apportera que profit au peuple.

L'article de l'évêque vieux-croyant [131] Mikhaïl, paru ces jours-ci dans la *Retch*, présente à ce propos un grand intérêt. Les vues de cet auteur sont très naïves: il s'imagine, par exemple, que « le cléricalisme est inconnu en Russie », que jusqu'à la révolution les préoccupations du clergé ont seulement été spirituelles, etc.

Cependant, cet homme visiblement averti donne une analyse instructive des événements.

...« Que le triomphe des élections ne sera pas le triomphe du cléricalisme, écrit l'évêque Mikhaïl, cela me semble indiscutable. Unifié bien qu'artificiellement, humilié en même temps, assurément, par le sans-gêne avec lequel on veut s'approprier ses voix et sa conscience, le clergé se verra pris entre deux forces... De là la nécessité d'un tournant, d'une crise, d'un retour à l'union naturelle avec le peuple. Si la tendance cléricale et réactionnaire... avait eu le temps de se consolider et de s'affirmer, cela n'aurait peut-être pas eu lieu. Mais maintenant que le clergé est tiré de sa quiétude alors que subsistent les traces de la confusion passée, il continuera sa propre histoire. Et l'esprit démocratique du clergé est la dernière et inévitable étape de cette histoire, qui sera liée à la lutte du clergé pour lui-même. »

En réalité, ce n'est pas d'un « retour à l'union naturelle », qu'il doit être question, comme le pense naïvement l'auteur, mais d'une répartition entre les classes en lutte. La clarté, l'ampleur et la conscience d'une telle répartition gagneront à coup sûr à la participation du clergé à la politique.

Quant au fait que des observateurs avertis reconnaissent la présence, la vivacité et la force des « traces de la confusion passée » même dans une couche sociale de Russie comme le clergé, il est bon d'en prendre note.

La « Pravda » n° 106, 1er septembre 1918. *Conforme au texte du journal*
Signé: I.V.

UNE NOUVELLE CAMPAGNE CONTRE LA DÉMOCRATIE

L'ouvrage honteusement célèbre qui s'appelle *Viékhi* et qui a eu un énorme succès dans la société libérale bourgeoise, imprégnée de part en part de tendances renégates, n'a pas provoqué la riposte qui s'imposait et n'a pas été analysé assez à fond dans le camp de la démocratie.

Cela est dû en partie au fait que l'époque des succès des *Viékhi* a coïncidé avec l'époque où la presse « légale » de la démocratie était presque complètement étouffée.

Maintenant, monsieur Chtchépétev, dans la *Rousskaïa Mysl*[132] du mois d'août, nous offre une édition rénovée du « viékhisme », ce qui est absolument naturel de la part de l'organe des adeptes des *Viékhi* dirigé par le chef des renégats monsieur P. Strouvé. Mais il sera tout aussi naturel de la part de la démocratie, particulièrement de la démocratie ouvrière, de se rattraper ne serait-ce qu'un peu face aux hommes des *Viékhi*.

I

Monsieur Chtchépétev a adopté la forme d'une modeste « lettre de France », *sur les Russes de Paris*. Mais sous cette forme modeste se cache en réalité une « discussion » tout à fait précise de la révolution russe de 1905 et de la démocratie russe. « Tout le monde a encore en mémoire, écrit notre viékhiste, cette année 1905 si pleine d'angoisses (ah

tiens ! pleine d'angoisses *pour qui*, respectable monsieur le libéral !), si troublée et si embrouillée »...

« Si troublée et si embrouillée » ! Que de boue et de fange ne doit-il pas y avoir dans l'âme de l'individu capable d'écrire cela. Les adversaires allemands de la révolution de 1848 ont nommé cette année l'année « insensée ». Le cadet russe de la *Rousskaïa Mysl* exprime la même idée, ou, plus précisément, le même effroi stupide et lâche.

Nous lui opposerons seulement quelques faits très objectifs et très « modestes ». Le salaire des ouvriers a augmenté cette année-là comme jamais. Les fermages ont baissé. Toutes les formes d'union des ouvriers, y compris la domesticité, se sont développées avec un succès inouï. Des millions d'éditions bon marché sur des thèmes politiques ont été lues par le peuple, par la masse, par la foule, par les « petites gens », avec une avidité que l'on n'avait jamais vue en Russie.

Nékrassov s'exclamait il y a bien longtemps:

> ... Arrivera-t-il le temps
> (Arrive, arrive, temps désiré)
> Où le peuple rapportera du marché
> Non plus Blücher
> Non plus le milord stupide
> Mais Biélinski et Gogol ? [133]

Le temps désiré par un des vieux démocrates russes est arrivé. Les marchands ont abandonné le commerce de l'avoine et se sont mis à un commerce beaucoup plus profitable, celui de la brochure démocratique bon marché. La presse démocratique est devenue un produit *de marché*. Cette nouvelle littérature de marché était imprégnée des idées de Biélinski et de Gogol, que Nékrassov aimait chez ces auteurs, comme tout honnête homme en Russie...

Quel « trouble » ! s'est exclamé le porc libéral, qui se croit cultivé, mais qui n'est en réalité que dégoûtant, repoussant, bouffi et content de lui-même, quand il a vu *vraiment* ce « peuple » rapportant du marché... la lettre de Biélinski à Gogol [134].

Mais c'est, à proprement parler, la même chose — une lettre « d'intellectuel » — qu'ont proclamée les *Viékhi*, sous le tonnerre des applaudissements de Rozanov de *Novoïé Vrémia* et d'Antoni de Volhynie.

Quel spectacle honteux ! diront les démocrates, parmi les meilleurs populistes. Quel spectacle instructif ! ajouterons-nous. Comme il dégrise ceux qui considèrent *sentimentalement* les problèmes de la démocratie, comme il *trempe* tout ce qui est fort et vivant dans la démocratie, balayant sans pitié les illusions pourries à la Oblomov !

Etre déçu par le libéralisme est fort profitable à celui qui a cru un jour en lui. Quant à celui qui voudra se rappeler l'histoire du libéralisme russe, il verra déjà dans les relations du libéral Kavéline avec le démocrate Tchernychevski le prototype le plus exact de l'attitude adoptée par le *parti* cadet des bourgeois libéraux à l'égard du *mouvement de masse* démocratique russe. La bourgeoisie libérale en Russie « s'est trouvée » ou, plus exactement, a trouvé sa queue. N'est-il pas temps que la démocratie en Russie trouve sa tête ?

Il est particulièrement insupportable de voir des individus dans le genre de Chtchépétev, Strouvé, Grédeskoul, Izgoev et autres équipiers cadets s'accrocher aux basques de Nékrassov, Chtchédrine, etc. Nékrassov hésitait, étant faible de nature, entre Tchernychevski et les libéraux, mais toute sa sympathie allait à Tchernychevski. Nékrassov, par cette même faiblesse naturelle, a péché par de petites notes de complaisance libérale, mais il a lui-même amèrement déploré ses « péchés » et s'en est *publiquement repenti* :

> Je n'ai pas fait commerce de ma lyre
> Mais il est arrivé, quand grondait le sort inflexible,
> Que ma main ait tiré d'elle de *faux accents...*

« *De faux accents* », voici comment Nékrassov lui-même nomme ses péchés de complaisance libérale. Quant à Chtchédrine, il s'est moqué sans pitié des libéraux et les a marqués pour toujours avec sa formule : « Bons pour la bassesse » [135].

Comme cette formule a vieilli, appliquée à Chtchépétev, Grédeskoul et autres * partisans des *Viékhi* ! Il ne s'agit plus du tout pour ces messieurs de *se conformer* à la

* On objectera peut-être que Grédeskoul, ainsi que Milioukov et Cie, *se sont disputés* avec les *Viékhi*. Soit, mais ils *restaient* cependant adeptes de cette publication. Voir, entre autres, la *Pravda* n° 85. (Voir le présent tome, pp. 256-257.—*N.R.*)

bassesse. Non ! Ils ont, de leur propre initiative, à leur manière, construit, à partir du néo-kantisme et autres théories « européennes » à la mode, *leur propre théorie* de la « bassesse ».

II

« L'année 1905 si embrouillée », écrit M. Chtchépétev. « Tout s'est mélangé et *dissous* dans la confusion et la pagaïe qui régnaient.»

Sur ce point également, il nous suffira de présenter quelques objections théoriques. Nous pensons qu'il faut juger les événements historiques d'après les mouvements des *masses* et des classes dans leur entier et non d'après l'état d'esprit de particuliers et de petits groupes. Les paysans et les ouvriers composent la masse la plus imposante de la population de Russie. Où peut-on voir « de la confusion et de la pagaïe » dans cette masse de population ? Au contraire, les faits objectifs témoignent irréfutablement que c'est justement dans les masses de la population que se faisait un travail approfondi, sans précédent, qui a mis *à jamais* fin à « la confusion et la pagaïe générale ».

Jusque-là, en effet, dans le « menu peuple », on voyait « mélangés et embrouillés », dans la « pagaïe générale », des éléments d'arriération patriarcale et des éléments de démocratie. Pour preuve on a des faits objectifs comme le zoubatovisme [136] et la « gaponade ».

C'est justement l'année 1905 qui a mis fin pour toujours à cette « pagaïe ». L'histoire russe n'avait encore jamais connu d'époque qui, avec une netteté aussi parfaite, sans phrases, avec des actes, eût *débrouillé* les relations embrouillées par un marasme séculaire et les séculaires survivances du servage. Il n'y avait encore jamais eu d'époque où, avec une telle clarté et un tel « bon sens », les *classes* se soient délimitées, les *masses* de la population se soient définies, les théories et les programmes des « intellectuels » se soient vérifiés par les *actions* de millions d'hommes.

Comment donc des faits historiques indiscutables ont-ils pu se déformer à ce point dans l'esprit d'un écrivain cultivé et libéral de la *Rousskaïa Mysl* ? L'explication est fort simple : notre viékhiste cherche à imposer au peuple entier

son état d'esprit subjectif. Lui et tout son groupe — l'intelligentsia libéralo-bourgeoise — se sont trouvés à l'époque dans une situation « embrouillée » et « vraiment confuse ». Et ce mécontentement, né tout naturellement de cette pagaïe et de la dénonciation par les masses de toute l'inanité du libéralisme, ce mécontentement, le libéral le rejette sur les *masses*, voulant faire passer pour malade un bien portant.

N'était-elle pas confuse, en vérité, la situation des libéraux en juin 1905 ? ou bien après le 6 août quand ils ont appelé les gens à la Douma de Boulyguine et que le peuple est passé *en fait* à côté de la Douma pour aller plus loin qu'elle ? ou en octobre 1905, quand les libéraux ont dû « suivre dans le sillage » et proclamer « glorieuse » la grève contre laquelle ils luttaient la veille ? ou en novembre 1905, quand toute la pitoyable faiblesse du libéralisme s'est étalée au grand jour, démontrée qu'elle était par un fait aussi évident que la visite de Strouvé à Witte ?

Si le partisan des *Viékhi* Chtchépétev voulait lire le petit livre de l'adepte des *Viékhi* Izgoev sur Stolypine, il verrait alors comment Izgoev *a dû* reconnaître cette « pagaïe » de la situation des cadets, pris « entre deux feux » à la Ire et à la IIe Douma d'Etat. Cette « pagaïe » et cette faiblesse du libéralisme étaient inévitables, car celui-ci n'avait de soutien *de masse* ni au sommet, dans la bourgeoisie, ni à la base, dans la paysannerie.

Les raisonnements de monsieur Chtchépétev sur l'histoire de la révolution en Russie se terminent par la perle suivante :

« D'ailleurs, toute cette confusion n'a pas duré longtemps. Les dirigeants se sont peu à peu libérés de la peur presque panique qui s'était emparée d'eux et, parvenant à la conclusion peu compliquée qu'une bonne compagnie de soldats était plus efficace que tout le verbiage révolutionnaire, ils ont organisé des « expéditions punitives » et mis en branle une justice à tir rapide. Les résultats ont dépassé toute attente. En quelque deux ou trois années, la révolution a été anéantie et écrasée à un tel point que certains organismes de sûreté ont même été contraints par endroits de faire de la mise en scène »...

Si nous avons pu accompagner les raisonnements précédents de l'auteur de quelques commentaires théoriques, nous n'avons même plus cette possibilité. Nous devons nous

contenter de clouer ces raisonnements remarquables le plus solidement et le plus haut possible au pilori, afin qu'on puisse les voir d'aussi loin et aussi longtemps que possible...

D'ailleurs, nous pouvons encore demander au lecteur: est-il étonnant que le *Goloss Moskvy* octobriste et le *Novoïé Vrémia* Petit Judas [137] et nationaliste aient cité Chtchépétev avec enthousiasme ? En quoi se distingue, en effet, l'analyse « historique » de la revue « constitutionnelle-démocrate » de celle de ces deux autres publications ?

III

Ce qui occupe le plus de place chez monsieur Chtchépétev, ce sont les esquisses de la vie des émigrés. Pour trouver quelque chose d'analogue à ces esquisses, il faudrait déterrer le *Rousski Vestnik* [138] du temps de Katkov et en extraire les romans où l'on décrit de généreux maréchaux de la noblesse, de braves paysans satisfaits de leur sort et des brutes mécontentes, des scélérats et des monstres appelés révolutionnaires.

Monsieur Chtchépétev a observé Paris (à supposer qu'il l'ait fait) avec les yeux du petit bourgeois enragé contre la démocratie, qui, dans la première apparition en Russie d'une littérature démocratique de masse, n'a su voir que du « trouble ».

On sait que chacun voit à l'étranger ce qu'il veut y voir. Ou pour s'exprimer autrement: chacun ne voit *que lui-même* dans un nouveau décor. Le Cent-Noirs voit à l'étranger de charmants propriétaires, des généraux et des diplomates. Le membre de l'Okhrana y voit les plus nobles des policiers. Le renégat libéral russe voit à Paris des concierges bien intentionnées et des boutiquiers « actifs » *, qui apprennent au révolutionnaire russe que leurs « sentiments humanitaires et altruistes n'ont que trop souvent étouffé les besoins de la personne et cela, bien des fois, au détriment du

* P. 139 de l'article de monsieur Chtchépétev (la *Rousskaïa Mysl*, 1912, n° 8).

progrès général et du développement culturel de tout le pays »*.

Un laquais dans l'âme s'intéresse naturellement plus que tout aux commérages et autres potins à sensation qui règnent à l'office. Le concierge-laquais et le boutiquier, bien sûr, ne remarquent pas les questions analysées dans les exposés parisiens et dans la presse paraissant à Paris en langue russe. Comment pourraient-ils voir que dans cette presse sont posées, par exemple, dès 1908, ces mêmes questions sur l'essence sociale du régime du trois juin, sur les racines de classe des nouvelles tendances dans la démocratie, etc **, ces mêmes questions qui, beaucoup plus tard, dénaturées et tronquées, se sont fait un chemin dans la presse, « protégée » par une Okhrana renforcée.

Le boutiquier et le laquais, quel que soit le costume « intellectuel » dont se parent les gens ayant cette mentalité, ne sont pas en état de remarquer et de comprendre ces questions. Si ce laquais est « publiciste » d'un journal libéral, alors ce « publiciste » passera sous le plus complet silence les grandes questions qui ne sont posées ouvertement et clairement nulle part ailleurs qu'à Paris. Mais, en revanche, un tel « publiciste » vous racontera en détail ce que l'on sait parfaitement parmi les laquais.

Il vous racontera, ce noble cadet du journal du noble monsieur Strouvé, que « de l'appartement d'une révolutionnaire très connue à Paris » on a chassé, « non sans l'aide de la police », une malheureuse émigrante prostituée, qu'à un bal de bienfaisance des « chômeurs » ont encore fait un scandale, qu'un copiste, dans une maison connue de monsieur Chtchépétev, « a reçu comme avance une somme d'argent très importante et ensuite a commencé à sécher son travail », que les émigrants « se lèvent à midi, se couchent à 2 ou 3 heures du matin, que toute la journée ce ne sont que visiteurs, bruit, discussions et désordre ».

Là-dessus le journal de laquais du cadet Strouvé vous donnera tous les détails, avec des illustrations, avec du

---

* P. 153 du même article.

** Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 286-300. (*N.R.*)

piquant, aussi bien que Menchikov et Rozanov de *Novoïé Vrémia.*

« Donne de l'argent ou je te casse la figure », c'est cette formule d'hostilité non ambiguë qui règle les rapports entre les couches élevées et les couches basses de l'émigration. Certes, cette formule n'a pas reçu une large extension, et « la tendance extrémiste des couches basses » n'est représentée (c'est ainsi que le cadet instruit écrit dans le magazine de Mr Strouvé !) que par deux dizaines d'éléments fort douteux, qu'une main habile dirige peut-être même discrètement »...

Arrêtez-vous à ce raisonnement, lecteurs, et réfléchissez à la différence entre un laquais habituel et un laquais publiciste. Les simples laquais — c'est-à-dire la masse, assurément, moins les éléments conscients qui ont déjà adopté le point de vue de classe et cherchent une issue à leur situation de laquais — sont naïfs, sans culture, souvent à peine instruits et peu évolués, on peut excuser leur naïve passion de raconter ce qui leur est le plus facile, le plus compréhensible, le plus proche. Les laquais-publicistes sont des hommes « cultivés », reçus dans les meilleures maisons, ils comprennent que les maîtres-chanteurs sont en nombre très insignifiant dans l'émigration (« deux dizaines » sur des *milliers* d'émigrants). Ils comprennent même qu'une « *main habile* » « *dirige* peut-être » ces maîtres-chanteurs, depuis le salon de thé de l'Union du peuple russe.

Et, comprenant tout cela, le laquais-publiciste agit « en homme cultivé ». Oh, il sait effacer les pistes et faire valoir sa marchandise ! Il n'est pas un vénal écrivassier des Cent-Noirs, rien de semblable. Il a « *lui-même* » déclaré que quelqu'un dirige *peut-être* la dizaine de maîtres-chanteurs, mais en même temps il *se contente* de parler *justement* de ces maîtres-chanteurs, de ces scandales, de ces copistes qui manquent à leurs obligations de travail.

L'exemple de *Novoïé Vrémia* a été médité par les « *écrivains* » de la *Rousskaïa Mysl.* Souvorine, de *Novoïé Vrémia*, s'est vanté de n'avoir jamais reçu de subsides, il « savait » *seulement* « lui-même » être dans le ton.

La *Rousskaïa Mysl* ne reçoit pas de subsides. A Dieu ne plaise ! Elle « sait » *seulement* « elle-même » être dans le ton qui plaît à l'équipe de *Novoïé Vrémia* et aux « gaillards » de Goutchkov.

IV

Oui, il y a beaucoup de difficultés dans la vie des émigrés. Ce sont les émigrés, eux seuls, qui, dans les années de stagnation sociale et d'accalmie, ont posé les questions de principe les plus importantes de toute la démocratie russe. Ce milieu connaît plus de besoin et de misère qu'aucun autre. Il offre un pourcentage particulièrement grand de suicides, un pourcentage incroyablement grand de gens dont tout l'être n'est plus qu'une boule de nerfs. Peut-il en être autrement dans un monde de gens harassés ?

Placés dans le milieu de l'émigration des gens différents s'intéresseront à des choses différentes. Les uns s'intéresseront à la manière qu'on y a de poser ouvertement les questions de principe les plus importantes de la politique. D'autres s'intéresseront à des racontars sur des scandales arrivés au bal, sur un copiste malhonnête, sur l'aversion qu'éprouvent les concierges et les laquais pour la vie d'émigrés... Cuique suum.

Pourtant, quand on éprouve tout le poids de la vie torturante, odieuse, nerveusement épuisante des émigrés, et que l'on pense à la vie de MM. Chtchépétev, Strouvé, Golovine, Izgoev et Cie, on ne peut s'empêcher de dire : quel bonheur de ne pas appartenir à la société des « gens bien », à cette société où l'on reçoit ces individus et où on leur tend la main !

Dans cette « société comme il faut », il n'y a sûrement pas de scandales. Les prostituées ne vivent pas presque en camarades dans les appartements de ces gens. Non. Elles occupent d'autres lieux.

Les chômeurs ne font pas de scandales aux bals de ces gens-là. On observe les convenances à leurs bals. Chez eux tout est distinct : les prostituées (du nombre des sans-travail) dans un appartement, les bals dans un autre. Et s'ils engagent un copiste, ils ne permettront jamais qu'il prenne de l'argent d'avance et s'avise ensuite de disparaître.

Les scandales d'argent sont impossibles chez eux. Autour d'eux il n'y a pas de gens affamés, épuisés, à bout

de nerfs, au bord du suicide. Mais si « les millions fraternisent » aujourd'hui avec la « science » en la personne de monsieur Strouvé et Cie, demain avec le titre de député en la personne de monsieur Golovine et Cie, après-demain avec le titre de député et d'avocat en la personne de monsieur Maklakov et Cie [139], y a-t-il là-dedans quelque chose de scandaleux ? ?

Il n'y a là que noblesse. Si les écrits de MM. Strouvé, Grédeskoul, Chtchépétev et Cie contre la démocratie font plaisir à Riabouchinski et autres, qu'y a-t-il là de mauvais ? En vérité, Strouvé ne reçoit pas de subsides, il trouve « lui-même » le ton ! Personne ne peut dire que la *Rousskaïa Mysl* est entretenue par les Riabouchinski. Il ne viendrait à l'idée de personne de comparer le contentement des Riabouchinski devant certains « publicistes » au contentement que procuraient dans l'ancien temps aux seigneurs les jeunes serves chargées de leur chatouiller la plante des pieds.

En quoi, en vérité, sont coupables MM. Strouvé, Grédeskoul, Chtchépétev et autres, si leurs écrits et leurs discours, dans lesquels ils expriment leurs propres convictions, chatouillent en quelque sorte la plante des pieds des marchands et propriétaires russes qui enragent contre la révolution ?

Qu'y a-t-il de scandaleux à ce que l'ancien député Golovine soit entré en possession d'une lucrative concession ? Il a en effet renoncé au titre de député ! ! Ainsi, quand il était député, il n'y avait pas encore de concession, elle se préparait seulement. Mais quand il l'a reçue, il a cessé d'être député. N'est-il pas clair que l'affaire est toute propre ?

N'est-il pas évident que seuls des calomniateurs peuvent montrer Maklakov du doigt ? En effet, il a pris la défense de Taguiev, comme il a lui-même déclaré dans une lettre à la *Retch*, « selon ses convictions » ! Aucun doute n'est possible: pas un seul concierge, pas un seul boutiquier de Paris ne trouvera rien, absolument rien de blâmable, de maladroit, de scandaleux, dans le genre de vie et les agissements de tous ces vénérables cadets.

V

Le raisonnement de principe tenu par M. Chtchépétev mérite d'être reproduit in extenso :

« Jusqu'à maintenant, particulièrement dans les cercles liés à la révolution, les sentiments humanitaires et altruistes n'ont que trop souvent étouffé les besoins de la personne et cela bien des fois au détriment du progrès général et du développement culturel de tout le pays. Le désir de se rendre « utile à la société », d'agir pour le « bien du peuple entier » a obligé à s'oublier vraiment trop soi-même, à oublier ses exigences et problèmes personnels, à les oublier tant et si bien que ces tendances et ces sentiments n'ont pu être réalisés sous la forme d'un travail positif (!!), créateur et pleinement conscient, mais ont fatalement amené à des formes passives de sacrifice personnel. Et ce n'est pas seulement dans ce domaine, mais aussi dans la sphère des rapports les plus prosaïques que les intérêts de la personnalité ont été constamment et de toutes les manières brimés, d'une part, par une « conscience malade » qui menait souvent jusqu'à l'hyperthrophie cette soif d'exploit et de sacrifice de soi, d'autre part, par une analyse insuffisante de la vie elle-même déterminée par le bas niveau de notre culture. Résultat : un constant dédoublement, un constant sentiment de mener une vie irrégulière et même « de péché », une constante tendance à s'offrir en sacrifice, à aller à l'aide de ceux qui ne possèdent rien, des déshérités de la vie, à rejoindre, enfin, « le camp des réprouvés », tout cela reflété avec tant de force et d'éclat dans notre littérature.

On ne saurait rien trouver de semblable dans les opinions et les mœurs du peuple français »...

Ce sont là des commentaires aux déclarations politiques et de programme de monsieur Grédeskoul que la *Retch* a publiées sans faire la moindre réserve, et que la *Pravda* (n° 85) a rappelées alors que la *Retch* souhaitait les oublier.

Ce sont là la suite et la répétition des *Viékhi*. Encore une fois, on peut et on doit se convaincre sur l'exemple de ce raisonnement que les *Viékhi* ne luttent qu'en apparence contre l'« intelligentsia », que c'est en réalité *contre la démocratie* qu'ils *luttent*, et qu'ils renient entièrement la démocratie.

L'unité des *Viékhi*, de Grédeskoul et de la *Retch* doit être particulièrement soulignée maintenant, au moment des élections, alors que les cadets s'efforcent, en jouant à la démocratie, d'étouffer et de reléguer à l'arrière-plan tous les problèmes de principe les plus importants en politique. Une des tâches pratiques quotidiennes de la démocratie est

de soulever ces problèmes aux réunions électorales, d'expliquer au public le plus large possible le sens et l'importance des discours de monsieur Chtchépétev et de tous les adeptes des *Viékhi*, de démasquer l'hypocrisie de la *Retch* et des Milioukov quand ils s'efforcent de se décharger de leur responsabilité au sujet de la *Rousskaïa Mysl*, bien que ceux qui y écrivent soient des *membres du parti cadet*.

Les « discussions » avec les adeptes des *Viékhi*, la « polémique » avec eux de MM. Grédeskoul, Milioukov et autres sont là seulement pour donner la change, c'est seulement une couverture hypocrite de la profonde solidarité de principe de tout le parti cadet avec l'équipe des *Viékhi*. Est-il possible en vérité de « discuter » avec les positions essentielles de l'article cité ? Est-il possible de demeurer dans un parti où des gens ont de telles idées, sans prendre la *pleine* responsabilité de ce sermon pour le reniement définitif des principes élémentaires de toute démocratie ?

Ils obscurcissent le problème, ceux qui consentent à le poser à la *Viékhi*, c'est-à-dire en termes d'opposition de l'« individualisme » à l'« altruisme», etc. Le sens politique de ces phrases est très clair : c'est un volte-face *contre* la démocratie, c'est un volte-face vers le libéralisme *contre-révolutionnaire*.

Il faut comprendre que ce tournant n'est pas un accident, mais le résultat de la situation de classe de la bourgeoisie. Il faut tirer de là les conclusions politiques nécessaires en ce qui concerne la nette séparation de la démocratie et du libéralisme. Sans conscience de ces vérités, sans leur large diffusion dans la masse, il ne saurait être question d'aucun sérieux pas en avant.

La « Nevskaïa Zvezda » n°s 24 et 25, 2 et 9 septembre 1912. Signé : V.I.

Conforme au texte du journal

L'UNITÉ DES CADETS ET DE *NOVOIÉ VRÉMIA*

On a trop souvent tendance chez nous à considérer la campagne électorale comme une lutte pour des mandats, c'est-à-dire pour de bonnes petites sinécures à la Douma.

Pour les ouvriers conscients, cette campagne est avant tout et plus que tout une lutte pour des principes, c'est-à-dire des points de vue fondamentaux, des convictions politiques. Une telle lutte menée devant les masses et les entraînant dans la politique constitue un des avantages essentiels du régime représentatif.

Nos cadets, en réponse à notre manière de poser les questions de principe sur le libéralisme et la démocratie, sur la politique de « paix » et la politique de la lutte des classes, éludent la polémique sur le fond et piaillent seulement à droite et à gauche sur notre prétendue « cadétophagie ».

Cependant, les faits sautent aux yeux qui prouvent la touchante unité de principe des cadets et de *Novoïé Vrémia* dans leur analyse des problèmes cardinaux de la vie russe.

La 8e livraison de la *Rousskaïa Mysl* est parue. Le rédacteur en est le cadet Strouvé ; les cadets Izgoev, Sévérianine, Galitch et bien d'autres y écrivent.

Monsieur A. Chtchépétev y insère sous le titre de « Les Russes à Paris » un pamphlet Cent-Noirs dégoûtant sur les révolutionnaires et la révolution. Le *Novoïé Vrémia sans tarder* s'empare de la petite chanson entonnée par la *Rousskaïa Mysl*, en cite toute une série de « perles », et pleine

d'enthousiasme, s'exclame: « Quand on pense que ces humbles représentants de l'humanité (c'est-à-dire les révolutionnaires dans la description de la *Rousskaïa Mysl*) ont prétendu au rôle de rénovateurs de la vie russe ! »

Que nous dira le journal officiel des cadets la *Retch* ? Que ceci « ne concerne pas » les élections, c'est-à-dire la lutte pour les bonnes petites places ? Ou qu'elle n'est « pas responsable » de la *Rousskaïa Mysl*, c'est-à-dire que le parti n'est pas responsable de ses propres membres, qui n'ont pas été condamnés une seule fois *à aucune* conférence des cadets ?

La *Retch* peut biaiser et tournicoter, les gens sans principes et sans caractère peuvent hausser les épaules à propos de notre « cadétophagie », nous ne nous fatiguerons pas de dire aux citoyens de Russie: examinez *les principes* des cadets et ne demeurez pas honteusement indifférents quand « les démocrates constitutionnels » couvrent d'ordures la démocratie.

Voici quelques points seulement de l'article du cadet Cent-Noirs M. Chtchépétev ; s'ils sont peu nombreux, du moins sont-ils les plus frappants ; de plus ils portent sur les principes, ce ne sont pas des ragots.

« Jusqu'à maintenant, particulièrement dans les cercles liés à la révolution, les sentiments « humanitaires et altruistes » (désintéressés, ne se ramenant pas au souci de sa propre peau) « *n'ont que trop souvent* étouffé les besoins de la personne et cela bien des fois au détriment du progrès général et du développement culturel du pays. Le désir de se rendre « utile à la société » et d'agir pour le « bien du peuple entier » (les guillemets ironiques appartiennent à la *Rousskaïa Mysl*), « a obligé à s'oublier vraiment trop soi-même, à oublier ses exigences et problèmes personnels... Résultat: un constant dédoublement, un constant sentiment de mener une vie irrégulière et même « de péché », une constante tendance à s'offrir en sacrifice, *à aller à l'aide de ceux qui ne possèdent rien, des déshérités de la vie*, à rejoindre, enfin, le « camp des réprouvés », tout cela reflété avec tant de force et d'éclat dans notre littérature. » (*Rousskaïa Mysl* n° 8, pp. 152-153.)

Quel mépris ne mérite pas un parti qui a des prétentions à la démocratie et qui tolère dans ses rangs des personnages qui couvrent d'ordures les prémisses, les convic-

tions, les principes les plus élémentaires *de toute la démocratie.*

La bourgeoisie libérale a pris en haine la démocratie, on en a la preuve avec le recueil des *Viékhi*, on en a la preuve chaque mois dans la *Rousskaïa Mysl*, on en a la preuve avec Karaoulov et Grédeskoul.

Les libéraux établissent eux-mêmes une séparation entre la démocratie et eux-mêmes.

La «Pravda» n° 109, 5 septembre 1912. Signé : I.V. *Conforme au texte du journal*

A PROPOS D'UNE LETTRE DE N. POLIANSKI

La lettre envoyée de la campagne par N. Polianski et publiée dans le présent numéro de la *Pravda* pose une question extrêmement intéressante. Il serait souhaitable que les paysans donnent plus souvent leur opinion à ce propos.

Pour notre part, nous jugeons indispensable de faire la remarque suivante.

N. Polianski a entièrement raison de dire que seul « un oisif coriace » peut prendre pour des imbéciles l'assemblée de canton rural. *Seuls* les paysans peuvent décider quelle forme de jouissance et de propriété de la terre est meilleure pour telle ou telle localité. Toute ingérence de la loi ou de l'administration dans la libre disposition des terres est un vestige du servage. Cette ingérence ne peut que porter préjudice aux affaires des paysans, que les humilier et offenser.

Dans sa lettre parue dans le n° 38 de la *Pravda*, le paysan travailleur a parfaitement exposé toutes les absurdes tracasseries administratives qui découlent de cette ingérence.

Maintenant voyons comment des dizaines de millions d'hommes perpétuellement voués au travail et à l'exploitation envisagent le dilemme: ferme séparée ou communauté rurale ?

Ce qui préoccupe ces gens ce n'est nullement le choix à faire entre la ferme séparée ou la communauté rurale. L'objet de leurs pensées, c'est ceux qui les exploitent, le moyen d'alléger et de supprimer cette exploitation.

Par exemple, en Russie d'Europe, les 30 000 plus gros propriétaires possèdent 70 000 000 de déciatines de terre,

soit autant que les 10 000 000 de paysans les plus pauvres. Que ces paysans s'installent dans des fermes ou cultivent la terre en communautés, leur misérable situation n'en sera pas le moins du monde changée. Si j'ai 7 déciatines de terre médiocre pour nourrir ma famille et que le propriétaire à côté de moi possède 2 000 déciatines de belle terre, peu importe qu'il y ait ferme ou communauté rurale, de toute manière, ma vie ne sera guère meilleure qu'à l'époque du servage.

On voudrait détourner l'attention du paysan affamé en demandant: ferme ou communauté rurale; pâté farci de sarrazin ou bien pâté aux choux? Nous, nous mangeons de l'herbe, nous vivons sur un terrain marécageux ou sablonneux, et pour avoir droit à l'abreuvoir, aux pâturages et aux labours, nous exécutons des corvées.

Grâce aux fermes, on voudrait créer des « petits propriétaires » pour défendre les gros. Cela ne fera qu'accroître la famine qui sévit sur des millions et des dizaines de millions de paysans.

En Europe occidentale, l'agriculture *ne* s'est réellement développée vite et bien *que là où* tous les vestiges de l'oppression féodale ont été détruits de fond en comble.

Dans les pays véritablement libres, où l'agriculture est correctement organisée, il ne reste plus qu'une seule force qui opprime le paysan et l'ouvrier, cette force, c'est le capital. Contre elle, une seule chose est efficace, l'union libre des ouvriers salariés et des paysans ruinés. Ces unions donneront naissance à un nouvel ordre social dans lequel les terres cultivées, les machines intelligentes, la vapeur et l'électricité serviront à améliorer la vie des travailleurs et non à remplir les poches d'une poignée de millionnaires.

La « Pravda » n° 118, 16 septembre 1912. Signé: F r. *Conforme au texte du journal*

A PROPOS DE LA LIGNE POLITIQUE

Il est hors de doute que la *Nevskaïa Zvezda* et la *Pravda* ont désormais complètement trouvé leur forme et que, grâce aux attaques conjuguées des Cent-Noirs et des octobristes (*Rossia*, *Novoïé Vrémia*, *Goloss Moskvy*, etc.) et des libéraux (*Retch*, *Zaprossy Jyzni*, etc.), leur physionomie est devenue familière non seulement aux ouvriers, mais à tous les partis politiques de Russie.

Du point de vue de la campagne électorale, l'appréciation que l'on porte sur la ligne politique de nos deux journaux présente un intérêt tout particulier, car cette appréciation est le reflet des thèses que l'on défend sur les problèmes fondamentaux. C'est pourquoi nous voulons nous arrêter sur un article de N. Nikoline qui a paru dans le numéro 9 du *Nevski Goloss* et qui est consacré à la ligne politique de la *Pravda* et de la *Nevskaïa Zvezda*. Ainsi que nous le verrons, cet article contient bien des paroles de colère. Mais nous pouvons (et nous devons) les négliger pour ne voir que la tentative qu'a faite l'auteur pour aborder les problèmes essentiels.

« Je dois reconnaître, écrit N. Nikoline, que la *Pravda* qui s'est donné pour but d'exprimer les désirs, les besoins et les intérêts du prolétariat russe, exécute, à bien des égards, sa tâche de façon satisfaisante. Malheureusement, ce travail utile est considérablement déprécié par le tableau de la réalité politique que trace le journal. Ce tableau, en effet, est completement absurde et il a des conséquences extrêmement nuisibles. »

Laissons de côté les paroles de colère de notre auteur et passons à l'essentiel : le tableau de la réalité politique.

Pour cette façon directe de poser le problème qui, effectivement, va droit au fond, nous sommes prêts à pardonner à Nikoline son irritation. Discutons donc de l'essentiel. Il se trouve en effet que si l'on n'a pas une position solide *sur ce qu'est* notre « réalité politique », il est impossible de faire avancer d'un pas le travail pratique.

Ayant donc posé la question sans ambiguïté, N. Nikoline y apporte la réponse suivante :

« Suivant en l'occurrence l'exemple de la *Nevskaïa Zvezda*, écrit-il, la *Pravda* s'efforce de faire croire à ses lecteurs que la classe ouvrière doit bâtir la nouvelle Russie en dépit des libéraux. Cela sonne fier, naturellement, mais ce n'est rien qu'une stupidité. Personne ne construit la nouvelle Russie, *elle se construit* elle-même (souligné par N. Nikoline) dans un processus complexe de luttes entre des intérêts différents. Et la classe ouvrière doit avoir pour tâche non pas de mettre au point des plans chimériques qui prévoient la construction de la nouvelle Russie *pour les autres et en dépit de tous ces autres*, mais de créer, dans les limites de cette nouvelle Russie, les conditions les plus favorables à son développement ultérieur. »

Là encore nous pardonnerons volontiers à l'auteur son « fiel » et son courroux pour la façon dont il essaie de prendre le taureau par les cornes. Dans cet article, en effet, N. Nikoline aborde, avec plus de franchise et de réflexion que bien des liquidateurs, une des sources les plus profondes de nos profondes divergences.

« Personne ne construit la nouvelle Russie, elle *se construit* elle-même dans un processus... » Chacun peut reconnaître dans ce remarquable raisonnement un des leitmotive essentiels et constants de la musique liquidatrice (et plus généralement de toute la musique opportuniste).

Examinons le raisonnement un peu plus en détail.

Si la nouvelle Russie se construit dans un processus de lutte entre différents intérêts, cela signifie que des *classes* qui ont des intérêts *différents* la *construisent* chacune à sa manière. C'est clair comme de l'eau de roche. Quel sens peut donc bien avoir la *formulation* de N. Nikoline, selon laquelle « personne ne construit la nouvelle Russie, elle *se construit* elle-même, etc. ».

Absolument aucun. Du point de vue de la logique la plus élémentaire, c'est un non-sens.

Mais ce non-sens possède *sa propre logique* qui est celle de l'opportunisme, et les erreurs que commet Nikoline

quand il tente de défendre sa position « de façon marxiste » ne sont pas fortuites mais en découlent inévitablement. C'est donc sur cette « logique de l'opportunisme » que nous devons nous arrêter.

Celui qui déclare que la nouvelle Russie *est construite* par telles et telles classes est si solidement établi sur le terrain du marxisme que non seulement les colères de N. Nikoline, mais même... les conférences d'« unification » liquidatrices, ni les « foudres » verbales ne sont pas en mesure de l'ébranler.

Par contre, celui qui déclare que « personne ne construit la nouvelle Russie, elle *se construit* elle-même, etc.», celui-là abandonne l'objectivité de la lutte de classe (c'est-à-dire le marxisme) pour une « objectivité » qui consiste à donner une justification bourgeoise de la réalité. Et c'est précisément parce qu'il défend cette thèse que (sans même s'en apercevoir) N. Nikoline quitte le terrain du marxisme pour tomber dans l'opportunisme.

Si je dis qu'il *faut* bâtir la nouvelle Russie de *telle façon précise*, mettons par exemple du point de vue de l'égalitarisme, de la justice, de la vérité, etc., je ferai preuve de subjectivisme et ce subjectivisme me conduira dans le domaine des chimères, car en réalité, ce ne sont pas des vœux pieux, mais la lutte de classes qui déterminera la construction de la Russie nouvelle. Mes idéaux ne cesseront d'être chimériques qu'à partir du moment où ils exprimeront les intérêts d'une classe réelle que ses conditions de vie obligent à agir dans une direction déterminée. En adoptant ce point de vue qui est celui de la lutte de classes objective, je ne justifie nullement la réalité telle qu'elle existe actuellement. J'indique au contraire quelles sont, *au sein même* de cette réalité, les sources les plus profondes (encore qu'invisibles à première vue) et les forces qui amèneront sa transformation.

Par contre, si je dis: « personne ne construit la Russie, nouvelle, elle *se construit* elle-même dans une lutte d'intérêts », j'empêche du même coup que soit tracé un tableau clair de la lutte de *telles classes précises* et je fais une concession à ceux qui ne voient que les actions de surface des cercles dirigeants, c'est-à-dire en particulier de la bour-

geoisie. Involontairement, je tends à justifier la bourgeoisie et, au lieu de l'objectivité de la lutte de classes, je prends pour critère les tendances bourgeoises qui sont les plus remarquables ou qui, provisoirement, sont couronnées de succès.

Pour rendre les choses plus claires, prenons un exemple historique. L'Allemagne nouvelle (celle de la deuxième moitié du XIXe siècle) « s'est construite » dans un processus de lutte entre des intérêts différents. C'est là un point de vue qu'aucun bourgeois cultivé ne discutera. Mais il s'en tiendra là.

Or, voici comment Marx raisonnait pendant la période la plus « critique » de la construction de cette *nouvelle* Allemagne :

« La grande bourgeoisie, écrivait-il en 1848, qui depuis le début était antirévolutionnaire, a conclu une alliance défensive et offensive avec la réaction par peur du peuple, c'est-à-dire des ouvriers et de la bourgeoisie démocratique. » « Mais pas une seule minute la bourgeoisie de 1789 n'a abandonné ses alliés les paysans. Elle savait que la base de sa domination était la destruction du féodalisme à la campagne, la création d'une classe de paysans propriétaires libres. La bourgeoisie allemande de 1848, elle, trahit sans remords ses alliés les plus naturels, les paysans, qui sont la chair de sa chair et sans lesquels elle est impuissante devant la noblesse. Le maintien des droits féodaux... est le résultat de la révolution allemande de 1848. La montagne a accouché d'une souris. » [140]

On voit immédiatement chez Marx, comme si elles étaient vivantes, quelles sont les *classes* qui ont *construit* la nouvelle Allemagne.

Mais au nom de cette « objectivité » qui justifie la réalité, le savant bourgeois va nous répliquer que Marx a été vaincu par Bismarck et que Bismarck a tenu compte de la façon dont « *se construisait* la nouvelle Allemagne dans un processus complexe de lutte entre des intérêts différents », tandis que Marx « s'est consacré à la mise au point de plans chimériques » qui visaient à l'édification par les ouvriers et la bourgeoisie démocratique (qui ne s'alliait pas à la réaction), en dépit des libéraux, d'une république démocratique pour l'ensemble de l'Allemagne.

C'est précisément ce genre d'antienne que nous chantent sur tous les tons les savants bourgeois. Si on examine ces problèmes de façon purement théorique, on est amené à se poser la question suivante. D'où vient leur erreur ? Elle vient de ce qu'ils dissimulent et camouflent la lutte de classes, de ce qu'ils dissimulent (en employant des tournures soi-disant profondes comme: l'Allemagne *s'est construite* dans un processus, etc.) le fait que l'Allemagne de Bismarck a été édifiée par une bourgeoisie que ses « trahisons » avaient rendue « impuissante devant la noblesse ».

Grâce à l'objectivité de la lutte de classes, Marx a pu comprendre de façon cent fois plus juste et plus profonde la *réalité politique*, sans la justifier aucunement mais en indiquant au contraire quelles ont été au sein de cette réalité les classes qui ont bâti l'Allemagne démocratique et qui ont su devenir le rempart de la démocratie et du socialisme, même quand les événements eurent pris un tour exceptionnellement favorable à Bismarck.

Marx a compris la réalité politique de façon si juste et si profonde que, dès 1848, c'est-à-dire un demi-siècle à l'avance, il avait apprécié *la nature* de l'Allemagne bismarckienne, qu'il avait vu que c'était l'Allemagne d'une bourgeoisie « impuissante devant la noblesse ». Et aux élections de 1912, 64 ans après avoir été formulée, son appréciation était confirmée de façon éclatante par la conduite des libéraux.

En menant depuis 1848 contre les libéraux une lutte implacable qui a provoqué des hurlements généralisés chez ces derniers (passez-moi cette expression un peu vive, mon cher Nikoline) et en défendant un « plan » d'Etat démocratique pour l'ensemble de l'Allemagne, Marx et les marxistes n'étaient le jouet d'aucune chimère.

En défendant ce plan, en le propageant sans défaillance, en fustigeant les libéraux et les démocrates qui le trahissaient, ils ont au contraire éduqué la classe dans laquelle résident les forces *vives* de la « nouvelle Allemagne » et qui, grâce à la propagande conséquente, résolue et sans réserve de Marx, est maintenant bien armée et prête à assumer son rôle de fossoyeur non seulement de la bourgeoisie bismarckienne mais de toute bourgeoisie en général.

* * *

Cet exemple de l'histoire allemande fait clairement apparaître *la logique de l'opportunisme* qui imprègne ces thèses de Nikoline. Et si ce dernier nous reproche avec tant de colère notre « haine virulente des cadets », *c'est précisément parce qu'*à propos de la lutte des ouvriers il est en train de faire siennes, sans même *s'en apercevoir*, les idées libérales liquidatrices.

Mais plus Nikoline se mettra en colère, plus il cherchera à éluder les problèmes (il n'est d'ailleurs pas le seul dans son cas), plus notre devoir de publiciste nous commandera de lui répéter, de façon claire et détaillée, que la lutte que nous menons contre les cadets et les liquidateurs a été mûrement réfléchie et qu'elle a été cautionnée pendant plus de cinq années (plus de dix, pour être exact) de nombreuses fois par les décisions officielles de tous les marxistes. Le malheur de Nikoline et des liquidateurs qu'il défend, c'est que ces décisions tactiques sont multiples, anciennes, précises et formelles et qu'ils ne peuvent *rien* leur opposer de précis, de clair, tant soit peu élaboré.

Quand nous disons que « les ouvriers doivent construire la Russie nouvelle en dépit des libéraux », il ne s'agit nullement d'une « phrase qui sonne fier », et N. Nikoline sait très bien que cette idée est exprimée dans toute une série de décisions relatives à notre tactique qui ont été approuvées par la majorité des marxistes. En fait, cette phrase n'est rien d'autre qu'un *résumé* de l'expérience politique de la Russie pour la dernière décennie. Car s'il est un fait historique indiscutable, c'est bien qu'au cours des dix dernières années, la classe ouvrière russe a *construit* la Russie nouvelle « en dépit des libéraux ». Et quels que puissent être les succès provisoires de ceux qui aspirent à être des Bismarck russes, ce travail de « construction » n'est *jamais* perdu.

En Russie comme dans les autres pays, l'opportunisme est vague, imprécis, glissant comme une couleuvre. Il est incapable d'exprimer ses thèses de façon claire et précise, d'affirmer carrément que la classe ouvrière doit faire telle et telle chose et *non* construire la Russie nouvelle en dépit des libéraux. L'opportunisme ne serait plus l'opportunisme

s'il était capable de fournir des réponses claires et nettes. Son mécontentement de la politique ouvrière et son attirance envers la bourgeoisie, il les exprime en disant : «personne ne construit la nouvelle Russie, elle *se construit* elle-même dans un processus de lutte entre des intérêts ».

Or, dans ce *qui se construit*, c'est la « construction » opérée par la bourgeoisie et les nobles, mais *corrigée* par les libéraux, c'est elle qui jouit le plus d'un succès passager et de l'admiration de la « foule ». On voit quelle est la véritable signification des raisonnements de Nikoline, la « véritable logique de l'opportunisme ». Ces raisonnements se ramènent à dire : « à quoi bon analyser quelles sont les classes qui construisent, et de quelle manière elles le font, voilà bien des chimères ; ce qu'il faut, c'est prendre ce qui *se construit* ».

C'est bel et bien oublier la lutte de classes. C'est cela le principe fondamental de la politique ouvrière des libéraux. Et c'est avec une telle « logique » qu'on ôte à la classe ouvrière le rôle de force prédominante, c'est-à-dire de dirigeant d'une démocratie véritable, conséquente, sans réserve, pour la réduire au rôle de manœuvre au service des libéraux.

Il en découle le fait suivant, que nous autres Russes nous connaissons bien : *en paroles*, les opportunistes admettent qu'il doit y avoir une « ligne indépendante » et un parti indépendant du prolétariat ; Nikoline en fait autant, il va sans dire. Mais *en réalité*, ce qu'il défend, c'est une ligne *non indépendante*, c'est la ligne de la politique ouvrière libérale.

Nikoline nous montre le peu de valeur que possède une *proclamation* de l'indépendance de la classe ouvrière. Cette indépendance, en effet, elle a été proclamée dans la plateforme des liquidateurs que le numéro 8 du *Nevski Goloss* a publiée. Elle a été proclamée par Nikoline lui-même. Mais au même moment où il faisait cette *proclamation*, il prônait une politique *non indépendante*.

En renonçant à ce que, dans la politique actuelle, la classe ouvrière ait sa propre ligne pour tous les problèmes de la démocratie (ou, *ce qui revient au même*, à ce qu'elle « construise la Russie nouvelle ») en dépit des libéraux, Nikoline l'appelle en fait à se mettre à la remorque des libéraux.

Tel est le fond du problème. Telle est la « logique de l'opportunisme ». Et tous les raisonnements prétendant qu'il ne faut pas « isoler » la classe ouvrière, que ce n'est pas aux « ouvriers de supporter le poids de la lutte pour la liberté politique », que ce qu'il faut c'est la « coordination et non la dispersion des forces », etc., c'est de la rhétorique vide de sens. En réalité, tout cela se ramène à une seule et même thèse : « ne vous isolez pas » (*des libéraux*), « coordonnez vos forces » (*avec la politique des libéraux*), reconnaissez que la politique libérale combat vraiment pour la liberté politique et non pour un compromis avec les Pourichkévitch, etc.

Si nous ne nous sommes pas arrêtés sur ces déclamations, c'est que si l'on veut discuter de l'essentiel, il faut prendre les positions de base, la racine des divergences, et non les fioritures de style destinées à enjoliver une ligne politique fondamentalement erronée.

La « Nevshaïa Zvezda » n° 26, 16 septembre 1912. Signé : M.M.

Conforme au texte du journal

LES SUCCÈS DES OUVRIERS AMÉRICAINS

Dans le dernier numéro d'*Appeal to reason* que nous avons reçu en Europe, le journal quotidien des ouvriers américains nous apprend que son tirage a atteint 984 000 exemplaires. D'après les lettres et les demandes que nous recevons de la base, écrit la rédaction (numéro 875, 7 septembre), nous pouvons être sûrs que le million d'exemplaires sera dépassé dans les semaines à venir.

Qu'un journal socialiste poursuivi et persécuté sans vergogne par les tribunaux américains, que ce journal qui se développe et se renforce sous le feu des persécutions tire à un million, cela montre mieux que de longs raisonnements que l'Amérique ne va pas tarder à connaître de vastes bouleversements.

Récemment, ce journal de valets, cet organe de gratte-papier vendus qu'est le *Novoïé Vrémia* a consacré un article à la « puissance de l'argent » en Amérique, où il a parlé avec une jubilation maligne de l'épouvantable vénalité de Taft, de Roosevelt, de Wilson, de *tous* les candidats des partis bourgeois à la présidence. La voilà votre république libre et démocratique, proclamait avec acrimonie ce journal vendu en conclusion.

A cela, les ouvriers conscients répondront calmement et fièrement qu'ils ne se leurrent absolument pas sur la signification d'une large démocratie. Aucune démocratie au monde n'est en mesure d'éliminer la lutte des classes et la toute-puissance de l'argent, et ce n'est nullement en cela que résident l'importance et l'utilité de la démocratie. Si la démocratie est importante, c'est parce qu'elle permet

une lutte de classes large, ouverte et consciente. Cela n'est pas une conjecture ou un vœu pieux, c'est un fait.

Au moment où, en Allemagne, les effectifs du Parti social-démocrate atteignent 970 000 membres et où, en Amérique, le tirage du quotidien socialiste atteint 984 000 exemplaires, tous ceux qui ont des yeux pour voir doivent admettre la vérité suivante: isolés, les prolétaires sont impuissants, rassemblés par millions, ils sont invincibles.

La « Pravda » n° 120, 18 septembre 1912. *Conforme au texte du journal*
Signé: M.N.

LA FIN DE LA GUERRE ITALO-TURQUE

Des dépêches viennent de nous apprendre que les préliminaires de paix ont été signés entre les plénipotentiaires de l'Italie et de la Turquie.

L'Italie « a vaincu ». Il y a un an, elle se précipitait sur les territoires turcs situés en Afrique pour les piller et désormais Tripoli lui appartient. Il n'est pas inutile de revenir sur cette guerre colonialiste typique menée par un Etat « civilisé » du XXe siècle.

Par quoi cette guerre a-t-elle été provoquée ? Par l'avidité des gros financiers et des capitalistes italiens qui avaient besoin d'un nouveau marché, qui avaient besoin que l'impérialisme italien remporte des succès.

Comment a-t-elle été menée ? Nous avons assisté à une boucherie perfectionnée et « civilisée », au massacre des Arabes par les armes les plus « modernes ».

Les Arabes ont résisté avec l'énergie du désespoir. Au début de la guerre, les amiraux italiens avaient eu l'imprudence de faire débarquer 1 200 matelots : ils furent attaqués par les Arabes et 600 d'entre eux périrent. En représaille, 3 000 Arabes furent massacrés, des familles entières anéanties, des femmes et des enfants égorgés. L'Italie, n'est-ce pas, est une nation civilisée et constitutionnelle.

Environ 1 000 Arabes ont été pendus.

Les pertes italiennes s'élèvent à plus de 20 000 hommes. Parmi eux on compte 17 429 malades, 600 disparus, 1 405 tués.

Cette guerre a coûté aux Italiens plus de 800 millions de lires, soit plus de 320 millions de roubles. Elle a provoqué un chômage effrayant et une stagnation de l'industrie.

Environ 14 800 Arabes ont péri. En dépit de la signature de la « paix », la guerre va continuer, car les tribus arabes habitant l'intérieur du continent africain, dans les régions éloignées de la mer, ne sont pas soumises. Il va falloir encore les « civiliser » pendant une longue période à coups de baïonnettes et de canons, par la potence, le feu et le viol des femmes.

Il va sans dire que l'Italie n'est ni meilleure ni pire que les autres pays capitalistes. Tous sont également dirigés par une bourgeoisie qui ne recule devant aucun massacre pour acquérir de nouvelles sources de profit.

La « Pravda » n° 129, 28 septembre 1912. *Conforme au texte du journal*
Signé: T.

UN JEU DE HASARD

Le *Novoïé Vrémia* est en train de dévoiler entièrement les plans des nationalistes russes. Quand on lit ce journal, « influent » parmi les cercles nationalistes et parmi les octobristes, on acquiert la certitude qu'ils ont la ferme intention de mettre la Turquie au pillage.

Comme il se doit, cette politique de chauvinisme et de conquête des territoires étrangers passe en premier lieu par une campagne d'excitation contre l'Autriche. « Les peuples des Balkans, écrit le *Novoïé Vrémia*, se sont levés pour le saint combat en faveur de l'indépendance, et les diplomates autrichiens attendent le moment de pouvoir les piller.»

L'Autriche a eu son morceau (la Bosnie et l'Herzégovine), l'Italie aussi (Tripoli), maintenant c'est notre tour: telle est la politique du *Novoïé Vrémia*. « Le saint combat pour l'indépendance » n'est qu'une phrase destinée à tromper les naïfs. En Russie, en effet, personne n'a autant foulé aux pieds que les nationalistes et les octobristes les principes réellement démocratiques de la véritable indépendance de *tous* les peuples.

Pourquoi les nationalistes estiment-ils que le moment est favorable à leur politique de pillage ? C'est ce qu'explique le *Novoïé Vrémia*: l'Italie se trouve dans l'impossibilité d'entrer dans un conflit, l'Autriche compte plusieurs millions de sujets apparentés aux slaves des Balkans et, de ce fait, il est très risqué pour elle de commencer une guerre contre ces derniers; quant à l'Allemagne, elle ne va pas se lancer dans une guerre européenne sous prétexte que la Turquie est dévastée.

Le calcul de nos nationalistes est clair et absolument éhonté. Au moment même où ils lancent leurs grandes phrases sur « le saint combat pour l'indépendance », ils jouent avec le plus grand sang-froid avec la vie de millions d'hommes et poussent les peuples au massacre pour permettre à une poignée de marchands et d'industriels d'obtenir de nouveaux profits.

A l'heure actuelle, la Triplice (Allemagne, Autriche, Italie) est affaiblie. L'Italie vient d'engloutir 800 millions de francs dans la guerre contre les Turcs. Dans les Balkans, d'autre part, l'Italie et l'Autriche ont des intérêts divergents: l'Italie voudrait arracher un morceau supplémentaire, l'Albanie, et ça, l'Autriche est décidée à ne pas l'admettre. Nos nationalistes spéculent donc sur tout cela et jouent un jeu extrêmement dangereux en comptant sur la force et sur la richesse de deux des puissances de la Triple Entente (l'Angleterre et la France) et en se basant sur l'hypothèse que « l'Europe » ne voudra pas entrer dans une guerre généralisée à cause des détroits ou parce que «nos » territoires se seront « agrandis » aux dépens de la Turquie d'Asie.

Dans la société de l'esclavage salarié, chaque marchand, chaque patron joue un jeu de hasard ; « ou bien je me ruine, ou bien je m'enrichis et je ruine les autres ». Tous les ans, des centaines de capitalistes font banqueroute et provoquent la ruine de millions de paysans et d'artisans. Les États capitalistes jouent un jeu analogue avec le sang de millions d'hommes qu'ils envoient au carnage tantôt à un endroit, tantôt à un autre, pour conquérir des territoires étrangers et piller leurs voisins plus faibles.

La « Pravda » n° 134, 4 octobre 1912 *Conforme au texte du journa*

LE CLERGÉ AUX ÉLECTIONS ET LES ÉLECTIONS AVEC LE CLERGÉ

Les journaux nous apprennent que, sur les 7 990 grands-électeurs élus aux congrès des petits propriétaires fonciers et des doyens d'Eglise qui se sont réunis dans 46 provinces de la Russie d'Europe, 6 516, soit 82 %, sont des prêtres.

Ce pourcentage n'est pas susceptible d'être beaucoup modifié par les résultats complets des 50 provinces russes.

Voyons donc quelle est la signification de ces élections.

La loi stipule que les petits cultivateurs et les paroisses ont droit à un grand-électeur *par cens électoral complet*, établi pour pouvoir prendre part au congrès des propriétaires fonciers. Le nombre des grands-électeurs doit donc être proportionnel à la quantité de terre détenue par ceux qui votent.

Or, si on prend la statistique de 1905, on obtient, pour les 50 provinces de la Russie d'Europe, les données suivantes :

Terres de l'Eglise	1 900 000	déciatines
Terres qui sont la propriété privée d'ecclésiastiques	300 000	»
Total pour le clergé . . .	2 200 000	déciatines
Terres qui sont propriété privée des petits bourgeois	3 700 000	déciatines
Terres qui sont la propriété privée des paysans	13 200 000	»
Terres qui sont la propriété privée d'autres catégories sociales	2 200 000	»
Total des petites propriétés appartenant aux laïques	19 100 000	déciatines

Les chiffres sont sans doute moins complets pour la petite propriété foncière que pour les terres du clergé. Malgré cela, il apparaît que sur un total de 21 300 000 déciatines de terres détenues par des petits propriétaires privés, le clergé n'en possède que 2 200 000, soit *un peu plus de un dixième* ! Or plus de *8/10* des grands-électeurs sont des ecclésiastiques !!

Comment expliquer ce phénomène ? Rien n'est plus simple. Les petits cultivateurs vont très rarement aux élections : ils n'en ont pas les moyens, ils ne s'y intéressent pas et, de plus, la police met des milliers d'obstacles à la liberté de vote. Les popes, par contre, « ont reçu le conseil » d'être présents au complet.

Les popes voteront pour les candidats du gouvernement. C'est pourquoi *même les gros propriétaires fonciers*, sans parler de la bourgeoisie, commencent à murmurer. Les octobristes et les nationalistes en font autant. Tous ils accusent le gouvernement de « *faire* » les élections. Ce que voudraient les gros propriétaires et la grande bourgeoisie c'est que ces *élections*, ce soient *eux-mêmes* qui les fassent.

Il y a donc un conflit entre l'absolutisme d'une part, les grands propriétaires fonciers et les magnats de la bourgeoisie d'autre part. Or, c'est sur ces propriétaires et ces magnats que le gouvernement voulait s'appuyer. Toute la loi du 3 juin 1907, comme on le sait, est basée là-dessus.

Il apparaît donc que le gouvernement ne peut *même pas* s'accorder avec les octobristes et que la monarchie bourgeoise féodale *n'a même pas réussi* à prendre un caractère « satisfaisant » pour ces classes.

Sans aucun doute, cet insuccès a été reconnu en fait par le gouvernement, qui en a tiré les conséquences pratiques et qui s'est mis à former *ses propres fonctionnaires* dans le clergé subalterne et soumis !

En histoire, ce mode de gouvernement qui conserve les caractéristiques essentielles de l'absolutisme s'appelle le bonapartisme. Ce n'est pas sur des classes déterminées ou du moins pas seulement, pas essentiellement sur des classes déterminées que s'appuie ce genre de gouvernement, mais sur des éléments hétérogènes choisis artificiellement, de préférence dans les couches dépendantes.

Comment expliquer un tel phénomène au sens « sociologique », c'est-à-dire du point de vue de la lutte des classes ?

Un tel phénomène est possible quand il y a équilibre entre des classes hostiles ou rivales. Si, par exemple, il existe une rivalité entre les Pourichkévitch d'une part, et les Goutchkov, les Riabouchinski de l'autre, le gouvernement peut jouir d'*une plus large* autonomie (certes, dans des limites assez étroites) quand il existe un certain équilibre entre les forces de ces rivaux, que lorsque l'une des classes en présence bénéficie d'un avantage décisif. Si, en plus, le gouvernement est historiquement lié à des formes d'absolutisme particulièrement « voyantes » pour assurer la continuité, s'il se trouve dans un pays où les traditions militaristes et bureaucratiques sont particulièrement solides, c'est-à-dire où les juges et les fonctionnaires ne sont pas éligibles, les limites de cette autonomie seront encore plus larges et ses manifestations plus... sincères, le « ramassage » des électeurs et des grands-électeurs qui voteront suivant les consignes venues d'en haut se fera selon des méthodes encore plus grossières, l'arbitraire sera encore plus sensible.

C'est à un phénomène de ce genre que l'on assiste actuellement en Russie. « Une nouvelle étape dans sa transformation en monarchie bourgeoise » * se complique du fait qu'on a emprunté les méthodes du bonapartisme. En France, la différence entre la monarchie bourgeoise et l'empire bonapartiste était très nette. En Allemagne, par contre, Bismarck nous a fourni une « combinaison » de l'un et de l'autre type, mais où dominait nettement ce que Marx appelait le « despotisme militaire » [141], pour ne rien dire du bonapartisme.

On dit que le goujon aime être cuit dans de la crème. Pour ce qui est du petit bourgeois, on ne sait pas s'il préfère être « accommodé » à la sauce de la monarchie bourgeoise, à celle du vieil absolutisme féodal, à celle du bonapartisme « moderne », à celle du despotisme militaire ou dans un mélange de toutes ces « recettes ». Mais si du point de vue du petit bourgeois et de ce qu'on appelle le « droit », c'est-à-dire du point de vue *purement* juridique, constitutionnel, la différence peut paraître insignifiante, par contre du point de vue de la lutte de classes elle est essentielle.

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, p. 374. (*N.R.*)

Que le petit bourgeois apprenne que pour le battre, on ne se contente plus des anciennes méthodes mais qu'on en adopte de nouvelles, ce n'est pas cela qui allégera sa situation. Mais la *solidité* du régime qui écrase le petit bourgeois, les *conditions de développement* et de désagrégation de ce régime, ses possibilités de rapide fiasco... dépendent pour une large mesure de la question suivante : avons-nous affaire à une domination de classe déterminée qui s'exerce sous des formes plus ou moins manifestes, plus ou moins évidentes, solides et directes, ou bien à une domination dont les *formes* sont indirectes et instables.

La domination de *classe* est plus difficile à éliminer qu'une forme de superstructure instable, imprégnée de tout l'esprit surrané du passé et soutenue par des « électeurs » sélectionnés.

Dans le domaine « sociologique », comme dans le domaine de la politique pratique, l'expérience que Sabler et Makarov ont effectuée avec l'« organisation » du clergé lors des élections à la IVe Douma présente donc un grand intérêt pour chacun.

La « Nevskaïa Zvezda » n° 27, 6 octobre 1912

Conforme au texte du journal

LA «POSITION» DE MONSIEUR MILIOUKOV

Le chef du parti cadet s'est égaré en plein midi. Le voilà qui écrit des articles aussi longs que ceux de Menchikov sur « trois positions », sur «une position » et, plus il écrit, plus il devient clair qu'il est en train de *duper* ses lecteurs et de *masquer* le fond de l'affaire derrière un bavardage ennuyeux et vide.

Pauvre savant historien ! Il doit maintenant *faire semblant* de croire qu'il ne voit pas de différence entre le libéralisme et la démocratie. Et pourtant, messieurs, c'est précisément dans cette différence que réside tout le fond du problème. Que ce soit dans les votes à la Douma en général, dans l'attitude à prendre à l'égard des « réformes », dans le vote du budget, ou dans la tactique « à l'extérieur du parlement », partout on retrouve, sous des *formes* différentes, un seul et même *fond*, à savoir la profonde différence qui sépare la bourgeoisie libérale monarchiste de la démocratie.

Nous allons donc répéter pour la millième fois à messieurs Milioukov et consorts, qui ne la « comprennent » pas, en quoi consiste cette différence.

Alors que les libéraux défendent toute une série de privilèges féodaux absolutistes (la deuxième chambre, etc.), la démocratie mène une lutte implacable contre tous les privilèges.

Alors que les libéraux s'entendent avec les forces du passé existant dans la vie sociale, la démocratie a pour tactique d'éliminer ces forces.

Alors que les libéraux craignent l'action des masses, s'en méfient, la nient, la démocratie a foi en elle, la soutient, cherche à la développer.

Pour l'instant nous en resterons là.

Mais est-il vraiment possible que monsieur Milioukov « ne comprenne » pas cette différence dont même les manuels d'histoire font mention ?

Est-il possible qu'il ne « comprenne » pas que le *programme* même des cadets n'est pas celui des démocrates, mais celui de la bourgeoisie libérale monarchiste, que seuls des libéraux (et des mauvais libéraux) pouvaient à la IIIe Douma voter pour le budget et proclamer qu'ils constituaient une opposition loyale, etc. ?

Monsieur Milioukov comprend fort bien tout cela et quand il feint d'avoir oublié une vérité élémentaire comme la différence qui sépare le libéralisme de la démocratie, il « fait l'âne pour avoir du son ».

Pour faire état dans la presse de ces lamentables subterfuges des cadets, nous ferons remarquer à monsieur Milioukov que dans toute la presse *officielle* de la social-démocratie (sauf naturellement dans celle des liquidateurs, dont nous lui faisons volontiers cadeau), dans *toutes* les résolutions des instances dirigeantes social-démocrates, dans toute la ligne suivie à la IIIe Douma par la social-démocratie, nous retrouvons constamment et à tous moments, sous des milliers de formes, la défense de la vieille tactique dont monsieur Milioukov nous affirme qu'elle est abandonnée par la social-démocratie.

C'est là un fait historique indiscutable, monsieur le savant historien !

Notre presse doit révéler à quel niveau de bassesse en arrivent les cadets quand ils essaient de tromper le public sur des problèmes aussi élémentaires et aussi solidement établis par l'histoire de tous les partis politiques de Russie.

Pour terminer, nous poserons à monsieur Milioukov une petite question qui résumera tout ce que nous venons de dire : messieurs les cadets, quand vous avez approuvé que Voïlochnikov soit exclu de la Douma pendant cinq séances [142], avez-vous agi comme des libéraux ou comme des démocrates ?

La « Pravda » n° 136, 6 octobre 1912.
Signé : V.I.

Conforme au texte du journal

LE DÉPUTÉ DES OUVRIERS DE PÉTERSBOURG

Le prolétariat de la capitale va envoyer un de ses représentants à la Douma noire des propriétaires fonciers et des popes. Ce député se trouvera à un poste glorieux. Il devra intervenir et agir au nom de millions d'hommes, il devra déployer notre grand drapeau et exprimer les thèses qui sont défendues depuis des années de façon formelle et précise par les représentants responsables du marxisme et de la démocratie ouvrière.

Le choix de l'homme qui occupera ce poste a une telle importance qu'il serait honteux de craindre d'en parler franchement, sans ambages, qu'il serait scandaleux d'avoir peur d'« offenser » telle ou telle personne, tel ou tel cercle, etc.

Le choix de ce député doit correspondre à la volonté de la majorité des ouvriers marxistes conscients. C'est là une évidence que personne n'oserait nier *franchement*.

Tout le monde connaît la lutte qui, de 1908 à 1912, a opposé dans des centaines et des milliers de réunions, de discussions ainsi que dans les colonnes de divers journaux, les liquidateurs et leurs adversaires parmi les ouvriers de Pétersbourg. Faire l'autruche et tenter « d'oublier » ce fait serait une attitude indigne.

Ce dont il s'agit, à l'heure actuelle, c'est d'élire *un* député. Parler d'« unité » à ce propos, c'est embrouiller et fausser le fond du problème.

En effet, que vient faire l'« unité », alors qu'il faut choisir *un* député et que tout le monde est d'accord pour

admettre que ce député doit exprimer la volonté de la majorité des ouvriers marxistes conscients ?

En fait, les liquidateurs n'osent pas dire franchement que ce qu'ils voudraient c'est que ce député soit choisi dans leurs rangs ou « hors des fractions » (c'est-à-dire qu'il soit hésitant), et comme ils ont peur d'exposer *franchement* leurs idées, ils essaient de les amener par un *subterfuge*, en criant à l'« unité ».

Nous devons dénoncer cette confusion. Si les liquidateurs ont la majorité parmi les ouvriers conscients, personne au monde ne les empêchera d'élire un des leurs. Il faut donc déterminer le plus précisément, le plus tranquillement, le plus fermement, le plus justement et avec le plus d'attention possible qui a la majorité, sans se laisser émouvoir par les clameurs de ceux qui *après cinq ans de lutte* (et à quelques jours des élections) prêchent l'« unité » pour dissimuler leurs vues.

Les ouvriers ne sont pas des enfants, pour se laisser prendre par de tels contes. Il n'y a que trois solutions possibles : 1) élire un liquidateur ; 2) élire un adversaire des liquidateurs ; 3) élire un hésitant. En cinq années, de 1908 à 1912, on n'a jamais trouvé — et on ne trouve toujours — personne d'autre dans les rangs de la social-démocratie !

Les ouvriers qui veulent être des personnes adultes et indépendantes ne doivent pas admettre que dans leurs rangs il y ait des briseurs de grève politiques. Ils doivent faire en sorte que la volonté de la majorité des ouvriers conscients soit respectée et exécutée.

Ils ont besoin d'un député qui exprime la volonté de la majorité et qui sache *quel* travail il fera à l'intérieur et à l'extérieur de la Douma.

Cette volonté de la majorité, nous la connaissons, elle s'est déclarée. Le député de Pétersbourg doit donc être un adversaire résolu des liquidateurs et un partisan d'une politique conséquente de la démocratie ouvrière.

La « Pravda » n° 144, 16 octobre 1912. *Conforme au texte du journal*
Signé :

LES PEUPLES DES BALKANS ET LA DIPLOMATIE EUROPÉENNE

A l'heure actuelle, l'attention du monde entier est tournée vers les Balkans. Et cela n'a rien que de naturel. Dans les Balkans, en effet, le moment est peut-être arrivé où les peuples eux-mêmes vont avoir leur mot, libre et résolu, à dire. Désormais, il n'y a plus de place pour le jeu des puissances bourgeoises et de leurs diplomates, maîtres dans l'art d'intriguer, de se tendre des chausse-trapes et de se donner mutuellement des crocs-en-jambes perfides.

Les peuples des Balkans pourraient reprendre à leur compte les paroles que disaient nos serfs dans le passé: « Plus que de tous les maux, protégez-nous de la colère et de l'amour des seigneurs » [143]. Pour les paysans et les ouvriers des Balkans, en effet, l'intervention des puissances européennes, qu'elle soit hostile ou soi-disant amicale, signifie uniquement qu'aux conditions générales de l'exploitation capitaliste viennent s'ajouter toutes sortes d'autres obstacles au libre développement.

C'est là une des raisons pour lesquelles nous devons lutter à la fois contre la « diplomatie » de l'Etat et du gouvernement et contre celle des libéraux. Ces jours derniers, nous avons eu un exemple des raisonnements absolument mensongers que tenait la *Retch* qui invitait la « société russe » (c'est-à-dire la bourgeoisie) à se rappeler les paroles de l'organe ministériel anglais selon lequel l'Europe ne permettrait pas que les Balkans « soient mal gouvernés » !

«Notre diplomatie, clame la *Retch*, ne doit en aucun cas se croiser les bras. »

Nous répondons à cela que la seule chose que la bourgeoisie européenne, même la plus « libérale », peut apporter dans les Balkans, c'est un soutien à ce qui est en train de pourrir, un soutien à la stagnation et une entrave bureaucratique à la liberté. Car enfin, c'est bien l'« Europe » qui empêche que soit instituée une république fédérale balkanique.

Ce n'est pas sur les intrigues des diplomates bourgeois, quelles que puissent être les phrases libérales dont elles se parent, que sont fondés les espoirs des ouvriers d'avant-garde et de tous les démocrates des Balkans, c'est uniquement sur le développement de la conscience, de l'esprit démocratique, et de l'action des *masses*.

La « Pravda », n° 144, 16 octobre 1912. Signé : V.

Conforme au texte du journal

LE RENARD ET LE POULAILLER

Le problème de la guerre des Balkans et de l'attitude que l'« Europe » prend à son égard est l'un des plus importants de l'heure. Pour tous les démocrates en général et pour la classe ouvrière en particulier, il est extrêmement important de *comprendre* quels sont les intérêts de classes de tel ou tel parti.

La politique des octobristes, des nationalistes, des « patriotes » sans-parti, du *Novoïé Vrémia* au *Rousskoïé Slovo*, est simple et claire. La campagne d'excitation et les appels à la guerre contre l'Autriche, les clameurs sur la « mission slave » de la Russie, tout cela n'est qu'une manœuvre cousue de fil blanc destinée à détourner l'attention des affaires intérieures de la Russie et à « arracher un morceau » de la Turquie. Le soutien de la réaction à l'intérieur et l'approbation du pillage colonial impérialiste à l'extérieur, telle est l'essence de cette grossière politique « patriotique » et « slave ».

Encore qu'elle soit présentée plus subtilement et plus diplomatiquement, la politique des cadets est, elle aussi, une politique *réactionnaire impérialiste*. Il est particulièrement important de le comprendre car les libéraux dissimulent habilement leurs thèses derrière des phrases ronflantes à l'allure démocratique.

Prenons la *Retch*, Au début, avant le « rendez-vous d'amour » de Milioukov et de Sazonov [144], elle reprochait à ce dernier son « esprit de conciliation » et elle accusait les nationalistes d'avoir affaibli la « grande idée » de la prise de Constantinople. Depuis le rendez-vous, par contre,

elle est tombée d'accord avec la *Rossia* et attaque sans ménagement la « fougue tapageuse » du *Novoïé Vrémia.*

Quelle est donc, à l'heure actuelle, la politique suivie par la *Retch* ?

Il ne faut pas commencer par présenter des revendications exorbitantes, car cela nous fera perdre l'appui (de la France et de l'Angleterre) et « aura pour résultat de nous rendre bon gré mal gré *plus modestes qu'il ne convient de l'être* » (n° 278) !!

Si la *Retch* s'oppose aux chauvins, c'est donc *parce qu'*ils finiront « par être plus modestes qu'il ne convient », parce que leurs prétentions les empêcheront de rien obtenir. Nous autres, insinue la *Retch*, nous voulons agir pacifiquement et calmement, et, avec l'appui de la bourgeoisie française et anglaise, arracher le morceau.

« Dans l'intérêt même de nos protégés balkaniques », écrit-elle, le soutien (de la Triple Entente) « nous est nécessaire ». Comme on le voit, la « *Retch* » *elle aussi* veut que les Slaves soient « *protégés* » (défendus) par la Russie, que le poulailler soit gardé par le renard. Mais elle veut que cette garde prenne une forme un peu plus astucieuse !

« Le seul moyen qui permette d'obtenir tout ce qu'il est possible d'obtenir, c'est le travail en commun avec la diplomatie européenne », déclare la *Retch*.

La chose est donc claire : ce qu'il y a au fond de la politique des cadets, c'est bien un chauvinisme et un impérialisme identiques à ceux du *Novoïé Vrémia*. Mais ils présentent cela avec plus de finesse et d'intelligence. Le *Novoïé Vrémia* a une façon grossièrement stupide de lancer des menaces de guerre au nom de la seule Russie. La « *Retch* » *en fait autant* « avec finesse et diplomatie », au nom de la Triple Entente, quand elle déclare qu'« il ne faut pas être plus modeste qu'il ne convient ». Le *Novoïé Vrémia* veut que les Slaves soient protégés par la *Russie*, c'est-à-dire qu'il n'y ait qu'un renard dans le poulailler. La *Retch*, elle, veut que ce soit la Triple Entente qui assure cette protection, c'est-à-dire que trois renards se mettent d'accord.

Les démocrates en général et les ouvriers en particulier s'opposent à toute « protection » des Slaves par les renards et les loups. Ils sont pour l'autodétermination des peuples,

pour une démocratie complète, pour la libération des Slaves de *toutes* les protections des grandes puissances.

Les nationalistes et les libéraux n'arrivent pas à se mettre d'accord sur les *différents moyens* que doit utiliser la bourgeoisie d'Europe pour piller et asservir les peuples des Balkans. Seuls les ouvriers mènent une politique réellement démocratique, pour que soient instaurées dans tous les pays une liberté et une démocratie sans restrictions, contre toutes les « protections », tous les pillages et toutes les interventions !

La « Pravda » n° 146, 18 octobre 1912. *Conforme au texte du journal*
Signé: V.I.

UNE RÉSOLUTION HONTEUSE

La résolution de la Douma de Pétersbourg datée du 10 octobre a attiré l'attention de l'opinion publique.

Cette résolution porte sur la guerre des Balkans qui, actuellement, est l'événement le plus important de la politique mondiale. Elle émane d'une institution qui a une grande influence parmi la bourgeoisie. Elle a été adoptée *à l'unanimité* par les réactionnaires les plus fieffés et par les libéraux.

Dans un « discours enflammé », le cadet libéral et « quasi démocrate » (!?) Falbork a cherché à prouver qu'une telle résolution était nécessaire. Il a ensuite participé aux travaux de la commission préparatoire et, pour finir, il l'a votée.

Or, cette résolution est un modèle de chauvinisme, un modèle de la servilité de la bourgeoisie à l'égard des « grands de ce monde », un modèle du soutien que la bourgeoisie apporte à la politique qui transforme les peuples en chair à canon.

« Pétersbourg, proclame la résolution qui a été adressée aux capitales des puissances balkaniques belligérantes, partage votre espoir en cet avenir lumineux pour lequel vous versez votre sang et où les peuples opprimés jouiront de la liberté et de l'indépendance ».

Voilà derrière quelles phrases se dissimule le chauvinisme ! Jamais un peuple opprimé n'a obtenu la « liberté » en faisant *la guerre* à un autre peuple. Les guerres entre les peuples ne font que renforcer l'oppression qu'ils subissent. Le *seul* moyen d'assurer la *liberté* aux paysans slaves des Balkans, tout comme aux paysans turcs, c'est de faire

régner sans restriction la liberté dans *chaque* pays et de créer une fédération d'Etats absolument démocratiques.

Le paysan slave et le paysan turc sont frères. Tous deux sont pareillement opprimés par leurs gros propriétaires fonciers et leurs gouvernements.

C'est en cela que réside la véritable oppression, le véritable obstacle à l'« indépendance » et à la « liberté ».

A la Douma de Pétersbourg, les réactionnaires et les libéraux chauvins se sont ouvertement unis (pratiquement, ils l'étaient déjà dans la presse, car *en fait*, le *Novoïé Vrémia* et la *Retch* défendent sur ce problème des thèses analogues, qui ne diffèrent que par le ton employé pour les défendre et par quelques points de détail). Le but de cette union est de transformer les peuples en chair à canon.

La « Pravda » n° 146, 18 octobre 1912. *Conforme au texte du journal*
Signé: T.

DEUX UTOPIES

Utopie est un mot qui provient du grec, *u*, non, et *topos*, lieu. L'utopie est un lieu inexistant, une fantaisie, une invention, un conte.

L'utopie en politique est un genre de souhait que l'on ne saurait aucunement réaliser, ni maintenant ni plus tard, un souhait qui ne prend pas appui sur les forces sociales, ni ne s'étaye pas de la croissance, du développement des forces politiques, des forces de classe.

Moins il y a de liberté dans un pays, plus pauvrement se manifeste la lutte ouverte des classes, plus bas est le niveau d'instruction des *masses*, et plus facilement surgissent d'ordinaire les utopies politiques, plus longtemps elles se maintiennent.

Dans la Russie de nos jours, deux genres d'utopies politiques se maintiennent le plus solidement et exercent, par leur attrait, une certaine influence sur les masses. Ce sont l'utopie libérale et l'utopie populiste.

L'utopie libérale prétend que l'on pourrait par la paix et la bonne entente, sans léser personne, sans destituer les Pourichkévitch, sans une lutte de classe acharnée et poussée jusqu'au bout, obtenir des améliorations tant soit peu sérieuses en Russie, dans sa liberté politique, dans la situation des masses du peuple travailleur. C'est l'utopie de la *paix* entre une Russie libre et les Pourichkévitch.

L'utopie populiste est une rêverie d'intellectuels populistes et de paysans troudoviks, prétendant que l'on pourrait, par un nouveau et juste partage de toutes les terres, *supprimer* le pouvoir et la domination du capital, supprimer

l'esclavage salarié, ou que l'on pourrait *maintenir* un partage « équitable », « égalitaire » du sol, sous la domination du capital, sous le pouvoir de l'argent, sous le régime de la production marchande.

Quelle est l'origine de ces utopies ? Pourquoi se maintiennent-elles assez solidement dans la Russie de nos jours ?

Elles ont été engendrées par les intérêts des classes qui mènent la lutte contre le vieil ordre de choses, contre le servage, l'arbitraire — en un mot « contre les Pourichkévitch »—et qui, dans cette lutte, n'occupent pas une position indépendante. L'utopie, les rêveries sont les fruits de cette dépendance, de cette *faiblesse*. La rêverie est la part des *faibles*.

La bourgeoisie libérale dans son ensemble, les intellectuels bourgeois libéraux surtout, ne peuvent pas ne pas aspirer à la liberté et à la légalité ; car sans cela, la domination de la bourgeoisie n'est pas complète, n'est pas absolue, n'est pas assurée. Mais la bourgeoisie craint le mouvement des masses *plus* que la réaction. D'où la *faiblesse* surprenante, incroyable du libéralisme en politique, son impuissance totale. D'où une succession interminable d'équivoques, de mensonges, d'hypocrisies, de peureuses dérobades dans toute la politique des libéraux, qui *doivent* jouer à la démocratie pour gagner à soi les masses et qui, en même temps, sont profondément antidémocratiques, profondément hostiles au mouvement des masses, à leurs initiatives, à leur manière de « monter à l'assaut du ciel », comme l'a dit un jour Marx, en parlant d'un des mouvements de masse européens du siècle passé [145].

L'utopie du libéralisme est celle de l'impuissance dans l'œuvre d'émancipation politique de la Russie ; l'utopie du cupide gros sac, qui entend partager « pacifiquement » les privilèges avec les Pourichkévitch et présente ce noble désir comme une théorie de la victoire « pacifique » de la démocratie russe. L'utopie libérale rêve de vaincre les Pourichkévitch sans leur infliger de défaite, de les briser sans leur faire de mal. Il est clair que *cette* utopie est nuisible non seulement parce que c'est une utopie, mais aussi parce qu'elle *pervertit* la conscience démocratique des masses. Les masses qui croient à *cette* utopie ne conquerront jamais la liberté ; de telles masses sont indignes de la liberté :

de telles masses ont parfaitement mérité d'être bafouées par les Pourichkévitch.

L'utopie des populistes et des troudoviks est la rêverie du petit cultivateur qui tient le milieu entre le capitaliste et l'ouvrier salarié, et pense qu'il est possible de supprimer l'esclavage salarié sans lutte de classes. Lorsque la libération économique deviendra pour la Russie une question *actuelle*, aussi immédiate, aussi directe que l'est aujourd'hui celle de la libération politique, l'utopie des populistes s'avérera *non moins* nuisible que l'utopie des libéraux.

Mais aujourd'hui la Russie en est encore à l'époque de sa transformation bourgeoise, et non prolétarienne; ce qui est venu à *complète* maturité, ce n'est pas la question de l'affranchissement économique du prolétariat, mais celle de la liberté politique, c'est-à-dire (au fond) la question de la liberté bourgeoise complète.

Et dans cette dernière question, l'utopie des populistes joue un rôle historique d'un genre particulier. Utopie en ce qui touche la question de savoir ce que doivent être (et seront) les conséquences économiques du nouveau partage des terres, elle est un accompagnement et un *symptôme* du grand essor *démocratique* des masses paysannes, c'est-à-dire des masses qui composent la *majorité* de la population de la Russie bourgeoise-féodale d'aujourd'hui. (Dans la Russie purement bourgeoise, comme dans l'Europe purement bourgeoise, la paysannerie ne formera pas la majorité de la population.)

L'utopie des libéraux pervertit la conscience démocratique des masses. L'utopie des populistes, en pervertissant leur conscience *socialiste*, est un accompagnement, un symptôme, voire en partie une expression de leur essor démocratique.

La dialectique de l'histoire est telle que les populistes et les troudoviks proposent et tâchent de réaliser, comme remède anticapitaliste, une mesure capitaliste éminemment conséquente et énergique dans la question agraire en Russie. L'« égalitarisme » du nouveau partage des terres est une utopie; mais la rupture complète, indispensable pour le *nouveau* partage, avec toutes les vieilles formes de propriété terrienne—seigneuriale, par lots concédés et « de l'Etat »—, est, pour un pays comme la Russie, la mesure économique

progressive, la plus nécessaire, la plus impérieuse dans le sens démocratique bourgeois.

Il ne faut pas oublier le mot remarquable d'Engels: « Ce qui peut être formellement faux au point de vue économique, peut être encore exact au point de vue de l'histoire universelle.» [146]

Engels a formulé cette thèse profonde au sujet du socialisme utopique: ce socialisme était « faux » dans le sens économique formel. Ce socialisme était « faux » lorsqu'il proclamait que la plus-value était une *injustice* du point de vue des lois de l'échange. Contre *ce* socialisme, les théoriciens de l'économie politique bourgeoise avaient raison dans le sens économique formel, car la plus-value dérive des lois de l'échange d'une façon parfaitement « naturelle », d'une façon parfaitement « juste ».

Mais le socialisme utopique avait *raison* dans le sens historique universel, car il était le symptôme, l'interprète, le précurseur de la classe qui, engendrée par le capitalisme, s'est développée dès lors, vers le début du XXe siècle, en une force imposante capable de mettre fin au capitalisme, et qui s'achemine de façon irrésistible vers ce dénouement.

Il importe de se rappeler la thèse profonde d'Engels lorsqu'on veut apprécier l'utopie contemporaine, populiste ou troudovik, en Russie (peut-être pas seulement en Russie, mais dans toute une série d'Etats asiatiques qui traversent, au XXe siècle, des révolutions bourgeoises).

Le *démocratisme* populiste, faux dans un sens économique formel, est une vérité dans le sens *historique*; faux comme utopie socialiste, *ce* démocratisme est une *vérité* de cette lutte démocratique originale historiquement déterminée des masses paysannes, qui constitue un élément inséparable de la transformation bourgeoise et la condition de sa victoire complète.

L'utopie libérale désapprend la lutte aux masses paysannes. L'utopie populiste traduit leur volonté de lutte, leur promettant en cas de victoire un million de bienfaits, alors qu'en réalité cette victoire ne leur en donnera qu'une centaine. Mais n'est-il pas naturel que les millions d'hommes qui s'engagent dans la lutte et qui, depuis des siècles, vivent dans d'incroyables ténèbres, dans le besoin, la misère, la

crasse, l'abandon, l'hébétude, s'exagèrent au décuple les fruits de la victoire éventuelle ?

L'utopie libérale masque la cupidité des nouveaux exploiteurs, désireux de partager les privilèges avec ceux qui les ont précédés. L'utopie populiste traduit la volonté qu'ont les millions de travailleurs de la petite bourgeoisie d'en finir *une fois pour toutes* avec les anciens exploiteurs, les exploiteurs féodaux ; elle est l'espoir trompeur de pouvoir supprimer « du même coup » les exploiteurs nouveaux, capitalistes.

Il est clair que les marxistes, hostiles *à toute* utopie, doivent défendre l'indépendance de la classe qui peut lutter avec *abnégation* contre le féodalisme, justement parce qu'elle n'a pas « trempé » même d'un centième dans la propriété qui fait de la bourgeoisie un adversaire hésitant et souvent un allié des féodaux. Les paysans ont « trempé » dans la petite production marchande ; ils *peuvent*, avec un concours favorable de circonstances historiques, obtenir la suppression la plus complète du féodalisme ; mais ils manifesteront *toujours*, non par hasard, mais inévitablement, certains flottements entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre le libéralisme et le marxisme.

Il est clair que les marxistes doivent dégager avec soin de la coquille des utopies populistes, le noyau sain et précieux du démocratisme agissant, sincère et résolu, des masses paysannes.

Dans la vieille littérature marxiste de 1880-1890, on découvre une tendance constante à dégager ce précieux noyau démocratique. Un jour les historiens étudieront avec méthode cette tendance et découvriront sa liaison avec ce qui a reçu le nom de « bolchevisme », dans la première décennie du XXe siècle.

Rédigé en octobre 1912.
Publié pour la première fois en 1924 dans la revue « Jizn » n° 1.
Signé : V.I.

Conforme au texte du manuscrit

LES DISCUSSIONS SUR LA POLITIQUE OUVRIÈRE DES LIBÉRAUX EN ANGLETERRE

On sait qu'il existe en Angleterre deux partis ouvriers: celui des social-démocrates qui porte le nom de British Socialist Party, et l'Independent Labour Party.

Cette division du mouvement socialiste ouvrier anglais n'est pas due au hasard. Elle a une origine lointaine et a été provoquée par les particularités de l'histoire de l'Angleterre. On sait que le développement capitaliste a commencé par l'Angleterre, qui est restée pendant longtemps l'« usine » du monde entier. Par suite de cette situation de monopole exceptionnelle, *l'aristocratie ouvrière* anglaise, c'est-à-dire une minorité d'ouvriers qualifiés et bien payés, a pu être dotée de conditions de vie relativement supportables.

De ce fait, cette aristocratie ouvrière a été contaminée par l'esprit petit-bourgeois, l'esprit de corporation borné. Elle s'est détachée de sa classe et s'est mise à se moquer du socialisme comme d'une « utopie », à imiter les libéraux. L'Independent Labour Party est donc le parti qui pratique la politique ouvrière des libéraux. C'est pourquoi on dit à juste titre que si ce parti est « indépendant » de quelque chose, c'est uniquement du socialisme, mais que par contre, il est très dépendant du libéralisme.

Au cours de la dernière période, le monopole de l'Angleterre a été définitivement brisé et, par suite de la hausse des prix, les anciennes conditions de vie relativement supportables ont fait place à une extrême misère. La lutte de classes s'est considérablement aggravée et, du fait de

cette aggravation, le terrain sur lequel fleurissait l'opportunisme, les bases de la diffusion de la politique libérale parmi la classe ouvrière se sont trouvés minés.

Tant que ces idées ont influencé une partie importante de la classe ouvrière, il ne pouvait être question d'en finir avec la scission. En effet, aussi longtemps que la social-démocratie devra lutter contre la politique ouvrière libérale, ce n'est pas avec des phrases et des vœux pieux que l'on peut *créer* l'unité. Mais *aujourd'hui*, l'unité commence réellement à devenir possible, car on peut voir *grandir la protestation* contre la politique ouvrière libérale *au sein même* du Parti ouvrier indépendant.

Nous avons devant nous le compte rendu officiel du dernier congrès de ce parti (la « XXe conférence annuelle ») qui s'est tenu à Merthyr les 27 et 28 mai 1912. Le passage du compte rendu consacré aux discussions sur la « tactique parlementaire » est particulièrement intéressant. En réalité, le problème sur lequel portaient ces discussions était plus profond : encore que les orateurs n'aient pas utilisé ces expressions, il s'agissait en effet du problème de la politique social-démocrate et de la politique ouvrière libérale.

Les discussions ont été ouvertes par le député Jowett qui a proposé une résolution condamnant le soutien aux libéraux et dont nous parlerons tout à l'heure de façon plus détaillée. Cette résolution était soutenue par Conway qui a déclaré sans ambages : « Le Labour Party suit-il ou non une politique indépendante au Parlement ? Telle est la question que les ouvriers de la base ne cessent de poser. » Les ouvriers sont de plus en plus nombreux à soupçonner le Parti d'être « prisonnier » des libéraux et « l'opinion selon laquelle l'Independent Labour Party n'est qu'une aile du parti libéral est de plus en plus répandue dans le pays ». Il faut remarquer à ce propos qu'au Parlement anglais, le Labour Party est constitué *non seulement* par les députés de l'Independent Labour Party, mais également par les députés qui ont été présentés par les syndicats. Ces derniers se disent députés ouvriers et membres du Labour Party mais *n'appartiennent pas* à l'Independent Labour Party. Comme on le voit, les opportunistes anglais ont réalisé cet amalgame des députés « socialistes » opportunistes et des députés soi-disant sans-parti présentés par

les syndicats, qui a si souvent tenté les opportunistes des autres pays. L'Angleterre est le seul pays où on ait réussi à former ce fameux « grand parti ouvrier » dont certains mencheviks ont tant parlé en 1906-1907.

Pour mettre ses idées en pratique, Jowett a proposé une résolution. Elaborée de façon typiquement « anglaise », elle ne comporte aucun principe général (on sait que les Anglais se glorifient de leur « pragmatisme » et de leur manque d'intérêt pour les principes généraux ; cela est encore une manifestation de l'esprit de corporation qui affecte le mouvement ouvrier). Cette résolution invite le groupe ouvrier à la Chambre des Communes à *ignorer* le fait que le ministère libéral *est menacé* d'être mis en minorité et, par conséquent, contraint de démissionner, et à exprimer sur *chaque problème un vote ferme* (to vote steadfastly) *en se basant uniquement sur les mérites du problème discuté* (on the merits of the questions).

Dans sa résolution, Jowett a pris le taureau par les cornes. De même que le parti libéral, le ministère libéral anglais consacre en effet tous ses efforts à faire croire aux ouvriers qu'il faut unir toutes les forces contre la réaction (c'est-à-dire contre le Parti conservateur), qu'il faut protéger la majorité libérale qui pourrait fondre s'ils ne votaient avec les libéraux ; qu'ils ne doivent pas s'isoler mais soutenir les libéraux. Et voilà que Jowett pose nettement le problème : exprimez un vote « ferme », ne tenez pas compte du fait que le ministère libéral risque de tomber, votez comme l'exige non pas l'intérêt du parti libéral mais comme le mérite le problème discuté, c'est-à-dire en langage marxiste, menez non pas une politique ouvrière libérale mais une politique de classe prolétarienne indépendante.

(Dans les rangs de l'Independent Labour Party, le langage marxiste n'est absolument pas employé car les *principes* mêmes du parti rejettent le marxisme).

Les opportunistes qui dominent le parti ont immédiatement attaqué Jowett. Il est intéressant de noter qu'ils l'ont fait de façon typiquement opportuniste, en ayant recours aux subterfuges et aux faux-fuyants. Ils n'ont pas voulu déclarer *ouvertement* qu'ils se prononçaient *en faveur* du soutien aux libéraux. Ils ont exprimé leur pensée au moyen de *phrases générales* dans lesquelles ils n'ont jamais

manqué de faire référence à l'« indépendance » de la classe ouvrière. Exactement comme nos liquidateurs dont les clameurs sur l'« indépendance » de la classe ouvrière ne sont jamais aussi fortes que dans les moments où, *en pratique*, ils se préparent à remplacer cette indépendance par la politique ouvrière libérale.

Murray, le représentant de la majorité opportuniste, a présenté un « amendement », c'est-à-dire une contre-proposition qui déclare :

« La conférence reconnaît qu'en vue de mieux réaliser ses objectifs, le Parti ouvrier doit, comme auparavant, tenir compte de tous les résultats et de toutes les conséquences possibles, directs et indirects, de sa tactique, sans oublier une minute que seuls ses propres intérêts et le désir de multiplier les cas où ses objectifs sont susceptibles d'être réalisés, doivent guider ses décisions. »

Comparons les deux résolutions. Dans celle de Jowett, on exige clairement que soit abandonnée la politique de soutien aux libéraux. Dans celle de Murray, au contraire, on ne trouve que des lieux communs spécieux qui, à première vue, semblent indiscutables mais qui, *en fait*, servent *précisément* à faire passer cette politique de soutien aux libéraux. Si Murray connaissait Marx et parlait à des gens qui respectent le marxisme, il lui serait très facile d'assaisonner son opportunisme de formules marxistes et de dire, par exemple, que le marxisme exige que l'on tienne compte dans chaque cas de la situation concrète, que nous ne restions pas pieds et poings liés, que, tout en conservant notre « indépendance », nous sachions « utiliser les conflits », « saisir le point faible des contradictions » d'un régime donné, etc., etc.

Pour exprimer ses idées, en effet, un opportuniste peut utiliser la terminologie de *n'importe quelle doctrine, y compris celle du marxisme*. Et si en Russie, le marxisme a eu une « destinée » si particulière, cela vient de ce que non seulement les opportunistes du parti ouvrier mais aussi ceux du parti libéral (Izgoev et compagnie) aiment parer leurs discours de « *termes* » marxistes. Mais ceci était une parenthèse. Revenons à Merthyr.

Jowett a été soutenu par McLachlan.

« En quoi consistent les intérêts d'un parti politique ? a déclaré celui-ci. Est-ce uniquement à détenir des mandats de députés à la

Chambre des Communes ? Si on se préoccupe réellement des intérêts du parti, il faut autant tenir compte des ouvriers et des ouvrières qui se trouvent à l'extérieur du Parlement que des députés. Nous sommes une organisation socialiste. Dans notre activité politique, nous devons mettre nos principes en pratique. »

Et McLachlan a cité le vote sur l'affaire de la maison de correction de Heswell : un enfant qui y était détenu avait été torturé à mort. Cela provoqua une interpellation au Parlement. Le ministère libéral risquait d'être battu : l'Angleterre, en effet, n'est pas la Prusse : quand un ministère est mis en minorité, il doit démissionner. Afin de sauver ce ministère, les députés ouvriers ont donc voté pour l'acquittement du tortionnaire.

Le Parti ouvrier, a poursuivi McLachlan, ne cesse de se préoccuper de l'influence de ses votes sur le destin du gouvernement. Si le ministère tombe, dit-il, le Parlement sera dissous et il y aura de nouvelles élections. Mais nous n'avons rien à craindre de cela. Cette chute du ministère et ces nouvelles élections *provoqueraient une union des deux partis bourgeois* (McLachlan parle simplement des « deux partis », sans les qualifier de bourgeois ; les Anglais n'aiment pas les termes marxistes). *Mais, plus cette union se fera rapidement, mieux ce sera pour notre mouvement.* Nos parlementaires doivent mettre en pratique ce que disent nos propagandistes. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, les ouvriers tory (conservateurs) *ne croiront jamais qu'il existe une différence entre le parti libéral et le parti ouvrier.* Même si nous perdons tous nos sièges, nous retirerons plus d'avantages de la défense de nos principes que du vain travail qui consiste à amadouer le ministère libéral afin d'en obtenir des concessions.

Keir Hardie, qui est parlementaire et chef du parti, n'a fait que biaiser et tergiverser.

« Il n'est pas vrai, a-t-il dit, que la position au Parlement du Labour Party soit une position clé : avec les Irlandais, en effet, les libéraux disposent de plus de voix que les tories et les ouvriers... Si j'ai voté pour le gouvernement dans l'affaire de Heswell, ce n'est pas pour le soutenir mais parce que sur le fond j'étais convaincu qu'il était juste de voter ainsi. Il est indubitable qu'il y a eu des tortures à Heswell et quand nous sommes allés au Parlement nous étions décidés à voter contre le gouvernement. Mais une fois au Parlement, nous avons entendu la partie adverse et il est apparu que bien que le directeur ait été coupable de cruauté, dans l'ensemble, l'établissement

d'Heswell est le meilleur du Royaume. Dans ces conditions, il n'aurait pas été juste de voter contre le gouvernement... » (Voilà ce que les opportunistes ont fait du parti ouvrier, le chef du parti n'a pas été hué pour un tel discours, on l'a écouté dans le calme !)...

« Ce n'est pas les membres de l'Independent Labour Party qu'il faut accuser. On sait en effet que le parti ouvrier comprend la fédération des mineurs. Or, quand les députés de cette fédération sont entrés dans le groupe ouvrier, c'étaient des libéraux et leurs opinions n'ont pas changé. S'ils se sont associés au parti ouvrier ce n'est qu'à titre *nominal*...

La résolution de Jowett réduit à l'absurde tout le système parlementaire. Il faut tenir compte des conséquences de chacun des votes.

...Je conseillerais donc de rejeter à la fois la résolution et l'amendement » !!!

Lansbury, par contre, a soutenu la résolution de Jowett en déclarant :

« Elle n'est pas aussi stupide, que Keir Hardie voudrait nous le faire croire, et ne prétend pas nous faire voter sur chaque problème particulier, sans nous soucier de l'ensemble des données existantes. Ce qu'elle propose, en réalité, c'est *uniquement* de ne pas tenir compte de l'effet de nos votes sur la stabilité du gouvernement. Je suis venu au socialisme parce que j'étais dégoûté par les méthodes des leaders politiques qui tiennent la chambre des Communes en organisant des réunions privées, et en « manœuvrant » les députés. Et mon expérience m'a prouvé qu'à chaque fois qu'on examinait un problème, on se préoccupait surtout de savoir quelle influence le vote allait avoir sur le sort du gouvernement du jour.

« Pour le parti ouvrier, il est quasiment impossible de se séparer du parti libéral et, à ma connaissance, il n'existe pas un seul problème de législation au sujet duquel nous ayions réussi à nous désolidariser des libéraux. En tant que parti, nous sommes restés indissolublement liés au gouvernement pour la question des assurances ouvrières. Le Parti ouvrier a constamment approuvé le projet gouvernemental.

« Notre vote sur l'affaire de Heswell me remplit de honte. Un homme a versé de l'eau bouillante sur un enfant jusqu'à ce que mort s'ensuive, et nous, nous apportons notre caution au gouvernement et nous acquittons le tortionnaire ! On a vu nos « whips » (ce sont les responsables chargés d'organiser et de surveiller les votes de leur groupe parlementaire) courir à travers toute la Chambre des Communes pour rassembler les députés afin d'éviter la chute du gouvernement... Apprendre aux gens à voter contre leur conscience, c'est porter un coup mortel à l'avenir de la démocratie dans notre patrie... »

Pour ce qui est de Philip Snowden, qui est un des opportunistes les plus enragés, il s'est tortillé comme une couleuvre.

« Mon instinct de la lutte, a-t-il déclaré, m'incline à voter pour la résolution, mais mon bon sens, ma raison, mon expérience me pous-

sent à voter contre. Je suis d'accord pour reconnaître que le système parlementaire actuel a une action démoralisante sur ceux qui y sont venus poussés par l'idéalisme et l'enthousiasme politiques. Mais je ne pense pas que si la résolution de Jowett était adoptée, cela provoquerait un changement considérable. Quand on examine une question à fond, on ne peut pas se limiter aux données d'un cas particulier. Pour le Parti ouvrier, il y a des problèmes—le vote des femmes par exemple—plus importants que toutes les conséquences que peut avoir un vote pour le gouvernement. Mais peut-on ignorer les conséquences de nos votes pour n'importe quel menu problème ? Une telle politique provoquerait inévitablement des élections générales répétées... et les gens n'aiment pas du tout cela... Il n'y a pas de politique sans compromis. »

73 délégués ont voté pour la résolution et 195 ont voté *contre*.

Les opportunistes ont donc remporté la victoire. Dans un parti aussi opportuniste que l'Independent Labour Party, cela n'a rien d'étonnant. Mais il est maintenant absolument indiscutable que l'opportunisme se heurte à une opposition au sein même de ce parti.

Les adversaires de l'opportunisme ont mené une action bien plus juste que celle de leurs homologues allemands, quand ceux-ci n'hésitent pas à passer des compromis honteux avec les opportunistes. Les interventions publiques et leurs résolutions ont provoqué des discussions de principe extrêmement importantes et qui auront une profonde influence sur la classe ouvrière anglaise. La politique ouvrière libérale se maintient grâce à la tradition, à la routine, à l'habileté des leaders opportunistes. Mais sa faillite dans les masses prolétariennes est inévitable.

Rédigé en octobre 1912.
Publié pour la première fois en avril 1913 dans la revue «Prosvéchtchénié» n° 4.
Signé: W.

Conforme au texte de la revue

UN PROFESSEUR CADET

L'un des candidats du parti cadet, le professeur Tougan-Baranovski, est un de ces économistes russes qui dans leur jeunesse ont été similimarxistes mais qui, rapidement, sont devenus « raisonnables », se sont mis à « corriger » Marx à l'aide de lambeaux de théories bourgeoises et qui, en récompense de leur grand mérite de renégats, ont reçu des chaires d'université du haut desquelles ils doivent mystifier savamment les étudiants.

Ces jours derniers, notre ancien marxiste devenu libéral nous a offert dans la *Retch* le raisonnement suivant au sujet du problème de la vie chère, sur l'acuité duquel il n'est guère besoin d'insister.

« A mon (?) sens la cause essentielle (voyez-vous ça !) de la hausse du coût de la vie est parfaitement claire. C'est l'énorme accroissement de la population et plus particulièrement de la population des villes. Par suite, on doit passer à une culture plus intensive, ce qui, *du fait de la loi bien connue de la productivité décroissante* du travail agricole, entraîne une augmentation de la valeur-travail de chaque unité du produit. »

Monsieur Tougan aime parler de « ses » idées, de « son » point de vue. Mais en réalité, il ne fait que répéter des lambeaux de théories bourgeoises depuis longtemps réfutées par Marx.

« La loi bien connue de la productivité décroissante », en effet, n'est qu'une vieillerie bourgeoise dont se servent les ignares et les savants aux gages de la bourgeoisie *pour justifier le capitalisme*. Marx a depuis longtemps réfuté cette « loi », qui rend *la nature* responsable de la vie chère

(si la productivité du travail diminue, on n'y peut rien), alors que le seul responsable est l'*organisation capitaliste de la société*.

La « loi de la productivité décroissante du travail agricole» n'est qu'un mensonge bourgeois. La vérité, c'est qu'en régime capitaliste, il existe une loi qui fait que la *rente*, c'est-à-dire le revenu des *propriétaires*, ne cesse de croître.

Une des causes de la vie chère est le monopole de la terre, c'est-à-dire le fait que la terre se trouve sous le régime de la propriété privée. Ce régime est tel, en effet, que les propriétaires fonciers prélèvent une part sans cesse croissante d'une productivité du travail *qui ne cesse de s'élever*. Pour mettre fin à la vie chère, il n'y a donc qu'un seul moyen: c'est l'organisation des ouvriers pour la défense de leurs intérêts, c'est la destruction du mode de production capitaliste.

Et seuls des valets de la bourgeoisie comme le cadet Tougan peuvent défendre ce mythe qu'est la « loi » de la productivité décroissante du travail agricole.

La « Pravda » n° 147, 19 octobre 1912. Conforme au texte du journal
Signé: V.I.

UN NOUVEAU CHAPITRE DE L'HISTOIRE MONDIALE

Même la presse bourgeoise européenne, qui défend dans un but réactionnaire et intéressé le fameux statu quo dans les Balkans, est maintenant unanime à reconnaître qu'un nouveau chapitre de l'histoire mondiale a commencé.

La défaite de la Turquie ne fait pas de doute. Les Etats balkaniques de la Quadruple Alliance (Serbie, Bulgarie, Monténégro, Grèce) ont remporté de grandes victoires. L'union de ces quatre Etats est devenue un fait. « Les Balkans aux peuples balkaniques » est un objectif *d'ores et déjà* atteint.

Quelle est la signification de ce nouveau chapitre de l'histoire mondiale ? En Europe orientale (Autriche, Balkans, Russie), il subsiste encore aujourd'hui de puissants vestiges du Moyen Age qui freinent considérablement le développement social et la croissance du prolétariat. Ces vestiges sont l'absolutisme (pouvoir autocratique illimité), le féodalisme (propriété foncière et privilèges des gros propriétaires féodaux) et l'étouffement des nationalités.

Les ouvriers conscients des pays balkaniques sont les premiers à avoir lancé le mot d'ordre d'une solution démocratique conséquente de la question nationale dans les Balkans. Ce mot d'ordre, c'est celui d'une république balkanique fédérative. Mais par suite de la faiblesse actuelle des classes démocratiques des Etats balkaniques (le prolétariat est peu nombreux, les paysans sont isolés, illettrés et affreusement opprimés), cette union qui, politiquement et écono-

miquement était indispensable, est devenue celle des monarchies balkaniques.

Un énorme pas en avant a été fait vers la solution de la question nationale dans les Balkans. Dans toute l'Europe orientale il ne reste *plus que la Russie* qui soit un Etat complètement retardataire.

Bien qu'on ait affaire à une union de monarchies et non à une union de républiques, bien que cette union se soit réalisée grâce à la guerre et non grâce à la révolution, un énorme pas en avant a été fait sur la voie qui mène à la destruction des vestiges du Moyen Age dans toute l'Europe orientale. Et ne vous réjouissez pas trop tôt, messieurs les nationalistes: ce pas en avant, en effet, c'est *contre* vous qu'il est dirigé, car c'est en Russie que ces vestiges sont *les plus nombreux* !

Quant au prolétariat d'Europe occidentale, il clame ses mots d'ordre avec une force redoublée : Aucune intervention ! Les Balkans aux peuples balkaniques !

La « Pravda » n° 149, 21 octobre 1912 *Conforme au texte du journal*

CADETS ET NATIONALISTES

Quand nous avons indiqué que, fondamentalement, les cadets étaient des national-libéraux et qu'ils posaient la question nationale d'une façon qui *n'avait rien de démocratique*, la *Retch* nous a répondu avec courroux et hauteur en nous accusant d'ignorance et de falsification.

Voilà donc un document, parmi tant d'autres. Aux lecteurs et aux électeurs de juger.

Le 18 octobre s'est tenue, chez monsieur M. Kovalevski, une deuxième réunion des «personnalités s'intéressant à la question slave ». Au cours de cette réunion a été lu un appel à la société signé par E. Anitchkov, Karéev, L. Pantéléev (ancien candidat du parti cadet), G. Falbork et, comme il se doit, par monsieur M. Kovalevski et autres.

La *Retch* ne va-t-elle pas chercher à décliner toute responsabilité à l'endroit de Karéev, Pantéléev et compagnie ?

L'appel des libéraux à la société peut se ramener à la phrase suivante :

« Le cœur russe dans un élan général... sympathise avec les Slaves et espère que la conscience nationale russe contribuera à leur assurer les fruits de leurs victoires. »

En quoi cela est-il différent du nationalisme et du chauvinisme du *Novoïé Vrémia* et compagnie ? La seule différence, c'est qu'ici on met des gants blancs et qu'on emploie des tournures plus diplomatiques et plus prudentes. Mais qu'il porte des gants blancs et qu'il s'exprime en termes recherchés n'empêche pas le chauvinisme d'être quelque chose d'odieux.

Jamais des démocrates ne parleraient d'« un élan général » alors qu'alentour (et au sommet !) on trouve des nationalistes russes, qui oppriment par tous les moyens de nombreux peuples !

Jamais des démocrates ne supporteraient d'opposer simplement le Slave au Turc alors qu'il faut opposer l'*ensemble* des paysans slaves et des paysans turcs aux gros propriétaires fonciers et bachi-bouzouks slaves et turcs.

Alors que nous assistons à l'oppression et la persécution des Polonais, des Juifs et de tous les « allogènes », jamais des démocrates ne permettraient de remplacer la *conscience* des partisans de la liberté et des ennemis de l'oppression dans *toutes* les nationalités par la « conscience nationale russe ».

Aucun démocrate honnête, aucun partisan sincère des nationalités opprimées ne doit voter pour les cadets !

La « Pravda » n° 151,
24 octobre 1912.
Signé: V.I.

Conforme au texte du journal

LES HORREURS DE LA GUERRE

Les belligérants s'efforcent par tous les moyens de cacher aux « étrangers », c'est-à-dire au monde entier, ce qui se passe dans les Balkans. On raconte des mensonges aux correspondants de presse, on les empêche de circuler librement, et ce n'est que bien après la fin des combats qu'on les laisse aller sur les champs de bataille.

Seules des circonstances exceptionnelles permettent de temps en temps à la vérité sur cette guerre d'être connue. Visiblement, c'est de circonstances de ce genre qu'a bénéficié M. Donohoe, correspondant du journal anglais *Daily Chronicle*, qui a réussi à assister avec l'armée turque à la bataille de Lulé Burgas, à aller en voiture jusqu'à Constantinople, puis à rejoindre par bateau Constantza (Roumanie) d'où il a pu télégraphier librement à son journal.

Les Turcs ont subi une défaite épouvantable. Ils ont perdu au moins 40 000 hommes (!). C'est là une catastrophe aussi importante que celle de Moukden [147], écrit le journaliste anglais. Les trois quarts de l'artillerie turque ont été récupérés par les Bulgares. Ceux-ci ont laissé les Turcs s'approcher extrêmement près de leur ligne, leur ont permis de commencer un combat au corps à corps, puis ils ont effectué une retraite rapide tandis que... *leurs mitrailleuses* ont fauché des centaines et des milliers de Turcs.

La retraite des Turcs s'est transformée en une fuite désordonnée de masses affolées, épuisées et affamées. La voiture du correspondant s'est trouvée coincée dans la foule des fuyards. Les Turcs affamés lui ont demandé à manger. Il a fallu que le correspondant fasse lui-même des pansements.

Il y a peu de médecins et pas de matériel médical. Les vivres sont inexistants. « J'ai été témoin d'un grand nombre de campagnes militaires, écrit le journaliste anglais, mais je n'aurais jamais pu imaginer un désastre aussi horrible, un massacre aussi épouvantable que celui de ces masses de paysans d'Anatolie (c'est la partie asiatique de la Turquie) affamés, martyrisés, harassés et impuissants. »

La « Pravda » n° 155, 28 octobre 1912. *Conforme au texte du journal*
Signé: V.F r.

LES CADETS ET LA GRANDE BOURGEOISIE

Le fait que les cadets aient remporté la victoire à la première curie urbaine de Moscou et de Pétersbourg, puis aux élections des membres du Conseil d'Etat représentant les milieux industriels, le fait qu'il est maintenant prouvé de façon irréfutable que les *réactionnaires* les ont aidés contre les social-démocrates, tout cela constitue l'indice d'un développement politique extrêmement intéressant *de toutes* les classes de notre société.

Rappelons la résolution principale que les social-démocrates ont adoptée en 1907 sur la nature du parti cadet: « Les partis de la bourgeoisie libérale monarchiste, peut-on lire dans cette résolution, et le parti cadet, qui est le plus important d'entre eux, se sont maintenant nettement détournés de la révolution et ont pour objectif d'y mettre fin en concluant un marché avec la contre-révolution ; la base sociale de ces partis est constituée par les couches de la bourgeoisie qui, au point de vue économique, sont les plus progressistes, et en particulier par les intellectuels bourgeois ; pour ce qui est de la partie de la petite bourgeoisie urbaine et rurale qui continue à les suivre, elle ne le fait que parce qu'elle est poussée par la force de la tradition (de l'habitude aveugle) et qu'elle est tout bonnement dupée par les libéraux. »

La justesse de cette résolution a été entièrement vérifiée par les faits. A la deuxième curie urbaine (où il y a *beaucoup* d'électeurs démocrates), les démocrates ont *battu* les cadets. A la première curie, les cadets ont battu les octobristes.

A mesure que la réaction s'exacerbe et que les truquages électoraux deviennent plus flagrants, le grand capital passe de plus en plus du côté du libéralisme. La nature de classe du parti cadet, que les marxistes avaient indiquée en 1906 et en 1907, *s'étale* maintenant de façon spectaculaire aux yeux des masses.

L'erreur de ceux qui considéraient les cadets comme le parti de la *démocratie* urbaine devient maintenant évidente. L'alliance des cadets et des réactionnaires cesse peu à peu d'être secrète et apparaît *au grand jour*: les réactionnaires soutiennent le cadet Mansyrev contre le social-démocrate Predkaln, le cadet Nikolaïev contre le social-démocrate Pokrovski.

La force de la politique social-démocrate, son invincibilité viennent précisément de ce que *tout* le développement de la société capitaliste confirme de plus en plus sa justesse. Les cadets s'unissent à la grande bourgeoisie qui *ne peut pas* être satisfaite, malgré son caractère contre-révolutionnaire. La démocratie, quant à elle, s'éloigne des cadets vers *la gauche.*

La « Pravda » n° 157, 1er novembre 191 *Conforme au texte du journal*

DES MOEURS PUREMENT RUSSES

Ces jours derniers, on a pu lire dans le journal *Zemchtchina*, à côté des poésies de Pourichkévitch, un articulet consacré au « célèbre » (dorénavant, il sera célèbre sans guillemets) publiciste officiel de la *Rossia*, Gouriev, articulet qui affirme que ce dernier est de « tendance judéo-libérale ». Voilà qui est étrange ! Ainsi donc, même la *Rossia*, dont on connaît pourtant le caractère officiel, serait un organe judéo-libéral !

Mais de quoi s'agit-il ? Du fait que Gouriev a été révoqué du poste qu'il occupait à la direction de la manufacture de fils de Pétersbourg par l'assemblée des actionnaires unanime, et qu'une requête a été adressée au procureur demandant qu'il soit déféré au tribunal pour manœuvres illicites.

Il a en effet été révélé que bien qu'il n'ait apporté que 1 000 roubles dans l'affaire, Gouriev pouvait prétendre au *tiers* des bénéfices, et cela alors que deux copropriétaires de la manufacture avaient apporté 100 000 roubles ! D'où vient donc cette générosité des capitalistes à l'égard de Gouriev ?

Elle vient de ce que Gouriev est un conseiller d'Etat en exercice, de ce qu'il collabore à la *Rossia*, qui est un journal officiel, etc., etc., de ce qu'il a été le secrétaire personnel de Witte, de ce qu'il a des « liaisons exceptionnelles », de ce qu'il avait promis... *des subsides gouvernementaux* !

Ainsi, messieurs les capitalistes ont « estimé » ces « liaisons » avec le gouvernement à un bon prix : 49 000 roubles exactement. Vous avez la marchandise, nous, nous avons de

l'argent. Vous avez des «liaisons avec le gouvernement», vous pouvez obtenir des subsides, nous, nous avons de l'argent. Cédez-nous votre marchandise, vous aurez notre argent. Donnant, donnant. Tant de milliers de roubles pour vos « liaisons avec le gouvernement », tant pour vos promesses de subsides, tant pour votre collaboration à l'officielle *Rossia*. Empochez, Monsieur Gouriev.

Monsieur Gouriev a empoché et il a dupé ses partenaires : sans remplir aucune de ses promesses, il s'est mis à exiger plus du tiers des bénéfices et il a même commencé à faire du chantage, à extorquer de l'argent en menaçant de ruiner le crédit de l'entreprise.

C'est là une affaire caractéristique, typique, un phénomène courant, qui pourrait servir d'illustration à une étude sur les rapports existant entre le capital, les liaisons avec le gouvernement et les subsides gouvernementaux.

La seule question qui se pose est de savoir ce que vient faire ici la tendance « judéo-libérale » dont parlent ces messieurs de la *Zemchtchina* ?! Car il est clair que ce qui se manifeste dans cette affaire, c'est une tendance purement russe, purement conservatrice ! Ne soyez donc pas si modestes, messieurs les amis de Pourichkévitch.

La « Pravda » n° 160, 4 novembre 1912. *Conforme au texte du journal*
Signé : T.

LA PLATE-FORME DES RÉFORMISTES ET LA PLATE-FORME DES SOCIAL-DÉMOCRATES RÉVOLUTIONNAIRES

Pendant le premier semestre de 1912, la Russie a été le théâtre d'un net essor révolutionnaire. D'après les estimations des patrons, il y a eu en cinq mois 515 000 personnes qui ont participé à des grèves politiques. Quels étaient les mots d'ordre et les revendications de ces grévistes, quel était le contenu politique de leurs meetings, de leurs manifestations ? On trouve la réponse à ces questions dans ce document particulièrement important qu'est l'appel de mai des ouvriers de Pétersbourg, reproduit intégralement dans le numéro 27 de notre Organe central.

Ce n'est pas sous des mots d'ordre réformistes que les ouvriers de Pétersbourg ont manifesté en ces jours mémorables, c'est sous des mots d'ordre révolutionnaires : Assemblée constituante, journée de 8 heures, confiscation des terres appartenant aux gros propriétaires fonciers, renversement du gouvernement tsariste, république démocratique.

Les insurrections et les tentatives d'insurrection de soldats et de matelots qui ont eu lieu au Turkestan, dans la flotte de la Baltique et sur la mer Noire ont confirmé une fois de plus de *façon objective* qu'après de longues années de déchaînement contre-révolutionnaire et de stagnation du mouvement ouvrier, un nouvel essor révolutionnaire a commencé en Russie.

Cet essor coïncide avec les élections à la IVe Douma d'Etat qui, d'une façon ou d'une autre, *obligent* tous les partis, toutes les tendances politiques de Russie à donner une appréciation *générale* de la situation politique. Si nous voulons analyser sérieusement nos tâches politiques considérées en tant que tâches de la classe ouvrière, et non en tant que vœux pieux émis par un certain nombre de groupes, si nous voulons en marxistes faire le test des programmes et des plates-formes en les confrontant à la lutte des masses et à l'action de *toutes* les classes de la société, nous devons aussi faire le test des diverses plates-formes électorales à la lumière de *cet essor révolutionnaire*. Pour la social-démocratie, en effet, les élections ne sont pas une opération politique à part consistant à obtenir des sièges au prix de n'importe quelle promesse ou déclaration. Elles ne sont qu'une occasion particulière de faire de l'agitation en faveur des revendications essentielles et des principes fondamentaux de la conception politique du prolétariat conscient.

Sur les programmes et les plates-formes de tous les partis gouvernementaux, des Cent-Noirs à Goutchkov, il n'y a aucun doute à avoir : leur caractère contre-révolutionnaire est évident et déclaré. D'autre part, on sait que ces partis ne bénéficient d'aucun appui tant soit peu sérieux non seulement dans le prolétariat et la paysannerie, mais *même* dans les larges couches de la bourgeoisie qui se sont presque entièrement détournées des octobristes.

Pour ce qui est des partis libéraux bourgeois, certains, comme par exemple le groupe musulman, ont pu publier leur programme et leur plate-forme de façon quasiment officielle ; d'autres, comme les « progressistes » ou les cadets ont pu les exposer avec toutes les précisions voulues dans les colonnes de la « grande » presse politique. Quelle est la *nature* de ces programmes ? La déclaration imprudente du cadet Grédeskoul, publiée dans la *Retch* et reproduite par la presse marxiste, répond à cette question sans aucune équivoque.

Dans cette déclaration, M. Grédeskoul proclame en effet qu'il « *nie* publiquement qu'il faille une nouvelle révolution en Russie » (voir le *Social-Démocrate* n° 27, p. 3) et il oppose aux révolutionnaires la plate-forme *réelle* du libéralisme (et principalement du parti cadet) : « *La seule*

chose dont nous ayons besoin, poursuit-il, c'est d'un travail *constitutionnel* serein, persévérant et convaincu. »

C'est à dessein que nous avons souligné les mots plate-forme réelle, car en Russie, comme dans tous les pays bourgeois, les plates-formes ne sont, la plupart du temps, que des fictions destinées à faire *façade*.

Dans un de ses rares accès de franchise, monsieur Grédeskoul a exactement indiqué quel était le fond du problème, à savoir que la bourgeoisie libérale-monarchiste *était opposée* à une nouvelle révolution et qu'elle *ne* demandait *que* des réformes constitutionnelles.

La social-démocratie et la démocratie bourgeoise (les populistes) proclament en revanche, la première de façon conséquente, et la seconde avec des hésitations, qu'une telle révolution est indispensable et s'en font les champions. Un nouvel essor de la lutte *de masse a commencé*. Les social-démocrates révolutionnaires s'efforcent de le développer et de le renforcer, de le mener jusqu'à un stade supérieur, jusqu'au stade de la *révolution*. Les réformistes considèrent au contraire que cet essor n'est qu'une « reprise » et leur politique tend à obtenir des compromis et des réformes constitutionnelles. A cette « étape » de l'histoire russe, la bourgeoisie et le prolétariat ont donc engagé une lutte dont l'enjeu est de savoir qui influencera le « peuple », les masses. Personne ne peut prévoir quelle sera l'issue de cette lutte mais personne ne peut avoir la moindre doute sur la place que doit y tenir le P.O.S.D.R.

C'est à partir de là, et uniquement à partir de là, qu'il est possible d'apprécier la plate-forme électorale du *parti* et celle que vient d'éditer le « Comité d'organisation » élu par la conférence liquidatrice.

La plate-forme électorale du parti, éditée par le Comité central après la conférence de janvier, a été rédigée *avant* les événements d'avril-mai, qui ont entièrement *confirmé* sa justesse. D'un bout à l'autre de cette plate-forme, on retrouve une seule et même idée: la critique du caractère utopique et désespéré des réformes constitutionnelles dans la Russie *actuelle* et la propagande en faveur de la révolution. Ses mots d'ordre ont précisément été choisis de façon à exprimer les tâches révolutionnaires le plus clairement possible et à rendre toute confusion avec les promesses de

réformes constitutionnelles complètement impossible. Telle qu'elle se présente, la plate-forme du parti est donc *un appel* direct lancé par les social-démocrates révolutionnaires aux *centaines de milliers* d'ouvriers qui ont participé aux grèves politiques et à l'avant-garde de l'armée des millions de paysans pour leur *expliquer* les tâches de l'insurrection. Les grèves de mai et les tentatives d'insurrection de soldats qui ont eu lieu en juin et en juillet sont la conséquence directe des explications données par le parti : un parti révolutionnaire ne peut rêver meilleure confirmation par la vie de la justesse de sa plate-forme politique.

Passons maintenant à la plate-forme des liquidateurs. Il faut dire tout d'abord que cette plate-forme dissimule habilement sa nature liquidatrice derrière les phrases révolutionnaires de Trotski et, de ce fait, elle peut abuser des gens naïfs ou très inexpérimentés, et même apparaître comme une « réconciliation » des liquidateurs avec le parti. Mais il suffit de faire un tant soit peu attention pour qu'instantanément ces illusions se dissipent.

La plate-forme des liquidateurs a été rédigée *après* les grèves de mai et les tentatives d'insurrection de l'été. Si nous voulons déterminer de façon pratique quelle est la nature de cette plate-forme, nous devons donc nous demander avant toute chose *comment* elle apprécie ces grèves et ces tentatives.

« L'essor économique »...« par le développement de son mouvement de grève, le prolétariat a montré qu'un nouvel essor social était imminent »...« le puissant mouvement de grèves qui a eu lieu en avril et au cours duquel le prolétariat a exigé la liberté de coalition »... Voilà *tout* ce que la plate-forme des liquidateurs dit des grèves d'avril-mai.

Est-il besoin de prouver que ces phrases sont mensongères, qu'elles falsifient grossièrement la réalité ? Les liquidateurs oublient *l'essentiel*, à savoir le caractère *révolutionnaire* de la grève politique qui tendait *non pas* à l'obtention d'une réforme constitutionnelle mais *précisément* au *renversement* du gouvernement, c'est-à-dire à la révolution.

Comment a-t-il pu se faire qu'une proclamation révolutionnaire publiée dans l'illégalité et pleine de «belles» phrases en vienne à proférer de telles contre-vérités ? Cela était *inévitable*, car c'est de ces contre-vérités que sont fai-

tes les thèses des liquidateurs et des libéraux. Dans les grèves, ils ne voient en effet que ce qu'ils ont envie de voir, c'est-à-dire une lutte en faveur de réformes constitutionnelles, et ils ne voient pas ce qui leur déplaît, c'est-à-dire l'essor révolutionnaire. Nous autres libéraux, nous voulons lutter pour des réformes et nous sommes opposés à la révolution, telle est la *vérité*, telle est la véritable position de classe qui s'exprime dans la *contre-vérité* des liquidateurs.

Voyons maintenant ce que la plate-forme liquidatrice dit des tentatives d'insurrection : ...« Dans les casernes, les violences, les humiliations, la faim poussent les soldats à des *explosions de protestations désespérées* qui sont ensuite réprimées par le plomb et la corde », etc.

Cela, c'est une appréciation libérale. Nous autres social-démocrates révolutionnaires, nous considérons en effet que les tentatives d'insurrection *marquent le début de l'insurrection des masses*. Certes, il s'agit d'un début avorté, inopportun, mal organisé, mais nous savons que, de même que les ouvriers russes n'ont pu mener la grève victorieuse d'octobre 1905 que parce qu'ils avaient l'expérience de la série de grèves politiques ratées et parfois même particulièrement ratées des années 1901-1904, de même les masses *ne peuvent apprendre* à mener une insurrection victorieuse que si elles tirent les leçons de l'expérience des insurrections avortées. Les ouvriers et les paysans les plus opprimés par la caserne *ont commencé* à s'insurger, disons-nous. La conclusion à tirer de cet événement est claire et sans équivoque : il faut leur *expliquer* comment et au nom de quoi ils doivent préparer une insurrection *réussie*.

Les libéraux raisonnent autrement. Pour eux, « on pousse » les soldats à « des explosions de protestations *désespérées* ». Ils considèrent le soldat insurgé non pas comme un sujet de la révolution, non pas comme le premier messager de l'insurrection des masses, mais comme un *objet* de la méchanceté gouvernementale (« on le pousse au désespoir »), qui sert à faire la preuve de cette méchanceté.

Voyez comme notre gouvernement est mauvais, disent les libéraux : il *pousse* les soldats au *désespoir*, puis il les réprime par le plomb (conclusion de ce raisonnement : si nous autres libéraux étions au pouvoir, il n'y aurait pas de mutineries de soldats).

Voyez comme l'énergie révolutionnaire mûrit dans les masses les plus profondes et les plus larges, disent les social-démocrates révolutionnaires, si même les soldats et les matelots abrutis par le dressage de la caserne commencent à s'insurger et à apprendre à mener une insurrection qui, elle, sera victorieuse, grâce aux leçons que l'on peut tenir de leurs erreurs.

Maintenant que nous savons comment les liquidateurs « *expliquent* » (au sens que l'on donne à ce mot au Sénat) l'essor révolutionnaire du printemps et de l'été, voyons comment ils « expliquent » le programme de notre parti.

« Le P.O.S.D.R., peut-on lire dans notre programme, se fixe pour tâche politique *immédiate* le renversement de l'autocratie tsariste et son remplacement par la république dont la constitution garantirait: 1) la souveraineté du peuple »... etc., suit une énumération des « libertés » et des « droits ».

Le renversement de l'autocratie et son remplacement par une république *garantissant* les libertés, tel est donc notre objectif « immédiat ». Il semblerait qu'il est absolument impossible de ne pas comprendre ce que dit notre programme.

Mais les liquidateurs ont remanié tout cela.

...« La social-démocratie, pouvons-nous lire dans leur plate-forme, appelle le peuple à lutter pour une république démocratique. Tout en défendant cet objectif que le peuple ne pourra réaliser que *par une révolution*, la social-démocratie, *dans la campagne électorale actuelle* (écoutez bien), appelle les masses travailleuses à s'unir autour des revendications *immédiates* suivantes: 1) le suffrage universel, etc... *pour les élections à la Douma d'Etat* », etc.

Pendant l'automne 1906, au moment où il créait son parti « légal » (et son entreprise était sur le point d'aboutir...quand la police a tout gâché en le fourrant en prison), le liquidateur socialiste-révolutionnaire Péchékhonov écrivait que la république était « une perspective *lointaine* », que c'était « un problème exigeant une extrême prudence » et qu'à l'heure actuelle les revendications *immédiates* étaient les réformes.

Mais le liquidateur socialiste-révolutionnaire était naïf et simple, il parlait sans ambages et avec mauvais goût. Les opportunistes « européens » n'agissent pas ainsi: ils sont plus rusés, plus habiles, plus diplomates.

Ils ne renoncent pas au mot d'ordre de république. Quelle calomnie ! Ils se contentent de l'« expliquer » convenablement avec des arguments que n'importe quel philistin trouvera évidents. Y aura-t-il ou non la révolution ? C'est encore une question sans réponse. Voilà ce que dit le philistin en toute simplicité et ce que Trotski répète de façon savante dans *Nacha Zaria* (n° 5, page 21). La république ne peut être instaurée « *que* par une révolution », mais « dans la campagne électorale actuelle », ce sont les réformes constitutionnelles qui doivent être « *immédiates* ».

De la sorte, tout est arrangé : on admet la république et à la fois on la repousse aux calendes grecques. On vous donne toutes les phrases révolutionnaires que vous voulez, mais, en fait, pour la « campagne électorale actuelle » (et la plateforme a été rédigée uniquement en vue de *cette campagne*) on déclare que ce sont les réformes qui sont les revendications « immédiates ».

En vérité, ce sont de « grands experts » en diplomatie qui ont siégé à la conférence liquidatrice... De grands mais de pauvres experts ! Car s'il est vrai qu'ils provoquent l'enthousiasme des diplomates de cénacle et qu'ils désarçonnent les niais, partisans de la « réconciliation », les marxistes, quant à eux, leur tiendront un autre langage.

On ne peut savoir à l'avance s'il y aura ou non la révolution. Si cette vérité indiscutable, « sacrée » mais *vide*, satisfait entièrement les philistins, il en va tout autrement des marxistes. Ceux-ci considèrent en effet que leur propagande et la propagande de tous les ouvriers social-démocrates sont un des facteurs *qui détermineront* s'il y aura la révolution ou non. C'est à nous, c'est-à-dire à notre parti, que les centaines de milliers de personnes qui ont participé aux grèves politiques, que les gens qui sont à l'avant-garde des différentes parties de l'armée demandent où il faut aller, au nom de quoi il faut s'insurger, ce qu'il faut faire aboutir, s'il faut développer l'essor qui vient de commencer jusqu'à la révolution ou l'orienter vers la lutte en faveur des réformes.

La social-démocratie a fourni une réponse à ces questions qui sont un peu plus importantes et plus intéressantes que les atermoiements philistins et trotskistes sur la question de savoir, s'il y aura la révolution ou non.

Notre réponse, elle consiste en effet à critiquer le caractère utopique des réformes constitutionnelles, à expliquer qu'il est erroné d'espérer quelque chose de ces réformes, à aider par tous les moyens et sans aucune restriction au développement de l'essor *révolutionnaire* et à se servir de la campagne électorale *pour cela*. Qu'il y ait ou non la révolution, cela ne dépend *pas uniquement* de nous. Mais nous, nous ferons *notre* travail et ce travail n'est jamais inutile. Il sème au plus profond des masses les graines de l'esprit démocratique et de l'autonomie prolétarienne qui vont *obligatoirement* s'épanouir soit demain dans une révolution démocratique, soit après-demain dans une révolution socialiste.

Par contre, *ceux* qui prêchent aux *masses* leur vulgaire scepticisme d'intellectuel bundo-trotskiste, ceux qui proclament qu'on ne sait pas s'il y aura la révolution ou non, mais que ce sont les réformes qui sont à *l'ordre du jour*, ceux-là corrompent les masses *dès aujourd'hui* en répandant parmi elles les utopies libérales.

A l'heure actuelle, la situation politique « *réelle* », c'est qu'il y a eu un demi-million d'ouvriers qui ont participé à des grèves politiques, c'est que les éléments d'avant-garde de l'armée des paysans ont tiré sur les officiers nobles; mais, au lieu d'*imprégner* toute la campagne électorale de l'esprit de cette situation réelle, nos liquidateurs *l'écartent* de leurs considérations « européennes » (car ce sont de grands « Européens », nos liquidateurs !) et « parlementaires ». Puis après s'être débarrassés de cette réalité (dans laquelle il y a très peu d'éléments «européens », mais énormément d'éléments « chinois », *c'est-à-dire* démocratiques révolutionnaires) au moyen de quelques phrases qui n'engagent à rien, ils déclarent que c'est la campagne électorale réformiste qui est la *véritable* campagne.

Si le parti social-démocrate a besoin d'une plate-forme électorale, c'est pour expliquer une fois de plus *et* à propos des élections à la quatrième Douma, *et* à l'occasion de ces élections *et* dans les discussions qu'elles suscitent, que la révolution est *nécessaire*, *vitale*, *inévitable*.

Les liquidateurs, par contre, ont besoin d'une plate-forme « *p o u r* » les élections, afin d'écarter poliment l'idée de révolution, présentée par eux comme une des vagues éventualités possibles, et de déclarer que la « véri-

table » campagne électorale est celle qui consiste à énumérer un certain nombre de réformes constitutionnelles.

Le parti social-démocrate veut se servir des élections pour faire une fois de plus *pénétrer* dans les masses l'idée que la révolution est nécessaire, l'idée qu'un essor révolutionnaire vient précisément de commencer. C'est pourquoi sa plateforme électorale dit clairement et brièvement à ceux qui vont participer aux élections *à la quatrième Douma* qu'il faut *non pas* des réformes constitutionnelles, mais la république, *non pas* du réformisme, mais la révolution.

Les liquidateurs se servent des élections pour prêcher en faveur des réformes constitutionnelles et pour *affaiblir* l'idée de révolution. *C'est dans ce but* qu'ils présentent les insurrections de soldats comme des « explosions de protestations désespérées » auxquelles « on a poussé » les soldats, et non comme *le début* d'une insurrection de masse qui grandira ou s'éteindra suivant, entre autres, que *tous* les ouvriers social-démocrates de Russie commenceront ou non à la soutenir immédiatement de toutes leurs forces, de toute leur énergie et de tout leur enthousiasme.

C'est dans ce but qu'ils « transforment » les grèves révolutionnaires du mois de mai en grèves réformistes.

C'est dans ce but qu'ils « expliquent » le programme du parti, qu'ils proclament que ce sont les revendications en faveur d'un certain nombre de libertés et non notre « objectif immédiat », c'est-à-dire la création d'une république *garantissant* les libertés, qui doivent être considérées comme étant *à l'ordre du jour* — pour la IVe Douma, plaisanterie à part !— dans « la campagne électorale actuelle ».

Que d'éléments asiatiques surannés renferme la vie russe ! Que ces éléments sont nombreux dans notre tsarisme ! Qu'ils sont nombreux chez nos liquidateurs qui veulent mettre en place le « cérémonial » de la lutte parlementaire et du réformisme dans une situation où l'on trouve les Pourichkévitch et les Trechtchenkov à l'un des pôles, tandis qu'à l'autre pôle se développent les tentatives révolutionnaires des masses ! Comme sont surannées les tentatives que font ces intellectuels pour se défendre des Khvostov et des Makarov en brandissant des lettres de recommandation de Mac-Donald et de Jaurès, de Bissolati et de Bernstein, de Kolb et de Frank !...

La comédie diplomatique à laquelle Trotski s'est livré lors de la conférence liquidatrice en vue d'une «conciliation » des thèses des liquidateurs avec celles du parti ne « réconcilie » rigoureusement rien. Elle n'élimine d'aucune façon le fait politique essentiel qui détermine toute la situation politique et sociale de la Russie actuelle. Et ce fait, c'est la lutte qui oppose la plate-forme réformiste à celle des social-démocrates révolutionnaires, c'est l'action que mène la bourgeoisie par l'intermédiaire des chefs du parti libéral contre une nouvelle révolution et pour une voie menant uniquement au « travail » constitutionnel. Et à l'opposé, c'est la participation de plusieurs centaines de milliers de prolétaires à une grève révolutionnaire appelant les masses à une véritable lutte pour la liberté.

Ce n'est pas parce qu'on donne un coup de chapeau aux réformistes, puis un autre à la social-démocratie révolutionnaire qu'on élimine un fait politique objectif ou qu'on lui enlève un tant soit peu de sa force et de son poids. Et les bonnes intentions, même si elles sont vraiment « bonnes » et sincères, de ceux qui veulent aplanir les divergences dues à ce fait, sont impuissantes à changer les tendances politiques rigoureusement hostiles engendrées par l'ensemble de la situation contre-révolutionnaire.

Le prolétariat s'est levé en brandissant son étendard social-démocrate révolutionnaire, et, à la veille de la IVe Douma des Cent-Noirs, il n'est pas disposé à l'abaisser devant les libéraux, dans l'intérêt des réformistes, il n'est pas disposé à affaiblir et à émousser sa plate-forme pour s'aligner sur les arguties des diplomates de cénacle.

La plate-forme de la social-démocratie révolutionnaire est opposée à celle des réformistes. C'est sous ce mot d'ordre que se sont déroulées les grèves de mai, que notre P.O.S.D.R. va aux élections à la IVe Douma des popes et des gros propriétaires fonciers et que se fera tout le travail de notre parti à l'intérieur de cette Douma et dans les larges masses populaires.

Le « Social-Démocrate » n° 38-39. 5 (18) novembre 1912

Conforme au texte du journal

PARTI ILLÉGAL ET TRAVAIL LÉGAL

Le problème du parti illégal et du travail légal des social-démocrates de Russie est un des plus importants de ceux qui se posent au parti. Il a occupé le P.O.S.D.R. pendant *toute* la période qui a suivi la révolution et il a provoqué des luttes internes extrêmement âpres.

C'est essentiellement à propos de ce problème que se sont opposés les liquidateurs et leurs adversaires, et si la bataille a été aussi acharnée, c'est parce qu'en fait elle *se ramenait* à la question de savoir si notre vieux parti illégal devait ou non continuer à exister. La conférence du P.O.S.D.R. qui s'est tenue en décembre 1908 a condamné résolument le courant liquidateur et exposé clairement les thèses du parti en matière d'organisation dans une résolution spéciale : le parti est constitué par des cellules social-démocrates illégales qui doivent se créer « des points d'appui pour le travail parmi les masses » en développant le plus largement et avec le plus de ramifications possible tout un réseau de diverses sociétés ouvrières légales.

Ces thèses ont été confirmées par les décisions de la session du Comité central qui s'est tenue en janvier 1910 et par la conférence de Russie de janvier 1912. Elles sont donc on ne peut plus précises, nettes et stables. Et, il n'est peut-être rien qui mette cette stabilité et cette précision autant en évidence que les derniers *Cahiers* du camarade Plékhanov (n° 16, avril 1912). On sait en effet que sur le problème de la signification de la conférence de janvier, Plékhanov avait adopté une position neutre. Et en restant sur cette position neutre, il a confirmé entièrement les thèses du parti. Dans

ses *Cahiers* il déclare en effet qu'il est impossible de considérer les soi-disant « groupes d'initiative », qui se sont détachés de l'organisation du parti, qui l'ont quittée ou qui se sont formés à côté d'elle, qu'il est impossible de considérer ces groupes comme des organisations du parti sans une décision spéciale d'un congrès ou d'une conférence des cellules illégales. Permettre aux groupes d'initiative de décider *eux-mêmes* de leur appartenance au parti, écrit Plékhanov, ce serait faire preuve d'anarchisme sur le plan des principes et reviendrait à soutenir et légitimer le courant liquidateur.

Après cette explication apportée par un neutre comme Plékhanov, on aurait pu croire que ce problème qui avait été tant de fois tranché sans aucune équivoque par le parti était définitivement réglé. La résolution de la dernière conférence liquidatrice et les nouvelles tentatives qui y ont été faites pour embrouiller ce qui avait été réglé et obscurcir ce qui avait été éclairci nous oblige pourtant à y revenir une fois de plus.

Sur le parti illégal et le travail légal, c'est-à-dire sur un des problèmes les plus importants, cette conférence a en effet adopté une résolution qui apporte la preuve la plus évidente de son caractère complètement liquidateur, et cela en dépit du *Nevski Goloss*, qui, dans son numéro 9, affirme le contraire (en adressant les insultes les plus violentes aux antiliquidateurs).

Il nous faut donc analyser cette résolution en détail et, pour ce faire, la citer in extenso.

I

« Des *formes* d'organisation à employer pour l'*édification* du parti » : tel est le titre de la résolution de la conférence liquidatrice. En fait, dès le premier point de cette résolution, on s'aperçoit qu'elle porte non pas sur des « formes » d'édification mais sur la *nature* du parti (l'ancien parti ou un nouveau ?) qu'il s'agit d'« édifier ». Voici ce premier point :

« Après avoir discuté des formes et des méthodes à employer pour l'édification du parti, la conférence est arrivée à la conclusion suivante :

1) la transformation de la social-démocratie en organisation autonome du prolétariat social-démocrate ne peut être réalisée que

dans la mesure où l'organisation social-démocrate s'édifie dans un processus tendant à faire participer les masses ouvrières à toutes les manifestations ouvertes de la vie économique et sociale.»

On voit donc que dès ses premiers mots, cette résolution sur l'*édification* du parti proclame de façon péremptoire que la *transformation* de la social-démocratie est une nécessité. Cela est pour le moins étrange. Car s'il est vrai que tous les membres du parti ont le droit de vouloir le « transformer » il n'est pas moins vrai que depuis *quatre années* la discussion porte sur la question de savoir si on doit ou non conserver l'*ancien* parti. Cela est de *notoriété publique* et on ne voit guère comment on pourrait l'ignorer.

La résolution adoptée par le parti en décembre 1908 condamne on ne peut plus clairement les liquidateurs qui veulent « *remplacer* » l'ancien parti par un nouveau. Et en avril 1912, Plékhanov a posé sans aucune équivoque la question aux défenseurs des « groupes d'initiative » qui avaient l'intention de convoquer (et qui ont convoqué) la conférence liquidatrice: « Notre vieux parti existe-t-il oui ou non ? » (page 8 des *Cahiers du Social-Démocrate*, n° 16, avril 1912).

On ne peut pas éluder cette question. Elle a été posée par quatre années de lutte et c'est elle qui donne toute son acuité à ce qu'on appelle la « crise » du parti.

Aussi, quand on répond à *cette* question que « la *transformation* de la social-démocratie... ne peut se réaliser que... », il est évident qu'il ne s'agit nullement d'une réponse, mais d'un subterfuge vide de sens.

Seuls les membres du *vieux* parti peuvent parler de la transformation du *parti*. *En éludant* la question de savoir si ce vieux parti existe ou non, et en décrétant tout de go (à une conférence à laquelle participent des « groupes d'initiative » *sans*-parti) que la « transformation est nécessaire », vous ne faites, messieurs, que confirmer entièrement votre appartenance au courant liquidateur ! Et cela devient encore plus évident quand votre résolution en arrive à la conclusion (après un certain nombre de phrases déclamatoires complètement vides de sens sur une « organisation autonome du prolétariat social-démocrate ») que la « transformation *ne peut* être réalisée *que* dans la mesure où l'organisation social-démocrate s'édifie dans un processus tendant à faire participer (qu'il nous soit permis de ne pas nous arrêter sur

cette phraséologie ridicule, prétentieuse et stupide)... les masses ouvrières à *la vie politique et sociale ouverte* » !!

Qu'est-ce que cela signifie ? Est-ce que ce sont les grèves et les manifestations que les auteurs de cette étonnante résolution qualifient de « participation des masses à la vie politique et sociale ouverte », etc. ? La logique voudrait qu'il s'agisse bien de *cela*. Mais s'il en est ainsi, la résolution n'est qu'une vulgaire idiotie, car tout le monde sait bien que l'« organisation *s'édifie* » même quand il n'y a ni grèves ni manifestations. L'organisation, messieurs les sages, existe de façon constante, alors que ce n'est que de temps en temps que les masses interviennent *au grand jour*.

Mais ce que messieurs les liquidateurs entendent par « vie politique et sociale ouverte » (remarquez, s'il vous plaît, le style libéralo-bureaucratique de ces gens, on dirait les *Rousskié Viédomosti* d'il y a 30 ans !), ce ne sont nullement les grèves et les manifestations mais les formes *légales* du mouvement ouvrier. Très bien. Mais cela n'empêche pas la résolution d'être une sottise, car chez nous, ce n'est pas « seulement » dans le processus tendant à faire participer les masses au mouvement légal que s'« édifie » et que s'est édifiée notre organisation. Tant s'en faut. Tout le monde sait, en effet, que cette organisation *existe* dans de nombreux endroits où *aucune forme* d'action légale n'est permise.

On voit donc que le point fondamental de la résolution (l'organisation ne s'édifie « *que dans la mesure* »...) n'est qu'un vulgaire embrouillamini qui ne vaut rigoureusement rien.

Mais dans cet embrouillamini, on voit clairement le *contenu* liquidateur. La transformation n'est possible *que* dans un processus tendant à faire participer les masses au mouvement *légal* : voilà à quoi se résume en fait le charabia du 1er point. Et cela, ce sont purement et simplement les thèses liquidatrices.

Cela fait quatre ans que le parti dit que notre organisation était constituée par des cellules illégales entourées d'un réseau de sociétés légales comportant le plus de ramifications possible.

Cela fait quatre ans que les liquidateurs nient qu'ils soient des liquidateurs et qu'ils affirment que la transformation *n'est possible* que dans un processus tendant à la participation des masses au mouvement légal. Quant

à la question de savoir de quoi *est constitué* notre parti, quelle est la *nature* de notre *vieux* parti, les liquidateurs l'éludent et ils l'éludent précisément comme doivent le faire des légalistes. C'est bien chanter la même antienne. En avril 1912, Plékhanov demande si notre vieux parti existe ou non, et la conférence liquidatrice répond que « la transformation n'est possible que *dans la mesure* où les masses participent au mouvement légal » !

C'est là une réponse de légalistes qui se sont détachés du parti. Hier, ces légalistes étaient forts et harcelaient le parti. Aujourd'hui, leur défaite est consommée. Ils sont donc devenus timides et ils en sont réduits à faire appel à l'éloquence pour se défendre.

II

Le 2e paragraphe de la résolution dit:

« 2) Etant donné les modifications qui sont intervenues dans les conditions économiques et sociales par rapport à la période d'avant la révolution, les organisations illégales du parti qui existent déjà et celles qui sont en train de se constituer doivent s'adapter aux formes et aux méthodes nouvelles du mouvement ouvrier au grand jour. »

Ici encore nous avons affaire à une curieuse logique. Car enfin la seule chose qui découle du fait que les conditions sociales *se sont modifiées*, c'est qu'il faut *modifier* les formes de l'organisation, mais rien dans la résolution ne définit la *direction* de cette modification.

Mais pourquoi les auteurs de la résolution se réfèrent-ils aux « modifications politiques et sociales » ? Il est évident que c'est pour pouvoir apporter une preuve, un argument à l'appui de leur conclusion pratique: à savoir que l'organisation illégale doit s'adapter au mouvement légal. L'ennui, c'est qu'une telle conclusion ne découle absolument pas de la prémisse et qu'on pourrait tout aussi bien dire qu'« étant donné les modifications... », le mouvement légal doit s'adapter au mouvement illégal !

Alors, d'où vient cette confusion ?

Elle vient de ce que les liquidateurs ont peur de dire franchement la vérité et de ce qu'ils s'efforcent de rester assis entre deux chaises.

La vérité, en effet, c'est que l'appréciation qu'ils portent sur le « moment présent » (car pour expliquer *comment* « les conditions économiques et sociales se sont modifiées », il faut apprécier ce moment) est l'appréciation *liquidatrice* (de Lévitski, Larine, Iéjov, etc.).

Mais cette appréciation, ils ont peur de l'exposer en toutes lettres. Si peur que la conférence ne s'est même pas décidée à poser la question, et que c'est à mots couverts, en secret, en contrebande qu'elle a développé l'idée qu'il s'était produit *certains* changements exigeant une « adaptation » de l'organisation illégale au mouvement légal.

Ainsi que la presse du Parti social-démocrate l'a montré à plusieurs reprises, cette thèse ne se différencie en rien de celle du parti cadet. Les cadets reconnaissent que « dans l'ensemble leur parti est contraint de rester illégal » (voir le paragraphe 3 de la résolution des liquidateurs) et que, du fait que les conditions se sont modifiées, il doit s'adapter au mouvement légal. Pour eux, cela est suffisant. Ils considèrent en effet que l'interdiction de leur parti rendu de ce fait illégal est un phénomène fortuit, « anormal », qu'elle est un vestige du passé et que l'essentiel, le principal, est leur travail légal. Il faut dire que cette thèse découle *logiquement* de l'appréciation du « moment présent » dont monsieur Grédeskoul s'est fait l'interprète et selon laquelle la Russie a besoin non pas d'une révolution, mais uniquement d'« un travail constitutionnel ».

L'illégalité du parti cadet est un phénomène fortuit, une exception dans le système général du « travail constitutionnel », et il en découle logiquement que l'organisation illégale doit s'« adapter au mouvement légal ». Voilà comment les cadets voient les choses.

Le Parti social-démocrate, quant à lui, a une opinion toute différente. La conclusion fondamentale de l'appréciation qu'il porte sur le moment présent, c'est que *la révolution est nécessaire et qu'elle approche.* Les *formes* du développement qui mène à la révolution se sont modifiées, mais *les objectifs* de la révolution *restent inchangés.* De ce fait, nous tirons la conclusion que les formes de l'organisation doivent changer, que la forme des « cellules » doit être moins rigide, que souvent le développement de ces cellules se fera non pas directement mais par l'intermédiaire

des organisations « périphériques » légales, etc. Tout cela a été répété à maintes reprises dans les résolutions du parti.

Mais ceux qui parlent d'« adapter » l'organisation illégale au mouvement légal donnent une idée absolument erronée de cette modification des *formes* de l'organisation illégale. Ce n'est pas cela du tout ! Les organisations légales sont des *points d'appui* permettant de faire pénétrer dans les masses les idées des *cellules illégales*. Cela signifie que nous modifions la forme de notre influence afin de donner à cette influence une direction *illégale*.

On voit donc que ce qui s'« adapte » au mouvement légal, c'est la *forme* de l'organisation, mais que pour le *contenu* du travail du parti, c'est l'activité légale qui s'« *adapte* » aux idées illégales (et c'est de là, soit dit entre parenthèses, que vient toute la lutte menée par le « menchevisme révolutionnaire » contre les liquidateurs).

On peut maintenant juger de la profondeur de pensée des liquidateurs: ils acceptent bien la *première* prémisse (celle qui porte sur la forme du travail), mais ils oublient la seconde (qui porte sur le *contenu*) !! Et ils accompagnent leurs sophismes de cadets du raisonnement suivant sur les formes d'organisation à employer pour l'*édification* du parti.

« Il faut édifier le parti, proclament-ils, de façon à le transformer en entraînant les masses dans le mouvement légal et à adapter notre organisation illégale à ce mouvement. »

La question se pose: cela a-t-il le moindre rapport avec la réponse du parti (édifier le parti, c'est multiplier les cellules illégales en les entourant de points d'appui légaux) ?

N'est-ce pas plutôt une tentative visant à légitimer une voie de sortie pour les liquidateurs puisqu'on ne fait que répéter les thèses des cadets et des socialistes-populistes? Lorsqu'il voulait fonder son « parti légal », en août 1906, c'étaient *précisément* ces idées que défendait le socialiste-populiste Péchékhonov (voir à ce sujet le *Rousskoïé Bogatstvo*, 1906, n° 8 et l'article « Les mencheviks socialistes-révolutionnaires » dans le numéro 4 du *Prolétari*) *.

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, pp. 197-207. (*N.R.*)

III

Passons au paragraphe III:

« 3) Le Parti social-démocrate doit, dès aujourd'hui, alors que dans l'ensemble son organisation est contrainte de rester illégale, s'efforcer de réaliser ouvertement certaines parties de son activité et de créer dans ce but des institutions adéquates. »

Nous avons déjà indiqué que de la première à la dernière ligne ce passage dressait un tableau absolument exact du parti *cadet*. Le terme de « social-démocratie » n'a rien à faire ici.

Le parti cadet, en effet, est « contraint » « dans son ensemble » de rester illégal, et ses membres s'efforcent effectivement de réaliser ouvertement « dès aujourd'hui » (alors que grâce à Dieu, nous avons une constitution...) certaines parties de leur activité.

La prémisse qui affleure implicitement à chaque ligne de la résolution liquidatrice, c'est que « le travail constitutionnel » est sinon le seul possible, du moins le plus important, le plus stable, le plus essentiel.

C'est là la thèse de la politique ouvrière libérale, et elle est fondamentalement erronée.

Ce qui est illégal, en effet, ce n'est pas seulement le Parti social-démocrate « dans son ensemble », mais chacune de ses cellules et—*c'est là le point essentiel*—tout le contenu de son travail qui prône et qui prépare la révolution. C'est pourquoi le travail *le plus ouvert* d'une cellule social-démocrate, cette cellule fût-elle la plus « ouverte » qui soit, *ne peut* être considéré comme « une réalisation ouverte de l'activité du parti ».

Prenons par exemple la période qui va de 1907 à 1912. Pendant cette période, la cellule la plus « ouverte » du P.O.S.D.R. a été son groupe parlementaire. Ce groupe pouvait parler beaucoup plus « ouvertement » que toutes nos autres organisations. Lui *seul* était légal et il avait la possibilité d'intervenir légalement *sur un très grand nombre de problèmes*.

Mais pas sur tous ! C'est ainsi en particulier qu'il ne pouvait intervenir sur bien des aspects du travail effectué par son parti et devait garder le silence sur les points essentiels. On voit donc que *même* en ce qui concerne le

groupe social-démocrate à la Douma, le paragraphe 3 de la résolution liquidatrice est inacceptable. Quant aux « autres parties » de notre activité, il ne vaut même pas la peine d'en parler.

Les liquidateurs sont partisans d'un parti légal « ouvert », mais aujourd'hui, ils ont peur de le dire franchement (les ouvriers les obligent à avoir peur, Trotski leur conseille d'avoir peur). Ils ont donc décidé d'exposer *les mêmes* thèses en les masquant *quelque peu*. Ils ne disent rien de la légalisation du parti. Ils se contentent de prôner une *légalisation fragmentaire*.

En avril 1912, Plékhanov (dont on connaît pourtant la position neutre) a déclaré aux liquidateurs que les « groupes d'initiative » formés par des légalistes détachés étaient des groupes antiparti. Ces groupes, répondent les liquidateurs, permettent de réaliser ouvertement certaines parties du « travail du parti », ils constituent ce « mouvement légal » *auquel* le parti illégal doit s'« adapter », ils sont cette « vie ouverte » à laquelle il faut faire participer les masses, cette participation étant le critère et le gage de la transformation « nécessaire » du parti.

Si ce que racontent les liquidateurs est vrai, s'il est vrai que de pareilles thèses ont été approuvées par les « antiliquidateurs » amenés par Trotski, on se demande où ils ont été chercher de tels niais.

IV

Voyons enfin le dernier paragraphe :

« 4) Comme elle n'a pas la possibilité, par suite de sa situation illégale, d'entraîner dans ses rangs les larges sections d'ouvriers qu'elle influence, l'organisation social-démocrate doit se lier avec les couches politiquement actives du prolétariat et, par leur intermédiaire, avec les masses. Pour ce faire, elle doit créer diverses organisations politiques légales ou illégales aux formes plus ou moins rigides, et divers paravents légaux (comités électoraux, sociétés politiques fondées sur la base de la loi du 4 mars, compagnies municipales, sociétés de lutte contre la vie chère, etc.). Elle doit également coordonner son action avec celle des organisations ouvrières apolitiques. »

Cette fois encore, les thèses qui se *dissimulent* derrière ces raisonnements impeccables sur les « paravents » légaux

sont non seulement discutables mais franchement liquidatrices.

La formation d'*organisations politiques légales*, en effet, c'est précisément ce que prônaient Lévitski et N. R-kov, c'est précisément une légalisation fragmentaire du parti.

Cela fait déjà plus d'un an que nous tenons aux liquidateurs le langage suivant : assez de paroles, fondez-les donc, vos « sociétés *politiques* légales », vos « sociétés de défense des intérêts de la classe ouvrière », etc. Assez de phrases ! Mettez-vous à l'œuvre !

Seulement voilà, ils ne peuvent pas se mettre à l'œuvre, car dans la Russie *actuelle*, il est impossible de réaliser les utopies libérales. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est *défendre* de façon détournée leurs « groupes d'initiative » dont l'activité si féconde consiste à se répandre en parlotes, à s'adresser mutuellement des encouragements, et à rédiger des propositions sur les « organisations politiques légales ».

Quand la résolution déclare officiellement que les organisations illégales *doivent* « se lier avec les *couches politiquement actives du prolétariat* et, par leur intermédiaire, avec les masses », c'est bien d'une défense des « groupes d'initiative » qu'il s'agit !! Cela signifie précisément que les « couches politiquement actives » se trouvent *à l'extérieur* des cellules ! Y a-t-il la moindre différence entre cette prise de position et les phrases bien connues selon lesquelles tout ce qui est actif aurait *quitté* le « parti sclérosé » pour les « groupes d'initiative » ?

Ce que la *Nacha Zaria* et le *Diélo Jizni* [148] disaient ouvertement en *insultant* le parti illégal, Trotski et les liquidateurs exclus du parti le reprennent à leur compte, mais plus « prudemment » : c'est précisément à l'extérieur du parti illégal étroit que se trouvent les éléments les « *plus actifs* », proclament-ils, et c'est avec ces éléments qu'il faut se « lier ». C'est nous, les liquidateurs détachés, qui constituons ces éléments actifs. Et c'est par notre intermédiaire que le « parti » doit se lier avec les masses.

Sur ce problème, la position du parti est on ne peut plus claire : pour diriger la lutte économique, les cellules social-démocrates doivent collaborer avec les syndicats, avec les cellules s.-d. existant à l'intérieur de ces syndicats, avec

certains militants du mouvement syndical. De même, dans la campagne électorale, il faut que les syndicats marchent avec le parti. Cela est clair, net et compréhensible. *Au lieu* de cela, les liquidateurs prônent une vague « coordination » de l'activité du parti en général avec les unions « apolitiques », c'est-à-dire sans-parti.

P. Axelrod a fourni à Trotski les idées du liquidationnisme. Et, après les amères déconvenues essuyées par Axelrod à la *Nacha Zaria*, Trotski lui a donné le conseil de dissimuler ses idées derrière un paravent de belles phrases.

Toute cette compagnie ne trompera personne. La conférence liquidatrice apprendra aux ouvriers à être plus attentifs au sens des phrases dilatoires. Mais à part cette « science » amère, inintéressante, mais passablement utile dans une société bourgeoise, elle ne leur apportera rien.

Nous avons suffisamment étudié les idées de la politique libérale ouvrière, quand Lévitski les présentait dans leurs habits de tous les jours, pour qu'il soit facile de les reconnaître quand Trotski nous les présente en habit de parade chamarré.

Quant aux idées du parti sur l'organisation illégale et son travail légal, elles s'imposent face à ces mascarades hypocrites avec une force sans cesse accrue.

Le « Social-Démocrate » n° 28-29 6 (18) novembre 1912

Conforme au texte du journal

LA SIGNIFICATION SOCIALE DES VICTOIRES SERBES ET BULGARES

« Pour la Macédoine, sa conquête par la Bulgarie et la Serbie signifie une révolution bourgeoise dans le genre de 1789 ou de 1848. » Ces paroles du marxiste autrichien Otto Bauer nous révèlent d'emblée la nature fondamentale des événements qui ont lieu actuellement dans les Balkans.

La révolution française de 1789 et celle de 1848 éclatée en Allemagne et en d'autres pays étaient des révolutions bourgeoises parce qu' en libérant ces pays de l'absolutisme et des privilèges féodaux dont jouissaient les gros propriétaires fonciers, elles permettaient en fait au capital de se développer librement. Cela dit, il est évident, que les intérêts de la classe ouvrière exigent instamment que de telles révolutions aient lieu. Les ouvriers de 1789 et de 1848, alors même qu'ils n'étaient pas organisés en classe et qu'ils étaient « sans-parti », ont été les combattants d'avant-garde des révolutions française et allemande.

Comme tous les pays balkaniques, la Macédoine a un gros retard économique. Les vestiges du servage, de la dépendance moyenâgeuse des paysans à l'égard des gros propriétaires fonciers féodaux y sont encore très puissants. Parmi ces vestiges, nous trouvons la redevance que les paysans doivent payer aux propriétaires (en espèce ou en nature) et le métayage (en règle générale, les paysans de la Macédoine qui sont métayers donnent aux propriétaires un tiers de leur récolte, c'est-à-dire moins qu'en Russie), etc.

En Macédoine, d'autre part, la contradiction de classe est encore aggravée par une contradiction nationale et religieuse, car les gros propriétaires fonciers sont des Turcs musulmans alors que les paysans sont des Slaves chrétiens.

Comme on le voit, les victoires des Serbes et des Bulgares portent atteinte à la domination du féodalisme en Macédoine, elles permettent la formation d'une classe de paysans agriculteurs plus ou moins libres, elles garantissent aux pays balkaniques un développement social d'ensemble jusqu'alors retardé par l'absolutisme et les rapports féodaux.

Nos journaux bourgeois du *Novoïé Vrémia* à la *Retch* ne cessent de parler de la libération *nationale* des Balkans, mais ils laissent dans l'ombre leur libération *économique*. Et pourtant c'est précisément cette dernière qui est la plus importante.

Si les peuples des Balkans se libèrent complètement des propriétaires fonciers et de l'absolutisme, ils obtiendront du même coup inévitablement leur libération nationale complète et la pleine liberté de disposer d'eux-mêmes. En revanche, s'ils continuent à subir le joug des gros propriétaires fonciers et des monarchies, l'oppression nationale subsistera inévitablement plus ou moins.

Si la Macédoine avait été libérée par une révolution, c'est-à-dire par la lutte des paysans serbes, bulgares et *turcs* contre les gros propriétaires fonciers de *toutes* nationalités (et contre les gouvernements de ces propriétaires), il est probable que cette libération aurait coûté aux peuples des Balkans cent fois moins de vies humaines que la guerre actuelle. Elle leur aurait coûté infiniment moins cher et elle aurait été infiniment plus complète.

Quelles sont donc les causes historiques qui font que c'est par la guerre et non par la révolution que ce problème se résout? La principale de ces causes est la faiblesse, la désunion, le bas niveau de développement, l'ignorance des paysans de tous les pays balkaniques et le fait que les ouvriers qui ont bien compris la situation et réclamé une république balkanique fédérative sont peu nombreux.

Cela explique clairement pourquoi la bourgeoisie européenne et le prolétariat européen ont adopté sur les Balkans des positions si radicalement différentes. La bourgeoi-

sie, même celle qui est libérale, comme par exemple nos cadets, se répand en proclamations sur la libération « nationale » des « Slaves ». De la sorte, elle donne une idée entièrement fausse des événements qui ont lieu actuellement dans les Balkans, de leur portée historique, et elle *rend plus difficile* la libération véritable des peuples balkaniques, elle *contribue* plus ou moins au maintien des privilèges des gros propriétaires fonciers, de l'arbitraire politique et de l'oppression nationale.

La démocratie prolétarienne, par contre, est la seule qui se prononce en faveur d'une véritable libération complète des peuples balkaniques. Dans les Balkans, en effet, toute possibilité d'oppression nationale, sous quelque forme que ce soit, ne pourra être écartée que si la libération politique et économique des *paysans* de toutes les nationalités est menée jusqu'à son terme.

La « Pravda » n° 162, 7 novembre 1912 *Conforme au texte du journal*
Signé: T.

LA CHINE RÉNOVÉE

L'Europe civilisée, l'Europe évoluée ne s'intéresse pas à la rénovation de la Chine. 400 millions d'Asiatiques arriérés ont conquis leur liberté et se sont éveillés à la vie politique. Le *quart* de l'humanité est sorti de sa léthargie et a accédé à la lumière, au mouvement, à la lutte.

Mais l'Europe civilisée n'en a cure. Jusqu'à présent, même la République française n'a pas encore reconnu officiellement la République chinoise (le gouvernement français va d'ailleurs être bientôt interpellé à ce sujet à la Chambre des Députés).

Comment expliquer cette indifférence de l'Europe ? Elle vient de ce que l'Occident est dominé par une bourgeoisie impérialiste aux trois quarts décomposée et qui est prête à vendre toute sa « civilisation » à n'importe quel aventurier pourvu qu'il prenne des mesures « sévères » contre les ouvriers ou qu'il lui permette de réaliser quelques kopecks de bénéfice supplémentaire par rouble investi. Pour cette bourgeoisie, la Chine n'est qu'un morceau du butin qui (maintenant que la Russie tient la Mongolie dans sa « tendre étreinte ») va peut-être revenir aux Japonais, aux Anglais, aux Allemands, etc., avides de se l'adjuger.

Mais cela n'empêche pas la rénovation de la Chine d'aller de l'avant. A l'heure actuelle, commencent les élections au *premier* parlement de cet ancien pays despotique dont la Chambre basse comprendra 600 membres et le « Sénat », 274.

Le suffrage n'est *ni* universel *ni* direct. Pour pouvoir voter, en effet, il faut avoir 21 ans révolus, résider depuis

au moins deux ans dans une circonscription électorale, payer un impôt direct d'environ deux roubles ou posséder un patrimoine valant environ 500 roubles. Les députés sont élus non pas directement par les électeurs mais par des délégués désignés par ces derniers.

Il suffit d'examiner ce système électoral pour s'apercevoir que nous avons affaire à une alliance de la paysannerie aisée et de la bourgeoisie, où le prolétariat est absent ou complètement impuissant.

Et on retrouve cette caractéristique si on étudie les partis politiques chinois. Les trois principaux partis, en effet, sont les suivants:

1) Le parti « radical-socialiste » qui, en réalité, *n'a absolument rien* de socialiste (nous avons chez nous un phénomène analogue avec les « socialistes-populistes » et les neuf dixièmes des « socialistes-révolutionnaires ») et qui est le parti de la *démocratie* petite-bourgeoise. Ses principales revendications sont l'unification politique de la Chine, le développement du commerce et de l'industrie « dans un sens social » (c'est là une phrase aussi nébuleuse que le « principe du travail » ou l'« égalitarisme » de nos populistes et de nos socialistes-révolutionnaires) et le maintien de la paix.

2) Le second parti est celui des libéraux, qui se sont alliés aux radicaux socialistes pour former le « *parti national* » dont il y a tout lieu de penser qu'il détiendra la majorité au parlement. Le chef de ce parti est le célèbre docteur Sun Yat-sen. A l'heure actuelle, le grand travail de Sun Yat-sen est d'élaborer un plan pour la construction d'un vaste réseau de chemin de fer (que nos populistes se le tiennent pour dit: il fait cela *pour que* la Chine puisse « éviter » le capitalisme !).

3) Le troisième parti est l'« Union des républicains ». Nous avons là un bel exemple du caractère mensonger des étiquettes politiques. Ce parti, en effet, est un parti *conservateur* qui s'appuie essentiellement sur les fonctionnaires, les gros propriétaires fonciers et les bourgeois de la Chine *du Nord* (c'est-à-dire de la région la plus retardataire du pays), alors que le parti « national » est implanté surtout en Chine *du Sud*, plus industrielle, plus avancée et plus développée.

Le « parti national » s'appuie essentiellement sur les masses paysannes. Ses chefs sont des intellectuels qui ont fait leurs études à l'étranger.

En Chine, la liberté a donc été conquise par une alliance de la démocratie paysanne et de la bourgeoisie libérale. Les paysans qui ne sont pas dirigés par le parti du prolétariat sauront-ils maintenir leur position démocratique *contre* les libéraux qui n'attendent que le moment propice pour passer à droite ? C'est ce que nous saurons dans un proche avenir.

La « Pravda » n° 163, 8 novembre 1912. *Conforme au texte du journal*
Signé: T.

RÉSULTATS ET SIGNIFICATION DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES AMÉRICAINES

C'est le « démocrate » Wilson qui a été élu président des Etats-Unis d'Amérique. Il a obtenu plus de six millions de voix contre moins de cinq millions à Roosevelt (« Parti national progressiste » nouvellement constitué) et moins de quatre millions à Taft (« Parti républicain »). Pour ce qui est du candidat socialiste, Eugène Debs, il en a récolté huit cent mille.

Si les élections américaines ont une importance mondiale, c'est d'une part parce que le nombre des voix socialistes a beaucoup augmenté, mais c'est surtout parce qu'elles ont fait apparaître une grave *crise* des partis *bourgeois* dont la décomposition a été mise en évidence de façon frappante. Enfin, l'importance de ces élections vient de ce qu'elles ont montré on ne peut clairement que le *réformisme bourgeois* était un moyen de lutte contre le socialisme.

Dans *tous* les pays bourgeois, les partis qui défendent le point de vue du capitalisme, c'est-à-dire les partis bourgeois, existent depuis très longtemps et sont d'autant plus solides que la liberté politique est plus grande.

L'Amérique est le pays où il y a le plus de liberté. Et pendant tout un *demi-siècle* (depuis la fin de la guerre de Sécession de 1860-1865), elle a eu *deux* partis bourgeois d'une force et d'une stabilité tout à fait remarquables. Les anciens propriétaires d'esclaves sont groupés dans le soi-

disant « Parti démocrate » et les capitalistes partisans de la libération des Noirs forment le « Parti républicain ».

Après l'abolition de l'esclavage, les différences existant entre les deux partis n'ont cessé de s'atténuer. Le principal objet de la lutte qui les a opposés était les tarifs douaniers, et comme cette lutte n'avait aucune espèce de signification *sérieuse* pour la masse du peuple, chacun des deux partis s'est employé à la tromper, à la détourner de ses intérêts vitaux au moyen de *duels* aussi spectaculaires que vides de contenu.

Ce « bipartisme » qui a régné tant en Amérique qu'en Angleterre a été un des moyens pour empêcher le plus efficacement la formation d'un parti ouvrier indépendant, réellement socialiste.

Or, voici qu'en Amérique, dans le pays qui est à l'avant-garde du capitalisme, le bipartisme vient de faire faillite ! A quoi cette faillite est-elle due ?

A la force du mouvement ouvrier, au développement du socialisme.

Alors que les vieux partis bourgeois (« démocrate » et « républicain ») étaient tournés vers le passé, vers l'époque de l'abolition de l'esclavage, le « Parti progressiste national » qui est le nouveau parti bourgeois est tourné *vers l'avenir*. Le capitalisme doit-il ou non continuer à exister : tout son programme tourne autour de cette question et plus précisément autour du problème de la protection des ouvriers et du problème des « trusts ».

Les anciens partis sont le produit d'une époque qui avait pour tâche d'accélérer au maximum le développement du capitalisme, et leurs désaccords portaient sur les *méthodes* à employer pour faciliter le plus possible cette accélération.

Le nouveau parti, par contre, est le produit de l'époque contemporaine, où c'est le problème de l'existence même du capitalisme qui est posé. Et comme l'Amérique est le pays qui est le plus libre et le plus avancé, c'est là que ce problème se pose avec le plus de netteté et le plus d'acuité.

Tout le programme, toute la propagande de Roosevelt et des « progressistes » visent à *sauver le capitalisme...* au moyen de *réformes bourgeoises*.

Alors que dans la vieille Europe, le réformisme bourgeois n'est qu'un bavardage de professeurs libéraux, on voit qu'en

Amérique il s'incarne d'emblée dans un parti de quatre millions de membres. Style américain.

Nous sauverons le capitalisme par des réformes, proclame ce parti. Nous instaurerons la législation ouvrière la plus avancée du monde. Nous soumettrons *tous* les trusts (en Amérique cela signifie *toute* l'industrie) au contrôle de l'Etat. Nous instituerons ce contrôle d'Etat afin de faire disparaître la misère, afin que tout le monde reçoive un salaire « décent ». Nous ferons régner la « justice sociale et industrielle ». Nous favoriserons *toutes* les réformes... La *seule* dont nous ne voulons pas, *c'est l'expropriation des capitalistes.*

En Amérique, la richesse nationale totale s'élève à 120 milliards de dollars, soit environ 240 milliards de roubles. Sur cette somme, il y en a environ 80 milliards, soit à peu près *un tiers*, qui appartient aux *deux* trusts Rockefeller et Morgan ou qui est contrôlé par eux ! Ces deux trusts composés tout au plus de 40 000 familles règnent sur 80 millions d'esclaves salariés.

D'évidence, tant que ces modernes propriétaires d'esclaves existeront, toutes les «réformes » ne seront que des mensonges. Les milliardaires matois ont *manifestement* loué les services de Roosevelt pour prêcher ces mensonges. Tant que le capital restera aux mains des capitalistes, le « contrôle d'Etat » promis par Roosevelt se transformera inévitablement en un moyen permettant de combattre et d'étouffer les grèves.

Mais le prolétariat américain ne reste pas endormi. Il monte la garde et il accueille les succès de Roosevelt avec une saine ironie, comme pour dire : Vous avez réussi à fourvoyer 4 millions de personnes par vos promesses de réformes, monsieur le charlatan Roosevelt ? Très bien ! Ces quatre millions de personnes qui *ne* vous ont suivi *que* parce qu'elles sentent qu'il *est impossible* de continuer à vivre comme par le passé, ne tarderont pas à s'apercevoir que vos promesses ne sont que des mensonges.

La « Pravda » n° 164, 9 novembre 1912. *Conforme au texte du journal*
Signé : V.I.

LES «QUESTIONS DOULOUREUSES» DE NOTRE PARTI

LE PROBLÈME « LIQUIDATEUR » ET LE PROBLÈME « NATIONAL »

En août 1912, la Direction centrale de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie a convoqué une « conférence nationale » [149] des social-démocrates polonais. Or tout le monde sait qu'à l'heure actuelle la Direction de la social-démocratie polonaise *n'est absolument pas suivie* par le Parti et que l'organisation social-démocrate de Varsovie a résolument condamné sa politique désorganisatrice. En réponse à cette condamnation, la Direction a eu recours à des procédés bien peu reluisants: elle a lancé contre l'organisation de Varsovie des accusations anonymes de provocation, elle a mis sur pied une organisation fictive à Varsovie et elle s'est empressée de convoquer «sa» conférence nationale, truquée comme il se devait.

Le vote de la curie ouvrière de Varsovie pour les élections à la Douma a apporté la preuve définitive du caractère fictif des partisans de la Direction: sur un total de 66 délégués, la curie a en effet élu 34 social-démocrates, parmi lesquels on ne compte que 3 partisans (c'est encore à voir) de la Direction.

Cette remarque préliminaire était indispensable pour que le lecteur ait bien présent à l'esprit que la résolution de la conférence nationale, dont nous allons maintenant parler, *ne* représente *que* la Direction *tyszkiste* et ne constitue en aucun cas une décision des ouvriers social-démocrates de Pologne.

I

Le problème des rapports de la social-démocratie polonaise avec le P.O.S.D.R. est extrêmement important et brûlant. C'est pourquoi la *résolution* que la conférence tyszkiste a adoptée à ce sujet mérite d'être étudiée attentivement ; encore qu'il soit bien difficile de la prendre *au sérieux*, chamarrée comme elle est d'insultes, ne serait-ce que pour la position qu'elle défend à l'égard du liquidationnisme.

Le problème *fondamental* auquel se heurte le P.O.S.D.R. de 1908 à 1912 est celui du courant liquidateur. Le parti a été décimé par la contre-révolution. Il consacre toutes ses forces à remettre son organisation sur pied et, *depuis quatre ans*, il mène une lutte de *tous les instants* contre les groupes qui, au sein même de la social-démocratie, veulent liquider le parti.

Il est donc clair que si on ne résout pas ce problème de façon précise, il est *parfaitement vain* de se targuer de sa qualité de membre du parti.

La conférence tyszkiste consacre au courant liquidateur la majeure partie de sa résolution sur les rapports avec le P.O.S.D.R. Elle reconnaît que le courant liquidateur « freine considérablement le développement du P.O.S.D.R. et représente un sérieux danger pour son existence même ».

« Un courant liquidateur ouvert et conséquent, poursuit-elle, est incompatible avec la social-démocratie révolutionnaire. »

Comme on le voit, Tyszka et Cie ont abordé le problème avec audace et conviction. Seulement voilà : ils ont évité d'y répondre !

Qui sont les liquidateurs « ouverts et conséquents » ? Quelle conclusion pratique doit-on tirer de *l'expérience des quatre années de lutte* contre les liquidateurs ?

A ces questions qui se posent naturellement et qu'il est impossible d'éluder, la conférence du P.O.S.D.R. qui s'est tenue en 1912 a apporté une réponse claire, précise et convaincante. Les liquidateurs, a-t-elle proclamé, ce sont les gens qui forment le groupe de la *Nacha Zaria* et du *Jivoïé Diélo*, lequel groupe s'est placé hors du parti.

Qu'on approuve cette réponse ou qu'on la trouve erronée, on doit reconnaître qu'elle est sans équivoque, et on ne doit

pas se soustraire à l'obligation de définir clairement sa position.

Or que fait la conférence tyszkiste ? Elle tente précisément de se dérober à cette obligation, elle biaise et tournicote tel un vulgaire chapardeur. Nous avons dit en janvier 1912 que les liquidateurs ouverts et conséquents étaient groupés autour de la *Nacha Zaria*. Si cela est faux, pourquoi, en août 1912, Tyszka et Cie n'ont-ils pas dénoncé notre erreur devant les ouvriers social-démocrates de Pologne ? S'il n'est pas vrai que la *Nacha Zaria* s'est placée *hors* du parti, si Tyszka, Rosa Luxembourg et Warski la considèrent *comme un organe du parti*, pourquoi ne l'ont-ils pas dit franchement comme leur devoir envers les ouvriers social-démocrates polonais leur commandait de le faire ?

Les insultes et les malédictions dont ils couvrent la conférence « léniniste » de janvier 1912 ne réussiront à tromper que les gens qui veulent bien l'être. Après cette conférence, en effet, il est impossible d'être un social-démocrate honnête et conscient, il est impossible de parler de la situation interne du P.O.S.D.R. si on ne répond pas de façon claire et précise aux questions suivantes : Le groupe de la *Nacha Zaria* est-il oui ou non un groupe liquidateur ? Quelle est sa place ? Doit-il se trouver à l'intérieur ou à l'extérieur du parti ?

II

Les insultes si abondantes et si variées que la conférence tyszkiste adresse aux « léninistes » se ramènent en fait à une seule et même accusation : ce qu'on nous reproche, c'est de provoquer une « *scission* ».

Le seul groupe que la conférence de janvier ait exclu du parti est celui de la *Nacha Zaria*. C'est là un fait que tout le monde connaît. Tyzska et ses amis auraient dû en déduire que crier à la scission revient à admettre que le groupe de la *Nacha Zaria* a sa place *au parti* : cela est si évident et si simple que même un enfant le comprendrait. Or, il y a déjà longtemps que Tyszka et Cie sont sortis de l'enfance...

Si on nous accuse d'être scissionnistes, on doit avoir le courage et l'honnêteté élémentaires de déclarer franchement que « le groupe de la *Nacha Zaria* n'est pas un groupe liquida-

teur », qu'« il *doit* se trouver non pas à l'extérieur mais à *l'intérieur* du parti», qu'« il constitue une *tendance légitime* au sein du parti », etc.

Tout le problème, c'est que ceux qui, comme Tyszka, nous accusent de provoquer la scission *ont peur* de le dire franchement. Certes, ils le disent (cela découle *automatiquement* de leurs cris à la scission), mais à *mots couverts*, honteusement, en prenant toutes sortes de précautions.

Il *n'est pas facile* de dire et de *prouver* que la place de la *Nacha Zaria* est à l'intérieur du parti. Un homme qui défend cette thèse prend une certaine responsabilité, résout une question de principe, *défend* ouvertement les chefs liquidateurs. On peut et on doit considérer un tel homme comme un partisan des liquidateurs mais on doit reconnaître qu'il a le courage de ses opinions et que, sur le problème étroit de l'appartenance ou de la non-appartenance au parti d'un groupe déterminé de liquidateurs, il fait preuve d'honnêteté politique.

Par contre, si toute une organisation, si on se permet de la qualifier de telle, ou si l'ensemble des organisations de toute une région défend les liquidateurs à mots couverts, honteusement, sous le manteau, en accusant de scission ceux qui les ont exclus, sans oser dire franchement que ce groupe de liquidateurs doit se trouver à l'intérieur du parti, la conclusion qui s'impose inévitablement est la suivante : il s'agit là, non pas d'une organisation social-démocrate défendant certaines thèses, mais d'un *cercle d'intrigants* qui s'efforcent d'acquérir un petit capital politique en « exploitant » la lutte des liquidateurs contre les antiliquidateurs.

Quiconque est au courant des affaires intérieures du P.O.S.D.R. depuis 1907 sait d'ailleurs depuis longtemps que Tyszka et Cie avec les membres du Bund, qui les ont précédés, constituent le type de ce genre d'intrigants, de ces « marxistes au poids », de ces « transfuges de Touchino » [150], comme on a l'habitude de les appeler parmi les social-démocrates. Toute la « position » de Tyszka et de certains bundistes consiste en effet à *jouer* les médiateurs entre les liquidateurs et les antiliquidateurs, et à tirer profit de ce qu'ils peuvent être le « petit poids sur la balance » sans lequel ni les antiliquidateurs ni leurs adversaires ne peuvent avoir la prépondérance !

Pendant l'automne 1911, cette vieille tactique en est arrivée à lasser tout le monde. Tyszka a fait fiasco et les organes *des deux* tendances opposées (liquidateurs et antiliquidateurs) se sont accordés pour le qualifier ouvertement d'intrigant.

En vérité, il suffit de considérer les choses du point de vue dont nous venons de parler pour qu'aussitôt les résolutions illogiques, puérilement naïves et ridiculement faibles de la conférence tyszkiste deviennent *parfaitement* compréhensibles. C'est bien ainsi, effectivement, que doit parler un intrigant : je condamne le courant liquidateur... mais je ne dis pas franchement qui sont les liquidateurs ouverts et conséquents ! Je reconnais que le courant liquidateur constitue un danger pour l'existence même du parti... mais je ne dis pas franchement si tel groupe doit être à l'intérieur ou à l'extérieur du parti ! Cette « position » me sera *toujours* profitable et me permettra d'amasser un « capital politique » quelles que soient les circonstances. *Sans moi*, en effet, les antiliquidateurs ne pourront pas remporter la victoire et les liquidateurs n'auront pas leur place assurée à l'intérieur du parti !!

La politique « tyszkiste » n'est pas un phénomène fortuit. Ce n'est pas non plus un phénomène isolé. Quand il se produit une scission, et, d'une façon générale, quand une lutte extrêmement âpre oppose des tendances, on voit *inévitablement* apparaître certains groupes dont l'existence repose sur de petites intrigues et qui ne cessent de passer d'un côté à l'autre. C'est là un caractère affligeant et désagréable de la vie de notre parti, qui est encore accentué par les conditions du travail révolutionnaire dans l'émigration. Qu'il existe chez nous des groupes d'intrigants, que la politique de certains groupes, dont les liens avec la Russie sont particulièrement faibles, ait un caractère d'intrigue, c'est là un phénomène qu'il faut connaître si on ne veut pas se laisser mystifier, si on ne veut pas être victime de divers malentendus.

III

Il est naturel que le mot d'ordre d'« unité » soit « populaire » parmi de larges couches d'ouvriers qui ne savent pas *avec qui* cette *unité* doit se faire, *quelles concessions* à un groupe dé-

terminé elle sous-entend, sur *quelles bases* reposent la politique de ceux qui veulent garder les liquidateurs dans le parti et la politique de ceux qui veulent les en exclure.

Rien n'est plus facile que d'exploiter de façon démagogique cette *incompréhension* du fond du problème pour brailler des accusations de « scission ». Rien n'est plus facile que de réclamer l'« unité » de tendances fondamentalement divergentes pour masquer des opérations diplomatiques de cénacle.

Mais quelle que soit la « popularité » dont bénéficie le mot d'ordre d'« unité » parmi les gens peu conscients, quels que soient les avantages que trouvent à s'abriter derrière ce mot d'ordre les démagogues, les intrigants et les diplomates de cénacle, nous ne cesserons d'exiger de chaque social-démocrate conscient une réponse claire et nette à la question qui a été résolue par la conférence de 1912 du P.O.S.D.R.

La conférence liquidatrice d'août 1912 a clairement démontré que l'axe de toutes les discussions était précisément la question du liquidationnisme, la question de savoir si les groupes liquidateurs appartenaient au parti, s'ils étaient à l'extérieur du parti (et même antiparti). C'est là que réside tout le problème. L'éluder, c'est mystifier les autres et se mystifier soi-même.

Or, tous les bavardages sur le caractère « fractionnel » de la conférence de janvier ne sont rien d'autre qu'un moyen *d'éluder* le fond du problème. Très bien, pouvons-nous répondre à ces bavards. Admettons que la conférence de janvier soit archifractionnelle, scissionniste, incompétente, etc. Mais avec ces qualificatifs « menaçants », *vous ne réglez rigoureusement rien*. En janvier, une partie des social-démocrates — peu importe laquelle — a déclaré que le groupe de la *Nacha Zaria* était un groupe liquidateur antiparti qui n'avait pas sa place à l'intérieur du parti et a exposé son opinion dans une résolution argumentée, circonstanciée, motivée et découlant de quatre années d'histoire du parti.

Si on estime que l'opinion des social-démocrates « de janvier » est erronée et si on veut réfuter leur erreur, il faut donc analyser et réfuter cette résolution, dire et prouver que la *Nacha Zaria* doit se trouver à l'intérieur du parti, que les idées qu'elle défend ne sont pas funestes à la cause du parti, qu'il faut faire un certain nombre de concessions à ce

groupe, exiger qu'il prenne un certain nombre d'engagements et prendre des mesures qui garantissent que ces engagements seront respectés, il faut déclarer que la sphère d'influence de ce groupe à l'intérieur du parti doit être déterminée de telle façon, etc.

Si on pose *ainsi* la question, on tente de bonne foi et honnêtement de réfuter les thèses des social-démocrates de janvier et on *explique* effectivement aux ouvriers quels sont les points que l'on considère comme erronés. Mais tout le problème réside précisément dans le fait que parmi les bavards qui se répandent en fadaises sur la « scission », il n'y en a pas *un seul* qui ait seulement tenté de poser le problème de cette façon.

C'est pourquoi nous traitons par le mépris ces démagogues et ces intrigants, c'est pourquoi nous répétons tranquillement que notre résolution sur l'exclusion des liquidateurs n'a pas été réfutée et qu'elle est irréfutable. Les faits nouveaux auxquels nous pouvons assister comme par exemple la sortie du *Loutch* [151] où la phraséologie trotskiste vient s'apparenter à l'idéologie liquidatrice ne font que centupler la force de notre résolution. Les événements du mois de mai, l'union de centaines de groupes ouvriers autour du journal antiliquidateur, les élections qui ont eu lieu à la curie ouvrière pour la quatrième Douma d'Etat, tout cela prouve de *façon définitive* la justesse de la position que nous défendons contre les liquidateurs.

Nous sommes profondément convaincus de cette justesse, et cette conviction ne sera pas ébranlée d'un pouce par les vociférations au sujet de la « scission » qui ne sont qu'une *défense* peureuse, dissimulée et hypocrite des liquidateurs.

IV

Un autre problème extrêmement important a été posé par la conférence du P.O.S.D.R. qui s'est tenue en janvier 1912. Ce problème, c'est celui de la *structure* nationale de notre parti. Par suite du manque de place, je ne pourrai aborder cette question que brièvement.

Devons-nous être une fédération complète ou incomplète, une fédération du « pire type qui soit » ou devons-nous

avoir l'unité complète ? Telle est la façon dont le problème se pose.

Au lieu de répondre à ce problème, la conférence tyszkiste se contente de nous couvrir d'insultes, de nous accuser de « falsifier les faits ». Tyszka et ses amis sont vraiment d'incorrigibles braillards.

Que les social-démocrates lettons, polonais et juifs (Bund) soient isolés les uns des autres en Pologne, c'est un fait, et tous les social-démocrates polonais savent qu'il n'y a jamais *rien* eu (et qu'il n'y a toujours rien) qui ressemble à l'unité avec le Bund. De même pour les Russes et le Bund, etc. Les « nationaux » ont leurs organisations particulières, leurs instances centrales, leurs congrès, etc. Les Russes, par contre, n'ont *rien de tel* et *leur* Comité central ne peut décider des questions russes sans la participation des Lettons, des bundistes et des Polonais qui luttent les uns contre les autres et qui ne connaissent pas ces questions.

C'est là un fait. Les monceaux d'insultes n'y changeront rien. Depuis 1907, *tous* les membres de notre parti ont pu le constater et tous ont ressenti qu'il y avait là quelque chose d'anormal. Notre conférence, quant à elle, a proclamé que cet état de choses constituait *une fédération du pire type qui soit* *.

C'est ainsi que se pose la question, et tous les social-démocrates sincères et honnêtes doivent y répondre sur le fond.

La justesse de cette façon de poser le problème *a été confirmée* de la manière la plus convaincante par la conférence d'août qui, dans sa fameuse résolution sur l'« autonomie nationale et culturelle » a, ainsi que Plékhanov *lui-même* l'a reconnu, « adapté le socialisme au nationalisme ».

Dans le même temps où le Bund et la Direction tyszkiste jurent par tous les saints qu'ils sont pour l'unité, à Varsovie, à Lodz, etc., *la scission la plus complète règne entre eux* !

Le « problème liquidateur » et le « problème national » sont liés. Cette liaison n'a pas été inventée par nous, elle a été mise en évidence par la vie.

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 17, pp. 469-470. (*N.R.*)

Il faut donc que tous les social-démocrates qui pensent sérieusement posent et discutent le « problème national». Quel doit être notre objectif ? Une fédération ou l'unité ? Une fédération pour les « nationalités » où les dernières auraient leurs centres particuliers mais où les Russes n'auraient pas le leur, ou bien l'unité complète ? Une unité nominale dans laquelle il y a en fait scission (une sécession) du Bund à la base, ou une véritable unité de la base au sommet ?

Ceux qui pensent que l'on peut éluder ces questions se trompent lourdement. Ceux qui comptent sur le rétablissement pur et simple du pire type de fédération que nous avons connu entre 1907 et 1911 *se mystifient eux-mêmes et mystifient les autres.* A l'heure actuelle, en effet, *il n'est plus possible* de revenir à ce genre de fédération. Ce monstre ne ressuscitera pas. Le parti s'en est éloigné à jamais.

Vers quoi va-t-il ? Vers « une fédération autrichienne » ? [152] Ou vers un rejet *total* de la fédération, vers l'unité réelle ? Pour ce qui nous concerne, nous sommes pour l'unité de fait, nous ne voulons pas que l'on « adapte le socialisme au nationalisme ».

Tous les social-démocrates doivent réfléchir profondément à cette question et la résoudre définitivement.

Ecrit en novembre 1912.
Publié pour la première fois en août 1913 dans la revue « Pismo Dyskusyjne » n° 1.
Signé: N. Lenin

Conforme au texte de la revue

DE QUELQUES INTERVENTIONS DES DÉPUTÉS OUVRIERS [153]

Quelles sont les idées fondamentales qui doivent servir de base à *la première* intervention que prononcera un orateur ouvrier à la Douma ?

Il va sans dire que les ouvriers attendent cette *première* intervention avec une impatience et une attention toutes particulières. Ce qu'ils attendent de cette intervention, c'est qu'elle fournisse un exposé fondamental et concentré des thèses que nous défendons sur les problèmes qui sont particulièrement préoccupants pour chacun et qui se trouvent au premier plan de la politique du pays en général et de la pratique du mouvement ouvrier (qu'il soit politique ou *économique*) en particulier.

Quels sont ces problèmes ?

1) Il y a le fait que l'activité du groupe social-démocrate à la quatrième Douma *prend la suite* de l'activité de nos groupes précédents. Il faut entendre par là que notre groupe actuel *garde des liens indissolubles* avec tous nos anciens groupes de toutes les anciennes Doumas ; étant donné l'agression bien connue dont notre groupe à la deuxième Douma a été victime de la part de la contre-révolution, il faut à ce propos insister tout particulièrement sur les liens qui nous rattachent à lui.

Il est extrêmement important de souligner cette continuité, car à la différence des partis bourgeois, la démocratie ouvrière considère *son* travail à la 1re, à la 2e, à la 3e et à la 4e Douma, *comme un tout*, et parce qu'aucune péripétie, aucun

changement (comme par exemple le coup d'Etat du 3 juin) ne peut la détourner de ses objectifs, de ses buts immuables.

2) La deuxième thèse que l'on doit obligatoirement trouver dans la première intervention du député ouvrier, c'est le socialisme. Cette thèse comporte deux points distincts. Il faut tout d'abord montrer que la social-démocratie russe est un des détachements de l'armée internationale du prolétariat. A la troisième Douma, Pokrovski a fait une intervention qui portait très précisément sur ce thème (voir cette intervention dans les comptes rendus sténographiques, page 328 de l'édition officielle, 7e session, 16 novembre 1907), et il est absolument indispensable d'y revenir.

D'autre part, il est de la plus haute importance d'indiquer quelle est la situation et quelles sont les tâches *actuelles* du socialisme dans le monde *entier*. Comment cette situation se caractérise-t-elle ?

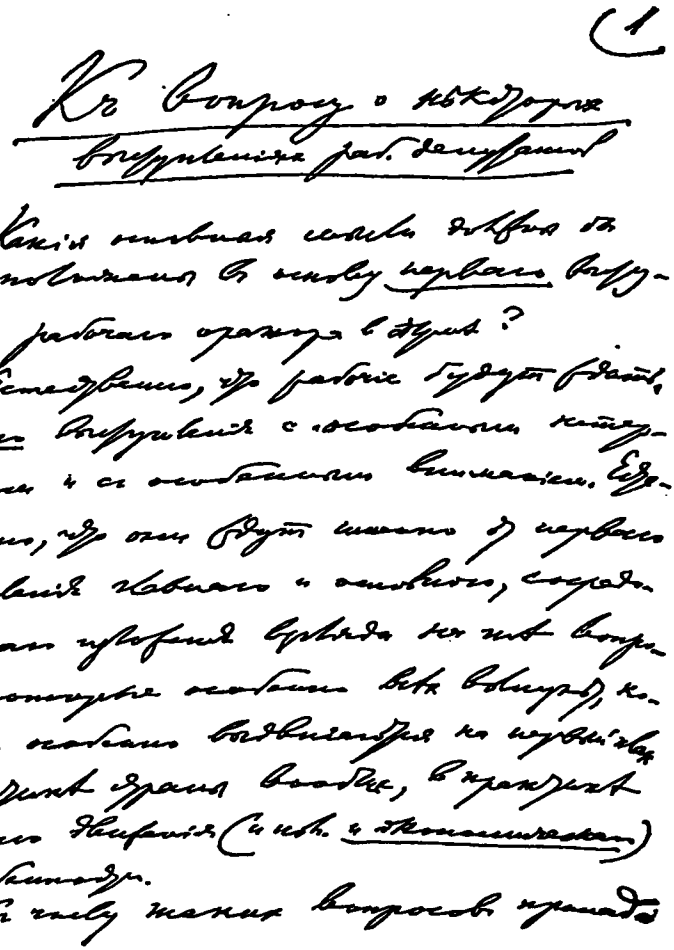
a) Par une extrême aggravation de la lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie (vie chère, grèves de masse, *impérialisme* des grandes puissances qui se livrent à une concurrence acharnée pour les marchés et qui sont au bord de la guerre).

b) Par la proximité de la réalisation du socialisme. La classe ouvrière du monde entier lutte non pas pour que soient reconnus ses droits à avoir un parti socialiste, mais *pour le pouvoir*, pour une nouvelle organisation de la société. Il est extrêmement important d'en parler du haut de la tribune de la Douma, de montrer aux ouvriers de Russie que les grandes batailles pour le socialisme ont commencé en Europe et en Amérique, que le triomphe du socialisme dans *l'ensemble du monde* civilisé est *proche* (et inévitable).

3) La troisième thèse de l'intervention doit porter sur la guerre des Balkans, sur la situation internationale et la politique extérieure de la Russie.

Il s'agit du thème qui présente le plus grand caractère d'actualité, et il est impossible de l'éluder. Il porte sur les points suivants :

a) La guerre des Balkans. Le mot d'ordre de république balkanique fédérative doit être repris par le député ouvrier russe. Nous devons dire que nous sommes contre la haine entre les Slaves et les Turcs, *pour* la liberté et l'égalité en droits de *tous* les peuples des Balkans.



Première page du manuscrit de V. Lénine « De quelques interventions des députés ouvriers ».— Novembre 1912.
Réduction

b) Notre opposition à l'intervention des grandes puissances dans la guerre des Balkans. Il faut absolument nous associer à la manifestation en faveur de la paix qui s'est déroulée à Bâle lors du Congrès socialiste international [154]. Guerre à la guerre ! Contre toute intervention ! Pour la paix ! Tels sont les mots d'ordre des ouvriers.

c) Notre opposition à la politique extérieure du gouvernement russe. A ce propos, il faudra insister tout particulièrement sur les « convoitises » (et sur les débuts de conquêtes) à l'égard du Bosphore, de l'Arménie turque, de la Perse et de la Mongolie.

d) Notre opposition au nationalisme gouvernemental. A ce sujet il faut indiquer quelles sont les nationalités opprimées : Finlande, Pologne, Ukraine, Juifs, etc. D'autre part, il importe, tout particulièrement, d'exposer avec clarté notre mot d'ordre du droit à l'*autodétermination politique* afin de faire contrepoids à toute sorte de réticences (telle la revendication de l'«égalité des droits » *seulement*).

e) Notre opposition au nationalisme libéral qui est moins grossier que le précédent, mais que son hypocrisie et les méthodes « raffinées » qu'il emploie pour tromper le peuple rendent particulièrement nuisible. Quelles sont les manifestations de ce nationalisme libéral (*cadéto*-progressiste) ? Ce sont les discours chauvins sur les tâches que les « Slaves » ont à accomplir, sur les tâches de « grande puissance » de la Russie, sur l'accord qui doit être conclu entre la Russie, l'Angleterre et la France pour être en mesure de *piller* d'autres pays.

4) La quatrième thèse doit porter sur la situation politique de la Russie. Cette thèse doit avoir pour but de dresser un tableau de l'arbitraire qui règne en Russie et de montrer la nécessité *impérieuse* de la liberté politique.

Pour ce faire, il faut insister tout particulièrement sur les points suivants :

a) Notre député devra obligatoirement parler des prisons de Koutomara, d'Algatchi, etc. [155]

b) Il devra attirer l'attention sur les trucages électoraux, sur les méthodes bonapartistes, sur le fait que le gouvernement n'a même plus la confiance des classes (gros propriétaires fonciers et bourgeoisie) sur lesquelles il comptait lors du coup d'Etat du 3 juin).

Il faudra rappeler que l'on a obligé les prêtres à voter contre leur conscience, que la Douma a évolué vers la droite alors que le pays a évolué vers la gauche.

c) Il est particulièrement important de montrer que le fameux mot d'ordre liquidateur de la « liberté de coalition » est irréalisable si on le dissocie de l'objectif général qui est la *liberté politique*. Il importe au plus haut point de faire comprendre que la liberté de la presse, d'association, de réunion, de grève est *absolument* indispensable aux ouvriers, mais qu'on ne pourra l'obtenir que si on comprend qu'elle est *indissolublement liée* aux bases fondamentales de la liberté politique, à un changement *radical* de tout le régime politique actuel. Demander la liberté de coalition *sous* le régime du 3 juin est une utopie libérale. Ce qu'il faut, c'est mener la lutte *au nom* de la liberté en général et au nom de la liberté de coalition en particulier contre l'*ensemble*, contre les *assises* mêmes de ce *régime*.

5) La cinquième thèse doit porter sur la situation insupportable de la paysannerie. Il faudra rappeler la famine dont 30 millions de personnes ont été victimes en 1911, la ruine et la paupérisation des campagnes. Montrer que la « réglementation agraire » gouvernementale ne fait qu'*aggraver* la situation, que la prospérité financière n'est qu'un leurre, que c'est une prospérité de façade reposant sur les impôts monstrueux extorqués au peuple, les taxes sur les alcools dont on force la vente, que même le modeste projet agraire des paysans de droite (des « 43 paysans ») de la IIIe Douma [156] est mis sous le boisseau et que les paysans doivent être débarrassés du joug des gros propriétaires fonciers et de la grosse propriété.

6) La sixième thèse porte sur les trois camps qui existent dans le pays et qui se sont manifestés lors des élections à la IVe Douma.

a) Le camp gouvernemental. Sa faiblesse. Le trucage électoral.

b) Le camp libéral. Il faut absolument attirer l'attention, ne fût-ce qu'en deux mots, sur le caractère contre-révolutionnaire des libéraux, sur le fait qu'ils sont *contre* une nouvelle révolution. On pourra citer textuellement les paroles de Grédeskoul que la *Pravda* a reproduites dans son

numéro 85 (8 août) *. Ces paroles, qui ont été publiées dans la *Retch*, sont les suivantes : « Un nouveau mouvement populaire (c'est-à-dire une nouvelle révolution) n'est pas nécessaire, ce qu'il faut, c'est un travail constitutionnel serein, persévérant et convaincu. »

Espérer des *réformes* constitutionnelles, comme c'est le cas des libéraux, *en gardant les bases* du régime actuel, *sans* un large mouvement populaire, est une *utopie*.

c) Le camp de la démocratie. A la tête de ce troisième camp se trouve la classe ouvrière. A ce propos on peut rappeler que même le *Goloss Moskvy* a noté que la classe ouvrière est allée aux urnes sous les *trois* mots d'ordre suivants : 1) république démocratique ; 2) journée de huit heures ; 3) confiscation des terres des gros propriétaires fonciers au profit des paysans.

7) La septième thèse doit porter sur le mouvement politique et les grèves de 1912.

a) Il est extrêmement important de rappeler qu'il y a eu 1 million de personnes qui ont participé aux grèves *politiques*. Noter également le réveil de tout le mouvement de libération.

b) Il faut absolument montrer que par leurs grèves politiques les ouvriers se sont donné des objectifs non pas particuliers mais intéressant l'*ensemble du peuple*.

c) Il faut montrer également que c'est la *liaison* entre les grèves politiques et les grèves économiques qui donne au mouvement sa force et sa vigueur.

d) Enfin, il faut rappeler la protestation des ouvriers contre l'exécution des matelots.

8) La huitième thèse est essentielle. Elle découle de tout ce qui précède et y est étroitement liée. Elle porte sur l'hégémonie du prolétariat, sur son rôle dirigeant, sur son rôle de chef, sur le fait que le prolétariat entraîne derrière lui tout le peuple, toute la démocratie, qu'il exige la liberté et qu'il mène la lutte pour l'obtenir, qu'il donne l'exemple, fournit un modèle, qu'il réveille les énergies, qu'il crée un nouvel état d'esprit.

9) Dans la neuvième et dernière thèse, il faudra reprendre brièvement et résumer ce qui vient d'être dit. Rappeler

* Voir le présent tome, pp. 256-257. (*N.R.*)

que les ouvriers conscients sont « inébranlablement fidèles » aux *trois* principes suivants: 1) au socialisme; 2) aux « principes du vieux Parti ouvrier social-démocrate de Russie éprouvé par la lutte »: la fidélité des ouvriers à ce parti est un *fait* qu'il faut mentionner; 3) à leurs « convictions républicaines ». Noter qu'il s'agit là non pas d'un mot d'ordre ou d'un appel mais d'une fidélité à ses convictions (dans toute une série de monarchies, en Angleterre, en Suède, en Italie, en Belgique, il existe des partis ouvertement républicains).

P. S. Il faudra peut-être soulever *à part* la question de la « liberté de coalition ». A noter que sous cette enseigne les liquidateurs tâchent de faire passer une réforme constitutionnelle *sans toucher aux assises* du régime du 3 juin *...

Rédigé en novembre 1912.
Publié pour la première fois en 1930 dans les 2e et 3e éditions des Œuvres de Lénine, tome XVI

Conforme au texte du manuscrit

* Le manuscrit s'interrompt à cet endroit. (*N. R.*)

A PROPOS DES DÉPUTÉS OUVRIERS À LA DOUMA ET DE LEUR DÉCLARATION [157]

Intervenant à la tribune de la IVe Douma d'Etat, le groupe social-démocrate tient à déclarer qu'il prend la relève des groupes social-démocrates qui l'ont précédé et auxquels il est indissolublement lié. Il tient en particulier à insister sur les liens qui l'unissent au groupe de la IIe Douma qui a été victime d'un acte de vengeance politique sans précédent de la part de la contre-révolution. La social-démocratie russe est un détachement de la grande armée de libération du prolétariat socialiste. A l'heure actuelle, cette armée se développe à un rythme extrêmement rapide dans tous les pays ; la hausse généralisée du coût de la vie, le joug du capital associé en unions, en trusts, en cartels, et la politique impérialiste des grandes puissances rendent la situation de la classe ouvrière intolérable et provoquent une aggravation de la lutte du capital et du travail ; le moment où il sera mis fin au capitalisme et où les millions de prolétaires unis créeront un nouveau régime social qui abolira la misère des masses et l'exploitation de l'homme par l'homme, se rapproche à un rythme rapide.

Le groupe social-démocrate s'associe à la protestation contre la guerre des ouvriers de tous les pays, qui s'est exprimée résolument lors du congrès international de Bâle. Les ouvriers veulent la paix. Ils protestent contre toute espèce d'intervention dans les Balkans. Seules la liberté et l'indépendance complètes des peuples, seule une république fédérative sont en mesure d'assurer la meilleure issue à la crise

actuelle dans cette partie du globe et de résoudre véritablement la question nationale par la reconnaissance de l'égalité et du droit absolus à l'autodétermination politique pour toutes les nationalités sans exception.

Le groupe social-démocrate à la IVe Douma élève une protestation toute particulière contre la politique extérieure du gouvernement russe. Il dénonce les projets tendant à agrandir le territoire de l'Etat russe par la conquête de territoires étrangers sur le Bosphore, en Arménie turque, en Perse et en Chine. Il dénonce la conquête de la Mongolie, contraire aux bons rapports avec la grande république fraternelle de Chine.

Le groupe social-démocrate est l'ennemi impitoyable de toute espèce de chauvinisme et de nationalisme, qu'il s'agisse du nationalisme grossier et bestial du gouvernement qui écrase et étouffe la Finlande, la Pologne, l'Ukraine, les Juifs et toutes les nationalités autres que grand-russes, ou qu'il s'agisse du nationalisme hypocrite et raffiné des libéraux et des cadets, toujours prêts à parler des tâches de grande puissance de la Russie et de son accord avec d'autres puissances pour mieux piller les autres pays.

Par leurs beaux discours nationalistes, les classes dirigeantes s'efforcent en vain de détourner l'attention du peuple de la situation intérieure intolérable de la Russie. Le trucage électoral sans précédent auquel ont donné lieu les élections à la IVe Douma et qui rappelle les méthodes bonapartistes de l'aventurier Napoléon III a montré pour la centième fois que le gouvernement ne pouvait s'appuyer sur aucune classe de la population. Il ne peut même pas maintenir son alliance avec les gros propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie au nom de laquelle a été effectué le coup d'Etat du 3 juin. La Douma a évolué vers la droite alors que tout le pays a évolué vers la gauche.

La Russie tout entière suffoque sous le joug de l'arbitraire et de la tyrannie. Le monde civilisé a appris avec indignation les tortures et les supplices auxquels sont soumis les emprisonnés politiques à Koutomara, Algatchi et dans d'autres prisons où l'on martyrise l'élite de notre pays. La liberté politique est aussi indispensable à la Russie que l'air aux poumons. Sans la liberté de la presse, de réunion, d'association et de grève, la Russie ne peut se développer, voire

subsister. La classe qui a le plus besoin de cette liberté est le prolétariat dont la lutte en faveur de l'augmentation des salaires, de la réduction de la journée de travail et de l'amélioration des conditions de vie est considérablement entravée par l'arbitraire. Le joug du capital, la cherté du coût de la vie, le chômage dans les villes et l'appauvrissement des campagnes rendent particulièrement nécessaires le rassemblement des ouvriers en associations et leur lutte pour le droit de vivre. L'absence de liberté les maintient dans une situation d'esclave ou de serf. Ils ne reculeront donc devant aucun sacrifice dans leur combat pour la liberté, en sachant très bien qu'ils ne pourront être assurés de pouvoir lutter librement contre le capital que si toutes les conditions de la vie sont radicalement modifiées et que si les fondements et les bases de la liberté politique sont pleinement garantis.

Les élections à la IVe Douma et les grèves politiques de 1912 qui ont rassemblé jusqu'à 1 million d'ouvriers ont montré que les ouvriers, à la tête de tous les démocrates, ne vont pas tarder à repartir à la conquête de la liberté. Au cours de la campagne électorale, trois camps ont mesuré leurs forces. Le camp de la contre-révolution gouvernementale est si faible que malgré la loi du 3 juin, il a dû truquer les élections et obliger les prêtres ruraux accablés à voter contre leur conscience et leurs convictions. Le camp du libéralisme s'est encore éloigné de la démocratie en direction de la grande bourgeoisie. Les cadets ont apporté la preuve de leur caractère contre-révolutionnaire par les alliances qu'ils ont conclues avec les Cent-Noirs contre les social-démocrates à Riga, Ekatérinodar, Kostroma et à la première curie de Pétersbourg. L'utopie libérale visant à réaliser des réformes constitutionnelles sans toucher aux assises du régime politique actuel et en l'absence d'un puissant mouvement populaire a de moins en moins d'influence parmi les démocrates. « Nous n'avons pas besoin d'une seconde révolution, nous n'avons besoin que d'un travail constitutionnel » : tel est le mot d'ordre des libéraux. La classe ouvrière est pleinement consciente du caractère mensonger de ce mot d'ordre. Et c'est avec cette conscience qu'elle a mené son combat électoral en unissant autour d'elle toutes les forces de la démocratie.

Tout le monde sait (la presse gouvernementale l'a elle-même déclaré) que la classe ouvrière est allée aux élections sous les trois mots d'ordre suivants: république démocratique, journée de huit heures et confiscation des terres appartenant aux gros propriétaires fonciers au profit des paysans.

Le prolétariat social-démocrate est convaincu que ces revendications sont l'aboutissement nécessaire des revendications défendues par tous les démocrates comme par exemple le suffrage universel, la liberté de la presse, de réunion, d'association et de grève, le principe de l'élection des juges et des fonctionnaires par le peuple, l'abolition de l'armée permanente et l'organisation d'une milice populaire, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la séparation de l'Eglise et de l'école, etc.

La situation des masses paysannes de Russie devient de plus en plus insupportable. La prétendue « réglementation agraire » gouvernementale ne fait qu'aggraver la situation de la majorité des paysans, ruine les campagnes, provoque des famines comme celle qui l'an dernier s'est abattue sur 30 millions d'individus et, d'une façon générale, n'entraîne aucune amélioration durable de l'agriculture. La prospérité financière n'est qu'une prospérité de façade due aux impôts exorbitants extorqués au peuple, aux taxes sur les alcools dont on force la vente et, pour éviter la banqueroute, le gouvernement doit sans cesse recourir à de nouveaux emprunts. Même le modeste projet agraire déposé par les 43 députés paysans de droite à la IIIe Douma a été mis sous le boisseau. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la meilleure fraction de la paysannerie tourne de plus en plus ses regards vers la classe ouvrière comme vers le seul chef du peuple en lutte pour la liberté. Il n'est pas étonnant que l'ensemble des démocrates considère les grèves politiques de 1912, qui étaient indissolublement liées au mouvement économique de la classe ouvrière, comme l'aurore d'une vie nouvelle, comme l'aurore d'un nouveau mouvement de libération plus fort et plus puissant.

Le groupe social-démocrate à la IVe Douma défendra les intérêts et les besoins de ce mouvement. Il estime qu'il n'a pas le droit de cacher à la majorité de la Douma ce que pensent tous les ouvriers conscients de Russie. Les ouvriers

conscients restent inébranlablement fidèles au socialisme. Ils restent inébranlablement fidèles aux principes du vieux Parti ouvrier social-démocrate de Russie, éprouvé dans la lutte. Ils restent inébranlablement fidèles, au nom de ces principes, à leurs convictions républicaines.

Rédigé à la mi-novembre 1912. Publié pour la première fois

Conforme au texte de la copie écrite par N. Kroupskaïa

A PROPOS DES ÉVÉNEMENTS DU 15 NOVEMBRE

(DISCOURS NON PRONONCÉ)

Le 15 novembre, jour de l'ouverture de la IVe Douma, une manifestation d'ouvriers a eu lieu à Pétersbourg [158]. Cette manifestation est liée aux récentes grèves politiques. Elle s'est déroulée sur un terrain préparé par ces grèves. Elle a une grande importance historique : elle marque, en effet, le passage de la grève aux manifestations. Le mouvement des masses s'est élevé à un stade supérieur : du stade des grèves de caractère politique, il est passé à celui des manifestations de rue. C'est là un énorme pas en avant qui doit être souligné, retenu et apprécié à sa juste valeur par tous les dirigeants conscients du prolétariat.

Ce pas en avant est d'autant plus important qu'il coïncide avec l'ouverture de la IVe Douma, de la Douma Cent-Noirs, de la Douma des gros propriétaires fonciers, de la Douma du 3 juin. En vérité, le moment ne pouvait être mieux choisi ! L'instinct prolétarien ne s'est pas trompé : à l'ouverture du « parlement » noir il a su répondre par des drapeaux rouges dans les rues de la capitale !

De même il a su opposer une manifestation véritablement populaire, véritablement démocratique, purement ouvrière (si l'on en croit les journaux, en effet, les intellectuels ne participaient malheureusement pas à cette manifestation), à la « manifestation » servile et obséquieuse que les cadets et les octobristes avaient organisée à l'intérieur du palais (à propos des pitoyables phrases de Rodzianko sur la « constitution » [159]).

D'un côté, à l'intérieur de la Douma noire des bavardages serviles sur une « constitution » (une « pièce montée » à la Rodzianko), de l'autre, la lutte pour la liberté et une véritable représentation populaire (sans guillemets), la lutte pour la république à l'extérieur de la Douma. Telle est l'opposition que l'instinct profond et juste des masses révolutionnaires a su mettre en évidence.

Le *Loutch* des libéraux liquidateurs a lancé une « mise en garde » contre une telle manifestation. Cela est bien digne de cet organe de traître à la cause ouvrière.

Mais comment le groupe social-démocrate a-t-il pu en faire autant ? Comment a-t-il pu tomber au niveau des cadets ? Tomber dans la servilité ? Comment certains de ses membres ont-ils pu se soumettre, consentir à une telle infamie ?

L'hypothèse suivante avancée parfois « en privé » vient à l'esprit : n'y avait-il pas des risques de provocation dans certains des groupes qui ont « appelé à la manifestation »?

Admettons un instant que cette hypothèse ait été formulée. Cela justifie-t-il l'attitude de notre groupe parlementaire ? Non. Ou, plus exactement, cela justifie sa démarche *sur le plan personnel* mais nullement *sur le plan politique*. Si cette hypothèse a été lancée, notre groupe n'est plus suspect de trahison à l'égard de la cause ouvrière, mais il reste coupable d'une faute politique.

Car enfin, comment aurait agi un véritable député *ouvrier* qui, après avoir entendu dire pendant trois jours qu'une telle manifestation était en train de se préparer, aurait été mis, le dernier jour, au courant de la « rumeur » (peut-être provocatrice elle aussi) selon laquelle « il se pourrait » que cette manifestation soit « une provocation »?

Un député ouvrier serait allé trouver un certain nombre d'ouvriers influents. Il aurait compris qu'*en un tel moment* sa place était aux côtés des ouvriers en vue, qu'il était cent fois plus important d'être avec les ouvriers qu'aux séances du groupe parlementaire. Il aurait appris auprès de deux ou trois (sinon quatre ou cinq) ouvriers *influents* de la capitale comment *l'affaire se présentait*, ce que *pensaient* les ouvriers, *quel était l'état d'esprit* des masses.

Un député ouvrier *aurait su* s'informer de tous ces problèmes, il aurait *su* apprendre qu'il y aurait une grève

(de 15 à 50 000 personnes !!, si l'on en croit la presse bourgeoise), qu'il y aurait une manifestation, que les ouvriers ne pensaient pas à la violence ni à des troubles et que, *par conséquent*, les rumeurs concernant une provocation n'étaient que des sottises.

Un député ouvrier aurait appris tout cela et ne se serait pas laissé tromper par les petits intellectuels libéraux, lâchement effrayés du « groupe d'initiative ».

On parle de provocation. Admettons. Mais est-ce qu'on n'en parlait pas au moment de la gaponade ? Qu'aurait-il fallu penser d'un ouvrier ou d'un dirigeant ouvrier qui n'aurait pas su distinguer le mouvement de masse particulier dont la gaponade marquait le début, du provocateur Gapone, des provocateurs policiers qui poussaient Gapone ?

Admettons qu'il y ait eu des policiers et des provocateurs parmi les organisateurs de la manifestation du 15 novembre (encore que cela ne soit pas prouvé et que ce soit peu probable : l'hypothèse la plus vraisemblable, en effet, c'est que ce sont les *rumeurs* à propos d'une provocation qui étaient *provocatrices*).

Mais ceci étant admis, quelle conclusion doit-on en tirer ? Qu'il ne faut pas recourir à la violence quand il n'en a même pas été question. Qu'il faut mettre les gens en garde contre la violence. Mais c'est contre une grève pacifique, alors que les masses étaient *en ébullition*, c'est contre une *manifestation* qu'on les a mises en garde !?

L'ensemble de notre groupe social-démocrate a commis une bien triste erreur, en vérité. Nous aimerions apprendre que certains de ses membres ne l'ont pas commise et qu'un grand nombre de ceux qui s'y sont laissé entraîner ont reconnu qu'ils avaient eu tort. Nous aimerions être assurés que de telles erreurs ne se reproduiront pas.

Le fait est qu'à l'heure actuelle, quelles que puissent être les machinations policières, le mouvement du prolétariat russe a accédé *au stade supérieur*.

Rédigé à la mi-novembre 1912. Publié pour la première fois en 1930 dans les 2e et 3e éditions des Œuvres de V. Lénine, tome XVI. Signé : Un non-député

Conforme au texte du manuscrit

LETTRE À J. STALINE [160]

Cher ami. Les journaux polonais locaux écrivent que Jagiello a été admis dans le groupe, mais qu'il n'a reçu qu'une voix consultative [161]. Si c'est la vérité, c'est alors une victoire décisive de l'esprit de parti. Vu l'agitation menée dans le *Loutch*, il est nécessaire: 1) de publier un article dans le *Dien* [162] (j'envoie le projet aujourd'hui)... dans le collège [163] (il faut leur apprendre à tout prix, et le faire tant qu'ils sont ici avec nous, à répliquer à tous les événements importants par des résolutions et à expédier immédiatement les copies ici). Voici un projet approximatif de résolution: « Après avoir examiné toutes les circonstances de l'affaire de l'admission de Jagiello dans le groupe social-démocrate et après avoir pris connaissance des articles que publient à ce sujet l'organe marxiste la *Pravda* et le journal des liquidateurs le *Loutch*, après avoir pris en considération le discours d'un tel sur les débats à ce sujet dans le groupe social-démocrate à la Douma et des avis des différentes organisations social-démocrates de Russie, le collège décide: de reconnaître que le refus d'accepter Jagiello avec une voix délibérative était la seule solution juste sur le plan de l'esprit de parti, car Jagiello n'est pas membre du Parti social-démocrate et a été élu à la IVe Douma contre la volonté de la majorité des grands-électeurs de la curie ouvrière de la ville de Varsovie. Condamnant l'agitation antiparti du Bund et des liquidateurs en faveur de l'admission de Jagiello dans le groupe, le collège exprime l'espoir que l'octroi au député Jagiello d'une voix consultative aidera à rallier tous les ouvriers social-démocrates polonais conscients

autour de la social-démocratie polonaise et à opérer leur fusion complète avec les ouvriers de toutes les nationalités dans les organisations uniques du P.O.S.D.R. »

Si, contre toute attente, ce sont les liquidateurs qui ont remporté la victoire et Jagiello a été admis, il reste indispensable, doublement indispensable, d'avoir une résolution de contenu similaire exprimant des regrets et s'adressant au parti dans son ensemble.

Après, il importe au plus haut point que le collège se « corrige » en ce qui concerne la résolution du 13 novembre et qu'il en adopte une nouvelle. A peu près dans ces termes: « Après examen de tous les détails de l'affaire de la grève du 15 novembre, le collège estime que les avertissements contre la grève lancés par le groupe social-démocrate et par le comité de Pétersbourg ont été suscités exclusivement par le fait qu'une partie de l'organisation n'était pas prête à manifester ce jour-là. L'expérience a montré, toutefois, que le mouvement du prolétariat révolutionnaire a quand même pris de l'envergure et s'est transformé en manifestations de rue, au nom de la république, de la journée de travail de huit heures et de la confiscation des terres des grands propriétaires fonciers, ce qui a élevé à un degré supérieur tout le mouvement ouvrier de Russie. Par suite le collège condamne résolument la propagande contre les grèves révolutionnaires menée par les liquidateurs, leur... groupe et par le *Loutch*, et recommande aux ouvriers de consacrer tous leurs efforts à des préparatifs plus larges, plus sérieux et mieux concertés en vue des manifestations de rue et des grèves politiques de protestation qu'on veillera à raccourcir (grèves de 24 heures) et à rendre plus unanimes. Le collège s'efforcera de développer l'agitation en faveur de la grève et de la manifestation du 9 janvier 1913, accompagnée d'une protestation particulière contre le tricentenaire de la maison des Romanov qui ont asservi la Russie et l'ont inondée de sang. »

Ensuite, il est extrêmement important et indispensable que les cinq députés (de la curie ouvrière) rédigent une résolution motivée sur l'affaire Badaïev. A peu près dans ces termes: « Les cinq députés de la curie ouvrière, prenant en considération les persécutions déclenchées par les liquidateurs, dans le *Loutch* et parmi les ouvriers de Pétersbourg,

persécutions dirigées contre le camarade Badaïev, ont décidé: 1) de ne pas porter cette question à l'examen du groupe à la Douma, car celui-ci a admis Badaïev et il n'y a pas eu la moindre protestation à l'intérieur du groupe contre l'admission de Badaïev; 2) d'examiner les conditions auxquelles Badaïev a été élu, à la condition que celui-ci s'abstienne de voter sur ce point; 3) le fait ayant été établi et vérifié par les cinq députés: a) que le mandat antiliquidateur a été publié au préalable et adopté à l'unanimité au cours de la réunion des délégués, à savoir que tous les grands-électeurs et délégués défendant Badaïev ont agi, en commun, avec cohésion et en tant que partisans convaincus, sur la demande du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R.; b) qu'à la réunion des délégués social-démocrates, il y a eu quinze voix en faveur de la liste du Comité de Pétersbourg et neuf en faveur des liquidateurs, et que, parmi les délégués et les grands-électeurs du *Loutch*, tous n'ont pas été des partisans convaincus des liquidateurs; certains hésitèrent (Soudakov, etc.); c) que, quand trois plus trois grands-électeurs ont été élus, les partisans de Badaïev ont accompli leur devoir en proposant de régler la question par un tirage au sort afin de ne point porter le litige devant la bourgeoisie; d) qu'une telle proposition a été présentée par les partisans de Badaïev et que les liquidateurs l'ont refusée par la question de P. et M. [164] (le liquidateur); en raison de tout cela, il a été décidé: de reconnaître que Badaïev est sans aucun doute l'élu de la majorité des ouvriers social-démocrates de St-Pétersbourg et le candidat véritablement présenté à la demande du Comité de Pétersbourg, que toute la responsabilité de la désorganisation des élections social-démocrates à la curie ouvrière de St-Pétersbourg retombe sur les liquidateurs qui, sachant qu'ils étaient en minorité, ont saboté la volonté de la majorité. Que le refus des liquidateurs de procéder au tirage au sort est une violation scandaleuse et inouïe dans le mouvement ouvrier du devoir de tout social-démocrate [165]. Il a été décidé de publier cette résolution dans la presse et de mener une action concertée parmi les ouvriers en faveur de Badaïev et contre l'agitation des liquidateurs. »

Cette résolution est indispensable. La question Badaïev figure dans la presse internationale. Dans la *Neue Zeit*,

Stéklov a publié des propos évasifs mais abjects. C'est tout simplement révoltant de lire ce qu'on a dit dans une brochure allemande publiée par les liquidateurs allemands à l'occasion du congrès international. On ne peut plus se taire. Ce sont les députés de la curie ouvrière qui doivent vérifier les faits et donner la justification à condition, bien entendu, que Badaïev s'abstienne.

Rédigé le 11 décembre 1912.
Expédié de Cracovie à Pétersbourg.
Publié pour la première fois

Conforme au texte de la copie conservée dans les archives du Département de la Police

LETTRE À J. STALINE [166]

POUR VASSILIEV

Le 6.12.

Cher ami, en ce qui concerne le 9 janvier, il est extrêmement important de tout examiner et de tout régler au préalable. Un tract contenant un appel à des meetings, à une grève de 24 heures et à des manifestations devra être rédigé à l'avance. (Ceci doit être résolu sur place, car on voit mieux les choses quand on est dans le bain [167].) Il faut « corriger l'erreur du 15 novembre, la corriger contre les opportunistes, bien entendu. Les mots d'ordre du tract doivent être les trois principaux mots d'ordre révolutionnaires (la république, la journée de travail de huit heures et la confiscation des terres appartenant aux gros propriétaires fonciers) ; il faut mettre tout particulièrement l'accent sur le tricentenaire de « l'infamie » de la dynastie des Romanov. Si l'on n'est pas sûr, archisûr, qu'il sera possible d'avoir le tract à Pétersbourg, il faut le préparer ici à l'avance et l'y apporter. L'impudence des liquidateurs dans la question Jagiello est incomparable. Si nous avons tous les six députés de la curie ouvrière, nous ne devons pas nous soumettre sans mot dire à de quelconques Sibériens. Les six députés doivent à tout prix élever la protestation la plus énergique si la majorité vote contre, il faut la faire paraître dans le *Dien* et déclarer qu'ils font appel à la base, aux organisations ouvrières. Les liquidateurs veulent gonfler leur majorité et faire avaler la scission avec la social-démocratie polonaise. Serait-il possible que les représen-

tants des ouvriers des six provinces ouvrières se soumettent aux Skobéliev et Compagnie ou à un Sibérien d'occasion [168]? Ecrivez plus souvent, davantage de choses et plus en détail.

Les articles du *Loutch* contre les grèves sont le comble de la bassesse. Il faut protester violemment contre eux dans la presse clandestine. Ecrivez le plus tôt possible et dites quel est celui de vos plans d'intervention que vous avez choisi.

Salutations.

P. S. Retournez les papiers, on ne peut les employer, leur propriétaire est peut-être à Pétersbourg.

Rédigé le 6 décembre 1912.
Expédié de Cracovie à Pétersbourg.
Publié pour la première fois en 1923 dans l'ouvrage: « A l'époque de la « Zvezda » et de la « Pravda » — 1911-1914 », 3e livraison

Conforme à la copie écrite par N. Kroupskaïa

LA MALADIE DU RÉFORMISME

« De quel mal souffrons-nous ? », demandait récemment dans le *Loutch* l'auteur d'un commentaire édifiant portant ce titre et écrit sous l'impression de la grève du 15 novembre. Les deux citations suivantes rendent la réponse évidente :

« Il semble que ceux qui prétendent au rôle de chefs doivent voir clairement que la revendication demandant l'abolition des lois d'exception et la liberté de coalition est une chose, qu'elle est l'objet de la lutte menée aujourd'hui et à mener dans un avenir proche, tandis que le changement du régime actuel, dont parle la proclamation, en est une autre. Il peut être obtenu non point par le jeu à la grève auquel nous assistons à l'heure actuelle mais par un travail obstiné et conséquent, par la conquête des positions l'une après l'autre, par la tension de toutes les forces, par une organisation parfaite, et si l'on entraîne dans cette lutte non seulement la classe ouvrière, mais les larges masses populaires...

Si nous considérons nos objectifs avec conscience et intelligence, si nous défendons nos intérêts avec esprit de suite, sans nous enflammer aujourd'hui pour refroidir demain, nous créerons de puissantes organisations syndicales ainsi qu'un parti politique légal auxquels nul n'osera attenter. »

Ces citations suffisent pour nous permettre de dire à l'auteur : « Demandez plutôt, mon cher, de quel mal vous souffrez vous-mêmes? » Et nous vous répondrons : vous souffrez de réformisme, c'est évident. Vous avez une idée fixe, celle du parti ouvrier stolypinien. Cette maladie est dangereuse. Avec les soins prodigués par les docteurs du *Loutch* vous risquez d'en mourir.

L'auteur prône de manière non équivoque et consciente un « parti politique légal » face aux revendications générales de liberté politique. La juxtaposition des deux citations

que nous avons reproduites ne laisse aucun doute à ce sujet. Ici tous les faux-fuyants seraient parfaitement vains.

Nous demandons à l'auteur: pourquoi donc le « parti légal » des opportunistes de la démocratie petite-bourgeoise (les socialistes populistes de 1906) ou du libéralisme de la grosse bourgeoisie (les cadets de 1906, 1907 et plus tard) fut-il une utopie tandis que *votre* parti ouvrier « légal » ne serait pas utopique ?

Vous reconnaissez (ou tout au moins la prise de position « légale » aux élections vous *a obligé* à reconnaître) que les cadets sont contre-révolutionnaires, que ce ne sont pas des démocrates, que ce n'est pas un parti de masse en général, mais celui de la bourgeoisie aisée, le parti de la « première curie ». Et voici que vous, « homme politique pratique et lucide », ennemi des « explosions et des poings brandis », voici que vous présentez, soi-disant au nom des ouvriers, une revendication « immédiate » qui, même pour les cadets, s'est révélée utopique et inaccessible ! Vous êtes un grand utopiste, mais votre utopie est petite, mesquine, pitoyable.

Sans vous en rendre compte, vous avez été atteint de la maladie à la mode — il y a une de ces épidémies en ce moment !— la maladie de l'abattement, de la lâcheté, du désespoir, du manque de foi. Et cette maladie vous pousse dans le fossé de l'opportunisme qui a valu aux socialistes populistes et aux cadets d'être universellement ridiculisés.

Vous estimez que revendiquer l'abolition des lois d'exception et la liberté de coalition c'est être au niveau de l'actualité, c'est faire preuve d'esprit pratique, « rationnel » et « conscient ». Vous divergez radicalement de la social-démocratie, car celle-ci *comprend* les conditions générales de réalisation de pareilles réformes (et leur sérieux). Vous vous rapprochez considérablement des progressistes et des octobristes, car ce sont justement des gens qui se trompent eux-mêmes et qui trompent les autres par des bavardages... sur des réformes et des « libertés » en maintenant les choses comme elles sont. Le réformiste italien Bissolati a trahi la classe ouvrière au nom des réformes promises par le ministre *libéral* Giolitti, à un moment où les partis de *toutes* les classes avaient une existence « légale ». Vous trompez la classe ouvrière au nom de réformes que *même* les Izgoev et les Boulgakov *n'*attendent *pas* de Makarov !

Vous parlez avec mépris du « jeu à la grève »! Je n'ai pas la possibilité de vous répondre ici comme il le faudrait. Je me contente d'indiquer brièvement qu'il est tout simplement stupide de traiter de « jeu » un profond mouvement historique. La *colère* vous prend au sujet des grèves comme elle prend le *Novoïé Vrémia* (voir n° du 17 novembre, article de Neznamov), les Izgoev et les Boulgakov. La colère vous prend parce que la vie brise sans pitié vos illusions libérales. Les masses ouvrières reconnaissent pleinement la nécessité de l'organisation, d'un système, d'une préparation, d'une action méthodique, mais elles traitent et elles traiteront avec mépris vos discours.

La grave maladie qui vous a contaminé est causée par un bacille extrêmement répandu. C'est le bacille de la politique ouvrière libérale ou, en d'autres termes, du courant liquidateur. Il est dans l'air. Mais vous avez beau vous emporter contre le cours des événements en général et contre le 15 novembre en particulier, le cours des événements est mortel pour un bacille de ce genre.

La « Pravda » n° 180, 29 novembre 1912. *Conforme au texte du journal*
Signé: V. Iline

LA PAUPÉRISATION DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE

Les réformistes bourgeois et, à leur suite, certains opportunistes appartenant à la social-démocratie affirment qu'il n'y a pas de paupérisation des masses dans la société capitaliste. « La théorie de la paupérisation », disent-ils, est fausse : le bien-être des masses augmente, quoique lentement ; l'abîme entre les possédants et les non-possédants ne s'approfondit pas mais s'amenuise.

Ces derniers temps, la fausseté de pareilles affirmations se révèle de manière de plus en plus flagrante aux yeux des masses. Le coût de la vie augmente. Les salaires des ouvriers, *même* avec le mouvement gréviste le plus obstiné et *le plus* fructueux pour les ouvriers, augmentent beaucoup plus lentement que ne s'élèvent les dépenses nécessaires à l'entretien de la force de travail. Et à côté de cela, la richesse du capitalisme s'accroît à une vitesse vertigineuse.

Voici certains chiffres concernant l'Allemagne, où la situation des ouvriers est incomparablement meilleure qu'en Russie, grâce à un niveau culturel plus élevé, grâce au *droit de grèves* et à la liberté d'association, grâce à la liberté politique, aux millions de membres des syndicats, aux millions de lecteurs des journaux ouvriers.

D'après les chiffres des social-politiciens *bourgeois* qui puisent leurs renseignements dans des sources officielles le salaire des ouvriers allemands a augmenté au cours des 30 dernières années de 25 % en moyenne. Dans la même période, le coût de la vie a augmenté d'*au moins* 40 %!

Les produits alimentaires, les vêtements, le combustible, les loyers, tout a augmenté. L'ouvrier connaît une paupérisation *absolue*, c'est-à-dire qu'il devient tout simplement plus pauvre qu'avant, qu'il est obligé de vivre moins bien, d'avoir une nourriture plus chiche, de moins souvent manger à sa faim, de vivre dans les caves et dans les greniers.

Toutefois, la paupérisation *relative* des ouvriers, c'est-à-dire la diminution de leur *part* dans le revenu national, est encore plus flagrante. La part *comparée* des ouvriers dans la société capitaliste qui s'enrichit rapidement devient de plus en plus réduite, car les millionnaires s'enrichissent de plus en plus vite.

L'impôt sur le revenu n'existe pas en Russie ; il n'y a aucun chiffre montrant l'accroissement de la richesse des classes aisées de la société. Si bien que notre réalité, plus affligeante encore, est couverte d'un voile, le voile de l'ignorance et du silence.

Il existe pour l'Allemagne des chiffres précis montrant la richesse des classes possédantes. Par exemple, en Prusse, les *premiers* dix milliards de marks (5 milliards de roubles) soumis à l'impôt sur les biens, appartenaient en 1902 à 1 853 personnes et en 1908 à 1 108 personnes.

Le nombre des plus gros riches a diminué. Mais leur richesse a augmenté. Chacun d'eux possédait en moyenne en 1902 des biens s'élevant à 5 000 000 de marks (2 500 000 roubles) et en 1908 à 9 000 000 de marks (4 500 000 roubles)!

On parle des « 10 000 grosses fortunes ». En Prusse, les « 21 000 grosses fortunes » possédaient des biens d'une valeur de 13 milliards et demi de marks, tandis que les biens des autres 1 300 000 propriétaires contribuables s'élevaient à 3 milliards de marks.

Les quatre plus gros millionnaires de Prusse (un prince, un duc et deux comtes) possédaient en 1907 des biens d'une valeur de 149 millions de marks, et, en 1908, de 481 millions de marks.

Dans la société capitaliste la richesse grandit à une vitesse invraisemblable, en même temps que les masses ouvrières sont frappées par la paupérisation.

La « Pravda » n° 181, 30 novembre 1912. Conforme au texte du journal
Signé : V.

LA CLASSE OUVRIÈRE ET SA REPRÉSENTATION «PARLEMENTAIRE»

Ce n'est pas la première fois que les ouvriers conscients de Russie ont affaire avec la représentation collective de la classe ouvrière dans la Douma d'Etat. Et chaque fois que s'est formée pareille représentation dans les IIe, IIIe et IVe Doumas (ne parlons pas de la première que la majorité des social-démocrates a boycottée), chaque fois, on a assisté à une *disparité* entre les idées, les conceptions, la tendance de la *majorité* de la social-démocratie et sa représentation parlementaire.

Nous disposons de chiffres précis à ce sujet en ce qui concerne la seconde Douma d'Etat. Au printemps 1907, on a établi de manière officielle et incontestable les conceptions, tendances, courants ou fractions qui prédominent d'une part dans la social-démocratie et d'autre part au sein de son groupe à la Douma.

Il est apparu qu'en envoyant un délégué pour 500 ouvriers social-démocrates, les bolcheviks disposaient alors de 105 délégués, les mencheviks de 97, les députés n'appartenant à aucun groupe de 4 [169].

De toute évidence, la supériorité est en faveur du bolchevisme.

Parmi les social-démocrates « nationaux », les Polonais avaient 44 délégués, les bundistes 57, et les Lettons 29. Comme parmi les Lettons la supériorité flagrante était en faveur des ennemis de l'opportunisme, des mencheviks et du Bund, le rapport des « courants » parmi les « nationa-

listes » en général était le même que dans la fraction « russe » de la social-démocratie.

Cependant, on comptait à cette époque dans le groupe social-démocrate à la Douma, 36 mencheviks et 18 bolcheviks, et, parmi les députés de la curie ouvrière, 12 mencheviks et 11 bolcheviks [170]. Il est net que les mencheviks avaient la supériorité.

Donc les forces des « courants » dans la social-démocratie et dans le groupe parlementaire n'étaient pas réparties de manière semblable, mais directement opposée.

Est-ce un effet du hasard ?

Non. Dans tous les pays du monde, on observe, en règle générale, que les représentants parlementaires des partis ouvriers sont de tendance *plus opportuniste* que les partis ouvriers eux-mêmes. Il est aisé de trouver la cause de ce phénomène : premièrement, tous les systèmes électoraux des pays bourgeois, même des pays les plus démocratiques, *restreignent* dans la pratique les droits électoraux des ouvriers, soit par des conditions d'âge (en Russie 25 ans), soit par une résidence fixe et un lieu de travail constant (6 mois en Russie), etc. Ces restrictions frappent d'ordinaire plus que toutes autres les couches prolétariennes jeunes, plus conscientes et plus résolues.

Deuxièmement, les éléments non prolétariens des partis ouvriers (fonctionnaires des syndicats, petits patrons, employés et surtout « intellectuels »), dans *tous* les systèmes électoraux de la bourgeoisie, se spécialisent plus aisément dans les professions « parlementaires » (en raison de leurs occupations, de leur situation dans la « société », de leur préparation, etc.).

Nous consacrerons notre prochain article aux conclusions que l'on peut tirer de ce fait et à l'exposé de la situation dans les IIIe et IVe Doumas par rapport à la IIe Douma.

La « Pravda » n° 191, 12 décembre 1912. *Conforme au texte du journal*
Signé : V.I.

NATIONALISTES ET CADETS «SE RÉCONCILIENT»

Le résultat politique le plus important des débats parlementaires sur la déclaration du gouvernement est le touchant regroupement des *nationalistes*, des octobristes et des *cadets*. Notre soi-disant « société » russe est si sensible aux phrases ronflantes et bon marché qu'il faut insister tout particulièrement sur le résultat *effectif* des interventions de *tous* les partis qui ont critiqué les questions de principe de la politique.

« Les partis ont disparu », a écrit le « *Novoïé Vrémia* » *nationaliste* (n° 13 199). « L'admirable discours du député Maklakov (à la séance du 7 décembre) a réunifié toute la Douma d'Etat qui l'a applaudi en oubliant tous les démêlés entre partis et toutes les divergences d'opinion. »

Tous ceux qui s'intéressent sérieusement à la politique doivent se rappeler et méditer ces comptes rendus d'un journal *nationaliste*, organe principal des lécheurs de bottes, des persécuteurs de Juifs et d'autochtones.

Ce n'est pas parce qu'ils «oubliaient » les divergences d'opinion que les octobristes et les nationalistes, les partisans de Goutchkov et du *Novoïé Vrémia* ont applaudi Maklakov, mais parce qu'ils comprenaient de manière juste l'*unité de pensée* profonde existant entre la bourgeoisie libérale et les gros propriétaires fonciers nationalistes.

Maklakov a révélé cette unité de pensée sur les questions fondamentales de politique intérieure et extérieure. « Si la

Russie ne cherche pas la guerre, elle ne la craint pas non plus », s'est exclamé ledit cadet, sous les applaudissements prolongés des *nationalistes*. Et comment ne l'applaudiraient-ils pas ? Tout homme instruit politiquement comprend parfaitement qu'au moyen de ces paroles, les cadets ont exprimé leur *adhésion* à la politique de menaces de guerre, à la politique militariste, à l'armement de l'armée de terre et de l'armée de mer qui oppriment et ruinent les masses populaires.

Les libéraux qui soutiennent le militarisme ne font pas peur à la réaction, car les réactionnaires tiennent à très juste titre le raisonnement suivant : soutenir le militarisme c'est *agir*, tandis que les exclamations libérales ne sont que des *paroles creuses*, tout simplement impossibles à réaliser, tant que la réaction est au pouvoir. « Donne-nous des millions pour l'armement et nous t'applaudirons quand tu prononceras des phrases libérales », voici ce que dit et que doit dire tout terrien féodal intelligent aux Balalaïkine [171] de la Douma.

Et la position de Maklakov en matière de politique intérieure ? Est-ce par hasard que le prêtre de droite est « fou de joie », selon le témoignage de la *Retch*, ou que le *Novoïé Vrémia* reproduit en s'étranglant d'enthousiasme le leitmotiv de Maklakov : « Il ne faut pas que la Russie soit divisée en deux camps, le pays et le gouvernement » ?

Non, ce n'est pas un hasard, car en criant qu'il est souhaitable de procéder à la « réconciliation », Maklakov reprend *en fait* les paroles de Kokovtsov. Kokovtsov, lui aussi, veut la « réconciliation » !

Kokovtsov *ne* désire *pas* que change le rapport des forces sociales. Maklakov n'a pas fait preuve *de la moindre* compréhension du changement qui est nécessaire et *du moyen* par lequel il pourrait être atteint. La « réconciliation », c'est le mot par excellence qui *élude et obscurcit* l'unique question sérieuse, celle des conditions et des moyens de ce changement, qui l'élude grâce à des phrases pourries qui ne signifient rien, qui émoussent la conscience civique des masses, qui les bercent d'illusions.

La « société » qui est capable d'applaudir le discours de Maklakov sur la « réconciliation » ne mérite que mépris.

Les nationalistes, tout comme les cadets, se sont évertués à ne pas voir que c'est dans le discours du représentant des ouvriers, Malinovski, au sujet de la déclaration ministérielle que la démocratie *pose* ses questions. Mais ce n'est pas du tout, mais *pas* du tout pour ce public-là que Malinovski a prononcé son discours.

La « Pravda » n° 194, 15 décembre 1912 *Conforme au texte du journal*

LES NATIONAL-LIBÉRAUX

Ces dernières années, on observe de toute évidence une différenciation au sein du libéralisme russe. La « véritable » bourgeoisie commence à se séparer du camp du libéralisme. Le capital libéral est en train de constituer *son* parti propre dans lequel doivent entrer (et entrent) de nombreux éléments de la bourgeoisie qui auparavant marchaient avec les octobristes et auxquels s'adjoignent, d'un autre côté, les éléments « pondérés » et les plus modérés de la grosse bourgeoisie venus du parti cadet.

Le groupe des « progressistes » dans les IIIe et IVe Doumas, ainsi que le groupe « progressiste » au Conseil d'Etat, sont sur le point de devenir la représentation officielle de cette bourgeoisie national-libérale dans l'arène parlementaire. Le récent congrès des « progressistes » a tracé en somme le programme national-libéral que prône à l'heure actuelle la *Rousskaïa Molva* [172].

Que veulent donc ceux qu'on appelle les « progressistes »? Et pourquoi les qualifions-nous de national-libéraux ?

Ils *ne* veulent *pas* de domination entière et sans partage des gros propriétaires fonciers et des bureaucrates. Ils revendiquent — et le disent bien franchement — une constitution modérée, étroitement censitaire, un système bicaméral et un suffrage antidémocratique. Ils veulent un « pouvoir fort » qui mènerait une politique « patriotique » de conquête par le feu et par le fer de nouveaux marchés pour « l'industrie nationale ». Ils veulent que les bureaucrates comptent avec eux dans la même mesure qu'avec les Pourichkévitch. Et, à ce moment-là, ils sont prêts

à oublier leurs « anciens comptes » avec les réactionnaires et à travailler avec eux main dans la main afin de fonder une « grande » Russie capitaliste.

Ce qui sépare ces gens-là du parti octobriste, c'est le fait que les éléments terriens sont trop puissants dans ce parti, et également le fait que les octobristes sont complaisants au point de perdre toute force. Ce qui les sépare du parti cadet, c'est l'antipathie pour les avances démagogiques que les cadets prodiguent à la démocratie. Les bavardages fallacieux des cadets sur le suffrage universel, l'aliénation forcée de la terre (même avec rachat) semblent tout à fait superflus et inadmissibles à ces constitutionnalistes « sérieux ».

Les national-libéraux n'y vont pas par quatre chemins: il ne faut pas craindre d'être accusé de « connivence avec les forces réactionnaires », il faut lutter ouvertement contre les « appels à s'emparer des terres des grands propriétaires fonciers », « les incitations à la haine à l'égard des classes possédantes » ; il ne doit y avoir ni gens de droite ni gens de gauche en ce qui concerne la « puissance militaire » :

« Nous sommes revenus dans notre Patrie... L'armée russe est *notre* armée... Le tribunal russe n'est pas le « tribunal de Chémiaka »[173] mais *notre* tribunal... La puissance extérieure russe n'est pas un vain caprice de la bureaucratie, c'est *notre* force et *notre* joie. » (Voir les déclarations du programme de la *Rousskaïa Molva*.)

Les national-libéraux ont incontestablement un certain « avenir » en Russie. Ce sera le parti de la « vraie » bourgeoisie capitaliste, tel que nous le voyons en Allemagne. Les éléments libéraux purement intellectuels qui ne sont pas au niveau de l'actualité restent chez les cadets. Les national-libéraux obtiennent le concours d'idéologues comme Strouvé, Maklakov, Protopopov, Kovalevski et autres qui, depuis longtemps, ont déjà un pied dans le camp réactionnaire. Ils seront sans aucun doute rejoints par les éléments les plus modérés des propriétaires terriens à la Chipov, qui sont aussi pour une constitution étroitement censitaire, une « constitution » pour les riches. (Ce n'est pas sans raison que, récemment, monsieur Strouvé a évoqué M. Chipov en termes si chaleureux)...

Les rêves, chers aux « progressistes », d'un « pouvoir fort » menant une politique libérale sont, bien entendu,

irréalisables à brève échéance. Les Khvostov et les Pourichkévitch demeurent les héros de la fête. Il est possible que le parti national-libéral n'arrivera pas à se former définitivement à l'heure présente et que leur journal périra comme trois ans plus tôt a péri le journal *Slovo* [174] qui s'était fixé dans l'ensemble les mêmes buts. (Toutefois, à la Douma, les « progressistes » se sont relativement renforcés par rapport aux cadets.) Mais l'intervention ouverte de la bourgeoisie national-libérale signifie en tout cas que les contradictions de classes ont considérablement mûri en Russie.

A l'autodétermination de la bourgeoisie capitaliste, les ouvriers doivent opposer une énergie décuplée dans *leur* organisation et dans l'autodétermination de *leur* classe.

La « Pravda » n° 200, 22 décembre 1912 *Conforme au texte du journal*

DE L'ATTITUDE À L'ÉGARD DU COURANT LIQUIDATEUR ET DE L'UNITÉ

THÈSES

1. Quatre ans de lutte contre le courant liquidateur.

   Le parti définit le courant liquidateur en *décembre* 1908. Il condamne le courant liquidateur non pour son activité légale mais parce qu'il détruit le parti. Victoire des antiliquidateurs dans l'arène légale en 1912 (la « Pravda » et les élections).
2. Les liquidateurs provoquent la scission. Les liquidateurs se sont séparés du parti. Leurs groupes d'initiative sont le produit et la manifestation de la scission.
3. La conférence d'août 1912 groupe des gens opposés au parti, comme sont obligés de le reconnaître les réconciliateurs eux-mêmes.

   Il est inadmissible qu'interviennent au nom du parti social-démocrate les groupes de l'étranger qui n'ont reçu de mandat direct d'aucune organisation social-démocrate de Russie et qui n'agissent pas avec l'accord de ladite organisation.
4. Les résolutions de la conférence d'août sur les principaux ploblèmes du mouvement, et avant tout sur le problème essentiel de la reconnaissance entière et sincère du parti clandestin, se distinguent, pour être poli, par leur « diplomatie », c'est-à-dire par le fait qu'elles évitent de donner une réponse directe à la question. En fait, ce sont des résolutions liquidatrices.
5. Le comportement politique du groupe liquidateur dans *Nacha Zaria* et dans le *Loutch* après la conférence (d'août),

a montré sans aucun doute que ce groupe est antiparti, et ceci s'est manifesté : a) dans la propagande du parti légal ; b) dans les sarcasmes adressés à la « clandestinité » dans la presse légale ; c) dans la lutte contre les grèves révolutionnaires et contre la lutte révolutionnaire de masse dans son ensemble.

Une lutte résolue contre ce groupe antiparti s'impose.

6. Se livrer dans la presse légale à une propagande de l'unité qui élude et obscurcit le fond du problème, c'est-à-dire la question de la *reconnaissance effective* du parti clandestin, cela équivaut à duper les ouvriers.
7. Nécessité absolue de l'unité de tous les courants et nuances de l'organisation clandestine. Appel en faveur de cette unité.

Rédigé en décembre 1912.
Publié pour la première fois en 1939 dans la revue « Bolchevik » n° 1

Conforme au texte du manuscrit

AVIS ET RÉSOLUTIONS DE LA CONFÉRENCE DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R. TENUE À CRACOVIE AVEC LES RESPONSABLES DU PARTI[175]

Publié en février 1913 en brochure séparée aux Editions du Comité central du P.O.S.D.R. à Paris

Conforme au texte de la brochure collationné pour l'«Avis» avec le manuscrit, pour les «Résolutions» avec le tirage polycopié

AVIS

En février de la présente année s'est tenue une réunion du Comité central du P.O.S.D.R. élargie aux responsables du parti. Certains membres des organisations clandestines du parti ont pu prendre part aux travaux de la réunion: cinq membres pour Pétersbourg, deux pour la région de Moscou, deux pour le Sud, ainsi que des représentants de l'Oural et du Caucase. Les organisations locales n'ayant pas eu la possibilité de procéder à des élections, la réunion n'a pu avoir l'envergure d'une conférence ordinaire. Une partie des membres du Comité central avaient été empêchés d'y assister par la police.

Presque tous les participants à la réunion jouaient un rôle éminent dans les différentes associations ouvrières légales, ainsi que dans ce qu'on appelle les « possibilités légales ». De la sorte, la composition de la réunion permettait de dresser un tableau juste de toute l'activité du parti dans les principales régions de Russie.

La réunion a tenu onze séances et rédigé les résolutions suivantes correspondant aux différents points de l'ordre du jour: 1) Essor révolutionnaire, grèves et objectifs du parti. 2) Mise sur pied de l'organisation clandestine. 3) Le groupe social-démocrate à la Douma. 4) La presse du parti. 5) Campagne des assurances. 6) Attitude à l'égard du courant liquidateur. Question de l'unité. 7) Les organisations social-démocrates nationales.

Ces résolutions ont été adoptées à l'unanimité, à l'exception seulement de l'abstention d'un camarade sur deux points de la résolution des « assurances », et d'un autre sur des points de détail de la résolution « nationale ».

Les résolutions de la réunion, sanctionnées par le Comité central, donnent un résumé de l'expérience du parti, tracent la ligne directrice dans tous les problèmes les plus importants de l'activité social-démocrate dans la Russie actuelle.

* * *

Une des tâches majeures de la social-démocratie consiste à tenir systématiquement compte de l'expérience de 1912, car cette année fut l'année d'un grand tournant historique dans le mouvement ouvrier de Russie. Non seulement la dépression et la désagrégation ont cédé la place à l'animation, mais, de plus, la classe ouvrière est passée à l'offensive de masse contre les capitalistes et contre la monarchie tsariste. La vague de grèves économiques et politiques s'est élevée si haut qu'à nouveau la Russie se trouve placée sous ce rapport *en tête* de *tous* les pays du monde, même des plus évolués.

Bien entendu, aucun ouvrier conscient n'oubliera pour autant à quel point les prolétaires des pays libres nous ont devancés dans l'organisation et l'éducation politique des masses. Toutefois, ce fait a prouvé que la Russie est entrée dans une phase de croissance de la *nouvelle révolution.*

Une grande tâche incombe à présent à la classe ouvrière, celle de procéder à l'éveil révolutionnaire et à l'éducation dans la lutte de toutes les masses démocratiques, de les diriger en vue du puissant assaut qui doit donner à la Russie la liberté et la république, une fois abattue la monarchie des Romanov. La tâche essentielle du moment présent est d'aider sous tous les rapports la lutte révolutionnaire ouverte des masses, de l'organiser, de l'élargir, de l'approfondir et de l'intensifier. Qui n'a pas pris conscience de cette tâche, qui ne milite pas dans telle ou telle organisation clandestine, groupe ou cellule au service de l'essor révolutionnaire, n'est pas un social-démocrate.

* * *

L'essor révolutionnaire du prolétariat en 1912 fut le moteur principal du changement universellement reconnu qui est intervenu dans l'état d'esprit de la démocratie. La social-démocratie a remporté d'importantes victoires aussi bien aux élections à la IVe Douma que dans la mise

1

Совѣщаніе Ц.К. Росс. С.Д. Раб.
Партіи с партійными работниками.

Въ февралѣ текущаго года
состоялось совѣщаніе Ц.К. Росс. С.Д.
Р.П. с партійными работниками. Къ со-
вѣщанію удалось привлечь членовъ неве-
гальныхъ, партійныхъ организацій Петер-
бурга (пятерых), Московской области (двоих),
Юга (двоих), Урала и Кавказа. Про-
извести выборы въ мѣстныхъ организа-

Première page du manuscrit de V. Lénine « Avis » sur la conférence du C.C. du P.O.S.D.R. avec les responsables du parti.— Janvier 1913.
Réduction

sur pied d'une presse ouvrière légale qui prône au moins l'a b c de la théorie marxiste. Si le gouvernement du tsar n'a pu faire obstacle à ces succès, c'est uniquement parce que la lutte révolutionnaire ouverte des masses a modifié toute la conjoncture sociale et politique. Poursuivant son action intangible, persévérante et systématique afin d'utiliser absolument toutes les « possibilités légales » quelles qu'elles soient, depuis la tribune de la Douma des Cent-Noirs jusqu'à n'importe quelle société antialcoolique, le P.O.S.D.R. n'oublie pas un instant que seul est digne du noble titre de membre du parti celui qui mène tout son travail parmi les masses dans l'esprit véritable des décisions du parti, mûrement réfléchies et adoptées en fonction de la révolution grandissante et non en fonction de la « légalité » du 3 juin. Notre tâche est de ne pas se laisser influencer par le désarroi et la désagrégation que nous a légués l'époque 1908-1911, mais au contraire de lutter contre eux. Il nous incombe de ne pas voguer au gré du courant d'un légalisme chaotique et dépourvu de principes, mais d'utiliser toutes les possibilités légales pour grouper graduellement toutes les forces vives autour du parti clandestin. Notre mot d'ordre est : pas de paix avec ceux qui abusent du légalisme pour semer le scepticisme et l'indifférence à l'égard de la lutte révolutionnaire des masses, ou même pour la freiner ouvertement.

Ce n'est pas en rabattant de nos revendications qu'on obtiendra le gage de leur réalisation, ce n'est pas en tronquant notre programme, ce n'est pas en employant une tactique qui consiste à attirer des gens peu évolués au moyen de mots d'ordre trompeurs assurant que telle ou telle réforme constitutionnelle est facile sous le tsarisme russe. Non. Ce gage, c'est l'éducation des masses dans l'esprit de la démocratie conséquente et de la conscience de la fausseté des illusions constitutionnelles. Ce gage, c'est l'organisation révolutionnaire de la classe d'avant-garde, le prolétariat, et le grand enthousiasme révolutionnaire des masses.

L'époque de déchaînement de la contre-révolution nous a laissé en héritage les flottements et le désarroi idéologiques, la désagrégation sur le plan organisationnel dans de nombreux centres du mouvement ouvrier, les méthodes

primitives et l'éloignement forcé du parti chez les uns; chez les autres, l'attitude dédaigneuse et même haineuse à l'égard de la « clandestinité » qui garde intacts les préceptes de la révolution et qui met au point la tactique révolutionnaire. Le départ des liquidateurs du parti social-démocrate, l'isolement et parfois l'oubli des principes de la social-démocratie et le délabrement des organisations social-démocrates « nationales », tout cela a donné un relief particulier à la revendication d'*unité*.

L'unité du prolétariat social-démocrate est la condition indispensable de ses victoires.

L'unité du prolétariat social-démocrate est impossible sans l'unité de *son* parti, le P.O.S.D.R.

Et là, nous voyons immédiatement qu'il est impossible de résoudre la question de cette unité sans résoudre non seulement en paroles, mais également dans les faits celle de la nécessité d'un parti clandestin. Celui qui parle de l'unité tout en prônant le «parti ouvrier légal » ne fait que se tromper soi-même et tromper les ouvriers. Celui qui parle de l'unité en faisant croire que ce problème peut être résolu, peut être éclairé et peut être tout simplement posé dans le cadre de la légalité ne fait que se tromper soi-même et tromper les ouvriers.

Non, ce ne sont pas des phrases creuses sur « l'unité » dans la presse légale, ce n'est pas un accord avec les différents groupuscules d'intellectuels qui « cheminent chacun de son côté », ce n'est pas la diplomatie des entretiens menés à l'étranger, mais *seulement l'unification* sur le plan local, la *fusion* pratique dans une organisation clandestine unique de *tous* les ouvriers membres du P.O.S.D.R., c'est seulement cela qui décidera de la question de l'unité.

Les ouvriers en sont venus eux-mêmes, à la base, à cette solution, la seule solution sérieuse, la seule solution efficace. La conférence appelle tous les social-démocrates à s'engager dans cette voie.

Partout, les ouvriers social-démocrates rétablissent les organisations clandestines uniques du P.O.S.D.R. sous forme de cellules d'usines, de comités de fabriques et d'usines, de groupes de districts, de centres urbains, de groupes social-démocrates dans *toutes espèces* d'institutions légales, etc. Celui qui ne veut pas se condamner à la situation de personne

isolée et sans pouvoir n'a qu'à rejoindre ces organisations. La reconnaissance du parti clandestin, le soutien de la lutte révolutionnaire des masses sont ici réalisés sous le contrôle des ouvriers eux-mêmes.

* * *

La période de désorganisation s'éloigne. Le temps est venu de rassembler les forces. Unissons-nous donc dans les organisations clandestines du P.O.S.D.R. Les portes ne seront fermées à aucun social-démocrate qui désire y travailler, qui désire aider à organiser le prolétariat, l'aider à lutter contre le capital et à mener à bien l'assaut révolutionnaire, déjà sur sa lancée, contre la monarchie tsariste.

La crise politique générale mûrit lentement mais sûrement en Russie. Le système du 3 juin a été le dernier essai fait pour sauver la monarchie Cent-Noirs du tsar, pour la rénover au moyen d'une alliance avec les couches supérieures de la bourgeoisie ; or, même cet essai s'est soldé par un échec. Les nouvelles forces démocratiques grandissent et se consolident à vue d'œil parmi la paysannerie et la bourgeoisie des villes. Le nombre des prolétaires augmente plus rapidement qu'auparavant dans les campagnes et dans les villes ; ils sont mieux organisés, plus unis, plus confiants dans leur invincibilité que renforce l'expérience des grèves de masse.

Le P.O.S.D.R., qui organise dans un tout unique les détachements d'avant-garde de ce prolétariat, doit le conduire à des victoires révolutionnaires sous le drapeau de nos vieilles revendications révolutionnaires.

Février 1913 *Le Comité central du P.O.S.D.R.*

RÉSOLUTIONS

ESSOR RÉVOLUTIONNAIRE, GRÈVES ET OBJECTIFS DU PARTI

1. Le fait le plus marquant de l'histoire du mouvement ouvrier et de la révolution russe en 1912 est l'admirable développement de la lutte du prolétariat qui a revêtu la forme de grèves économiques et politiques. Le nombre des grévistes politiques a atteint le million.

2. Le caractère de la lutte gréviste de 1912 mérite une attention toute particulière. Dans un certain nombre de cas, les ouvriers posent en même temps les revendications économiques et politiques, la phase de grèves économiques cède la place à une phase de grèves politiques et vice versa. La lutte contre les capitalistes pour le retour des conquêtes de 1905 dont les a frustrés la contre-révolution, le coût croissant de la vie, font se dresser des couches sans cesse nouvelles d'ouvriers devant lesquels les problèmes politiques se posent sous la forme la plus aiguë. Toutes ces formes de juxtaposition et d'enchevêtrement de la lutte politique et économique sont la condition et le gage de la puissance du mouvement donnant naissance à la grève révolutionnaire de masse.

3. Les explosions de mécontentement et des soulèvements dans la flotte et dans l'armée qui ont marqué l'année 1912, sont incontestablement liées aux grèves révolutionnaires de masse des ouvriers; elles signalent que l'effervescence et l'indignation augmentent dans les larges couches démocratiques, en particulier parmi les paysans qui forment la majeure partie de l'armée.

4. Tous ces faits, rapprochés du glissement général à gauche du pays qui s'est manifesté aux élections pour la IVe Douma, malgré le trucage absolument impudent auquel s'est livré le gouvernement tsariste Cent-Noirs, ont mon-

tré à l'évidence que la Russie s'est de nouveau engagée dans une phase de lutte révolutionnaire ouverte des masses. La nouvelle révolution dont nous vivons présentement le début est le résultat inéluctable de la faillite de la politique tsariste du 3 juin. Cette politique a été incapable de satisfaire même la grosse bourgeoisie, pourtant la plus accommodante. La situation des masses populaires est devenue de plus en plus précaire, surtout pour les nationalités opprimées ; quant aux paysans, des millions et des millions d'entre eux sont à nouveau acculés à la famine.

5. Dans de pareilles conditions, les grèves révolutionnaires de masse offrent une importance toute particulière pour encore une autre raison : elles sont un des moyens les plus efficaces pour vaincre l'apathie, le désespoir et la dispersion du prolétariat agricole et de la paysannerie, pour les pousser à une action politique autonome, pour les entraîner dans des actions révolutionnaires les plus unies, les plus simultanées et les plus larges possible.

6. Les organisations du parti, en élargissant et renforçant la propagande pour les revendications immédiates du P.O.S.D.R. (république démocratique, journée de travail de 8 heures et confiscation de toutes les terres des propriétaires fonciers au profit de la paysannerie), doivent accorder une des premières places dans leur activité au soutien sous tous les rapports des grèves révolutionnaires de masse, ainsi qu'au développement et à l'organisation de toutes les formes d'intervention révolutionnaire des masses. En particulier, il est indispensable de fixer comme tâche immédiate l'organisation de manifestations révolutionnaires de rue, aussi bien associées aux grèves politiques qu'à titre d'actions indépendantes.

7. L'emploi du lock-out (licenciements massifs) par certains capitalistes contre les ouvriers en grève impose de nouvelles tâches à la classe ouvrière. Il est indispensable de tenir très attentivement compte des conditions économiques de la grève dans chaque district, dans chaque branche de l'industrie, dans chaque cas particulier, en cherchant de nouvelles formes de lutte (par exemple, la grève à l'italienne) pour riposter au lock-out et en remplaçant les grèves politiques par des meetings révolutionnaires et par des manifestations révolutionnaires de rue.

8. Certains organes de la presse légale mènent une propagande générale contre les grèves révolutionnaires de masses, ceci quelle que soit la manière dont ils apprécient telle ou telle grève particulière Cette propagande est menée en dehors de la presse libérale par le groupe de liquidateurs du journal *Loutch*, en dépit de la volonté de la majeure partie des ouvriers qui soutiennent d'une manière ou d'une autre ce journal. La tâche de tous les ouvriers membres du parti social-démocrate est donc de : 1) mener une lutte décisive contre ce groupe ; 2) expliquer de manière systématique et persévérante à tous les ouvriers sans distinction de tendance, tout le mal que cause ladite propagande ; 3) grouper toutes les forces prolétariennes afin de développer la propagande révolutionnaire et les actions révolutionnaires des masses.

MISE SUR PIED DE L'ORGANISATION CLANDESTINE

1. Dressant le bilan du mouvement ouvrier et de l'activité du parti en 1912, la conférence estime que :

la nouvelle vague d'actions révolutionnaires des masses a complètement confirmé les décisions antérieures du P.O.S.D.R. (et en particulier de la conférence de janvier 1912) sur le problème de la mise sur pied du parti. Le déroulement de la lutte gréviste en 1912, la campagne de la social-démocratie pour les élections à la IVe Douma, le déroulement de la campagne des assurances, etc., ont montré de manière évidente que le seul type d'organisation devant être mis sur pied dans la période présente est un parti clandestin, somme des cellules du parti, entourées d'un réseau d'associtions ouvrières légales et semi-légales.

2. Il est sans aucun doute obligatoire d'adapter aux conditions locales les formes organisationnelles de l'édification clandestine. La diversité des formes de couverture des cellules clandestines, la souplesse la plus grande possible quand il s'agit d'adapter les formes de travail aux conditions locales et de la vie courante sont le gage de la vitalité d'une organisation clandestine.

3. La principale tâche immédiate dans le domaine de l'organisation consiste à l'époque actuelle à fonder, dans toutes les usines et fabriques, des comités d'usine clandestins dépendant exclusivement du parti et comprenant les

éléments ouvriers les plus actifs. L'essor gigantesque du mouvement ouvrier crée les conditions permettant, dans la plupart des endroits, de reformer des comités d'usine du parti et de renforcer ceux qui existent déjà.

4. La conférence signale qu'il est devenu à présent absolument nécessaire de refondre les groupes locaux dispersés en une seule organisation dirigeante dans chaque centre.

Comme type d'organisation à l'échelon de la ville, on peut citer, à Pétersbourg par exemple, le comité directeur de la ville qui a été fondé sur l'association de deux principes, celui de l'élection par les cellules d'arrondissement et celui de la cooptation.

Ce type d'organisation permet d'établir le contact le plus étroit et direct entre l'organe de direction et les cellules de base et, en même temps, il permet de constituer un organe exécutif comprenant un nombre restreint de membres, mobile et le plus secret possible, qui a le droit d'intervenir à chaque instant au nom de toute l'organisation. La conférence recommande aux autres centres du mouvement ouvrier ce type d'organisation auquel on apportera les modifications découlant des conditions locales et de la vie pratique.

5. Dans le but d'établir les liens étroits entre les organisations locales et le Comité central, ainsi que dans celui d'orienter et d'unir le travail du parti, la conférence considère qu'il est instamment nécessaire d'organiser les centres régionaux dans les principaux districts du mouvement ouvrier.

6. Le système des mandataires est proposé comme une des tâches pratiques les plus importantes qui permettra d'établir un lien vivant constant entre le Comité central et les groupes social-démocrates locaux et également d'instituer des formes souples de direction du travail local dans les grands centres du mouvement ouvrier. Les mandataires doivent être recrutés parmi les dirigeants ouvriers locaux. Seuls les ouvriers d'avant-garde peuvent par leurs propres moyens renforcer et consolider l'appareil central du parti, sur le plan local, comme dans toute la Russie.

7. La conférence exprime le souhait que le Comité central organise le plus souvent possible des conférences élargies aux responsables du parti locaux, qui militent dans les différentes branches de l'activité social-démocrate.

8. La conférence rappelle les nombreuses décisions du parti expliquant que le parti ouvrier ne peut subsister que grâce aux cotisations régulières de ses adhérents et aux collectes ouvrières. Sans ces collectes, surtout dans les circonstances présentes, l'existence même de l'institution centrale du parti la plus modeste (à l'échelon local et à celui de toute la Russie) est absolument impossible.

9. (A ne pas publier).

LE GROUPE SOCIAL-DÉMOCRATE À LA DOUMA

1. La conférence constate que malgré les persécutions inouïes et la falsification des élections auxquelles s'est livré le gouvernement, malgré l'alliance Cent-Noirs-libéraux contre la social-démocratie qui s'est nettement dessinée en de nombreux endroits, le P.O.S.D.R. a remporté des victoires considérables aux élections à la IVe Douma. Presque partout, le nombre des suffrages exprimés en faveur des social-démocrates a augmenté dans la seconde curie urbaine que les social-démocrates arrachent de plus en plus des mains des libéraux. Et dans la curie ouvrière, la principale pour notre parti, le P.O.S.D.R. a conservé une suprématie sans partage ; d'autre part, la classe ouvrière, en élisant tous les députés bolcheviks, a souligné avec une unanimité particulière sa fidélité inébranlable au vieux P.O.S.D.R. et à ses préceptes révolutionnaires.

2. La conférence salue l'activité énergique des députés social-démocrates à la IVe Douma, qui s'est traduite dans de nombreuses interventions et interpellations et dans la lecture d'une déclaration qui, dans l'ensemble, exprime de manière correcte les principes fondamentaux de la social-démocratie.

3. Reconnaissant comme étant la seule juste la tradition qui s'est établie à l'intérieur de notre parti et qui veut que le groupe social-démocrate soit un organe subordonné au parti comme un tout, en la personne de ses institutions centrales, la conférence estime que pour faire progresser l'éducation politique de la classe ouvrière et organiser de manière correcte le travail à la Douma, le parti doit suivre avec attention chacune des initiatives du groupe social-démocrate. réalisant de la sorte son contrôle de l'activité de celui-ci.

4. La conférence ne peut manquer de considérer que la résolution concernant Jagiello est une violation directe du devoir de parti dont s'est rendu coupable le groupe social-démocrate. Cette résolution soutient l'initiative scissionniste du Bund qui a conclu un accord avec un parti non social-démocrate (P.P.S.) contre les social-démocrates polonais et qui a fait élire le non-social-démocrate Jagiello contre tous les grands-électeurs social-démocrates qui ont constitué la majorité dans le collège des grands-électeurs ouvriers. De la sorte, le groupe a approfondi la scission qui divise les ouvriers polonais et rendu plus difficile l'unification à l'intérieur de l'ensemble du parti.

5. La défense qu'a faite le camarade Tchkhenkéli, au nom du groupe, de l'autonomie nationale culturelle sous l'aspect de « fondation des institutions indispensables au libre développement de chaque nationalité » est une violation directe du programme du parti [176]. Une formulation absolument identique quant au fond a été repoussée dans un vote spécial au second congrès du parti qui avait sanctionné son programme [177]. Faire des concessions aux états d'esprit nationalistes, même sous une forme aussi voilée, est un acte inadmissible pour un parti prolétarien.

6. Le vote du groupe social-démocrate en faveur de la formule progressiste (en réalité octobriste) de passage sur la déclaration ministérielle et le non-dépôt d'une formule social-démocrate autonome est une lacune qui doit être notée par le parti, en raison des commentaires haineux de la presse libérale [178]. 7, 8 et 9. (A ne pas publier.) [179]

LA LITTÉRATURE CLANDESTINE

Ayant débattu de la nécessité de développer sous tous les rapports les éditions clandestines et ayant rédigé à ce sujet une série d'instructions concrètes, la conférence appelle avec insistance toutes les organisations locales du parti, toutes les cellules ouvrières, ainsi que les ouvriers individuellement, à faire preuve de plus d'activité et d'initiative pour transporter la littérature et établir la liaison avec le bureau du Comité central [180] dans le but de diffuser la littérature clandestine.

LA CAMPAGNE DES ASSURANCES

Constatant que la classe ouvrière et son parti, en dépit de toutes les persécutions, ont fait preuve d'une grande énergie dans la défense des intérêts prolétariens à la suite de l'application de la loi sur les assurances, la conférence stipule que :

1. Il importe de mener la lutte la plus décidée et la plus unie possible contre les tentatives du gouvernement et des capitalistes qui veulent obliger les ouvriers à élire leurs délégués des caisses-maladie à l'aveugle, sans permettre les réunions ouvrières.

2. Partout, en dépit des interdictions, les ouvriers doivent organiser des réunions où seraient choisis d'avance les candidats qu'ils souhaitent voir élire aux postes de délégues.

3. Les ouvriers doivent organiser des meetings révolutionnaires de protestation contre les violences et les avanies qui accompagnent l'application des lois sur les assurances.

4. En tout cas, il est indispensable de dresser au préalable la liste ouvrière des candidats aux postes de délégués choisis parmi les ouvriers social-démocrates les plus influents et de soutenir cette liste même là où il est impossible d'organiser des réunions.

5. La conférence estime qu'il est irrationnel et nuisible de boycotter les élections de délégués. Les efforts principaux des capitalistes, à l'heure actuelle, tendent à empêcher les ouvriers de prendre possession des cellules prolétariennes de fabriques et d'usines que doivent devenir les caisses-maladie des ouvriers. Le boycottage qui à l'heure actuelle désunit les ouvriers ne ferait qu'aller au-devant des désirs des capitalistes.

6. La lutte pour des élections normales de délégués dans les caisses-maladie ne doit pas cesser un seul instant. Tous les moyens seront mis en œuvre avec un maximum d'énergie ; il faut savoir profiter de toute circonstance favorable, empêcher les entrepreneurs de considérer que le cours normal de la production est assuré, élargir et développer la lutte des ouvriers, sans pour autant renoncer à faire élire la liste social-démocrate en dépit des obstacles. Les élections n'excluent pas le progrès ultérieur de la lutte. Au contraire, en

élisant aux postes de délégués des ouvriers social-démocrates éprouvés, nous facilitons la lutte ultérieure pour des élections normales, lutte au cours de laquelle les délégués aideront les ouvriers par tous les moyens.

7. Partout où les élections se déroulent sans réunions, il est indispensable de faire de la propagande pour la réélection des délégués au moyen d'élections effectivement libres, avec organisation de réunions, et ceci par tous les moyens dont les ouvriers peuvent disposer.

8. Le groupe social-démocrate à la Douma doit immédiatement déposer une interpellation au sujet du refus opposé aux ouvriers qui demandent des réunions pour les élections.

9. Toute la propagande concernant la mise en vigueur des assurances doit absolument être étroitement rattachée à l'exposé de la situation d'ensemble dans la Russie tsariste, exposé dans lequel seront expliqués nos principes socialistes et nos revendications révolutionnaires.

L'ATTITUDE ENVERS LE COURANT LIQUIDATEUR ET L'UNITÉ

1. Les quatre années de la lutte menée par le parti contre le courant liquidateur ont démontré l'entière justesse de la définition qui en avait été donnée par la conférence de décembre du P.O.S.D.R. en 1908, dans les termes suivants:

« Des tentatives entreprises par une certaine fraction des intellectuels membres du parti pour liquider l'organisation existante du P.O.S.D.R. et la remplacer par un regroupement imprécis tendant à la légalité à tout prix, fût-ce à celui de l'abandon pur et simple du programme, de la tactique et des traditions du parti. »

Par conséquent, les liquidateurs ne sont pas du tout condamnés pour avoir insisté sur la nécessité de l'activité légale mais pour avoir renié le parti clandestin et avoir voulu le détruire.

L'organisation du premier quotidien ouvrier marxiste de Russie et les élections dans la curie ouvrière de tous les députés bolcheviques ont démontré de manière définitive que le parti savait être au niveau de l'activité légale, en évinçant les liquidateurs.

2. En quittant le parti clandestin et en se groupant à l'écart des organisations locales, les liquidateurs se sont li-

vrés à une scission qu'ils ont couronnée en fondant dans de nombreux endroits, et en particulier à Pétersbourg, ce qu'on appelle les groupes d'initiative. La conférence de janvier 1912 du P.O.S.D.R. qui a décrété que le groupe des écrivains liquidateurs de *Nacha Zaria* et du *Diélo Jizni*, étant le noyau des groupes d'initiative, « s'est définitivement placé en dehors du parti » *, n'a fait que constater la scission parachevée par les liquidateurs.

3. La conférence d'août 1912 qui se donnait le nom de « conférence des organisations du P.O.S.D.R. » était en fait une conférence liquidatrice, car son élément principal et directeur était le groupe littéraire des liquidateurs qui avaient quitté le parti et s'étaient coupés des masses ouvrières russes.

4. La fidélité au parti clandestin manifestée par l'écrasante majorité des ouvriers d'avant-garde a contraint la conférence d'août à simuler des concessions à l'esprit de parti et à soi-disant reconnaître le parti clandestin. En fait, toutes les résolutions de cette conférence sont entièrement pénétrées de l'esprit liquidateur; d'ailleurs, aussitôt après la conférence, *Nacha Zaria* et le *Loutch*, déclarant qu'ils adhéraient aux décisions d'août, ont mené avec plus d'intensité encore la propagande liquidatrice:

a) pour le parti légal;

b) contre la clandestinité;

c) contre le programme du parti (défense de l'autonomie nationale culturelle, révision des lois agraires de la IIIe Douma, mot d'ordre de république repoussé à l'arrière-plan, etc.);

d) contre les grèves révolutionnaires de masse;

e) pour la tactique réformiste exclusivement légaliste.

Aussi l'une des tâches du parti est-elle toujours de mener une lutte résolue contre le groupe des liquidateurs de *Nacha Zaria* et du *Loutch* et d'expliquer aux masses ouvrières la nocivité profonde de leur propagande.

5. La campagne en faveur de « l'unité » lancée par les liquidateurs dans la presse légale, élude et obscurcit le problème principal, celui de l'entrée dans le parti clandestin et du travail à l'intérieur de ce parti, induisant de la sorte en erreur

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 17, p 467. (*N. R.*)

les ouvriers puisque ce problème ne peut même pas être posé dans la presse légale. En réalité, les liquidateurs continuent toujours à se conduire comme des scissionnistes, fait qu'ont montré de manière évidente les élections de Pétersbourg: quand les grands-électeurs se sont divisés en deux parties égales, ce sont les liquidateurs qui ont repoussé la proposition de tirage au sort qui seul pouvait mettre fin à la désunion des ouvriers face aux partis bourgeois.

6. A la condition qu'ils reconnaissent l'organisation clandestine du P.O.S.D.R. et qu'ils y entrent, l'unité des ouvriers social-démocrates de tous courants, toutes nuances, est sans aucun doute indispensable; elle est impérieusement dictée par tous les intérêts du mouvement ouvrier.

L'unification sur ces principes a déjà été réalisée dans l'organisation locale du quartier Narvski à Pétersbourg et dans de nombreuses organisations provinciales.

7. C'est avec la plus grande énergie que la conférence soutient pareille unification et recommande d'entamer partout et immédiatement une unification à la base à partir des comités d'usines, des groupes de quartiers, etc. Les camarades ouvriers doivent vérifier si l'on reconnaît réellement l'organisation clandestine, si l'on est prêt à soutenir la lutte révolutionnaire des masses et la tactique révolutionnaire. Ce n'est qu'en fonction de cette mise en œuvre pratique de l'unité à la base que sera réalisée la cohésion définitive du parti et le renforcement de l'unité à l'échelle de toute la Russie.

LES ORGANISATIONS SOCIAL-DÉMOCRATES « NATIONALES »

1. L'expérience de 1912 a entièrement confirmé la justesse de la décision de la conférence (janvier 1912) du P.O.S.D.R. sur cette question *. Le soutien accordé par le Bund à la candidature du non-social-démocrate Jagiello contre les social-démocrates polonais et la violation du programme du parti en faveur du nationalisme, au cours de la conférence d'août 1912 des liquidateurs, du Bund et des social-démocrates lettons, ont révélé de manière particulièrement flagrante l'échec total des principes fédéralistes dans la mise

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 17, pp. 469-470. (*N.R.*)

sur pied du parti social-démocrate et la nocivité profonde pour la cause prolétarienne des organisations social-démocrates « nationales » isolées.

2. C'est pour cette raison que la conférence appelle instamment les ouvriers de toutes les nationalités de Russie à riposter de la manière la plus décisive au nationalisme combatif de la réaction, à lutter contre toutes les manifestations, quelles qu'elles soient, de l'esprit nationaliste parmi les masses laborieuses et à réaliser la cohésion et la fusion la plus étroite des ouvriers social-démocrates sur le plan local, dans des organisations uniques du P.O.S.D.R. qui mènent leur activité dans chacune des langues employées par le prolétariat local et qui réalisent dans les faits l'unité à la base, comme cela se fait depuis longtemps au Caucase.

3. La conférence déplore vivement la scission qui a frappé les rangs de la social-démocratie polonaise et qui a considérablement affaibli la lutte des ouvriers social-démocrates de Pologne. La conférence est forcée de constater que la Direction centrale de la social-démocratie polonaise, qui ne représente pas à l'heure actuelle la majorité des organisations social-démocrates du prolétariat polonais, a recours à des moyens inadmissibles pour lutter contre cette majorité (par exemple, elle soupçonne gratuitement d'être des provocateurs tous les membres de l'organisation de Varsovie). La conférence appelle toutes les organisations du parti qui ont des rapports avec les ouvriers social-démocrates de Pologne à aider à réaliser une unité véritable de la social-démocratie polonaise.

4. En particulier, la conférence note l'opportunisme extrême et l'esprit liquidateur qui marquent les décisions de la dernière conférence du Bund (IXe conférence) qui a écarté le mot d'ordre de république, repoussé à l'arrière-plan l'activité clandestine et a fait preuve d'un oubli des objectifs révolutionnaires du prolétariat. L'opposition du Bund à l'unification de tous les ouvriers social-démocrates sur le plan local (à Varsovie, Lodz, Vilna), unification au sujet de laquelle le P.O.S.D.R. a de nombreuses fois insisté dès 1906 dans ses congrès et conférences, mérite d'être condamnée de manière analogue.

5. La conférence salue les ouvriers social-démocrates et révolutionnaires de l'organisation lettonne qui mènent une

propagande persévérante dans un esprit antiliquidateur; elle déplore que le Comité central de la démocratie lettonne soit enclin à soutenir les initiatives antiparti des liquidateurs.

6. La conférence exprime la ferme certitude que l'élan révolutionnaire, les grèves économiques et politiques, les manifestations de rue et autres formes de lutte révolutionnaire déclarée des masses aideront les ouvriers social-démocrates à réaliser leur cohésion et leur fusion entières partout, sans aucune distinction de nationalité, intensifiant de la sorte l'offensive contre le tsarisme qui opprime tous les peuples de Russie et contre la bourgeoisie coalisée de toutes les nations de Russie.

LE MOUVEMENT OUVRIER ANGLAIS EN 1912

L'événement le plus marquant de l'année passée a été la grève des mineurs. Si la grève des ouvriers des chemins de fer de 1911 a déjà montré l'esprit nouveau des ouvriers britanniques, celle des mineurs a véritablement constitué une époque.

Les classes dirigeantes ont eu beau se préparer à la « guerre », la bourgeoisie a eu beau se mettre en quatre pour tâcher d'écraser la résistance des esclaves indociles du capital, malgré tout la grève a réussi. L'organisation des mineurs a été exemplaire. Il n'y a même pas eu trace de briseurs de grève. Il ne pouvait être question d'extraire le charbon avec l'aide de soldats ou de manœuvres inexpérimentés. Et, après six semaines de lutte, le gouvernement bourgeois d'Angleterre s'est aperçu que toute la vie industrielle du pays était sur le point de s'arrêter, que les paroles de la chanson ouvrière : « Quand ta main le veut, toutes les roues cessent de gronder » [181] était en train de se réaliser.

Le gouvernement fit des concessions.

« Le premier ministre de l'Empire le plus puissant qui ait jamais existé au monde s'est présenté à la réunion des délégués des esclaves en grève et les a suppliés d'accepter un compromis. » C'est ainsi qu'un marxiste bien informé retrace le bilan de la lutte.

Le gouvernement anglais qui d'habitude nourrit les ouvriers des années durant de promesses de « lendemains » meilleurs, de promesses de réformes, a fait preuve de célérité cette fois-ci. En *cinq jours*, un nouveau projet de loi est passé devant le Parlement ! Cette loi introduisait le princi-

pe du salaire *minimum*, c'est-à-dire un salaire *au-dessous* duquel on ne peut descendre.

A la vérité cette loi, comme toutes les réformes bourgeoises, n'est qu'une demi-mesure pitoyable et même une simple duperie à l'intention des ouvriers, car en établissant un salaire minimum, les patrons arrivent quand même à opprimer leurs esclaves salariés. Malgré tout, ceux qui connaissent bien le mouvement ouvrier anglais affirment qu'après la grève des mineurs, le prolétariat anglais *n'est plus ce qu'il était*. Les ouvriers ont appris à se battre. Ils ont aperçu la *voie* qui les conduira à la victoire. Ils ont pris conscience de leur force. Ils ont cessé d'être les brebis dociles qu'ils semblaient être si longtemps, à la satisfaction de tous les défenseurs et de tous les laudateurs de l'esclavage salarié.

Un changement s'est produit dans le rapport des forces sociales en Angleterre, changement qu'on ne saurait exprimer au moyen de chiffres, mais que tous ressentent.

Malheureusement, le progrès n'est pas bien grand dans les affaires des partis anglais. La scission entre le « Parti socialiste britannique » (ancienne fédération social-démocrate), et le parti ouvrier « indépendant » (du socialisme) continue. Le comportement opportuniste des membres du Parlement, élus sur les listes du second parti, provoque parmi les ouvriers, comme toujours, des velléités *syndicalistes*. Heureusement, elles ne sont pas très marquées.

Les syndicats anglais se tournent lentement mais sûrement vers le socialisme, contre la volonté de nombreux membres ouvriers du Parlement qui défendent obstinément la vieille tradition de la politique ouvrière libérale. Mais ces derniers des Mohicans n'arriveront pas à conserver cette tradition !

La « Pravda » n° 1. 1er janvier 1913. *Conforme au texte du journal*
Signé : W.

MIEUX VAUT TARD QUE JAMAIS

Je suis obligé de réfuter avec beaucoup de retard ce qu'a écrit L. Martov dans le *Loutch* (n° 37 du 28 octobre 1912). Mais que faire ? Il est aisé d'émettre une contre-vérité. Mais pour *arriver jusqu'à* la vérité, il faut parfois beaucoup de temps.

Dans le numéro 37 du *Loutch*, L. Martov m'a couvert d'injures grossières accompagnées des « sombres » insinuations coutumières à cet écrivain. Habitué depuis dix ans aux procédés de lutte employés par Martov, je n'ai même pas lu l'article jusqu'au bout. Mais des collègues m'ont signalé que L. Martov attribue au camarade Haase, membre du Comité central de la social-démocratie allemande, les mots suivants : « Lénine *trompe* l'Internationale. »

Afin d'arriver à la vérité, il fallait rechercher la *source* des paroles de Martov. Il se référait au « Journal des ouvriers mineurs » n° 225. Je ne l'ai pas trouvé. Ces paroles ne figuraient pas dans le *Vorwärts* (Organe central du Parti social-démocrate allemand). Je ne les ai trouvées que dans le *Bremer Bürger-Zeitung*[182] (Organe social-démocrate de Brême).

J'ai dû donc interroger Haase lui-même afin de ne point imiter la légèreté de L. Martov.

Une demande écrite a été adressée au Comité central de la social-démocratie allemande.

Voici la réponse de Haase :

Comité central du Parti social-démocrate allemand.
Berlin, 31 décembre 1912.

Chers camarades, en réponse à votre demande, je vous informe que l'exposé qui selon vous a été donné dans le *Loutch* au sujet de

mon intervention au Bureau Socialiste International ne correspond pas à la vérité. La réunion a discuté la question suivante : le Comité d'organisation peut-il prétendre à être représenté au Bureau Socialiste International ? J'ai déclaré que c'était inadmissible, car même d'après sa propre déclaration, le Comité d'organisation n'est pas une organisation, mais veut simplement être une union de groupes chargés de refaire l'unité de l'organisation. Par suite, j'ai soulevé la question de savoir qui a vraiment le droit de représenter le Parti russe dans son état présent, et j'ai noté que si l'affirmation selon laquelle le Comité central agit en tant que « P.O.S.D.R. » dans ses rapports avec le Bureau international est juste, cette appellation peut susciter des malentendus.

Ainsi, il n'y a eu aucune attaque contre Lénine de ma part et, de manière générale, ma remarque ne portait en aucun cas un caractère offensant. Je voulais uniquement tirer au clair la situation réelle des choses, en raison de l'affirmation ci-dessus mentionnée et je voulais, avant toute chose, soulever la question de savoir si le moment n'était pas venu de prendre des initiatives afin d'unifier tous les groupes russes et polonais. J'ai beaucoup regretté l'absence de Lénine.

C'est seulement pour être complet que j'indiquerai que le mot « tromper » n'est jamais sorti de ma bouche.

Salutations fraternelles, Haase.

Ainsi pour me couvrir pour la millième fois d'injures, L. Martov a répété (à la suite de quelqu'un) une *contre-vérité* au sujet de Haase.

Haase était *contre* la représentation pour le Comité d'organisation. Haase *ne contestait pas* la représentation du Comité central.

Haase ne considère pas que le Comité central est le représentant de *tout* le P.O.S.D.R., y compris les « nationaux » et les liquidateurs, mais le Comité central lui-même, autant que je sache, n'a *jamais* prétendu à représenter ni les uns ni les autres.

Les « nationaux » (Polonais, Bund, Lettons) ont leurs représentants particuliers.

Je me borne à cette réfutation des faits...

N. Lénine

Rédigé le 6 (19) janvier 1913.
Publié le 11 janvier 1913 dans la « Pravda » n° 8

Conforme au texte du journal

LE DÉVELOPPEMENT DES GRÈVES RÉVOLUTIONNAIRES ET DES MANIFESTATIONS DE RUE

Depuis longtemps, il a été indiqué et il est reconnu de tous que l'année 1912 représente une époque marquante dans le développement de la lutte gréviste. Mais tous n'ont pas compris et pris dûment en considération ce phénomène.

Prenons des chiffres concernant les grèves politiques pour les onze premiers mois de l'année. Nous obtenons:

En 1905	. . . .	1 052 000	grévistes
» 1906	. . . .	642 000	»
» 1907	. . . .	540 000	»
. . . .	. .	. . . . .	
» 1912	près de	*900 000*	»

Le nombre des grévistes politiques pour les neuf premiers mois a été évalué d'après les calculs les plus circonspects à 700 000 participants. Les grèves à l'occasion des explications des délégués de Pétersbourg [183] ont englobé jusqu'à 50 000 ouvriers; la grève de protestation contre les exécutions de Sébastopol et la grève du 15 novembre, jour d'ouverture de la Douma, ont englobé, d'après les chiffres de la *Société des industriels* moscovites, 188 000 participants. Ces chiffres ne vont que jusqu'au 20 novembre. Il est évident que le chiffre de 900 000 n'est qu'un minimum. En déduisant même 100 000 hommes qu'on peut difficilement comparer avec les années 1905-1907 (usines *en dehors* de la compétence de l'inspection des fabriques et usines), nous avons 800 000 participants.

En tout cas, le mouvement a sans aucun doute dépassé celui de 1906-1907 et est *quelque peu en retrait* par rapport à 1905 !

Qu'est-ce que cela signifie ?

L'envergure du mouvement dans l'ensemble du peuple à l'époque présente est bien entendu beaucoup plus faible qu'en 1905. Par conséquent, le *début* de l'essor révolutionnaire est *incomparablement plus élevé* à présent qu'il ne l'était avant la première révolution. Par conséquent, la seconde révolution à venir révèle dès à présent une réserve *beaucoup plus grande* d'énergie révolutionnaire au sein du prolétariat. Le nombre des prolétaires s'est accru d'un minimum de 20 %. La concentration du prolétariat s'est accrue. La base principale purement prolétarienne du mouvement s'est renforcée par suite d'une rupture accélérée des liens avec la terre. La masse de la population prolétarienne et semi-prolétarienne dans l'industrie artisanale, dans les « métiers » et dans l'agriculture, a augmenté dans des proportions gigantesques qui ne peuvent être évaluées.

Enfin, la conscience, l'expérience et la résolution de la classe démocratique d'avant-garde se sont accrues. Tous sont d'accord avec cela, mais tous ne se décident toujours pas à en approfondir les conséquences. Tous ne se décident pas à regarder la vérité en face et à reconnaître que nous sommes en face de grèves *révolutionnaires* de masse, au début d'un essor *révolutionnaire*.

Ce qui l'indique avant tout, c'est un fait fondamental, le plus objectif qui soit, le moins susceptible d'être marqué par les interprétations subjectives : ce fait, c'est l'envergure du mouvement. Il aurait été impossible dans aucun pays au monde, à moins d'une conjoncture révolutionnaire, de dresser des centaines de milliers d'ouvriers plusieurs fois dans l'année pour des actions politiques ayant les motifs les plus divers. Or, dans notre pays, cet essor se produit de manière spontanée, et ceci parce que des dizaines de millions de semi-prolétaires et de paysans transmettent, si l'on peut s'exprimer ainsi, à leur avant-garde une indignation longtemps accumulée qui coule à flot, et qui déborde.

La grève révolutionnaire des ouvriers russes de 1912 englobe, au sens complet du terme, l'ensemble du peuple. Car par mouvement englobant l'ensemble du peuple, il ne

faut pas du tout comprendre un mouvement dont est solidaire toute la bourgeoisie ou même la bourgeoisie libérale, en période de révolution bourgeoise démocratique. Seuls les opportunistes ont une telle conception. Or, un mouvement englobant l'ensemble du peuple est celui qui exprime les besoins objectifs de tout le pays, qui dirige ses coups les plus violents contre les forces centrales de l'ennemi qui s'oppose au progrès du pays. Un mouvement englobe l'ensemble du peuple quand il bénéficie de la sympathie de l'énorme majorité de la population.

Tel est justement dans la période actuelle le mouvement politique des ouvriers qui bénéficie de la sympathie de tous les travailleurs et exploités, de toute la démocratie, si faible, effacée, dispersée et impuissante fût-elle. La délimitation plus marquée entre le libéralisme et la démocratie (obtenue non sans lutter contre ceux qui rêvaient à « arracher la Douma des mains de la réaction ») constitue l'énorme supériorité du nouveau mouvement. Afin de remporter le succès, la révolution doit connaître avec le maximum de précision ceux avec qui elle peut aller se battre, ceux qui sont des alliés peu sûrs et où se trouve le véritable ennemi.

Voilà pourquoi les prises de position directes des libéraux (cadets) contre la nouvelle révolution revêtent une telle importance. Voilà pourquoi le mot d'ordre de république, qui débarrasse la conscience des démocrates, désireux de se battre, des illusions monarchiques (ou « constitutionnelles ») qui ont tellement affaibli l'offensive de 1905, voilà pourquoi ce mot d'ordre revêt justement maintenant en Russie une importance aussi exceptionnelle (par comparaison avec l'Europe). Deux phases ont une importance historique dans la croissance de la nouvelle révolution en Russie : premièrement, les grèves d'avril et de mai au cours desquelles les ouvriers de Pétersbourg, malgré l'arrestation du Comité de Pétersbourg, leur organisation dirigeante, ont lancé le mot d'ordre de république, de journée de travail de 8 heures et de confiscation des terres. Deuxièmement, les grèves et manifestations de novembre (voir les lettres de Riga et de Moscou [184] ; il y a eu les mêmes événements à Pétersbourg, mais les arrestations ont dispersé nos correspondants). Le mot d'ordre de ces manifestations n'était pas seulement « A bas la peine de mort ! A bas la guerre ! »,

mais aussi : « Vive la classe ouvrière révolutionnaire et l'armée révolutionnaire ! ».

Dans les rues de Pétersbourg, de Riga, de Moscou, le prolétariat a tendu la main aux éléments avancés de l'armée paysanne qui se sont héroïquement soulevés contre la monarchie.

* * *

La bourgeoisie libérale est contre une nouvelle révolution, contre les grèves révolutionnaires de masse. Mais les libéraux ne sont nullement contre les grèves politiques de manière générale si celles-ci témoignent seulement d'une reprise d'activité et soutiennent seulement le mot d'ordre libéral de réformes constitutionnelles. Et, de manière objective, indépendamment de leurs « bons » vœux, nos liquidateurs ne sont que des serviteurs de la bourgeoisie contre-révolutionnaire, puisqu'ils ont marqué les deux phases historiques de l'essor révolutionnaire par des « prises de position »... contre les grèves révolutionnaires !! Dans le n° 1 du *Nevski Goloss* en date du 20 mai 1912, l'inoubliable et incomparable V. Ejov s'est insurgé contre la « complication » des grèves économiques par des grèves politiques et inversement, contre leur « mélange nocif » (voir le *Social-Démocrate* n° 27, page 4 *).

En novembre 1912, le *Loutch* liquidateur est à son tour parti en guerre contre les grèves. Il a tenté ensuite d'orienter sur une « fausse piste » les gens peu attentifs, se référant au fait que le groupe social-démocrate était lui aussi contre la grève du 15 novembre. Mais qui approfondit quelque peu le sens des événements apercevra aisément la falsification du *Loutch*.

Oui, le groupe social-démocrate et le Comité de Pétersbourg ont estimé que la grève du 15 novembre était inopportune. Ils ont mis en garde contre cette grève-là en ce jour-là. Le devoir de la presse ouvrière était d'en informer le public. C'est ce qu'ont fait le *Loutch* et la *Pravda*.

Mais le *Loutch* n'a pas fait que cela.

Après les événements du 15 novembre (jour où le quartier Vyborgski qui jusqu'à présent était plus lié que les

* Voir le présent tome, pp. 115-116. (*N.R.*)

autres avec les mencheviks, a fait grève avec le plus de zèle), après que le mouvement eut pris l'envergure d'une manifestation, le très sage *Loutch* a publié des articles (un éditorial et, après l'éditorial du 17 novembre, la chronique du 21 novembre), où s'élevaient des cris contre le « gaspillage dangereux des forces », assortis d'affirmations selon lesquelles « on cessera de sympathiser avec les grèves si elles sont employées trop souvent », de mots d'ordre dans le genre de « cherchons une autre voie », « on n'obtiendra rien au moyen d'explosions » (?) et de clameurs contre « le jeu à la grève ».

Voici quelle est votre « philosophie », messieurs les liquidateurs, mais les ouvriers de Pétersbourg la connaissent depuis longtemps grâce au *Nevski Goloss* et grâce aux discours des membres de votre « groupe d'initiative » ; cette philosophie a suscité une haine légitime et le mépris des ouvriers de Pétersbourg à votre endroit. Une grève peut avoir raté ou avoir eu lieu à un moment mal choisi. Mais seuls les libéraux et les contre-révolutionnaires peuvent se permettre de parler du « jeu à la grève » face à l'un des mouvements les plus grands du monde, qui a soulevé presque un million de prolétaires !

Les grèves fréquentes peuvent épuiser les ouvriers. Il est fort possible qu'il faudra alors appeler à des grèves plus courtes, à des manifestations mieux préparées. Mais les événements du 15 novembre sont justement un nouveau et remarquable pas en avant du mouvement de manifestations !

Au lieu de reconnaître franchement votre erreur (car vous vous êtes manifestement trompés en ce qui concerne la portée du 15 novembre), vous les liquidateurs, vous avez imité les manières des libéraux les plus impudents pour parler de l'« ignorance politique » de l'appel révolutionnaire, vous qui ne faites que répéter les principes élémentaires de la politique libérale !

Les ouvriers n'ont qu'à juger ce que valent les propos édulcorés des liquidateurs quand ils parlent de l'« unité » avec le parti, quand à l'époque où naissent et se développent les manifestations et grèves révolutionnaires, ils déclenchent la lutte contre celles-ci et couvrent d'injures dans la presse légale les appels illégaux !

* * *

Il est d'ailleurs une autre cause plus profonde qui a motivé la campagne des liquidateurs contre les grèves. Les liquidateurs sont les esclaves des libéraux. Et effectivement, l'obstination des grèves révolutionnaires a mis les libéraux mal à l'aise. L'industriel « progressiste » a commencé à récriminer, il s'est même mis en colère. Les Milioukov ont commencé à concevoir des craintes quant à la sécurité de leur « alliance » avec Rodzianko.

La politique liquidatrice sert à soumettre les ouvriers aux libéraux. La politique marxiste élève les ouvriers au rôle de dirigeants de la *paysannerie*. On ne peut pas expliquer cela dans la presse légale, messieurs les liquidateurs, mais il faut y penser et le dire à ceux qui veulent être des social-démocrates révolutionnaires. Dans la libre Europe constitutionnelle, la grève politique sert pour l'instant (tant que n'a pas encore commencé la révolution *socialiste*) à lutter pour des réformes particulières. Dans la Russie tsariste, asservie, asiatique, qui aborde la prochaine révolution *démocratique bourgeoise*, la grève politique est le seul moyen sérieux pour secouer, mettre en branle, exciter, élever à la lutte révolutionnaire la paysannerie et la meilleure partie de l'armée paysanne ! Heureusement pour la Russie, le temps est révolu où il n'y avait personne pour « aller au peuple », hormis d'héroïques populistes isolés. Et les temps où les terroristes isolés pouvaient parler de « réveiller » le peuple au moyen de la terreur seront bientôt révolus. La Russie a dépassé ces tristes temps. En 1905, le prolétariat révolutionnaire s'est trouvé une autre « voie pour aller au peuple », un autre moyen pour attirer les masses dans le mouvement.

Ce moyen, c'est la grève révolutionnaire, une grève opiniâtre, sautant d'un point à l'autre, d'un bout du pays à l'autre, une grève répétée, une grève qui soulève les éléments retardataires en vue d'une vie nouvelle, grâce à la lutte pour les améliorations d'ordre économique, une grève qui dénonce et fustige tout acte marquant de violence, d'arbitraire, de crime de la part du tsarisme, une grève-manifestation qui déploie le drapeau rouge dans les rues des capitales, qui porte les discours révolutionnaires et

les mots d'ordre révolutionnaires dans la *foule*, dans la masse populaire.

Il est impossible de susciter artificiellement de pareilles grèves, et il est également impossible de les arrêter quand elles arrivent à englober des centaines et des centaines de milliers de participants.

Que le libéral, tout attendri d'avoir eu droit à un fauteuil à côté de Rodzianko « en personne », dise aux ouvriers: « Frères ! Il ne faut pas d'explosions, cherchez une autre voie, consacrez-vous au mouvement syndical pacifique, apprêtez-vous sérieusement à avoir un parti légal à l'européenne, ne soulevez pas le paysan, ne gaspillez pas votre énergie dans des grèves, sinon « nous » cesserons de vous manifester nos sympathies » !

Les ouvriers sauront apprécier de pareils discours et les reconnaître même revêtus des oripeaux des expressions « similimarxistes » employées par n'importe quel écrivain du *Loutch*.

Les ouvriers consacreront tous leurs efforts à soutenir, intensifier, développer, renforcer *consciemment* la grève révolutionnaire née de manière spontanée, afin de préparer les paysans et l'armée à l'insurrection. Si les grèves épuisent les ouvriers, il faut les mener en alternance en laissant souffler les uns, et en soulevant soit ceux qui se sont reposés soit les forces « fraîches ». Il faut organiser des grèves plus courtes. Il faut parfois remplacer les grèves par des manifestations. Mais l'essentiel est que les grèves, les meetings, les manifestations se poursuivent sans discontinuer, que toute la paysannerie et toute l'armée connaissent la lutte opiniâtre des ouvriers, que la campagne, même dans les coins les plus perdus, voie que le calme ne règne pas dans les villes, que les « *leurs* » se sont soulevés, qu'ils mènent une lutte sans merci, qu'ils se battent pour une vie meilleure, pour un meilleur salaire, pour la cessation des exactions et de l'arbitraire du pouvoir, pour la remise des terres des grands propriétaires aux paysans, pour le renversement de la monarchie seigneuriale du tsar, pour la république. Il faut que l'irritation sourde et les murmures contenus de la campagne, joints à l'indignation des casernes, trouvent un centre d'attraction dans la grève révolutionnaire des ouvriers. Il faut travailler dans ce sens, sans cesser un

seul instant, et nous verrons alors le jour où le prolétariat, à côté de la paysannerie et de l'armée, renversera les grands propriétaires fonciers, détrônera la monarchie tsariste au moyen de l'insurrection populaire.

P.S. Le *Loutch* fait des progrès, le diplomate F.D. (n° 65) succède au candide V.A. [185] (n° 56). Mais en dépit de la « diplomatie » dont il fait preuve, le sens des discours de F.D. est le même: *contre* la grève révolutionnaire ! Nous avons à faire à un libéral pur sang qui n'a même pas *idée* que les grèves éveillent les paysans, les conduisent à l'insurrection, qu'elles développent l'agitation *révolutionnaire* parmi les masses, éveillent l'armée, qu'il faut passer des grèves (puisqu'elles sont épuisantes) aux manifestations de rue, etc.

Les platitudes libérales de F.D. prônant la « lutte pour le droit d'organisation » à titre de « tâche immédiate », la réforme constitutionnelle « à l'ordre du jour », sous le règne de Tréchtchenko, sont le seul moyen de dissimuler la lutte du *Loutch* contre les grèves révolutionnaires. C'est vraiment peu, messieurs les liquidateurs !

Le « Social-Démocrate » n° 30
12 (25) janvier 1913

Conforme au texte du journal

PREMIER ÉTAT DU POST-SCRIPTUM À L'ARTICLE «LE DÉVELOPPEMENT DES GRÈVES RÉVOLUTIONNAIRES ET DES MANIFESTATIONS DE RUE» [186]

Nous signalons tout particulièrement aux social-démocrates les « Notes tactiques » de F.D. dans le *Loutch*. Avec quelle rapidité s'est envolé le faux-semblant d'esprit conciliateur ! Plus trace des phrases « unificatrices » à la Trotski ! Avec quelle évidence s'est manifestée la *véritable* tendance du *Loutch*, la tendance liquidatrice sans voiles !

F.D. part systématiquement en guerre dans l'organe légal non seulement contre les grèves révolutionnaires de masse (d'insurrection, n'en parlons pas), mais de plus contre toute propagande révolutionnaire parmi les masses. En fait, F.D. va beaucoup plus loin que V.A. (n° 56 du *Loutch*), trahissant son entière parenté idéologique avec la « suppression » bundiste de la révolution. Voilà où conduit le refus des liquidateurs d'« apprécier le moment actuel » de manière directe, nette et formelle : en réalité, F.D. a promu l'appréciation de Larine qui nie les conditions *objectives exigeant* des ouvriers une organisation *pour faire la révolution*, pour attirer les masses en général et la paysannerie en particulier dans le mouvement *révolutionnaire*.

Nous reviendrons encore sur les articles de F.D.

Rédigé en janvier 1913. Publié pour la première fois

Conforme au texte du manuscrit

LA SCISSION DANS LA SOCIAL-DÉMOCRATIE POLONAISE

La scission actuelle dans la social-démocratie polonaise est le fruit du conflit qui a pris naissance il y a déjà quelques années. En 1908, au VIe Congrès du parti, il s'est manifesté entre la Direction centrale d'une part et les organisations de Varsovie et du district Dombrowski de l'autre, une contradiction si grave que le congrès repoussa la proposition tendant à exprimer la confiance à la Direction centrale. Bien que portant sur l'organisation, le conflit avait une grande importance politique. La périphérie revendiquait la possibilité d'influer sur la position politique du parti, elle demandait que les organisations puissent largement discuter de toutes ses initiatives.

La Direction centrale restait cependant aux mains des mêmes hommes. Et la majorité dirigée par un certain Tyszka n'a pas changé sa tactique, profitant de l'affaiblissement du parti, des arrestations et des conditions créées par la contre-révolution. Tyszka faisait la loi dans le P.O.S.D.R., il intriguait au nom de la social-démocratie de Pologne et de Lettonie sans s'informer le moins du monde de la volonté de cette dernière. Dans la politique du parti commença une ère du non-respect des principes, de vacillements, par exemple sur la question des syndicats, des rapports avec le Parti socialiste polonais, de la tactique de la social-démocratie polonaise à l'intérieur du P.O.S.D.R. Les camarades qui signalaient les contradictions dans la politique de la Direction centrale, qui réclamaient une ligne conséquente et res-

pectueuse des principes, se voyaient clouer le bec par la Direction centrale qui ne permettait pas la discussion dans la presse et qui, chose pire, promettait *constamment* d'ouvrir la discussion « sous peu » et, à ce moment-là, de publier en même temps les protestations des camarades contre cette tactique. Les adversaires de Tyszka au sein de la Direction centrale, de vieux militants bien connus de tous dans le parti, étaient évincés l'un après l'autre. L'un refusait de se faire réélire au VIe Congrès, déclarant qu'il était impossible de travailler avec Tyszka, l'autre était éliminé en 1909, le troisième refusait d'être membre de la Direction centrale en 1911.

Mais, au début de 1911, à mesure que le mouvement prenait de l'essor et s'animait, le mécontentement commença à se manifester à l'échelon local. L'organisation de Varsovie prit la tête de la « révolte » ; c'était l'organisation la plus forte, la plus importante et surtout la plus éprouvée dans la bataille révolutionnaire et qui, de 1905 à ce jour, a occupé l'aile gauche de la social-démocratie polonaise.

La Direction centrale, bien sûr, s'alarma et s'apprêta à « couper court ». La conférence inter-districts de Varsovie (décembre 1911) servit de signal d'attaque. Elle eut le front d'exiger que le « territoire » soit mieux représenté à la prochaine conférence du *parti*, c'est-à-dire — idée impie — que soit affaiblie l'influence de la Direction centrale à la conférence. Cette exigence seule eût été un demi-mal, car la conférence de Lodz avait adopté une résolution similaire. Varsovie agit de manière plus criminelle encore : elle indiqua qu'elle ne réclamait pas cela sans raison, mais *dans un but politique*. Elle adopta de plus quelques résolutions politiques qui déplurent à Tyszka : entre autres, elle se déclara mécontente du fait que la Direction centrale ne lui eût pas présenté de compte rendu d'activité, et elle exigea que cette Direction centrale tînt le parti au courant de son activité à l'intérieur du P.O.S.D.R. et qu'elle ne fît pas une politique « russe » en cachette des ouvriers polonais, etc.

Une lutte ouverte s'engagea. Tyszka se répandit en une foule de « circulaires » et d'« explications ». Il « expliquait » 1) que l'organisation de Varsovie foulait au pied les sta-

tuts du Parti et marchait vers la scission ; 2) que ses résolutions étaient une manifestation de boycottage, d'otzovisme et d'anarchisme ; 3) qu'elle n'avait aucune divergence idéologique avec la Direction centrale, donc que la scission était privée de toute base politique ; 4) que l'organisation de Varsovie n'existait pas ; la conférence était fictive et, par conséquent, il n'y avait pas eu de scission ; 5) que l'organisation de Varsovie n'avait pas été capable de publier un seul tract par ses propres moyens et qu'elle laissait tout le travail littéraire à la Direction centrale ; qu'elle avait mis illégalement sur pied des moyens techniques servant la scission et qu'elle publiait des tracts. De même, il dénonçait personnellement, en fournissant des détails sur leur vie privée, deux « intellectuels chicaneurs » de Varsovie et expliquait que c'étaient eux qui avaient fait la scission alors qu'ils n'avaient jamais milité dans l'organisation.

Enfin, voyant que l'organisation de Varsovie n'en démordait pas, Tyszka décida d'employer... les moyens « héroïques ». Il décida de convoquer une conférence *fictive* à laquelle ne serait pas conviée l'opposition, c'est-à-dire l'immense majorité des camarades militant dans le territoire. A cet effet, Tyszka déclara « dissoute » la plus puissante organisation, celle de Varsovie, et chargea deux à trois de ses agents de fonder une « organisation de Varsovie » séparée, donc scissionniste.

Mais la chose la plus scandaleuse, ce furent les « motifs » que donna Tyszka pour « dissoudre » l'organisation de Varsovie. Tyszka déclara que cette organisation indocile n'était rien d'autre que l'instrument d'une provocation policière. Tyszka n'a toujours pas cité le moindre fait sérieux, même le plus petit, qui confirmerait cette parole. Il n'a jamais publié *le moindre nom*, ne fût-ce que d'un seul suspect. Bien plus, afin de se ménager une voie de retraite, Tyszka a écrit lâchement dans une déclaration au Bureau international, que Varsovie, *comme toute* organisation militant dans les circonstances actuelles, pouvait très aisément abriter une provocation.

Toutefois, Tyszka reconnut que c'était un bien de « dissoudre » l'organisation de Varsovie et même de la déclarer en dehors du P.O.S.D.R. Comme le lecteur le constate, ce

n'est déjà plus de la lutte fractionnelle, c'est tout simplement une affaire sentant le crime.

On conçoit qu'en passant la mesure, Tyszka ait suscité une indignation décuplée. La commission, qu'il avait désignée lui-même pour dépister la provocation, intervint contre lui. Tyszka riposta en excluant du parti trois de ses membres, vieux militants de la social-démocratie polonaise et jouissant de la confiance générale. Quarante-quatre vieux militants publièrent la protestation la plus ardente contre les actes de la « Direction centrale » qui humiliaient tous les révolutionnaires. Dans le territoire comme à l'étranger, partout, on démande des comptes à la « Direction centrale ». L'organisation de Varsovie ne s'est pas dissoute, naturellement, pour faire plaisir à Tyszka, mais poursuit son activité, si difficile dans les conditions actuelles. C'est justement l'« opposition » qui a mené de façon brillante les élections à la curie ouvrière à Varsovie. Ces élections ont donné aux social-démocrates la majorité absolue sur tous les autres partis. Sur 34 délégués social-démocrates, 31 sont partisans de l'opposition, deux hésitent, et un seul est partisan de Tyszka. Par contre, dans la province où le « travail » est assuré par la Direction centrale et ses partisans, la campagne électorale a *partout* été perdue.

Il faut espérer que les chicanes mesquines et indignes provoquées par la conduite de Tyszka seront bientôt refoulées dans le passé et que les différends de principe se dessineront de manière plus nette. Le désir des ouvriers social-démocrates polonais de se lier plus étroitement sur le plan organisationnel avec les camarades russes s'exprimera de manière plus concrète. Le comportement de Tyszka dans le P.O.S.D.R. a conduit la Direction centrale à se couper complètement de la vie de l'ensemble du Parti, à n'avoir aucun allié dans le P.O.S.D.R., où les deux parties (liquidateurs et antiliquidateurs) considèrent en haussant pareillement les épaules la « tactique » bizarre et dépourvue de principes de Tyszka et de sa « Direction centrale».

La social-démocratie polonaise traverse une époque difficile. Mais l'issue est déjà tracée. Tous les éléments sains de la social-démocratie polonaise se regroupent et le temps est proche où la social-démocratie polonaise sera l'organisa-

tion des ouvriers social-démocrates dotés de principes et d'une tactique bien à eux, où ils cesseront d'être un jouet entre les mains d'un intrigant dépourvu de principes.

Nous jugeons utile de compléter notre information sur la scission à l'intérieur de la social-démocratie polonaise en citant quelques indications relatives à la suite donnée à l'accusation de « provocation ». Voici ce qu'on nous a dit à ce sujet :

Rosa Luxembourg (membre du Bureau Socialiste International, où elle représente la social-démocratie polonaise) a écrit un papier au Bureau Socialiste International disant que le Comité de Varsovie est composé de scissionnistes *dépendant de l'Okhrana* et ajoutant que ceci ne devait pas être publié !

Et pendant ce temps-là, Tyszka a publié *lui-même* cette infamie dans la littérature social-démocrate polonaise !

Lénine, après réception d'une copie du papier de Tyszka que lui a envoyée Huysmans, secrétaire du Bureau Socialiste International, a adressé bien entendu une lettre au même Huysmans, disant que c'était un acte de vengeance « des plus perfides », que Malecki et Hanecki, ex-membres du Comité central, sont connus de tous dans le Parti, que la commission d'enquête nommée par Tyszka lui-même *n'a pas trouvé* la moindre provocation, que d'écrire et de parler de provocation parmi les adversaires politiques sans citer de noms, est la chose la plus malpropre et la plus basse *.

La Direction centrale a répondu par des injures.

Le congrès de Bâle a eu lieu. La délégation du comité de Varsovie a été reconnue *à l'unanimité* par *tous* les délégués du P.O.S.D.R., liquidateurs, Lettons, gens de *Vpériod*, bundistes, trotskistes !

Les élections de Varsovie ont donné les *deux* grands-électeurs ouvriers de la social-démocratie, *partisans du comité de Varsovie*, adversaires de Tyszka et Cie.

Il a été démontré à tous à quel point l'organisation parallèle de Tyszka était fictive. La voie honnête qui consisterait à retirer l'accusation de provocation n'est pas à la mesure de Tyszka et de sa Direction centrale.

---

* Voir le présent tome, pp. 279-280. (*N.R.*)

Mais nos liquidateurs et leur Comité d'organisation qui aiment tant « l'unité » se sont surpassés. Le *Loutch* qui est adhérent officiel de la conférence d'août, a publié à deux reprises les mensonges infâmes de Tyszka !

La première fois, c'était un monsieur qui se cachait sous des initiales. La deuxième fois, c'était monsieur *Avgoustovski* [187].

Ah, comme ils sont valeureux ! Ils répandent des infamies, et se cachent derrière le dos de la Direction centrale. Nous n'y sommes pour rien, assurent-ils, nous ne sommes pas responsables, nous ne répandons pas des infamies, nous ne faisons qu'informer *du fait qu'elles ont été publiées* (les infamies) au nom de la Direction centrale !

Martov, Trotski, Liber, les Lettons et Cie répandent *anonymement* les infamies de Tyszka, en se cachant derrière le dos dudit Tyszka, dans la presse légale où l'on ne peut citer des documents ! !

Le « Social-Démocrate » n° 30, 12 (25) janvier 1913

Conforme au texte du journal

DU BOLCHEVISME [188]

L'origine du bolchevisme est indissolublement liée à la lutte de ce qu'on appelle l'« économisme » (opportunisme niant la lutte politique de la classe ouvrière et son rôle dirigeant) contre la social-démocratie révolutionnaire, en 1897-1902. L'économisme, soutenu par le Bund, fut vaincu et évincé par la célèbre campagne de la vieille *Iskra* [189] (Munich, Londres et Genève 1900-1903) qui rétablit, sur les bases du marxisme et les principes de la social-démocratie révolutionnaire, le Parti social-démocrate (fondé en 1898 puis ensuite détruit par les arrestations). Au second congrès du P.O.S.D.R. (août 1903), les partisans de l'*Iskra* se divisèrent: la *majorité* * était en faveur des principes et de la tactique de l'ancienne *Iskra* tandis que la *minorité* ** se tournait vers l'opportunisme en bénéficiant du soutien des anciens ennemis de l'*Iskra*, les économistes et les bundistes. D'où les deux noms: bolchevisme et menchevisme (bolcheviks et mencheviks). En 1903-1904, l'objet essentiel de la lutte fut l'opportunisme des mencheviks dans les questions d'organisation. Dès la fin de 1904, ce furent les différences de tactiques. Le « plan de la campagne des zemstvos » [190] (automne 1904) de la *nouvelle* « *Iskra* » passée aux mencheviks défendit une tactique consistant à « ne pas effrayer les libéraux ». L'an 1905 donna définitivement corps aux divergences de tactiques (Congrès des bolcheviks, IIIe Congrès

* Majorité en russe *bolchinstvo*. (*N.R.*)
** Minorité en russe *menchinstvo*. (*N.R.*)

du P.O.S.D.R. en mai 1905 à Londres, et à la même époque « conférence » des mencheviks à Genève). Les mencheviks s'employaient à adapter la tactique de la classe ouvrière au libéralisme. Les bolcheviks fixaient comme but à la classe ouvrière dans la révolution démocratique bourgeoise de mener cette dernière jusqu'au bout, d'entraîner la paysannerie démocratique en dépit des trahisons du libéralisme. Principales divergences des deux courants sur le plan pratique: en automne 1905, les bolcheviks sont en faveur du boycottage de la Douma de Boulyguine, les mencheviks pour la participation. Printemps 1906: idem en ce qui concerne la Douma de Witte. Première Douma: les mencheviks sont pour soutenir le mot d'ordre du ministère (cadet) issu de la Douma; les bolcheviks pour le mot d'ordre de comité exécutif des gauches (social-démocrates et troudoviks), pour l'organisation de la lutte directe des masses, etc. On ne peut faire d'exposé plus détaillé que dans la presse de l'étranger. Au congrès de Stockholm (1906), victoire des mencheviks; au congrès de Londres (1907), victoire des bolcheviks. En 1908-1909, les gens de « Vpériod » se détachent des bolcheviks (machisme [191] en philosophie, et « otzovisme » ou boycottage de la IIIe Douma en politique: Bogdanov, Alexinski, Lounatcharski, etc.). En 1909-1911, en menant la lutte contre eux (voir V. Iline, *Matérialisme et empiriocriticisme*, Moscou 1909 *), ainsi que contre les liquidateurs (mencheviks niant le parti clandestin), le bolchevisme s'est rapproché des *mencheviks proparti* (Plékhanov et autres), qui ont déclaré une lutte résolue au courant liquidateur. Organes des bolcheviks: le *Vpériod* et le *Prolétari* (Genève 1905), la *Novaïa Jizn* (St-Pétersbourg 1905), la *Volna*, l'*Echo*, etc., (S.P.B. 1906), le *Prolétari* en Finlande (1906-1907), à Genève (1908), à Paris (1909), le *Social-Démocrate* à Paris (1909-1912). Résumé de quelques-uns des principaux ouvrages du bolchevisme dans le *En douze ans* de V. Iline [192] (St-Pétersbourg 1908), où l'on trouvera de plus une bibliographie plus détaillée. Principaux écrivains bolcheviques: G. Zinoviev, V. Iline, Y. Kaménev, P. Orlovski, etc. Ces dernières années,

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 14. (*N. R.*)

les bolcheviks ont été les principaux collaborateurs des journaux la *Zvezda* (1910-1912), la *Pravda* (1912) à St-Pétersbourg, et des revues la *Mysl* (1910) à Moscou, le *Prosvéchtchénié* (1911-1913) à St-Pétersbourg.

Rédigé dans la première quinzaine de janvier 1913.
Publié pour la première fois en 1913 dans le volume: N. A. Roubakine « Revue des livres », t. II, 2e édition, Moscou

Conforme au texte du volume

LE SENS DE L'ÉLECTION DE POINCARÉ

On couvre de félicitations le nouveau président de la république française. Jetez donc un coup d'œil dans le *Novoïé Vrémia* des Cent-Noirs et des pogromistes ainsi que dans la *Retch* des libéraux : quel ensemble touchant dans les félicitations adressées au président Poincaré, dans l'expression de la satisfaction.

C'est dans l'appréciation des questions de politique extérieure et de la situation dans les pays occidentaux que se révèle de manière particulièrement évidente la profonde parenté interne qui lie nos Cent-Noirs à nos libéraux. Quand les uns et les autres saluent le pésident Poincaré élu par une alliance de la grosse bourgeoisie et de la réaction cléricale et féodale en France, il devient évident pour chacun que les Cent-Noirs et les libéraux ne diffèrent que dans leurs idées sur les *moyens* de lutter contre le socialisme.

Toutefois, l'élection de Poincaré présente un plus gros intérêt que ne le pensent nos zélés « complimenteurs ». Quand ils réfléchissent à la valeur de cette élection, les ouvriers conscients notent trois circonstances :

Premièrement, l'élection de Poincaré équivaut à un nouveau pas en avant dans l'aggravation de la lutte des classes qui attend la France. Poincaré était premier ministre d'un cabinet désigné par une Chambre à majorité *radicale*. Et il a été élu président *contre* le candidat radical Pams, élu grâce à l'aide de la réaction *cléricale et féodale*, élu par le *bloc de la droite*.

Qu'est-ce que cela signifie ? Le *dernier* parti bourgeois en date, le parti des radicaux [193], est au pouvoir en France,

De plus en plus la différence qui les sépare de la « réaction » s'amenuise. *Toute* la bourgeoisie, depuis la bourgeoisie radicale jusqu'à la bourgeoisie réactionnaire, se groupe de plus en plus étroitement contre le prolétariat socialiste, les différences entre ces deux bourgeoisies s'effacent de plus en plus. Ce fait s'est manifesté avec un relief particulier au cours de l'élection de Poincaré. Cette union est l'indice certain qu'une aggravation extrême des contradictions de classes est en train de se produire.

Deuxièmement, la carrière prodigieuse de Poincaré est une carrière typique d'un homme d'affaires bourgeois qui se vend tour à tour à tous les partis sur le plan politique et à tous les riches « en dehors » de la politique. Poincaré est avocat depuis l'âge de vingt ans. A 26 ans, il était chef de cabinet et à 33 ans ministre. Les richards et les manitous de la finance de tous les pays tiennent en haute estime les liens politiques d'arrivistes aussi adroits. Avocat-député « brillant » et aigrefin politique sont *synonymes* dans les pays « civilisés ».

Troisièmement, les socialistes français se sont livrés à une remarquable démonstration pendant l'élection de Poincaré. Le vote en faveur de Vaillant a été une démonstration en l'honneur de la Commune dont il est le symbole vivant. Il suffit d'avoir vu ne serait-ce qu'une fois la manière dont les ouvriers parisiens saluent l'apparition de Vaillant, les cheveux blancs comme neige, à la tribune, pour comprendre cette chose-là.

Et voici que dans ce même Versailles où, en 1871, la France bourgeoise vendit la patrie à Bismarck afin d'écraser l'insurrection du prolétariat, dans la même salle où 42 ans auparavant retentissaient les hurlements féroces des propriétaires fonciers ultras de France qui réclamaient un roi, les députés de la classe ouvrière ont voté pour le vieux communard.

La « Pravda » n° 11, 15 janvier 1913. Signé: V.I. *Conforme au texte du journal*

EN TOUTE SINCÉRITÉ

Le rejet par le Conseil d'Etat du projet de loi de la Douma sur l'institution d'un zemstvo dans la province d'Arkhangelsk a été déjà mentionné dans notre journal. Mais il faut encore et toujours s'arrêter sur la valeur de ce fait qui, malgré toute son insignifiance, est en même temps extrêmement typique.

Il y a presque un demi-siècle qu'il existe un zemstvo de la noblesse qui garantit une prédomination incontestable aux *propriétaires fonciers* de type féodal. Et ce n'est que dans de rares provinces, comme celle de Viatka par exemple où il n'y a presque pas de propriétés terriennes appartenant à des nobles, que le zemstvo est de caractère plus paysan ; par contre, dans ces régions-là, il est plus qu'ailleurs prisonnier d'un réseau d'interdits, obstacles, restrictions et explications de toutes natures, imposés par les fonctionnaires. Et il semblait que c'est un zemstvo de ce genre, neutralisé et tronqué, que revendique déjà depuis plus d'un demi-siècle la province d'Arkhangelsk.

Or, voici que l'arrêté de la IIIe Douma des Cent-Noirs, des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie instituant un zemstvo dans la province d'Arkhangelsk a été *rejeté* par le Conseil d'Etat. Ce « petit détail » répand une lumière d'une saisissante clarté sur la *nature profonde* de notre régime « rénové » ! Quelle excellente leçon pour expliquer les racines de classes de la politique !

Les arguments des adversaires du zemstvo au Conseil d'Etat sont très sincères : il n'y a pas de nobles dans ces régions, voyez-vous ! Il n'y a en tout dans l'ensemble de la

province que 2 660 déciatines de terres en propriété « privée », s'est exclamé monsieur Stichinski, rapporteur au Conseil d'Etat.

Ainsi, puisqu'il n'y a point de propriétaires fonciers de la noblesse, le « peuple » n'est pas encore assez avancé pour réparer les routes et organiser les hôpitaux. Et s'il n'y a pas de propriétaires fonciers, eh bien, il faut les implanter dans cette région de manière directe ou indirecte.

D'où faut-il les faire venir ? Du centre de la Russie où ils sont en suffisance. Les propriétaires fonciers du centre de la région des terres noires où les traces du servage sont les plus fraîches, où au mieux subsiste la « corvée » (système de faire valoir par redevances en travail), où dominent, règnent et dirigent sans partage des réactionnaires coriaces dans le genre de ceux de Koursk, voilà ceux sur qui l'on peut s'appuyer pour gérer les affaires d'Etat et sociales. Sous ce rapport, le comportement du Conseil d'Etat dans la question du zemstvo d'Arkhangelsk est une leçon extrêmement instructive et concrète que nous donne notre système d'Etat.

La « Pravda » n° 13, 17 janvier 1913.
Signé : V.

Conforme au texte du journal

LE CABINET BRIAND

Le célèbre renégat Briand, qui fut jadis une personnalité archi-révolutionnaire, le héraut de la « grève générale », est à nouveau à la tête du ministère français. Comme John Burns en Angleterre, il a trahi la classe ouvrière et s'est vendu à la bourgeoisie.

La composition de son nouveau cabinet est curieuse. Trois hommes y dominent, Jonnart, Etienne, Bodin. Quels sont ces personnages ?

Jetez un coup d'œil dans les journaux libéraux, dans le n° 11 de la *Retch*, par exemple. Vous y verrez, contés par le menu, l'endroit où ces ministres ont fait des études, leurs états de service. Vous y verrez une publicité impudente, le désir de bien se faire noter : Jonnart est un ami du roi Edouard ! Bodin est le neveu d'un communard !

« Jomini, jomini, et pas un demi-mot sur la vodka » [194]. La *Retch* ne dit rien du *fond* du problème. Et le fond de ce problème est fort simple : les trois hommes forment un groupe de fieffés coquins, d'impudents brasseurs d'affaires et manitous de la finance. Etienne a trempé dans tous les scandales à millions *depuis celui de Panama.* C'est un brasseur d'affaires spécialisé dans les opérations financières aux colonies, du genre de nos terres bachkires... Jonnart a participé à la chasse non moins « propre » aux concessions dans les riches mines de fer de Ouenza (Afrique). Il a des parents à lui dans les comités d'administration des plus grosses compagnies par actions. Bodin est un commis des capitalistes, des entrepreneurs et des propriétaires de chantiers navals. Sa place est bien au ministère de la marine... à deux pas des commandes et des livraisons pour la marine !

Nulle part plus clairement qu'en France ne s'est trouvée confirmée la justesse des paroles de Marx : « Les gouvernements bourgeois ne sont que les commis de la classe des capitalistes » [195] et l'immense progrès qu'a accompli la France est que sa classe ouvrière a arraché tous les voiles mensongers, qu'elle a rendu la clarté à ce qui était sombre, « a rejeté des chaînes les fleurs artificielles qui les embellissaient. Ceci non afin que l'humanité continuât à porter ces chaînes dans une forme dépourvue de toute joie et de tout plaisir, mais afin qu'elle rejetât les chaînes et tendît la main pour saisir la fleur fraîche » [196].

La « Pravda » n° 14, 18 janvier 1913.
Signé : I.

Conforme au texte du journal

BILAN DES ÉLECTIONS

La campagne électorale à la IVe Douma a confirmé l'appréciation de la période historique qu'avaient donnée les marxistes dès 1911. Cette appréciation dit que la première phase de l'histoire de la contre-révolution russe s'est achevée. Une seconde phase a commencé, caractérisée par l'éveil des « détachements légers » de la démocratie bourgeoise (mouvement estudiantin), par le mouvement offensif des ouvriers dans la lutte économique et plus encore non économique, etc.

La dépression économique, l'offensive résolue de la contre-révolution, le recul et la désagrégation des forces démocratiques, le déchaînement des idées renégates, « viékhistes », liquidatrices, dans le « camp progressiste », tout cela distingue la première phase (1907-1911). Quant à la seconde phase (1911-1912) elle se distingue par des traits opposés aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique et idéologique: essor de l'industrie, inaptitude de la contre-révolution à poursuivre son offensive avec une force, une énergie égales, etc., éveil de la démocratie qui a obligé les tendances viékhistes, renégates et liquidatrices à *se dissimuler*.

Tel est le fond général du tableau qu'il importe de ne pas perdre de vue pour donner une appréciation juste de la campagne électorale de 1912.

I. LES ÉLECTIONS « FABRIQUÉES »

Le trait distinctif qui saute le plus aux yeux dans les élections à la IVe Douma est la falsification systématique du scrutin à laquelle s'est livré le gouvernement. Nous ne nous fixons pas comme but ici de dresser le bilan de ces « élections fabriquées », toute la presse libérale et démocratique a suffisamment traité ce problème ; l'interpellation circonstanciée déposée par les cadets à la IVe Douma est consacrée au même sujet ; probablement, nous parviendrons à lui consacrer un article spécial lorsque seront rassemblés tous les documents, d'une extrême ampleur et en nombre sans cesse croissant.

A l'heure actuelle, nous nous contenterons d'évoquer le bilan d'ensemble de la fabrication des élections et la valeur politique essentielle de cette « fabrication ».

Mobilisation du clergé contre les propriétaires fonciers libéraux et octobristes, répression décuplée et violation impudente de la loi contre la démocratie bourgeoise dans les villes et dans les campagnes, tentatives par les mêmes moyens d'arracher la curie ouvrière aux social-démocrates, tels sont les principaux procédés employés pour fabriquer les élections de 1912. Le but de toute cette politique, qui rappelle celle du bonapartisme, était de former une majorité nationaliste de droite à la Douma et, on le sait, ce but n'a pu être atteint. Mais nous verrons plus bas comment le gouvernement est arrivé à « maintenir » l'ancienne situation, celle qui existait à la IIIe Douma, dans, passez-moi l'expression, notre parlement : il est resté deux majorités à la IVe Douma, la majorité droite-octobriste, et la majorité octobriste-cadette.

La loi électorale du 3 juin 1907 « édifiait » le système de gestion d'Etat — et pas seulement de gestion — sur l'alliance des propriétaires fonciers avec les couches supérieures de la bourgeoisie ; de plus, le premier élément social conservait à l'intérieur de cette alliance une suprématie formidable, tandis que l'ancien pouvoir, intact, planait sur *les deux* éléments. Nous n'avons pas à présent l'occasion d'expliquer quelle était et quelle demeure la nature spécifique de ce pouvoir institué par l'histoire séculaire du servage, etc. En tout cas, le bond en avant de 1905, la

faillite de l'ancien, les actions ouvertes et puissantes des masses et des classes, ont obligé à rechercher une *alliance* avec telle ou telle force sociale.

Les espoirs placés dans le petit paysan en 1905-1906 (loi électorale de Boulyguine et Witte) se sont effondrés. Le système du 3 juin « avait misé sur les forts », sur les propriétaires fonciers et les gros bonnets de la bourgeoisie. Et voici que l'expérience de la IIIe Douma, au cours de quelque cinq années, a déjà commencé à saper cette « mise » ! On ne saurait imaginer complaisance plus grande que celle des octobristes de 1907 à 1912 ; or, malgré cela, ils n'ont pas su « complaire ». L'ancien pouvoir (ce qu'on appelle la « bureaucratie »), pourtant de nature très proche, n'a pas su s'entendre même avec eux. La politique bourgeoise à la campagne (loi du 9 novembre [197]) et l'aide de toute nature accordée au capitalisme, tout cela était dirigé par les mêmes Pourichkévitch et les résultats ont été lamentables. Le système à la Pourichkévitch rénové, réparé, rafraîchi par la nouvelle politique agraire, par le nouveau système des institutions représentatives, a continué à opprimer tout et toute chose, à freiner l'évolution.

Il y avait une faille dans le système du 3 juin. La « fabrication » des élections était devenue inéluctable comme sont historiquement inéluctables les procédés du bonapartisme, lorsqu'on ne dispose pas d'appui social ferme, stable, entier et éprouvé, lorsqu'on doit louvoyer entre des éléments hétérogènes. Si les classes démocratiques sont impuissantes ou particulièrement affaiblies pour des raisons temporaires, de pareils procédés peuvent s'accompagner de succès pendant un certain nombre d'années. Mais même les exemples « classiques » de Bismarck, dans les années 60 du siècle passé, ou de Napoléon III prouvent qu'on ne saurait se passer des revirements les plus brutaux (en Prusse, ce fut la « révolution par en haut » [198] et quelques guerres exceptionnellement réussies).

II. LA NOUVELLE DOUMA

Afin d'estimer les résultats des élections, nous prendrons les chiffres officiels des différents partis composant la IVe Douma et nous les comparerons avec ceux de la

IIIe Douma, non seulement à la fin de son existence (1912), mais même au début (1908). Nous obtenons le tableau instructif suivant *:

	Troisième Douma		Quatrième
	1908	1912	Douma
Droite	49	46	65
Nationalistes et droite modérée	95	102	120
Octobristes	148	120	98
Progressistes	25	36	48
Cadets	53	52	59
Trois groupes nationaux	26	27	21
Troudoviks	14	14	10
Social-démocrates	19	13	14
Sans-parti	—	27	7
Total	429	437	442

La première conclusion qui ressort de ces chiffres est que les deux anciennes majorités demeurent à la IVe Douma: la majorité droite-octobriste de 283 voix (65 + 120 + 98) et la majorité octobriste-cadette de 226 voix (98 + 48 + + 59 + 21).

Ce à quoi le gouvernement autocratique tient le plus, c'est à avoir « sa » majorité à la Douma. Sous ce rapport, la différence entre les IIIe et IVe Doumas est insignifiante. A la IIIe Douma, la majorité droite-octobriste comprenait 292 voix au début, 268 à la fin. Maintenant, il a la moyenne entre ces chiffres: 283.

Mais la chute de la majorité de droite entre le commencement et la fin de la IIIe Douma est si marquée que le gouvernement n'a pu, en demeurant un gouvernement autocratique, manquer de recourir à des mesures exceptionnelles, aux élections fabriquées. Cette fabrication n'est ni un hasard, ni une dérogation au système comme aiment à le

* Chiffres extraits des publications de la Douma: *Annuaire* 1908; *Index* 1912 et *Bulletin index de la (IVe) Douma d'Etat* 1912, n° 14 du 2 décembre 1912, chiffres corrigés au 1er décembre 1912. Les trois groupes nationaux: Polonais, Biélorusses, musulmans.

présenter les Meyendorf, Maklakov et Compagnie : c'est une nécessité permettant de maintenir le « système ».

Vous parlez d'une « réconciliation du pouvoir avec le pays » (c'est-à-dire avec la bourgeoisie), messieurs les libéraux, dirigés par les Maklakov ? Dans ce cas, de deux choses l'une : ou bien vos *discours parlant de la réconciliation* ne sont pas de vaines paroles et alors vous devez également accepter les « élections fabriquées », car telle est la condition effective d'une réconciliation avec le pouvoir réel. Et vous aimez tellement la « politique réelle » ! Ou bien *vos protestations* contre les « élections fabriquées » ne sont pas de vaines paroles et alors vous ne devez pas parler de réconciliation, mais de quelque chose qui ne ressemble pas du tout à une réconciliation...

La seconde majorité du système du 3 juin, la majorité octobriste-libérale, comprenait 252 voix au début de la IIIe Douma et 235 à la fin, pour tomber à 226 dans la IVe Douma. En fait, et par conséquent, la « campagne électorale » du gouvernement a réussi ; le gouvernement est arrivé à ses fins et il a confirmé toujours et encore son autocratie dans la pratique. Car ceux qui poussaient des hauts cris à propos d'une majorité nationaliste de droite ne faisaient rien d'autre qu'une transaction avec surenchère. En réalité, le gouvernement a besoin des deux majorités qui, *toutes deux*, reposent sur un fondement contre-révolutionnaire.

On ne saurait trop insister sur cette dernière circonstance que les libéraux s'efforcent d'estomper afin de mener la démocratie par le bout du nez, et que les politiciens ouvriers libéraux (les liquidateurs) dissimulent par sottise. L'alliance des cadets avec les octobristes qui s'est si nettement manifestée lors de l'élection de Rodzianko (et peut-être s'est-elle exprimée plus nettement encore dans les phrases serviles, indécentes, de la *Retch* à propos du discours de Rodzianko), cette alliance n'est pas une affaire purement « technique ». Cette alliance exprime l'unité de l'état d'esprit contre-révolutionnaire de la bourgeoisie dans son ensemble, depuis Goutchkov jusqu'à Milioukov, cette alliance n'est possible que grâce à cet état d'esprit.

D'un autre côté, le gouvernement aussi a besoin de la majorité libérale octobriste, s'il se place du point de vue

de tout le système du 3 juin. Car la IIIe et la IVe Douma ne sont nullement des institutions « en carton » comme on pourrait le croire à écouter le babil des populistes de « gauche » qui se sont irrémédiablement embourbés dans le marais des souffrances à la Ropchine [199] et des phrases « otzovistes ». Non. La IIIe et la IVe Douma sont une étape dans l'évolution de l'autocratie et dans celle de la bourgeoisie, une étape indispensable après les victoires et les défaites de 1905, une tentative pour les rapprocher. Et le fiasco de cette tentative ne sera pas seulement le fiasco de Stolypine et Makarov, pas seulement celui de Markov II et Pourichkévitch, *mais aussi du « réconciliateur » Maklakov et Cie* !

Le gouvernement a besoin de la majorité libérale-octobriste pour essayer de mener la Russie en avant, tout en conservant le pouvoir absolu des Pourichkévitch. Quant aux moyens de museler, de modérer le « progressisme » libéral-octobriste s'il se montrait pas trop fougueux, pas trop zélé, le gouvernement n'en manque pas: il dispose du Conseil d'Etat et de beaucoup d'autres choses...

III. CHANGEMENTS À L'INTÉRIEUR DU SYSTÈME DU 3 JUIN

Les chiffres cités ci-dessus constituent des éléments d'étude intéressants pour juger de l'évolution des partis politiques, des groupements et des courants parmi les propriétaires fonciers et la bourgeoisie à l'époque de la contre-révolution. La composition de la IIIe et de la IVe Douma ne dit presque rien sur la démocratie, qu'elle soit bourgeoise (paysanne) ou ouvrière, pour la simple raison que le système du 3 juin a été érigé dans le but justement d'exclure la démocratie. De même, les partis « nationaux », c'est-à-dire qui n'appartiennent pas au peuple « dominant », sont tout spécialement opprimés et écrasés par le 3 juin.

C'est la raison pour laquelle nous allons distinguer seulement la droite, les octobristes et les libéraux russes, partis qui se sont solidement installés à l'intérieur du système du 3 juin et que ce dernier protège de la démocratie, pour montrer les changements intervenus au sein de ces partis.

	Troisième Douma		Quatrième Douma	Quatrième Douma comparée avec le début de la Troisième
	1908	1912		
Droite	144	148	185	+41, c'est-à-dire +28 %
Octobristes	148	120	98	—50, c'est-à-dire —34 %
Libéraux (progressistes et cadets) . .	78	88	107	+29, c'est-à-dire +37 %

On voit nettement comment fond ce qu'on appelle le « centre », parmi les couches privilégiées, et comment se renforcent leur aile droite et leur aile libérale. Il est curieux de noter que l'augmentation du nombre des libéraux parmi les propriétaires fonciers et la bourgeoisie est *plus rapide* que l'accroissement de la droite, en dépit des mesures d'urgence prises par le gouvernement afin de truquer les élections à l'avantage de la droite.

Il est des gens qui, considérant ces faits, usent volontiers d'emphase pour parler de l'aggravation des contradictions à l'intérieur du système du 3 juin, du triomphe imminent du progressisme de la bourgeoisie modérée, etc. Ces gens-là oublient que, premièrement, si le nombre des libéraux augmente parmi les propriétaires fonciers et surtout la bourgeoisie, c'est l'aile droite du libéralisme qui accuse une croissance particulièrement rapide, qui fonde toute sa politique sur la « réconciliation » avec la droite. Nous en parlerons à l'instant plus en détail. Deuxièmement, ces gens-là oublient que le fameux « gauchissement de la bourgeoisie » n'est que le symptôme d'un gauchissement effectif de la démocratie qui est *seule* capable de fournir les forces motrices pour un changement sérieux de régime. Troisièmement, ces gens-là oublient que le système du 3 juin est spécialement destiné à utiliser dans de très larges limites l'antagonisme opposant la bourgeoisie libérale à la réaction terrienne, en même temps qu'il existe un antagonisme *commun* à ces deux classes et beaucoup plus profond, celui qui les oppose à toute la démocratie et à la classe ouvrière en particulier.

Poursuivons. Nos libéraux aiment à faire croire que la défaite des octobristes vient des « élections fabriquées » qui ont privé de soutien ce « parti de la dernière disposition gouvernementale », etc. En même temps, évidemment, les libéraux se targuent d'être des opposants honnêtes, des gens indépendants, voire des « démocrates », tandis qu'en réalité la différence entre un Maklakov et les octobristes est parfaitement illusoire.

Comparez les changements intervenus entre la IIIe et la IVe Douma avec ceux intervenus entre le commencement et la fin de la IIIe Douma. Vous verrez qu'à l'intérieur de la IIIe Douma le parti octobriste a perdu plus de membres (28) qu'aux élections à la IVe Douma (22). Cela ne signifie évidemment pas que les élections n'ont pas été « fabriquées » ; elles l'ont été dans les proportions les plus insensées, en particulier contre la démocratie. Mais cela signifie que malgré les élections falsifiées de toute la manière que l'on voudra, malgré la pression du gouvernement et sa « politique » en général, nous assistons à un processus de différenciation entre partis qui affecte les classes possédantes de Russie, un processus qui démarque l'aile droite, féodale et réactionnaire, de la contre-révolution de l'aile libérale bourgeoise *de la même* contre-révolution.

Les différences entre les divers groupes et fractions de la majorité droite-octobriste à la Douma (droite, nationalistes, droite modérée, « centre », octobristes de droite, etc.) sont aussi instables, imprécises, fortuites, parfois artificiellement élaborées, que les différences à l'intérieur de la majorité octobriste-libérale (octobristes de gauche, progressistes, cadets). Le fait caractéristique de l'époque que nous traversons n'est pas qu'un constitutionnaliste démocrate indépendant (il s'agit de Maklakov !) évince les octobristes soumis au gouvernement. Cela n'est qu'une stupide fable libérale.

Le fait caractéristique est qu'un processus de formation de véritables partis de classe se poursuit et, en particulier, que nous assistons à un resserrement du parti du libéralisme contre-révolutionnaire, ceci sous des exclamations vivement oppositionnelles et des propos doucereux sur « la réconciliation du pouvoir avec le pays ».

La presse libérale, la plus répandue en Russie, s'évertue à estomper ce processus. C'est pourquoi nous aurons une fois de plus recours aux chiffres précis de la statistique de la Douma. Nous nous rappellerons qu'il faut juger des partis, comme des personnes, non d'après leurs paroles mais d'après leurs actes. *Dans la pratique*, les cadets et les progressistes marchent ensemble dans toutes les affaires les plus importantes ; les uns et les autres ont marché avec les octobristes dans la IIIe et dans la IVe Douma et au cours des récentes élections (province d'Ekatérinoslav : alliance de Rodzianko avec les cadets !), sur toute une série de questions.

Examinons donc les chiffres concernant les trois partis :

	Troisième Douma		Quatrième Douma	Quatrième Douma comparée avec le début de la Troisième
	1908	1912		
Octobristes	148	120	98	—50, c'est-à-dire —34 %
Progressistes	25	36	48	+23, c'est-à-dire +92 %
Cadets	53	52	59	+6, c'est-à-dire +11 %

Nous assistons à une chute considérable et constante des octobristes, à une diminution insignifiante, puis une légère augmentation, des cadets, à une *montée considérable et constante des progressistes* dont le nombre *a presque doublé* en cinq ans.

Si nous avions pris, pour 1908, les chiffres indiqués par monsieur Milioukov dans l'*Ejégodnik Rétchi* 1912, p. 77, nous aurions un tableau beaucoup plus saisissant encore. Monsieur Milioukov estime qu'en 1908, à la IIIe Douma, il y avait 154 octobristes, 23 progressistes et 56 cadets. Comparé à la IV Douma, cela donne une augmentation insignifiante du nombre des cadets et un nombre de progressistes *multiplié par plus de deux.*

En 1908, l'importance numérique des progressistes était moitié celle des cadets. A présent, le nombre des progressistes atteint plus de 80 % de celui des cadets.

On obtient, par conséquent, un fait incontestable: *l'événement le plus typique* dans le libéralisme russe à l'époque de la contre-révolution (1908-1912) est l'énorme montée du progressisme.

Mais qui sont les progressistes ?

Par leur composition comme par leur idéologie, ils sont un *mélange d'octobristes et de cadets.*

A la IIIe Douma, les progressistes se faisaient encore appeler partisans de la rénovation pacifique, et un de leurs leaders, le noble contre-révolutionnaire Lvov, fut cadet à la Ire Douma. A la IIIe Douma, le nombre des progressistes, comme nous l'avons vu, est passé de 25 à 36, soit 11 députés en plus; sur ces 11 députés, 9 sont venus d'autres partis, à savoir 1 du parti cadet, 2 des modérés de droite, 1 des nationalistes et 5 des octobristes.

La progression rapide des progressistes parmi les représentants politiques du libéralisme russe et le succès des *Viékhi* au sein de la « société » sont les deux côtés de la médaille. Les progressistes ont réalisé en politique pratique ce que les *Viékhi* prônaient en théorie, quand ils ont conspué la révolution, renié la démocratie, célébré l'enrichissement malpropre de la bourgeoisie comme la cause de Dieu sur terre, etc, etc.

Quand le cadet Maklakov fait de belles phrases pour parler de la réconciliation du pouvoir avec le pays, il ne fait que célébrer l'activité des progressistes.

Plus nous nous éloignons de 1905 et 1906, plus il devient clair combien les bolcheviks avaient raison à l'époque de dénoncer les cadets, alors qu'ils exultaient à propos de leurs « victoires », en montrant la véritable nature de leur parti * que le cours des événements révèle à présent de manière de plus en plus flagrante.

La démocratie russe ne pourra remporter une seule victoire si elle ne sape pas de manière résolue le « prestige » des cadets parmi les masses. Et inversement, la fusion pratique des cadets avec les gens des *Viékhi* et les progressistes est une des conditions et un des symptômes de la cohésion et du renforcement de la démocratie sous la direction du prolétariat.

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 10, pp. 201-286. (*N.R.*)

IV. SUR QUOI A PORTÉ LA LUTTE ÉLECTORALE ?

Dans la majeure partie des considérations et articles consacrés aux élections, cette question est plus que toute autre repoussée au second plan et parfois même entièrement estompée. Or, c'est la question du contenu idéologique et politique de la campagne électorale, la question la plus importante à élucider, faute de quoi toutes les autres questions, tous les chiffres habituels concernant le « pourcentage de l'opposition » etc., perdent absolument toute valeur.

La réponse la plus répandue que l'on donne à cette question consiste à dire que la lutte s'est déroulée sur le point de savoir s'il y aurait ou non une constitution. C'est l'avis de la droite. C'est l'avis des libéraux. Cette opinion selon laquelle, en réalité, deux camps se sont battus l'un en faveur, l'autre contre la constitution, pénètre toute la presse libérale et toute la presse de droite. Monsieur Milioukov, chef du parti cadet, et la *Retch*, organe officiel de ce parti, ont carrément exposé la théorie des deux camps et ceci au nom de la conférence du parti cadet.

Considérons plutôt cette « théorie » sous l'angle du bilan des élections. Comment a-t-elle soutenu l'épreuve de la réalité ?

Le premier pas de la nouvelle Douma a été marqué par l'alliance des cadets et des octobristes (et même avec une partie de la droite) sur la candidature « constitutionnelle » de Rodzianko dont les cadets ont accueilli avec enthousiasme le discours qui contenait un soi-disant programme constitutionnel *.

Rodzianko, leader des octobristes, apparenté comme on le sait aux octobristes de droite, se considère constitutionnaliste comme Kroupenski, leader du « groupe du centre » ou des constitutionnalistes conservateurs.

---

* Outre les articles de la *Retch* à l'époque, voir la déclaration de M. Milioukov à la Douma, le 13 décembre 1912: « Le président (Rodzianko) a prononcé un discours..., a fait sa déclaration *que nous avons faite nôtre* » (la *Retch* n° 343 du 14 décembre) ! Voilà quelle est la *déclaration* constitutionnelle (ne riez pas !) des cadets !

Dire que la lutte s'est déroulée autour de la constitution équivaut à ne rien dire, car immédiatement la question qui surgit est celle de savoir de *quelle* constitution il s'agit. D'une constitution dans l'esprit de Kroupenski ? De Rodzianko ? D'Efrémov-Lvov ? De Maklakov-Milioukov ? Et ensuite vient une question plus importante encore, non celle des vœux, des déclarations, des programmes qui restent sur le papier, mais des *moyens* effectifs à employer pour obtenir ce qu'on désire.

Sur ce point d'importance capitale (et le seul sérieux), la déclaration de M. Grédeskoul de 1912 reproduite par la *Retch* (n° 117) demeure non démentie et d'une justesse impossible à démentir. M. Grédeskoul assure que l'on n'a pas besoin d'une nouvelle révolution, qu'il faut « simplement un travail constitutionnel ». Cette déclaration unit les cadets aux octobristes *dans le domaine idéologique et politique* de manière beaucoup plus ferme et profonde que ne les désunissent, soi-disant, les protestations mille fois renouvelées de fidélité à la constitution et même... à la démocratie.

Les publications octobristes et libérales constituent probablement près de 90 % de tous les journaux lus en Russie. En suggérant au lecteur qu'il existe deux camps, dont l'un est en faveur de la constitution, toute cette presse exerce une énorme action corruptrice sur la conscience politique des masses. Quand on pense que toute cette campagne est couronnée par la déclaration « constitutionnelle » de Rodzianko qu'adopte Milioukov !

On ne saurait trop insister, en raison de cet état de choses, sur la répétition des vieilles vérités de la science politique, souvent oubliées de tous. Qu'est-ce que la constitution ? Telle est la question *d'actualité* en Russie.

La constitution est une transaction entre les forces historiques de l'ancienne société (noble, nostalgique du servage, féodale, absolutiste) et la bourgeoisie libérale. Les conditions réelles de cette transaction, l'envergure des concessions faites par l'ancien ou des victoires de la bourgeoisie libérale sont déterminées par les victoires de la démocratie et des larges masses populaires (ouvrières au premier chef) acquises sur les forces du passé.

Si notre campagne électorale a pu être parachevée par l'adoption de la « déclaration » de Rodzianko par Milioukov,

c'est uniquement parce qu'*en fait* le libéralisme ne cherche pas à anéantir les *privilèges* de l'ancien (privilèges économiques, politiques, etc.) mais *leur partage* entre (pour être bref) les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie. Le libéralisme craint plus que la réaction le mouvement populaire massif de la démocratie. Voilà l'origine de *l'impuissance* frappante, si l'on considère la force économique du capital, du libéralisme en matière de politique.

Dans le système du 3 juin, le libéralisme a le monopole de l'opposition tolérée semi-légale, et le début de la nouvelle animation politique (nous employons un terme trop faible et imprécis) place les larges couches de la nouvelle démocratie grandissante sous l'influence de ceux qui détiennent ce monopole. Aussi, tout le *fond* du problème de la liberté politique en Russie est maintenant de s'expliquer que ce ne sont pas deux mais trois camps qui sont en lice, et que seul ce dernier camp estompé par les libéraux a effectivement *la force* de réaliser la liberté politique.

Aux élections de 1912, la lutte ne portait nullement « sur la constitution », car les cadets, principal parti libéral, qui attaquaient essentiellement les octobristes et qui les ont battus, s'étaient joints à la déclaration de Rodzianko. La lutte, comprimée par les tenailles policières du système du 3 juin, portait sur l'éveil, le renforcement, la cohésion de la *démocratie indépendante*, libre des oscillations et « sympathies octobristes » du libéralisme.

Voilà pourquoi c'est une erreur fondamentale que de considérer le véritable contenu idéologique et politique de la campagne électorale d'un point de vue *exclusivement* « parlementaire ». Il est une question cent fois plus concrète que tous les programmes et plates-formes « constitutionnelles », c'est celle de l'attitude qu'observaient les différents partis et groupes par rapport au mouvement de grèves politiques qui a marqué l'année 1912.

L'un des meilleurs moyens pour distinguer dans n'importe quel pays les partis bourgeois d'avec les partis prolétariens est de voir quelle est leur attitude à l'égard des grèves économiques. Du moment qu'un parti *ne* se bat *pas* dans sa presse, dans ses organisations, dans ses interventions parlementaires, en même temps que les ouvriers menant

des grèves économiques, ce parti est un parti bourgeois, malgré toutes ses protestations d'appartenance au « peuple », de « socialisme radical », etc. En Russie, *mutatis mutandis*, ceci s'applique aussi aux partis désireux de se faire passer pour démocrates: « Ne jure pas tes grands dieux d'avoir inscrit sur quelque bout de papier la constitution, le suffrage universel, la liberté de coalition, l'égalité des nationalités, etc. Ces *paroles* ne valent pas un rouge liard. Montre plutôt ce que sont tes *actes* face au mouvement de grèves politiques de 1912 ! » Si ce *n'est pas encore* un critère absolu, c'est tout de même un critère très sérieux et non une promesse creuse.

V. LA VÉRIFICATION DES MOTS D'ORDRE ÉLECTORAUX

Si la campagne électorale offre un intérêt éminent pour tout homme politique conscient, c'est parce qu'elle fournit des données *objectives* renseignant sur les conceptions, l'état d'esprit et, par conséquent, les intérêts des différentes *classes* de la société. Les élections à une institution représentative peuvent, sous ce rapport, être comparées à un recensement de la population: les élections fournissent des statistiques politiques. Bien entendu, ces statistiques peuvent être bonnes (quand on a le suffrage universel, etc.), elles peuvent aussi être mauvaises (élections des députés à notre, passez-moi l'expression, parlement); bien entendu, il faut apprendre à critiquer ces statistiques, comme toutes les autres d'ailleurs, et à les utiliser critiquement. Bien sûr, enfin, il faut les considérer en liaison avec toutes les statistiques sociales dans leur ensemble, par exemple, celles des grèves qui, pour ceux qui ne sont pas atteints de crétinisme parlementaire, s'avèrent souvent cent fois plus sérieuses et plus profondes que celles des élections.

Malgré toutes ces réserves, il est absolument hors de doute que les élections fournissent des données *objectives*. La vérification des vœux, des états d'esprit, des conceptions subjectives, grâce au décompte des voix exprimées par la *masse* de la population appartenant aux différentes classes, doit toujours être précieuse pour un homme politique tant soit peu digne de ce nom. La lutte des partis dans la pratique, devant les électeurs, en même temps que le décompte

des voix, fournissent toujours des données qui *vérifient* notre appréciation du rapport des forces sociales dans le pays, la valeur de tel ou tel « mot d'ordre ».

C'est de ce point de vue que nous essayons de considérer le bilan des élections.

En ce qui concerne les statistiques politiques, la chose essentielle que nous dirons ici, c'est que la majeure partie de ces statistiques ont manifestement peu de valeur par suite de l'emploi éhonté des « mesures » administratives: « explications », pressions, arrestations, expulsions, etc., etc., à n'en plus finir. Par exemple, monsieur Tchérévanine, qui dresse dans le n° 9-10 de *Nacha Zaria* le bilan des élections d'après les chiffres obtenus par les quelques centaines de grands-électeurs des différentes curies, est obligé de reconnaître qu'« *il serait ridicule* » de prendre pour un témoignage de glissement à droite la baisse de pourcentage des grands-électeurs de l'opposition (comparé aux élections à la IIIe Douma) dans la seconde curie urbaine et dans la curie paysanne. La seule curie pour laquelle les Mymrétsov, Khvostov, Tolmatchev, Mouratov et Cie *n'ont pu* se livrer à des falsifications a été la première curie urbaine. Et celle-ci a révélé l'augmentation du nombre des grands-électeurs « oppositionnels » qui passent de 56 à 67 %, tandis que les octobristes tombent de 20 à 12 %, et la droite de 24 à 21 %.

Mais si les « explications » ont réduit à néant la valeur des statistiques électorales en ce qui concerne les grands-électeurs, si les classes démocratiques *exclues* du nombre des privilégiés du 3 juin ont éprouvé toutes les douceurs de ces explications, l'attitude du libéralisme *à l'égard* de la démocratie s'est toutefois manifestée au cours des élections. Et à ce propos, nous avons quand même obtenu des données objectives qui permettent de vérifier par l'expérience de la vie ce que pensaient et disaient les différents « courants » *avant* les élections.

La question de l'attitude du libéralisme à l'égard de la démocratie n'est nullement une question intéressant « exclusivement le parti », c'est-à-dire une question qui *n'est* capitale *que* du point de vue de la ligne du parti. Non. Cette question est capitale pour *tous ceux* qui aspirent à la liberté politique en Russie. Cette question, c'est celle

des moyens propres à réaliser les aspirations générales de tous les gens convenables et honnêtes de Russie.

En engageant la campagne électorale en 1912, les marxistes mettaient justement l'accent sur les mots d'ordre de démocratie *conséquente*, pour contrebalancer la politique ouvrière libérale. Il pouvait y avoir deux moyens de vérifier ces mots d'ordre : 1) par l'analyse de l'expérience des autres pays, 2) par *l'expérience de la campagne* de 1912. Les rapports qui se sont *effectivement* instaurés entre les libéraux et les démocrates doivent permettre de voir si ces mots d'ordre marxistes sont justes ou non. Cette vérification est objective parce que ce n'est pas nous qui l'avons effectuée, mais les masses, et pas seulement les *masses* de manière générale, mais en particulier *nos adversaires*.

Les rapports entre les libéraux et la démocratie pendant les élections et à l'issue des élections se sont-ils instaurés comme l'attendaient les marxistes ? Ou bien comme l'attendaient les libéraux ? Ou bien comme l'attendaient les liquidateurs ?

Afin de démêler cette question, nous commencerons par rappeler ce qu'on « attendait ». Tout au début de 1912, alors que la question des élections venait à peine d'être soulevée, et que les cadets (à leur conférence) avaient déployé le drapeau de l'opposition unie (c'est-à-dire *des deux camps*) et admis les alliances avec les octobristes de gauche, la presse ouvrière a soulevé le problème des mots d'ordre avec les articles de Martov et de Dan dans le *Jivoïé Diélo* (n° 2, 3 et 8) et de F. L-ko [200] et autres dans la *Zvezda* (n° 11 (47) et 24 (60).

Martov présente le mot d'ordre suivant : « déloger la réaction de ses positions à la Douma ». Dan, celui d'« arracher la Douma aux mains de la réaction ». Martov et Dan reprochaient à la *Zvezda* de *menacer* les libéraux et de viser à *extorquer* aux libéraux des sièges à la Douma.

Trois positions se sont dessinées avec netteté :

1) Les cadets sont pour l'opposition unie (c'est-à-dire pour les deux camps) et admettent des alliances avec les octobristes de gauche.

2) Les liquidateurs sont pour le mot d'ordre : « arracher la Douma aux mains de la réaction », aider les cadets et les progressistes à « accéder au pouvoir » (Martov dans le n° 2

du *Jivoïé Diélo*). Ne pas *extorquer* aux libéraux des sièges pour les démocrates.

3) Les marxistes sont contre le mot d'ordre « arracher la Douma aux mains de la réaction », car cela signifie « arracher le *propriétaire foncier* aux mains de la réaction. « Notre objectif pratique pour les élections n'est pas du tout de « déloger la réaction de ses positions à la Douma », mais de renforcer la démocratie en général, et la démocratie ouvrière en particulier. (F. L-ko dans le n° 11 (47) de la *Zvezda*) *. Il faut *menacer* les libéraux, leur *extorquer* des sièges, se battre contre eux, ne pas se laisser effrayer par les clameurs à propos d'un « péril Cent-Noirs » (même auteur dans le n° 24 (60) **). Les libéraux « accèdent au pouvoir » *seulement lorsque* c'est la démocratie qui remporte la victoire, *en dépit* des oscillations du libéralisme.

La divergence entre les marxistes et les liquidateurs est extrêmement profonde et inconciliable, bien que de braves gens de toute sorte estiment qu'une réconciliation purement verbale de ce qui est irréconciliable est une chose aisée. « Arracher la Douma aux mains de la réaction », c'est tout un cercle d'idées, c'est tout un système politique qui signifie *objectivement* que l'hégémonie est confiée aux libéraux. « Arracher la démocratie aux mains des libéraux », c'est le système politique opposé, basé sur l'idée que seule une démocratie qui s'est affranchie des libéraux, est *effectivement capable* de faire échec à la réaction.

Voyons un peu quel a été le résultat de la bataille dont on a tant parlé *avant* qu'elle ne commence.

Prenons à titre de témoin, qui a exposé les résultats de la bataille, monsieur V. Lévitski de *Nacha Zaria* (n° 9-10), car probablement personne ne soupçonnera *ce* témoin-*là* de partialité pour la ligne de la *Zvezda* et de la *Pravda*.

Voilà comment ce témoin présente le résultat de la bataille à la 2e curie ; comme on sait, c'est la seule curie où il y ait eu un vague simulacre d'élections « à l'européenne » et dans laquelle une possibilité, fût-elle minime, s'est

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 17, p. 496. (*N. R.*)
** *Ibid.*, p. 569. (*N. R.*)

offerte de dresser le bilan des « rencontres » du libéralisme et de la démocratie.

Notre témoin a dénombré 63 interventions des social-démocrates parmi lesquelles, dans 5 cas, le candidat *a été forcé* de se retirer, dans 5 cas encore, il y a eu un accord avec d'autres partis, et dans les 53 autres cas, le candidat est intervenu en toute indépendance. Sur ces 53 cas, 4 concernent 4 grandes villes et 49, l'élection des grands-électeurs.

Sur ces 49 cas, on ignore pour 9 cas contre qui se sont battus les social-démocrates; dans 3 cas, ils se sont battus contre la droite (3 victoires des social-démocrates), dans un cas contre les troudoviks (victoire des social-démocrates); dans les *36 derniers cas*, *contre les libéraux* (21 victoires des social-démocrates, 15 défaites).

Si nous prenons les libéraux *russes*, nous obtenons 21 cas de lutte des social-démocrates contre eux. Voici les résultats:

	des s.d.	Victoires des adversaires des s.d.	Total des cas
Social-démocrates contre cadets	7	8	15
social-démocrates contre autres libéraux * . . .	4	2	6
Total	11	10	21

* Progressistes et cadets *avec* les progressistes ou les troudoviks.

Ainsi les *libéraux* ont été l'ennemi principal des social-démocrates (36 cas contre 3); ce sont les *cadets* qui ont infligé les *principales* défaites aux social-démocrates.

Sur les 5 cas d'accord, 2 concernaient un accord général de l'opposition contre la droite; *pour 3 cas* « on peut parler d'un accord de la gauche contre les cadets » (p. 98 de *Nacha Zaria* n° 9-10; les italiques sont de moi). Ainsi, le nombre des accords est inférieur à 1/10 du nombre des cas d'intervention. 60% des accords sont dirigés contre les cadets.

En fin de compte, les résultats sont les suivants dans quatre grandes villes:

	Répartition des voix (chiffres maxima)			
	Pétersbourg	Moscou	Riga	
			Premier scrutin	Scrutin de ballottage
Cadets	19 376	20 310	3 754	5 517
Social-démocrates	7 686	9 035	*4 583*	4 570
Octobristes	4 547	2 030	3 674	—
Droite	1 990	1 073	272	—
Troudoviks	1 075	—	—	—

Donc *dans toutes* les quatre grandes villes, les social-démocrates se sont battus contre les *cadets*; dans un cas, les cadets ont remporté la victoire au scrutin de ballottage *grâce à l'aide des octobristes* (nous considérons comme tel le candidat du « parti de la constitution balte »).

Voici les conclusions du témoin:

« Le monopole cadet pour la représentation de la démocratie des villes prend fin. La tâche immédiate de la social-démocratie dans ce domaine est d'arracher au libéralisme la représentation dans toutes les cinq villes à représentation autonome. Les prémisses «psychologiques» (?) et « historiques » (et les économiques ?) existent déjà: le « gauchissement » de l'électeur démocrate, l'indigence de la politique cadette et le nouvel éveil de l'autonomie prolétarienne » (*Nacha Zaria*, ouvrage cité, p. 97).

VI. « FIN » DES ILLUSIONS CONCERNANT LE PARTI CADET

1. Les faits ont prouvé que le sens véritable du mot d'ordre cadet d'« opposition unie » ou des « deux camps » consistait à duper la démocratie, à laisser les libéraux s'adjuger frauduleusement les fruits de l'éveil démocratique, à permettre aux libéraux de *tronquer*, d'*émousser*, d'*affaiblir* l'éveil de l'unique force capable de faire avancer la Russie.

2. Les faits ont montré que la seule lutte électorale quelque peu comparable à la lutte « ouverte », « à l'européenne » consistait *justement* à arracher la démocratie aux mains des libéraux. Ce mot d'ordre était *une réalité vivante*, ce mot d'ordre exprimait l'éveil effectif de la nouvelle démocratie au nouveau mouvement. Quant au mot d'ordre des liquidateurs: « arracher la Douma aux mains de la

réaction », ce n'était qu'une invention pourrie issue d'un petit cercle d'intellectuels libéraux.

3. Les faits ont montré que seule la lutte « effrénée » contre les cadets, seule la « cadétophagie » dont les liquidateurs, veules serviteurs des libéraux, nous ont accusés, a exprimé le véritable besoin de la véritable campagne de masse, car, en fait, les cadets se sont avérés *pires* que nous ne les avions peints. Les cadets ont été les alliés directs des Cent-Noirs contre le social-démocrate Predkalne, contre le social-démocrate Pokrovski [201] !

Ceci constitue un revirement historique en Russie : les Cent-Noirs, que la haine des cadets poussait jusqu'à l'aveuglement, qui considéraient les cadets comme leur principal ennemi, ont été amenés, par le cours des événements, à soutenir les cadets contre les social-démocrates. Ce fait prétendu de peu d'importance exprime un renversement des positions dans les partis, qui montre à quel point étaient superficielles, en réalité, les attaques des Cent-Noirs contre les cadets et, *inversement*, avec quelle facilité, en fait, Pourichkévitch et Milioukov *ont trouvé leur voie*, en sont venus à s'unir contre les social-démocrates.

La vie a montré que nous autres, bolcheviks, non seulement n'avons pas sous-estimé les alliances possibles avec les cadets (à la seconde étape des élections, etc.), mais les avons plutôt *surestimées*, car, *en réalité*, dans toute une série de cas, les cadets ont fait bloc avec les octobristes contre nous ! Cela ne signifie bien entendu pas que nous nous *refusions* (comme le désiraient certains otzovistes d'hier pris d'un zèle déraisonnable, ainsi que leurs amis) d'utiliser dans une série de cas, dans les réunions électorales de province, par exemple, nos alliances avec les cadets contre la droite. Cela signifie que notre *ligne générale* (trois camps ; la démocratie contre les cadets) est vérifiée et encore plus renforcée par la vie.

Soit dit en passant, messieurs Lévitski, Tchérévanine et autres collaborateurs de *Nacha Zaria* ont, avec un zèle et une application dignes d'éloges, rassemblé des matériaux extrêmement utiles pour notre statistique des élections. Il est seulement regrettable qu'ils n'aient pas tiré les conclusions voulues des documents qu'ils possédaient, concernant le nombre de cas d'alliance directe et indirecte des

cadets avec les octobristes et la droite *contre* les social-démocrates.

Predkalne et Pokrovski ne sont pas des cas isolés ; il y a eu de nombreux cas analogues dans les réunions électorales de province. Il ne faut pas les oublier. Il faut leur accorder davantage d'attention.

Poursuivons. Forcé de faire les conclusions que nous venons de signaler à propos des cadets, notre « témoin » n'a pas du tout pensé quelle est l'appréciation du parti cadet qu'*ont confirmée* ses conclusions. Qui donc a qualifié les cadets de parti de la démocratie des villes ? Et qui, *dès mars 1906*, peut-être même auparavant, a démontré que ce parti libéral subsiste en dupant l'électeur de la démocratie ?

A présent, les liquidateurs, comme des Jean-sans-mémoire, ont entonné en chœur : « le monopole cadet prend fin... » Donc, il y avait « monopole » ? Qu'est-ce que cela signifie ? Le monopole, c'est l'élimination de la concurrence. La concurrence de la social-démocratie contre les cadets a-t-elle davantage été éliminée en 1906-1907 qu'en 1912 ?

Monsieur V. Lévitski répète une phrase banale *sans penser* au sens des paroles qu'il prononce. Pour lui, le monopole c'est « simplement » le fait que les cadets avaient la suprématie et qu'à présent cette suprématie prend fin. Mais si vous prétendez être marxistes, messieurs, il faudrait, ne serait-ce qu'un tout petit peu, approfondir la question du caractère de classe des partis et ne pas manifester une telle insouciance à l'égard de vos déclarations de la veille.

Si les cadets sont le parti de la démocratie citadine, leur suprématie n'est pas un « monopole », mais le résultat des intérêts de *classe* de la démocratie citadine ! Si leur suprématie devient au bout d'un an ou deux un « monopole », c'est-à-dire quelque chose de fortuit et d'anormal du point de vue des lois générales et fondamentales du capitalisme et du rapport des classes dans la société capitaliste, dans ce cas, par conséquent, ceux qui ont pris les cadets pour le parti de la démocratie citadine étaient des opportunistes, ils se sont laissé entraîner par un succès éphémère, ils se sont incliné devant l'éclat en vogue du mouvement cadet, ils ont tourné le dos à la critique marxiste des cadets pour rejoindre la servilité libérale à leur égard.

La conclusion de M. V. Lévitski confirme *entièrement, mot pour mot*, la décision bolchevique prise à Londres en 1907 sur la nature de classe du parti cadet, décision que contestèrent furieusement les mencheviks. Si la démocratie citadine a rejoint les cadets « *en vertu des traditions et parce qu'elle était directement dupée par les libéraux* », comme l'affirme cette décision, on comprend parfaitement à ce moment-là que les dures leçons de 1908-1911 aient dissipé les « illusions constitutionnelles », sapé la « tradition », dévoilé la « duperie » et amené de la sorte la fin du « monopole ».

De nos jours, l'oubli volontaire ou involontaire du passé est par trop répandu, ainsi qu'une attitude légère au dernier degré à l'égard des réponses précises, directes et nettes à toutes les questions de politique importantes et à l'égard de leur vérification par la riche expérience de 1905-1907 et 1908-1912. Il n'est rien de plus funeste pour la démocratie qui s'éveille que cet oubli, cette attitude.

VII. A PROPOS D'UN « IMMENSE PÉRIL POUR LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE DE LA NOBLESSE »

Dressant le bilan de la lutte électorale, monsieur Tchérévanine estime qu'« il a été arraché 49 sièges à l'opposition de manière purement artificielle au moyen de mesures absolument exceptionnelles ». En ajoutant ces sièges à ceux qui ont été réellement conquis, on obtient à son avis le nombre de 207 sièges, c'est-à-dire 15 de moins que la majorité absolue. Voici la conclusion de l'auteur: « Sur le terrain du système du 3 juin, sans mesures artificielles exceptionnelles, la réaction nobiliaire-féodale aurait subi une défaite complète et décisive (?!) aux élections.»

« Face à cet immense péril pour la propriété foncière de la noblesse »... poursuit l'auteur, les heurts entre prêtres et propriétaires fonciers sont de peu d'importance (page 85 de l'ouvrage cité).

Voici donc les conséquences du mot d'ordre demandant d'arracher la Douma aux mains de la réaction ! Tchérévanine a cruellement puni Martov en poussant son mot d'ordre jusqu'à l'absurdité et en confirmant, pour ainsi dire, en

même temps que le « bilan de la lutte électorale », le bilan des illusions liquidatrices.

La majorité progressiste-cadette à la IVe Douma présenterait un « *immense péril pour la propriété foncière de la noblesse* » ! C'est tout simplement une perle.

Ce n'est pas un lapsus, mais le résultat fatal de tout le contenu idéologique que les libéraux et les liquidateurs ont voulu mettre dans la campagne électorale.

L'augmentation fabuleuse du rôle des progressistes par rapport aux cadets, l'incarnation par les progressistes dans le domaine politique de tout l'esprit de trahison des cadets (le viékhisme), le passage effectif en catimini, en silence, des cadets sur les positions du progressisme, tout cela les liquidateurs *n'ont pas voulu* le voir et c'est ce qui les a amenés à la perle énoncée par Tchérévanine. « Il ne faut pas trop parler de l'esprit contre-révolutionnaire des cadets », c'est, à quelque chose près, dans ces termes que s'est exprimé un jour le troudovik (populiste-liquidateur), M. Vodovozov. C'est ainsi également que nos liquidateurs voient les choses.

Ils ont même oublié la leçon de la IIIe Douma, où le cadet Bérézovski avait « expliqué » dans un discours officiel le programme agraire de son parti et démontré qu'il était *avantageux* pour les propriétaires fonciers de la noblesse. A présent, en 1912, il faudrait attendre de la Douma « oppositionnelle » des propriétaires, attendre des progressistes, ces octobristes à peine travestis, un immense péril « pour la propriété foncière de la noblesse »...

Ecoutez monsieur Tchérévanine... libre à vous d'avoir de l'imagination mais il faudrait toutefois respecter la mesure !

Nous avons une splendide illustration du bilan des élections en liaison avec le bilan de Tchérévanine résumant la tactique liquidatrice. Par 132 voix contre 78, la IVe Douma a adopté la formule de passage des progressistes.

L'octobriste Antonov a déclaré de manière officielle qu'il était entièrement satisfait de cette formule des plus plates, des plus creuses, parce qu'elle était dans la ligne des octobristes ! Bien entendu, monsieur Antonov a raison. Les progressistes ont présenté une formule purement octobriste. Les progressistes ont joué leur rôle de réconciliateurs entre octobristes et cadets.

L'octobrisme est vaincu, vive l'octobrisme ! L'octobrisme à la Goutchkov est « vaincu », vive l'octobrisme à la Efrémov-Lvov ! *

VIII. UNE DÉFAITE DISSIMULÉE

Il nous reste à examiner le bilan des élections dans la curie la plus importante, la curie ouvrière.

Personne n'a jamais douté que cette curie soit du côté de la social-démocratie. La lutte qui s'y est déroulée n'a pas été menée contre les populistes car *il n'y a pas eu* parmi eux de résistance au mouvement populiste liquidateur (*Potchine* [202] à Paris et socialistes-populistes à Pétersbourg) ni à l'otzovisme populiste ; et ce défaut de résistance aux courants décadents a réduit *à zéro* les populistes de gauche.

Dans la curie ouvrière, la lutte a opposé uniquement les marxistes et les liquidateurs, c'est-à-dire les politiciens ouvriers libéraux. En janvier 1912, les marxistes ont proclamé nettement et ouvertement, sans faux-fuyants méprisables, que les accords dans la curie *ouvrière* (et seulement dans cette curie) avec *ceux qui détruisent* le parti ouvrier étaient impossibles **.

Ce fait est connu de tous. Chacun sait également que la conférence des liquidateurs d'août a même été qualifiée par le réconciliateur Plékhanov de conférence liquidatrice « pitoyable » (en dépit des serments de *Nacha Zaria*), et ses résolutions ont été qualifiées de « *diplomatie* », c'est-à-dire pour parler plus franchement de duperie.

Qu'ont donc montré les résultats des élections ?

Ont-ils, oui ou non, fourni des données *objectives* permettant de juger quel rapport les déclarations de janvier et d'août avaient avec la réalité ? Pour qui étaient les élus de la classe ouvrière ?

---

* La *Retch* du 16 décembre assure que les social-démocrates ont également voté pour la lâche motion des progressistes. C'est invraisemblable. La *Pravda* ne dit rien à ce sujet. Il est possible que les social-démocrates présents (ou bien qui s'étaient levés pour partir ?) aient été « décomptés parmi ceux qui ont voté *en faveur* de la motion.

** Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 17, p. 474. (*N.R.*)

Nous disposons à ce sujet des statistiques les plus précises que les liquidateurs s'efforcent (en pure perte !) d'estomper, d'éluder, de couvrir de leurs cris et de leurs injures.

A partir de la IIe Douma (la majorité de la social-démocratie a boycotté la Ire) nous connaissons le décompte précis des députés de la curie ouvrière, répartis entre les différents « courants » à l'intérieur du parti social-démocrate. Voici ces chiffres :

Députés de la Douma d'Etat élus dans la curie ouvrière :

	Mencheviks	Bolcheviks	% de bolcheviks
II Douma (1907)	12	11	47
III » (1908-1912)	4	4	50
IV » (1912)	3	6	67

Ces chiffres sont éloquents !

En 1907, la majorité dans le parti appartenait aux bolcheviks, et elle avait été décomptée de manière officielle (150 délégués bolcheviques et 97 délégués mencheviques). Cela signifie que les 47 % de la curie ouvrière (le groupe comprenant en tout 18 bolcheviks plus 36 mencheviks sont 54 députés) constituaient environ 52 % du parti ouvrier.

En 1912, et pour la première fois, *tous* les six députés *de la curie* sont bolcheviques. L'on sait que ces six provinces sont d'importantes provinces industrielles. On sait qu'une proportion de prolétaires incomparablement plus forte que dans les autres provinces y est groupée. L'on comprend aussi — et une comparaison avec 1907 le démontre entièrement — que 67 % dans la curie ouvrière représentent plus de 70 % dans le parti ouvrier.

Pendant la IIIe Douma, lorsque les intellectuels fuyaient le parti ouvrier et que les liquidateurs justifiaient cette désertion, les ouvriers fuyaient les liquidateurs. La fuite du liquidateur Biélooussov hors du groupe social-démocrate à la IIIe Douma et le virage de tout le groupe (aux 3/4 menchevique) du menchevisme vers la tendance antiliquidatrice * ont été des symptômes et des indices sûrs prouvant

* Le liquidateur Oskarov reconnaît ce fait incontestable de manière fort amusante : les bolcheviks « *sont arrivés à leurs fins* : au moment le plus important, ils ont opéré la scission du groupe à la IIIe Douma de façon pratique si ce n'est pas en bonne et due forme »

qu'un processus *de même nature* se poursuit dans le milieu ouvrier. Et les élections à la IVe Douma l'ont attesté.

Dans *Nacha Zaria*, Oskarov, Martov, Tchérévanine, Lévitski et Compagnie sont épouvantablement fâchés; aussi déversent-ils des centaines de « compliments » pourichkévitchiens à outrance à l'adresse de ce que l'on prétend être un petit cercle qualifié de sectaire et de léniniste.

Joli cercle sectaire en vérité ! Un cercle auquel la curie ouvrière réserve constamment un nombre croissant de suffrages, de 1908 à 1912, pour arriver à 67 % de la curie à la IVe Douma ! Les liquidateurs sont des polémistes maladroits. Ils nous couvrent de toutes les injures possibles *, et cela constitue pour nous le meilleur des compliments.

Trancher des problèmes litigieux par une abondance de clameurs, d'injures, d'affirmations sans fondement est justement la manière courante des cercles intellectuels. Les ouvriers préfèrent autre chose: les données *objectives*. Et en Russie, dans la situation politique actuelle, il n'y a et ne peut y avoir d'autre critère *objectif* de la force et de l'influence de tel ou tel courant dans les masses ouvrières que la presse ouvrière et la curie ouvrière à la Douma.

C'est la raison pour laquelle, messieurs les liquidateurs, plus vous allez faire de tapage et lancer d'injures dans *Nacha Zaria* et le *Loutch*, plus nous serons calmes pour poser aux ouvriers la question suivante: indiquez un autre critère objectif de liaison avec les masses que la presse ouvrière et la curie ouvrière à la Douma.

Que les lecteurs qui ont été assourdis par les cris au « petit cercle » « sectaire » de Lénine, etc., réfléchissent en toute sérénité à ces données objectives concernant la presse

Nacha Zaria, ouvrage cité, p. 3). Ce qui est ici qualifié de « scission », c'est soit la fuite du liquidateur Biéloussov, soit le fait que *deux* membres du groupe appartenaient au journal liquidateur, 8 au journal antiliquidateur, les autres étant neutres.

* Les liquidateurs passent sous silence le bilan des élections dans la curie ouvrière pour mieux crier à propos de Pétersbourg: « Quelle honte ! » Quelle honte, oui, bien sûr, messieurs ! Honte à ceux contre qui fut adopté le *mandat imprimé* au préalable, c'est-à-dire promu par l'organisation. Il est honteux de faire passer une *personne* contre le *mandat*. Il est encore plus honteux de refuser le tirage au sort après avoir obtenu 3 et 3. Le « pravdiste » P., connu à Pétersbourg, a proposé carrément le tirage au sort au liquidateur M., lequel l'a repoussé ! Honte aux liquidateurs pour les élections de Pétersbourg.

ouvrière et la curie ouvrière à la Douma ! Les données objectives montrent que les liquidateurs crient afin de dissimuler leur défaite totale.

Toutefois, il est particulièrement instructif de comparer la naissance du *Loutch* qui a paru *le jour des élections* grâce à une initiative privée, et celle de la *Pravda*. La vague du mouvement ouvrier en avril est une des plus grandes vagues historiques du mouvement ouvrier de masse en Russie. Des centaines de milliers d'ouvriers, même d'après les calculs des industriels, y ont participé. Et *ce mouvement lui-même a créé*, comme sous-produit, la *Pravda*, tout d'abord en renforçant la *Zvezda*, en la faisant passer du tirage hebdomadaire au tirage tous les deux jours, puis en portant les collectes pour la *Pravda* de 76 en mars à 227 en avril (en comptant seulement les collectes ouvrières de groupes).

Nous avons sous les yeux un des échantillons classiques montrant comment un mouvement totalement exempt de caractère réformiste, donne comme sous-produit soit des réformes, soit des concessions, soit des allègements etc.

Les réformistes trahissent le mouvement ouvrier lorsqu'ils enserrent sa vaste envergure dans des mots d'ordre réformistes (comme le font nos liquidateurs). Quant aux ennemis du réformisme, ils sont non seulement fidèles aux mots d'ordre prolétariens non tronqués, mais ils sont aussi les meilleurs « praticiens » : c'est justement cette envergure, ce sont justement les mots d'ordre non tronqués qui garantissent la force qui donne comme sous-produit soit des concessions, soit une réforme, soit des allègements, soit la nécessité, ne fût-ce que provisoire, pour les couches supérieures, de supporter l'animation déplaisante de la base.

Tandis qu'en 1908-1912, les liquidateurs invectivaient la « clandestinité », approuvaient la « fuite » de cette clandestinité, se répandaient en bavardages sur le « parti légal », *toute* la curie ouvrière les quitta et ils ne surent pas profiter du premier et grand essor de la vague d'avril-mai !

Dans *Nacha Zaria*, monsieur Martov reconnaît cette circonstance affligeante pour lui, mais il fait cet aveu de manière particulièrement amusante. Il invective et traite comme nuls les groupes de partisans de Plékhanov et de *Vpériod* que *les liquidateurs eux-mêmes* présentaient la veille comme des « centres » et des courants, en dépit de notre

demande de ne tenir compte que des organisations russes. Et Martov reconnaît avec amertume, avec rage, avec une infinité de paroles fielleuses (fielleuses à la Bourénine), que le « petit cercle sectaire » « de Lénine » « a tenu le coup » et « passe même à l'offensive » « après s'être renforcé sur des arènes qui n'ont strictement rien de commun avec la clandestinité » (*Nacha Zaria*, ouvrage cité, p. 74).

L'aveu de Martov prête à sourire. La nature humaine est ainsi faite que lorsque notre ennemi commet une erreur, nous sommes pleins de joie, mais lorsqu'il accomplit une démarche juste, il nous arrive parfois de nous fâcher puérilement.

Nous vous remercions de ce compliment que vous avez *été obligé* de nous décrocher, monsieur le liquidateur-libéral ! Depuis la fin de 1908, nous insistons pour que soient utilisées les formes légales du mouvement, au printemps 1909, nous avons rompu à cause de cela avec nombre de nos amis [203]. Et si nous sommes devenus une force sur ces « arènes », c'est uniquement parce que nous n'avons pas sacrifié l'esprit à la forme. Afin d'utiliser à temps la forme, afin de saisir l'essor d'avril, afin d'obtenir la sympathie de la curie ouvrière si précieuse pour un marxiste, il ne fallait pas désavouer l'ancien, le renier, mais défendre fermement ses idées, ses traditions, ses substrats matériels. Ce sont justement *ces* idées qui ont imprégné l'essor du mois d'avril, ce sont justement elles qui ont dominé à la curie ouvrière en 1912, et seuls ceux qui leur étaient fidèles sur toutes les arènes, dans toutes les formes, pouvaient marcher au niveau de cet essor et de cette curie.

Rédigé en janvier 1913.
Publié en janvier 1913 dans la revue « Prosvéchtchénié » n° 1.
Signé: V. Iline

Conforme au texte de la revue

LES ENSEIGNEMENTS DE LA VIE

Ceux qui s'intéressent sincèrement au sort du mouvement d'émancipation dans notre pays ne peuvent manquer de s'intéresser avant tout à notre mouvement *ouvrier*. Les années d'essor, comme les années de contre-révolution, ont montré avec la plus grande clarté que la classe ouvrière marche *en tête de toutes* les forces libératrices et que, pour cette raison, le sort du mouvement ouvrier est étroitement mêlé à celui du mouvement social russe dans son ensemble.

Prenez la courbe représentant le *mouvement gréviste* des ouvriers au cours des huit dernières années ! Et essayez de tracer une courbe identique qui représenterait la montée et le déclin de tout le mouvement de libération russe dans son ensemble au cours des mêmes années. Les deux courbes coïncident parfaitement. Cependant, entre tout le mouvement libérateur dans son ensemble d'une part, et le mouvement ouvrier d'autre part, existe le lien le plus étroit et indissoluble.

Examinez les chiffres concernant le mouvement de grève en Russie depuis 1905.

Année	Nombre de grèves	Nombre de participants (en milliers)
1905	13 995	2 863
1906	6 114	1 108
1907	3 573	740
1908	892	176
1909	340	64
1910	222	47
1911	466	105
1912	approximativement	$1^1/_2$ million (économiques et politiques).

Ces chiffres ne montrent-ils pas de la manière la plus concrète que le meilleur baromètre de toute la lutte de libération de l'ensemble du peuple de Russie est le mouvement gréviste des ouvriers russes ?

L'essor maximum (1905) donne environ 3 millions de grévistes. En 1906 et 1907, le mouvement décroît, mais reste toutefois à un niveau très élevé, donnant en moyenne 1 million de grévistes. Ensuite, le mouvement commence à décroître rapidement et tombe, tombe jusqu'à 1910 compris. 1911 est une année de tournant. La courbe commence à s'élever, quoique timidement encore. 1912 est l'année d'un nouvel et très important essor. La courbe s'élève avec assurance et décision pour atteindre le niveau de 1906 et manifestement met le cap sur cette année où le chiffre de trois millions avait battu le record *mondial*.

Une *nouvelle époque* est arrivée. Il ne peut plus y avoir aucun doute à ce sujet. Le début de 1913 en est la meilleure preuve. La *masse* ouvrière, partie de différents problèmes *particuliers*, en vient à poser le problème *général*. L'attention des masses les plus larges ne se concentre plus seulement sur certaines anomalies de notre vie russe. La question qui se pose maintenant est celle de la somme de toutes ces anomalies *dans son ensemble* et il ne s'agit déjà plus de réformes au pluriel, mais de la réforme au singulier.

La vie nous instruit. La lutte vivante résout mieux que tout les problèmes qui récemment encore étaient si litigieux. Voyez donc maintenant, après 1912, ne serait-ce que nos débats sur la « campagne de pétitions » et sur le mot d'ordre de « liberté de coalition ». Qu'a donc montré l'expérience ?

Il était impossible de recueillir ne fût-ce que quelques dizaines de milliers de signatures ouvrières sous des pétitions extrêmement modérées. Mais un *million* de participants pour les seules grèves *politiques* est devenu un fait. Quand on disait qu'il ne fallait pas aller plus loin que le mot d'ordre de « liberté de coalition », sinon les masses ne nous comprendraient pas et ne se mobiliseraient pas, tous ces propos-là n'étaient que des paroles creuses et vaines, prononcées par des gens détachés de la vie. Les masses vivantes, réelles, de millions d'hommes se sont mobilisées justement sous les formules les plus larges, anciennes, non tronquées. Seules ces formules ont attisé l'enthousiasme des

masses. Et à présent, on a vu, de manière suffisamment convaincante, qui était en réalité aux côtés des masses, qui était détaché des masses et qui était contre elles.

Le mouvement dynamique, frais et puissant des masses elles-mêmes balaie comme des vieilleries les recettes artificielles qui ont trop traîné dans les bureaux ; il va de l'avant, toujours de l'avant.

Tel est le sens historique du grandiose mouvement qui se déroule sous nos yeux.

La « Pravda » n° 16, 19 janvier 1913 *Conforme au texte du journal*

LA NOUVELLE DÉMOCRATIE

Dans les « Rencontres disparates » du numéro du Nouvel an de la *Retch*, monsieur Tan a effleuré une question importante à laquelle les ouvriers doivent accorder une attention soutenue. C'est la question de la croissance de la nouvelle démocratie.

« Voici déjà une année environ, peut-être davantage, écrit monsieur Tan, que le cours de la vie commence à nouveau à changer. A une baisse succède une montée des eaux venues, Dieu sait d'où, des profondeurs de la terre ou bien de sources lointaines. Trois ans durant, tout fut calme et vide. Mais à présent, les gens se montrent, ils sortent l'un après l'autre de divers trous et cours perdus...

...Les plus intéressants sont les gens de condition paysanne, venus d'en bas. Ils sont légion. Ils ont rempli les secteurs moyens de la vie et visent même les secteurs supérieurs, surtout en province. Techniciens, comptables, agronomes, maîtres d'école, toutes sortes d'employés des zemstvos. Tous se ressemblent. Ils ont le visage gris, les os larges, l'allure gauche, les réflexes lents, mais ils sont vivaces comme des chats... De toute évidence, la vie a avancé d'un gradin, car nous autres, les roturiers, nous sommes, comparés à eux, ce qu'étaient les nobles comparés à nous. »

Voilà qui est dit de manière précise et juste ; toutefois il ne faut pas oublier que les anciens roturiers comme les nouveaux, ceux de « condition paysanne », que les intellectuels et semi-intellectuels démocrates constituent la bourgeoisie, par opposition aux nobles féodaux.

Mais il y a dans la bourgeoisie différentes couches auxquelles sont réservées différentes possibilités historiques. Presque toujours, les couches supérieures de la bourgeoisie et les riches intellectuels bourgeois, (avocats, professeurs, journalistes, députés, etc.) tendent à l'alliance avec les

Pourichkévitch. *Cette* bourgeoisie est liée à ces derniers par des milliers de fils économiques.

Au contraire, la bourgeoisie paysanne et les nouveaux intellectuels de « condition paysanne » sont liés par des milliers de fils aux *masses* de la paysannerie privées de droit, abruties, ignorantes, affamées, et en raison de toutes leurs conditions de vie, ils sont hostiles à *tout* système à la Pourichkévitch et à toute alliance avec ce système.

Cette démocratie nouvelle, plus nombreuse, plus proche de la vie de millions d'hommes, s'instruit, se renforce, s'accroît rapidement. Elle est, dans sa majeure partie, pleine d'idées oppositionnelles indéterminées, elle se nourrit de la vermoulure libérale. Une grande et importante tâche s'impose aux ouvriers conscients, celle d'aider cette démocratie à se libérer de l'influence des préjugés libéraux. Ce n'est que dans la mesure où elle surmontera ces préjugés, où elle se débarrassera du fardeau des piètres illusions libérales, où elle rompra avec les libéraux et tendra la main aux ouvriers, que cette nouvelle démocratie sera appelée à faire quelque chose de sérieux pour la cause de la liberté.

La « Pravda » n° 15, 19 janvier 1913.
Signé: T.

Conforme au texte du journal

DU POPULISME

Dans le n° 12 du *Rousskoïé Bogatstvo*, monsieur A.V.P.[204] a écrit un article « directif » sur un sujet « d'actualité » portant comme titre: « Socialisme populaire ou prolétarien ? »

Cet article est en lui-même complètement dépourvu de sérieux et de contenu. Il y a bien longtemps déjà que nous n'avions plus trouvé dans les articles « directifs » de cette revue populiste considérée comme sérieuse un tel fatras de paroles creuses, un tel déchaînement de phrases évasives et plates, un tel salmigondis de conceptions (éclectisme).

Mais l'article est significatif parce qu'il aborde un problème de la plus haute importance, de la plus grande actualité, celui de la désagrégation du populisme. Le populisme est l'idéologie de la démocratie paysanne de Russie. C'est la raison pour laquelle tout ouvrier conscient doit suivre avec attention les changements intervenus dans cette idéologie.

I

Le populisme est très ancien. On considère que Herzen et Tchernychevski furent ses fondateurs. Le véritable populisme connut son apogée quand les révolutionnaires des années 70 commencèrent à « aller au peuple » (à la paysannerie). Ce sont V.V. (Vorontsov) et Nikolaï-on [205] qui ont le mieux développé la théorie des populistes dans les années 80 du siècle passé. Au début du XXe siècle, ce sont les so-

cialistes-révolutionnaires qui ont exprimé les conceptions les plus achevées des populistes de gauche.

La révolution de 1905, qui a montré *toutes* les forces sociales de la Russie dans une action des classes ouverte, massive, a fourni une vérification générale du populisme et a défini sa place. La démocratie paysanne est l'unique contenu effectif et l'unique valeur sociale du populisme.

De par sa situation économique, la bourgeoisie libérale russe est poussée non pas à *abolir* les privilèges des Pourichkévitch et Cie, mais à les *partager* entre les propriétaires féodaux et les capitalistes. Au contraire, la démocratie bourgeoise de Russie — la paysannerie — est forcée d'aspirer à *abolir* tous ces privilèges.

Les phrases populistes sur le « socialisme» , sur la « socialisation de la terre », la jouissance égalitaire du sol, ne sont que de la littérature qui recouvre un fait réel, l'aspiration des paysans à l'égalité totale en politique et à l'anéantissement total de la propriété terrienne féodale.

La révolution de 1905 a définitivement mis à nu l'essence sociale du populisme, sa nature de classe. Le mouvement des masses, sous forme des unions paysannes de 1905 et sous forme de la lutte paysanne un peu partout en 1905 et 1906, sous forme également des élections aux deux premières Doumas (constitution des « groupes du travail »), tous ces grands faits sociaux qui nous ont montré des millions de paysans *en action*, ont balayé comme de la poussière les phrases populistes prétendument socialistes, et ont révélé le noyau: la démocratie paysanne (bourgeoise) avec ses immenses réserves de forces encore disponibles.

Si l'*expérience* de cette grande époque dans la nouvelle Russie contemporaine n'a pas appris à certains à distinguer le contenu effectif du populisme de son enveloppe verbale, c'est qu'il s'agit d'êtres qui n'apprendront rien, qu'on ne peut prendre au sérieux et qui ne peuvent être que des écrivains jouant avec les mots (voir A.V.P. du *Rousskoïé Bogatstvo*) et non des hommes politiques.

Dans notre prochain article nous examinerons un peu mieux la désagrégation du populisme ainsi que cet écrivain.

II

Si l'expérience de 1905 revêt une énorme importance, c'est parce qu'elle *a obligé* à vérifier les théories des populistes par le *mouvement* des masses. Et cette vérification a immédiatement suscité la désagrégation du populisme, la faillite des théories populistes.

Dès le premier congrès des socialistes-révolutionnaires, en décembre 1905, les « socialistes-populistes » ont commencé à se séparer d'eux, et la scission était consommée à l'automne 1906.

Ces « socialistes-populistes » ont été les devanciers de nos liquidateurs. Ils ont célébré, exactement comme eux, le « parti légal », ils ont liquidé, comme eux exactement, les mots d'ordre de démocratie conséquente et fait des discours renégats (voyez, par exemple, les articles de monsieur Péchékhonov dans le n° 8 du *Rousskoïé Bogatstvo*, 1906). C'étaient des cadets paysans, et la seconde Douma (que les populistes et même les socialistes-révolutionnaires *n'*ont *pas* boycottée) *a démontré* que la majeure partie des députés paysans suivait les opportunistes du *Rousskoïé Bogatstvo* et la minorité, les socialistes-révolutionnaires. La seconde Douma a confirmé de manière définitive un fait qui transparaissait déjà dans les journaux populistes des « journées de liberté » (automne 1905 et printemps 1906), celui que les socialistes-révolutionnaires ne pouvaient être rien d'autre que l'aile gauche de la démocratie paysanne de Russie ; qu'en dehors de cette aile, ils n'étaient rien.

La désagrégation du populisme confirme cela avec de plus en plus de clarté. A l'époque du déchaînement de la contre-révolution, cette désagrégation alla bon train : les populistes de gauche « rappelèrent » leurs représentants faisant partie du Groupe du travail à la Douma. Le vieux parti était pratiquement liquidé, aucun nouveau parti ne fut fondé. Les idées renégates (jusqu'aux œuvres infâmes de Ropchine : *Le cheval pâle*, *Ce qui n'a pas existé*) se sont frayées un large chemin même vers les populistes de « gauche ». Une partie de ceux-ci (les partisans de *Potchine*) cessa le boycottage. Une partie se rapprocha du marxisme (N. Soukhanov, bien qu'il y ait encore une confusion

terrible chez cet auteur). Une autre partie se rapprocha de l'anarchisme. La désagrégation fut dans l'ensemble beaucoup plus forte que chez les social-démocrates, car s'ils ont des centres officiels, ils *n'ont pas* la ligne politique nette, éprouvée et respectueuse des principes qui soit capable de *combattre* la décadence.

Et voici que monsieur A.V.P. nous offre un échantillon de cette décadence idéologique. Jadis les populistes avaient une théorie à eux. Maintenant, il ne reste plus que des « réserves » de bric et de broc à l'égard du marxisme. N'importe quel journaliste dépourvu de principes, appartenant à un journal bourgeois déluré, peut signer sans aucun risque, sans s'engager à rien, sans *faire la moindre profession de foi*, l'article de monsieur A.V.P. qui défend le socialisme « populaire ». Car le socialisme « populaire » c'est la phrase la plus creuse qui soit, elle sert à *éluder* la question de savoir *quelle* est la classe ou couche sociale qui, partout dans le monde, lutte pour le socialisme.

Il suffit de citer deux petits échantillons des bavardages de monsieur A.V.P. :

...« Donc, écrit-il, le parti qui a fait sienne la doctrine du socialisme prolétarien est en réalité prêt à augmenter ses forces en puisant dans les autres couches, « semi-prolétariennes » et même « bourgeoises ».

N'est-ce point là vraiment une objection digne d'un collégien de 4e année ! Il y a dans les partis socialistes du monde entier des semi-prolétaires et des bourgeois... *donc* quoi ? Donc, conclut monsieur A.V.P., on peut négliger le fait que *seul* dans le monde entier le prolétariat 1) mène une lutte systématique contre la classe des capitalistes et 2) est l'appui *de masse* du parti social-démocrate.

Second exemple :

« Prenons ne serait-ce que le mouvement estudiantin, écrit notre bouillant monsieur A.V.P., il s'agit bien de la bourgeoisie, sous sa forme la plus authentique, et pourtant les socialistes, récemment encore — je ne sais comment les choses se présentent actuellement—, constituaient presque la majorié à l'intérieur du mouvement estudiantin. »

N'est-ce point incomparable ? Cet argument n'est-il point digne d'une candide collégienne socialiste-révolutionnaire ? Ne pas remarquer, après 1905-1907, comment se sont démarqués, sur le plan de toutes les actions politiques, les

dizaines de millions de paysans et les millions d'ouvriers et accorder de l'importance (*à titre d'argument contre* le « socialisme prolétarien » !) au fait que la jeunesse estudiantine libérale et démocratique de Russie éprouve des sympathies pour les socialistes-révolutionnaires et les social-démocrates ! Voyons, monsieur A.V.P., il ne faudrait pas perdre le sens de la mesure...

Les ouvriers conscients doivent mener une politique nette et claire à l'égard des populistes. Ridiculiser sans pitié leurs phrases qui se veulent socialistes et *empêcher de cacher dans ces phrases* la seule question sérieuse, celle de la *démocratie* conséquente.

Le socialisme « populaire », la jouissance égalitaire du sol, la socialisation des terres, la coopération, le principe du travail ? Cela ne vaut même pas la peine d'être réfuté. La vie et la révolution ont déjà *balayé* depuis longtemps toutes ces choses-là du domaine des questions politiques sérieuses. Au moyen de ces bavardages, vous ne faites que cacher la question *sérieuse*, celle de la *démocratie*. Vous devez dire de manière nette et directe si vous êtes fidèles au mot d'ordre de démocratie *conséquente*. Voulez-vous ou savez-vous incarner ces mots d'ordre dans un travail *systématique* parmi les *masses* d'une couche sociale rigoureusement déterminée ? Si oui, l'ouvrier démocrate est votre allié et votre ami contre tous les ennemis de la démocratie. Sinon, allez-vous-en, vous n'êtes qu'un bavard.

La « Pravda » n°s 16 et 17, le 20 et le 22 janvier 1913.
Signé: V.I.

Conforme au texte du journal

A L'ATTENTION DES SOCIAL-DÉMOCRATES[206]

Nous reproduisons intégralement l'éditorial du dernier numéro du journal de Pétersbourg *Loutch* (19 janvier 1913, n° 15-101) :

LES MASSES OUVRIÈRES ET LA CLANDESTINITÉ

« Une fois de plus, on a refusé d'enregistrer l'association des métallurgistes. Malgré toutes les concessions qu'étaient prêts à faire les ouvriers, le service compétent a estimé qu'absolument tous les paragraphes étaient inacceptables. Etait-ce là l'œuvre de l'association des industriels qui insistaient, comme l'a communiqué naguère un journal, pour que les métallurgistes n'aient pas l'autorisation de fonder une nouvelle association professionnelle, ou bien est-ce le service lui-même qui a décidé de ne pas admettre l'existence d'une pareille association, tout ceci ne change rien au fond de l'affaire. La partie la plus avancée et la plus cultivée des ouvriers de Pétersbourg est frustrée du droit misérable que leur conféraient les règlements provisoires des unions et associations ! Que de forces gaspillées, que de vies sacrifiées dans la lutte pour ce petit bout de droit qui maintenant est anéanti d'un seul geste de la main !

Mais le plus bizarre là-dedans, c'est que les larges masses ouvrières ne réagissent absolument pas à cette privation de droit. Sous l'effet des récentes persécutions exercées contre les organisations légales, on assiste çà et là dans les milieux ouvriers à une renaissance et à un renforcement des sympathies pour la « clandestinité ». Nous ne fermons nullement les yeux sur ce fait qui à notre sens est affligeant. Mais n'étant pas habitués à nous incliner devant la spontanéité, nous nous efforcerons de comprendre le sens de ce fait.

Les discussions présentes sur la « clandestinité » rappellent fort les anciens débats sur la terreur qui, actuellement, nous semblent passablement oubliés. Nombreux étaient ceux qui « s'inclinaient » devant la terreur afin de masquer leur propre incapacité. Heureuse-

ment, qu'il existe des héros, pensaient-ils à peu près, et nous, nous arriverons bien à nous traîner à leur suite. Il en est de même à présent. Nous avons la paresse de réfléchir, nous avons la paresse de chercher des voies nouvelles et nous attendons que la clandestinité décide à notre place. A ce moment-là seulement, nous agirons sous la responsabilité d'autrui. Si cela réussit, tant mieux, si cela ne réussit pas, nous savons sur qui rejeter la faute.

C'est précisément cette psychologie—qui, nous ne le nions pas, plonge ses racines dans notre situation politique actuelle et qui s'explique suffisamment par les lourds sacrifices consentis sur l'autel du mouvement légal —, c'est cette psychologie d'irresponsabilité, de désir inconscient de « se porter absent » en cas de défaite, qui dicte à certaines couches de la masse ouvrière un respect renaissant pour la clandestinité. Nous parlons du respect de la clandestinité et non pas d'une fuite dans la clandestinité, parce qu'en fait il n'y a toujours eu que des individus isolés dans la clandestinité — les masses n'ont rien à y faire — et ces individus isolés, qui ne sont responsables devant personne, ont commandé des actions de masse.

Mais, dit-on, les « possibilités légales » sont toutes épuisées, et cela aboutit à une destruction presque entière des organisations légales. Justement, il est faux de dire que *toutes* les possibilités sont épuisées. En réalité, la possibilité *fondamentale* a été encore peu réalisée, celle sans laquelle aucune victoire de la classe ouvrière n'est pensable. Nous avons parlé de la participation méthodique des masses à la défense de leurs organisations. Tout ce qui a été fait jusqu'à présent l'a été de manière insuffisamment *méthodique* et sans participation suffisante des *masses*. Les milliers de signatures recueillies sous la pétition demandant la liberté des coalitions ne sont rien comparées aux centaines de milliers d'ouvriers industriels. Les dizaines de membres et rarement les centaines de membres décomptés dans nos associations professionnelles, éducatives et autres, ne sont qu'une goutte d'eau dans la mer par rapport à l'immense quantité d'ouvriers employés dans une certaine profession, habitant un certain quartier, etc. Et pourtant, le nombre exact de personnes qui s'intéressent effectivement aux associations et qui y travaillent est plus réduit encore.

Après avoir promu aux postes les plus dangereux des organisations légales les meilleurs parmi les intellectuels ouvriers, la masse se laisse facilement aller et est prête à abandonner sa cause lorsque ses combattants d'avant-garde sont arrachés à ses rangs. Là est justement la racine de la faiblesse du mouvement ouvrier contemporain et là est justement le secteur vierge où doit s'exercer une activité social-démocrate obstinée et persévérante. »

Il est difficile d'imaginer un document plus complet, plus précis et plus éloquent, qui éclaire mieux les problèmes épineux de notre parti social-démocrate. Dans le n° 101 du *Loutch*, l'éditorial a dressé un bilan d'une remarquable

justesse de tous les cent numéros du journal et de toute la propagande que les liquidateurs P. Axelrod, F. Dan, V. Ejov, Lévitski, Potressov, Martov, Martynov et Cie ont menée pendant cinq ans.

Pour commenter en détail cet éditorial, il aurait fallu écrire un volume entier qui aurait repris ce qu'ont dit dans la presse, en 1909-1912, les marxistes de *toutes* les tendances contre les liquidateurs.

Nous nous contenterons de quelques remarques. Les sympathies pour la clandestinité s'animent et se renforcent dans la masse ouvrière, le respect pour la clandestinité renaît. Considérer ce fait comme affligeant, c'est être un libéral et non un social-démocrate, un contre-révolutionnaire et non un démocrate. Comparer la clandestinité à la terreur, c'est bafouer de manière inouïe le travail révolutionnaire parmi les masses. Seule la clandestinité pose et résout les problèmes de la révolution grandissante, oriente l'activité révolutionnaire social-démocrate, qui précisément attire les masses ouvrières.

Ce sont les éléments ouvriers avancés, les plus conscients, les meilleurs et les plus aimés des masses qui sont toujours entrés et qui entrent dans la clandestinité. La liaison de la clandestinité avec les masses, à présent, peut être et est encore plus large et étroite qu'auparavant, essentiellement par suite de la conscience accrue des masses, et en particulier, également, grâce aux « possibilités légales ». Les discours sur le parti légal sont stupides et bas, mais pour nos cellules du parti social-démocrate, pour *leur* travail parmi les masses, les « possibilités légales » ne sont nullement épuisées, et *ne peuvent être* « épuisées ».

Est-il possible que l'éditorial du n° 101 du *Loutch* ne fasse pas bondir *tous* les social-démocrates ? Est-il possible qu'il existe ne serait-ce qu'un seul « courant » parmi les social-démocrates qui ferait preuve de tolérance à l'égard de pareils prêches ?

Est-il possible que cet éditorial qui dresse un pareil bilan n'aide pas à résoudre la question *névralgique* de *l'unité* du parti social-démocrate ?

Les diplomates du courant liquidateur se sont définitivement démasqués dans le n° 101 du *Loutch*. Le masque leur est arraché. A présent, seuls des hypocrites peuvent

parler de l'unité avec le groupe des liquidateurs du *Loutch* et de *Nacha Zaria.*

Il est temps pour les social-démocrates qui ont hésité jusqu'à présent pour des motifs divers, qui n'ont pas donné de réponse précise à la question, qui ont admis sous une forme évasive un « accord » avec le *Loutch*, qui ont dissimulé l'union avec le *Loutch* au moyen de paroles sur l'« unité », il est temps que ces gens-là cessent enfin d'hésiter et se prononcent sans ambages.

L'unité avec le *Loutch* est impossible. L'unité *contre* le *Loutch* est entièrement possible et absolument indispensable. Car il s'agit de l'unité de la « *clandestinité* », de l'unité du parti social-démocrate clandestin, du P.O.S.D.R., et de l'unité de son activité révolutionnaire dans les masses.

Rédigé le 22 janvier (4 février) 1913. Publié fin janvier 1913 à Cracovie sous forme du tract polycopié

Conforme au texte du tract

DANS LE MONDE DES AZEF[207]

La presse nationaliste a soulevé un vacarme infernal à propos de l'« affaire » Alékhine. Pensez donc ! Les Autrichiens ont outragé la Russie, ils ont arrêté un ingénieur russe innocent, soupçonné d'espionnage, ils ont bafoué cet ingénieur ! Il y a eu des tollés « patriotiques » à n'en plus finir contre l'Autriche.

Et voici qu'à présent s'est révélée toute la mécanique de cette affaire, une mécanique peu compliquée, ancienne et connue de longue date. Monsieur Alékhine a été victime d'un certain Weissman, « collaborateur » de la police autrichienne qui, pour un traitement mensuel de 2 000 couronnes (800 roubles), dépistait les espions russes en Autriche.

L'ingénieur russe, qui ne comprend pas l'allemand, et qui, selon toute évidence, est par-dessus le marché peu civilisé, a mordu fort naïvement à l'hameçon de l'agent provocateur qui lui a fait visiter les arsenaux.

Le *Novoïé Vrémia* et nos autres journaux de tendance Cent-Noirs et gouvernementale se démènent pour défendre les Azef *russes*. Mais lorsque Azef s'est trouvé être au service de l'Autriche, nos Russes pétris de bonnes intentions ont brûlé de l'indignation des « justes » !

Or, il est apparu de plus que Weissman était un ancien espion et provocateur *russe*. La carrière de ce Weissman est fort instructive.

Son père était tenancier de maison close. Après une telle préparation, son fils est devenu espion russe en Autriche, à Vienne, où, de plus, il surveillait les émigrés poli-

tiques russes. De 1901 à 1905, il a donc été au service de la police russe, cumulant les fonctions d'espion militaire et politique.

Ensuite Weissman se brouilla avec la police russe et passa au service de la police autrichienne.

C'est très simple.

Le malheureux Alékhine a été victime de l'ex-espion russe. Comment donc les journaux russes ne seraient-ils pas indignés de cette « perfidie » de l'Autriche ?

La « Pravda » n° 20, 25 janvier 1913. *Conforme au texte du journal*
Signé: W.

BOURGEOISIE ET RÉFORMISME

Les considérations de la *Retch* à propos du problème capital des grèves méritent l'attention la plus grande des ouvriers.

Le journal libéral cite des chiffres officiels concernant le mouvement gréviste :

Années	Grèves	Ouvriers (en milliers)
1905	13 995	2 863
1906	6 114	1 108
1907	3 573	740
1908	892	176
1909	340	64
1910	222	47
1911	466	105
1912	1 918	683

Nous remarquerons en passant que les chiffres de 1912 sont de toute évidence minimisés : ils font état de 511 000 grévistes politiques. En réalité, il y a bien eu le double. Rappelons encore que pas plus tard qu'en mai 1912, la *Retch* a nié le caractère politique de notre mouvement ouvrier et soutenu que tout ce mouvement est purement économique. Mais nous avons l'intention de nous arrêter présentement sur un autre aspect de la chose.

Comment notre bourgeoisie libérale apprécie-t-elle ce phénomène ?

« Les exigences fondamentales de la conscience politique » (pourquoi seulement *conscience* ?) « des citoyens russes ne sont pas satisfaites », écrit la *Retch*.

« La classe ouvrière est partout la couche la plus mobile et la plus réceptive de la démocratie urbaine... la couche la plus active du peuple... Dans des conditions constitutionnelles... dans une situation politique normale... des dizaines de milliers de journées de tra-

vail n'auraient point été perdues (en raison des grèves de chez Poutilov) dans une branche de la production qui, à présent, en raison des complications extérieures, acquiert une importance exceptionnelle » (n° 19).

Le point de vue de la bourgeoisie est clair. « Nous » voulons une politique impérialiste, la mainmise sur les terres étrangères. Les grèves « nous » en empêchent. « Nous » perdons de la plus-value par suite des journées de travail « perdues ». « Nous » voulons la même exploitation « normale » des ouvriers que celle qui existe en Europe.

Parfait, messieurs les libéraux ! Votre désir est légitime, nous sommes prêts à soutenir votre aspiration... si... *si* elle n'est pas stérile et vaine !

La *Retch* poursuit : « Si les hommes d'Etat prussiens (il fallait dire les hobereaux prussiens) ont accordé la « *légalisation du parti social-démocrate* », ce n'est pas par amour des libertés. « Les réformes portent les fruits voulus lorsqu'elles sont accordées opportunément.»

Tel est le réformisme achevé de notre bourgeoisie. Elle se contente de pousser des soupirs, elle désire convaincre les Pourichkévitch sans les offenser, se réconcilier avec eux, sans les éliminer. Tout homme doué de pensée doit voir clairement que le mot d'ordre de « légalisation du parti social-démocrate » de par toute sa valeur *objective* (c'est-à-dire indépendamment des bonnes intentions de certains groupes) est partie intégrante et indissoluble de ce réformisme bourgeois indigent et impuissant.

Notons seulement une chose. Bismarck est arrivé à faire des réformes simplement parce qu'il est sorti du cadre du réformisme : il a accompli, on le sait, une série de « révolutions par en haut », il a dépouillé de 5 milliards de francs le plus riche pays du monde, il *pouvait* donner au peuple enivré par des rivières d'or et des succès militaires inouïs le suffrage universel et une légalité véritable.

Ne croyez-vous pas, messieurs les libéraux, que quelque chose de semblable est possible en Russie ? Pourquoi donc, dans ce cas, avez-vous déclaré que les réformes sont sans espoir en Russie, même à propos de la question du zemstvo d'Arkhangelsk (ça c'est une « réforme » !) ?

La « Pravda » n° 23, 29 janvier 1913. *Conforme au texte du journal*
Signé : T.

SUR LE PARTI LÉGAL

Le journal *Loutch*, qui sait mener « grand tapage » dans les milieux intellectuels, et ceci d'autant mieux que les ouvriers le lisent moins, poursuit sa propagande en faveur du *parti ouvrier légal* avec un zèle digne d'une meilleure cause.

Nous lisons dans l'éditorial du Nouvel an de ce journal, une vieille contre-vérité assurant que l'année 1912 « a présenté, comme mot d'ordre et étendard de combat pour la Russie ouvrière, la question de la lutte pour la liberté de coalitions et celle de la lutte pour l'existence légale du Parti ouvrier social-démocrate ».

Tous ceux qui ont eu véritablement des contacts avec le mouvement ouvrier de masse de 1912 et qui ont observé attentivement sa physionomie politique savent à la perfection que les liquidateurs du *Loutch* profèrent ici une contre-vérité. Les ouvriers ont proposé *autre chose* comme mot d'ordre et étendard de combat. Cela ressort de manière particulièrement évidente, par exemple, des journées de mai où les ouvriers d'avant-garde appartenant à différents courants (et même avec la participation d'une minorité de populistes parmi la majorité social-démocrate) ont *eux-mêmes* présenté un *autre* mot d'ordre, déployé un autre « étendard de combat ».

Les intellectuels du *Loutch* savent cela, mais ils imposent aux ouvriers *leur* manque de foi, *leur* étroitesse de conception, *leur* opportunisme. C'est un tableau bien connu et qui n'a rien de neuf ! En Russie, les auteurs se permettent avec d'autant plus de facilité une pareille déformation

qu'elle jouit du monopole d'une manifestation « légale » sur certaines arènes.

Quoi qu'il en soit, la contre-vérité du *Loutch* reste une contre-vérité. Et elle s'aggrave lorsque le *Loutch* poursuit en ces termes :

« Ce sera ce mot d'ordre qui formera le pivot de la mobilisation politique des masses ouvrières en 1913 »...

En d'autres termes : *au mépris* des masses ouvrières qui ont déjà lancé un *autre* mot d'ordre, les intellectuels du *Loutch* vont le rogner et le tronquer ! Libre à vous, messieurs, mais ce que vous faites, n'est nullement social-démocrate, mais libéral.

Que le lecteur se remémore le récent débat du *Loutch* et de la *Pravda* sur le parti légal. Comment se fait-il que même les cadets n'ont pas réussi à former un parti légal ? demandait la *Pravda* *. Et F.D. répondait dans le *Loutch* :

« Les cadets ont reconnu que leur désir était une utopie » quand on a refusé de sanctionner leurs statuts, quant aux liquidateurs, ils « accomplissaient un travail opiniâtre et méthodique, faisaient la conquête des positions, l'une après l'autre » (voir le n° 73 du *Loutch*).

Vous voyez : F.D. élude la réponse ! Les cadets aussi accomplissaient un travail opiniâtre, eux aussi s'appliquaient à « conquérir des positions » dans la littérature légale et dans les associations légales. Mais même les cadets *n'ont pas eu de parti légal.*

Pourquoi donc les cadets continuent-ils à rêver et à parler d'un parti légal ? Parce qu'ils sont le parti de la bourgeoisie libérale contre-révolutionnaire qui accepte de *faire la paix* avec les Pourichkévitch si des concessions sont accordées aux libéraux, une petite concession du genre du parti cadet légal et « pacifique ».

Telle est la valeur objective, c'est-à-dire indépendante des vœux pieux et des belles paroles, des discours sur le parti légal à l'époque du régime du 3 juin. Ces propos *renient* la démocratie conséquente et prêchent la *paix* avec les Pourichkévitch.

Ce qui est important, ce ne sont pas les *buts* que poursuivent les liquidateurs en prêchant le parti légal, les inten-

* Voir le présent tome, pp. 447-448. (*N.R.*)

tions et les vues qui sont les leurs. Cette question est subjective, et l'on sait que la route de l'enfer est pavé de « bonnes » intentions. Ce qui est important c'est la valeur objective de la propagande en faveur d'un parti ouvrier légal sous le régime du 3 juin, le parti libéral restant clandestin, etc.

Le sens objectif que prennent les discours des liquidateurs c'est qu'ils renient les conditions et revendications démocratiques fondamentales et valables pour l'ensemble du peuple.

Aussi tout ouvrier conscient aura-t-il une attitude négative à l'égard de la propagande des liquidateurs, car la question du « parti légal », c'est une question *fondamentale*, une question qui touche à l' *existence même* du parti de la classe ouvrière. La propagande liquidatrice sape à la racine l'existence même d'un véritable parti ouvrier.

La « Pravda » n° 24, 30 janvier 1913. *Conforme au texte du journal*
Signé: T.

LA MOBILISATION DES TERRES PAYSANNES

On dit qu'il y a mobilisation des terres lorsque la propriété de la terre passe d'une personne à une autre. A l'égard de nos paysans, la loi, tout comme l'opinion « publique » (même libérale, parmi les cadets), conserve toujours la conception *féodale* selon laquelle la mobilisation des terres paysannes est une chose néfaste qu'il faut interdire ou frapper de restrictions.

Du point de vue de la démocratie, le simple fait d'admettre la pensée que les paysans — adultes et citoyens de plein-droit — puissent se voir interdire ou compliquer la vente de leurs propres terres, bafoue de la manière la plus éhontée la paysannerie. Une telle attitude à l'égard de la mobilisation ne peut se maintenir que dans un pays comme la Russie, où tous les fonctionnaires et la masse des libéraux sont encore pénétrés de la vieille conception féodale qui veut que le moujik soit un être à l'esprit lent, qui ne peut jouir de tous les droits et qu'il faut maintenir en tutelle.

Du point de vue économique, la nocivité de tous les interdits et restrictions à la mobilisation est immense. S'il a des conditions de vie quelque peu tolérables, *jamais* le paysan ne vendra sa terre. Mais si la misère ou bien d'autres considérations (émigration, mort du soutien de famille, etc.) *l'obligent* à vendre, dans ce cas-là *aucune loi* ne l'en retiendra. On saura *toujours* tourner la loi et les interdictions ne feront qu'aggraver les conditions de vente de la terre.

Dans la livraison de janvier de la *Rousskaïa Mysl*, organe des cadets de l'extrême droite, un mélange de libéraux et de Cent-Noirs, un certain prince V. Obolenski qui, selon toute évidence, partage le point de vue habituel des libéraux Cent-Noirs sur la mobilisation, est contraint de citer des *faits* qui témoignent de la stupidité et de la nocivité des restrictions. On interdit l'achat des lots aux non-paysans. Et l'acheteur de s'inscrire comme paysan ! On interdit l'achat de plus de six lots à une seule personne. Et l'acheteur de conclure des ventes fictives, au nom de parents, etc. ! On interdit l'hypothèque des terrains communautaires. Cela ne fait que faciliter les trafics des spéculateurs et rendre plus difficile l'achat des terres pour les paysans moyens !

Seuls les attardés du servage et les hypocrites peuvent s'imaginer que des restrictions à la mobilisation puissent être une « aide » pour les paysans. Les paysans conscients, eux, cherchent une tout autre solution.

La « Pravda » n° 26, 1er février 1913. *Conforme au texte du journal*
Signé: T.

QUELQUES MOTS SUR LES GRÈVES

Dans une série d'articles, le journal *Loutch* s'est élevé contre les grèves de masse.

Bien entendu, nous ne pouvons ici répondre au *Loutch* comme il le mérite.

Nous nous bornerons à quelques remarques d'ordre purement théorique concernant le *caractère* de la propagande du *Loutch*. En citant avec application des exemples tirés des pays occidentaux, en répétant sur des milliers de tons les mots d'« anarchosyndicalisme », etc., les écrivains du *Loutch* ont révélé leur totale incompréhension de l'originalité historique des grèves russes de 1912.

Nulle part en Europe, au XXe siècle, les grèves n'ont eu, n'ont et ne peuvent avoir autant d'importance qu'en Russie au cours de la période que nous traversons. Pourquoi ?

Parce que dans toute l'Europe il y a longtemps qu'est absolument achevée la période des transformations démocratiques profondes, tandis qu'en Russie ces mêmes transformations sont à l'ordre du jour, au sens historique du terme.

D'où le caractère populaire des grèves économiques et plus encore des grèves non économiques en Russie. Les grèves européennes, qui annoncent des transformations totalement différentes, sont *dépourvues* de ce caractère général (du point de vue des transformations démocratiques du pays). Ensuite, le rapport qu'ont les grèves russes à l'égard de la situation des petits producteurs agricoles (paysans) est totalement dissemblable de celui qui existe dans les pays occidentaux.

En considérant le tout, nous verrons que la propagande du *Loutch* laisse précisément dans l'ombre le sens démocratique, populaire, des grèves économiques et non économiques qui se sont déroulées en Russie en 1912. Le trait saillant de nos grèves, ce qui en fait l'originalité historique, c'est le fait que le prolétariat s'impose comme force dirigeante *en dépit* des idées antidémocratiques des libéraux. Et c'est justement cela que ne comprennent pas et que ne peuvent comprendre les écrivains du *Loutch*, dominés par leur point de vue liquidateur.

Il ne s'agit bien entendu pas de savoir si telle ou telle grève est souhaitable. Il ne s'agit pas du tout de savoir si une préparation plus méthodique s'impose et parfois même s'il ne faudrait pas remplacer la grève par un mouvement de *même nature*. Il s'agit de l'incompréhension *générale* des liquidateurs quant à cette valeur des grèves qui rend inadaptés à la situation donnée les mots d'ordre de « liberté de coalitions » ou de « parti légal ».

Ce ne sont pas les cas individuels, mais l'ensemble du caractère du mouvement que les liquidateurs considèrent comme négatif, tandis que les marxistes et les ouvriers conscients le considèrent comme positif. C'est la raison pour laquelle les ouvriers ont été à très juste titre indignés et s'indignent toujours de la propagande du *Loutch*.

La « Pravda » n° 27, 2 février 1913. *Conforme au texte du journal*
Signé: I.

RUSSES ET NÈGRES

Quel étrange rapprochement, se dira le lecteur, comment peut-on placer côte à côte une race et une nation ?

Le rapprochement est pourtant possible. Les Nègres ont été les derniers à s'affranchir de l'esclavage et plus que les autres ils en portent encore les lourdes séquelles, ceci même dans les pays avancés, car le capitalisme ne peut « comporter » d'autre libération que celle accordée par la loi, laquelle est d'ailleurs restreinte autant qu'il se peut.

L'histoire dit des Russes qu'ils se sont « presque » libérés du joug *du servage* en 1861. C'est à peu près à la même époque, après la guerre civile contre les propriétaires d'esclaves américains, que les Nègres d'Amérique du Nord se sont affranchis de l'esclavage.

L'affranchissement des esclaves américains s'est effectué de manière moins « réformiste » que celui des esclaves russes.

C'est pourquoi à présent, un demi-siècle plus tard, les séquelles de l'esclavage *sont beaucoup plus marquées* sur les Russes que sur les Nègres. Et il serait sûrement plus juste de parler non seulement des séquelles mais aussi des institutions... Dans le présent article, nous nous bornerons toutefois à une petite illustration de ce que nous venons de dire : le problème de l'instruction. On sait que l'analphabétisme est une des séquelles de l'esclavage. Dans un pays opprimé par les pachas, les Pourichkévitch, etc., la majorité de la population ne peut être instruite.

En Russie, il y a *73 % d'analphabètes*, sans compter les enfants âgés de moins de neuf ans.

Parmi les Nègres des Etats-Unis d'Amérique, il y avait, en 1900, *44 1/2* % d'analphabètes.

Ce pourcentage scandaleusement élevé d'analphabètes est une honte pour un pays civilisé, avancé comme la république d'Amérique du Nord. Et chacun sait de plus que, *dans l'ensemble*, la situation des Nègres d'Amérique est indigne d'un pays civilisé : le capitalisme *ne peut* donner une libération *complète*, ni même une égalité complète.

Il est instructif de savoir que parmi les blancs d'Amérique le pourcentage des analphabètes n'est que de 6 %. Mais si nous divisons l'Amérique en zones anciennement esclavagistes (la « Russie » américaine) et en zones non esclavagistes (la non-Russie américaine) nous obtenons *pour la population blanche* un pourcentage d'analphabètes égal à 11-12 % pour les premières zones et 4 à 6 % pour les secondes !

Il y a donc *deux fois plus* d'analphabètes *parmi les blancs* dans les ex-zones d'esclavage. Il n'y a pas que les Nègres qui portent les séquelles de l'esclavage !

Honte à l'Amérique pour la situation qu'elle fait aux Nègres !...

Rédigé fin janvier-début février 1913. Publié pour la première fois en 1925 dans la revue « Krasnaïa Niva » n° 3. Signé : W.

Conforme au texte du manuscrit

A PROPOS D'UNE DÉCOUVERTE

La société bourgeoise vit et se maintient exclusivement grâce au travail salarié de millions d'hommes. Sans cela, il n'y aurait aucun revenu pour les propriétaires fonciers, aucun bénéfice pour les capitalistes, aucune source « annexe » de vie aisée comme les honoraires, traitements, etc. Et la force qui pousse des millions d'hommes dans les rangs des salariés est la famine.

C'est un fait ancien, connu de tous, mille fois rabâché. Le public bourgeois s'y habitue et ne le « remarque déjà plus ». Pourtant, de temps à autres, des cas criants de dénuement et de misère existant à côté du luxe, obligent à faire des « découvertes », surtout si la santé, le bien-être de messieurs les bourgeois semblent en péril. Dans chaque grande ville, dans chaque coin perdu de la campagne, voici que l'on découvre une saleté, une misère, un état d'arriération affreux, écœurants, indignes de l'homme. On « découvre » la chose, le public en est informé par les « grands » journaux, on en parle un jour ou deux et puis tout retombe dans l'oubli. Bien repu, on oublie qu'il y a des affamés...

Récemment, à Pétersbourg, un certain docteur Kozlovski, qui a visité 251 logements communautaires du secteur Rojdestvenski, a informé le public d'une de ses « découvertes ».

« Des pièces sombres, humides, un air asphyxiant, la saleté partout, des gens qui dorment sur des coffres, à même le sol, une épouvantable surpopulation (3 578 locataires dans 251 appartements), des punaises écrasées sur les murs, un tableau de cauchemar » (*Novoïé Vrémia* n° 13 236).

L'association pour la santé publique qui a entendu ce compte rendu a décidé d'examiner la question... de susciter des sollicitations... de demander qu'une enquête soit faite... c'est-à-dire qu'elle a fait tout ce qu'elle a pu.

Voici quelques chiffres tirés de la statistique de la ville de St-Pétersbourg pour 1911. 16 960 indigents sont suivis par la « Commission spéciale pour la surveillance et l'assistance aux indigents ». Parmi eux, 1 761 ont été *déférés devant des tribunaux* — il ne faut pas inquiéter les messieurs comme il faut !— 1 371 ont été renvoyés dans leur région d'origine (la campagne « a l'habitude » de s'occuper des indigents), 1 892 ont été confiés aux organismes de la commission pour l'assistance et 9 694 ont été *libérés*.

On peut dire qu'ils se sont donnés du mal, dans cette commission. Ils ont « examiné » des cas, ce n'est pas pour rien qu'on les paye.

Dans la même année 1911, 43 156 manœuvres en quête de travail se sont présentés à la Bourse du Travail de la ville (passé la barrière Moskovskaïa) et seuls 6 076 d'entre eux ont trouvé un emploi.

Les « libérés » (indigents, libérés de l'« assistance » et manœuvres libérés du travail) passent la nuit dans la rue, dans des refuges de nuit, dans des appartements communautaires... Du matériel pour faire des découvertes.

La « Pravda » n° 29, 5 février 1913. *Conforme au texte du journal*
Signé: V.I.

LE CONGRÈS DU PARTI OUVRIER ANGLAIS

Du 29 au 31 janvier, nouveau calendrier, s'est tenu à Londres, en présence de 500 délégués, le XIIIe Congrès du British Labour Party.

Le congrès a adopté une résolution contre la guerre et, à une forte majorité, une résolution proposant aux représentants parlementaires de voter contre tout projet de réforme électorale qui n'étendrait pas le droit de vote aux femmes.

Le Labour Party anglais qui existe *à côté* de l'« Independent Labour Party » opportuniste et du « British Socialist Party » social-démocrate, est en quelque sorte un *parti ouvrier large*. C'est un compromis entre le parti socialiste et les syndicats non socialistes.

Ce compromis est né des traits particuliers de l'histoire anglaise, de la ségrégation de l'*aristocratie* ouvrière dans des syndicats libéraux non socialistes. Mais comme ces associations commencent à se tourner vers le socialisme, cela entraîne toute une foule de situations intermédiaires et fort embrouillées.

Par exemple, en ce qui concerne la discipline du parti, une résolution a été adoptée qui menace d'exclure ceux qui violeraient les décisions du parti et du *groupe parlementaire*.

Des débats se sont élevés qui seraient impossibles dans n'importe quel autre pays: contre qui est dirigée cette résolution ? Est-ce contre les libéraux ou est-ce contre les socialistes ?

Car des 40 députés ouvriers au parlement, 27 *ne sont pas socialistes* ! Comme le dit le socialiste Will Thorne en s'élevant contre la résolution, on voudrait *soumettre à des*

non-socialistes les 13 socialistes. Même Bruce Glasier, membre du Parti ouvrier indépendant qui a défendu la résolution, a reconnu qu'il y a une *demi-douzaine* de ces députés ouvriers qui devraient siéger parmi les conservateurs.

La résolution a été adoptée.

Une résolution demandant que le quotidien opportuniste [208]... *The Daily Herald* ne soit pas le seul à être affiché dans les locaux du parti, a été repoussée à une majorité de 643 000 voix contre 398 000. Pour le scrutin, on compte ici le nombre d'adhérents représentés par les délégués.

C'étaient les non-socialistes et de très mauvais socialistes qui détenaient la majorité au congrès. Toutefois, certaines voix se sont élevées proclamant que la masse ouvrière était mécontente d'un parti de ce genre, qu'elle réclamait des députés qu'ils jouent moins à la législation pour faire davantage de propagande socialiste.

La « Pravda » n° 30, 6 février 1913 *Conforme au texte du journal*

LA FAILLITE DES ILLUSIONS CONSTITUTIONNELLES

« Dieu merci, nous avons une constitution », s'exclamait monsieur Milioukov après le 3 juin 1907. Le chef de la bourgeoisie libérale employait d'aussi amusantes affirmations pour se consoler et afin de dissimuler le manque de confiance de cette bourgeoisie dans le peuple, son mauvais vouloir, sa crainte de s'écarter de la voie « constitutionnelle ».

Il est extrêmement caractéristique de constater que c'est à présent, au moment où ce même monsieur Milioukov ou sa *Retch* guidée, libérale, bureaucratique, reconnaissent le « début d'un essor social » (n° 26), que la faillite de ces illusions constitutionnelles devient flagrante. La base de ces illusions, c'est le désir de tourner le dos à une réalité déplaisante (et à la nécessité déplaisante de choisir une voie qui ne ressemblerait pas à la voie « constitutionnelle »), le désir de se bercer et de bercer les autres au moyen de phrases « constitutionnelles ».

Voyez donc les avis des libéraux sur la période actuelle !

« On s'ennuie à la Douma, parce qu'on ne s'y bat pas » (n° 25).

Vous étiez pourtant libres, messieurs, de déclarer que nous avons une constitution !

« Tous les mots sont dits. A présent, il faut des actes, mais *on n'a pas confiance dans ces actes.* D'où l'apathie » (*ibid.*).

Vous vous êtes bercés vous-mêmes de la confiance dans les *paroles* que vous avez surtout adressées aux octobristes.

Mais à présent, vous reconnaissez que ces mots-là vous ont servi à dissimuler l'absence de *confiance dans les actes.*

Messieurs les libéraux, vous venez de vous condamner vous-mêmes.

La démocratie en général et les ouvriers en particulier n'ont pas eu confiance dans les paroles (sur la constitution)... *

Rédigé fin janvier-début février 1913. Publié pour la première fois — *Conforme au texte du manuscrit*

* La fin du manuscrit n'a pas été retrouvée. (*N.R.*)

MERCI DE VOTRE FRANCHISE

Nous remercions le journal Cent-Noirs *Novoïé Vrémia* d'avoir publié les franches paroles prononcées par Kobylinski, chef de la droite, au Conseil d'Etat. Nous remercions de même le « chef ».

« Tous les jours, s'exclame monsieur Kobylinski, on constate que les membres de la Douma d'Etat manquent de connaissances et de compétence quand il s'agit de légiférer... *il n'y a que les boutiquiers pour écrire les lois de cette façon-là.*

...On nous attaque parce que nous avons repoussé le projet de loi portant création d'un zemstvo dans la province d'Arkhangelsk... La Douma d'Etat n'a pas du tout pensé qu'en raison de l'absence d'éléments cultivés et de la faible population de la province d'Arkhangelsk, il aurait fallu élire à la direction des zemstvos, pour reprendre une plaisanterie en vogue chez nous, *un moujik*, un renne et un ours.

...En tout cas, *nous ne tolérerons pas* la constitution d'un zemstvo de *moujiks* telle que l'a projetée la IIIe Douma. »

Comment donc ne pas remercier le chef de la droite au Conseil d'Etat, c'est-à-dire le chef du Conseil d'Etat, de s'être exprimé avec autant de franchise ?

Au lieu des phrases libérales, rebattues et qui n'engagent à rien, *contre* le Conseil d'Etat, nous recommandons de tout cœur aux lecteurs cette façon de poser le problème si nette et si véridique *en faveur* du Conseil d'Etat.

Les boutiquiers à la Douma d'Etat... les moujiks, les ours au zemstvo... les boutiquiers et les moujiks, nous ne les tolérerons pas. Voilà le franc langage tenu par le propriétaire foncier nostalgique du servage.

Remarquez que ce semi-féodal a raison de dire qu'il *n'est pas* à la Douma d'Etat de majorité sans les « bouti-

quiers », c'est-à-dire, pour employer le langage de l'ouvrier conscient (et non du propriétaire sauvage) [209], sans la *bourgeoisie*. Il a raison, ce propriétaire, de dire qu'en fait la gestion autonome serait une gestion autonome *paysanne* (les ouvriers conscients préfèrent ce mot à l'expression *de moujik* usitée par les propriétaires sauvages). Les paysans sont la majorité.

Le Conseil d'Etat n'est nullement un organe politique occasionnel mais celui d'une *classe*, voilà ce que nous dit le discours véridique de Kobylinski. Cette classe, c'est celle des gros propriétaires. *Ils ne toléreront pas* « le boutiquier et le moujik ».

Prenez donc des leçons auprès de Kobylinski, messieurs les « boutiquiers » libéraux russes, messieurs les octobristes et les cadets. Il vous montrera comment on pose sérieusement les problèmes politiques !

La « Pravda » n° 35, 18 février 1913 *Conforme au texte du journal*

LA QUESTION DE L'UNITÉ

La lettre adressée à la *Pravda* par le député Chagov, élu par les ouvriers de Kostroma (n° 22-226), indique avec une extrême clarté les conditions auxquelles les ouvriers considèrent que l'unité de la social-démocratie est réalisable. Les lettres de nombreux autres députés de la curie ouvrière (la *Pravda* n°s 21-28) ont confirmé ce point de vue. Les ouvriers eux-mêmes doivent effectuer l'unité « à la base ». Les liquidateurs ne doivent pas mener la lutte contre la clandestinité mais y adhérer à leur tour.

On peut s'étonner qu'après avoir vu la question posée de façon aussi nette et directe, nous rencontrions les phrases de Trotski dans le *Loutch* n° 27 (113), des phrases rebattues, ronflantes mais totalement dépourvues de contenu. Pas un seul mot *sur le fond* du problème ! Pas la moindre tentative de citer des *faits précis* et de les étudier sous tous leurs aspects ! Pas la moindre allusion aux *conditions effectives* de l'unité ! Des exclamations creuses, des paroles ampoulées, des attaques hautaines à l'adresse d'adversaires que l'auteur ne nomme pas, des affirmations d'une superbe prétention, voilà tout le bagage de Trotski.

Cela ne va pas, messieurs. Vous parlez « avec les ouvriers » *comme avec des enfants*, tantôt vous voulez les intimider en prononçant des paroles redoutables (« les chaînes de l'esprit de cénacle », « une polémique monstrueuse », « la période féodale de l'histoire de notre parti »), tantôt vous les « exhortez » comme on exhorte les petits enfants, sans chercher à les persuader, sans leur expliquer les choses.

Les ouvriers ne se laisseront pas intimider ni exhorter. Ils compareront *eux-mêmes* le *Loutch* et la *Pravda*, ils liront, par exemple, l'éditorial du n° 101 du *Loutch* (« Les masses ouvrières et la clandestinité ») et tourneront tout simplement le dos aux déclamations de Trotski.

« Dans la pratique, la question de la clandestinité, que l'on prétend être une question de principe, est résolue par tous les groupes de la social-démocratie de manière absolument identique », écrit Trotski en italiques. L'expérience a appris aux ouvriers de Pétersbourg qu'il n'en est pas ainsi. Dans n'importe quel coin de Russie, les ouvriers, s'ils lisent ledit éditorial du *Loutch*, verront immédiatement que Trotski biaise avec la vérité.

« Il est ridicule et stupide d'affirmer, lisons-nous, qu'il existe une contradiction inconciliable entre les tendances politiques du *Loutch* et de la *Pravda*. » Croyez donc, cher auteur, que ni le mot de « stupide » ni celui de « ridicule » n'effraie les ouvriers ; ils vous demanderont de parler *avec eux comme avec des adultes*, *sur le fond du problème* : Vous n'avez qu'à exposer ces tendances ! Montrez un peu si l'éditorial du n° 101 du *Loutch* est « conciliable » avec la social-démocratie !

Vous ne saurez satisfaire les ouvriers par des paroles, même « conciliatrices », même emmiellées.

«Nos fractions historiques, le bolchevisme et le menchevisme, écrit Trotski, sont, à l'origine, exclusivement le fait d'intellectuels. »

Ceci est la répétition des fables libérales. En fait, toute la réalité russe a placé les ouvriers devant la question des rapports avec les libéraux et la paysannerie. Même s'il n'y avait pas d'intellectuels, les ouvriers n'*auraient pu* éluder la question de savoir s'il fallait *suivre* les libéraux ou marcher *contre* les libéraux pour diriger la paysannerie.

Les libéraux *ont intérêt* à faire croire que la base des divergences a été introduite par les « intellectuels ». Mais Trotski ne fait que se déshonorer en reprenant la fable libérale.

La « Pravda » n° 39, 16 février 1913 *Conforme au texte du journal*

QUE SE PASSE-T-IL DANS LE MOUVEMENT POPULISTE? ET QUE SE PASSE-T-IL À LA CAMPAGNE?

La revue *Rousskoïé Bogatstvo* nous désigne les deux tendances dans le flot ou courant populiste ou troudovik qu'il serait possible de suivre en utilisant d'autres sources de la connaissance politique, plus directes et plus immédiates.

Rappelons, par exemple, les débats aux Ire et IIe Doumas. Malheureusement, les comptes rendus sténographiques des deux Doumas sont à présent retirés de la vente. Néanmoins l'immense quantité de matériaux politiques permettant d'étudier les conceptions et les aspirations de la paysannerie russe et des troudoviks russes que contiennent ces comptes rendus est déjà connue en partie, et le sera, pour le reste, de tout homme instruit. La conclusion essentielle qui découle de ces documents c'est que les *intellectuels* troudoviks (en incluant les intellectuels socialistes-révolutionnaires) et les *paysans* troudoviks constituent des courants politiques fort différents.

Les intellectuels populistes versent dans la phrase conciliatrice ou « philanthropique ». On y sent toujours le libéral. Le point de vue de la lutte de classe leur est organiquement étranger. Ce sont des raisonneurs. Ils tirent la paysannerie démocratique *en arrière*, l'éloignant de la lutte vivante et directe contre son ennemi de classe, et la poussent à s'enliser dans des phrases nébuleuses, forcées, sans vigueur et prétendument socialistes.

Les paysans populistes des deux premières Doumas sont tout feu tout flamme. Ils brûlent du désir de mener une action directe et résolue. Ils sont ignorants, peu instruits, naïfs, mais ils se dressent contre leur ennemi de classe de manière si directe et intransigeante, avec une telle haine que vous *sentez* une force sociale extrêmement sérieuse.

En d'autres termes, les intellectuels populistes sont de déplorables socialistes et des démocrates mollasses. Les paysans troudoviks ne jouent nullement au socialisme qui leur est absolument étranger, mais ce sont des démocrates « jusqu'au fond des tripes », sincères, ardents et forts. La démocratie paysanne vaincra-t-elle en Russie ? Nul ne peut le prédire, car cela dépend de conditions objectives beaucoup trop compliquées. Mais il est absolument certain que la paysannerie d'inspiration troudovique ne *peut* vaincre qu'*en dépit* des tendances que les intellectuels populistes introduisent dans son mouvement. La démocratie pleine de vitalité, de fraîcheur et de sincérité *est capable* de vaincre si la situation historique se présente favorablement, tandis que les *phrases* « socialistes », les raisonnements moralisateurs des populistes ne pourront jamais vaincre.

Cette conclusion me semble être un des enseignements les plus importants de la révolution russe et je ne perds pas l'espoir de les fonder quelque jour sur une analyse détaillée des discours prononcés par les populistes aux deux premières Doumas et sur les autres matériaux politiques de 1905-1907. Pour le moment je désire noter la confirmation admirable de cette conclusion que je trouve dans la dernière livraison du *Rousskoïé Bogatstvo* (1912, n° 12), le principal et le plus sérieux des organes populistes.

Deux articles de cette livraison produisent une impression sans nul doute typique. L'article de monsieur A.V.P. (« Socialisme populaire ou prolétarien ? ») est un échantillon des considérations intellectuelles formulées par les « socialistes populistes » et les socialistes-révolutionnaires.

S'il était inéluctable que la force des masses de la paysannerie russe fût orientée ainsi qu'il « ressort » des *considérations* de messieurs A.V.P. et Cie, dans ce cas, la cause de la démocratie bourgeoise russe serait perdue

sans espoir. Car l'*action* historique *ne peut* résulter de phrases et de raisonnements creux. L'impuissance de *pareil* populisme est définitive.

Un certain petit pope mielleux parle de la paysannerie, de la vie paysanne et de la psychologie paysanne dans l'article de monsieur Krioukov : « Sans feu » ; il dépeint la paysannerie exactement telle qu'elle s'est manifestée et se manifeste. Si cette peinture est exacte, il est donné à la démocratie bourgeoise russe, en la personne de la paysannerie, d'effectuer une immense action historique, qui, si les événements concomitants sont quelque peu favorables, a toutes les chances d'être victorieuse.

Afin d'expliquer ceci, nous caractériserons brièvement les « idées » de monsieur A.V.P. et nous citerons quelques passages de la description de la paysannerie russe que nous donne notre mielleux petit pope.

Monsieur A.V.P. défend les bases du populisme contre Soukhanov, l'écrivain des *Zavéty*, qui *cède* au marxisme toute une série de prémisses cardinales théoriques du populisme tout en prêchant quelque chose comme l'union des marxistes et des populistes.

Monsieur A.V.P. n'est pas contre cette union, mais il n'a pas l'intention de « céder » les principes du populisme. C'est justement cette *défense* de la pureté et de la fermeté des principes du populisme faite par un populiste sans aucun doute aussi compétent et éminent que monsieur A.V.P. qui montre avec toute la clarté que sa position est totalement *désespérée*, qu'un populisme *de cette nature n'est absolument pas viable*.

Monsieur Soukhanov en est arrivé à dire que seul le prolétariat est de par sa nature même une classe socialiste. Bien sûr, si l'on pense avec quelque logique, cela équivaut à reconnaître le marxisme et à faire définitivement la croix sur le *socialisme* populiste.

Monsieur A.V.P. s'insurge contre monsieur Soukhanov, mais ses arguments sont incroyablement d'un pitoyable. Ce ne sont d'un bout à l'autre que de menues réserves, de petites corrections, des points d'interrogation, des remarques éclectiques assurant que le révisionnisme « fait mousser démesurément » les corrections que la vie apporte à la théorie, tandis que l'orthodoxie perd son temps à les contester.

Le méli-mélo que nous fournit monsieur A.V.P. ressemble à s'y méprendre aux objections des bourgeois « humanitaires » contre la lutte de classes et contre le socialisme de classe, courantes dans tous les pays européens.

Monsieur A.V.P. ne se résout pas à nier le fait fondamental et connu de tous que, dans le monde entier, seul le prolétariat mène la lutte systématique contre le capital et ceci quotidiennement, que c'est justement le prolétariat qui constitue l'appui de masse des partis socialistes. Monsieur A.V.P. ne peut manquer de savoir que la paysannerie fait preuve *d'autant moins* d'esprit socialiste même minime que le pays jouit d'une *plus grande liberté* politique. Il *joue* simplement à reprendre des lambeaux des pensées émises par les professeurs et les opportunistes bourgeois des pays européens afin de *brouiller* les choses, sans même essayer d'opposer au marxisme quelque chose qui ressemblerait à une théorie sociale achevée, directe et nette.

Voilà pourquoi il n'est rien de plus ennuyeux que l'article de monsieur A.V.P. Il n'y a rien de plus significatif du total décès idéologique du *socialisme* populiste en Russie. Il est mort. Vous trouverez intégralement les « idées » de monsieur A.V.P. dans n'importe quelle publication bourgeoise social-réformiste d'Occident. Cela ne présente aucun intérêt de les réfuter.

Mais s'il est vrai que le *socialisme* populiste est mort en Russie, que la révolution de 1905 l'a tué et que les messieurs A.V.P. l'ont enterré, s'il n'est resté de lui que des phrases pourries, par contre la démocratie paysanne de Russie qui n'est nullement socialiste mais aussi bourgeoise que l'était la démocratie d'Amérique en 1860, celle de France à la fin du XVIIIe siècle, celle d'Allemagne pendant la première moitié du XIXe siècle, etc., etc., cette démocratie est bien *vivante*.

La peinture que nous fait notre mielleux petit pope de la campagne et que nous rapporte monsieur Krioukov le confirme entièrement. Et ce que nous apprend Krioukov — notons-le en passant — ressort avec plus de relief et de précision peut-être des observations que Boulgakov, un ennemi déclaré de la démocratie et un ami des *Viékhi*, a publiées dans la *Rousskaïa Mysl* (1912, n° 11 : « Aux élections »).

« La servilité et la lâcheté ont toujours existé !... nous dit le petit pope de Krioukov parlant du clergé russe. Mais la différence est qu'il n'y a jamais eu de détachement aussi *épouvantablement serein* et silencieux de l'Eglise qu'aujourd'hui. On dirait que l'esprit de la vie s'est éteint dans l'Eglise. Je le répète : les intellectuels n'ont pas été les seuls à partir, le peuple en a fait autant... Force est de le reconnaître: j'ai été deux ans prêtre de campagne. »

Notre petit pope évoque l'année *1905*. A ce moment-là, il était occupé à expliquer le manifeste aux paysans.

« J'avais espéré, gémit-il, que l'aveuglement prendrait fin, j'avais cru qu'il y aurait une union étroite, l'*amour*, la lucidité, la conscience saine, le réveil, l'énergie... Pour ce qui est de l'aveuglement il semble qu'il ait cessé, mais au lieu de la solidarité et de l'union, nous avons eu la haine et les luttes fratricides. Et moi, j'ai été l'un des premiers à me faire étriller par la campagne et de la belle manière. Pourtant, j'étais pour elle de tout mon cœur et de toute mon âme... Toutes ces libertés, je les ai expliquées, et tout le reste aussi. Et comme on m'écoutait ! Moi, je m'imaginais qu'on ne pouvait découvrir les choses de façon plus large que je ne le faisais, eh bien non... d'autres discours ont pénétré dans la campagne. Et ces nouveaux donneurs d'explications sont venus faire une belle galimafrée : ils ont parlé de la terre, de l'égalité et des maîtres. *Comme de bien entendu, les moujiks ont compris et gobé le tout instantanément*. Et la première chose qu'ils ont faite a été de me déclarer qu'ils me donneraient à titre de dîme non plus de deux cents roubles, mais cent roubles...

...Cependant, ce qui m'a le plus *chagriné* n'a pas été l'histoire des cent roubles, mais l'ensemble de tout ce qui a constitué à une vitesse aussi précipitée la nouvelle physionomie de la campagne. Il fallait voir comme de tous côtés on s'efforçait de lui ouvrir les yeux, de la débarrasser du voile qui les recouvrait, de répandre la lumière dans les ténèbres ! Et pour dire le vrai, on y est arrivé. L'aveugle qui voit ne serait-ce qu'une parcelle de lumière n'est déjà plus aveugle... bien qu'il n'ait pas encore retrouvé la vue. Mais en même temps qu'il a à moitié retrouvé la vue, il n'a eu la connaissance que des choses les plus affligeantes, il lui est venu la haine la plus accablante... Et plus d'une fois peut-être regrettera-t-il le temps où il fut plongé dans l'ignorance. Une si forte haine a grandi parmi ceux de la campagne, une si forte haine qu'il semble à présent que tout l'air en est saturé... Ils ont le couteau, le gourdin faciles et n'hésitent pas à laisser courir la flamme. Il y a le sentiment de l'impuissance, les offenses cuisantes non vengées, les injures fratricides, la haine sans distinction, l'envie pour tout ce qui est meilleur, plus confortable, plus riche. Bien entendu, l'envie existait aussi par le passé, et la haine et la douleur, et le vil péché, mais les gens avaient foi en la volonté de Dieu et en la vanité des biens d'ici-bas, ils croyaient et *trouvaient la force de supporter* tout dans l'espérance d'une récompense dans l'autre monde. A présent cette foi n'existe déjà plus. De nos jours la foi c'est : nous sommes les asservisseurs, eux sont les asservis. Tous les propos sur la liberté ont fait pousser sur le sol des campagnes l'ivraie et le

datura... Et voici qu'à présent cette nouvelle loi sur la terre a fait se lever le frère contre le frère, le fils contre le père, le voisin contre le voisin ! La haine et la discorde sont telles que la campagne s'étouffera en elles, oui, s'étouffera sans manquer ! »

Dans cette description typique de la campagne que nous offre notre mielleux petit pope (un intellectuel populiste des plus purs !) nous avons souligné quelques mots particulièrement caractéristiques.

Notre pope est partisan de l'« amour », ennemi de la « haine ». Sous ce rapport, il partage entièrement le point de vue profondément réactionnaire de Tolstoï (on peut même dire le point de vue chrétien) que nos cadets et assimilés développent constamment. Par exemple, ce pope ne verrait aucune objection à rêver à une quelconque « socialisation de la terre », à parler de la valeur « socialiste » de la coopération, des « normes de la propriété terrienne », mais lorsqu'il s'agit de haine au lieu d'« amour », le voici aussitôt qui recule, accablé, la mine grise.

Du « socialisme » en paroles, en phrases (« populaire mais pas prolétarien »), tant qu'on voudra ; en Europe aussi il jouit de l'approbation de n'importe quel petit bourgeois assez instruit. Mais dès qu'il s'agit de « haine » au lieu d'« amour », là c'est fini. Le socialisme de la phrase humanitaire, nous sommes pour ; la démocratie révolutionnaire, nous sommes contre.

Ce que dit notre mielleux petit pope sur le sujet rebattu du « voyoutisme » à la campagne n'offre, d'un point de vue pratique, rien de nouveau. Mais on voit très clairement d'après son propre récit que le « voyoutisme » est une conception introduite par les *nostalgiques du servage*. « Des offenses cuisantes non vengées », voilà ce que constate notre mielleux petit pope. Et ceci est sans aucun doute quelque chose qui est loin, très, très loin du « voyoutisme ».

Depuis longtemps, les marxistes ont considéré qu'une de leurs tâches dans la lutte contre le populisme consistait à détruire le manilovisme, les phrases doucereuses, le point de vue sentimental au-dessus des classes, le socialisme « populaire » vulgaire digne d'un quelconque « radical-socialiste » français rompu à tous les procédés et à toutes

les affaires. Toutefois, les marxistes ont considéré depuis longtemps qu'une de leurs tâches tout aussi obligatoire était de dégager le noyau *démocratique* des conceptions populistes. Le socialisme populiste est une charogne pourrie et puante. La démocratie paysanne de Russie est une force vivante, si la peinture du mielleux petit pope de monsieur Krioukov est exacte. Et elle ne peut manquer d'être cette force vivante, tant que les Pourichkévitch sont au pouvoir, tant que la famine frappe quelque trente millions de paysans.

« La haine sans distinction », nous dit-on. Premièrement, ce n'est pas toute la vérité. Ce sont les Pourichkévitch, ce sont les fonctionnaires, ce sont les intellectuels à la belle âme qui ne voient pas de « distinction ». Deuxièmement, même au début du mouvement ouvrier russe, il y avait un certain élément de « haine sans distinction », par exemple, lors de la destruction des machines au cours des grèves des années 60-80 du siècle dernier. Mais ceci s'est rapidement dissipé. Là n'est pas le fond de l'affaire. Ce serait une bassesse que d'« exiger » des gants blancs de gens qui ont perdu patience dans une telle situation.

Le fait capital, c'est la rupture profonde avec l'ancienne conception du monde, irrémédiablement réactionnaire, la profonde assimilation de la doctrine des « asservis » qui est le gage non point d'un sommeil de névrose mais de la réalité vivante.

Le socialisme populiste, jusqu'au socialisme populiste le plus à gauche, a pourri. La purification, l'éclaircissement, l'éveil, la cohésion de la démocratie sur la base d'une rupture consciente avec les doctrines prêchant l'« amour », la « patience », etc., constituent la tâche vivante et pleine de vitalité. Notre mielleux petit pope est affligé. Quant à nous, nous avons toutes raisons d'être réjouis en voyant le riche terrain sur lequel va s'effectuer un travail vigoureux.

Le « Prosvéchtchénié » n° 2, février 1913. *Conforme au texte de la revue*
Signé: V.I.

UNE DISPARITÉ CROISSANTE

NOTES D'UN PUBLICISTE

I

Récemment a eu lieu la conférence des députés cadets élargie aux militants locaux du parti.

Comme on devait s'y attendre, elle a examiné les particularités de la situation politique actuelle. L'appréciation des libéraux a été la suivante :

« On note la disparité croissante entre les besoins du pays qui veut une législation fondamentale et l'impossibilité de les satisfaire vu l'organisation présente des institutions législatives et l'attitude présente du pouvoir à l'égard de la représentation populaire. »

Ce langage est aussi embrouillé qu'une pelote de fil avec laquelle un chat jouerait depuis un bon bout de temps. Pauvres libéraux, ils n'ont pas où exprimer clairement leur pensée !

Mais regardez ceci d'un peu plus près : le malheur n'est pas qu'ils n'ont pas *où* s'exprimer, le malheur c'est que nos libéraux n'ont *rien* à dire. La disparité est croissante non seulement entre les besoins du pays et l'impasse de l'« organisation présente », etc., mais aussi entre les besoins du pays et l'*impuissance* des libéraux.

Pourquoi est-il donc impossible de satisfaire les besoins du pays, messieurs les politiciens libéraux ? Réponse des cadets : c'est l'organisation présente des institutions législatives et l'attitude présente du pouvoir à l'égard de la représentation populaire qui l'empêchent.

Conclusion : une autre organisation et une autre attitude du pouvoir s'imposent. Lesquelles ? Nous le verrons en analysant dans les articles suivants les « quatre thèses » de la conférence cadette.

Mais auparavant, nous devons poser la question essentielle : comment peut s'expliquer « l'organisation et l'attitude » « présentes » ? D'où pourrait-on attendre quelque chose d'*autre* ? Les cadets n'y ont même pas pensé ! Leur silence sur cette question *essentielle* se ramène à un philistinisme encroûté, asiatique, à dire, par exemple, qu'il y avait de mauvais conseillers, et qu'il peut y en avoir de bons...

N'y a-t-il pas de rapport, messieurs les cadets, entre le « présent » et les *intérêts* de quelque *classe*, par exemple, celle des gros propriétaires fonciers ? Ou des très riches bourgeois ? N'y a-t-il pas *correspondance* totale entre le « présent » et les intérêts de *classes déterminées* ? N'est-il pas clair que se mettre à examiner la situation politique actuelle sans tenir compte des rapports mutuels existant entre toutes les classes équivaut à se livrer à des bavardages stériles ?

Hélas ! A part les bavardages, les cadets n'ont rien pour couvrir la « disparité croissante » entre leur politique et les besoins du pays.

II

Nos libéraux en général — et à leur suite les politiciens ouvriers libéraux (liquidateurs) — aiment à parler à tort et à travers de l'« européisation » de la Russie. Ici, une vérité minuscule sert à dissimuler une grande contre-vérité.

Il ne fait pas de doute que la Russie, pour parler d'une manière générale, est en train de s'européiser, c'est-à-dire de se réorganiser à l'image et à l'exemple de l'Europe (d'ailleurs il faut à présent adjoindre à l'« Europe », en dépit de la géographie, le Japon et la Chine). Mais cette européisation se poursuit somme toute depuis Alexandre II, sinon depuis Pierre-le-Grand, elle se poursuit à la fois en période d'essor (1905) et *en période de réaction* (1908-1911), elle se poursuit dans la police et chez les propriétaires

fonciers du type Markov qui « européisent » leurs procédés de lutte contre la démocratie.

Le mot d'« européisation » est si général qu'il sert à embrouiller les choses, à obscurcir les problèmes politiques d'actualité.

Les libéraux veulent européiser la Russie. Mais le Conseil de la noblesse unifiée lui aussi aspire à l'« européisation » par *sa* loi du 9 novembre 1906 (14 juin 1910).

Les libéraux veulent une constitution à l'européenne, mais les constitutions existantes dans différents pays européens ont été le résultat d'une longue et dure lutte de classe entre le féodalisme et l'absolutisme d'un côté, la bourgeoisie, les paysans et les ouvriers de l'autre. Les constitutions écrites et tacites avec lesquelles les libéraux voudraient « faire honte » à nos réactionnaires ne sont en fait qu'un *bilan* de la lutte, bilan obtenu après de nombreuses victoires durement acquises du nouveau sur l'ancien et après de nombreuses défaites infligées par l'ancien au nouveau.

Les libéraux voudraient que le bilan parût *sans* la somme des plus et des moins qui constitue un bilan ! Le programme libéral et la tactique libérale peuvent se résumer en ces termes : il faudrait que le régime européen soit institué dans notre pays *sans* la dure lutte qui l'a créé en Europe !

On conçoit que nos Kobylinski accueillent les vœux et les arguments des libéraux avec des attaques méprisantes contre les « boutiquiers » et les « moujiks ». Vous voulez, messieurs les libéraux, disent les Kobylinski, inscrire sur le papier les victoires que vous n'avez pas encore remportées dans la vie.

III

La conférence cadette a adopté quatre thèses sur la tactique. Voici ce que dit la première :

« La tactique d'action unie de tout le front de l'opposition constitue la condition indispensable pour une activité fructueuse de la Douma d'Etat, mais ne garantit toutefois ni l'obtention d'une majorité stable et constante à la Douma d'Etat pour les projets de loi de l'opposition ni la mise en vigueur des projets de loi que l'opposition aurait pu faire adopter par la Douma d'Etat grâce à l'aide du centre de la Douma. »

Traduit en langage clair, ce charabia a le sens suivant: Les libéraux ne peuvent constituer une majorité à la Douma d'Etat qu'avec les octobristes. Cette majorité n'est pas constante, ses décisions ne sont pas appliquées.

C'est juste. Mais la conclusion qui en découle, c'est que qualifier ces décisions d'action « indispensable » et « fructueuse » (? !), signifie se tromper soi-même et tromper le peuple.

En faisant échec à la droite grâce à un vote avec les octobristes, nous ne nous placerons pas sur le point de vue de la légifération à la IVe Douma, nous ne sèmerons pas d'illusions constitutionnelles, voilà ce que devraient dire les cadets au peuple s'ils voulaient être des démocrates autrement qu'en paroles.

La première « thèse » de la conférence cadette est d'un manque de logique frappant. L'adoption de projets de loi irréalisables par une majorité instable et inconstante à la IVe Douma, voilà ce qui s'appelle une action « fructueuse » ! Les cadets eux-mêmes ont qualifié cela des centaines de fois, et ils l'ont fait à juste titre, de méli-mélo et de chose ennuyeuse.

Toutefois, la tactique cadette, effroyablement stupide, si on la considère sous l'angle de la logique, devient compréhensible, si on la considère sous celui des intérêts de classe. Rappelons ce que les social-démocrates disaient de la IIIe et de la IVe Douma, et ceci depuis 1907 : il y a deux majorités à la Douma, disaient-ils, la majorité droite-octobriste et la majorité octobriste-cadette. Toutes deux reposent sur un terrain contre-révolutionnaire (voir *Prosvéchtchénié*, 1913, n° 1, p. 13) *.

La conférence cadette de février 1913 a confirmé ce que nous disions dans nos décisions officielles depuis 1907.

« La tactique d'action unie de tout le front de l'opposition... grâce à l'aide du centre de la Douma » est *indispensable* pour les cadets, parce que, comme les octobristes, ils se placent sur un terrain contre-révolutionnaire. On conçoit, étant donné la parenté interne des uns et des autres, qu'ils aspirent à une action « fructueuse », commune, bien que celle-ci soit actuellement sans espoir.

* Voir le présent tome, pp. 514-515. (*N.R.*)

Les octobristes ne cessent de pleurnicher dans leur presse, d'invectiver la révolution, d'invectiver le gouvernement, la droite, le Conseil d'Etat, mais à la Douma ils se bornent à des vœux de réformes et suivent le gouvernement.

Les cadets pleurnichent encore plus dans leur presse, invectivent le gouvernement, la droite, le Conseil d'Etat et les octobristes, mais à la Douma ils se bornent à des vœux de réformes et s'efforcent de faire cadrer leur esprit oppositionnel avec celui des octobristes.

IV

Voici ce que dit la seconde thèse cadette:

« Le renforcement notable de la Douma d'Etat en tant que facteur législatif et politique ne peut être obtenu qu'au moyen de la réalisation des trois conditions fondamentales: démocratisation de la loi électorale (suffrage universel), réforme radicale du Conseil d'Etat et responsabilité du ministère. »

L'essence de la tactique ainsi exposée peut être exprimée au moyen d'un seul mot, celui de réformisme.

La science historique nous dit que ce qui distingue un changement réformiste d'un changement non réformiste dans un régime politique donné, c'est en général que, dans le premier cas, le pouvoir reste aux mains de l'ancienne classe dominante et que, dans le second cas, le pouvoir passe des mains de cette classe à celles d'une nouvelle. Les cadets ne comprennent pas la base de classe des transformations historiques. Là réside l'erreur fondamentale des cadets du point de vue de la théorie.

Du point de vue de la pratique, la différence théorique ci-dessus mentionnée est de savoir si le particulier change alors que le général, qui est l'essentiel, demeure sans changement, ou bien si c'est ce dernier qui change.

Dans différents pays et aux différentes périodes de l'histoire, la bourgeoisie a été réformiste, mais il lui est aussi arrivé de ne pas se borner au réformisme. D'autre part, la classe ouvrière, qui n'a jamais reconnu au réformisme la capacité d'apporter des changements fondamentaux, ne se refuse absolument pas à poser, à certaines conditions, des revendications immédiates sous forme de réformes.

En résumé, les cadets considèrent qu'il est absolument obligatoire que les classes dominantes, c'est-à-dire les gros propriétaires fonciers de type féodal, conservent leur suprématie. Les cadets s'en tiennent toujours au point de vue de l'opposition de sa Majesté : « En Russie, il y a, Dieu merci, une constitution. »

En d'autres termes, les « trois conditions fondamentales » des cadets, ce sont les conditions de partage *à l'amiable* des privilèges économiques et politiques entre la propriété terrienne féodale et le capital, conditions proposées par la bourgeoisie libérale.

Les octobristes ont le même point de vue (« réconciliation du pouvoir avec le pays », pour reprendre le langage de Maklakov, qui est octobriste à moins qu'il ne soit cadet) ; notons d'ailleurs que les octobristes proposent des conditions de partage plus « *complaisantes* » pour la propriété foncière.

Mais la grande complaisance des octobristes a fait faillite. Quelles raisons y a-t-il à attendre un autre résultat de la complaisance moindre des cadets ? Du point de vue du réformisme, les octobristes sont beaucoup plus conséquents, car ceux qui adoptent ce point de vue doivent prendre en considération la *recevabilité* des réformes : or, les « réformes » octobristes sont beaucoup plus « recevables ».

Une seule conclusion s'impose : il y a disparité croissante entre le réformisme libéral et les besoins du pays.

V

Voici ce que dit la 3e thèse de la conférence cadette :

« La préparation de ces conditions doit être effectuée à titre de tâche fondamentale de la tactique cadette, l'activité législatrice, menée en commun avec les autres groupes de l'opposition et du centre, doit être utilisée dans la mesure du possible, sans toutefois entrer en contradiction avec la réalisation de ces tâches fondamentales (la *Retch* n° 34, 4 février).

La « thèse » précédente était une concession aux cadets de gauche, ou plutôt, c'était un appât pour les démocrates : soutenez-nous donc, nous autres cadets, car nous sommes des « démocrates », nous sommes pour le suffrage universel !

Après un signe de tête à gauche, voilà un tournant décisif à droite ; la 3e thèse, traduite de ce charabia en langage clair, stipule : « Nous autres cadets, reconnaissons l'activité législatrice *commune* avec les *progressistes* et les *octobristes* !

Mais cette législation donne des projets de lois *irréalisables*, comme le reconnaît la thèse n° 1. Les cadets font alors une petite réserve : « dans la mesure du possible ». C'est-à-dire, pour parler plus franchement, nous allons faire du méli-mélo, mais que ce soient les octobristes qui en portent la responsabilité ! Ce sont des plaisantins, nos cadets...

Poursuivons. Ni les progressistes ni les octobristes qui défendent le point de vue *réformiste* de manière plus conséquente que les cadets ne donnent leur accord pour des revendications aussi « excessivement » libérales que le suffrage universel, la réforme radicale du Conseil d'Etat, etc. Comment donc les cadets qui continuent à se prétendre démocrates peuvent-ils proclamer une activité législatrice *commune* avec les *ennemis* avérés de la démocratie ?

Ici aussi, les cadets émettent une petite réserve : nous autres cadets, nous nous consacrons à la *préparation* du suffrage universel, à la *préparation* grâce à une activité *commune* avec les octobristes « qui ne doit pas entrer en contradiction avec la réalisation » du suffrage universel !

La voie de sortie n'est pas bien sorcière : nous déclarons que le discours de Rodzianko est « constitutionnel », nous votons (non pas par erreur comme les social-démocrates, mais par conviction) en faveur de la motion octobriste de passage sur la déclaration ministérielle, car tout ceci *n'est pas en contradiction* avec la « préparation » du suffrage universel !

Ici, on ne peut déjà plus dire que les cadets sont des plaisantins. Il faudrait employer un *autre* terme...

Dans tous les pays européens, la bourgeoisie contre-révolutionnaire libérale qui s'est détournée de la démocratie continue à affirmer qu'elle se consacra à la *préparation* (en Prusse en commun avec les national-libéraux, en France en commun avec tous les progressistes) de réformes démocratiques « fondamentales ».

La bourgeoisie qui s'est définitivement engagée sur la voie du réformisme est une bourgeoisie pourrie, impuissante dans son libéralisme, sans espoir pour ce qui est des transformations démocratiques, hostile aux ouvriers, une bourgeoisie qui a *quitté* le peuple pour *rejoindre* la droite.

VI

Voici ce que dit la 4e et dernière thèse de la conférence cadette :

« La conférence reconnaît comme opportun en même temps que la présentation des trois mots d'ordre ci-dessus mentionnés de soulever la question de l'emploi de mesures tactiques plus actives dans la lutte parlementaire. »

Seulement parlementaire ? Et seulement soulever la question ?

Allah seul sait ce que signifient à proprement parler les « mesures tactiques plus actives dans la lutte parlementaire ». La conférence cadette semble avoir fait exprès de formuler ces thèses dans la langue la plus incompréhensible.

Quand ils parlent de mesures plus actives, les cadets veulent de toute évidence démontrer qu'ils glissent à gauche. Mais justement ce n'est qu'un tournant de *façade*, car on ne saurait rien en déduire de bien précis.

Quelles sont les « mesures » de lutte parlementaire qui peuvent à proprement parler être qualifiées de plus actives ?

Ne pas voter pour les motions de passage octobristes et progressistes.

Ne pas prononcer de discours parlant de la « réconciliation du pouvoir avec le pays ».

Ne jamais se taire lorsque la majorité droite-octobriste s'emploie à faire adopter des mesures antidémocratiques.

Ne pas accepter que soient interdits ou tronqués les débats généraux portant sur les questions de principe.

Nous conseillons à tous ceux qui ont des contacts avec les cadets de ne pas oublier de leur demander s'ils ont « soulevé » la question des mesures plus actives, quelle solution ils lui ont donné du moment qu'ils avaient l'intention de la soulever, comment ils appliquent les « mesures plus actives ».

Le pays glisse à gauche. La nouvelle démocratie s'éveille à la vie. Le glissement à gauche à peine perceptible dont se targuent les cadets a un sens politique parfaitement déterminé: celui de tromper la nouvelle démocratie, de l'entraîner, de se faire passer pour ses représentants.

La tâche urgente de la démocratie est d'empêcher cette tromperie. Qui n'a pas tiré des lourdes leçons du passé la conclusion que même une direction partielle des éléments démocratiques assurée par les cadets provoque fatalement des flottements, des trahisons, des défaites sans gloire et sans lutte, qui n'a pas compris tout cela n'a rien appris et doit être considéré comme un ennemi de la démocratie.

VII

Considérée dans son ensemble, la conférence cadette constitue un document intéressant sur la vie politique de notre « centre ». D'ordinaire, notre presse n'accorde que peu d'attention à de pareils documents, aux décisions précises et rédigées dans les formes des partis organisés. On n'aime pas beaucoup les « résolutions ». On leur préfère les interviews et les ragots.

Mais si l'on veut considérer avec sérieux la politique, il faut examiner avec le plus grand soin les décisions des partis et les marxistes feront tout ce qui est en leur pouvoir dans ce sens.

Nous avons qualifié les cadets de « centre ». *On a coutume* de donner ce nom-là aux octobristes situés entre la droite et l'opposition.

Toutefois, aussi bien du point de vue des bases de classe des partis politiques que de celui de l'essence même de la politique *actuelle*, de manière générale, on ne saurait se limiter à la Douma quand on analyse les partis, on ne saurait considérer que seuls les octobristes constituent le « centre ».

Examinons les bases de classe de nos partis: la droite et les nationalistes sont dans l'ensemble des propriétaires fonciers du type féodal. Ils sont *pour* la conservation et l'« intensification » du régime actuel.

Les octobristes, les progressistes et les cadets sont des propriétaires fonciers d'un type sans aucun doute plus bourgeois, et puis le gros de la grande bourgeoisie. Tous ces partis veulent des *réformes*. Ils constituent tous ensemble le *véritable* centre entre les propriétaires fonciers féodaux et la démocratie (paysanne et ouvrière).

La bourgeoisie craint davantage la démocratie qu'elle ne craint la réaction ; ceci est valable aussi bien pour les progressistes que pour les cadets. Dans les tâches pratiques de la politique quotidienne il faut, bien entendu, prendre en considération l'esprit oppositionnel qui anime les deux derniers partis, mais cet état d'esprit oppositionnel ne doit pas nous dissimuler la parenté de classe qui unit ces partis aux octobristes.

Les propriétaires fonciers féodaux dominent aussi bien à titre individuel qu'en alliance avec les couches supérieures de la bourgeoisie. Ces propriétaires sont contre les réformes. La bourgeoisie est, somme toute, en faveur des réformes, mais elle se borne à une position réformiste ce qui n'est le cas ni pour la démocratie paysanne ni surtout pour la démocratie ouvrière.

La conférence cadette nous montre clairement que le *réformisme* des cadets constitue leur tactique exclusive. La chose la plus importante est de bien comprendre le *lien* de cette tactique avec les intérêts de classe de la bourgeoisie, et l'*insuffisance* de cette tactique, la « disparité croissante » entre celle-ci et les besoins du pays. La chose la plus importante est de comprendre la parenté profonde qui unit les cadets aux octobristes et l'impossibilité absolue d'obtenir quelque succès que ce soit de la démocratie sous la direction des cadets.

VIII

J'avais déjà achevé mon petit article lorsque j'ai reçu le n° 30 du journal *Goloss Moskvy* qui contenait un article de la rédaction consacré à la conférence cadette et intitulé « Et ensuite ? ».

Pris en liaison avec le vote qui a eu lieu à la Douma le 6 février (adoption de la motion de passage sur les explica-

tions de Kasso) [210], cet article offre une telle importance et déverse une lumière si crue sur l'attitude des cadets à l'égard des octobristes, qu'il devient absolument indispensable de parler de ce vote.

Le *Goloss Moskvy*, organe officiel des octobristes, présente la conférence cadette comme une victoire des cadets de gauche dirigés par Milioukov sur les cadets de droite.

« L'activité législatrice, c'est ainsi que le *Goloss Moskvy* expose la résolution cadette, ne peut être utilisée que dans la mesure où elle ne contredit pas ces tâches fondamentales » (c'est-à-dire le suffrage universel, la réforme du Conseil d'Etat et la responsabilité du ministère).

« En simplifiant, l'adoption d'une pareille formule équivaut à renoncer à toute activité législatrice dans le cadre de la possibilité effective de réalisation; l'opposition cadette prend donc désormais un franc caractère d'irresponsabilité. »

Le *Goloss Moskvy* en déduit qu'il ne reste qu'à dissoudre la Douma, car jamais les octobristes n'accepteront une « position » aussi « intransigeante » (sans plaisanteries !) des cadets. Il n'y a aucune majorité à la Douma, « tout est absolument sans espoir »...

C'est ainsi qu'on écrit l'histoire !

Voilà justement où se révèle de manière admirable la parenté extrêmement profonde des cadets avec les octobristes et le véritable caractère de leurs « disputes », simples querelles d'amoureux...

Le 6 février, à Moscou, l'organe officiel des octobristes déclare, comme nous l'avons vu, que l'alliance octobriste-cadette est totalement détruite après la conférence cadette qui a eu lieu *avant le 4 février* (c'est le 4 février que la *Retch* a publié des informations sur la conférence).

Le même 6 octobre, à St-Pétersbourg, octobristes et cadets adoptent *conjointement* à la IVe Douma par 173 contre 153 la motion *octobriste-cadette* de passage sur les explications de Kasso, formule repoussée par la suite de manière toute fortuite lors d'un vote de contrôle !

N'est-ce pas excellent, en vérité ?

Nous avons devant les yeux un échantillon classique de la manière dont les octobristes et les *cadets* bouclent leurs « petites affaires » politiques. Ils ne constituent aucune « alliance », le ciel les en préserve ! Mais ils se répartissent les rôles entre eux afin de mystifier le public et ceci de

manière si « adroite » que jamais aucune alliance formelle n'aurait pu leur procurer de pareilles « commodités ». Les cadets voient que le pays s'oriente vers la gauche, qu'une nouvelle démocratie naît, c'est pourquoi ils jouent aux gens de gauche, ils lancent par l'entremise de leur conférence quelques phrases qui ne signifient absolument rien, qui n'ont absolument aucun contenu mais qui ont *des allures de gauche*. Les octobristes *propagent* dans le public l'idée ou l'impression que les cadets ont glissé à gauche ; ils le font de manière *officielle* dans l'éditorial du *Goloss Moskvy* où ils déclarent que la position des cadets est intransigeante, qu'il est impossible de former une majorité à la Douma grâce à une union des octobristes et des cadets, ils invectivent les cadets pour leur gauchisme, ils mènent grand tapage autour de la dissolution de la Douma et ainsi de suite.

Mais en réalité, tout en déversant ce tapage ils marchandent avec les cadets et c'est juste au moment où ils lancent les attaques les plus violentes contre le gauchisme des cadets qu'ils *concluent* avec eux *un marché* à propos d'une formule commune !

Ainsi, « on ménage la chèvre et le chou ». La démocratie est menée par le bout du nez, dupée, poussée dans le troupeau cadet (car, vous savez, les cadets sont tellement à gauche... voyez un peu comme les octobristes les couvrent d'injures !) et, de la sorte, l'alliance octobristes-cadets est maintenue, renforcée, développée dans la Douma Cent-Noirs.

C'est alors qu'on a envie de s'exclamer : ô juste ciel ! Quand donc la démocratie russe comprendra-t-elle le mécanisme primaire de la mystification libérale-cadette ? Dans tous les pays européens, les politiciens libéraux bourgeois se livrent exactement, de manière ou d'autre, au même jeu : devant le peuple, pour les élections, dans les discours officiels, ils lancent les hauts cris, jurent leurs grands dieux qu'ils sont démocrates, radicaux (« libres-penseurs » allemands, Lloyd George et Cie en Angleterre) et même socialistes (radicaux-socialistes en France). Mais *en réalité*, dans leur politique ils *suivent* les gouvernements et les partis franchement antidémocratiques, les octobristes de différentes nuances et de différentes nationalités.

Comme cette histoire est vieille et comme les cadets la répètent sans fin !

IX

Le *Goloss Moskvy* affirme qu'à la veille des élections, les cadets:

« ont mené une polémique acharnée avec la gauche, insistant sur la nécessité d'un travail législatif dans le cadre des conditions effectives. Cela a donné des motifs d'espérer qu'un accord du centre de la Douma avec l'opposition serait possible. Mais après les élections, un changement substantiel est intervenu dans les conceptions des dirigeants du parti cadet. La résolution proposée par Milioukov et adoptée par la conférence, résolution consacrée à la tactique à la Douma, diverge totalement avec tout ce qui a été dit durant les élections, ceci de toute évidence afin de s'attirer les voix de la grosse bourgeoisie urbaine. Car il est douteux que cette dernière eût consenti à soutenir les cadets sur la plate-forme qu'a présentée la conférence ».

Voici un échantillon des jugements dans lesquels on ne sait ce qui doit le plus surprendre: la rouerie naïve ou l'ignorance naïve.

Il n'y a eu absolument *aucun* changement dans les conceptions des cadets. Ils ont toujours été et ils demeurent un parti libéral qui entraîne la démocratie en la trompant. Aux élections de 1912, les cadets ont présenté à la grosse bourgeoisie leur « véritable » visage, leur « solidarité » de brasseurs d'affaires, leur « lucidité » de valets de la classe capitaliste. Et devant les électeurs aux idées démocratiques, les mêmes cadets se sont évertués dans le même temps à démontrer qu'ils étaient des démocrates et que leur tactique à la Douma n'offrait aucune différence fondamentale avec celle de la social-démocratie.

Ces deux faces de la politique cadette sont les indispensables « attributs du costume » de chaque parti libéral dans tous les pays civilisés. Bien sûr, les différents membres du parti se choisissent souvent leur spécialité; pour les uns, cette spécialité c'est de jouer à la démocratie, pour les autres, de rendre la lucidité à ceux qui se sont « emballés » et de mener une politique bourgeoise « sérieuse ». Mais il en est ainsi dans tous les pays. Par exemple, Lloyd George, le célèbre charlatan libéral anglais, se présente dans ses discours au peuple comme un véritable révolutionnaire, presque un socialiste, mais en réalité, ce ministre suit en politique son chef Asquith qui ne le cède en rien aux conservateurs.

Si l'article du *Goloss Moskvy* dépeint monsieur Milioukov comme le représentant des cadets de gauche, cela ne prête qu'à sourire. Monsieur Milioukov est en réalité le représentant de la diplomatie cadette officielle, diplomatie qui réconcilie la nature antidémocratique du parti avec la phraséologie démocratique.

Le *Goloss Moskvy* écrit:

« Cette nouvelle position « post-électorale » de monsieur Milioukov est loin d'avoir été adoptée à l'unanimité par la conférence. Bon nombre de ses membres ont insisté pour une tactique d'entente avec le centre de la Douma, dans le but de faire adopter certains projets et certaines réformes culturelles. Les partisans de ce point de vue ont cherché à démontrer que, lors de la discussion de différents projets de lois, le groupe doit accepter des compromis et s'efforcer de les faire adopter dans l'esprit libéral et sans se montrer le moins du monde intransigeant. » Vient ensuite une attaque contre la « célèbre discipline cadette » et la « soumission inconditionnelle » des cadets « à la volonté absolue » de monsieur Milioukov.

Le jeu est manifeste. Il est cousu de fil blanc. Les octobristes « taquinent » les cadets de droite, ils s'efforcent de les faire passer pour vaincus, de les provoquer à entreprendre une lutte plus résolue contre les cadets de gauche. Mais ce jeu octobriste (qui eût été impossible si les cadets et les octobristes n'étaient pas membres de la même petite famille) ne fait pas disparaître le fait incontestable qu'il existe une différence de nuances entre les cadets de gauche et de droite, entre les Lloyd George et les Asquith de notre libéralisme.

Voyez un peu la *Rousskaïa Molva*. C'est l'organe des progressistes, l'organe qui prêche un compromis entre les octobristes et les cadets et qui attire à lui un nombre sans cesse croissant de membres *officiels* du parti cadet. Ce n'est pas d'un seul coup mais graduellement, à la suite du leader « viékhiste » Strouvé, que Mansyrev, Maklakov, Obolenski, Grédeskoul, Alexandrov se sont trouvés là. C'est un fait incontestable que des gens de cette sorte aspirent à nouer des liens plus étroits avec les octobristes. Il ne pouvait en être autrement. Mais il est aussi incontestable que Milioukov les réconcilie avec les « cadets de gauche » sur une plateforme qui porte une enseigne démocratique et a un contenu octobriste.

X

Les motions de passage des différents partis sur les explications de Kasso présentent un grand intérêt. Elles nous fournissent des matériaux précis, sanctionnés officiellement par les députés des différents partis, et permettant une analyse politique. C'est justement cette analyse qui fait habituellement défaut plus que tout. Les matériaux se perdent dans les notes de la presse quotidienne ou bien dans les tas de comptes rendus sténographiques de la Douma. Et pourtant, il est très important d'étudier ces matériaux afin de tirer au clair la nature véritable des différents partis.

L'article rédactionnel de la *Retch*, au lendemain de l'adoption de la motion de censure, déclare : « Ainsi la société russe a obtenu de la Douma d'Etat ce sur quoi elle était en droit de compter » (n° 37, 7 février). Il en ressortirait que la « société » n'a besoin de savoir qu'une seule chose, si la Douma fait confiance à monsieur Kasso ou non, et rien de plus !

Ce n'est pas juste. Le peuple et la démocratie doivent connaître les *motifs* de la motion de censure afin de *comprendre* les causes d'un événement jugé anormal en matière politique et afin de savoir trouver la *solution* permettant une chose normale. Le regroupement des cadets, des octobristes et des social-démocrates sur le seul mot de « censure » est insuffisant pour ces questions extrêmement sérieuses.

Voici la motion de passage des octobristes :

« La Douma d'Etat... estime que 1) tout fait d'entraîner les élèves de l'enseignement secondaire dans la lutte politique est fatal pour le développement spirituel des forces jeunes de Russie et néfaste pour le cours normal de la vie sociale; 2) il est indispensable, au cas où les autorités auraient été mises au courant en temps voulu d'incidents peu souhaitables ayant eu lieu dans l'enseignement secondaire, d'adopter des mesures préventives et non d'attendre que ces événements aient pris un caractère anormal * ; 3) elle se prononce résolument contre l'application à l'encontre des étudiants des mesures policières qui ont été employées le 10.XII. 1912 sans qu'en soit informée la

* Ce texte a été présenté à la séance du 25 janvier. A la séance du 1er février, le paragraphe 2 a été modifié en ces termes : « Notant à propos de l'incident en question, qu'une attitude formaliste et indif-

direction de l'enseignement, en lieu et place de l'influence pédagogique naturelle; 4) elle considère antipédagogique la lenteur avec laquelle on décide du sort des écoliers éloignés des établissements scolaires, et attendant que soit immédiatement mise fin à l'incident dans un esprit de bienveillance à l'égard des élèves, elle passe aux affaires suivantes. »

Quelles sont les idées politiques qui ont inspiré ce vote ?

La politique est néfaste à l'école. Les élèves sont coupables. Mais ceux qui doivent les punir ne sont pas les policiers mais les enseignants. Nous sommes mécontents du gouvernement qui a manqué de « bienveillance » et qui a fait preuve de lenteur.

Ce sont là des idées antidémocratiques. C'est là l'opposition libérale: le système du vieux pouvoir n'a qu'à rester en place, mais il faut l'employer avec moins de rudesse. Sévir, mais avec mesure et sans aller le crier sur les toits.

Examinez la motion de passage des progressistes:

« La Douma estime que 1) le Ministère de l'Instruction publique, informé de ce qui s'est passé ces derniers temps dans les établissements d'enseignement secondaire de St-Pétersbourg, a fait preuve d'indifférence vis-à-vis de ses devoirs et n'a pas préservé l'école secondaire de l'irruption de la police; 2) les méthodes employées par les gradés de la police, qui ont été acceptées sans protestation de la part du Ministère de l'Instruction publique et qui consistaient à effectuer des perquisitions dans les écoles, à arrêter des enfants et à les garder à vue dans les locaux de la police, à se livrer à des enquêtes par des moyens inadmissibles, ne peuvent être en aucune façon justifiées, d'autant plus qu'il s'agissait en l'occurrence non point de préserver la sécurité de l'Etat mais de rétablir l'ordre dans l'enseignement secondaire; 3) l'ensemble du système de mesures employées par le Ministère de l'Instruction publique, mesures visant à isoler l'école de la famille, usant d'un formalisme insensible qui étouffe le développement spirituel et intellectuel de la jeune génération, crée des conditions favorables à la naissance de phénomènes anormaux dans la vie scolaire. Considérant que les explications du ministre de l'Instruction publique ne sont pas satisfaisantes, la Douma passe aux affaires suivantes. »

Cette motion a été présentée le 30 janvier, date à laquelle les progressistes ont déclaré qu'ils votaient pour les

férente à l'égard des élèves règne dans l'enseignement secondaire, que le personnel enseignant est isolé des familles, il est jugé indispensable que la jeune génération soit dans son ensemble considérée d'un œil « bienveillant ».

octobristes, si toutefois ces derniers ajoutaient la motion de censure. Nous avons vu plus haut les résultats de cette transaction.

Sur quel terrain *pouvait* se dérouler la transaction? Sur le terrain d'un accord sur les points principaux.

Les progressistes considèrent eux aussi que la politique à l'école est anormale, eux aussi ils réclament que soit « rétabli l'ordre » (l'ordre féodal). Eux aussi ont une opposition de sa Majesté, une opposition non pas au système du vieux pouvoir, mais à son application « indifférente, insensible », etc. Dans les années 1860, Pirogov était d'accord pour déclarer qu'il fallait employer le knout, mais il exigeait que ce fût fait de manière qui ne soit *ni* indifférente *ni* insensible. Les progressistes ne sont pas opposés à ce que les éléments sociaux actuels « rétablissent l'ordre », simplement ils leur conseillent de le faire avec « moins d'indifférence ». Que de progrès réalisés en un demi-siècle!

Voici la motion de passage des cadets:

« Ayant écouté les explications du ministre de l'Instruction publique et ayant reconnu 1) qu'elles confondent totalement le point de vue pédagogique et le point de vue policier; 2) que ces explications constituent une négation totale des bases normales sur lesquelles peuvent être établis des rapports amicaux de coopération entre l'école et la famille; 3) que la politique du ministère qui suscite un profond mécontentement parmi les écoliers et une irritation légitime dans la société, contribue elle-même à créer l'atmosphère qui favorise une participation précoce des jeunes écoliers à l'action politique et donne ainsi naissance à des conditions dont elle devrait prévenir l'apparition; 4) que la manière dont on a traité les élèves, considérés comme des criminels d'Etat, abîme la vie des éléments les plus doués de la nouvelle génération, arrache de nombreuses victimes de ses rangs et menace l'avenir de la Russie, la Douma, en conséquence, considère que les explications du ministre ne sont pas satisfaisantes, et passe aux affaires suivantes. »

Ici *aussi* on condamne la participation « précoce » à la politique mais sous une forme beaucoup plus douce et entortillée dans des phrases. C'est un point de vue antidémocratique. Les octobristes comme les cadets condamnent les mesures policières pour la simple raison qu'ils réclament une *prévention* en leur lieu et place. Le système doit non point dissoudre les réunions mais les prévenir. Il est clair qu'une pareille réforme ne ferait que maquiller le système et non le changer. Nous sommes mécontents de la politique

du ministère, disent les cadets, et cela donne exactement ce que disent les octobristes: il est *possible de désirer* des changements de cette politique, sans rien de beaucoup plus profond.

Les cadets traitent le gouvernement dans des termes beaucoup plus violents que les octobristes, et les éléments peu développés sur le plan politique ne s'aperçoivent pas que cette vivacité de termes cache une identité complète des cadets et des octobristes dans la façon libérale antidémocratique de *poser la question*.

La Douma doit sérieusement enseigner la politique au peuple. Mais celui qui étudie la politique auprès des cadets ne fait que corrompre et non développer sa conscience.

Que les octobristes, les progressistes et les cadets aient mené des pourparlers et réalisé l'accord sur une motion commune n'est pas le fait du hasard, mais le résultat de leur solidarité idéologique et politique sur les points essentiels. Il n'est rien de plus misérable que la politique cadette: pour reconnaître que les explications ne sont pas satisfaisantes, ils sont d'accord pour condamner directement la politique à l'école. Mais s'ils le font, c'est parce qu'ils condamnent eux-mêmes la participation « précoce ».

Voici la motion du groupe du Travail:

« Considérant 1) que les violences brutales exercées le 9. XII.1912 contre la jeunesse estudiantine de l'enseignement secondaire et qui ont choqué la société en raison de la participation honteuse de l'Okhrana à la surveillance pédagogique des élèves de l'enseignement secondaire, ont suscité dans l'explication de monsieur Kasso, ministre de l'Instruction publique, une approbation totale ainsi que des railleries mauvaises vis-à-vis de l'opinion publique; 2) que le système des enquêtes policières et de la garde à vue qui a été le résultat de toute la politique du Ministère unifié et en particulier de Kasso, ministre de l'Instruction publique, conduit à une destruction définitive et menace de produire des bouleversements pénibles pour la nouvelle génération, la Douma d'Etat, en conséquence, exige que soient immédiatement réintégrés tous les élèves renvoyés le 9.XII; reconnaissant que les explications du ministre de l'Instruction publique, Kasso, sont insuffisantes, elle réclame sa démission immédiate et passe aux affaires suivantes. »

Strictement parlant, cette motion est franchement libérale, mais il lui manque ce que devrait dire le démocrate *à la différence* du libéral. Le libéral lui aussi peut reconnaître que la participation de l'Okhrana à la surveillance

pédagogique est une chose honteuse, mais le démocrate doit dire (et il doit l'apprendre au peuple) qu'*aucune* « surveillance » n'a le droit d'attenter à la libre organisation de cercles et causeries sur des sujets politiques. Le libéral peut lui aussi condamner « toute la politique du Ministère unifié », mais le démocrate de Russie doit expliquer qu'il existe un certain nombre de conditions générales en vertu desquelles n'importe quel autre ministère serait obligé de mener en fait une politique identique.

L'esprit démocratique de la formule des troudoviks ne se manifeste *que* dans son ton, dans l'état d'esprit de ses auteurs. L'état d'esprit est un symptôme politique, c'est indéniable. Mais ce ne serait pas mal faire que d'exiger d'une motion de passage qu'elle contienne une idée mûrement réfléchie et pas seulement un état d'esprit visant à « remonter le moral ».

Voici la motion de passage des social-démocrates:

« Ayant entendu les explications du ministre de l'Instruction publique et ayant vu dans ces explications 1) la décision de lutter contre le désir naturel et réconfortant de la jeunesse estudiantine qui veut élargir son horizon intellectuel en s'instruisant par ses propres moyens et qui tend à nouer des contacts favorisant la camaraderie; 2) la justification du système de formalisme bureaucratique, d'espionnage et d'enquêtes policières, système implanté dans l'enseignement supérieur, secondaire et primaire, qui mutile la jeunesse sur le plan intellectuel et moral, qui réprime impitoyablement toutes les manifestations de pensée personnelle et d'indépendance de caractère, et qui suscite une épidémie de suicides parmi les élèves, la Douma d'Etat reconnaît que ces explications ne sont pas satisfaisantes. Elle reconnaît en même temps que 1) la domination du point de vue policier en matière d'instruction publique est indissolublement liée à la domination de la police d'État dans toute la vie russe, à l'écrasement de toutes les formes d'activité organisées des citoyens privés de tout droit, et que 2) seule la transformation radicale du régime d'Etat et du système de direction d'Etat est en mesure d'affranchir les citoyens des entraves policières et d'en affranchir également l'enseignement, la Douma d'État, en conséquence, passe aux affaires suivantes. »

On peut difficilement considérer que cette motion soit irréprochable. On ne peut manquer de lui souhaiter qu'elle soit exposée de manière plus accessible et plus circonstanciée, on ne peut manquer de déplorer qu'elle n'indique pas que l'activité politique est légitime, etc., etc.

Mais notre critique de *toutes les motions* ne vise nullement les points de détail de leur rédaction, mais exclusive-

ment les *idées politiques essentielles* des auteurs. Le démocrate devait dire l'essentiel: les cercles et causeries sont des phénomènes *naturels* dont on doit *se réjouir*. Là est le fond du problème. Toute condamnation de la participation à la vie politique, même si elle est « précoce », n'est qu'hypocrisie et obscurantisme. Le démocrate devait soulever la question et aller *du* « Ministère unifié » *au* régime d'Etat. Le démocrate devait noter le « lien indissoluble » 1) avec la « domination de la police d'Etat » et 2) avec la domination dans la vie économique de la classe des gros propriétaires fonciers de type féodal.

Rédigé les 6-9 (19-22) février 1913.
Publié en mars et avril 1913 dans la revue « Prosvéchtchénié » n°s 3 et 4.
Signé: V. I l i n e

Conforme au texte de la revue

QUELQUES RÉSULTATS DE LA «RÉGLEMENTATION AGRAIRE»

Quels sont les résultats de la nouvelle politique agraire ? Cette question intéresse, à juste titre, tous les ouvriers. Les statistiques gouvernementales sont tenues de façon si mauvaise et si partiale qu'on ne peut leur faire confiance. Il est absolument certain que la nouvelle politique agraire est une politique *bourgeoise*, mais elle est dirigée entièrement par les Pourichkévitch, Markov et compagnie, c'est-à-dire par les terriens de l'ancien type. Il est difficile d'attendre quelque chose d'autre que la faillite de cette « direction ».

Notons les conclusions de Monsieur V. Obolenski dans la dernière livraison de la *Rousskaïa Mysl* (1913, n° 2). Cette revue est Cent-Noirs et cadette. L'auteur de l'article est également un contre-révolutionnaire, donc un témoin plutôt en faveur des propriétaires fonciers. Cet auteur a trouvé dans la province de Samara un district (Novoouzensk) où la « réglementation agraire » a obtenu d'« immenses » succès: plus de la moitié des exploitants se sont vus attribuer des terrains d'un seul tenant.

Et malgré tout, la conclusion à laquelle *devait* aboutir l'auteur est la suivante:

« En ce qui concerne les résultats immédiats de la nouvelle réforme agraire... on peut difficilement les qualifier d'encourageants dans quelque mesure que ce soit... La majeure partie des lots de terre communautaire est passée à vil prix des semi-prolétaires paysans à des paysans aisés ou à des spéculateurs et acheteurs en gros... Les prix de fermage ont grimpé... La différence quant à la possibilité de cul-

ture entre les exploitations d'un seul tenant et les terres communautaires par enclaves est totalement insignifiante... La nouvelle loi... a aggravé les contradictions entre les conditions de la vie économique et son contenu interne... Et peut-être les esprits des paysans travaillent-ils à présent de façon plus énergique qu'ils ne travaillaient au cœur même de la révolution passée. »

Il n'est pas besoin de demander au libéral de la « *Rousskaïa Mysl* » *dans quel sens* travaillent les esprits des paysans. Ce n'est pas sans raison qu'il a entièrement laissé dans l'ombre la question de l'exploitation féodale sur les terres des gros propriétaires fonciers.

Il vaut la peine de réfléchir aux conclusions de notre propriétaire libéral. Toutes les contradictions se sont aggravées, l'exploitation a augmenté, les prix de fermage ont grimpé, le progrès économique est *totalement insignifiant*. Ce n'est pas « peut-être » mais à coup sûr que les esprits des paysans travaillent.

La « Pravda » n° 45, 23 février 1913. Conforme au texte du journal
Signé: V.I.

LES DESTINÉES HISTORIQUES DE LA DOCTRINE DE KARL MARX

L'essentiel, dans la doctrine de Marx, c'est qu'elle a mis en lumière le rôle historique mondial du prolétariat, comme bâtisseur de la société socialiste. Le cours des événements dans le monde a-t-il confirmé cette doctrine depuis qu'elle fut exposée par Marx ?

Marx l'avait formulée pour la première fois en 1844. Le *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels, paru en 1848, en donne déjà un exposé complet et systématique, le meilleur jusqu'à ce jour. Depuis, l'histoire universelle se divise nettement en trois périodes principales : 1) De la Révolution de 1848 à la Commune de Paris (1871) ; 2) De la Commune de Paris à la Révolution russe (1905) ; 3) De la Révolution russe à nos jours.

Jetons un coup d'œil sur les destinées de la doctrine de Marx à chacune de ces périodes.

I

Au début de la première période, la doctrine de Marx est loin d'être dominante. Elle n'est que l'une des très nombreuses fractions ou courants du socialisme. Les formes dominantes du socialisme sont celles qui au fond s'apparentent au populisme de chez nous : incompréhension de la base matérialiste du mouvement historique, incapacité de discer-

ner le rôle et l'importance de chacune des classes de la société capitaliste, camouflage de la nature bourgeoise des réformes démocratiques à l'aide de phrases pseudo-socialistes sur le « peuple », la « justice », le « droit », etc.

La révolution de 1848 porte un coup mortel à toutes ces formes bruyantes, bigarrées, tapageuses du socialisme d'*avant* Marx. Dans tous les pays, la révolution montre *à l'œuvre* les différentes classes de la société. Le massacre des ouvriers par la bourgeoisie républicaine dans les journées de juin 1848, à Paris, achève de fixer la nature socialiste du prolétariat, du prolétariat *seul*. La bourgeoisie libérale redoute l'indépendance de cette classe cent fois plus que la pire réaction. Le libéralisme peureux rampe devant cette dernière. La paysannerie se contente de l'abolition des vestiges du féodalisme et se range du côté de l'ordre ; elle ne balance que rarement entre la *démocratie ouvrière et le libéralisme bourgeois*. Toutes les doctrines sur le socialisme *hors*-classes et la politique *hors*-classes se révèlent un vain bavardage.

La Commune de Paris (1871) achève cette évolution des réformes bourgeoises ; c'est uniquement à l'héroïsme du prolétariat que doit son affermissement la République, c'est-à-dire cette forme d'organisation de l'Etat dans laquelle les rapports des classes se manifestent de la façon la moins dissimulée.

Dans tous les autres pays d'Europe, une évolution plus confuse et moins achevée conduit toujours au même résultat, à une société bourgeoise qui a pris sa forme définitive. A la fin de la première période (1848-1871), période de tempêtes et de révolutions, le socialisme d'avant Marx *meurt*. Des partis *prolétariens* indépendants naissent : la première Internationale (1864-1872) et la social-démocratie allemande.

II

La deuxième période (1872-1904) se distingue de la première par son caractère « pacifique », par l'absence de révolutions. L'Occident en a fini avec les révolutions bourgeoises. L'Orient n'est pas encore mûr pour ces révolutions.

L'Occident entre dans la période de préparation « pacifique » des transformations à venir. Partout se constituent des partis socialistes, à base prolétarienne, qui apprennent à utiliser le parlementarisme bourgeois, à créer leur presse quotidienne, leurs établissements d'éducation, leurs syndicats, leurs coopératives. La doctrine de Marx remporte une victoire complète et *s'étend en largeur*. Lentement mais sûrement se poursuivent la sélection et le rassemblement des forces du prolétariat, sa préparation aux batailles futures.

La dialectique de l'histoire est telle que la victoire du marxisme en matière de théorie oblige ses ennemis à *se déguiser* en marxistes. Le libéralisme, pourri à l'intérieur, tente de reprendre vie sous la forme de l'*opportunisme* socialiste. La période de préparation des forces pour les grandes batailles, ils l'interprètent comme une renonciation à ces batailles. L'amélioration de la condition des esclaves en vue de la lutte contre l'esclavage salarié se fait, selon eux, au prix de l'abandon pour un sou, par les esclaves, de leur droit à la liberté. Ils prêchent lâchement la « paix sociale » (c'est-à-dire la paix avec l'esclavagisme), la renonciation à la lutte de classe, etc. Ils ont de nombreux partisans parmi les parlementaires socialistes, les différents fonctionnaires du mouvement ouvrier et les intellectuels « sympathisants ».

III

Les opportunistes n'avaient pas encore fini de glorifier la « paix sociale » et la possibilité d'éviter les tempêtes sous la « démocratie », que s'ouvrait en Asie une nouvelle source de grandes tempêtes mondiales. La révolution russe a été suivie des révolutions turque, persane, chinoise. Nous vivons aujourd'hui justement à l'époque de ces tempêtes et de leur « répercussions » en Europe. Quel que soit le destin réservé à la grande République chinoise, qui excite aujourd'hui les appétits de toute sorte d'hyènes « civilisées », aucune force au monde ne pourra rétablir le vieux féodalisme en Asie, ni balayer de la surface de la terre le démocratisme héroïque des masses populaires dans les pays asiatiques et semi-asiatiques.

Les longs ajournements d'une lutte décisive contre le capitalisme en Europe ont poussé au désespoir et à l'anarchisme les gens peu soucieux des conditions de la préparation et du développement de la lutte de masse. Nous voyons maintenant combien ce désespoir anarchiste est myope et pusillanime.

Ce n'est pas du désespoir, c'est du courage qu'il faut puiser dans le fait que l'Asie forte de huit cent millions d'êtres humains a été entraînée dans la lutte pour les mêmes idéaux européens.

Les révolutions d'Asie nous ont montré la même veulerie et la même bassesse du libéralisme, le même rôle exceptionnel de l'indépendance des masses démocratiques, la même délimitation précise entre prolétariat et bourgeoisie de toute espèce. Celui qui, après l'expérience de l'Europe et de l'Asie, parle d'une politique *hors*-classes et d'un socialisme *hors*-classes, mérite simplement d'être mis en cage et exhibé à côté d'un kangourou australien.

Après l'Asie, l'Europe commence à bouger, mais pas à la manière asiatique. La période « pacifique » de 1872-1904 est à jamais révolue. La vie chère et l'emprise des trusts provoquent une aggravation sans précédent de la lutte économique, aggravation qui a secoué même les ouvriers anglais, les plus corrompus par le libéralisme. Une crise politique mûrit sous nos yeux dans le plus « irréductible » pays de la bourgeoisie et des junkers, en Allemagne. La folie des armements et la politique impérialiste font de l'Europe actuelle une « paix sociale » qui ressemble bien plus à un baril de poudre. Cependant la décomposition de *tous* les partis bourgeois et la maturation du prolétariat sont en progression constante.

Depuis l'apparition du marxisme, chacune des trois grandes époques de l'histoire universelle lui a apporté de nouvelles confirmations et de nouveaux triomphes. Mais l'époque historique qui vient apportera au marxisme, doctrine du prolétariat, un triomphe plus éclatant encore.

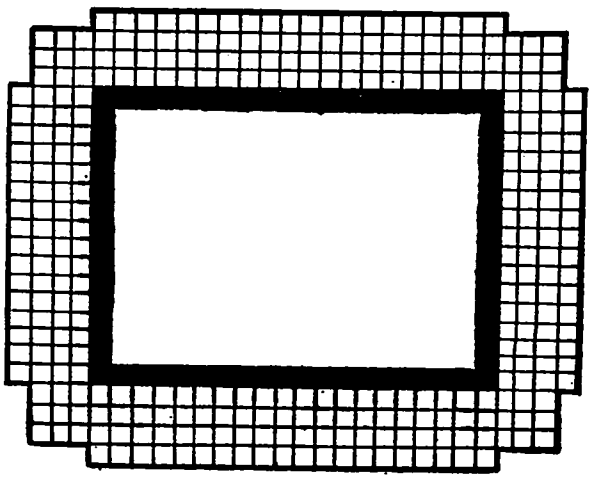
La « Pravda » n° 60, 1er mars 1913. *Conforme au texte du journal*
Signé: V.I.

LA GRANDE PROPRIÉTÉ FONCIÈRE SEIGNEURIALE ET LA PETITE PROPRIÉTÉ PAYSANNE EN RUSSIE

A l'occasion du tout récent anniversaire du 19 février 1861 [211], il ne sera pas superflu de rappeler la répartition actuelle des terres dans la Russie d'Europe.

La dernière statistique officielle de la répartition des terres dans la Russie d'Europe a été publiée par le ministère de l'Intérieur et concerne l'année 1905.

Cette statistique établit qu'il y avait alors près de 30 000 (en chiffre rond) grands propriétaires fonciers détenant chacun plus de 500 déciatines de terre ; la terre en



leur possession se chiffrait par 70 000 000 de déciatines environ.

10 000 000 environ de foyers de paysans pauvres possèdent à eux tous une *même quantité* de terre.

En moyenne, il y a donc pour un grand propriétaire foncier environ 330 familles de paysans pauvres, et chaque famille paysanne possède près de 7 (*sept*) déciatines, tandis que chaque grand propriétaire possède près de 2 300 (*deux mille trois cents*) déciatines.

C'est pour illustrer cette situation que le dessin ci-dessus a été établi.

Le grand rectangle blanc du milieu représente le domaine d'un grand propriétaire foncier. Les petits carrés, tout autour, ce sont les petits terrains des paysans.

Il y a 324 petits carrés, et la surface du rectangle blanc égale 320 petits carrés.

La « Pravda » n° 51, 2 mars 1913 *Conforme au texte du journal*

FAUSSES NOTES

Le discours sur le suffrage universel que monsieur Milioukov a prononcé à la Douma d'Etat présente un intérêt supérieur parce que l'orateur a dû effleurer toute une série de sujets qui revêtent une importance de premier plan pour la démocratie.

Notre presse dans son ensemble, y compris la presse libérale, tend de plus en plus à prendre une habitude peu ragoûtante et dépourvue de principes, qui consiste à s'en tirer par des notes, soit louangeuses (M. Litovtsev dans la *Retch*), soit injurieuses, sur les discours à la Douma, sans *jamais* analyser le contenu *idéologique* des discours !

Les ouvriers ne croient pas à la politicaillerie bourgeoise. Les ouvriers veulent *apprendre* la politique. Accédant à ce désir, nous essayons d'analyser le discours de monsieur Milioukov.

...« Vous, dit M. Milioukov, en s'adressant *tout le temps* aux octobristes, vous n'êtes liés au pouvoir ni par des obligations déterminées, ni même par la reconnaissance »,

car, assure-t-il, les élections ont été falsifiées contre vous.

Monsieur Milioukov, l'un des cadets les plus instruits, professeur, rédacteur, etc., a développé cet argument de la façon la plus sérieuse et il a même ajouté :

« De toute évidence, il n'existe pas en Russie de couche sociale qui soutiendrait la politique présente du gouvernement »... (*Rossia*, n° 2236).

La fausseté de ces considérations est criante. Le même monsieur Milioukov a cité plus loin le Français Chasles qui dit à juste titre que le « *nœud du problème* », « *c'est la question agraire* ».

« Pour obtenir une IIIe Douma conservatrice, dit Chasles, il fallait, par un véritable mouvement de bascule, faire passer la majorité des paysans aux propriétaires fonciers... La propriété foncière et l'aristocratie de la fortune dans les villes peuvent ainsi former une majorité de coalition réunissant cinq huitièmes des voix (lors de l'élection des députés à la Douma d'Etat, conformément à notre loi électorale). La minorité est donc littéralement écrasée, les paysans, les classes moyennes et populaires des villes sont invités par le législateur à voir les élections et non pas à faire les élections, à ne pas y participer mais à y assister .»

Le réactionnaire Chasles parle de manière intelligente et juste. Nous remercions monsieur Milioukov de nous avoir fourni des citations intéressantes... qui *anéantissent* les belles phrases de monsieur Milioukov ! De toute évidence, il *existe* en Russie une « couche » sociale (la classe des gros propriétaires fonciers féodaux) qui soutient la politique du gouvernement et qui est liée « *au pouvoir* » par les liens des intérêts de classe. Le lien des « obligations » et de la « reconnaissance » n'est qu'une sottise, souvenez-vous-en, monsieur le docte cadet !

Dans notre prochain article *, nous montrerons comment notre docte cadet, tel un chat qui tourne autour de sa pâtée brûlante, comment il a tourné autour du « *nœud du problème* » (c'est-à-dire la question agraire) qu'a si justement signalé le réactionnaire Chasles.

La « Pravda » n° 55, 7 mars 1913. *Conforme au texte du journal*
Signé: V.I.

* Voir le présent tome, pp. 614-615. (*N.R.*)

LE «NOEUD DU PROBLÈME»

Nous avons vu que le réactionnaire français Chasles cité par monsieur Milioukov, considère à juste titre que la question agraire est le nœud du problème qui se pose à la Russie *.

Monsieur Milioukov a cité les paroles intelligentes de l'intelligent réactionnaire, mais il n'y a strictement rien compris !

... « Peut-on rendre dépendant le paysan que vous (c'est-à-dire les octobristes et le gouvernement: monsieur Milioukov converse *avec eux* !) avez fait venir ici de vos propres mains ? Car ce paysan parle de la terre du haut de cette chaire et il dit la même chose que ce que disait le paysan indépendant de la Ire et de la IIe Douma d'Etat. Non, messieurs, il n'est pas dans la vie russe d'élément plus indépendant et plus ferme que le paysan russe. » (Applaudissements à gauche et cris: « très juste »).

Apparemment, les cadets hypocrites ont été les seuls à applaudir, car chacun sait 1) qu'aux IIIe et IVe Doumas, les paysans n'ont pas dit tout à fait la « même chose », ils l'ont fait de façon moins catégorique qu'aux Ire et IIe Doumas et 2) qu'il *existe* dans la vie russe un élément plus indépendant et plus ferme. Monsieur Milioukov lui-même *a dû* reconnaître dans son discours que ce sont les *ouvriers* qui ont fait « plus que tous » pour la liberté politique en Russie. A moins que l'on puisse mesurer l'« indépendance » au moyen d'un autre critère ?

Mais là n'est pas le fond du problème. Le fond du problème c'est de savoir si les intérêts de 130 000 propriétaires et ceux de la masse des paysans sont conciliables

---

* Voir le présent tome, pp. 612-613. (*N. R.*)

à présent. Monsieur Milioukov a beaucoup « bavardé autour » de la question et ceci *afin d'éluder la réponse*.

Quant à Monsieur S. Litovtsev, que la *Retch* a engagé pour chanter les louanges de P. Milioukov, il écrit que son discours :

« a dissipé le brouillard autour de cette question critique et litigieuse. Jusqu'à présent le suffrage universel demeure pour beaucoup une sorte d'épouvantail, le summum de l'esprit révolutionnaire ».

Voici encore et toujours un échantillon de phraséologie ! Instruisez-vous donc auprès du réactionnaire Chasles, messieurs les moulins à paroles libéraux ! Le nœud du problème c'est la question agraire. *A présent*, les intérêts de 130 000 familles de propriétaires fonciers et ceux de 10 millions de familles paysannes sont-ils conciliables ? Oui ou non ?

Voilà où se trouve le « *nœud* » du problème du suffrage universel, monsieur Milioukov, vous ne faites que *corrompre* la conscience politique du peuple, car vous *obstruez* au moyen de phrases le fond même du problème qui est évident pour tout homme doté de bon sens.

Si vous répondez *oui* à cette question, je vous réfuterai en citant *votre* propre aveu, lorsque vous dites qu'aux IIIe et IVe Doumas, les paysans disent la « même chose » (quoique de façon moins catégorique) qu'aux Ire et IIe Doumas.

Si vous répondez *non* à la question, dans ce cas, *tous* vos bavardages sur le caractère conciliateur non « *unilatéral* » du suffrage universel dans la Russie actuelle perdent toute valeur.

Vos savantes références à Bismarck ne sont que de l'enfantillage, car Bismarck a « accordé » le suffrage universel au moment où le développement bourgeois de l'Allemagne *avait déjà concilié* les intérêts des propriétaires fonciers et de tous les paysans aisés et même d'une partie des paysans moyens.

Peut-être le lecteur perspicace demandera-t-il : ne découle-t-il pas de cela la conclusion que le suffrage universel est impossible en Russie ? Non, répondrons-nous au lecteur perspicace, la seule conclusion qui découle est qu'en Russie le point de vue réformiste est impossible.

La « Pravda » n° 56, 8 mars 1913. *Conforme au texte du journal*
Signé : V.I.

COMMENT LES LIBÉRAUX ENJOLIVENT LE SERVAGE

L'historien libéral monsieur Milioukov, chef du parti cadet, a écrit récemment dans un éditorial de la *Retch*:

« L'inégalité sociale en Russie (le servage) s'est révélée plus fragile et constituée de manière plus fortuite que nulle part ailleurs dans le monde civilisé. Elle a cédé sans résistance (!!!) au premier trait de plume. Milioutine et Soloviev ont réalisé sans peine l'acte dont le comte Stroganov prédisait la possibilité sous le règne d'Alexandre Ier. »

Nous sommes habitués à voir tous les historiens libéraux et une partie des historiens populistes maquiller le servage et le pouvoir d'Etat féodal en Russie. Mais tous ne sont pas allés jusqu'à des « perles » aussi infamantes que celle que nous venons de citer.

Le servage et la classe des terriens propriétaires de serfs en Russie n'ont pas été fragiles et constitués de manière fortuite, mais au contraire ont été beaucoup plus « forts », fermes, puissants et tout-puissants « que nulle part ailleurs dans le monde civilisé ». Ce n'est pas « sans résistance », mais avec la plus grande des résistances qu'ils ont cédé quelques parcelles de leurs privilèges. A moins peut-être que monsieur le libéral nous indique dans le « monde civilisé » des exemples analogues au destin que connut Tchernychevski ?

Milioutine et Soloviev ont *eux-mêmes* défendu les privilèges des propriétaires de serfs, ils ont défendu le « *rachat* » d'un montant incroyablement lourd pour ces privilèges.

En passant ce fait sous silence, monsieur Milioukov déforme l'histoire, qui nous apprend que les privilèges féodaux sont encore « vivaces » ainsi que la grande force et la toute-puissance des tenants du servage, et ceci un demi-siècle après Milioutine et Cie, après « *leur* » réforme du servage.

Pourquoi donc les historiens libéraux enjolivent-ils le servage et les réformes du servage ? Parce qu'ils trouvent dans ceux qui ont réalisé ces réformes une servilité vis-à-vis des propriétaires féodaux qui leur est agréable, une crainte de la démocratie qui leur fait plaisir, un désir d'union avec la réaction qui leur est proche, un maquillage de la lutte de classes qui leur est familier.

Il s'agit d'un passé lointain. Pourtant, l'attitude des libéraux (« en apparence, mais fonctionnaires dans l'âme»[212]) de l'époque et d'à présent à l'égard de la lutte de classes est un phénomène de même ordre.

En enjolivant le servage, monsieur Milioukov s'est admirablement dépeint lui-même, son parti et tout le libéralisme bourgeois russe, qui se fait passer pour démocrate afin de mystifier les benêts.

La « Pravda » n° 57, 9 mars 1913. *Conforme au texte du journal*
Signé: I.

UN SYSTÈME «SCIENTIFIQUE» POUR PRESSURER L'OUVRIER

Le capitalisme américain est à la tête de tous les capitalismes ; superdéveloppement de la technique, superrapidité du progrès, tout cela oblige la vieille Europe à prendre exemple sur les Yankees. Mais ce ne sont pas les institutions démocratiques que la bourgeoisie européenne copie sur l'Amérique, ce n'est pas la liberté politique ni le régime républicain, mais les tous derniers procédés d'exploitation de l'ouvrier.

A présent, on parle de plus en plus en Europe et aussi un peu en Russie du système de l'ingénieur américain Frédérick Taylor. Récemment, dans la salle des fêtes de l'Institut des ingénieurs des Voies et Communications à Pétersbourg, monsieur Séménov a présenté une conférence sur ce sujet. Taylor a lui-même décrit son système en le qualifiant de « scientifique » et son livre est traduit et propagé avec zèle en Europe.

En quoi consiste ce « système scientifique » ? Il consiste à pressurer l'ouvrier pour en tirer trois fois plus de travail dans le cours de la même journée. On oblige l'ouvrier le plus fort, le plus adroit, à effectuer un travail ; on note au chronomètre spécial à la seconde et au centième de seconde la quantité de temps nécessaire pour chacune des opérations, chacun des mouvements ; on met au point les méthodes les plus économiques et les plus productives de travail, on reproduit le travail du meilleur ouvrier sur une pellicule cinématographique, etc.

Et le résultat, c'est qu'en neuf ou dix heures de travail, on arrive à pressurer l'ouvrier pour lui faire produire trois fois plus de travail, on l'épuise sans pitié, on pompe avec une vitesse triplée chaque goutte d'énergie nerveuse et musculaire de l'esclave salarié. Et s'il meurt avant l'âge ? Il y en a beaucoup d'autres qui attendent à la porte !...

Dans la société capitaliste, le progrès de la technique et de la science équivaut au progrès dans l'art de pressurer l'ouvrier.

Voici un exemple tiré du livre de Taylor.

On compare le travail nécessité par le chargement sur des chariots de la fonte destinée à être transformée plus loin, on compare l'ancien système et le nouveau système « scientifique »

	Ancien	Nouveau
Nombre d'ouvriers occupés au chargement	500	140
Un ouvrier charge en moyenne de tonnes	16	59
Salaire moyen de l'ouvrier	2 r. 30 k.	3 r. 75 k.
Dépense du patron pour le chargement d'une tonne	14,4 k.	6,4 k.

Le capital réduit ses dépenses de *moitié* et plus. Les bénéfices augmentent. La bourgeoisie est enchantée et ne cesse de vanter les Taylor !

Au début, l'ouvrier obtient une augmentation de salaire. Mais des centaines d'autres sont licenciés. Ceux qui restent travaillent avec quatre fois plus d'intensité et s'épuisent à la tâche. Une fois qu'on a pressuré toutes ses forces, l'ouvrier est mis à la porte. On n'embauche que des jeunes et des forts.

Ce qui s'appelle pressurer l'ouvrier dans toutes les règles de la science...

La « Pravda » n° 60, 13 mars 1913. *Conforme au texte du journal*
Signé: W.

NOS «SUCCÈS»

Dans sa note explicatrice annexée au budget, le ministre des Finances ainsi que tous les partis gouvernementaux assurent à eux-mêmes aussi bien qu'aux autres que notre budget est stable. Ils se réfèrent, entre autres, aux « succès » de l'industrie, qui sans aucun doute a connu une période d'essor au cours des dernières années.

Notre industrie, comme toute l'économie de Russie, s'est développée et se développe sur le mode capitaliste. Cela ne peut être contesté et n'a pas besoin d'être démontré. Mais se borner aux chiffres attestant le « développement » et à des indications pleines de suffisance du genre de: « la production a augmenté de tant % », cela signifie *fermer les yeux* sur le retard et la misère *invraisemblables* de la Russie, que ces mêmes chiffres mettent en évidence.

La valeur des produits de toute notre industrie s'élevait en 1908 à 4 307 millions de roubles et en 1911 à environ 4 895 millions de roubles, s'exclame notre ministre des Finances ravi.

Voyez donc *quelle valeur* revêtent ces chiffres. En Amérique, tous les dix ans, on procède à un recensement. Afin de trouver un chiffre *semblable* au nôtre, il faut remonter jusqu'à 1860, époque où *l'esclavage* existait encore en Amérique.

En 1860, la valeur des produits de l'industrie de transformation était évaluée en Amérique à 3 771 millions de roubles et en 1870 à 8 464 millions de roubles. En 1910, nous avons la somme de 41 344 millions de roubles, c'est-à-dire presque *neuf fois* plus qu'en Russie. La population de Russie

est de 160 millions d'habitants, celle d'Amérique de 92 millions en 1910 et 31 millions en 1860 !

Le salaire moyen de l'ouvrier d'industrie russe était, en 1911, de 251 roubles par an, soit 8,2 % de plus (d'après le montant total de tous les salaires) qu'en 1910, s'exclame avec enthousiasme notre ministre des Finances.

En Amérique, en 1910, le salaire moyen de l'ouvrier d'industrie était de *1 036 roubles*, c'est-à-dire plus de *quatre fois* plus que le salaire de l'ouvrier russe. En 1860, ce salaire était égal à *576 roubles*, c'est-à-dire deux fois plus que le salaire russe *actuel*.

La Russie du XXe siècle, la Russie de la « constitution » du 3 juin, est *au-dessous de l'Amérique esclavagiste*.

La productivité annuelle d'un ouvrier d'usine de Russie, en 1908, était de 1 810 roubles, en Amérique en 1860 de 2 860 roubles et en 1910 de 6 264 roubles.

Ces quelques chiffres sont suffisants pour expliquer brièvement ce qu'est le capitalisme *contemporain* et ce qu'est le joug du système médiéval du servage qui lui fait entrave et qui conditionne la dure situation des larges masses paysannes.

La situation des paysans réduit fatalement le marché intérieur à des dimensions misérables et fait rétrograder l'ouvrier russe qui, en 1911, gagne deux fois moins que l'ouvrier américain de l'époque de l'esclavage. Outre tout cela, les conditions du marché mondial placent la Russie devant ce choix : ou bien être écrasée par les concurrents chez qui le capitalisme se développe à une autre cadence et sur une base réellement large, ou bien s'affranchir de toutes les séquelles du régime du servage.

La «Pravda» n° 61, 14 mars 1913. *Conforme au texte du journal*
Signé : V.

ACCORD OU SCISSION ?

(A PROPOS DES DIVERGENCES À L'INTÉRIEUR DU GROUPE SOCIAL-DÉMOCRATE À LA DOUMA)

L'opinion publique social-démocrate est alarmée par la menace de scission qui se fait jour dans la lettre des sept députés du groupe parlementaire. La question a suscité à juste titre un intérêt brûlant parmi les ouvriers. Il est indispensable de s'expliquer cette situation de manière précise et bien définie.

D'une part, tous les six députés de la curie ouvrière, c'est-à-dire, comme chacun le comprend, les représentants de l'énorme majorité de la classe ouvrière de Russie. De l'autre, les 7 députés restants qui jouissent d'une majorité fortuite de 1 voix à l'intérieur du groupe.

En apparence, le motif du litige est le suivant : les sept députés veulent obliger les six autres à collaborer au journal le *Loutch*, ils se prononcent en faveur d'une fusion de la *Pravda* et du *Loutch*. Ces prétentions des sept députés nous semblent, disons-le franchement, tout simplement dépourvues de sérieux. Peut-on obliger qui que ce soit « à la majorité des voix » à travailler dans un journal dont il ne partage pas l'orientation ? (Il va sans dire que toute rédaction qui se respecte devrait refuser des « collaborateurs » amenés de force et sous la contrainte.) Peut-on parler sérieusement d'une fusion de la *Pravda* et du *Loutch* ?

Bien sûr que *non* ! Et nous déclarons franchement que ce serait *trahir* la cause du prolétariat si la *Pravda* renonçait à lutter contre le courant liquidateur et, par conséquent, la fusion de la *Pravda* et du *Loutch* serait une trahison *tant que le « Loutch » n'aura pas renoncé à prêcher les idées liquidatrices contre la « clandestinité », contre les grèves politiques, etc.* Les social-démocrates sérieux ne croiront sûrement pas que la *Pravda* et les six députés ouvriers ont décidé de se suicider pour la seule raison que le *Loutch*

le désire. Il ne peut en être question et les sept députés feront très bien de ne plus revenir à leur « plan » totalement inadmissible et irréalisable.

Toutefois, ceci n'épuise pas la question des divergences à l'intérieur du groupe. Chacun sent que le litige portant sur la collaboration forcée au *Loutch* en dissimule un autre, plus sérieux et plus important. Ce litige consiste à savoir *quelle est l'attitude de chacune des parties du groupe vis-à-vis du courant liquidateur.*

Et l'on en vient à penser qu'ici les ouvriers sont avant tout en droit d'exiger des sept députés *qu'ils disent de manière directe, précise, nette et déterminée quelle est leur attitude vis-à-vis du courant liquidateur.* Les sept députés sont obligés de le faire de la manière aussi franche que l'ont fait les six députés ouvriers. A l'intérieur du groupe à la IIIe Douma d'Etat, la majeure partie des députés étaient *mencheviques.* Toutefois, ils avaient une attitude franchement *négative* vis-à-vis du courant liquidateur. Quelle est l'attitude présente des sept députés ? Ce sont eux-mêmes qui ont soulevé le problème du *Loutch*, c'est-à-dire du courant liquidateur. C'est pourquoi ils sont doublement obligés de dire de manière franche et précise quelle est leur attitude à l'égard de la propagande du *Loutch* contre la clandestinité (voir le *Loutch* n° 101 et autres), contre les grèves politiques, contre l'hégémonie de la classe ouvrière dans le mouvement de libération, etc. Sans cela il est impossible de faire le moindre pas permettant de sortir de la situation présente.

Nous le disons franchement : s'il se trouvait à l'intérieur du groupe social-démocrate un seul député qui prononcerait à la tribune de la Douma des discours analogues à l'article du n° 101 du *Loutch* (l'accroissement de la sympathie pour la « clandestinité » est un fait « affligeant », etc.), *la rupture serait inévitable avec ce député-là.* Et le député social-démocrate qui ne se lèverait pas pour déclarer que cet orateur n'exprime pas l'opinion de la social-démocratie trahirait son devoir envers la classe ouvrière.

Notre opinion est-elle juste ou non ? Nous soumettons tranquillement cette question au jugement des ouvriers...

Etant donné qu'il existe des divergences sérieuses entre les deux moitiés du groupe, l'unité ne peut être maintenue

que *si les deux parties font montre d'un même désir de parvenir à un accord.* « Résoudre » les questions touchant le programme par une majorité fortuite d'une seule voix, c'est *provoquer* la scission. Chacun le comprend. Ceux qui veulent sérieusement l'unité n'accepteront jamais que les questions soient « résolues » de cette manière.

L'accord est-il possible dans le groupe avec sa composition présente ? Elle l'*était* jusqu'à présent. Exemple: la déclaration du groupe dont il a été donné lecture au début des travaux de la IVe Douma. Le groupe a rejeté les prétentions liquidatrices, et cela a rendu possible l'accord des deux parties. Si la bonne volonté existe, si les sept députés ne préparent pas la scission, cela *sera* encore possible à l'avenir sur toutes les questions politiques d'importance.

L'exemple de la déclaration est un exemple de *ce qu'il faut faire* afin d'éviter la scission. Par contre, l'exemple de l'« autonomie culturelle et nationale » est un exemple de *ce qu'il ne faut pas faire* afin d'éviter la scission. Présenter cette revendication comme l'a fait le camarade Tchkhenkéli signifie *annuler* le programme de la social-démocratie. Si jusqu'à présent les liquidateurs ont assuré que cette revendication « n'est pas en contradiction » avec le programme, à présent, ils sont dénoncés même par les bundistes qui félicitent Tchkhenkéli (voir le n° 9 du *Zeit*) [213] d'avoir « quitté le point de vue figé sur lequel la théorie officielle se tient dans la question nationale ». Annuler le programme par 7 voix contre 6 cela *signifie* préparer la *scission*. Tout ouvrier conscient le comprend.

Donc: *accord ou scission* ! Telle est la question.

Que proposons-nous ? *L'accord* !

Cet accord est-il possible ? Oui !

Cet accord est-il souhaitable ? Oui !

Que faut-il afin de réaliser cet accord ? Ne pas annuler le programme, ne pas salir la « clandestinité », rester fidèles à notre vieil étendard ! Comme le constatera le lecteur, nos revendications sont modestes.

Pour l'accord des sept et des six, contre la scission ! Voici ce que doivent exiger tous les ouvriers conscients.

La « Pravda » n° 62, 15 mars 1913.
Signé: B.B.

Conforme au texte du journal

AVOIR DISPONIBLE [214]

Les journaux gouvernementaux et, à leur tête, l'obséquieux *Novoïé Vrémia* chantent les louanges de notre gouvernement, qui a obtenu de splendides résultats dans la gestion de l'Etat. Pensez un peu, il y a 450 millions de roubles d'« avoir disponible » ! Rien ne sort de la maison, tout y rentre, voilà « notre » façon de gérer le pays, voyez-vous.

Et le *Novoïé Vrémia*, le journal des propriétaires fonciers Cent-Noirs et des marchands octobristes, en arrive à la conclusion qu'avec cette jolie petite réserve de 450 millions de roubles, la guerre ne nous fait pas du tout peur.

Voyons cependant la note explicative du ministre des Finances annexée au budget de 1913. Pourrait-on y trouver, outre des auto-félicitations (la note regorge de cette marchandise-là) des *données précises* sur l'origine de ce fameux « avoir disponible » ?

Ouvrons la note explicative de monsieur le Ministre, nous y lisons (page 15, première partie) qu'au cours des cinq années 1908-1912, les *emprunts* ont donné au Trésor 339 500 000 roubles. Durant la même période, 252 100 000 roubles ont été remboursés.

Donc les emprunts *ont augmenté* dans leur ensemble de *87 400 000 roubles*. Voici la première « source » de l' « avoir disponible ». Ce n'est pas très sorcier, vous le voyez.

Mais poursuivons. On sait qu'*à dater du 1er octobre 1908*, le prix officiel de la vodka a atteint son montant maximum, passant de 8 roubles à 8 roubles 40 kopecks le petit seau, et de 11 à 12 roubles le grand seau.

Par suite de cette « mesure financière », le prix moyen de la vodka a été pour les cinq années 1908-1912 de 8 roubles 48 kopecks le seau, c'est-à-dire exactement *42 kopecks* plus cher qu'au cours des quatre précédentes années (1904-1907 : 8 roubles 06 kopecks le seau).

L'Etat a vendu en tout au cours des cinq années (1908-1912), 440 500 000 seaux d'alcool à 40°. L'augmentation du bénéfice à raison de 42 kopecks le seau a donné *185 millions de roubles*.

Voici la seconde source d'« avoir disponible » !

La troisième source, ce sont les voies ferrées d'Etat qui en quatre ans (1908-1911) ont donné un « bénéfice net » de *53 millions de roubles, à condition de ne pas compter* le remboursement des intérêts et l'amortissement du capital investi par le Trésor, capital d'un montant de 2 milliards de roubles !! Pour 1912 nous estimerons ce bénéfice sur la base de 1911, ce qui nous donnera 105 millions de roubles. Ainsi, pour les cinq ans, il y a *158 millions de roubles* de « bénéfices ». On comprend qu'une « gestion » de l'Etat qui « omet de compter » les intérêts, l'amortissement portant sur des dépenses s'élevant à des milliards de roubles, ressemble davantage à des tours de passe-passe gouvernementaux. Notons que ce n'est pas un quelconque « journaliste de gauche » (le ciel nous en préserve !) mais *le contrôle d'Etat lui-même* qui a évalué les intérêts, l'amortissement du capital pour les voies ferrées à *397 600 000 roubles pour quatre années* (1908-1911). Pour les cinq années 1908-1912, cela donne *500 millions de roubles* ! Un joli exemple de *gestion rapace.*

Faisons le total des trois sources d'« avoir disponible »:

1) Emprunts	87 400 000 roubles
2) augmentation du prix d'Etat de l'alcool	185 000 000
3) voies ferrées de l'Etat (*sans compter les 500 millions de roubles d'intérêts et l'amortissement du capital engagé*)	158 000 000
Total	430 400 000 roubles

Cela suffit, n'est-ce pas ? Point n'est besoin de mentionner les « sources » de moindre importance.

N'est-il pas clair que nos propriétaires fonciers féodaux sont de grands génies de la finance ? Emprunter de l'argent, augmenter le prix de l'alcool, « ne pas compter » les intérêts et l'amortissement des milliards engagés (« dans l'économie »), n'est-ce pas génial ?

N'est-ce pas la preuve que notre budget est « stable » ?

La « Pravda » n° 62, 15 mars 1913. *Conforme au texte du journal*
Signé: V.

NOTES

1. Il s'agit du massacre d'ouvriers désarmés qui eut lieu dans les mines d'or de la Léna, en Sibérie, le 4 (17) avril 1912.

Les propriétaires de ces mines étaient des capitalistes anglais, leurs associés, des capitalistes russes, des membres de la famille du tsar et de hauts dignitaires. Les capitalistes et leurs acolytes payaient misérablement le travail exténuant des ouvriers, les nourrissaient de produits avariés, maltraitaient leurs femmes et leurs enfants. Excédés, les ouvriers des mines de la Léna se mirent en grève au début de mars 1912. Le groupe de bolcheviks qui s'était formé dans les mines en automne 1911 prit la tête de la grève. Le 4 (17) mars 1912 fut élu un Comité central de grève dans lequel les bolcheviks dominaient. Un programme de revendications auprès de l'administration fut élaboré: journée de huit heures, augmentation des salaires de 10 à 30 %, suppression des amendes, organisation de l'aide médicale, amélioration du ravitaillement en vivres et des conditions de logement, etc. La direction de la société aurifère de la Léna (Lenzoloto) rejeta ces revendications et décida de congédier les grévistes, de ne plus leur fournir de produits à crédit et de les expulser des baraquements leur servant de logements, ce qui condamnait les ouvriers et leurs familles à mourir de faim. Les ouvriers ne permirent pas à la police de procéder aux expulsions. Les grévistes tinrent bon et ne cédèrent pas aux provocations et aux intimidations. La grève, organisée, se déroulait dans le calme.

Sous la pression d'actionnaires anglais et russes influents, les autorités tsaristes décidèrent de sévir contre les grévistes par la force des armes afin d'intimider les ouvriers de Russie. Dans la nuit du 3 au 4 (16 au 17) avril, sur ordre de la police, une partie des membres du Comité central de grève fut arrêtée. En réponse à cela, le 4 (17) avril, environ trois mille ouvriers se dirigèrent vers la mine de Nadejdinsk, où se trouvait le procureur, afin de lui remettre une plainte sur l'illégalité de l'action des autorités et une demande de libération des détenus. Le capitaine de gendarmerie Tréchtchenkov ordonna à ses hommes de faire feu sur les ouvriers. Il y eut 270 tués et 250 blessés.

La nouvelle du drame sanglant de la Léna mit en émoi la classe ouvrière de Russie. Des manifestations, des meetings et des grèves de protestation eurent lieu dans tout le pays. Le groupe social-démocrate à la Douma adressa une interpellation au gouvernement du tsar à propos du massacre de la Léna. La réponse arrogante du ministre du tsar Makarov (« Il en fut ainsi et il en sera ainsi désormais ») renforça l'indignation des ouvriers. Près de 300 000 ouvriers prirent part aux grèves de protestation qui fusionnèrent avec les grèves du premier mai auxquelles participèrent environ 400 000 ouvriers. « Le massacre de la Léna, a dit V. Lénine, fut un stimulant pour transformer l'esprit révolutionnaire des masses en essor révolutionnaire des masses » (voir le présent tome, p. 101. *N.R.*).— P. 9.

2. *La Douma d'Etat*, institution représentative que le gouvernement tsariste fut contraint de créer par suite des événements révolutionnaires de 1905. En principe, la Douma était une assemblée législative. En pratique, elle n'avait aucun pouvoir réel. La Douma n'était pas élue au suffrage universel mais selon un mode de scrutin inégal et indirect. Les droits électoraux des classes laborieuses et des minorités nationales du pays étaient très restreints. C'est ainsi qu'une partie considérable des ouvriers et des paysans était complètement privée du droit de vote. Selon la loi électorale du 11 (24) décembre 1905, 1 voix de propriétaire foncier valait 3 voix de représentants de la bourgeoisie urbaine, 15 voix de paysans et 45 voix d'ouvriers. La première Douma (avril-juillet 1906) et la seconde (février-juin 1907) furent dissoutes par le gouvernement tsariste. Après le coup d'Etat du 3 juin 1907, le gouvernement promulga une nouvelle loi électorale qui restreignait encore davantage les droits des ouvriers, des paysans et des petits bourgeois des villes et qui permit au bloc réactionnaire des gros propriétaires fonciers et des grands capitalistes de dominer sans partage la troisième Douma (1907-1912) et la quatrième (1912-1917).—P. 9.

3. *Le palais de Tauride*, lieu où la Douma d'Etat siégea de 1906 à 1917. *La place de Kazan*, place de la cathédrale de Kazan à Pétersbourg où se produisirent souvent des manifestations révolutionnaires.— P. 9.

4. Voir le présent tome, pp. 150—151.— P. 9.

5. « *Rousskoïé Bogatstvo* » [la Richesse russe], revue mensuelle publiée à Pétersbourg de 1876 au milieu de 1918. Après 1890, la revue fut l'organe des populistes libéraux. A partir de 1906, le *Rousskoïé Bogatstvo* devint pratiquement l'organe du parti semi-cadet des « socialistes-populistes ».— P. 10.

6. « *Sovrémennik* » [le Contemporain], revue mensuelle littéraire et politique ; parut à Pétersbourg dans les années 1911-1915.

Autour de cette revue se groupèrent les mencheviks liquidateurs, les socialistes-révolutionnaires, les socialistes-populistes et les libéraux de gauche. La revue n'avait aucun lien avec les masses ouvrières. Lénine définit la tendance de la revue en 1914 comme un mélange de populisme et de marxisme.— P. 10.

7. *Cent-Noirs*, bandes monarchistes racolées par la police pour lutter contre le mouvement révolutionnaire. Les Cent-Noirs assassinaient les révolutionnaires, attaquaient les intellectuels progressistes, organisaient des pogromes.— P. 10.

8. « *Zaprossy Jizni* » [Les exigences de la Vie], revue hebdomadaire; publiée dans les années 1909-1912 à Pétersbourg. Des cadets, des socialistes-populistes et des mencheviks liquidateurs en furent les collaborateurs.— P. 10.

9. *Raspoutine G.* (1872-1916), aventurier jouissant d'une grande influence à la cour de Nicolas II. Le « raspoutinisme » est l'expression la plus évidente de l'obscurantisme, de la cruauté, de la débauche morale qui caractérisaient les dirigeants de la Russie tsariste.

Tréchtchenkov N. (1875-1915), capitaine de gendarmerie, un de ceux qui commandèrent la fusillade des ouvriers travaillant dans les mines d'or de la Léna en avril 1912.— P. 11.

10. Il s'agit du 129e article du code Pénal de l'Empire russe, établissant des châtiments sévères, y compris la déportation au bagne, pour les manifestations publiques et la diffusion d'œuvres dirigées contre le gouvernement tsariste.— P. 12.

11. *R-kov*, N. Rojkov, historien, social-démocrate, était proche des mencheviks liquidateurs.— P. 12.

12. « *Jivoïé Diélo* » [La cause vivante], journal légal hebdomadaire des mencheviks liquidateurs; parut à Pétersbourg en 1912. Il y eut 16 numéros en tout.— P. 12.

13. Lénine fait allusion aux « *groupes d'initiative des militants social-démocrates du mouvement ouvrier légal* », créés par les mencheviks liquidateurs à la fin de 1910 pour contrebalancer les organisations de parti illégales. Les « groupes d'initiative » étaient considérés par les liquidateurs comme les cellules d'un vaste parti légal nouveau prôné par eux, et qui aurait été adapté au régime stolypinien du 3 juin. Les liquidateurs réussirent à créer des « groupes d'initiative » à Pétersbourg, Moscou, Ekatérinoslav et Constantinovka (Donbass). C'étaient de petits groupes peu nombreux d'intellectuels qui n'avaient pas de lien avec la classe ouvrière. Ils prirent position contre les grèves et les manifestations révolutionnaires des ouvriers, menèrent la lutte contre les bolcheviks aux élections à la IVe Douma d'Etat. Les centres directeurs des « groupes d'initiative »

étaient le *Goloss Sotsial-Démokrata* édité par les liquidateurs à l'étranger, et les organes légaux des liquidateurs en Russie la *Nacha Zaria* et le *Diélo Jizni*. — P. 12.

14. *Dobrolioubov N.* (1836-1861), grand révolutionnaire démocrate russe, critique littéraire et philosophe matérialiste, un des précurseurs de la social-démocratie russe.— P. 13.

15. « *Nacha Zaria* » [Notre Aurore], revue légale mensuelle des mencheviks liquidateurs; parut dans les années 1910-1914 à Pétersbourg. Le groupe des liquidateurs en Russie se forma autour de *Nacha Zaria*.— P. 13.

16. Il s'agit de la sixième conférence de Russie du P.O.S.D.R. qui eut lieu à Prague du 5 au 17 (du 18 au 30) janvier 1912.— P. 15.

17. *Boulgarine F.*, journaliste réactionnaire et éditeur de la première moitié du XIXe siècle; se livra à des dénonciations et à des calomnies contre les journaux progressistes et les écrivains d'avant-garde du temps; célèbre pour ses dénonciations de A. Pouchkine.

Bourénine V., journaliste, collaborateur du journal réactionnaire *Novoïé Vrémia*; mena une campagne enragée contre les représentants de toutes les sociétés et tendances politiques progressistes.

Lénine emploie ces noms pour désigner ceux qui utilisent des moyens malhonnêtes de polémique.— P. 15.

18. « *Vorwärts* » [En Avant], organe central de la social-démocratie allemande. Parut de 1891 à 1933. L'auteur des articles calomnieux contre la Conférence de Prague du P.O.S.D.R. publiés par *Vorwärts* était Trotski.— P. 15.

19. Il s'agit du Comité d'organisation créé en janvier 1912 à la conférence des liquidateurs (représentants du Bund, du Comité local du Caucase et du Comité central de la social-démocratie de Lettonie). Parmi ceux qui participèrent au travail du Comité d'organisation, il y eut, outre les organisations social-démocrates nationales, les rédactions de la *Pravda* de Vienne et du *Goloss Sotsial-Démokrata*, le groupe « Vpériod », des représentants du « groupe d'initiative » des liquidateurs de Pétersbourg. En fait le Comité d'organisation était dirigé par Trotski. Le Comité d'organisation fut officiellement chargé de convoquer la conférence antiparti du mois d'août 1912.— P. 15.

20. Le groupe «Vpériod» [En avant], groupe antiparti, composé d'otzovistes, d'ultimatistes, de «constructeurs de Dieu », d'empiriomonistes (partisans de la philosophie réactionnaire et idéaliste de Mach et d'Avenarius) ; il fut organisé en décembre 1909 à l'initiative de A. Bogdanov et G. Alexinski: le groupe possédait un organe de presse, du même nom. En 1912, le groupe

s'unit aux mencheviks liquidateurs pour former le groupe antiparti d'août organisé par Trotski contre les bolcheviks. Ne jouissant d'aucun appui parmi les ouvriers, le groupe *Vpériod* se désagrégea pratiquement en 1913-1914. Sa fin se situe en 1917, après la Révolution de février.

Les golossistes, mencheviks liquidateurs, groupés autour de l'organe de l'étranger le *Goloss Sotsial-Démokrata* (P. Axelrod, F. Dan, L. Martov, A. Martynov, A. Potressov, etc.); parut à Genève et ensuite à Paris de février 1908 à décembre 1911.

Bolcheviks proparti, groupe de bolcheviks ayant une attitude conciliatrice envers le liquidationnisme et l'otzovisme. La majorité des conciliateurs étaient les adversaires du bloc des bolcheviks et des mencheviks proparti préconisé par Lénine et cherchaient à obtenir une union sans principe avec divers groupes qui n'avaient pas de partisans dans les masses mais prétendaient à une influence au sein du parti.

Mencheviks proparti, petit groupe de mencheviks dirigés par Plékhanov qui se sont séparés des mencheviks liquidateurs et ont combattu le courant liquidateur en 1908-1912.— P. 16.

21. « *Pravda* » (de Vienne), journal fractionnel des trotskistes: parut de 1908 à 1912. Les trois premiers numéros parurent à Lvov, puis l'édition du journal fut transférée à Vienne. Il y eut 25 numéros en tout. Le journal ne représentait aucune organisation du parti en Russie, si l'on ne compte pas les deux premiers numéros parus comme organe de l'Union « Spilka» d'Ukraine; Lénine l'avait qualifié d'« entreprise privée ». Le rédacteur en était Trotski. Se dissimulant sous le masque du « non-fractionnisme », le journal, dès les premiers numéros, combattit le bolchevisme et prit la défense du courant liquidateur et de l'otzovisme; il prônait la « théorie » centriste de la collaboration des révolutionnaires et des opportunistes en un seul parti. Après la séance plénière de janvier du Comité central de 1910, le journal adopta ouvertement des positions liquidatrices; il agit avec le soutien du groupe antiparti otzoviste ultimatiste « Vpériod ».

En 1912, Trotski et son journal furent les initiateurs et les principaux organisateurs du bloc antiparti d'août.— P. 16.

22. « *Za Partiou* » [Pour le Parti], feuille des mencheviks proparti et des conciliateurs ; parut irrégulièrement à Paris du 16 (29) avril 1912 à février 1914. Il y en eut 5 numéros. Y collaborèrent G. Plékhanov, S. Lozovski, A. Lioubimov et autres. Elle était surtout diffusée à l'étranger et exprimait essentiellement les points de vue du groupe parisien des plékhanovistes.— P. 17.

23. *Le Bund* (Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie), fondé en 1897 au congrès constitutif de Vilno des groupes social-démocrates juifs, il comprenait principale-

ment des artisans juifs semi-prolétariens des régions occidentales de la Russie. Le Bund a porté le nationalisme et le séparatisme à l'intérieur du mouvement ouvrier de Russie.— P. 17.

24. *Biron E.* (1690-1772), favori tout-puissant à l'époque du règne d'Anna Ivanovna, issu de petits nobles de Courlande. Bien que n'occupant pas de poste officiel et n'étant pas sujet russe, il eut une grande influence sur la politique intérieure et même sur la politique extérieure de la Russie. Il organisa un régime terroriste dans le pays, pratiqua une politique de germanisation de l'appareil d'État, utilisa sa situation pour dilapider le trésor russe, accepta les pots de vin et pratiqua la spéculation. Après la mort d'Anna Ivanovna il fut quelques temps régent de l'empire. En novembre 1740, il fut renversé à la suite d'une révolution de palais.
Araktchéev A. (1769-1834), un des représentants les plus réactionnaires du pouvoir absolu russe, comte, ministre de la Guerre sous Alexandre Ier, se distingua par sa grossièreté et sa cruauté, eut une grande influence sur la politique extérieure et intérieure de la Russie. Au nom d'Araktchéev est liée toute une période d'arbitraire politique réactionnaire, de grossier militarisme, d'espionnage, de corruption et d'étroit formalisme.— P. 18.

25. *Manilov*, nom d'un propriétaire dans les *Ames mortes* de Gogol, qui personnifie l'esprit petit-bourgeois, la miévrerie et le goût des chimères sans rapport avec la réalité.— P. 18.

26. Les « décembristes », révolutionnaires nobles russes qui combattirent le servage et l'autocratie, montèrent une insurrection armée le 14 décembre 1825.— P. 18.

27. Lénine cite l'œuvre de A. Herzen *Les Fins et les Principes*.— P. 19.

28. Lénine cite des lettres de Herzen *A un vieux camarade* (quatrième et seconde lettre).— P. 20.

29. *La communauté rurale en Russie*, forme d'exploitation communautaire de la terre en vigueur chez les paysans, caractérisée par la rotation obligatoire des cultures et des forêts et pâturages indivis. Traits principaux de la communauté: les paysans étaient collectivement responsables des paiements en espèces — dans les délais et en totalité — et de l'exécution de corvées de toutes sortes au profit de l'Etat et des gros propriétaires fonciers; la terre était régulièrement redistribuée, les paysans n'avaient pas le droit de la refuser, il leur était interdit d'en acheter et d'en vendre.
Les gros propriétaires fonciers et le gouvernement utilisaient la communauté pour renforcer le joug féodal et extorquer au peuple rachats et redevances.— P. 20.

30. *La « réforme paysanne » de 1861*, il s'agit de l'abolition du servage en Russie en 1861. Le résultat de la réforme fut que les propriétaires s'adjugèrent 1/5 et même 2/5 des terres des paysans.

Les meilleures parties des lots des paysans restèrent aux mains des propriétaires (« otrezki », forêts, prairies, abreuvoirs, pâturages, etc.). Sans elles, les paysans ne pouvaient gérer leurs exploitations de manière indépendante. Le rachat du droit de propriété sur leur lot par les paysans était un vol flagrant de la part des propriétaires et du gouvernement tsariste. Pour que les paysans puissent acquitter leur dette au gouvernement tsariste, on institua un paiement échelonné sur 49 ans au taux de 6 %. Les arrérages de cette opération de rachat se mirent à croître d'année en année. Les seuls paysans ex-seigneuriaux laissèrent au gouvernement tsariste, lors de cette opération de rachat, 1,9 milliard de roubles, alors que le prix des terres remises aux paysans ne dépassait pas 544 millions de roubles. Les paysans furent en fait obligés de payer pour leurs propres terres des centaines de millions de roubles, ce qui amena la ruine des exploitations agricoles et la misère générale de la paysannerie.

Lénine qualifia la « réforme agraire » de 1861 de première violence massive faite aux paysans dans l'intérêt du capitalisme agricole naissant, de « nettoyage des terres » au bénéfice du capitalisme.— P. 21.

31. *Union paysanne de Russie*, organisation démocratique révolutionnaire créée en 1905. Au premier et au deuxième congrès de l'Union, qui eurent lieu à Moscou en août et novembre 1905, son programme et sa tactique furent élaborés. Elle exigeait la liberté politique et la convocation immédiate d'une assemblée constituante ; elle défendait la tactique de boycottage de la Ire Douma d'Etat. Le programme agraire de l'Union comprenait l'abolition de la propriété privée de la terre et la remise sans rachat aux paysans des terres des monastères, de l'Eglise, des apanages, de la Couronne et du Domaine. L'Union fut hésitante dans sa politique. Malgré sa volonté de voir disparaître la grosse propriété foncière, elle consentait à un dédommagement partiel des propriétaires. Dès le début de son activité, elle fut en butte aux répressions policières. Au début de 1907, elle cessait d'exister.— P. 21.

32. « *Kolokol* » [La Cloche], revue politique dont la devise était « Vivos Voco » (« J'invoque les vivants »). Publiée par A. Herzen et N. Ogarev dans l'Imprimerie russe libre fondée par Herzen : 1er juillet 1857-avril 1865, à Londres ; mai 1865-juillet 1867, à Genève ; mensuelle, à quelques reprises bi-mensuelle. 245 numéros en tout. En 1868, la revue fut publiée en français (15 numéros) ; certains numéros avaient un supplément en russe. Le *Kolokol* tira à près de 2 500 exemplaires et fut largement diffusé en Russie. Fustigeant l'arbitraire de l'autocratie, la rapacité et la concussion des fonctionnaires, l'exploitation sans pitié des paysans par les gros propriétaires, le *Kolokol* lançait des appels révolutionnaires aux masses qu'il contribuait à éveiller à la lutte contre le gouvernement tsariste et les classes au pouvoir.

Le *Kolokol* occupa la première place dans la presse révolutionnaire non censurée qui précéda la presse ouvrière en Russie et joua un grand rôle dans le développement d'un mouvement démocratique et révolutionnaire, dans la lutte contre l'autocratie et le servage.— P. 21.

33. « *Poliarnaïa Zvezda* » [L'Etoile polaire], recueil littéraire et politique. Les 3 premiers cahiers furent publiés par A. Herzen, les suivants par A. Herzen et N. Ogarev à Londres, à l'Imprimerie russe libre, entre 1855 et 1862. Le dernier cahier parut à Genève en 1868. Huit cahiers en tout. — P. 21.

34. *Roturiers*, représentants cultivés de la société russe, issus non de la noblesse, mais de la bourgeoisie, de la paysannerie, du corps des marchands, du clergé.— P. 22.

35. *Tourguéniev I.* (1818-1883), grand écrivain russe. Dans ses œuvres, Tourguéniev a dépeint les contradictions caractéristiques de la vie sociale russe. Une protestation ardente contre le servage est liée chez Tourguéniev à des exigences libérales modérées. Selon l'expression de Lénine, « Tourguéniev... se sentait attiré vers la Constitution monarchiste et nobiliaire modérée et éprouvait de la répugnance pour le démocratisme moujik de Dobrolioubov et Tchernychevski » (voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 27, p. 285).— P. 22.

36. *Narodnaïa Volia* [La Volonté du peuple], organisation politique secrète des populistes terroristes, apparue en août 1879 à la suite d'un schisme de l'organisation populiste *Zemlia i Volia* [Terre et Liberté]. S'en tenant aux positions du socialisme populiste utopique, les membres de l'organisation ou *narodovoltsy* s'adonnèrent à la lutte politique, considérant comme une tâche très importante le renversement de l'absolutisme et la conquête de la liberté politique. Leur programme envisageait l'organisation d'une « représentation permanente du peuple », élue au suffrage universel, la proclamation des libertés démocratiques, l'attribution des terres au peuple, l'élaboration de mesures destinées à remettre les usines et les fabriques entre les mains des ouvriers.

Les narodovoltsy menèrent une lutte héroïque contre l'absolutisme tsariste, mais se basant sur la théorie erronée des héros « actifs » et de la foule « passive », ils comptaient obtenir le remaniement de la société sans la participation du peuple, par leurs propres forces, au moyen du terrorisme individuel, de l'intimidation et de la désorganisation du gouvernement. Après le 1er mars 1881 (meurtre d'Alexandre II), le gouvernement anéantit l'organisation « *Narodnaïa Volia* » au moyen de cruelles persécutions, d'exécutions et de provocations.

Tout en critiquant le programme erroné et utopique et la tactique du terrorisme individuel des *narodovoltsy*, V. Lénine témoigna un grand respect pour leur lutte pleine d'abnégation

contre le tsarisme, apprécia hautement leur technique de conspiration et leur organisation fortement centralisée.— P 24.

37. « *Zvezda* » [L'Etoile], journal bolchevique légal; parut à Pétersbourg du 16 (29) décembre 1910 au 22 avril (5 mai) 1912 (d'abord hebdomadaire, il parut deux fois par semaine à partir de janvier 1912 et trois fois à partir de mars). N. Batourine, K. Erémeev, M. Olminski, N. Polétaev et A. Gorki collaborèrent à la *Zvezda* et jusqu'à l'automne 1911, les mencheviks proparti (plékhanoviens). De l'étranger, Lénine assurait la direction idéologique du journal. Une trentaine de ses articles furent publiés dans la *Zvezda*. Sous la direction de Lénine, elle devint l'organe de combat bolchevique, qui défendait le programme et la tactique du parti clandestin. La *Zvezda* accorda une large place aux correspondances adressées par les ouvriers d'usines avec lesquels des liens étroits furent établis. Certains numéros tirèrent à 50 000 ou 60 000 exemplaires.

Le journal fut constamment en butte aux répressions du gouvernement: sur 69 numéros de la *Zvezda* 30 furent saisis et 8 frappés d'amendes. La *Zvezda* prépara l'édition du quotidien bolchevique la *Pravda*; elle fut interdite par le gouvernement le jour de la parution du n° 1 de la *Pravda*.— P. 30.

38. La conférence des troudoviks se tint à Pétersbourg en mars 1912; elle fut consacrée, essentiellement, aux questions de la campagne électorale à la IVe Douma. L'évaluation des décisions de la conférence fut donnée dans un article de Lénine « Le libéralisme et la démocratie » (voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 17, pp. 577-586).— P. 35.

39. « *Viékhi* » [Jalons], recueil édité par les cadets à Moscou au printemps de 1909; il comprenait des articles de Berdiaev, Boulgakov, Strouvé, Herschensohn et autres représentants de la bourgeoisie libérale contre-révolutionnaire. Dans les articles consacrés aux intellectuels russes, les auteurs tentaient de discréditer les traditions démocratiques révolutionnaires des meilleurs représentants du peuple russe et en particulier de Biélinski et Tchernychevski; ils insultaient le mouvement révolutionnaire de 1905 et remerciaient le gouvernement tsariste d'avoir sauvé la bourgeoisie de la « fureur du peuple » « grâce à ses baïonnettes et à ses prisons ». Le recueil appelait les intellectuels à servir l'autocratie. Lénine comparait son programme philosophique et journalistique au programme du journal Cent-Noirs les *Moskovskié Viédomosti* [Le Courrier de Moscou]; il qualifiait les *Viékhi* d'« encyclopédie de l'abjuration libérale », de « torrent de boue réactionnaire qui se déverse sur la démocratie » (voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 16, pp. 126, 135).— P. 36.

40. Il s'agit de l'unification de l'Allemagne, pratiquée « d'en haut », par les classes au pouvoir grâce à une politique « de fer et de sang », aux intrigues diplomatiques et aux guerres. Au lende-

main de la guerre de la Prusse avec l'Autriche en 1866 fut créée l'union nord-germanique, et après la guerre franco-prussienne de 1870-1871, l'empire germanique.— P. 39.

41. « *Svet* » [La lumière], journal quotidien nationaliste bourgeois; parut à Pétersbourg de 1882 à 1917.

« *Goloss Moskvy* » [La Voix de Moscou], journal quotidien, organe des octobristes, parti contre-révolutionnaire de la grosse bourgeoisie industrielle et des gros propriétaires; parut à Moscou de 1906 à 1915.— P. 41.

42. *Le Conseil de la noblesse unifiée*: organisation contre-révolutionnaire des propriétaires féodaux, créée en mai 1906 lors du premier congrès des mandataires des sociétés provinciales de la noblesse. Son existence se prolongea jusqu'en octobre 1917. Le but essentiel de l'organisation était la défense du régime autocratique, de la grosse propriété foncière et des privilèges de la noblesse. Les leaders du Conseil étaient le comte A. Bobrinski, le prince N. Kassatkine-Rostovski, le comte Olssoufiev, V. Pourichkévitch, etc. Lénine a surnommé le Conseil de la noblesse unifiée « conseil des féodaux unifiés ». Cette organisation se transforma en pratique en un organe semi-gouvernemental qui dictait au gouvernement des mesures législatives destinées à défendre les intérêts des féodaux. Un nombre considérable de membres du Conseil de la noblesse unifiée fit partie du Conseil d'Etat et des organes directeurs des organisations Cent-Noirs. P. 41.

43. Il s'agit du manifeste du tsar publié le 3 (16) juin 1907 portant dissolution de la IIe Douma et modifications de la loi électorale. Cette loi modifiée accroissait dans de fortes proportions le nombre de représentants des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie commerçante et industrielle à la Douma et réduisait de plusieurs fois la représentation déjà succincte des paysans (et des ouvriers). C'était là une grossière violation du manifeste du 17 octobre 1905 et de la loi fondamentale de 1906, d'après lesquels le gouvernement n'avait pas le droit de promulguer une loi sans l'accord de la Douma d'État.

Les nouvelles dispositions stipulaient qu'un grand-électeur de la curie terrienne serait élu par 230 personnes, un grand-électeur de la curie urbaine de première catégorie par 1000 personnes, de la curie urbaine de deuxième catégorie par 15 000 personnes, de la curie paysanne par 60 000 personnes, et pour une curie ouvrière par 125 000 personnes. Les propriétaires fonciers et la bourgeoisie avaient ainsi la possibilité de choisir 65 % de tous les grands-électeurs, les paysans 22 % (contre 42 % auparavant), les ouvriers 2 % (contre 4 % auparavant). La loi privait du droit de vote la population autochtone de la Russie d'Asie, les peuples turcs des provinces d'Astrakhan et de Stavropol, et réduisait de moitié la représentation de la population de la Pologne et du Caucase. En outre, dans l'en-

semble de la Russie, les personnes ne parlant pas russe étaient, elles aussi, privées du droit de vote. La IIIe Douma, élue d'après la nouvelle loi, siégea pour la première fois le 1er (14) novembre 1907. Elle était essentiellement composée de Cent-Noirs et d'octobristes.

Le coup d'Etat du trois juin ouvrit la période de réaction stolypinienne.— P. 41.

44. *Conseil d'Etat*, l'une des plus hautes instances gouvernementales de la Russie avant la Révolution. Fut créé en 1810 conformément au projet de Spéranski, pour être une institution consultative dont les membres devaient être désignés et validés par le tsar. Le Conseil d'Etat fut réorganisé par la loi du 20 février (5 mars) 1906 et reçut le droit de ratifier ou de rejeter les projets de loi après leur discussion à la Douma d'Etat. Cependant le droit de changer les lois fondamentales et de promulguer des lois particulièrement importantes restait au tsar.

A partir de 1906, le Conseil d'Etat fut composé moitié de représentants élus de la noblesse, du clergé et de la haute bourgeoisie, et moitié de hauts fonctionnaires nommés par le tsar. Grâce à cet état de choses, le Conseil d'Etat était une institution exclusivement réactionnaire, qui rejetait même les projets de loi modérés acceptés par la Douma d'Etat.— P. 42.

45. *Zemstvo*, administration autonome locale. Les zemstvos furent créés en 1864 dans les provinces centrales de la Russie tsariste et dirigés par la noblesse. La compétence des zemstvos était limitée aux problèmes locaux (construction d'hôpitaux, de routes, statistiques, assurances, etc.). Leur activité était contrôlée par les gouverneurs de province et le ministre de l'Intérieur, qui pouvaient abroger les mesures jugées indésirables par le gouvernement.— P. 44.

46. Lénine fait allusion au discours prononcé par P. Milioukov en juin 1909 à un déjeuner chez le lord-maire de Londres lors du séjour en Angleterre de la délégation de la IIIe Douma d'Etat et du Conseil d'Etat. Milioukov avait souligné la fidélité des cadets à l'absolutisme tsariste, en soulignant qu'aussi longtemps que demeurerait en Russie la Douma, « l'opposition russe resterait l'opposition *de* sa majesté, et non opposition *à* sa majesté».— P. 46.

47. Lénine veut parler des lois agraires élaborées par Stolypine et promulguées par le gouvernement tsariste en novembre 1906. Le 9 (22) novembre fut promulgué le Décret « complétant certains points de la loi en vigueur qui touchent à la possession et à la jouissance des terres par les paysans »; ce décret, après être passé par la Douma d'Etat et le Conseil d'Etat, prit le nom de loi du 14 juin 1910. Le 15 (28) novembre 1906 était promulgué un autre décret «Sur les avances consenties aux paysans par la Banque foncière paysanne sous caution des lots communautai-

res ». En vertu de ces lois, les paysans avaient le droit de prendre, à titre de propriété personnelle, le lot à eux concédé et de se retirer de la communauté pour s'installer sur un *khoutor* (ferme) ou un *otroub* (terres d'un seul tenant). Les paysans qui se retiraient de la communauté avaient, pour acquérir de la terre, droit à des subsides de la Banque foncière paysanne. Le but des lois agraires de Stolypine était de créer des koulaks qui soutiendraient l'autocratie tsariste à la campagne, de conserver la grande propriété foncière et de détruire la communauté.

La politique agraire de Stolypine accéléra l'évolution capitaliste de l'agriculture selon la « voie prussienne », la plus douloureuse; les gros propriétaires fonciers conservaient leurs biens, leurs pouvoirs et leurs privilèges, tandis que les masses de la paysannerie étaient expropriées et que se développait une bourgeoisie rurale capable de racheter pour une bouchée de pain les lots de la paysannerie pauvre.

Lénine a défini la législation agraire de Stolypine de 1906 (ainsi que la loi promulguée le 14 (27) juin 1910) comme la deuxième mesure — la première étant la réforme de 1861 — tendant à transformer l'autocratie féodale en monarchie bourgeoise. Malgré une intense propagande du gouvernement, seuls deux millions et demi de familles paysannes de Russie d'Europe se retirèrent des communautés en 9 ans (entre 1907 et 1915). La principale à profiter du droit de retrait fut la bourgeoisie rurale, qui recevait ainsi la possibilité de consolider ses exploitations. Les paysans pauvres, en partie, quittèrent eux aussi les communautés, afin de vendre leur lot et de rompre définitivement avec la campagne. Les petites exploitations paysannes, écrasées par le besoin, restèrent misérables et attardées comme avant.

La politique agraire de Stolypine, qui ne supprima pas l'opposition fondamentale entre paysans et gros propriétaires fonciers, eut pour conséquence la ruine des masses paysannes et l'intensification des contradictions de classe entre koulaks et paysans pauvres.— P. 48.

48. *Kolo de Pologne*, union des députés polonais aux Doumas d'Etat. A la première et à la deuxième Douma d'Etat le noyau directeur de cette union appartenait aux national-démocrates membres du parti nationaliste réactionnaire des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie de Pologne. Sur toutes les questions cruciales de la tactique à la Douma le *Kolo de Pologne* a soutenu les octobristes.— P. 49.

49. L'article de Lénine « Enquête sur les organisations du gros capital » fut publié dans les numéros 5-7 de la revue *Prosvéchtchénié*. « *Prosvéchtchénié* » [L'Instruction], revue mensuelle sociale, politique et littéraire bolchevique; publiée légalement à Pétersbourg de décembre 1911 à juin 1914. Elle fut créée sur la directive de Lénine en remplacement de la revue bolchevique *Mysl* [la Pensée] qui paraissait à Moscou et venait d'être

interdite par le gouvernement tsariste. Lénine dirigea le *Prosvéchtchénié*, corrigea les articles, entretint une correspondance régulière avec les membres du comité de rédaction.

La revue fut interdite par le gouvernement tsariste à la veille de la première guerre mondiale. Sa publication fut reprise en automne 1917: il n'y eut qu'un seul numéro (double) qui publia les deux articles de Lénine: « Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? » et « Pour la révision du programme du Parti ».— P. 51.

50. *Gouchka A.* et *Ermanski A.* (mentionné plus bas dans le texte), pseudonymes littéraires du menchevik liquidateur O. Kogan.— P. 51.

51. *Le* 87e *article* des lois fondamentales accordait au Conseil des ministres le droit de soumettre des projets de loi directement au tsar, pendant les vacances de la Douma d'Etat,— P. 58.

52. *Brentano, Lujo* (1844-1931), économiste bourgeois allemand, un des principaux représentants de la tendance du « Catheder-Socialisme ». Il déniait la lutte de classe et prônait la possibilité de résoudre les contradictions sociales en régime capitaliste, de concilier les intérêts des ouvriers et des capitalistes par l'organisation de syndicats réformistes et grâce à une législation du travail. En matière agraire, il défendait la théorie réactionnaire de la stabilité de la petite exploitation et ladite « loi de fertilité décroissante du sol ». A la fin de sa vie, il fut un apologiste avéré de l'impérialisme.
Sombart, Werner (1863-1941), économiste bourgeois allemand, idéologue de l'impérialisme allemand. Au début il fut un des théoriciens du «social-libéralisme », plus tard devint un ennemi déclaré du marxisme, dépeignit le capitalisme comme un système économique harmonieux.— P. 64.

53. *Kit Kitytch* (*Gros requin*), surnom de Tit Titytch, riche marchand russe de la comédie du dramaturge russe A. Ostrovski: *Tel pâtit qui n'en peut mais*, type du despote imbécile et sans culture.— P. 65.

54. « *Retch* » [La Parole], quotidien, organe central du parti cadet; parut à Pétersbourg à partir de février 1906. Elle fut interdite par le comité militaire révolutionnaire du Soviet de Petrograd, le 26 octobre (8 novembre) 1917.— P. 67.

55. « *Nevskaïa Zvezda* » [L'Etoile de la Néva], journal bolchevique légal édité à Pétersbourg du 26 février (10 mars) au 5 (18) octobre 1912. Il en parut 27 numéros. La *Nevskaïa Zvezda* sortit au début en même temps que le journal *Zvezda* et devait le remplacer en cas d'arrêt ou de confiscation; après le 22 avril (5 mai) 1912 il parut à la place du journal *Zvezda* supprimé. 20 articles de Lénine y parurent.— P. 70.

56. *Louée d'hiver*, embauche de paysans pratiquée par les propriétaires fonciers et les koulaks pour les travaux d'été pendant l'hiver à l'époque où les paysans sont particulièrement pressés par le manque d'argent. Cette embauche se faisait à des conditions très dures.— P. 71.

57. Voir note 30.— P. 71.

58. *La déciatine*, une des formes de corvée et de fermage léonin dans la Russie après la réforme. Avec un tel système de corvées, les paysans étaient obligés en échange d'argent, de prêt pendant l'hiver ou de terre donnée en fermage, de cultiver pour le propriétaire avec leurs propres outils et leurs propres chevaux une déciatine en blé de printemps, une déciatine en blé d'automne, et parfois une déciatine en foins.— P. 71.

59. *R. B.*, R. Blank, publiciste, cadet.— P. 76.

60. *Milioukov*, voir note 46.— P. 77.

61. Il s'agit du manifeste du tsar du 17 octobre 1905, publié aux jours de l'essor le plus élevé de la grève politique de Russie d'octobre. Dans le manifeste le tsar promettait «des libertés civiques» et une Douma « législative ». Le manifeste était une manœuvre politique de l'absolutisme, dont le but consistait, afin de gagner du temps, à diviser les forces révolutionnaires, à faire échouer la grève et à écraser la révolution. Le manifeste était un compromis arraché au tsar par la révolution, mais ce compromis ne décida pas du sort de la révolution, comme l'affirmèrent les libéraux et les mencheviks. Les bolcheviks dévoilèrent le contenu véritable du manifeste: le 18 (31) octobre 1905 le Comité central du P.O.S.D.R. publia un appel « Au peuple russe ! » dans lequel il expliquait toute la fausseté du manifeste du tsar et invitait à poursuivre la lutte.— P. 77.

62. Le parti de la *Rénovation pacifique* était une organisation en faveur de la monarchie constitutionnelle où entraient des gros bourgeois et des propriétaires fonciers; il se constitua définitivement en 1906 après la dissolution de la Ire Douma; il regroupa des octobristes de gauche et des cadets de droite. Son programme était très proche de celui des octobristes. Toute l'activité du parti visait à défendre les intérêts de la bourgeoisie commerçante et industrielle et ceux des terriens qui appliquaient des méthodes de gestion capitalistes. Lénine traitait le parti de la « Rénovation pacifique » de « parti du pillage pacifique ». A la IIIe Douma, le parti de la « Rénovation pacifique » s'unit au parti dit « des réformes démocratiques » pour former le groupe des « progressistes ».— P. 77.

63. « *Outro Rossii* » [Le Matin de la Russie], journal quotidien; parut à Moscou de septembre 1907 à avril 1918 (ne parut pas en 1908).

Se disant « édition démocratique sans-parti », il reflétait en réalité les intérêts de la bourgeoisie impérialiste russe. Il était l'organe des progressistes et était subventionné par la banque des Riabouchinski. Au début d'avril 1918, le journal fut suspendu pour des publications calomnieuses contre le pouvoir soviétique. Ensuite, du milieu d'avril jusqu'à juillet 1918, il sortit sous le nom de *Zaria Rossii* [L'Aurore de la Russie]. — P. 77.

64. Voir note 1.— P. 84.

65. « *Rousskié Viédomosti* » [Le Courrier Russe], quotidien publié à Moscou à partir de 1863 ; exprimait les conceptions des intellectuels libéraux modérés. Y collaborèrent, dans les années 1880-1890, des écrivains démocrates tels que Korolenko, Saltykov-Chtchédrine, Ouspenski, etc. Le journal publia des articles rédigés par des populistes libéraux. A partir de 1905, il fut l'organe des cadets de droite. Lénine notait que les *Rousskié Viédomosti* alliaient «de façon originale un cadétisme de droite à un soupçon de populisme » (Œuvres, Paris-Moscou, tome 19, p. 135). Interdit en 1918 en même temps que d'autres journaux contre-révolutionnaires.— P. 84.

66. « *Nevski Goloss* » [La Voix de la Néva], journal légal des mencheviks liquidateurs ; parut à Pétersbourg de mai à août 1912.— P. 84.

67. Voir note 47.— P. 89.

68. *Les temporairement redevables* étaient d'anciens paysans des seigneurs qui après l'abolition du servage en 1861 furent contraints pour avoir le droit d'utiliser leur lot, de s'acquitter d'obligations particulières (redevance ou corvée) au profit des propriétaires.

La « redevance temporaire » durait jusqu'au moment où les paysans, avec l'accord des propriétaires, rachetaient leur lot de terre. Ce n'est qu'en 1881 que le rachat devint obligatoire après promulgation du décret stipulant que les « redevances temporaires » devaient cesser à partir du 1er janvier 1883.— P. 92.

69. En 1889, le gouvernement tsariste, dans le but de renforcer le pouvoir des propriétaires fonciers sur les paysans, créa la fonction administrative de fonctionnaires des zemstvos. Ceux-ci, désignés parmi les hobereaux locaux, recevaient de très vastes droits, non seulement administratifs mais juridiques, sur les paysans, jusqu'à celui d'arrêter les paysans et de leur faire subir des châtiments corporels.— P. 95.

70. La loi Stolypine du 9 novembre 1906 obligeait la société à attribuer de la terre aux paysans abandonnant la communauté *dans un seul endroit* (otroub, ferme séparée). A la différence des bénéficiaires d'une ferme séparée, le paysan ayant reçu un otroub, demeurait dans son village.— P. 97.

71. L'article « Essor révolutionnaire » fut publié au début de juin 1912, après que Lénine eut présenté à l'assemblée de la section parisienne de l'organisation du P.O.S.D.R. à l'étranger, le 26 avril (9 mai), son rapport sur les événements en Russie et, le 31 mai (13 juin), son exposé « Essor révolutionnaire du prolétariat russe ». Dans les communications imprimées, éditées par la section parisienne de l'organisation du P.O.S.D.R. à l'étranger, on donnait un plan détaillé de l'exposé coïncidant avec les positions de base de l'article.— P. 100.

72. *Le « Social-Démocrate »*, journal illégal, Organe central du P.O.S.D.R., publié de février 1908 à janvier 1917. 58 numéros en tout. Le premier numéro parut en Russie, ensuite l'édition du journal fut transférée à l'étranger: à Paris d'abord, puis à Genève. La rédaction de l'Organe central comprenait, conformément à une décision du Comité central du P.O.S.D.R., des représentants des bolcheviks, des mencheviks et des social-démocrates polonais. Plus de 80 articles et notes de Lénine furent publiés dans le *Social-Démocrate*. Au sein de la rédaction, Lénine luttait pour une ligne bolchevique conséquente. Une partie de la rédaction (Kaménev et Zinoviev) faisait preuve de conciliation envers les liquidateurs et essayait de mettre en échec l'application de la ligne léninienne. Les mencheviks Martov et Dan sabotaient le travail à la rédaction de l'Organe central et, en même temps, défendaient ouvertement le courant liquidateur dans le *Goloss Sotsial-Démokrata* [La Voix du Social-Démocrate]. La lutte intransigeante de Lénine contre les liquidateurs fit qu'en juin 1911 Martov et Dan quittèrent la rédaction du *Social-Démocrate*. A partir de décembre 1911, Lénine dirigea le journal.— P. 102.

73. La proclamation citée par Lénine fut imprimée à Pétersbourg et diffusée dans les usines avant le 1er mai 1912. La proclamation invitait les ouvriers à organiser le 1er mai des meetings et des manifestations sur la Perspective Nevski sous les mots d'ordre donnés par la VIe Conférence (de Prague) du P.O.S.D.R.: «Assemblée constituante. Journée de huit heures. Confiscation des terres des propriétaires. » Elle s'achevait par des appels à l'insurrection: « A bas le gouvernement tsariste. A bas la constitution autocratique du trois juin. Vive la république démocratique. Vive le socialisme. »

Le 4 (17) juin 1912 un texte complet de la proclamation fut publié dans le n° 27 du *Social-Démocrate*.— P. 102.

74. *Insurrection de décembre*, soulèvement armé des ouvriers de Moscou contre l'absolutisme en décembre 1905. Pendant 9 jours les ouvriers — ayant à leur tête les bolcheviks social-démocrates de Moscou — luttèrent héroïquement sur les barricades face aux troupes du tsar. L'arrivée des troupes de Pétersbourg permit au gouvernement d'écraser l'insurrection. Le gouvernement agit avec une cruauté monstrueuse: le sang coula dans les quar-

tiers ouvriers; des milliers d'ouvriers furent tués à Moscou et dans les environs.— P. 105.

75. *Okhrana* (Département de la sûreté), organe de la police secrète dans la Russie tsariste, responsable d'une surveillance politique, dépendait du département de la police.— P. 106.

76. Voir note 1.— P. 107.

77. La *gaponade*, du nom du prêtre Gapone. La veille de la première révolution russe, Gapone, à l'instigation de l'Okhrana et dans le but de détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire, créa une organisation de type zoubatovien «La société russe des ouvriers des usines et des fabriques ». Le 9 (22) janvier 1905, il incita les ouvriers à organiser une manifestation devant le Palais d'Hiver pour remettre une pétition au tsar. Celui-ci donna l'ordre de tirer sur les manifestants.— P. 112.

78. « *Avenir* », hebdomadaire bourgeois libéral parut à Paris d'octobre 1911 à janvier 1914 sous la rédaction de V. Bourtsev, en russe (quelques articles étaient imprimés en français). Des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires en furent les collaborateurs.— P. 112.

79. Lénine fait allusion à la décision du Comité d'organisation des liquidateurs au sujet de l'invitation de « la gauche» (Lewica) du P.P.S. à la conférence d'août des liquidateurs.
P.P.S: (Polska Partia Socialistyczna) (parti socialiste polonais), parti nationaliste réformiste, créé en 1892.
En 1906, le P.P.S. se divisa en P.P.S. de gauche (Lewica) et en P.P.S. de droite (Prawica), chauviniste.— P. 117.

80. *Socialistes-sionistes* (Parti ouvrier socialiste sioniste), organisation nationaliste des petits bourgeois juifs, constituée en 1904. Les socialistes-sionistes s'efforcèrent d'isoler les ouvriers juifs de la lutte révolutionnaire du prolétariat international et prônaient un accord avec la bourgeoisie pour une lutte en vue de la création d'un Etat juif.— P. 117.

81. *Union social-démocrate lettonne*, créée à l'étranger en automne 1900; se rapprochait par ses revendications des socialistes-révolutionnaires russes et était fortement pénétrée de tendances nationalistes. En 1905, « l'union » eut temporairement une certaine influence sur une partie des paysans mais fut bien vite évincée par le parti ouvrier social-démocrate letton. Par la suite, l'« union » ne joua plus de rôle important.— P. 117.

82. Au Quatrième congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R, qui eut lieu à Stockholm du 10 au 25 avril (23 avril-8 mai) 1906, fut résolue la question de l'union du P.O.S.D.R. avec la social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie et le Parti ou-

vrier social-démocrate letton. Ils entrèrent dans l'organisation du P.O.S.D.R. en tant qu'organisations territoriales, travaillant parmi le prolétariat de toutes nationalités des territoires respectifs (voir *Le P. C. U. S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières du Comité central*, Ire partie, 1954, pp. 132-134).— P. 112.

83. Lénine fait allusion au plan des mencheviks liquidateurs qui voulaient liquider le parti illégal et le remplacer par un «vaste» parti ouvrier petit-bourgeois et sans programme, semblable au travaillisme, avec au sommet un organe dans le genre d'un « congrès ouvrier » auquel auraient participé les social-démocrates, les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes. Lénine démasqua cette tentative nuisible des mencheviks de liquider le parti ouvrier social-démocrate et de dissoudre l'avant-garde de la classe ouvrière dans la masse de la petite bourgeoisie. Cette idée des mencheviks liquidateurs signifiait en réalité le refus de la dictature du prolétariat.— P. 118.

84. « *Cahiers du Social-Démocrate* », organe non périodique, édité par Plékhanov à Genève entre mars 1905 et avril 1912, avec de longues interruptions. Il en sortit 16 numéros. La parution reprit à Petrograd en 1916, mais pour un seul numéro.— P. 119.

85. En février 1912, le groupe social-démocrate de la IIIe Douma vit partir le menchevik liquidateur T. Béloussov, député de la province d'Irkoutsk. Voir l'article de Lénine « A propos du départ du député Béloussov du groupe parlementaire social-démocrate » (Œuvres, Paris-Moscou, tome 17, pp. 528-533).— P. 119.

86. *Khlestakov*, héros de la comédie de Gogol *Le Révizor*, type du vantard et du menteur incorrigible. — P. 120.

87. *La Commission d'organisation à l'étranger* fut créée par l'assemblée de juin des membres du Comité central — 1er (14) juin 1911 — et groupa des représentants des bolcheviks, des conciliateurs et des social-démocrates polonais. Sa tâche fut d'organiser la conférence du parti. Les autres organisations et groupes invités à participer à la commission n'envoyèrent pas leurs représentants. La Commission envoya en Russie un groupe de militants du parti, parmi lesquels G. Ordjonikidzé, afin qu'ils préparent une conférence du parti; elle publia un appel «A toutes les organisations, les groupes et cercles du Parti social-démocrate» les invitant à organiser les élections à la Commission d'organisation de Russie. Cependant la majorité à la Commission d'organisation à l'étranger, dès le début, fut aux mains des conciliateurs et des social-démocrates polonais qui les soutenaient. La majorité conciliatrice adopta une ligne sans principe et continua les pourparlers avec les partisans de *Vpériod* et Trotski qui avaient refusé d'envoyer leurs représentants à la Commission.

Dans leurs publications, les conciliateurs accusèrent les bolcheviks de fractionnisme. Utilisant leur prédominance à la Commission, ils ralentirent l'envoi d'argent du parti en Russie et retardèrent la préparation de la conférence. A la suite du travail accompli par les bolcheviks, la Commission d'organisation de Russie fut néanmoins créée. Fin octobre, la Commission d'organisation à l'étranger examina l'« Avis » adopté par la Commission de Russie au sujet de sa constitution et de ses résolutions, d'après lesquelles elle assumait la responsabilité de convoquer la conférence, alors que la Commission d'organisation et la Commission technique devaient lui être soumises. Lorsque la majorité conciliatrice de la Commission à l'étranger eut refusé de se soumettre à ces décisions, les représentants des bolcheviks quittèrent cette commission. Le 30 octobre (12 novembre), à une réunion de la Commission d'organisation à l'étranger, Ordjonikidzé venu à Paris lut un rapport sur l'activité de la Commission d'organisation de Russie, après quoi la Commission à l'étranger fut contrainte de reconnaître le rôle prépondérant de la Commission de Russie. Cependant, la Commission d'organisation à l'étranger devait bientôt entrer en lutte ouverte avec la Commission de Russie. Le 20 novembre (3 décembre), elle publia une « Lettre ouverte à la Commission d'organisation de Russie » où elle l'accusait de fractionnisme. Les agissements antiparti de la Commission à l'étranger furent dévoilés par Ordjonikidzé dans une « Lettre à la rédaction » imprimée le 8 (21) décembre 1911 dans le n° 25 du journal *Social-Démocrate*. Tout le travail pour la convocation d'une conférence du parti, qui eut lieu en janvier 1912, fut accompli par la Commission d'organisation de Russie, qui rassembla autour d'elle les organisations illégales de parti en Russie.— P. 120.

88. Il s'agit des faits suivants: en octobre 1910 le membre de la IIIe Douma F. Golovine renonçait à son mandat de député pour s'occuper bientôt activement d'une concession de chemins de fer.

En mars 1912, le membre de la IIIe Douma V. Maklakov, malgré son titre de député, prit la défense de Taguiev, gros industriel du pétrole de Bakou, accusé d'avoir infligé des sévices à l'ingénieur Béboutov employé dans son entreprise.— P. 129.

89. Par « novices de la politique », il faut entendre les bolcheviks conciliateurs, qui avaient leurs petits groupes en Russie et à l'étranger; par « diplomates experts », le petit groupe liquidateur de la *Pravda* de Trotski (publiée à Vienne) et les leaders du Bund.— P. 132.

90. Lénine fait allusion à la loi du 11 (24) décembre 1905 sur les élections à la Douma d'Etat. Cette loi instituait quatre curies: terrienne (propriétaires fonciers), urbaine (bourgeoise), paysan-

ne et ouvrière. Le droit de vote était accordé à 25 ans. Dans la curie terrienne et urbaine, un système censitaire était en vigueur, dans la curie paysanne, seuls les propriétaires d'une maison avaient le droit de vote, dans la curie ouvrière, seuls ceux qui travaillaient depuis plus de six mois dans la même entreprise. Les élections n'étaient pas égales: une voix de propriétaire foncier était égale à 3 voix d'habitants des villes, 15 de paysans et 45 d'ouvriers. Les femmes, les ouvriers agricoles, les manœuvres, les artisans, les étudiants, les militaires étaient privés du droit de vote. Seuls les ouvriers travaillant dans des entreprises d'au moins 50 salariés avaient droit de voter dans la curie ouvrière. Les entreprises de plus de 1 000 salariés envoyaient un délégué par millier de salariés. Les élections n'étaient pas directes mais à plusieurs degrés: deux pour les propriétaires fonciers et les capitalistes, trois pour les ouvriers et quatre pour les paysans.

Pour la loi du 3 juin 1907, voir la note n° 43.— P. 138.

91. Voir K. Marx, *Théorie de la plus-value*, t. 11, 2e partie, 1936, pp. 7-9. Ces thèses de Marx sont exposées et expliquées par Lénine dans son travail *La question agraire en Russie à la fin du* XIXe *siècle* (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 67-154).— P. 145.

92. « *Gazeta Rabotnicza* » [Le Journal Ouvrier], organe illégal du comité de Varsovie de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie; parut de mai à octobre 1906. Reprit en 1912. Après la scission de 1912, des comités de parti parallèles se formèrent dans la social-démocratie polonaise. Il y eut deux comités de Varsovie, et il parut deux organes sous la dénomination de *Gazeta Rabotnicza*: l'un publié par les partisans de la Direction principale à Varsovie, et l'autre par le comité d'opposition de Varsovie siégeant à Cracovie. L'article de Lénine « La situation dans le P.O.S.D.R. et les tâches immédiates du parti » fut publié dans le n° 15-16 de la *Gazeta Rabotnicza* éditée à Cracovie. Sur la scission dans la social-démocratie de Pologne et de Lituanie voir l'article de Lénine « Scission dans la social-démocratie polonaise » (voir le présent tome, pp. 497-502). — P. 149.

93. Voir la note 20.— P. 151.

94. Il s'agit de la réunion des liquidateurs, qui eut lieu en Russie au milieu de janvier 1912. Elle avait été convoquée sur l'initiative du Bund et du Comité central de la social-démocratie de la région lettonne. Elle est connue sous le nom de « Conférence des organisations nationales social-démocrates ». Y prirent part deux représentants de la social-démocratie lettonne, deux du Bund, un du Comité local du Caucase et un de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie (ce dernier assista seulement à la seconde séance). A cette conférence fut créé le Comité

d'organisation pour la convocation de la conférence d'août 1912 des trotskistes liquidateurs. — P. 155.

95. « *Czerwony Sztandar* » [L'Etendard Rouge], journal illégal, organe de la Direction principale de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie; parut de 1902 à 1918 (Zurich, Cracovie, Varsovie, Berlin); de 1914 à 1917 l'édition du journal fut momentanément interrompue. Il sortit en tout 195 numéros.— —P. 155.

96. L'entrefilet *Réponse aux liquidateurs* fut écrit par Lénine pour la *Pravda* et reçu par la rédaction le 11 (24) juillet 1912.— P. 157.

97. « *Pravda* » [La Vérité], quotidien légal bolchevique paraissant à Pétersbourg, fondé en avril 1912 sur l'initiative des ouvriers de Pétersbourg. Le premier numéro date du 22 avril (5 mai) 1912. Son tirage moyen quotidien atteignait environ 40 000 exemplaires, certains numéros allaient jusqu'aux 60 000 exemplaires.

Lénine dirigeait la *Pravda* de l'étranger. Il y écrivait presque quotidiennement, donnait ses directives à la rédaction et rassemblait autour d'elle les meilleurs écrivains du parti.

La *Pravda* subissait continuellement les persécutions de la police. En deux ans et trois mois, le gouvernement interdit la *Pravda* à huit reprises, mais elle continua de paraître sous d'autres titres: *Rabotchaïa Pravda* [La Vérité ouvrière], *Sévernaïa Pravda* [La Vérité du Nord], *Pravda Trouda* [La Vérité du Travail], *Za Pravdou* [Pour la Vérité], *Prolétarskaïa Pravda* [La Vérité prolétarienne], *Pout Pravdy* [Le Chemin de la Vérité], *Rabotchi* [L'Ouvrier], *Troudovaïa Pravda* [La Vérité du Travail]. La publication de la *Pravda* fut interdite à la veille de la première guerre mondiale le 8 (21) juillet 1914.

Elle ne fut reprise qu'après la révolution de Février le 5 (18) mars 1917. Le journal devint l'Organe central du P.O.S.D.(b)R. A son retour en Russie le 5 (18) avril 1917, Lénine entra dans la rédaction dont il assura la direction. En juillet-octobre 1917, en butte aux persécutions du Gouvernement provisoire, la *Pravda* changea de nom à plusieurs reprises: *Listok Pravdy* [La Feuille de la Vérité], *Prolétari* [Le Prolétaire], *Rabotchi* [l'Ouvrier], *Rabotchi Pout* [La Voie Ouvrière]. A partir du 27 octobre (9 novembre), elle reprit son ancien nom.— P. 157.

98. Il s'agit de la résolution de la direction de l'union pétersbourgeoise des boulangers, où l'on mettait en avant la réclamation d'un quotidien ouvrier antiliquidateur. La direction saluait la parution prochaine de la *Pravda* et invitait tous les membres de l'union à organiser des collectes d'argent à son profit. La résolution fut publiée dans le n° 27 de *Zvezda* du 8 (21) avril 1912.— P. 174.

99. « *Zavéty* » [Testament], revue mensuelle légale politique littéraire de tendance socialiste-révolutionnaire ; parut à Pétersbourg dans les années 1912-1914.— P. 181.

100. Lénine paraphrase Pouchkine dans son poème *Le Héros* :

« Une illusion qui nous élève
m'est plus chère que l'obscurité des vérités
basses. » — p. 182.

101. Il s'agit de la tentative des monarchistes portugais en été 1912 pour organiser une révolte visant à rétablir la monarchie. La révolte fut écrasée.— P. 182.

102. L'article « *Bilan de six mois de travail* » fut écrit dans la première quinzaine de juillet 1912. La correspondance de Lénine avec la rédaction de la *Pravda* à propos de la publication de cet article a été conservée. Dans sa lettre à la rédaction, Lénine demandait d'imprimer « Aperçu d'un bilan de six mois de travail » dans la *Pravda* dans quatre numéros en rubrique séparée et ne consentait qu'aux corrections de la censure. L'article fut imprimé dans la *Pravda* comme le proposait Lénine.— P. 187.

103. Lénine fait allusion à la menace des mencheviks liquidateurs de poser leurs propres candidatures à la IVe Douma dans la curie ouvrière, pour contrebalancer les candidats bolcheviks.—P. 198.

104. « *Appeal to Reason* » [Appel à la raison], journal des socialistes américains ; fondé en 1895 dans la ville de Girard, état de Kansas. N'étant pas officiellement lié au Parti socialiste américain, le journal menait une propagande des idées socialistes et jouissait d'une grande popularité parmi les ouvriers. Le socialiste américain Debs y collabora.— P. 201.

105. « *Journal-Kopeck* », journal quotidien bourgeois de type boulevardier. Edité à Pétersbourg à partir de 1908 ; interdit en 1918. — P. 202.

106. La brochure *La situation actuelle dans le P.O.S.D.R.* fut écrite par Lénine à Cracovie et éditée la première fois en allemand à Leipzig en septembre 1912. C'est essentiellement une lettre du Comité central du P.O.S.D.R., écrite les 16-17 (29-30) juillet en réponse à un message par lequel la Direction de la social-démocratie allemande invitait à convoquer les centres et groupes à l'étranger du P.O.S.D.R. afin de répartir l'argent accordé par la direction du Parti social-démocrate allemand en vue des élections à la IVe Douma. Le Comité central du P.O.S.D.R. refusa de prendre part à la réunion ; la réunion n'eut pas lieu. La Direction du Parti social-démocrate allemand mit une partie de l'argent à la disposition du Comité d'organisation des liquidateurs et du comité local du Caucase, du Bund et du Comité central du parti social-démocrate letton,

signifiant par cela même son soutien aux liquidateurs contre les bolcheviks. La brochure *La situation actuelle au P.O.S.D.R.* fut envoyée par la rédaction du *Social-Démocrate* aux principaux centres urbains et régionaux du parti social-démocrate allemand, aux délégués du congrès de Chemnitz du parti, ayant eu lieu en septembre 1912, et aux rédactions des journaux social-démocrates les plus importants d'Allemagne.— P. 203.

107. Les « *villages de Potemkine* », expression datant du premier quart du XIXe siècle, et voulant dire « prospérité apparente ». A l'époque du voyage de Catherine II dans le Sud, en 1787, le gouverneur-général d'Ekatérinoslav G. Potemkine créa une impression de prospérité exceptionnelle en faisant élever des décors de villages avec arcades, parcs, etc., tout au long du parcours de l'impératrice.— P. 206.

108. *Spilka* (Union social-démocrate ukrainienne), se forma à la fin de 1904, en se séparant du parti petit-bourgeois et nationaliste dit révolutionnaire ukrainien; entra dans l'organisation du P.O.S.D.R. avec les droits d'une organisation locale autonome. Dans la lutte au sein du parti, elle rejoignit les mencheviks. Pendant la période de la réaction de 1907 à 1910 « Spilka » s'effrita. En 1912, il existait quelques petits groupes dépareillés de « Spilka ». A cette époque la majorité de ses membres devinrent nationalistes bourgeois. En tant qu'organe de « Spilka », le journal liquidateur de Trotski la *Pravda* (de Vienne) sortit seulement en octobre et décembre 1908 (les deux premiers numéros).— P. 207.

109. La convocation du congrès socialiste international ordinaire (le IXe) de la IIe Internationale devait avoir lieu à Vienne en automne 1913. Mais par suite de la guerre qui commençait en 1912 dans les Balkans et de la menace d'une guerre mondiale, le Bureau Socialiste International se hâta de convoquer les 24-25 novembre 1912 un congrès extraordinaire à Bâle.— P. 216.

110. Il s'agit de *la conférence d'août des liquidateurs* qui eut lieu à Vienne en août 1912, et où se forma le bloc antiparti d'Août. Son organisateur fut Trotski. A la conférence assistèrent des représentants du Bund, du Comité local du Caucase, de la Social-Démocratie de Lettonie et des petits groupes liquidateurs se trouvant à l'étranger : les rédactions de *Goloss Sotsial-Dêmokrata*, de la *Pravda* de Vienne de Trotski et du groupe «Vpériod». Des délégués furent envoyés de Russie par les « groupes d'initiative » des liquidateurs de Moscou et de Pétersbourg, et les rédactions liquidatrices de *Nacha Zaria* et du *Nevski Goloss*; assistait également le représentant du comité à l'étranger de « Spilka ». Des personnes ayant vécu à l'étranger et coupées de la classe ouvrière de la Russie formaient une majorité écrasante.

La conférence adopta des résolutions antiparti liquidatrices sur toutes les questions de la tactique social-démocrate et se prononça contre l'existence du parti illégal.

Composé d'éléments disparates, le bloc d'Août commença à s'effondrer à la conférence elle-même. Les liquidateurs ne purent pas élire un Comité central et se limitèrent à la formation d'un comité d'organisation. Sous les coups des bolcheviks, le bloc antiparti d'Août s'effondra bientôt définitivement.— P. 218.

111. Le manuscrit ne portait pas de titre. Le titre est dû à l'Institut du marxisme-léninisme près le Comité central du P.C.U.S.— P. 222.

112. « *La Revue Scientifique* » parut à Paris à partir de 1863.— P. 225.

113. Lénine cite la résolution du Ve Congrès (de Londres) du P.O.S.D.R intitulée « Des relations avec les partis non prolétariens » (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières du Comité central*, Ire partie, 1954, p. 164).— P. 230.

114. Le n° 9 de *Rabotchaïa Gazéta* était mal daté: il faut lire non 12 (30) août, mais 30 juillet (12 août). *Rabotchaïa Gazéta* [Le Journal Ouvrier], organe populaire des bolcheviks; édité à Paris à partir du 30 octobre (12 novembre) 1910 jusqu'au 30 juillet (12 août) 1912; il en sortit 9 numéros. Les mencheviks proparti collaborèrent au journal. Le fondateur et le directeur de *Rabotchaïa Gazéta* était Lénine. Il y imprima plus de 10 articles. La conférence de Prague du P.O.S.D.R. (janvier 1912) nota que la *Rabotchaïa Gazéta* défendait fermement, de façon conséquente, le Parti et l'esprit de parti., et elle la déclara organe officiel du Comité central du P.O.S.D. (b) R. —P. 237.

115. *La plate-forme électorale du P.O.S.D.R.* fut écrite par Lénine à Paris au début de mars 1912. Cette plate-forme électorale fut approuvée par le Comité central et éditée en Russie (à Tiflis) en tract séparé au nom du Comité central. Le tract fut distribué en 18 points, y compris les centres prolétariens les plus importants. Reproduite à partir des feuillets édités en Russie, la plate-forme électorale fut insérée sous forme de supplément dans le n° 26 du journal *Social-Démocrate*. C'était un programme de lutte contenant un appel à la lutte pour la révolution. Lénine attribuait une importance exceptionnelle à la plate-forme électorale du parti et démasquait les tentatives des liquidateurs de faire paraître une plate-forme légale opportuniste « pour les élections ».

En envoyant à la rédaction de *Zvezda* un exemplaire recopié du tract *Plate-forme électorale du P.O.S.D.R.*, Lénine lui ajouta un post-scriptum: « La présente plate-forme vous est envoyée dans un simple but *d'information générale* à l'intention en

particulier de ceux qui travaillent à en *rédiger*. Il est temps de cesser de rédiger des plates-formes, étant donné qu'il en existe une éditée et ratifiée par le Comité central (un tract a déjà été publié en Russie à ce sujet, mais nous n'en possédons *qu'un seul* exemplaire et nous ne pouvons vous l'envoyer; c'est pourquoi nous en avons fait une copie que nous vous adressons) » (Œuvres, Paris-Moscou, tome 17, pp. 512-518).— P. 238.

116. *S. V.*, Stanislav Volski, pseudonyme de A. Sokolov, otzoviste, un des organisateurs du groupe « Vpériod ».— P. 241.

117. Il s'agit de *L. Martov*, un des leaders du menchevisme. — P. 242.

118. L'*homme sous cloche de verre*, personnage d'un récit de Tchékhov dont c'est le titre. Type de petit bourgeois borné et conformiste qui craint toute innovation et toute initiative.— P. 246.

119. La *Lettre aux ouvriers suisses* fut écrite par Lénine en relation avec les événements suivants: en juillet 1912 le bureau menchevique liquidateur de l'organisation unie du P.O.S.D.R. à Zürich envoya une lettre à la direction de l'organisation social-démocrate « Die Eintracht » (« L'Accord ») et à l'union suisse des ouvriers. Dans cette lettre, le bureau se déclarait le seul représentant à Zürich des groupes du P.O.S.D.R. à l'étranger. Le 27 juillet (9 août) à Zürich se tint l'assemblée de la section bolchevique suisse de l'organisation du P.O.S.D.R. à l'étranger. Y assistaient les représentants des groupes bolcheviques de Zürich, Davos, Berne, Lausanne et Genève.

A l'issue des débats furent adoptées les résolutions 1) sur la situation au parti; 2) sur la situation à l'étranger et 3) la résolution de protestation contre le bureau liquidateur. Elles furent publiées en tracts polycopiés; les deux premières en russe, la dernière, avec la lettre en question de Lénine, en allemand.— P. 247.

120. *Bureau Socialiste International* (B.S.I.), organe permanent exécutif et d'information de la IIe Internationale; la décision de créer le Bureau avec des représentants des partis socialistes de tous les pays, fut prise au Congrès de Paris de la IIe Internationale (en septembre 1900). Les représentants des social-démocrates russes au Bureau furent G. Plékhanov et B. Kritchevski. A partir de 1905, V. Lénine entra au Bureau en qualité de représentant du P.O.S.D.R. En 1912, la VIe Conférence du Parti (de Prague) élut à nouveau Lénine comme représentant du P.O.S.D.R. au Bureau. A l'intérieur du Bureau, Lénine mena une lutte décisive contre l'opportunisme des leaders de la IIe Internationale. Le Bureau cessa son activité en 1914.— P. 247.

121. Il s'agit d'une enquête sur les entreprises industrielles de Russie faite en 1908 par le département de l'industrie du ministère

des Finances. Des données préalables sur les résultats de l'enquête furent publiées par V. Varzar dans l'article « L'industrie de transformation dans les usines de l'Empire au début de l'année 1909 » du *Viestnik Finansov, Promychliennosti i Torgovli* [Courrier des Finances, de l'Industrie et du Commerce], n° 50, 11 (24) décembre 1911. Lénine a utilisé les données du tableau récapitulatif de cet article. — P. 258.

122. Il s'agit des « Rapports des inspecteurs de fabriques pour l'année 1910 », Saint-Pétersbourg, 1911, p. XXXVII.— P. 260.

123. Il s'agit de la grève des mineurs au printemps 1912, à laquelle participèrent près d'un million d'hommes. Voir les détails dans ce tome, pp. 484-485.— P. 273.

124. Les chiffres ont été relevés par Lénine dans les *Rapports des inspecteurs de fabriques pour l'année 1910*, Saint-Pétersbourg, 1911, p. XV.— P. 275.

125. « *Rossia* » [La Russie], quotidien ultra-réactionnaire à la solde de la police publié à Saint-Pétersbourg de 1905 à 1914. A partir de 1906, organe officiel du ministère de l'Intérieur.— P. 284.

126. *La Douma de Boulyguine*, « institution représentative » à pouvoir consultatif que le gouvernement du tsar promit de convoquer en 1905. Le 6 (19) août 1906 étaient publiés un projet de loi sur l'institution de la Douma d'Etat et un règlement des élections mis au point par une commission que présida Boulyguine. Les bolcheviks menèrent un boycottage actif de la Douma de Boulyguine. Le gouvernement ne put la convoquer, elle fut balayée par la grève politique générale d'octobre 1905.— P. 289.

127. L'article « Les liquidateurs et «l'unité » était accompagné dans la *Pravda* d'une rubrique spéciale contenant une critique des accusations formulées par les liquidateurs contre la *Pravda*. Ce passage de l'article était écrit par M. Olminski.— P. 293.

128. *Oblomov*, héros du roman du même titre de Gontcharov. Le nom d'Oblomov est devenu synonyme de passivité, d'oisiveté, d'immobilisme.— P. 296.

129. « *Zemchtchina* », journal quotidien Cent-Noirs; organe des députés extrémistes de droite de la Douma d'Etat; parut à Pétersbourg de 1909 à 1917.— P. 301.

130. *Le très sage goujon*, type de personnage timoré tiré d'un conte de l'écrivain russe M. Saltykov-Chtchédrine.— P. 312.

131. *Les vieux-croyants*, partisans d'un mouvement religieux de Russie dirigé contre l'Eglise officielle orthodoxe. Le mouvement des vieux-croyants se développa au milieu du XVIIe siècle, en relation avec les changements effectués par le patriarche Nikone dans les rites. En Russie, ils subirent des persécutions.— P. 315.

132. « *Rousskaïa Mysl* » [La Pensée Russe], revue mensuelle de tendance libérale-bourgeoise; parut à Moscou de 1880 au milieu de 1918. Après la révolution de 1905 fut l'organe de l'aile droite du parti cadet. Lénine à cette époque nomme la *Rousskaïa Mysl* la « Pensée des Cent-Noirs ».— P. 316.

133. Lénine cite un extrait du poème de Nékrassov *Pour qui il fait bon vivre en Russie.*

Les quatre vers, cités plus bas dans le texte sont pris dans un poème de Nékrassov *A un ami inconnu, qui m'a envoyé le poème « C'est impossible »*.— P. 317.

134. Il s'agit de *La lettre à Gogol* du 3 juillet 1847 dans laquelle sont exprimées le plus clairement les idées démocrates révolutionnaires de Biélinski. Lénine qualifiait cette lettre d' « une des meilleures œuvres de la presse démocratique illégale » (Œuvres, Paris-Moscou, tome 20, p. 256.) — P. 317.

135. L'expression « Bon pour la bassesse » est empruntée au conte satirique de Saltykov-Chtchédrine *Le Libéral*.— P. 318.

136. Le *zoubatovisme*, politique du « socialisme policier ». Le colonel Zoubatov, chef de l'Okhrana à Moscou, créa en 1901-1903 des organisations ouvrières légales destinées à détourner les ouvriers de la lutte politique contre l'autocratie. V. Plevé, ministre de l'Intérieur, aida Zoubatov à mettre sur pied ces organisations. Les zoubatoviens voulaient canaliser le mouvement ouvrier dans le sens des revendications économiques limitées, suggérer aux ouvriers l'idée que le gouvernement était prêt à donner satisfaction à ces revendications. La première organisation zoubatovienne fondée à Moscou en mai 1901 s'intitulait « Association d'entraide mutuelle des ouvriers de la production mécanique ». D'autres organisations furent fondées à Minsk, Odessa, Vilna, Kiev, etc.

Les social-démocrates révolutionnaires, tout en dénonçant le caractère réactionnaire du zoubatovisme, utilisaient les organisations ouvrières légales pour entraîner les larges masses ouvrières dans la lutte contre l'autocratie. L'essor du mouvement révolutionnaire en 1903 contraignit le gouvernement tsariste à dissoudre les organisations zoubatoviennes.— P. 319.

137. *Petit-Judas*, type du propriétaire foncier féodal, de l'hypocrite et bigot, décrit par Saltykov-Chtchédrine dans *Messieurs les Golovlev*.— P. 321.

138. « *Rousski Vestnik* » [Le Messager Russe], revue politique et littéraire, éditée de 1856 à 1906. De 1856 à 1887 le journal fut édité à Moscou, avec pour directeur et éditeur M. Katkov. Au début, la revue fut de tendance libérale, mais à partir des années 1860 elle devint un organe des réactionnaires tenants du servage. Après la mort de Katkov le *Rousski Vestnik* fut édité

de 1888 à 1896 à Pétersbourg, de 1896 à 1902 à Moscou, puis de nouveau à Pétersbourg de 1902 à 1906.— P. 321.

139. Voir la note 88.— P. 325.

140. La première de ces citations est tirée de l'ouvrage de F. Engels: *Les débats de Berlin sur la révolution*, la seconde de l'ouvrage de K. Marx: *Projet de loi sur l'abolition des redevances féodales* (K. Marx et F. Engels, Œuvres, 2e édition russe, tome 5, pages 64 et 299).— P. 336.

141. Voir K. Marx: *Critique du programme de Gotha* (Editions Sociales, Paris, 1950, p. 35).— P. 349.

142. Le 2 (15) décembre 1911, au cours de la 35e séance de la IIIe Douma, qui était consacrée à l'examen d'un projet de loi tendant à modifier le règlement du service militaire, le député social-démocrate Voïlochnikov qualifia l'armée tsariste d'armée policière et demanda la suppression de l'armée permanente et son remplacement par l'armement du peuple. Le président de la Douma proposa alors que Voïlochnikov soit exclu des travaux de la Douma pendant cinq séances. Après une seconde intervention du député social-démocrate à la même séance la durée de l'exclusion de Voïlochnikov fut portée à 15 séances. Les cadets votèrent pour la première proposition du président.— P. 352.

143. Paroles prononcées par la servante Liza dans la comédie de Griboïédov : *Le malheur d'avoir trop d'esprit*.— P. 355.

144. Il s'agit de l'entrevue de Milioukov et du ministre des Affaires étrangères Sazonov, qui eut lieu en septembre 1912, et au cours de laquelle fut examinée la politique du gouvernement tsariste dans les Balkans.— P. 357.

145. Cette expression est tirée d'une lettre de Marx à Kugelmann datée du 12 avril 1871, dans laquelle Marx porte une appréciation sur la Commune de Paris (voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, tome II, Editions du Progrès, Moscou, pp. 508-509).— P. 363.

146. Voir la préface d'Engels à la première édition allemande de l'ouvrage de Marx: *Misère de la philosophie* (Editions Sociales, Paris, 1961, p. 29.— P. 365.

147. Allusion à la dernière grande bataille terrestre de la guerre russo-japonaise de 1904-1905. Cette bataille, au cours de laquelle les troupes russes perdirent environ 89 000 et les troupes japonaises environ 71 000 hommes, eut lieu dans la région de Moukden en février 1905.— P. 380.

148. « *Diélo Jizni* » [La Cause de la Vie], revue légale, organe des mencheviks liquidateurs, qui parut à Pétersbourg de janvier à octobre 1911 et eut 9 numéros.— P. 405.

149. *La « Conférence nationale »* de la social-démocratie polonaise eut lieu du 11 au 17 août (nouveau calendrier) 1912. Tous les participants à cette conférence étaient des partisans de la Direction centrale de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie (Zajondowczy). Ils défendaient une position conciliatrice à l'égard des liquidateurs et combattaient les « séparatistes » qui s'en tenaient à des positions bolcheviques. La conférence approuva l'activité de la Direction centrale, décida la dissolution des organisations du parti qui soutenaient les « séparatistes », et se prononça en faveur d'un accord tactique avec le Bund et la « gauche » (Lewica) du Parti socialiste polonais lors des élections à la IVe Douma d'Etat. Elle adopta également une résolution sur l'attitude de la social-démocratie polonaise envers le P.O.S.D.R., que Lénine examine dans le présent article.— P. 416.

150. En 1608, dirigées par le faux Dimitri II que l'on faisait passer pour le plus jeune fils d'Ivan le Terrible et qui était la créature des pans, les troupes des interventionnistes polonais envahirent la Russie, s'approchèrent de Moscou et établirent leur camp au village de Touchino. C'est dans ce village que le faux Dimitri constitua son gouvernement, opposé à celui de Moscou, et qu'il établit sa cour. Une partie des nobles et des boyards russes, qui voulaient voir leurs arrières assurés quel que fût le camp qui remporterait la victoire, ne cessaient de passer du camp de Touchino à celui de Moscou. On appela ces nobles les « transfuges de Touchino ».— P. 419.

151. « *Loutch* » [Le Rayon], journal quotidien des mencheviks liquidateurs qui parut à Pétersbourg du 16 (29) septembre 1912 au 5 (18) juillet 1913 et eut 237 numéros. Ce journal put paraître essentiellement grâce aux subsides des libéraux. La direction idéologique était le fait de P. Axelrod, F. Dan, L. Martov, A. Martynov. Dans ses colonnes, les liquidateurs s'opposaient à la tactique révolutionnaire des bolcheviks, prônaient le mot d'ordre opportuniste de création d'un « parti légal », menaient campagne contre les grèves révolutionnaires de masse et tentaient de réviser les thèses essentielles du programme du parti. Lénine qualifiait le *Loutch* d'organe de renégats asservis à la politique libérale.— P. 422.

152. Il s'agit de la structure nationale du parti social-démocrate autrichien. Au congrès de Vienne, qui eut lieu en 1897, le parti unique fut supprimé et remplacé par une union fédérative de six « groupes social-démocrates » nationaux : le groupe allemand, le groupe tchèque, le groupe polonais, le groupe ruthène, le groupe italien et le groupe des Slaves du Sud. Tous ces

groupes étaient unis par un congrès et une Direction centrale commune. Au congrès qui eut lieu à Brünn en 1899, la direction centrale devint un organe fédératif constitué par les comités exécutifs des partis social-démocrates nationaux. Par suite de cette organisation fédérative, le Parti social-démocrate unique d'Autriche se désagrégea.— P. 424.

153. Les thèses de Lénine exposées dans *De quelques interventions des députés ouvriers* servirent de base à la déclaration du groupe social-démocrate à la IVe Douma. Le manuscrit de ces thèses n'a pas été conservé intégralement.

La mise au point de la déclaration donna lieu à une lutte extrêmement violente entre les députés bolcheviques et les sept mencheviks. Dans ses souvenirs, le député bolchevique Badaïev raconte que « la discussion de la déclaration commença avant l'ouverture de la Douma et notre groupe lui consacra toute une série de séances. Les débats, ajoute Badaïev, étaient extrêmement passionnés et souvent ils se prolongeaient tard dans la nuit. Les permanents du parti des deux tendances qui étaient présents à Pétersbourg participaient avec les députés à l'élaboration de la déclaration. Après une lutte longue et acharnée, après une violente bataille contre les mencheviks, nous réussîmes enfin à inclure dans la déclaration toutes les revendications fondamentales des bolcheviks. » (A. Badaïev, *Les bolcheviks à la Douma d'Etat. Souvenirs*, Moscou, 1954, page 67).

Conformément aux indications de Lénine, la déclaration reprenait tous les points essentiels du programme minimum. Les mencheviks réussirent néanmoins à imposer la revendication de l'autonomie nationale et culturelle. La déclaration du groupe social-démocrate fut lue à la Douma le 7 (20) décembre 1912.

Le 8 (21) décembre 1912, la *Pravda* publia un compte rendu sténographique de la séance de la Douma, qui comportait le texte de la déclaration. Cela entraîna la saisie du journal et des poursuites judiciaires contre son directeur.— P. 425.

154. *Le congrès socialiste extraordinaire de la IIe Internationale* eut lieu à Bâle les 24 et 25 novembre 1912. Le jour de l'ouverture du congrès, il y eut une énorme manifestation et un meeting international contre la guerre. Le 25 novembre, le congrès adopta à l'unanimité un manifeste qui appelait les ouvriers à utiliser l'organisation et la puissance du prolétariat pour lutter contre le danger de guerre.— P. 429.

155. Il s'agit des troubles qui eurent lieu parmi les détenus politiques des prisons de Koutomara et d'Algatchi. Ces troubles commencèrent en août 1912 et furent provoqués par un édit du gouverneur militaire de la région du Baïkal en vertu duquel les détenus politiques du bagne de Nertchinsk étaient désormais soumis au règlement militaire. En signe de protestation, les détenus politiques observèrent une grève de la faim de quinze

jours, à laquelle l'administration pénitentiaire répondit par une féroce répression. Plusieurs prisonniers, désespérés, se suicidèrent. Des événements analogues se produisirent à la prison d'Algatchi et dans d'autres prisons de Russie pendant l'automne et l'été 1912. Cela provoqua des grèves de protestation parmi les ouvriers de Pétersbourg, de Moscou, de Varsovie et de Riga. Une demande d'interpellation fut déposée à la IVe Douma d'Etat par le groupe social-démocrate et le groupe troudovique. Elle fut repoussée par la majorité des députés et n'eut pas de suite.— P. 429.

156. Il s'agit du projet agraire que les députés paysans (de droite et sans-parti) déposèrent à la IIIe Douma d'Etat le 10 (23) mai 1908. Ce projet prévoyait l'expropriation contre indemnisation à un prix moyen des terres des gros propriétaires fonciers qui n'étaient pas exploitées par les propriétaires. Il proposait également la création de commissions agraires locales élues au suffrage universel, qui seraient chargées de réaliser la réforme agraire. Lénine a donné une appréciation de ce projet dans son article sur *Les débats agraires à la IIIe Douma*. (Voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 15, pp. 326-342.)— P. 430.

157. Le texte: *A propos des députés ouvriers à la Douma et de leur déclaration* constitue un projet de déclaration du groupe parlementaire social-démocrate. Ce document fut recopié par N. Kroupskaïa et envoyé aux députés bolcheviques le 13 (26) novembre 1912 à Cracovie. Il fut intercepté par la police tsariste.— P. 433.

158. La manifestation fut organisée sur l'initiative des représentants bolcheviques de certains quartiers et entreprises de Pétersbourg. Quelques jours avant l'ouverture de la IVe Douma, un tract fut distribué dans les entreprises, qui appelait les ouvriers à organiser le 15 (28) novembre 1912 une grève politique de 24 heures suivie d'une manifestation devant le Palais de Tauride. Les liquidateurs s'élevèrent contre cette grève dans le *Loutch*. Le 13 (26) novembre, le groupe social-démocrate convoqua une conférence avec la participation des représentants du Comité de Pétersbourg, de la rédaction de la *Pravda*, du centre liquidateur dirigeant, du Comité d'organisation, et du journal liquidateur le *Loutch*. Les bolcheviks soutinrent au cours de la conférence la proposition des ouvriers tendant à marquer le jour de l'ouverture de la Douma Cent-Noirs par une grève et une manifestation ; les liquidateurs se prononcèrent catégoriquement contre. Après la conférence, le groupe social-démocrate publia dans la presse une déclaration qui était une erreur politique, puisqu'elle exprimait sa désapprobation de la grève. Malgré la résistance des liquidateurs et l'erreur politique du groupe social-démocrate, des dizaines de milliers d'ouvriers firent grève le jour dit. Des meetings volants au cours desquels les ouvriers décidèrent de boycotter le *Loutch* eurent lieu dans de multiples entre-

prises. Après la manifestation, les députés bolcheviques reconnurent publiquement leur erreur au cours des réunions ouvrières.— P. 438.

159. Lénine fait allusion au discours de Rodzianko après son élection au poste de président de la IVe Douma. Dans son discours, Rodzianko protesta de son « dévouement intangible » au tsar et se déclara partisan d'un régime constitutionnel représentatif.— P. 438.

160. Lénine adressa de Cracovie cette lettre à Staline, à Pétersbourg le 28 novembre (11 décembre) 1912. N. Kroupskaïa la recopia à l'encre sympathique. La lettre fut interceptée par le département de la police, déchiffrée et recopiée à la machine. La copie de la lettre fut découverte dans les archives du département de la police. Lors du déchiffrage, certains mots ne purent être lus, la lettre comporte donc certaines coupures.— P. 441.

161. *Jagiello E.*, membre du Parti socialiste polonais (P.P.S.), fut élu député à la IVe Douma par la ville de Varsovie. Les bolcheviks refusèrent catégoriquement que Jagiello fût admis au groupe social-démocrate, car il avait été élu grâce à l'appui de la bourgeoisie et à l'alliance du P.P.S. et du Bund. Au premier vote, le groupe social-démocrate se scinda en deux: six députés (des mencheviks) votèrent pour l'admission de Jagiello et six (des bolcheviks) contre. Grâce à l'arrivée du député d'Irkoutsk, le menchevik de droite Mankov, les mencheviks obtinrent la supériorité et Jagiello fut admis comme membre du groupe social-démocrate. Mais sous la pression des députés bolcheviques, ses droits furent limités à l'intérieur du groupe: pour toutes les questions intérieures du parti, Jagiello n'avait qu'une voix consultative.— P. 441.

162. « *Dien* », nom d'emprunt de la *Pravda*.— P. 441.

163. Il y a une coupure dans le texte du document. Le *collège*: la partie bolchevique du groupe social-démocrate à la IVe Douma.— P. 441.

164. Quelques mots ont été sautés dans la lettre. « *P* »: N. Polétaev, bolchevik, député à la IIIe Douma d'Etat. *Le liquidateur « M »*, apparemment E. Maevski (pseudonyme de V. Goutovski), un des collaborateurs du journal liquidateur le *Loutch*.— P. 443.

165. Le 5 (18) octobre 1912 eut lieu le congrès des délégués de la curie ouvrière de la province de Pétersbourg en vue des élections à la IVe Douma; 50 délégués y assistaient. Sur les six grands-électeurs désignés par le congrès, quatre étaient des bolcheviks.

Craignant la victoire des social-démocrates dans la curie ouvrière, le gouvernement tsariste annula les élections des

délégués pour 21 entreprises de Pétersbourg. En réponse à cet acte, le Comité bolchevique de Pétersbourg appela les ouvriers à une grève politique de 24 heures. La grève engloba jusqu'à 100 000 ouvriers. Le gouvernement fut obligé de céder et d'annoncer des élections complémentaires. Dans toutes les entreprises où eurent lieu ces élections complémentaires, les ouvriers adoptèrent le « Mandat des ouvriers de Pétersbourg à leur député ouvrier ». Le 17 (30) octobre, le mandat fut adopté par un nouveau congrès de province, mais cette fois l'élection des grands-électeurs ne porta pas sur les plates-formes des candidats, si bien qu'il y eut trois bolcheviks et trois liquidateurs élus. Afin de désigner le candidat au poste de député de la curie ouvrière à la Douma, les bolcheviks proposèrent aux liquidateurs un tirage au sort. Les liquidateurs refusèrent. Si bien qu'au congrès de province des grands-électeurs, ce fut le bolchevik Badaïev qui fut élu député de la curie ouvrière de Pétersbourg.— P. 443.

166. *La lettre à J. Staline* fut recopiée par N. Kroupskaïa à l'encre sympathique entre les lignes d'une autre lettre. Le document a été retrouvé dans les dossiers du département de la police parmi la correspondance perlustrée. *Vassiliev*: J. Staline. — — P. 445.

167. *Le tract pour le 9 janvier 1913*: « A tous les ouvriers et ouvrières de Russie », fut rédigé par Staline en décembre 1912 sur les indications de Lénine. Il fut publié sous la signature du Comité central du P.O.S.D.R.— P. 445.

168. Il s'agit du menchevik de droite I. Mankov, député à la IVe Douma. — P. 446.

169. Lénine fait allusion à la composition des délégués au Ve Congrès du P.O.S.D.R.— P. 452.

170. Lénine fait allusion à la composition du groupe social-démocrate à la seconde Douma d'Etat.— P. 453.

171. *Balalaïkine*, personnage de Saltykov-Chtchédrine dans *Une idylle contemporaine*, hâbleur libéral, aventurier et menteur.— — P. 455.

172. « *Rousskaïa Molva* » [La Rumeur Russe], quotidien, organe du parti progressiste; parut à Pétersbourg du 9 (22) décembre 1912 au 20 août (2 septembre) 1913.— P. 457.

173. *Tribunal de Chémiaka*, c'est-à-dire tribunal inique (d'après un vieux conte russe mettant en scène le juge Chémiaka).— P. 458.

174. « *Slovo* » [La Parole], quotidien publié de 1904 à 1909 à Pétersbourg. A partir de novembre 1905 jusqu'en juillet 1906, organe

du parti octobriste, puis organe du parti constitutionnel monarchiste de la « rénovation pacifique ».— P. 459.

175. *La conférence du Comité central du P.O.S.D.R. élargie aux responsables du parti*, appelée pour des raisons de clandestinité conférence « de février », eut lieu à Cracovie du 26 décembre 1912 au 1er janvier 1913 (8-14 janvier 1913). Y participèrent V. Lénine, N. Kroupskaïa, les députés bolcheviques à la IVe Douma d'Etat: A. Badaïev, G. Pétrovski, N. Chagov et autres; les organisations clandestines de Pétersbourg, de la région de Moscou, du Sud, de l'Oural et du Caucase y étaient représentées.

Ce fut Lénine qui assura personnellement le travail de préparation en vue de la convocation de la conférence. Il en assura également la présidence. Il prit la parole sur de nombreuses questions, rédigea les résolutions et l'avis relatif à la conférence.

La conférence adopta des décisions sur les questions les plus importantes du mouvement ouvrier et examina les rapports des représentants des organisations locales sur la situation des organisations du parti; elle examina également la question du travail de la *Pravda* et de la revue *Prosvéchtchénié*.

Les résolutions furent sanctionnées par le Comité central et publiées en édition polycopiée. Dans la première quinzaine de février, les résolutions ainsi que l'Avis furent publiés à Paris en brochure. En avril 1913, le Bureau du Comité central du parti à l'étranger proposa dans une circulaire aux organisations du parti, aux délégués du Comité central et à des militants du parti d'examiner les décisions de la conférence « de février » dans les comités, les cellules et les cercles du parti. Dans une lettre adressée à Gorki, Lénine note que « la conférence a très bien réussi et jouera un grand rôle ».— P. 463.

176. Il s'agit de l'intervention du député menchevique A. Tchkhenkéli sur la déclaration gouvernementale, à la séance de la Douma du 10 (23) décembre 1912.— P. 477.

177. La formule rejetée par le IIe Congrès du P.O.S.D.R. était la proposition du bundiste Goldblat d'adjoindre au paragraphe 8 du programme du parti sur « le droit à la libre disposition de toutes les nations entrant dans l'Etat », la phrase suivante: « et la fondation d'institutions leur garantissant la liberté complète de développement culturel ».— P. 477.

178. A la 14e séance de la Douma d'Etat, le 15 (28) décembre 1912, après la fin des interventions sur la déclaration du gouvernement, les cadets, les progressistes, les troudoviks et les nationalistes proposèrent des projets de motions de passage aux affaires courantes. La formule progressiste fut adoptée à la majorité des voix. Elle exprimait la conviction que le gouvernement

appliquerait le manifeste du 17 octobre 1905. Les membres du groupe social-démocrate votèrent cette motion. Par la suite, ils devaient reconnaître leur erreur.— P. 477.

179. Dans les points non publiés (7, 8 et 9) de la résolution sur l'activité du groupe social-démocrate à la Douma, la conférence proposait aux députés bolcheviques d'obtenir l'égalité à l'intérieur du groupe avec les sept députés mencheviques, de retirer leurs noms de la liste des collaborateurs du journal liquidateur *Loutch* et de s'unir pour mener à bien le travail du parti. Le texte de ces points n'a pas été conservé.— P. 477.

180. *Le Bureau du Comité central* — Bureau du Comité central du P.O.S.D.R. en Russie — qui assura pratiquement la direction du Parti bolchevique dans sa lutte révolutionnaire en Russie; fondé en janvier 1912 à la IVe Conférence (de Prague) du P.O.S.D.R. Les membres suivants du Comité central en firent partie: G. Ordjonikidzé, Y. Sverdlov, I. Spandarian, J. Staline, ainsi que les suppléants M. Kalinine, E. Stassova et autres. Par suite des fréquentes arrestations des membres du parti en Russie, la composition du Bureau russe changea à plusieurs reprises; les nouveaux membres furent admis par cooptation.

Le Comité central, avec Lénine à sa tête, dirigeait l'activité du Bureau russe. Ce dernier avait pour tâche d'appliquer les décisions de la conférence de Prague du P.O.S.D.R., d'assurer la cohésion idéologique et organisationnelle des organisations de base autour du Comité central, de raffermir l'unité du parti, de lutter contre les courants opportunistes. Le Bureau russe effectua un immense travail d'édition et de diffusion de tracts, proclamations et autre littérature bolchevique clandestine. Il était un chaînon important entre le Comité central et les organisations locales. Après la révolution démocratique bourgeoise de février 1917, le Bureau russe cessa son activité.— P. 477.

181. Lénine cite les paroles de la chanson ouvrière du poète allemand Georg Herweg, écrite en 1863 pour l'Association générale des travailleurs allemands.— P. 484.

182. « *Bremer Bürger Zeitung* », quotidien social-démocrate, parut de 1890 à 1919. Avant 1916 était sous l'influence des social-démocrates de gauche de Brême, puis passa aux mains des social-chauvins.— P. 486.

183.— Voir la note n° 165.— P. 488.

184. Il s'agit des correspondances en provenance de Riga et de Moscou publiées le 12 (25) janvier 1913 dans le n° 30 du journal *Social-Démocrate* qui faisaient état des grèves et manifestations ouvrières. Le 11 (24) novembre 1912, les ouvriers de Riga organisèrent une manifestation de protestation contre les condamna-

tions à mort prononcées par le tribunal militaire naval de Sébastopol contre un groupe de marins du cuirassé *Ioann Zlatooust*, contre les mauvais traitements infligés aux détenus politiques dans les prisons et contre la guerre qui commençait dans les Balkans. Plus de 1 500 ouvriers chantant des hymnes révolutionnaires, drapeau rouge en tête, défilèrent dans les rues de Riga et furent accueillis avec sympathie par la population. Le 12 (25) novembre, une grève politique était déclenchée dans de nombreuses grosses entreprises de Riga. Le 8 (21) novembre, en signe de protestation contre les exécutions de Sébastopol, les ouvriers d'un certain nombre de fabriques de Moscou se mettaient en grève. Une manifestation fut organisée que, toutefois, la police dispersa assez rapidement.— P. 490.

185. *V. A.*: V. Abrossimov, menchevik liquidateur, démasqué par la suite comme provocateur.
F. D., F. Dan, leader des mencheviks liquidateurs.— P. 495.

186. Ce manuscrit n'a pas de titre. Le titre a été donné par l'Institut du marxisme-léninisme près le Comité central du P.C.U.S.— P. 496.

187. *Avgoustovski*, pseudonyme du menchevik liquidateur S. Zederbaum.— P. 502.

188. L'article « Du bolchevisme » fut écrit pour le second tome du livre de N. Roubakine: *Revue des livres*. Le 12 (25) janvier 1913, Lénine envoya cet article à Roubakine à Clarens en même temps qu'une lettre dans laquelle il posait comme condition pour la publication « que vous vous absentiez d'effectuer quelque modification que ce soit. » (Œuvres, Paris-Moscou, tome 35, p. 64). L'article fut publié en entier.— P. 503.

189. « *Iskra* » [L'Etincelle], premier journal marxiste illégal pour toute la Russie; fondé par Lénine en 1900 à l'étranger d'où on le faisait parvenir secrètement en Russie. Il joua un grand rôle pour la cohésion idéologique des social-démocrates russes et l'union des organisations locales isolées qui devait donner un parti marxiste révolutionnaire. Après le deuxième congrès du P.O.S.D.R., où le parti se scinda en bolcheviks et mencheviks, ces derniers mirent la main sur l'*Iskra*, qui, à partir de novembre 1903 (numéro 52), devint leur organe. A partir de ce moment, on distingua dans le parti la *vieille* « *Iskra* » léniniste de la *nouvelle* « *Iskra* » menchevique.— P. 503.

190. *La Campagne des zemstvos* fut menée de l'automne 1904 à janvier 1905 par les libéraux bourgeois. Elle prit la forme de congrès, réunions et banquets; les revendications constitutionnelles énoncées étaient fort modérées. Lénine a vivement critiqué la position menchevique d'appui à cette campagne dans l'article « La campagne des zemstvos et le plan de l'*Iskra* » (voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 7, pp. 519-544).— P. 503.

191. *Machisme*, courant philosophique réactionnaire, idéaliste et subjectif, largement propagé en Europe occidentale à la fin du XIXe et au début du XXe siècle. Il fut fondé par le physicien et philosophe autrichien Mach et le philosophe allemand Avenarius. Le machisme était une tendance particulièrement dangereuse pour la classe ouvrière, car il s'opposait en paroles à l'idéalisme, se réclamait des sciences naturelles modernes, ce qui lui donnait un faux air scientifique. En Russie, à l'époque de la réaction, une partie des intellectuels social-démocrates versèrent dans le machisme, les mencheviks plus que les autres (N. Valentinov, P. Iouchkévitch, etc.) Un certain nombre d'écrivains bolcheviques subirent également son influence (V. Bazarov, A. Bogdanov, A. Lounatcharski, etc.). Tout en déclarant hypocritement qu'ils voulaient développer le marxisme, les machistes russes se livraient en réalité à une révision des fondements de la philosophie marxiste. Dans *Matérialisme et empiriocriticisme*, Lénine a révélé la nature réactionnaire du machisme, il a défendu la philosophie marxiste contre les atteintes des révisionnistes, il a largement développé en fonction des conditions historiques nouvelles, le matérialisme dialectique et le matérialisme historique. La défaite du machisme a porté un coup puissant aux positions idéologiques du menchevisme, de l'otzovisme et de la construction de Dieu.— P. 504.

192. V. Iline, un des pseudonymes de Lénine.— P. 504.

193. *Radicaux*, parti républicain des radicaux et radicaux-socialistes français officiellement fondé en 1901, mais existant pratiquement depuis 1880. Avant la première guerre mondiale a surtout représenté les intérêts de la petite et moyenne bourgeoisie. Dans l'entre-deux-guerres, l'influence de la grosse bourgeoisie s'est intensifiée au sein du parti, les leaders radicaux ont souvent figuré à la tête du gouvernement français.— P. 506.

194. Lénine cite les paroles d'une poésie de D. Davydov : *La chanson du vieil hussard.*— P. 510.

195. Il s'agit de la thèse suivante du *Manifeste du Parti Communiste* de K. Marx et F. Engels. « Le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière. » (Marx et Engels, Œuvres choisies en 2 volumes, t. I., Moscou, p. 24).— P. 511.

196. Lénine cite la *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel. Introduction*, de Marx.— P. 511.

197. Voir la note n° 47.— P. 514.

198. Voir la note n° 40.— P. 514.

199. « Souffrances à la Ropchine » ; Lénine fait allusion aux idées réactionnaires et décadentes largement répandues dans les

années de réaction parmi les intellectuels socialistes-révolutionnaires et qui furent exprimées de la manière la plus marquante dans les œuvres littéraires de Ropchine (B. Savinkov).— P. 517.

200. *F. L-ко*, pseudonyme de Lénine.— P. 527.

201. Il s'agit des élections à la IVe Douma d'Etat à Riga et Ekaterinodar où les cadets votèrent aux côtés des partis Cent-Noirs de droite contre les candidats social-démocrates.— P. 531.

202. «*Potchine*» [L'Initiative], revue de tendance populiste liquidatrice publiée par un groupe de socialistes-révolutionnaires. Un seul numéro parut en juin 1912 à Paris.— P. 535.

203. Il s'agit des décisions de la Ve Conférence du P.O.S.D.R. (Conférence pour toute la Russie de 1908) de décembre 1908, et de la conférence de la rédaction élargie du *Prolétari* en juin 1909 (voir *le P. C. U. S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières du Comité central* (éd. russe, Ire partie, 1954, pp. 195-205, 212, 232).— P. 539.

204. *A. V. P.*, pseudonyme de P. Péchékhonov, un des leaders du parti des socialistes-populistes.— P. 545.

205. *Nikolaï-on*, pseudonyme de N. Danielson, un des idéologues du populisme libéral des années 80-90 du siècle dernier.— P. 545.

206. L'article « A l'attention des social-démocrates », destiné exclusivement aux membres du parti, fut publié à Cracovie sous forme de tract polycopié.— P. 550.

207. *E. Azef* (1869-1918), un des organisateurs du parti des socialistes-révolutionnaires; depuis 1892, agent secret du département de la police. Afin de gagner la confiance des dirigeants socialistes-révolutionnaires, il prépara et réalisa quelques actes terroristes. En même temps, il livrait à la police les membres du parti socialiste-révolutionnaire; il fut démasqué en 1908.— P. 554.

208. A cet endroit il y a, selon toute évidence, une ligne sautée. Dans le projet de résolution examiné, on proposait d'afficher *The Daily Herald* dans les locaux du parti à côté du journal *The Daily Citizen* qui se trouvait aux mains des opportunistes.
The Daily Herald parut à Londres à partir d'avril 1912 comme journal ouvrier de gauche.— P. 570.

209. *Le propriétaire sauvage*, personnage du récit du même nom de Saltykov-Chtchédrine.— P. 574.

210. Les explications de Kasso, ministre de l'Instruction publique, à la Douma, furent suscitées par l'interpellation de 44 députés, déposée le 14 (27) décembre 1912 au sujet de l'arrestation de

34 élèves des établissements d'enseignement secondaire de Pétersbourg au cours d'une réunion qui eut lieu dans le collège privé Vitmer. L'Okhrana soupçonnait ces élèves d'appartenir à un cercle clandestin. L'interpellation fut examinée au cours de cinq séances de la Douma. Le 6 (19) février 1913, à la majorité de voix, fut adoptée la motion de passage aux affaires courantes qui reconnaissait que les explications du ministre du tsar n'étaient pas satisfaisantes.— P. 594.

211. *19 février 1861*, date de l'abolition du servage en Russie.—P. 610.

212. Lénine paraphrase deux des vers de la *Berceuse* de N. Nékrassov :

« Tu seras fonctionnaire en apparence
Mais fripouille dans l'âme... ».— P. 617.

213. « *Zeit* » [Le Temps], quotidien, organe du Bund, publié en yiddish à Pétersbourg du 20 décembre 1912 (2 janvier 1913) au 5 (18) mai 1914.— P. 624.

214. Dans la présente édition, dans cet article, entre les mots « tours de passe-passe gouvernementaux », et la proposition « un joli exemple de gestion rapace » a été inséré un passage découvert en 1941 et qui fut omis dans le texte publié initialement dans la *Pravda* n° 62 du 15 mars 1913, ainsi que dans les deuxième et troisième éditions des Œuvres.— P. 625.

LA VIE ET L'ŒUVRE
DE V. LÉNINE
CHRONOLOGIE
(Avril 1912-mars 1913)

1912

Avril-dernière décade de juin (nouveau calendrier)	**Lénine vit à Paris.**
22 avril (5 mai)	Parution du premier numéro du journal légal bolchevique: la *Pravda*.
25 avril (8 mai)	Les articles de Lénine: « La campagne des élections à la IVe Douma et les tâches de la social-démocratie révolutionnaire », « Les liquidateurs contre le parti » et « A la mémoire de Herzen » paraissent dans le journal *Social-Démocrate* n° 26.
26 avril (9 mai)	Lénine présente devant la Section parisienne de l'Organisation du P.O.S.D.R. à l'étranger un rapport sur le massacre de la Léna, les grèves en Russie et la tactique que dictent au parti ces événements.
6 (19) mai	L'article de Lénine « Le régime de possession terrienne en Russie d'Europe » paraît dans le journal *Nevskaïa Zvezda* n° 3.
8 et 9 (21 et 22) mai	L'article de Lénine « Les troudoviks et la démocratie ouvrière » paraît dans la *Pravda* n°s 13 et 14.
10 (23) mai	L'article de Lénine « Les partis politiques en Russie » paraît dans le journal *Nevskaïa Zvezda* n° 5.
22 mai (4 juin)	Les articles de Lénine: « Nature de la « question agraire en Russie » et « Bilan partiel de la mobilisation électorale » paraissent dans le journal *Nevskaïa Zvezda* n° 6.
31 mai (13 juin)	Lénine fait un exposé sur « L'essor révolutionnaire du prolétariat de Russie » dans la salle de l'Alcazar,

au cours d'une réunion organisée par la section parisienne de l'Organisation du P.O.S.D.R. à l'étranger. L'article de Lénine « Grève économique et grève politique » paraît dans le journal *Nevskaïa Zvezda* n° 10.

3 (16) juin — L'article de Lénine « Le problème des transferts » paraît dans le journal *Nevskaïa Zvezda* n° 11.

4 (17) juin — Les articles de Lénine: « L'essor révolutionnaire », « Les mots d'ordre de la Conférence de Russie du P.O.S.D.R. en janvier 1912 et le mouvement de mai », « Les liquidateurs contre les grèves de masse révolutionnaires » et « Les « unificateurs » paraissent dans le journal *Social-Démocrate* n° 27.
Lénine fait à Leipzig un exposé sur l'essor révolutionnaire en Russie.

10 (23) juin — L'article de Lénine « Caractère et signification de notre polémique avec les libéraux » paraît dans le journal *Nevskaïa Zvezda* n° 12.

Avant le 13 (26) juin — Lénine quitte Paris pour Cracovie afin d'établir des liens plus solides avec la Russie, de renforcer la direction du groupe bolchevique à la Douma et de la rédaction de la *Pravda*.

17 (30) juin — L'article de Lénine « Capitalisme et « Parlement » paraît dans le journal *Nevskaïa Zvezda* n° 13.

21 juin (4 juillet) — Lénine s'installe 218 rue Zvejinetz à Cracovie.

24 juin (7 juillet) — L'article de Lénine « Les élections et l'opposition » paraît dans la *Nevskaïa Zvezda* n° 14.

Fin juin — Lénine écrit l'article: « La situation dans le P.O.S.D.R. et les tâches immédiates du parti ». L'article paraît dans la *Gazeta Robotnicza* (organe de l'opposition de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie) n° 15-16 du 3 (16) juillet.

1er (14) juillet — Les articles de Lénine: « L'importance des élections à Pétersbourg » et « Comparaison du programme agraire de Stolypine et de celui des populistes » paraissent dans le journal *Nevskaïa Zvezda* n° 15.

6 (19) juillet — Lénine écrit à la rédaction de la *Pravda* une lettre où il dénonce la vile campagne menée par Trotski contre la *Pravda*.

Avant le 11 (24) juillet — Lénine écrit la note « Réponse aux liquidateurs » adressée à la rédaction de la *Pravda*. Il lui demande de mener une lutte plus résolue contre les liquidateurs aux élections à la IVe Douma.

11 (24) juillet — Lénine écrit à la rédaction de la *Nevskaïa Zvezda* une lettre dans laquelle il condamne vivement la rédaction qui craint de polémiquer avec les liquidateurs.

12 (25) juillet — L'article de Lénine « En Suisse » paraît dans la *Pravda* n° 63.

12-15 (25-28) juillet — Lénine écrit l'article « Bilan de six mois de travail » et l'envoie à la rédaction de la *Pravda* en indiquant l'ordre de parution. L'article paraît dans les n°s 78, 79, 80 et 81 de la *Pravda* des 29 et 31 juillet (11 et 13 août), 1er et 2 (14 et 15) août.

15 (28) juillet — L'article de Lénine « Démocratie et populisme en Chine » paraît dans le journal *Nevskaïa Zvezda* n° 17. Les articles de Lénine: « Le congrès des socialistes italiens » et «La « liberté d'expression » en Russie » paraissent dans la *Pravda* n° 66.

17 (30) juillet — Lénine compose le texte de la lettre du Comité central du P.O.S.D.R. en réponse à la demande de la Direction du Parti social-démocrate d'Allemagne concernant la convocation d'une conférence des « centres » du parti, des organisations et fractions du P.O.S.D.R. afin d'obtenir l'unité aux élections à la IVe Douma. Cette lettre formait la majeure partie de la brochure « La situation actuelle dans le P.O.S.D.R. ».

19 juillet (1er août) — Lénine écrit à la rédaction de la *Pravda* une lettre où il demande si elle a vraiment l'intention d'ouvrir une rubrique consacrée aux élections à la IVe Douma et à la lutte contre les liquidateurs.

Lénine écrit une lettre à M. Gorki pour l'informer de l'essor révolutionnaire en Russie et de la publication du quotidien ouvrier la *Pravda*.

20 juillet (2 août) — Lénine écrit à la rédaction de la *Pravda* une lettre où il signale la nécessité d'« enflammer la polémique » avec la presse cadette à la veille des élections à la IVe Douma.

L'article de Lénine « Capitalisme et consommation populaire » paraît dans la *Pravda* n° 70.

22 et 29 juillet (4 et 11 août) — L'article de Lénine: « Comment P. Axelrod démasque les liquidateurs » paraît dans le journal *Nevskaïa Zvezda* n°s 18 et 19.

25 juillet (7 août) — L'article de Lénine « Libéraux et cléricaux » paraît dans la *Pravda* n° 74.

26 juillet (8 août) — L'article de Lénine « Les cadets et la démocratie » paraît dans la *Pravda* n° 75.

28 juillet (10 août) — L'article de Lénine « La campagne des libéraux » paraît dans la *Pravda* n° 77.

30 juillet (12 août) — Les articles de Lénine: « Mutineries dans l'armée et la marine », « A la veille des élections à la IVe Douma », « Le slogan « liberté de coalition » peut-il constituer maintenant la base du mouvement ouvrier ? » paraissent dans la *Rabotchaïa Gazéta* n° 9.

31 juillet (13 août) — L'article de Lénine « Questions de principe » paraît dans la *Pravda* n° 79.

Fin juillet-début août — La « Lettre aux ouvriers suisses » écrite par Lénine paraît sous forme de tract polycopié en langue allemande à Zürich.

5 (18) août — L'article de Lénine « La dernière soupape » paraît dans le journal *Nevskaïa Zvezda* n° 20.

8 (21) août — Les articles de Lénine: « Petite information » et « Salaires des ouvriers et profits des capitalistes en Russie » paraissent dans la *Pravda* n° 85.

9 (22) août — L'article de Lénine « Grèves et salaires » paraît dans la *Pravda* n° 86.

11 et 12 (24 et 25) août — Les articles de Lénine: « La journée de travail dans les entreprises industrielles de la province de Moscou », « En Angleterre », « La concentration de la production en Russie » paraissent dans la *Pravda* n°s 88 et 89.

12 (25) août — L'article de Lénine « La journée et l'année de travail dans la province de Moscou » paraît dans le journal *Nevskaïa Zvezda* n° 21.

18 (31) août — L'article de Lénine « Une carrière » paraît dans la *Pravda* n° 94.

Lénine écrit une lettre « Au secrétariat du Bureau Socialiste International » où il proteste contre la lettre de la Direction centrale du Parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie qui informe le Bureau Socialiste International de la scission qui s'est produite parmi les social-démocrates polonais.

19 août (1er septembre) — L'article de Lénine: « Les cadets et la question agraire » paraît dans le journal *Nevskaïa Zvezda* n° 22.

21 août (3 septembre)	L'article de Lénine « Piètre défense » paraît dans la *Pravda* n° 96.
22 août (4 septembre)	Lénine déménage au n° 47 de la rue Lioubomirski à Cracovie
24 août (6 septembre)	L'article de Lénine « Les liquidateurs et « l'unité » paraît dans la *Pravda* n° 99.
26 août (8 septembre)	L'article de Lénine « Entretien sur la « cadétophagie » paraît dans le journal *Nevskaïa Zvezda* n° 23.
29 août (11 septembre)	L'article de Lénine « Les ouvriers et la *Pravda* » paraît dans la *Pravda* n° 103.
30 août (12 septembre)	Les articles de Lénine: « Avant et maintenant » et « Le Congrès international des juges » paraissent dans la *Pravda* n° 104.
31 août (13 septembre)	L'article de Lénine « En Suisse » paraît dans la *Pravda* n° 105.
Fin août	Lénine écrit la préface et la post-face de la brochure « La situation actuelle dans le P.O.S.D.R. ».
2 et 9 (15 et 22) septembre	L'article de Lénine « Une nouvelle campagne contre la démocratie » paraît dans le journal *Nevskaïa Zvezda* n°s 24 et 25.
5 (18) septembre	L'article de Lénine « L'unité des cadets et de *Novoïé Vrémia* » paraît dans la *Pravda* n° 109.
15 (28) septembre	L'article de Lénine « A propos de la lettre de N. Polianski » paraît dans la *Pravda* n° 118.
16 (29) septembre	L'article de Lénine « A propos de la ligne politique » paraît dans le journal *Nevskaïa Zvezda* n° 26
18 septembre (1er octobre)	L'article de Lénine « Les succès des ouvriers américains » paraît dans la *Pravda* n° 120.
28 septembre (11 octobre)	L'article de Lénine « La fin de la guerre italo-turque » paraît dans la *Pravda* n° 129.
Début d'octobre	Dans une lettre à M. Gorki Lénine s'enquiert de son état de santé, le prie de collaborer à la *Pravda* et l'informe du déroulement des élections à la IVe Douma.
5 (18) octobre	L'article de Lénine « Le clergé aux élections et les élections avec le clergé » paraît dans le journal *Nevskaïa Zvezda* n° 27.

6 (19) octobre	L'article de Lénine « La « position » de M. Milioukov » paraît dans la *Pravda* n° 136.
13 (26) octobre	Lénine écrit à la rédaction de la *Pravda* pour insister sur la nécessité de développer avec plus de résolution la plate-forme électorale des bolcheviks devant le congrès des délégués de la curie ouvrière de Pétersbourg, de publier intégralement les listes des candidats bolcheviques, de consacrer un numéro spécial du journal aux élections à la Douma.
16 (29) octobre	Les articles de Lénine « Le député des ouvriers de Pétersbourg » et « Les peuples des Balkans et la diplomatie européenne » paraissent dans la *Pravda* n° 144.
18 (31) octobre	Les articles de Lénine: « Le renard et le poulailler » et « Une résolution honteuse » paraissent dans la *Pravda* n° 146.
19 octobre (1er novembre)	L'article de Lénine « Un professeur cadet » paraît dans la *Pravda* n° 147.
21 octobre (3 novembre)	L'article de Lénine « Un nouveau chapitre de l'histoire mondiale » paraît dans la *Pravda* n° 149.
24 octobre (6 novembre)	L'article de Lénine « Cadets et nationalistes » paraît dans la *Pravda* n° 151.
28 octobre (10 novembre)	L'article de Lénine « Les horreurs de la guerre » paraît dans la *Pravda* n° 155.
Octobre	Lénine écrit l'article « Les discussions sur la politique ouvrière libérale en Angleterre » qui paraît dans la revue *Prosvéchtchénié* n° 4, 1913. Lénine écrit l'article « Deux utopies ».
Début novembre	Lénine écrit les thèses: « De quelques interventions des députés ouvriers » qui donnent des directives pour rédiger la déclaration du groupe social-démocrate.
4 (17) novembre	L'article de Lénine « Des mœurs purement russes » paraît dans la *Pravda* n° 160.
5 (18) novembre	Les articles de Lénine: « La plate-forme des réformistes et la plate-forme des social-démocrates révolutionnaires » et « Parti illégal et travail légal » paraissent dans le journal *Social-Démocrate* nos 28-29.
7 (20) novembre	L'article de Lénine « La signification sociale des victoires serbes et bulgares » paraît dans la *Pravda* n° 162.
8 (21) novembre	L'article de Lénine « La Chine rénovée » paraît dans la *Pravda* n° 163.

9 (22) novembre — L'article de Lénine « Résultats et signification des élections présidentielles américaines » paraît dans la *Pravda* n° 164.

11 (24) novembre — Lénine envoie à la rédaction de la *Pravda* le « Mandat des ouvriers de Pétersbourg à leur député ouvrier» rédigé par Staline, en demandant au journal de le publier en bonne place et en gros caractères.

13 (26) novembre — Lénine envoie aux députés bolcheviques de la IVe Douma le projet de déclaration du groupe social-démocrate qu'il a rédigé.

Aux environs du 20 novembre — Lénine écrit l'article « A propos des événements du 15 novembre (Discours non prononcé) ».

23 novembre (6 décembre) — Lénine écrit à Staline à propos de la préparation de la grève de 24 heures, de meetings et de manifestations pour l'anniversaire du 9 janvier et des tâches des députés bolcheviques à la IVe Douma dans la lutte contre les liquidateurs.

28 novembre (11 décembre) — Lénine expédie à la rédaction de la revue *Prosvéchtchénié* à Pétersbourg, à l'intention des députés bolcheviques, un questionnaire destiné à dresser le bilan des élections dans la curie ouvrière.

Lénine écrit à Staline une lettre contenant les projets de résolutions pour les députés bolcheviques à la IVe Douma à propos de l'admission du député Jagiello au sein du groupe social-démocrate et traitant de la grève décrétée pour le jour où sera ouverte la session de la Douma.

29 novembre (12 décembre) — L'article de Lénine « La maladie du réformisme » paraît dans la *Pravda* n° 180.

30 novembre (13 décembre) — L'article de Lénine « La paupérisation dans la société capitaliste » paraît dans la *Pravda* n° 181. Lénine écrit l'article « Les questions litigieuses » de notre parti. Le courant « liquidateur » et la question « nationale », publié pour la première fois en août 1913 dans le *Pismo Dyskusyjne* [« Feuillet de discussion »] n° 1, édité par les comités de Varsovie et de Lodz du Parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie.

12 (25) décembre — L'article de Lénine « La classe ouvrière et sa représentation « parlementaire » paraît dans la *Pravda* n° 191.

15 (28) décembre — L'article de Lénine « Nationalistes et cadets « se réconcilient » paraît dans la *Pravda* n° 194.

22 décembre (4 janvier 1913) — L'article de Lénine « Les national-libéraux » paraît dans la *Pravda* n° 200.

Décembre — Lénine écrit les thèses « De l'attitude à l'égard du courant liquidateur et de l'unité » pour la conférence de « février » du Comité central du P.O.S.D.R. élargie aux militants du parti.

26 décembre - 1er janvier (8-14 janvier 1913) — Lénine dirige les travaux de la conférence de « février » du Comité central du P.O.S.D.R. élargie aux militants du parti. Il fait les rapports: « Essor révolutionnaire, grèves et objectifs du parti » et « De l'attitude à l'égard du courant liquidateur et de l'unité ». Lénine rédige les résolutions de la conférence: « Essor révolutionnaire, grèves et objectifs du parti »; « Mise sur pied de l'organisation clandestine »; « Le groupe social-démocrate à la Douma »; « La littérature clandestine »; « La campagne des assurances »; « De l'attitude envers le courant liquidateur et l'unité »; « Les organisations social-démocrates « nationales »; « Réorganisation et travail de la rédaction de la *Pravda* ». Il fait le procès verbal des interventions.

1913

Début janvier — Lénine rédige les résolutions et écrit « L'avis » relatif à la conférence de « février » du Comité central du P.O.S.D.R. élargie aux militants du parti.

1er (14) janvier — L'article de Lénine « Le mouvement ouvrier anglais en 1912 » paraît dans la *Pravda* n° 1.

6 (19) janvier — Lénine écrit l'article « Mieux vaut tard que jamais », publié dans la *Pravda* n° 8 du 11 (24) janvier.

12 (25) janvier — Les articles de Lénine: « Le développement des grèves révolutionnaires et des manifestations de rue » et « La scission dans la social-démocratie polonaise» paraissent dans le journal *Social-Démocrate* n° 30.

Lénine écrit à la *Pravda* une lettre réclamant la réorganisation de la rédaction.

Lénine envoie l'article « Du bolchevisme » destiné au second tome du livre de N. Roubakine *Revue des livres*.

15 (28) janvier — L'article de Lénine « Le sens de l'élection de Poincaré » paraît dans la *Pravda* n° 11.

17 (30) janvier — L'article de Lénine « En toute sincérité » paraît dans la *Pravda* n° 13.

18 (31) janvier — L'article de Lénine « Le cabinet Briand » paraît dans la *Pravda* n° 14.

19 janvier (1er février) — Les articles de Lénine : « Les enseignements de la vie » et « La nouvelle démocratie » paraissent dans la *Pravda* n° 15.

20 et 22 janvier (2 et 4 février) — L'article de Lénine « Du populisme » paraît dans la *Pravda* nos 16 et 17.

22 janvier (4 février) — Lénine écrit l'adresse « A l'intention des social-démocrates » dirigée contre les liquidateurs et publiée en tract polycopié à Cracovie en janvier 1913.

25 janvier (7 février) — L'article de Lénine « Dans le monde des Azef » paraît dans la *Pravda* n° 20.

29 janvier (11 février) — L'article de Lénine « Bourgeoisie et réformisme » paraît dans la *Pravda* n° 23.

30 janvier (12 février) — L'article de Lénine « Sur le parti légal » paraît dans la *Pravda* n° 24.

Janvier — Lénine écrit à Gorki pour l'informer d'un projet d'éditer à Moscou un journal bolchevique légal et d'élargir la revue *Prosvéchtchénié* ; il lui envoie les résolutions de la conférence de « février ».

Lénine envoie à la rédaction de la *Pravda* des documents pour les interventions de députés social-démocrates à la IVe Douma à propos du budget gouvernemental.

L'article de Lénine « Bilan des élections » paraît dans la revue *Prosvéchtchénié* n° 1.

Fin janvier — Lénine écrit l'article « Russes et Nègres ».

Début février — Lénine écrit l'article « La faillite des illusions constitutionnelles ».

1 (14) février — Lénine écrit à Badaïev une lettre où il critique vivement la rédaction de la *Pravda* d'avoir publié la lettre de A. Bogdanov dans son n° 24.

L'article de Lénine « La mobilisation des terres paysannes » paraît dans la *Pravda* n° 26.

2 (15) février — L'article de Lénine « Quelques mots sur les grèves » paraît dans la *Pravda* n° 27.

5 (18) février — L'article de Lénine « A propos d'une découverte » paraît dans la *Pravda* n° 29.

6 (19) février — L'article de Lénine « Le congrès du parti ouvrier anglais » paraît dans la *Pravda* n° 30.

6-9 (19-22) février	Lénine écrit l'article « Une disparité croissante. Notes d'un publiciste » où il critique les décisions de la conférence cadette; ce texte est publié dans la revue *Prosvéchtchénié* nos 3 et 4.
8 (21) février	Lénine écrit à la rédaction de la *Pravda* pour la féliciter d'avoir amélioré la qualité du journal et signaler la nécessité de sortir un numéro spécial consacré au 30e anniversaire de la mort de Karl Marx.
12 (25) février	L'article de Lénine « Merci de votre franchise » paraît dans la *Pravda* n° 35.
16 février (1er mars)	L'article de Lénine « La question de l'unité » paraît dans la *Pravda* n° 39.
23 février (8 mars)	L'article de Lénine « Quelques résultats de la « réglementation agraire » paraît dans la *Pravda* n° 45.
Février	L'article de Lénine « Que se passe-t-il dans le mouvement populiste et que se passe-t-il à la campagne ? » paraît dans la revue *Prosvéchtchénié* n° 2.
1er (14) mars	L'article de Lénine « Les destinées historiques de la doctrine de Karl Marx » paraît dans la *Pravda* n° 50.
2 (15) mars	L'article de Lénine « La grande propriété foncière seigneuriale et la petite propriété paysanne en Russie » paraît dans la *Pravda* n° 51.
7 (20) mars	L'article de Lénine « Fausses notes » paraît dans la *Pravda* n° 55.
8 (21) mars	L'article de Lénine « Le nœud du problème » paraît dans la *Pravda* n° 56.
9 (22) mars	L'article de Lénine « Comment les libéraux enjolivent le servage » paraît dans la *Pravda* n° 57.
10-13 (23-26) mars	Lénine dirige les travaux de la conférence des membres du Comité central du P.O.S.D.R. à Cracovie.
13 (26) mars	L'article de Lénine « Un système « scientifique » pour pressurer l'ouvrier » paraît dans la *Pravda* n° 60.
14 (27) mars	L'article de Lénine « Nos « succès » paraît dans la *Pravda* n° 61.
15 (28) mars	Les articles de Lénine: « Accord ou scission ? (Les divergences à l'intérieur du groupe social-démocrate à la Douma) » et « Avoir disponible » paraissent dans la *Pravda* n° 62.

TABLE DES MATIÈRES

1912

PRÉFACE 7
LA CAMPAGNE DES ÉLECTIONS À LA IVe DOUMA ET LES TÂCHES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE 9
LES LIQUIDATEURS CONTRE LE PARTI 15
A LA MÉMOIRE DE HERZEN 18
LE RÉGIME DE POSSESSION TERRIENNE EN RUSSIE D'EUROPE 26
LES TROUDOVIKS ET LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE 30
I 30
II 32
III 35
LES PARTIS POLITIQUES EN RUSSIE 38
ENQUÊTE SUR LES ORGANISATIONS DU GROS CAPITAL 51
I 51
II 54
III 56
IV 61
V 64
VI 66
NATURE DE LA « QUESTION AGRAIRE EN RUSSIE » 69
BILAN PARTIEL DE LA MOBILISATION ÉLECTORALE . . . 74
GRÈVE ÉCONOMIQUE ET GRÈVE POLITIQUE 80
LE PROBLÈME DES TRANSFERTS 88
L'ESSOR RÉVOLUTIONNAIRE 100
LES MOTS D'ORDRE DE LA CONFÉRENCE DE RUSSIE DU P.O.S.D.R. EN JANVIER 1912 ET LE MOUVEMENT DE MAI 109
LES LIQUIDATEURS CONTRE LES GRÈVES RÉVOLUTIONNAIRES DE MASSE 115
LES « UNIFICATEURS » 117
CARACTÈRE ET SIGNIFICATION DE NOTRE POLÉMIQUE AVEC LES LIBÉRAUX 121
CAPITALISME ET « PARLEMENT » 128

LES ÉLECTIONS ET L'OPPOSITION 131
L'IMPORTANCE DES ÉLECTIONS DE PÉTERSBOURG 135
COMPARAISON DU PROGRAMME AGRAIRE DE STOLYPINE ET DE CELUI DES POPULISTES 142
LA SITUATION DANS LE P.O.S.D.R. ET LES TÂCHES IMMÉDIATES DU PARTI 149
I 150
II 152
III 155
RÉPONSE AUX LIQUIDATEURS 157
EN SUISSE 159
DÉMOCRATIE ET POPULISME EN CHINE 162
LE CONGRÈS DES SOCIALISTES ITALIENS 169
LA « LIBERTÉ D'EXPRESSION » EN RUSSIE 172
COMMENT P. AXELROD DÉMASQUE LES LIQUIDATEURS . . . 174
I 174
II 179
BILAN DE SIX MOIS DE TRAVAIL 187
I 187
II 193
III 196
IV 200
LA SITUATION ACTUELLE DANS LE P.O.S.D.R. 203
A la direction du Parti social-démocrate allemand . . . 204
La situation dans le P.O.S.D.R. depuis janvier 1912 . . 205
Quelle est l'attitude des social-démocrates russes restés neutres jusqu'à présent envers le « comité d'organisation » ? 205
Le groupe social-démocrate à la IIIe Douma 208
Données officiellement vérifiables sur l'influence des liquidateurs comparée à l'influence du parti 210
Chiffres publiés et vérifiables sur les liens des liquidateurs et du parti avec les masses ouvrières en Russie 212
Conclusion 215
Post-scriptum 219
PREMIER ÉTAT DU POST-SCRIPTUM À LA BROCHURE « LA SITUATION ACTUELLE DANS LE P.O.S.D.R. » 222
CAPITALISME ET CONSOMMATION POPULAIRE 225
LIBÉRAUX ET CLÉRICAUX 228
LES CADETS ET LA DÉMOCRATIE 230
LA CAMPAGNE DES LIBÉRAUX 232
MUTINERIES DANS L'ARMÉE ET DANS LA FLOTTE 234
A LA VEILLE DES ÉLECTIONS À LA IVe DOUMA 238
LE SLOGAN « LIBERTÉ DE COALITION » PEUT-IL CONSTITUER MAINTENANT LA BASE DU MOUVEMENT OUVRIER ? 244
LETRE AUX OUVRIERS SUISSES 247

QUESTIONS DE PRINCIPE 248
LA DERNIÈRE SOUPAPE 250
PETITE INFORMATION 256
SALAIRES DES OUVRIERS ET PROFITS DES CAPITALISTES EN RUSSIE 258
GRÈVES ET SALAIRES 260
LA JOURNÉE DE TRAVAIL DANS LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES DE LA PROVINCE DE MOSCOU 262
LA JOURNÉE ET L'ANNÉE DE TRAVAIL DANS LA PROVINCE DE MOSCOU 264
EN ANGLETERRE 273
LA CONCENTRATION DE LA PRODUCTION EN RUSSIE 275
UNE CARRIÈRE 277
AU SECRÉTARIAT DU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL 279
LES CADETS ET LA QUESTION AGRAIRE 281
PIÈTRE DÉFENSE 291
LES LIQUIDATEURS ET L'« UNITÉ » 293
ENTRETIEN SUR « LA CADÉTOPHAGIE ». 295
LES OUVRIERS ET LA *Pravda* 303
AVANT ET MAINTENANT 306
LE CONGRÈS INTERNATIONAL DES JUGES 308
EN SUISSE 311
LE CLERGÉ ET LA POLITIQUE 314
UNE NOUVELLE CAMPAGNE CONTRE LA DÉMOCRATIE . . . 316
I 316
II 319
III 321
IV 324
V 326
L'UNITÉ DES CADETS ET DE *Novoïé Vrémia* 328
A PROPOS D'UNE LETTRE DE N. POLIANSKI 331
A PROPOS DE LA LIGNE POLITIQUE 333
LES SUCCÈS DES OUVRIERS AMÉRICAINS 341
LA FIN DE LA GUERRE ITALO-TURQUE 343
UN JEU DE HASARD 345
LE CLERGÉ AUX ÉLECTIONS ET LES ÉLECTIONS AVEC LE CLERGÉ 347
LA POSITION DE MONSIEUR MILIOUKOV 351
LE DÉPUTÉ DES OUVRIERS DE PÉTERSBOURG 353
LES PEUPLES DES BALKANS ET LA DIPLOMATIE EUROPÉENNE 355
LE RENARD ET LE POULAILLER 357
UNE RÉSOLUTION HONTEUSE 360

DEUX UTOPIES 362
LES DISCUSSIONS SUR LA POLITIQUE OUVRIÈRE DES LIBÉRAUX EN ANGLETERRE 367
UN PROFESSEUR CADET 374
UN NOUVEAU CHAPITRE DE L'HISTOIRE MONDIALE 376
CADETS ET NATIONALISTES 378
LES HORREURS DE LA GUERRE 380
LES CADETS ET LA GRANDE BOURGEOISIE 382
DES MOEURS PUREMENT RUSSES 384
LA PLATE-FORME DES RÉFORMISTES ET LA PLATE-FORME DES SOCIAL-DÉMOCRATES RÉVOLUTIONNAIRES 386
PARTI ILLÉGAL ET TRAVAIL LÉGAL 396
I 397
II 400
III 403
IV 404
LA SIGNIFICATION SOCIALE DES VICTOIRES SERBES ET BULGARES 407
LA CHINE RÉNOVÉE 410
RÉSULTATS ET SIGNIFICATION DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES AMÉRICAINES 413
LES « QUESTIONS DOULOUREUSES » DE NOTRE PARTI. *Le problème « liquidateur » et le problème « national »* . . . 416
I 417
II 418
III 420
IV 422
DE QUELQUES INTERVENTIONS DES DÉPUTÉS OUVRIERS 425
A PROPOS DES DÉPUTÉS OUVRIERS À LA DOUMA ET DE LEUR DÉCLARATION 433
A PROPOS DES ÉVÉNEMENTS DU 15 NOVEMBRE (*Discours non prononcé*) 438
LETTRE À J. STALINE 441
LETTRE À J. STALINE 445
LA MALADIE DU RÉFORMISME 447
LA PAUPÉRISATION DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE . . . 450
LA CLASSE OUVRIÈRE ET SA REPRÉSENTATION « PARLEMENTAIRE » 452
NATIONALISTES ET CADETS « SE RÉCONCILIENT » 454
LES NATIONAL-LIBÉRAUX 457
DE L'ATTITUDE À L'ÉGARD DU COURANT LIQUIDATEUR ET DE L'UNITÉ. *Thèses* 460

1913

AVIS ET RÉSOLUTIONS DE LA CONFÉRENCE DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R. TENUE À CRACOVIE AVEC LES RESPONSABLES DU PARTI 463

AVIS 465
RÉSOLUTIONS 472
Essor révolutionnaire, grèves et objectifs du parti . . . 472
Mise sur pied de l'organisation clandestine 474
Le groupe social-démocrate à la Douma 476
La littérature clandestine 477
La campagne des assurances 478
L'attitude envers le courant liquidateur et l'unité . . . 479
Les organisations social-démocrates « nationales » 481
LE MOUVEMENT OUVRIER ANGLAIS EN 1912 484
MIEUX VAUT TARD QUE JAMAIS 486
LE DÉVELOPPEMENT DES GRÈVES RÉVOLUTIONNAIRES ET DES MANIFESTATIONS DE RUE 488
PREMIER ÉTAT DU POST-SCRIPTUM À L'ARTICLE « LE DÉVELOPPEMENT DES GRÈVES RÉVOLUTIONNAIRES ET DES MANIFESTATIONS DE RUE » 496
LA SCISSION DANS LA SOCIAL-DÉMOCRATIE POLONAISE . . . 497
DU BOLCHEVISME 503
LE SENS DE L'ÉLECTION DE POINCARÉ 506
EN TOUTE SINCÉRITÉ 508
LE CABINET BRIAND 510
BILAN DES ÉLECTIONS 512
I. Les élections « fabriquées » 513
II. La nouvelle Douma 514
III. Changements à l'intérieur du système du 3 juin . . 517
IV. Sur quoi a porté la lutte électorale? 522
V. La vérification des mots d'ordre électoraux . . . 525
VI. « Fin » des illusions concernant le parti cadet . . . 530
VII. A propos d'un « immense péril pour la propriété foncière de la noblesse » 533
VIII. Une défaite dissimulée 535
LES ENSEIGNEMENTS DE LA VIE 540
LA NOUVELLE DÉMOCRATIE 543
DU POPULISME 545
I 545
II 547
A L'ATTENTION DES SOCIAL-DÉMOCRATES 550
DANS LE MONDE DES AZEF 554
BOURGEOISIE ET RÉFORMISME 556
SUR LE PARTI LÉGAL 558
LA MOBILISATION DES TERRES PAYSANNES 561
QUELQUES MOTS SUR LES GRÈVES 563
RUSSES ET NÈGRES 565
A PROPOS D'UNE DÉCOUVERTE 567
LE CONGRÈS DU PARTI OUVRIER ANGLAIS 569
LA FAILLITE DES ILLUSIONS CONSTITUTIONNELLES 571

MERCI DE VOTRE FRANCHISE 573
LA QUESTION DE L'UNITÉ 575
QUE SE PASSE-T-IL DANS LE MOUVEMENT POPULISTE ? ET QUE SE PASSE-T-IL À LA CAMPAGNE ? 577
UNE DISPARITÉ CROISSANTE. *Note d'un publiciste* 584
I 584
II 585
III 586
IV 588
V 589
VI 591
VII 592
VIII 593
IX 596
X 598
QUELQUES RÉSULTATS DE LA « RÉGLEMENTATION AGRAIRE » 604
LES DESTINÉES HISTORIQUES DE LA DOCTRINE DE KARL MARX 606
I 606
II 607
III 608
LA GRANDE PROPRIÉTÉ FONCIÈRE SEIGNEURIALE ET LA PETITE PROPRIÉTÉ PAYSANNE EN RUSSIE 610
FAUSSES NOTES 612
LE « NOEUD DU PROBLÈME » 614
COMMENT LES LIBÉRAUX ENJOLIVENT LE SERVAGE . . . 616
UN SYSTÈME « SCIENTIFIQUE » POUR PRESSURER L'OUVRIER 618
NOS « SUCCÈS » 620
ACCORD OU SCISSION ? (*A propos des divergences à l'intérieur du groupe social-démocrate à la Douma*) 622
AVOIR DISPONIBLE 625
Notes 627
La vie et l'œuvre de V. Lénine 669

ILLUSTRATIONS

Première page du n° 15 du journal *Nevskaïa Zvezda*, 1er juillet 1912, où furent publiés les articles de V. Lénine « L'importance des élections de Pétersbourg » et « Comparaison du programme agraire de Stolypine et de celui des populistes » 139

Première page du n° 80 de la *Pravda*, 1er août 1912, où fut publiée la suite de l'article de V. Lénine « Bilan de six mois de travail » . . . 189

Première page du manuscrit de V. Lénine « De quelques interventions des députés ouvriers ».— Novembre 1912 427

Première page du manuscrit de V. Lénine « Avis » sur la conférence du C.C. du P.O.S.D.R. avec les responsables du parti.— Janvier 1912 467

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR MICHELINE PETITOT, GEORGES VOGUET, ANDRÉE ROBEL, NIKITA SIBÉROFF, OLGA TATARINOVA.

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

ТОМ 18

На французском языке

Achevé d'imprimer en auril 1969 par les Editions du Progrès, Moscou

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT